

CHAMBRE DES DÉPUTÉS GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°2 - SESSION ORDINAIRE 2015-2016

Hommage aux victimes des attentats de Paris
Politique d'aide au développement
- déclaration
- débat

p. 29
p. 34
p. 36

Subvention de loyer
Sommaire des séances publiques n°3 et 4
Sommaire des questions parlementaires

p. 51
p. 60
p. Q18

3^e séance
4^e séance

Mardi 17 novembre 2015
Mercredi 18 novembre 2015

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook et Twitter



Les membres du Bureau reçus en audience

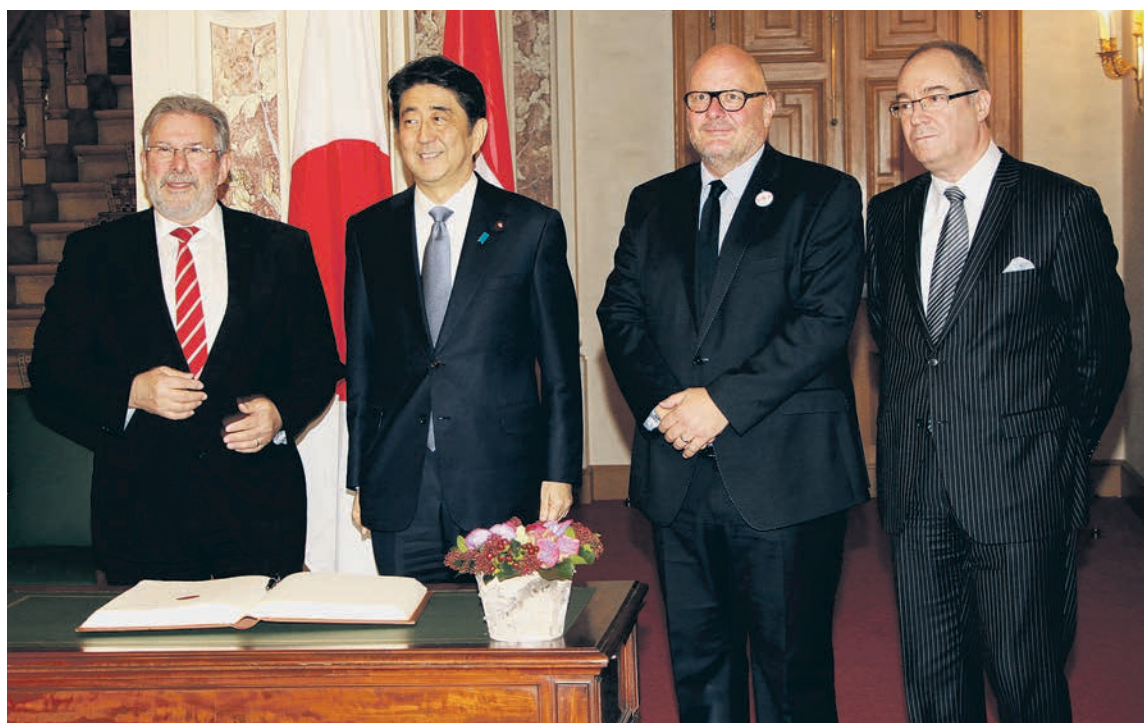
À l'occasion de la rentrée parlementaire, Son Altesse Royale le Grand-Duc a reçu en audience au Palais grand-ducal les membres du Bureau de la Chambre des Députés le 20 novembre 2015.

Étaient présents à l'audience: M. Mars Di Bartolomeo, Président de la Chambre des Députés; M. Henri Kox, Vice-Président; M. Alex Bodry, M. Eugène Berger, M. Michel Wolter, Mme Lydie Polfer, M. Marc Angel, M. Gilles Roth et M. Claude Wiseler, membres; M. Claude Frieseisen, Secrétaire général.



© 2015 Cour grand-ducale / Vic Fischbach / tous droits réservés

Le Premier Ministre japonais à la Chambre



(de gauche à droite) M. Mars Di Bartolomeo, M. Shinzō Abe, M. Marc Angel et M. Claude Frieseisen

Le Luxembourg et le Japon vont développer leurs relations bilatérales et poursuivre leurs relations régulières, également au niveau parlementaire: c'est ce qui a été souligné par M. Mars Di Bartolomeo, Président de la Chambre des Députés, et M. Shinzō Abe, Premier Ministre du Japon, à l'occasion d'un déplacement

officiel de celui-ci au Grand-Duché. Les deux hommes politiques ont insisté sur l'engagement de leurs pays contre le terrorisme et la nécessité de s'engager contre les extrémismes.

M. Abe s'est réjoui des bonnes relations entre le Japon et le Luxembourg, centre financier et plate-

forme dans le domaine des technologies de l'information.

Finalement, le Premier Ministre japonais et le Président de la Chambre se sont félicités des activités du groupe d'amitié parlementaire Luxembourg-Japon qui devrait encore intensifier ses travaux.

Tous solidaires avec les enfants de réfugiés



Mme Sandra Visscher, Directrice d'UNICEF-Luxembourg, remet au Président de la Chambre un rapport sur la situation des enfants migrants et réfugiés.

«Tous enfants, tous solidaires» et «chaque enfant a les mêmes droits!» Par ces slogans, l'UNICEF avait réussi à rassembler le 20 novembre 2015 350 jeunes pour exprimer leur solidarité avec les enfants de réfugiés. Le cortège, parti de la place Guillaume II,

est finalement arrivé à la Chambre des Députés où son Président, M. Mars Di Bartolomeo, et le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, M. Romain Schneider, lui ont réservé un accueil chaleureux.

L'ORK remet son rapport au Président de la Chambre

La parentalité au centre du rapport de l'ORK

Comme chaque année depuis sa création en 2002, l'Ombudscomité fir d'Rechter vum Kand (ORK) a remis son rapport sur la situation des droits de l'enfant au Luxembourg au Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo.

Entre le 1^{er} novembre 2014 et le 31 octobre 2015, 92 nouveaux dossiers - concernant 149 enfants - ont été traités par l'ORK. De ceux-ci ressort notamment que nombreux sont les parents à avoir été «malmenés, incompris et peu respectés dans leurs fonctions parentales»: d'où l'importance attachée au sujet de la parentalité dans le rapport 2015 de l'ORK qui y occupe une place centrale.

Pour les responsables de l'ORK, le thème de «la parentalité» se trouve

d'autant plus sous les feux de l'actualité que deux grandes réformes la concernant se font attendre, à savoir les projets de loi sur le divorce et la protection de la jeunesse.

C'est la raison pour laquelle M. René Schlechter, l'«Ombudsman fir d'Rechter vum Kand», a insisté, lors de la remise du rapport, le 12 novembre 2015, sur la nécessité urgente de réformer ces deux lois.

Il est à noter enfin que deux autres préoccupations de l'ORK, largement abordées dans son rapport 2015, concernent le marché du logement (désigné de «machine à exclusion») ainsi que le nombre croissant de familles tombant dans la précarité.

Le texte intégral du rapport peut être consulté sur www.ork.lu.



Le Président de l'ORK, M. René Schlechter, accompagné des membres du comité, remet le rapport 2015 au Président de la Chambre des Députés.

Quatre rapporteurs pour une nouvelle Constitution



Les rapporteurs désignés pour la nouvelle Constitution

Dans sa réunion du 18 novembre 2015, la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle a désigné quatre de ses membres rapporteurs de la proposition de révision portant instauration d'une nouvelle Constitution.

M. Alex Bodry (LSAP), Président, et Mme Simone Beissel (DP), M. Léon Gloden (CSV) et M. Claude Adam (déi gréng), membres de la commission, décideront entre eux de quelle manière ils se répartiront le travail.

Ce fait plutôt rare de charger plusieurs députés de la rédaction d'un seul rapport est évidemment dû à l'envergure des travaux, mais également à la volonté de souligner le large consensus autour du projet d'une nouvelle Constitution.

Visite du Président du Tatarstan

Le Président de la République du Tatarstan, M. Rustam Minnikhanov, a été reçu au Parlement luxembourgeois le 20 novembre 2015 par M. Mars Di Bartolomeo, Président de la Chambre des Députés, accompagné de M. Marc Angel, Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration.

Les discussions étaient dominées par les attaques perpétrées le 13 novembre 2015 à Paris.

Le Tatarstan, une République autonome de la Fédération de Russie, est composée d'une majorité de Tatars et de 40% de Russes et assume un rôle modèle en Russie pour un mode de vie pacifique entre la foi chrétienne orthodoxe et l'islam.

La situation s'est néanmoins dégradée après la chute de l'URSS avec la formation de jeunes imams tatars en Arabie saoudite et un effort important est actuellement réalisé pour endiguer l'extrémisme.



M. Rustam Minnikhanov fut accueilli par M. Mars Di Bartolomeo.

Visite d'anciens membres du Parlement européen

Crise des réfugiés, priorités de la Présidence luxembourgeoise, dimension sociale de la gouvernance économique européenne: les anciens députés européens se sentent toujours autant concernés par les questions européennes qu'à l'époque où ils contribuaient encore à y répondre activement.

Reçue à la mi-novembre à la Chambre des Députés, l'Association des anciens députés du Parlement européen a fait, en compagnie de M. Mars Di Bartolomeo, Président de la Chambre, de M. Marc Angel, Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes ainsi qu'en présence d'une délégation de l'Association des anciens députés luxembourgeois, un tour d'horizon des nombreux sujets qui dominent à l'heure qu'il est l'actualité européenne.

Les anciens membres du Parlement européen ont également saisi l'occasion pour se déplacer dans diverses institutions européennes sur le plateau de Kirchberg et pour visiter le Musée européen à Schengen.



Des membres de l'Association des anciens députés du Parlement européen reçus à la Chambre.

Rencontre avec le Président de la Commission européenne

Les 9 et 10 novembre 2015, Mme Anne Brasseur, en sa qualité de Présidente de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, a effectué une série de réunions bilatérales avec des hauts responsables de l'Union européenne à Bruxelles.

Elle a notamment rencontré M. Jean-Claude Juncker, Président de la Commission européenne.

Les discussions entre les deux Luxembourgeois ont porté sur la migration et la crise des réfugiés, la

lutte contre les manifestations d'intolérance et de haine et l'extrémisme violent, la situation en Ukraine et les relations avec la Russie.

Mme Brasseur a exprimé sa reconnaissance pour le soutien que M. Juncker a apporté à la campagne contre la haine, conduite par le Conseil de l'Europe et son Assemblée parlementaire.

Mme Brasseur a également rencontré à Bruxelles M. Dimitris Avramopoulos, Commissaire chargé

de la migration, des affaires intérieures et de la citoyenneté, et un certain nombre d'interlocuteurs de haut rang du Service européen pour l'action extérieure de l'Union européenne ainsi que des cabinets des commissaires européens responsables de la politique européenne de voisinage, de l'État de droit, de l'éducation et de la culture.



M. Jean-Claude Juncker et Mme Anne Brasseur

LIV COSAC à Luxembourg



Les membres de la délégation luxembourgeoise: M. Gast Gibéryen, Mme Diane Aedem, M. Marc Angel, M. Eugène Berger et M. Claude Adam (de gauche à droite)

Dans le cadre de la dimension parlementaire de la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne, 300 participants issus des Parlements nationaux des 28 pays membres de l'Union européenne (UE), du Parlement européen ainsi que des pays candidats à une adhésion à l'Union européenne ont assisté, les 1^{er} et 2 décembre 2015 au European Convention Center Kirchberg (ECCL), à la 54^e réunion plénière de la Conférence des Organes parlementaires spécialisés dans les Affaires de l'Union des Parlements de l'Union européenne (COSAC).

Après une minute de silence en mémoire et en hommage aux victimes des attentats de Paris et du terrorisme en général, la conférence a commencé par un débat autour de l'Agenda européen en matière de migration. Les discus-

sions étaient subdivisées en deux chapitres: «Politique commune en matière d'asile et politique de migration régulière» et «Lutte contre la migration irrégulière et sécurité des frontières extérieures».

Les débats sur ces points étaient loin d'être consensuels comme en témoigne ce passage de la contribution finale: «La COSAC reconnaît qu'une majorité de Parlements salue la proposition de la Commission européenne pour un mécanisme permanent de relocalisation des réfugiés; attend avec intérêt les propositions pour un programme permanent de réinstallation et pour la réforme du règlement de Dublin. En même temps, la COSAC reconnaît les réserves de plusieurs Parlements concernant ces mesures proposées par la Commission européenne.»

Trois semaines après la présentation du paquet «Élargissement 2015» par la Commission européenne et au lendemain du sommet UE-Turquie, la politique d'élargissement de l'Union a également figuré au programme de la conférence.

Une majorité des intervenants s'est prononcée en faveur d'une adhésion de nouveaux membres, sous réserve que tous les critères fixés par l'Union - principes de liberté, de démocratie, de respect des droits de l'Homme et des libertés fondamentales, ainsi que de l'État de droit - soient respectés.

Finalement, il a encore été question d'une stratégie pour un marché numérique en Europe à l'occasion de cette 54^e COSAC.

Groupe de travail de la COSAC

Dans le cadre de la dimension parlementaire de la Présidence du Conseil de l'Union européenne, la Chambre des Députés a organisé en date du 30 octobre 2015 une réunion du groupe de travail de la COSAC (Conférence des Organes spécialisés dans les Affaires communautaires), présidée par M. Marc Angel, Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration.

Les représentants des commissions des affaires européennes des Parlements nationaux de l'Union européenne (UE) y ont discuté sur l'éventuelle mise en place d'un «carton vert» et sur les améliorations qui pourraient être apportées à la procédure d'avis motivé.

Le concept de «carton vert» n'est pas prévu par les traités, mais se situe dans le contexte du dialogue politique que les Parlements nationaux entretiennent avec la Commission européenne. L'idée du «carton vert» vise à permettre aux Parlements de

proposer de nouvelles législations à la Commission européenne, respectivement de suggérer l'abrogation ou la modification de législations européennes existantes, mais sans qu'il ne s'agisse d'un droit d'initiative parlementaire.

La procédure d'avis motivé a trait au contrôle du respect du principe de subsidiarité qui vise à déterminer le niveau d'intervention le plus pertinent dans les domaines de compétences partagées entre l'UE et les États membres de l'UE. L'UE ne peut intervenir que si elle est en mesure d'agir plus efficacement que les États membres de l'UE à leurs échelons national ou local respectifs. Les membres de la COSAC souhaitent élaborer à cet effet des lignes directrices qui pourraient être communes à tous les avis motivés. A également été discutée l'éventuelle exclusion de certaines périodes de vacances parlementaires et de vacances des institutions européennes de la période de huit semaines réservée pour l'introduction des avis.



La réunion du groupe de travail était présidée par M. Marc Angel.



Allocution de bienvenue de M. Mars Di Bartolomeo lors de la 54^e COSAC, présidée par M. Marc Angel, président de la délégation luxembourgeoise

Réunion interparlementaire à Bruxelles

L'évolution institutionnelle future de l'Union

Le jeudi 19 novembre 2015, la Commission des Affaires constitutionnelles (AFCO) du Parlement européen a invité les Parlements nationaux à une réunion interparlementaire sur «l'évolution institutionnelle future de l'Union: renforcer le dialogue politique entre le Parlement européen et les Parlements nationaux».

La Commission AFCO travaille actuellement sur deux rapports d'initiative liés à l'évolution institutionnelle de l'Union: l'un dont le but est d'analyser comment mieux exploiter le potentiel du traité de Lisbonne pour relever les défis géopolitiques, économiques et sociaux actuels, et le second qui doit examiner des pistes de révision des traités pour renforcer la résilience de l'UE aux défis croissants auxquels elle est confrontée.

Dans ce contexte, la Commission AFCO a organisé un débat en présence de députés nationaux, dont M. Marc Angel, Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration, d'experts du monde académique et de M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.

Les députés ont exprimé leur soutien en faveur d'un dialogue politique accru

et approfondi tout en saluant la démarche d'explorer de nouvelles pistes pour améliorer le fonctionnement de l'Union européenne (UE) par le biais d'une pleine utilisation du potentiel du traité de Lisbonne et du cadre institutionnel actuel plutôt que par des modifications aux traités.

M. Marc Angel a souligné que l'UE fait en ce moment face à ses plus grands défis. L'amélioration du fonctionnement de l'UE est donc primordiale et devrait s'accompagner d'un renforcement du rôle et de l'implication des parlements de l'UE. D'où l'importance d'intensifier le dialogue politique et la coopération entre le Parlement européen et les Parlements nationaux afin de rapprocher l'UE des citoyens et lui assurer une meilleure légitimité.

Les Parlements nationaux prennent leur rôle de contribution au bon fonctionnement de l'UE au sérieux comme ont pu démontrer les initiatives parlementaires prises sous Présidence luxembourgeoise pour renforcer le dialogue politique et le contrôle de subsidiarité. La procédure de contrôle de subsidiarité, malgré son importance, ne doit pas donner l'impression que le rôle des Parlements nationaux se limite à



M. Nicolas Schmit et M. Marc Angel.

bloquer l'intégration européenne. Les parlements doivent pouvoir, selon Marc Angel, jouer un rôle plus positif dans le processus menant à l'adoption de la législation européenne, par exemple par le biais d'une procédure de «carton vert» qui permettrait aux Parlements nationaux de soumettre des suggestions constructives non contraignantes sur les mesures politiques ou les propositions législatives à la Com-

mission européenne, sans porter atteinte à son droit d'initiative législative.

Le Ministre Nicolas Schmit a souligné le rôle politique majeur que jouent les Parlements nationaux au niveau européen. Ce rôle est fondamental dans le contexte que traverse actuellement l'Union européenne et dans le processus de réflexion sur le futur institutionnel de l'Union. La coopération avec les Parlements nationaux est également

importante dans le cadre des efforts déployés pour améliorer la législation européenne au niveau des traités actuels.

Le Ministre a néanmoins appelé à la prudence et à ne pas vouloir faire des Parlements nationaux une sorte de troisième législateur européen, qui ne serait pas cohérent avec le système institutionnel européen.

Réunion interparlementaire à Riga

Régulation des médias européens



M. Claude Adam, Vice-Président de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace, a représenté la Chambre des Députés lors d'une réunion interparlementaire à Riga. La réunion «Audiovisual Media Services Directive: Still strengthening the single market or creating vulnerabilities?» était organisée par la Commission des Affaires européennes de la Saeima lettone.

La directive sur les services de médias audiovisuels (SMA) qui est au cœur de la régulation des médias européens était au centre des discussions.

Mme Lolita Čigāne, Présidente de la Commission des Affaires européennes lettone, et le représentant luxembourgeois à Riga, M. Claude Adam

Le Luxembourg, comme «global player» sur le plan des médias audiovisuels, a évidemment un intérêt à assister à des débats internationaux à ce sujet. Ainsi il est intéressant de savoir que le principe du pays d'origine n'a été mis en question à aucun moment et par aucune des délégations.

Face au contexte de la nouvelle réalité technologique et géopolitique, la révision de la directive SMA est bienvenue.

La délégation lettone avait présenté une ébauche de proposition pour un «carton vert» à adresser à la Commission européenne dans le

cadre du dialogue politique existant. Par cette proposition, elle tenait à attirer l'attention sur plusieurs aspects problématiques de la réglementation actuelle en ce qui concerne le niveau de protection contre l'incitation à la haine.

Il a été décidé d'envoyer cette proposition avec son argumentaire aux délégations nationales représentées à la conférence. Après discussion, cette proposition sera retournée à la Commission des Affaires européennes de la Saeima.

Conférence interparlementaire sur la stabilité, la coordination économique et la gouvernance au sein de l'UE (SCEG)

La dimension sociale de la gouvernance économique

Du 9 au 10 novembre 2015 - sur invitation de la Chambre des Députés -, le «European Convention Center» à Luxembourg-Kirchberg fut le théâtre d'une Conférence interparlementaire sur la stabilité, la coordination économique et la gouvernance au sein de l'UE (SCEG).

Devant environ 200 participants - dont de nombreux députés - des 28 pays membres de l'Union européenne (UE), le Président de la Chambre des Députés a tenu un plaidoyer en faveur d'une meilleure interaction entre les volets économique et social de l'Union économique et monétaire (UEM) liant les États membres.

Gouvernance économique: plus grande dose de social

«L'Europe deviendra plus sociale ou ne sera plus!» M. Mars Di Bartolomeo a ainsi réfuté l'idée comme quoi une Union européenne (UE) forte, solidaire et sociale nuirait à l'efficacité de ses politiques économiques. Aux détracteurs d'une telle union, M. Di Bartolomeo a rétorqué qu'elle constituerait - du moins en partie - une réponse à ses défis actuels. Raison pour laquelle chaque action, chaque règlement et chaque directive émanant de l'UE devraient, à l'avenir, être évalués à l'aune de leur dimension sociale.

Même conclusion de M. Nicolas Schmit qui, en sa qualité de Ministre

du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, fut le premier intervenant de la conférence sur le thème de «la dimension sociale de la gouvernance économique». Déplorant qu'au cours des dernières années, et surtout au plus fort de la crise des dettes souveraines en Europe, la dimension sociale de l'Union économique et monétaire (UEM) ait été négligée, M. Schmit a adressé une mise

en garde en déclarant qu'un manque ressenti de légitimité démocratique en la matière met justement en péril le projet européen.

Une crise sociale ayant succédé à la crise financière et économique de 2008, avec son cortège de chômeurs de longue durée et de jeunes en grande précarité à la recherche d'un emploi, des réflexes de plus en plus

nationalistes se font jour en Europe. D'où l'importance, aux yeux du Ministre, d'une participation plus active des partenaires sociaux, du Parlement européen ainsi que des Parlements nationaux afin de redonner à la gouvernance socio-économique en Europe ses lettres de noblesse.

Selon Nicolas Schmit, il est donc vital de relancer l'investissement pro-

ductif et les investissements sociaux qui pourront avoir un impact considérable sur la croissance et la compétitivité européennes. Ce n'est qu'en mettant l'accent sur les compétences et la formation des citoyens européens que l'UE saura bien négocier le tournant de son économie encore traditionnelle vers une économie numérique, digitale qui marquera de son empreinte le 21^e siècle.



Les participants à la Conférence interparlementaire sur la stabilité, la coordination économique et la gouvernance au sein de l'UE

Une retraite bien méritée pour M. Martin Bisenius et Mme Arlette Frascht

Le personnel de l'administration parlementaire s'est réuni le 27 novembre 2015 pour dire au revoir à deux collègues de travail qui, après 28 ans de service à la Chambre des Députés, se retirent de la vie professionnelle.

Lors de leurs vœux de bonne retraite, le Président de la Chambre, M. Mars Di Bartolomeo, et le Secrétaire général, M. Claude Frieseisen, ont rendu hommage au travail exemplaire de ce tandem au niveau du Service des Commissions et à leur engagement au sein de la délégation du personnel.

Ils ont souligné les mérites de M. Martin Bisenius, responsable du Service des Commissions, dans les dossiers notamment de la santé et de la sécurité sociale et de Mme Arlette Frascht, assistante compétente et dévouée de ce dernier.

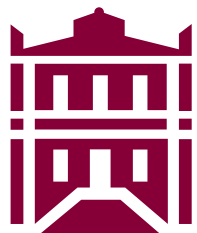
Mme Arlette Frascht, M. Martin Bisenius et M. Mars Di Bartolomeo



Assermentation d'un nouveau fonctionnaire



L'administration parlementaire compte un nouveau fonctionnaire. Le 26 novembre 2015, Mme Monique Faber (3^e de droite), nommée aux fonctions de conseiller adjoint au Service des Relations publiques, a été assermentée par le Secrétaire général de la Chambre des Députés, M. Claude Frieseisen (au centre). L'assermentation a eu lieu en présence des Secrétaires généraux adjoints, M. Benoît Reiter (2^e de droite) et Mme Isabelle Barra, ainsi que des responsables du Service des Relations publiques, M. Maurice Molitor (à droite) et du Service des Ressources humaines, M. Jean-Paul Ternes (à gauche).



NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU N°2 • SESSION ORDINAIRE 2015-2016

Secteur des assurances

6454B - Projet de loi portant modification de:

1) la loi modifiée du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance

2) la loi modifiée du 8 décembre 1994 relative:

- aux comptes annuels et comptes consolidés des entreprises d'assurances et de réassurances de droit luxembourgeois

- aux obligations en matière d'établissement et de publicité des documents comptables des succursales d'entreprises d'assurances de droit étranger

Le projet de loi 6454B est le résultat de la scission du projet de loi 6454 en deux projets de loi distincts:

- un projet de loi 6454A reprenant les dispositions destinées à répondre aux exigences de l'arrêt C-236/09 (Test-Achats) de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) ayant déclaré invalide une disposition de la directive 2004/113/CE traitant de l'égalité entre les femmes et les hommes;

- un projet de loi 6454B reprenant toutes les autres dispositions du projet de loi initial n°6454.

Étant donné le retard dans la procédure d'adoption du projet de loi 6456 instituant la nouvelle loi sur le secteur des assurances, auquel est lié le projet de loi 6454 de par son entrée en vigueur, et au regard de la pression pesante sur le Luxembourg de mettre en conformité sa législation nationale avec les exigences de l'arrêt de la CJUE précité, il a été jugé nécessaire de scinder le projet 6454 tel que proposé par le Conseil d'État dans son avis du 22 janvier 2013.

Le projet de loi sous rubrique a pour objet de modifier certaines dispositions de la loi sur le contrat d'assurance et de la loi sur les comptes annuels des entreprises d'assurance et de réassurance.

D'une part, il transpose certaines dispositions relatives au contenu du contrat d'assurance de la directive 2009/138/CE dite «Solvency 2», et, d'autre part, il améliore la lisibilité des dispositions concernant l'assurance de la protection juridique en rassemblant en un seul endroit, à savoir la loi modifiée du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance, une série de dispositions actuellement dispersées dans plusieurs textes.

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 13.03.2015

Rapporteuse: Mme Joëlle Elvinger

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: M. Eugène Berger):

13.03.2015 Désignation d'un rapporteur

22.09.2015 Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

29.09.2015 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 13.10.2015

Réorganisation de la Direction de la Santé

6646 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 21 novembre 1980 portant organisation de la Direction de la Santé et la loi modifiée du 16 août 1968 portant création d'un Centre de logopédie et de services audiométrique et orthophonique

Le projet de loi 6646 modifiant la loi modifiée du 21 novembre 1980 portant organisa-

tion de la Direction de la Santé et la loi modifiée du 16 août 1968 portant création d'un Centre de logopédie et de services audiométrique et orthophonique vise à adapter la loi sur la Direction de la Santé aux évolutions dans le domaine de la santé publique. Vu le rôle essentiel qu'elle est appelée à jouer, il s'agit d'optimiser l'organisation de la Direction de la Santé, qui à l'état actuel occupe quelque 200 agents. Le projet de loi propose notamment d'élargir le champ d'action de certaines divisions existantes et d'introduire deux nouvelles divisions au sein de la Direction de la Santé, à savoir une



division de la médecine sociale, de la dépendance et de la santé mentale, ainsi qu'une division de la santé alimentaire.

Dorénavant et suite aux différents avis et amendements, le projet de loi prévoit d'organiser la Direction de la Santé en neuf divisions, s'occupant chacune d'un champ d'action défini: l'inspection sanitaire; la médecine préventive; la médecine scolaire et la santé des enfants et adolescents; la médecine curative et la qualité en santé; la pharmacie et les médicaments; la radioprotection; la santé au travail et l'environnement; la médecine sociale, les maladies de la dépendance et la santé mentale; la sécurité alimentaire.

S'y ajoutent le service d'orthoptie et le service audiophonologique.

Parmi les différents sujets et problèmes abordés lors des travaux en commission, l'on peut notamment citer:

- la question relative à la séparation entre médecine préventive et médecine curative.

En effet, même si une telle sectorisation n'existe guère en pratique dans le secteur de la santé, il est important d'attribuer à chacune des divisions un domaine et un champ d'action défini - tout en sachant qu'une collaboration entre les différentes divisions s'impose et qu'il n'y a pas de séparation stricte;

- le contrôle des pharmacies réalisant des ventes à distance.

En effet, celui-ci n'est pas prévu dans les missions d'inspection de la division de la pharmacie et du médicament à l'article 6. Par contre, un avant-projet de loi visant à transposer la di-

rective 2011/62/UE du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2011 traitant notamment des médicaments offerts à la vente à distance au public est actuellement en procédure de consultation. Ce texte limitera la vente à distance aux pharmacies qui ont également une officine. L'introduction d'un logo officiel permettra au public d'identifier et de reconnaître les pharmacies agréées. Il ne sera donc pas possible pour une pharmacie de se limiter à la vente de médicaments par le biais du commerce électronique;

- le chevauchement des missions de contrôle des fonctionnaires de la santé avec celles des fonctionnaires d'autres administrations (notamment l'Inspection vétérinaire ou l'Organisme pour la sécurité et la qualité de la chaîne alimentaire).

Il est clair qu'il existe et qu'il existera toujours des recoupements et qu'une concertation sur les compétences sera nécessaire;

- l'exigence de la législation européenne depuis décembre 2014 d'un étiquetage plus détaillé, notamment sur 14 allergènes, et que ceux-ci doivent également être indiqués sur les aliments non préemballés, y compris dans les restaurants et les cafés.

Il est précisé qu'il s'agit d'un contrôle de base de la santé publique relevant de la compétence de cinq ministères, à savoir le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs, le Ministère de la Santé, le Ministère de la Sécurité intérieure, le Ministère des Finances (l'Administration des Douanes et Accises) ainsi que le Ministère de l'Économie.

réseaux classifiés. Ce regroupement est justifié par le fait que ces deux domaines d'activité reposent sur les mêmes technologies. De surplus, les réseaux classifiés transitent par des «tunnels chiffrés» à travers les réseaux non classifiés opérés par le CTIE.

En outre, la transition technologique de la téléphonie classique vers le «Voice over IP» rend nécessaire le regroupement de cette dernière avec l'opération des réseaux informatiques. En effet, la technologie «Voice over IP»

transmet les données via les réseaux informatiques classiques.

Finalement, dans une optique d'assurer toutes les attributions actuelles du CCG et compte tenu du fait que celles-ci sont intrinsèquement liées, le CTIE reprend aussi l'opération du Bureau d'ordre central, l'opération de la permanence des communications gouvernementales, l'assurance du service courrier du Gouvernement ainsi que la gestion du centre de conférences à Senningen et ses infrastructures.

Dépôt par M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, le 09.12.2014

Rapporteur: M. Yves Cruchten

Travaux de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative (Président: M. Yves Cruchten):

17.09.2015 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

24.09.2015 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 14.10.2015

Trafic transfrontalier de biens culturels

6772 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 9 janvier 1998 portant transposition de la directive 93/7/CEE du 15 mars 1993 relative à la restitution des biens culturels ayant quitté illicitement le territoire d'un État membre de l'Union européenne; et transposant la directive 2014/60/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 relative à la restitution de biens culturels ayant quitté illicitement le territoire d'un État membre et modifiant le règlement n°1024/2012 (UE) (refonte)

Le projet de loi 6772 vise à renforcer la lutte contre le trafic transfrontalier de biens culturels en transposant en droit national la directive 2014/60 du 15 mai 2014 relative à la restitution de biens culturels ayant quitté illicitement le territoire d'un État membre et modifiant le règlement n°1024/2012.

En vue de cette transposition, il est proposé de modifier la loi du 9 janvier 1998 portant transposition de la directive 93/7/CEE du 15 mars 1993 relative à la restitution des biens culturels ayant quitté illicitement le territoire d'un État membre de l'Union européenne sur plusieurs points:

- le champ d'application est étendu et s'applique dorénavant à tous les biens classés comme «trésors nationaux ayant une valeur artistique, historique ou archéologique». Aux termes de la directive 93/7 le bien culturel devait appartenir à l'une des catégories de son annexe ou, à défaut, devait faire partie intégrante des collections publiques ou des inventaires des institutions ecclésiastiques.

- le texte prévoit par ailleurs l'utilisation d'un outil électronique, le système IMI (information du marché intérieur) pour faciliter la coopération administrative, la consultation et l'échange d'informations entre les autorités nationales des États membres.

- le délai de prescription de l'action en restitution est prolongé d'un à trois ans. Cet allongement du délai devrait faciliter la restitution du bien culturel et décourager la sortie illicite de trésors nationaux.

- enfin, une fois la procédure de restitution enclenchée, le possesseur pourra obtenir une indemnisation à condition qu'il prouve avoir exercé la diligence requise lors de l'acquisition du bien. La nouvelle directive introduit également des critères non exhaustifs pour faciliter une interprétation plus uniforme de l'exercice de la «diligence requise» par le possesseur.

Dépôt par Mme Maggy Nagel, Ministre de la Culture, le 28.01.2015

Rapporteur: M. André Bauler

Travaux de la Commission de la Culture

(Président: M. André Bauler):

07.07.2015 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

22.09.2015 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 14.10.2015

Fonds Belval

6782 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 25 juillet 2002 portant création d'un établissement public pour la réalisation des équipements de l'État sur le site de Belval-Ouest

Le projet de loi 6782 a pour objet d'étendre, voire de spécifier les missions qui ont été confiées par la loi modifiée du 25 juillet 2002 portant création d'un établissement public pour la réalisation des équipements de l'État sur le site de Belval-Ouest à l'établissement public, communément nommé «Fonds Belval». En vertu de ladite loi, et en particulier en vertu de son l'article 2 qui a pour objet la gestion des infrastructures réalisées pour le compte de l'État ou pour le compte de tiers au cas où ceux-ci le demandent, l'établissement public en question est à l'heure actuelle compétent pour:

- la planification et la réalisation de nouvelles constructions dans le cadre de la reconversion

de la friche industrielle Belval-Ouest, dont notamment les immeubles de la Cité des sciences pour le compte de l'Université du Luxembourg;

- la sécurisation, la mise en valeur et la restauration des constructions à préserver sur cet ancien site industriel;

- les études, la réalisation et la transformation des immeubles destinés à un usage public;

- l'aménagement des alentours.

La loi en projet prévoit de rajouter audit article 2 de nouvelles missions au Fonds Belval, à savoir la gestion des infrastructures réalisées sur le site Belval-Ouest pour le compte de l'État ou pour le compte d'autres occupants, comme par exemple l'Université, à l'exception de personnes ou associations privées.

Par ailleurs, l'article 3 de cette même loi est complété par une disposition, aux termes de laquelle l'établissement public en question sera autorisé à percevoir des recettes en relation avec sa nouvelle mission de gestion.

Dépôt par Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé, le 15.01.2014

Rapporteuse: Mme Cécile Hemmen

Travaux de la Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports

(Présidente: Mme Cécile Hemmen):

09.06.2015 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi amendé

Examen de l'avis et de l'avis complémentaire du Conseil d'État

30.06.2015 Examen du projet de loi et des avis du Conseil d'État

07.07.2015 Evacuation des points tenus en suspens

14.07.2015 Examen et adoption d'un projet de lettre d'amendements

29.09.2015 Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État

06.10.2015 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 14.10.2015

Centre de communications du Gouvernement

6756 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 20 avril 2009 portant création du Centre des technologies de l'information de l'État

Le projet de loi a pour objet de créer une base légale pour le fonctionnement du Centre de communications du Gouvernement (CCG), ceci moyennant intégration des missions et du personnel actuellement affecté à ce service dans le Centre des technologies de l'information de l'État (CTIE). En effet, suivant l'arrêté grand-ducal du 24 juillet 2014 portant constitution des ministères, le CCG, préalablement rattaché au Ministère d'État, a été transféré dans les attributions du Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative, ministère de tutelle du CTIE.

Le projet de loi 6756 remplace par ailleurs le projet de loi 6075 portant création d'un Centre de communications du Gouvernement. Le projet de loi 6075 avait pour objet de créer une base légale pour le fonctionnement du CCG ainsi qu'un cadre pour son personnel. Ce projet de loi a été retiré du rôle des affaires de la Chambre des Députés le 15 juillet 2015.

Le regroupement des missions du CTIE et du CCG traduit la volonté de rapprocher les différents acteurs des technologies de l'information agissant pour les besoins des départements ministériels et administrations de l'État et d'optimiser l'organisation des services offerts.

Les missions que le CCG est appelé à remplir montrent qu'il s'agit d'un service clé dans le bon fonctionnement du Gouvernement. En effet, le CCG est actuellement responsable tant de l'acheminement et de la sécurité des informations de et vers les organismes internationaux dont fait partie le Grand-Duché que de l'acheminement et de la sécurité des informations intragouvernementales.

Afin de remplir sa mission de protection des informations à caractère sensible qui transitent par les réseaux dont il est responsable, afin de garantir le fonctionnement continu des systèmes et réseaux en question et afin de détecter d'éventuelles failles dans ces systèmes et réseaux et d'y remédier le plus rapidement possible, le CCG emploie différents moyens dont notamment des installations d'infrastructures sécurisées qui créent une zone sécurisée autour des postes de travail, des installations d'équipements informatiques qui ne peuvent être interceptés à distance et le chiffrement des informations secrètes contenues dans les messages.

Il est primordial que ces activités, qui touchent à des fonctions essentielles de l'État et qui sont indispensables pour garantir son bon fonctionnement interne et externe, soient définies avec précision dans un texte ayant valeur légale. Or, le CCG ne dispose actuellement ni de loi-cadre, ni même d'un texte réglementaire qui définirait clairement ses missions et qui instituerait comme autorité investie de la compétence et du pouvoir pour garantir la sécurité des informations extrêmement sensibles qui transitent par les réseaux qu'il gère.

Compte tenu de la nature de ces différentes missions, la création d'une base légale pour leur déploiement s'avère dès lors indispensable. Le choix d'intégrer ces missions dans les missions légales du CTIE traduit la volonté du Gouvernement de mutualiser les infrastructures et les ressources dans une optique de gestion budgétaire pérenne. Moyennant cette intégration, des économies d'échelle peuvent être réalisées dans le cadre de l'acquisition de matériel. De même, une interconnexion des réseaux informatiques pourra engendrer des économies à terme et l'expertise technique des deux services peut être utilisée conjointement dans un environnement où les frontières entre téléphonie, réseautique et applications disparaissent.

Dans ce contexte, le CTIE sera appelé dans le futur à assurer, à côté de l'opération des réseaux non classifiés, également l'opération des



Dépôt par M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 27.02.2015

Rapportrice: Mme Josée Lorsché

Travaux de la Commission du Développement durable

(Présidente: Mme Josée Lorsché):

18.06.2015 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

08.09.2015 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

24.09.2015 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 14.10.2015

Protection réciproque des informations classifiées

6812 - Projet de loi portant approbation

- de l'Accord de sécurité entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République d'Autriche concernant l'échange et la protection réciproque des informations classifiées

- de l'Accord de sécurité entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Croatie concernant l'échange et la protection réciproque des informations classifiées

Le projet de loi a pour objet l'approbation des accords de sécurité concernant l'échange et la protection réciproque d'informations classifiées conclus avec l'Autriche et la Croatie.

Ces accords créent le cadre juridique dans lequel s'inscrit l'échange d'informations classifiées.

Après la définition des termes les plus importants, les accords contiennent des dispositions sur les autorités de sécurité compétentes et les équivalences des niveaux de sécurité. Quant au régime de protection des documents classifiés, les États parties aux accords visés s'engagent à assurer aux informations leur transmises par l'autre État partie un niveau de protection équivalent à celui accordé à leurs propres informations classifiées nationales de même niveau de sécurité. Par ailleurs, l'accès aux informations classifiées est strictement réservé aux personnes qui se sont vu accorder une habilitation de sécurité de niveau approprié et dont la fonction rend l'accès essentiel sur la base du principe du besoin d'en connaître. Les accords contiennent en outre des dispositions sur les contrats classifiés et prévoient des visites d'établissements dans lesquels des informations classifiées sont traitées ou stockées.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 05.05.2015

Rapportrice: Mme Claudia Dall'Agnol

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Marc Angel):

29.06.2015 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

06.07.2015 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 14.10.2015

Programme A400M

6813 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de sécurité entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et l'Organisation conjointe de coopération en matière d'armement (OCCAR) sur la protection des informations classifiées, fait à Luxembourg, le 6 janvier 2015

Le projet de loi a pour objet l'approbation d'un accord de sécurité conclu entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et l'Organisation conjointe de coopération en matière d'armement (OCCAR), accord qui donne au Luxembourg un accès protégé aux documents cryptés concernant le programme A400M.

Créée en 1996, l'OCCAR compte actuellement six pays membres (France, Allemagne, Italie, Royaume-Uni, Belgique et Espagne), mais accepte la participation dans les programmes gérés par l'organisation d'États non-membres et d'autres organisations internationales.

Le but de l'OCCAR consiste en la facilitation et la gestion de programmes européens d'armement communs, afin de créer des synergies et d'améliorer l'efficacité de la coopération interétatique en ce domaine. En effet, compte tenu de la baisse des budgets de défense des États membres de l'Union européenne et du

coût croissant des équipements militaires modernes, les programmes collaboratifs d'armement sont de plus en plus considérés comme une solution pour réduire ces coûts.

Un des programmes majeurs de l'OCCAR concerne l'acquisition par un groupe de pays des avions de transport stratégique et tactique A400M, dont un avion sera acheté par la Belgique pour le compte du Luxembourg.

Afin de suivre le programme A400M, le Luxembourg dispose actuellement du statut d'observateur auprès de l'OCCAR spécifiquement pour ce programme, mais sans que ledit statut d'observateur ne donne toutefois un accès direct aux documents classifiés cryptés émis par l'OCCAR sur le programme A400M.

Vu l'importance de l'acquisition d'un avion A400M pour le Luxembourg, tant d'un point de vue stratégique que financier, il est toutefois primordial que le Luxembourg ait accès aux documents concernant les avancées dans la production et les autres documents ayant trait au programme.

Pour cela la nécessité de conclure un accord de sécurité entre l'OCCAR et le Luxembourg s'impose.

L'accord permettra un échange d'informations tout en maintenant un niveau de protection uniformément élevé des informations classifiées.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 05.05.2015

Rapporteur: M. Marc Angel

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Marc Angel):

29.06.2015 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

06.07.2015 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 14.10.2015

Association internationale de développement

6828 - Projet de loi approuvant la participation du Grand-Duché de Luxembourg à la 17^e reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement

Le projet de loi sous rubrique a comme objet d'actualiser les engagements du Grand-Duché auprès de l'Association internationale de développement (AID), institution de la Banque mondiale qui aide les pays les plus pauvres de la planète. Il autorise ainsi le Gouvernement à participer à hauteur de 50.402.000 euros à la 17^e reconstitution des ressources financières de cette organisation.

Mise en place en 1960, l'AID accorde des prêts et des dons aux pays en voie de développement et à ceux menacés de surendettement pour supporter des programmes destinés à stimuler leur croissance économique et contribuer au développement des populations les plus démunies.

Sous l'égide de la Banque mondiale, l'AID complète les actions de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD). Les deux organismes partagent le même personnel et le même siège à Washington et évaluent les projets selon les mêmes normes.

Alors que la BIRD mobilise l'essentiel de ses ressources sur les marchés des capitaux, l'AID

dépend largement des contributions des plus riches de ses pays membres. Les pays donateurs se réunissent tous les trois ans pour reconstituer les ressources de l'organisation et passer en revue ses politiques. La période AID 17 déjà en cours, allant de début juillet 2014 à fin juin 2017, met l'accent sur la croissance inclusive et sur la parité homme-femme. Elle cible également les problèmes spécifiques aux États fragiles et en relation avec le changement climatique.

L'AID s'est vu octroyer une contribution cumulative du Luxembourg de l'ordre de 278 millions de dollars US depuis sa création. La dernière contribution pour la période AID 16 se chiffrait à 49,69 millions d'euros. Au total, la 17^e reconstitution des ressources permettra de lever 52,1 milliards de dollars US, une augmentation de 2,8 milliards (près de 6% de l'enveloppe totale) par rapport à la reconstitution précédente. Au total, 46 pays ont participé à la 17^e reconstitution des ressources.

Vu l'importance et les compétences de l'AID, le Luxembourg a annoncé pour sa part qu'il contribuera à hauteur de 50,4 millions d'euros à la 17^e reconstitution de cette institution, laquelle accroît sa part de 1,45 million d'euros et la maintient à 0,19% de l'enveloppe globale de l'AID. La contribution s'opère par l'émission d'un bon du trésor et l'impact budgétaire de cette opération se manifeste en tranches couvrant les années 2015 à 2023.

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 18.06.2015

Rapporteur: M. Guy Arendt

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: M. Eugène Berger):

22.09.2015 Désignation d'un rapporteur

29.09.2015 Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

06.10.2015 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 13.10.2015

Loi du 15 novembre 2015

Mémorial A: 2015, n°217, page 4737

Banque Asiatique d'Investissement dans les Infrastructures

6859 - Projet de loi du [...] relatif à l'adhésion du Grand-Duché de Luxembourg à la Banque Asiatique d'Investissement dans les Infrastructures

Le projet de loi sous examen prévoit l'approbation des statuts portant création de la Banque Asiatique d'Investissement dans les Infrastructures (BAII) qui a pour but de promouvoir le développement durable en Asie, avec un accent particulier sur les pays en développement de la région dont les pays partenaires privilégiés de la coopération luxembourgeoise, le Vietnam et le Laos. Les synergies avec d'autres pays de la région seront facilitées.

Côté opérationnel, la BAII s'inspirera très largement du fonctionnement de la Banque asiatique de développement (BAD) et d'autres

banques multilatérales de développement avec lesquelles la nouvelle banque souhaite coopérer étroitement.

La BAII fera partie de l'architecture financière internationale. Elle viendra renforcer les actions du groupe Banque mondiale et de la BAD dont les capacités restent largement en deçà d'une demande en projets d'infrastructure estimée à 8.000 milliards de dollars US.

La participation du Luxembourg à la mise en place de la BAII ne manquera pas de renforcer les relations bilatérales avec la Chine.

Le coût de l'adhésion du Luxembourg à la BAII se chiffre à 69.700.000 de dollars US, dont 20%, soit 13.940.000 de dollars US, sont à libérer. Le paiement du montant à libérer s'effectue en cinq tranches identiques, dont la première, d'un montant de 2.788.000 de dollars US, est à verser dans les trente jours qui suivent l'entrée en vigueur des statuts portant création de la BAII, ou, au plus tard, à la date de dépôt de l'instrument de ratification.

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 17.08.2015

Rapporteur: M. Guy Arendt

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: M. Eugène Berger):

22.09.2015 Désignation d'un rapporteur

06.10.2015 Présentation du projet de loi

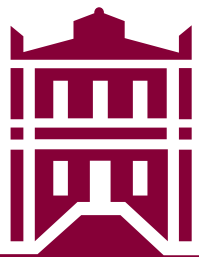
Examen de l'avis du Conseil d'État

12.10.2015 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 13.10.2015

Loi du 15 novembre 2015

Mémorial A: 2015, n°217, page 4737



Sommaire

- Ouverture de la séance publique
 - M. Mars Di Bartolomeo, Président
- Hommage en signe de deuil et de solidarité envers les victimes des actes terroristes perpétrés à Paris en date du 13 novembre 2015
 - M. Mars Di Bartolomeo, Président
 - M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État
- Communications
 - M. Mars Di Bartolomeo, Président
- 6889 - Proposition de révision de l'article 11bis de la Constitution
6890 - Proposition de loi portant création d'un statut juridique particulier pour les animaux
6894 - Proposition de révision de l'article 32, paragraphe 3 de la Constitution
 - Déclarations de recevabilité: M. Mars Di Bartolomeo, Président
- Ordre du jour
 - M. Mars Di Bartolomeo, Président
- Dépôt d'une motion par M. Marc Angel
 - M. Marc Angel
- Ordre du jour (suite)
 - M. Mars Di Bartolomeo, Président
- Heure de questions au Gouvernement

Question n°125 du 17 novembre 2015 de M. Lex Delles relative aux discussions au sujet des attentats récents à Paris au sein de nos écoles et lycées, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

 - M. Lex Delles - M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Question n°126 du 17 novembre 2015 de Mme Diane Adehm relative à l'encadrement scolaire des enfants de demandeurs d'asile, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

 - Mme Diane Adehm - M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Question n°127 du 13 novembre 2015 de M. Roger Negri relative à la récente évaluation de l'EFSA confirmant la sécurité du glyphosate, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement

 - M. Roger Negri - Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé

Question n°128 du 17 novembre 2015 de M. Gast Gibéryen relative à la politique d'information de la police en relation avec l'incendie de Mënjecker, adressée à M. le Ministre de la Sécurité intérieure

- M. Gast Gibéryen - Mme Francine Closener, Secrétaire d'État à la Sécurité intérieure
- Question n°129 du 17 novembre 2015 de M. André Bauler relative à la possibilité d'instaurer des guichets uniques régionaux, adressée à M. le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative
- M. André Bauler - M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative
- Question n°130 du 17 novembre 2015 de M. Claude Wiseler relative aux recommandations du Conseil national des finances au sujet du projet de budget pour 2016, adressée à M. le Ministre des Finances
- M. Claude Wiseler - M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances
- Question n°131 du 16 novembre 2015 de M. Franz Fayot relative aux «Assises culturelles», adressée à Mme la Ministre de la Culture
- M. Franz Fayot - Mme Maggy Nagel, Ministre de la Culture
- Question n°132 du 17 novembre 2015 de Mme Sylvie Andrich-Duval relative à une réforme des régimes de protection (sauvegarde de justice, curatelle et tutelle), adressée à M. le Ministre de la Justice
- Mme Sylvie Andrich-Duval - M. Félix Braz, Ministre de la Justice
- Question n°133 du 17 novembre 2015 de M. Laurent Mosar relative aux conclusions du sommet du G20 à Belek en Turquie, adressée à M. le Ministre des Finances
- M. Laurent Mosar - M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances
- Ordre du jour (suite)
 - M. Mars Di Bartolomeo, Président
 - Renouvellement du mandat de deux conseillers à la Cour des Comptes
 - M. Mars Di Bartolomeo, Président
 - Déclaration de M. Romain Schneider, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, sur la politique de coopération au développement et de l'action humanitaire, suivie d'un débat
 - Déclaration: M. Romain Schneider, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire
 - Débat: Mme Nancy Arendt, M. Marc Angel, M. Gusty Graas, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser (intervention de M. Claude Adam), M. David Wagner
 - Prise de position du Gouvernement: M. Romain Schneider, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire (M. Fernand Kartheiser pose une question)
 - Ordre du jour (suite)
 - M. Mars Di Bartolomeo, Président

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État; MM. Félix Braz, Romain Schneider, Fernand Etgen, Mme Maggy Nagel, M. Pierre Gramegna, Mme Lydia Mutsch, MM. Claude Meisch, Dan Kersch, Mmes Corinne Cahen et Carole Dieschbourg, Ministres; M. Camille Gira et Mme Francine Closener, Secrétaires d'État.

(Début de la séance publique à 14.31 heures)

1. Ouverture de la séance publique

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ech maachen d'Setzung op.

2. Hommage en signe de deuil et de solidarité envers les victimes des actes terroristes perpétrés à Paris en date du 13 novembre 2015

Dir Dammen an Dir Hären, de Freiden hu mer eng nei Dimension vum Terror erlieft. Zu Paräis sinn Honnerte vu Leit, déi sech op deene Plazen, déi se gâr haten, begéint hunn, vu fanatesche Kriminellen ermuert oder verletzt ginn.

Hinnen, hire Familien an eise franséschen Nopere wëll ech am Numm vun eis all eist Matgefill an eis Solidaritéit ausdrécken. Och wa mer hei zu Lëtzebuerg net physesches blesséiert goufen, esou hunn d'Attentater eis dach déif getraff.

Well déi grausam a feig Attacke viséieren net nëmme Paräis oder Frankräich. Si zile ganz kloer op eis Grondwäerter, de Respekt vun der Dignitéit vum Mënsch, d'Fräiheet, d'Demokratie, d'Gläichheet, d'Toleranz, de Rechtsstat an de Respekt virun de Mënscherechter.

Mä weder Kugelen nach Sprengstoff kënnen déi Rechter füttimaachen, wa mer solidaresch bleiwen. Dat si mer deene Generatioune schëlleg, déi eis duerch hiren Asaz, hir Affer an zum Deel mat hirem Liewen dës Fräiheete geséichert hunn. Nach méi staark wéi viru mussen mer dës Acquisse verteidegen an eis zu hinne bekennen.

Mat darselwechter Determinatioun wäerte mer eis deene Verbriecher, déi kee Respekt virum Liewen hunn an eis oppe Gesellschaft haassen, déi e Klima vun Angscht, Haass a Radikalismus wëlle schafen an ouni Skrupel eis Wäertegemeinschaft wëlle sprengen, an de Wee stellen.

Hir Verbriechen un der Mënscheit maachen eis Determinatioun just méi grouss, fir de Retour an d'Barbarei ze verhënneren.

Mir gedenken haut den Affer vu Paräis an deenen, déi all Dag den Terror vu Biergerkrich, Fanatismus an Totalitarismus erliewen. Am Fong kënnen mer no deene barbareschen Attacke vu Paräis all déi Victimme vun terroristeschen Attacken nach besser verstoe wéi virun.

Déi bluddeg Attacke vun e Freiden hunn eis zudéif verletzt. Mä kommt, mir maachen net de Feeler, dass mer dee falsche Géigner sichen. Déi Béis sinn net d'Flüchtlingen, déi virun den Terroriste fortlafen.

Mir solle vill méi geschlosse géint den Terror, awer och géint d'Ursachen an d'Konsequenzen dovun virgoen, dat am Respekt vun eise Prinzipien an ouni d'Methode vun deene Kriminellen ze iwwerhuelen.

Resolutt géint den Terror virzegoen an d'Recht vun eise Leit op Sécherheet heescht net, eis Fräiheet an Demokratie a Fro stellen, well eis Fräiheet, eis oppe Gesellschaft sinn déi stärkste Géigner vun Totalitären.

Eis Solidaritéit, eis Determinatioun an d'Kraaft vun eise gemeinsame Wäerter sinn a bleiwen eis bescht Waff géint Gewalt an Terror.

Chers voisins et amis français, je voudrais vous dire que la terreur et la barbarie qui viennent de frapper Paris, ville que nous aimons, nous ont touchés en plein cœur.

Il me tient à cœur de vous assurer, au nom de tous les membres de la Chambre des Députés, notre pleine solidarité et compassion.

La solidarité, la détermination antiterroriste et la force de nos valeurs communes seront nos meilleures armes contre ces criminels fanatiques.

Aujourd'hui plus que jamais, il est de notre devoir de surmonter nos différences politiques et de marquer par notre union, notre lucidité

et notre fermeté, que ni les balles les plus meurtrières, ni des explosifs ne peuvent détruire notre système de valeurs.

Nos pensées sont avec les victimes, leurs familles et le peuple français.

Et pour nous tous, Paris restera Paris.

Merci beaucoup et merci surtout à tous les partis et sensibilités représentés en ce Parlement d'avoir montré, en ces heures, une très grande solidarité.

Merci. Et je donne tout de suite la parole à Monsieur le Premier Ministre Xavier Bettel pour présenter son message de solidarité.

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, op d'mannst 129 Mënschen hu bei den Attacken de leschte Freideg zu Paräis hiert Liewe gelooss. 129 Kanner, Jugendlecher, Fraen a Männer, déi eng Famill a Frënn hannerloossen. 129 Mënschen, déi op eng brutal Aart a Weis aus dem Liewe gerappt goufen.

Mir sinn haut zesummekomm, fir un dës Affer ze denken, un hir Famill an déi Leit, déi em si traueren.

Mir denken un déi onschëlleg Mënschen, déi de Freideg zu Paräis ëmbruecht gi sinn. Mir denken awer och un déi 40 Doudesaffer vum duebelen Attentat zu Beirut de leschten Donneschden. Mir denken och un déi iwwer 220 Mënschen, déi virun zwou Wochen u Bord vun engem russesche Fliger am Norde vun Ägypten hiert Liewe gelooss hunn.

Mir denken haut un déi vill onschëlleg Leit, déi den Ament an de Konflikter uechtert d'Welt op grujeleg Aart a Weis blesséiert an ëmbruecht ginn.

Mir sinn haut och zesammen, fir en Zeechen ze setzen, a mir stinn zesumme fir eis Wäerter, fir eis Demokratie a fir eis Fräiheet. Haass, Gewalt an Terrorismus sinn eng Realitéit, géint déi mer müssen all zesumme virgoen.

Mir sollen eis ëmmer nees derfir asetzen, dass Friden a Fräiheet op eisem Kontinent erhale

bleiwen. Mir müssen d'Gewalt bekämpfen, ier se entsteet, dem Extremismus seng Ursache bekämpfen, deene Jonke Perspektiven offréieren an eis engagéieren an interesséieren fir d'Suerge vun all de Leit, déi bei eis liewen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi Attacken de Freideg zu Paräis goufe vun der Terrororganisatioun Islamesche Stat revendiquéiert. Et ass haut och wichteg ze ënnersträichen, dass den Islamesche Stat d'Wäerter vun dem Islam mëssbraucht, fir seng Asätz ze justifiéieren. Et ass eng mënscheveruechtend Organisatioun, déi blanne Fanatismus bedreift an nieft all Form vun Relioun fonctionnéiert.

Et ass och haut wichteg ze ënnersträichen, dass déi aktuell Migratiounskris an Europa an d'Attentater zu Paräis enk matenee verbonne sinn. Jo, si sinn enk matenee verbonnen, awer kee vun dese Mäerder war e Flüchtling.

D'Leit a Syrien lafe fort viru barbareschen Akte wéi déi de Freideg zu Paräis. Zu Aleppo an zu Homs provozéieren d'Terroriste vum Islamesche Stat all Dag deen nämlechte Misär, wéi mir en de Freideg zu Paräis erlieft hunn. Mir hunn d'Responsabilitéit an d'Flicht, dese Mënschen, déi virun deem Misär fortlafen, ze hëllefen. E Flüchtling ass keen Terrorist. An en Terrorist ass kee Flüchtling.

An den nächste Wochen a Méint wäert eis Solidaritéit weider op d'Prouf gestallt ginn a mir dierfen net an d'Fal geroden, déi eis ebe vun den Terroriste gestallt gouf. Elo géllt et grad, eis oppe Gesellschaft ze liewen, zesummen ze liewen, eis Wäerter héichzehalen an zesumme géint all Form vun Extremismus ze kämpfen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Statsminister. A mir stinn elo zesummen op, fir den Affer vu Paräis eng lescht Eier ze erweisen.

**(Respect d'une minute de silence)**

Ech soen lech Merci.

* * *

Léif Kollegeinnen a Kollegeen, mir géifen dann eis Aarbechten ophuelen. Well ech mengen do-duerch, dass mer weiderschaffen, gi mer och e kloert Signal, dass mer eis an eise gemeinsamen Approchen net duerch esou Attacken aus dem Konzept erausbréngen loosse.

3. Communications

Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

2) D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sëtzung an der Administratioun deponéiert goufen, ass un d'Fraktiounen an un d'Sensibilitéite gaangen.

3) D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert goufen, ass un d'Fraktiounen an un d'Sensibilitéite gaangen.

Communications du Président - séance publique du 17 novembre 2015

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi et la proposition de révision de la Constitution suivants ont été déposés à l'administration parlementaire:

6891 - Projet de loi portant modification

- de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

- de la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune;

- de la loi modifiée du 22 mars 2004 relative à la titrisation;

- de la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la Société d'investissement en capital à risque (SICAR);

- de la loi modifiée du 13 juillet 2005 relative aux institutions de retraite professionnelle sous forme de société d'épargne-pension à capital variable (sepcav) et d'association d'épargne-pension (assep)

Dépôt: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 13.10.2015

6892 - Projet de loi ayant pour objet la mise en œuvre de certaines dispositions du Plan d'égalité des femmes et des hommes 2015-2018 et portant

1. modification du Code du Travail

2. modification de l'article 2 de la loi modifiée du 21 décembre 2007 portant réglementation du financement des partis politiques

Dépôt: Mme Lydia Mutsch, Ministre de l'Égalité des chances, le 14.10.2015

6893 - Projet de loi relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles

Dépôt: M. Claude Meisch, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, le 19.10.2015

6894 - Proposition de révision de l'article 32, paragraphe 3 de la Constitution

Dépôt: M. Alex Bodry, Député, le 21.10.2015

6895 - Projet de loi portant modification de 1) la loi modifiée du 21 décembre 2007 portant création de l'Administration de la navigation aérienne; 2) la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne

Dépôt: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 27.10.2015

6896 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République

française relatif à l'assistance et à la coopération dans le domaine de la sécurité civile, signé à Paris le 26 mai 2015

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 04.11.2015

6897 - Projet de loi portant approbation du Protocole portant modification de la Convention Benelux en matière de propriété intellectuelle (marques et dessins ou modèles), fait à Bruxelles le 21 mai 2014

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 04.11.2015

6898 - Projet de loi portant approbation du Protocole portant modification de la Convention Benelux en matière de propriété intellectuelle (marques et dessins ou modèles), en ce qui concerne l'opposition et l'instauration d'une procédure administrative de nullité ou de déchéance des marques, signé à Bruxelles, le 16 décembre 2014

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 04.11.2015

6899 - Projet de loi du [...] portant approbation de l'Accord concernant le transfert et la mutualisation des contributions au Fonds de résolution unique signé à Bruxelles le 21 mai 2014

Dépôt: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 05.11.2015

6900 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2016

Dépôt: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 14.10.2015

6901 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2015-2019

Dépôt: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 14.10.2015

6902 - Projet de loi relatif aux bateaux de plaisance et aux véhicules nautiques

Dépôt: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 12.11.2015

6903 - Projet de loi modifiant 1. la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental; 2. la loi du 25 mars 2015 fixant les conditions et modalités de l'accès du fonctionnaire à un groupe de traitement supérieur au sien et de l'employé de l'État à un groupe d'indemnité supérieur au sien; 3. la loi du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État

Dépôt: M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 12.11.2015

6904 - Projet de loi portant modification:

1. du Code du Travail;

2. de la loi modifiée du 17 février 2009 portant: 1. modification de l'article L.511-12 du Code du Travail; 2. dérogation pour l'année 2009, aux dispositions des articles L.511-5, L.511-7 et L.511-12 du Code du Travail;

3. de la loi modifiée du 3 août 2010 1) portant introduction de diverses mesures temporaires visant à promouvoir l'emploi et à adapter les modalités d'indemnisation de chômage et complétant ou dérogeant à certaines dispositions du Code du Travail; 2) modifiant les articles L.513-3, L.521-7 et L.523-1 du Code du Travail; 3) modifiant la loi modifiée du 17 février 2009 portant: 1. modification de l'article L.511-12 du Code du Travail; 2. dérogation, pour l'année 2009, aux dispositions des articles L.511-5, L.511-7 et L.511-12 du Code du Travail

Dépôt: M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 12.11.2015

3) Les pétitions ordinaires et les demandes de pétition publique suivantes ont été déposées:

Demande de pétition publique n°564 - Pour un référendum concernant toute modification de la loi pour obtenir la nationalité luxembourgeoise

Dépôt: M. Steven Heer, le 13.10.2015

Demande de pétition publique n°567 - Pour que la maladie de Lyme soit reconnue au Luxembourg

Dépôt: Mme Tania Silva, le 14.10.2015

Demande de pétition publique n°568 - NON aux villages à conteneurs pour réfugiés à proximité immédiate de nos écoles

Dépôt: Mme Danielle Gloden-Manderscheid, le 15.10.2015

Demande de pétition publique n°570 - Amélioration du trafic aux horaires de pointe et réduction de la pollution par réorganisation de l'horaire de trafic des poids lourds

Dépôt: M. Gorik Van Maele, le 21.10.2015

Demande de pétition publique n°572 - Constitution d'un fonds souverain qui serait constitué avec l'excédent des cotisations de la CNS

Dépôt: M. Damien Garot, le 22.10.2015

Demande de pétition publique n°573 - Referendum zu mehr Mitspracherecht der Bürger Luxemburgs in puncto „Große Bauvorhaben“ der Regierung und Gemeinden!

Dépôt: M. Marc Dax, le 26.10.2015

Demande de pétition publique n°575 - Ofschaffung vum Reklassement vun de Wittfraen a Wittmänner vun der Steierklass 2 an d'Steierklass 1A an Ännerung vum jeeweilige Gesetz

Dépôt: Mme Viviane Hansen-Adams, le 26.10.2015

Pétition ordinaire n°576 - Pour l'extension des zones piétonnes dans la ville de Luxembourg

Dépôt: M. Claude Eich, le 28.10.2015

Demande de pétition publique n°577 - Suppression des pièces de 1 et 2 centimes d'euro

Dépôt: M. Serge Caldeira, le 30.10.2015

Demande de pétition publique n°578 - De Flair vun de ländlechen Dierfer soll erhalte bleiwen

Dépôt: M. Marius Kisters, le 31.10.2015

Demande de pétition publique n°579 - Limitation du nombre de biens gérés par une agence immobilière et relance du marché immobilier de privé en privé

Dépôt: M. Vincenzo Cirilli, le 04.11.2015

Demande de pétition publique n°580 - Interdiction du port du voile dans tous les lieux publics

Dépôt: M. François de Waha, le 15.11.2015

(Tous les documents peuvent être consultés à l'administration parlementaire.)

4. 6889 - Proposition de révision de l'article 11bis de la Constitution**6890 - Proposition de loi portant création d'un statut juridique particulier pour les animaux****6894 - Proposition de révision de l'article 32, paragraphe 3 de la Constitution****Déclarations de recevabilité**

An hiner Reunioen vum 12. November 2015 huet sech d'Presidentekonferenz fir d'Recevabilitéit vun zwou Propositionen de révision vun der Verfassung a vun enger Gesetzespropositioun ausgeschwat.

Et handelt sech em d'Proposition de révision de la Constitution 6889, eng Ofännerung vum Artikel 11bis vun der Verfassung, déi den 13. Oktober vum Här Roy Reding abruecht ginn ass; em d'Proposition de loi 6890 iwwert d'Aféierung vun engem juristesche Statut fir d'Déieren, déi och den 13. Oktober vum Här Roy Reding deponéiert gouf; an em d'Proposition de révision vun der Constitution 6894, eng Ofännerung vum Artikel 32 (3) vun der Verfassung, déi den 21. Oktober vum Här Alex Bodry deponéiert gouf.

Schleisst d'Chamber sech dem Virschlag vun der Presidentekonferenz un, fir dës Propositionen ze akzeptéieren?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

(Les deux propositions de révision de la Constitution ainsi que la proposition de loi sont renvoyées à la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle.)

5. Ordre du jour

Den Ordre du jour fir d'Sëtzung vum haut, muer an iwwermuer ass un d'Fraktiounen gaangen an ech wollt lech just informéieren, dass mer am plaz vun deenen zwou Motiounen, déi hei nach um Ordre du jour sinn, definitiv iwwer dräi Motiounen kënnen bestëmmen, well no gudder Gesprécher och eng Eenegung iwwert déi drëtt Motioun zustane komm ass; dat just als Proposition de modification oder d'ajoute zum Ordre du jour.

Ass d'Chamber mat där Dagesuerdnung averstane, ènner der Reserv, dass och d'Motion deponéiert wäert ginn?

Den Här Angel kann dat direkt am Numm vun der Kommissioun maachen.

6. Dépôt d'une motion par M. Marc Angel

M. Marc Angel (LSAP).- Jo, Här President, mir haten d'Diskussioun an der Kommissioun. Mir hate bal en Accord fonnt tëscht där ursprénglecher Motioun vun der CSV an där vun de Majoritéitsparteien. A mir haten nach deen een oder aneren Detail, dee mer geännert hunn, an ech géif lech déi Motioun dann hei ofginn. Da ka se kopéiert ginn, dass all Mënsch se kritt an dass mer se da muer mat deenen aneren zesammen diskutéieren.

Motion

concernant la persécution internationale de minorités ethniques ou religieuses au Moyen-Orient

La Chambre des Députés,

- considérant que la pluralité religieuse, ethnique et culturelle est un bien commun qui doit être préservé;

- prenant acte de la conférence de la Communauté internationale du 8 septembre 2015 à Paris consacrée aux victimes de violences ethniques ou religieuses au Moyen-Orient qui a adopté un plan d'action pour mieux protéger toutes les minorités ethniques ou religieuses, qu'elles soient chrétiennes, yézidiés, kurdes, turkmènes, hazaras ou autres, en Syrie, Irak et en Afghanistan, victimes de persécution, d'enlèvement, de viol, d'expulsion et d'exécution par des groupes extrémistes tels que le soi-disant «État islamique» et les talibans afghans;

- condamnant tout particulièrement l'esclavage systématique de filles et de femmes yézidiés par ce même soi-disant «État islamique» soulevé par le rapport mondial 2015 de l'ONG «Human Rights Watch»;

- vu l'adoption d'un plan d'action le 8 septembre comportant des propositions sur le plan humanitaire, judiciaire et politique, afin de préparer et faciliter le retour volontaire et durable des minorités déplacées;

- considérant les statistiques des Nations Unies qui font état d'une diminution drastique de la communauté chrétienne en Syrie et en Irak;

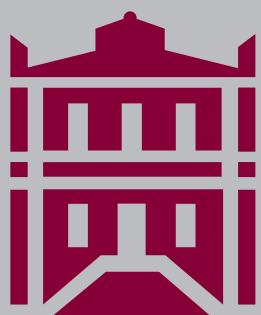
- rappelant le rejet de toute politisation de la religion;

- rappelant la Déclaration universelle des droits de l'Homme du 10 décembre 1948 ainsi que son article 18 sur la «liberté de pensée, de conscience et de religion»;

- rappelant l'article 9 de la Convention européenne des droits de l'Homme de 1950 sur la «liberté de pensée, de conscience et de religion»;

- condamnant toute persécution d'hommes et de femmes, pour des raisons ethniques et religieuses, à travers le monde;

- étant convaincue que l'Union européenne, à cause des valeurs humanistes sur lesquelles elle



Suivez la Chambre des Députés sur Facebook et Twitter





repose, a une responsabilité particulière pour la protection et la promotion de la pluralité et la diversité au Moyen-Orient, invite le Gouvernement

a. à inclure la question de la persécution de toutes les minorités ethniques et religieuses dans ses priorités de politique étrangère;

b. à mettre la question de la persécution de toutes les minorités ethniques et religieuses régulièrement à l'ordre du jour des instances européennes et internationales;

c. à œuvrer pour la liberté religieuse et philosophique réelle et pratiquée;

d. à agir proactivement pour le dialogue des cultures et des religions et à soutenir toutes les initiatives régionales, nationales, européennes et internationales y relatives;

e. à prendre en considération la Convention du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés, dite Convention de Genève, dont les dispositions s'appliquent aux réfugiés sans discrimination quant à la race, la religion ou le pays d'origine;

f. à appuyer, politiquement et financièrement, la mise en œuvre du plan d'action adopté à la Conférence internationale de Paris consacrée aux victimes de violences ethniques ou religieuses au Moyen-Orient, le 8 septembre.

(s.) Marc Angel, Laurent Mosar, Claude Adam, Eugène Berger, Fernand Kartheiser, David Wagner.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

7. Ordre du jour (suite)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Dann ass den Ordre du jour, wann ech dat richtig verstane hunn, esou akzeptéiert?

(Assentiment)

Da soen ech lech Merci.

Mir hunn als nächste Punkt dann op der Tagesordnung eng Froestonn un d'Regierung. Dir wësst, dass laut Artikel 83 vum Chambersreglement den Deputéierten zwou Minutten Zäit huet, fir seng Fro virzedroen, an d'Regierung véier Minutten Zäit huet, fir drop ze äntweren. Ech géif lech och alleguer bidden, déi Riedezäit ze respektéieren, da brauch ech lech net ze ënnerbriechen. D'Froen kommen ofwiesend vu Majoritéit an Oppositioun.

An déi éischt Fro kënn vum Här Lex Delles, riicht sech un den Erzéiungsminister a freet, wéi Attacke wéi déi, déi mer erlieft hunn, an de Schoulen traitéiert ginn. Den Här Delles huet d'Wuert.

8. Heure de questions au Gouvernement

- **Question n°125 du 17 novembre 2015 de M. Lex Delles relative aux discussions au sujet des attentats récents à Paris au sein de nos écoles et lycées, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse**

► **M. Lex Delles (DP).** - Merci villmoos, Här President. De leschte Freideg gouf Europa vun enger schrecklecher Serie vun oppenem Haass heemgesicht. Dës grujelge Dote stelle fir jiddweree vun eis, speziell awer fir d'Kanner a fir Jugendlecher, eng emotional Erausforderung duer. Aus deem Grund begréissen ech dem Éducatiounsminister Claude Meisch seng Initiativ vis-à-vis vum Léierpersonal ausdrécklech, fir esou séier wéi méiglech mat de Schüler an der Schoul iwwert dës Evenementer an hir Konsequenzen ze diskutéieren.

An deem Kontext wollt ech folgend Froen un den Här Minister stellen:

Kann de Minister eis eventuell schonn eng éischt Aschätzung vun dësen Diskussiounen an der Schoule ginn? An zweetens, wéi wäit steet de Ministère den Enseignantë bei Froen a Problemer an deem Kontext als Hëllef zur Säit?

Merci villmoos.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Delles. An d'Wuert huet direkt den Här Erzéiungsminister.

► **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, déi Attacken de leschte Freideg zu Paräis ware jo och Attentat op eis demokratesch Gesellschaften, op eis Wäerter, Wäerter wéi Toleranz, Fräiheet, Respekt a Solidaritéit. A mir mussen oppassen, dass mer eis do net als Gesellschaften auserneendripte loosse, onofhängeg vun den Astellungen, vun den Iwwerzeegungen, den individuelle Meenungen an och vun Glawe vun deem Einzelnen.

Ech wëll mer eigentlech guer net virstellen, wéi et méiglech wär, grad an esou Momenter vun Trauer, vu Betraffenheet, wou et drëms geet, dat, wat geschitt ass, ze verschaffen, domadder eens ze ginn, d'Kanner ze trennen. An duerfir hu mer jo och gesot, dass mer eng Méiglechkeet doranner géife gesinn, och am Accord mam Äerzbischof, fir am Reliounsunterrecht zesumme mat den Enseignantë vum Moral- a Sozialunterrecht déi Evenementer ze thematiséieren, altersgerecht ze thematiséieren, fir de Kanner d'Geleeënheet ze ginn, dat, wat si jo och als Kand, als Jugendleche matkritt hu vun deenen Evenementer, ze thematiséieren, sech auszudrécken, hir Froen ze stellen, op déi Froen ze kucken iergendwelch Äntwerten ze fannen, woubäi mer wëssen, dass ee meeschtens jo déi Äntwerten do finalement muss schëlleg bliwen.

Mir hu probéiert, och do ervirzesträichen, dass dat soll thematiséiert ginn - grad an esou engem Moment -, wat eis verbënnt, wat eis eent, wat mer d'selwecht gesinn, an net dat, wat eis trennt.

Mir hunn opgrond vun där Question parlementaire orale hei un eef Auer ganz schnell probéiert erauszefannen, wat an de jeeweilege Schoule vun där Propos, déi ech als Minister gemaach hunn, och ëmgesat ginn ass. Mir hunn en extrem iwwerwältigende positive Feedback kritt. Et ass eigentlech: All Moment kommen nach Mailen eran a Messagen eran, wou d'Schoulen, virun allem am Fundamental, hiren détailléierte Rapport maachen, wat se gemaach hunn. Ech kann lech soen, dass dat bis elo 60 Schoule waren, déi geäntwert hunn, déi ganz genau opgeléicht hunn, wat si gëschter gemaach hunn.

Mir wëssen awer och, dass d'Initiativ, déi am Moral- an am Sozialunterrecht an och am Reliounsunterrecht sollt geholl ginn, gemeinsam geholl ginn, dass déi och nach weiderleeft iwwert déi ganz Woch. An och all eis Lycéeën hu gëschter dat doten thematiséiert an där eng oder an där anerer Form.

Mir wëllen duerfir e grouse Merci soen, virun allem deenen Enseignantë, déi spontan bereit waren, sech mat där Matière ausenanerzesetzen, sech de Sonndeg den Owend nach ganz schnell dorobber préparéiert hunn, mat de Kollege gekuckt hunn, fir sech kënnen ofzestëmmen, an an d'Klassen eragaange sinn, obscho se woussten, dass se net op all Fro eng Äntwert hätten, trotzdeem deen Défi do ugaange sinn. An duerfir, mengen ech, géllt eise grouse Respekt grad hinnen.

D'Schoul soll jo eng Plaz sinn, déi all Mënsch duerchleeft, wou mer dat Gemeinsamt an eiser Gesellschaft kënnen vermittelen, wou mer och den Zesammenhalt an der Gesellschaft kënnen weiderhi stärken. Duerfir, mengen ech, soll och an der Schoul d'Zesummeliewe kënnen thematiséiert ginn.

Mir mussen an der Schoul och d'Kanner staark maachen: Kanner staark maachen, sech och eng Meinung ze bilden, sech selwer ze verueren an enger Gesellschaft, an enger pluralistescher Gesellschaft, sech selwer hire Wäerte-tableau kënnen zesummenzesetzen, sech awer och selwer kënnen ze differenzéieren zu all deenen aneren, an allem Respekt an aller Toleranz. D'Kanner staark maache virun allem awer och virun de Verlockunge vun der Radikalisierung - well nëmme, wa mer staark Kanner hunn, Kanner, déi sech wuelspielen, déi ukommen an eiser Gesellschaft, da si se immunn géint all Phenomeen vun eventueller Radikalisierung.

Ech wëll nach eng Kéier soen, dass - an dat ass och thematiséiert ginn an de Schoulen - keng Weltreligion fuerdert, dass aneschtendenk an aneschtgleewend Mënsche sollen ëmbruecht ginn, dass dat, wat do zu Paräis geschitt ass, jo absolutt näischt mat Relioun - a mat kenger Relioun - ze dinn hat. Déi gréisst Gefor besteet also och doranner: an der Onwëssenheet, doranner, dass mer en Analphabetismus hunn, wat reliéis a politesch Froen ubelaangt. An duerfir, denken ech och, géllt et déi Themen ze thematiséieren, fir och do dem Risiko vun enger Radikalisierung kënnen virzebeugen. Och dat ass gëschter geschitt. An dat wäert jo och an deenen zwee grouse Projeten, déi mer nach virun eis hunn,...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Här Minister, Dir misst zur Konklosioun kommen.

► **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.** - Ech si schonn derbäi, Här President!

...nämlech deem neie Schoulfach „Vie et société“ an awer och an engem Projet wéi deem vun der politescher Bildung, vun engem Zentrum fir politesch Bildung, ganz am Vierdergrond stoen.

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Déi nächst Fro kënn vum der Madamm Diane

Adehm, riicht sech och un den Éducatiounsmi-nister an dréit ëm den Encadrement scolaire, also de Schoulencadrement, d'Schoulbegleedung vun de Kanner vun den Demandeurs d'asile. Madamm Adehm, Dir hutt d'Wuert.

- **Question n°126 du 17 novembre 2015 de Mme Diane Adehm relative à l'encadrement scolaire des enfants de demandeurs d'asile, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse**

► **Mme Diane Adehm (CSV).** - Här President, den Innenminister huet am Oktober d'est Joer eng Informatiounsversammlung fir d'Gemenge gemaach iwwert d'Demandeurs de protection internationale. Während dëser Versammlung ass och iwwert d'Aschoulung vun de Kanner vun Demandeurs de protection internationale an de Lëtzebuurger Schoule geschwat ginn. Den Innenminister sot an deem Zesammenhang, dass fir all Kand zwou Stonnen Heures supplémentaires géifen un d'Gemenge goen am Kader vum Contingent u Stonnen, déi d'Gemenge zougedeelt kréien op Basis vum Artikel 38 vum Gesetz vum 6. Februar 2009 iwwert d'Schoulorganisatioun am Enseignement fondamental.

Mir hunn an eise Lëtzebuurger Schoulssystem vill Kanner, déi aus dem Ausland kommen. Dës Kanner, déi am Schoulgesetz „primo-arrivants“ genannt ginn, kommen awer net nëmme aus eisen Nopeschlänner a beherrschen och net onbedéngt schonn eng vun eisen zwou administrative Sproochen. Dës Kanner kommen oft vu vill méi wäit an och deelweis aus Länner, déi net an der EU sinn. Während zwee Joer hunn dës Kanner dann de Statut vum Primo-arrivant, mä d'Gemenge kréien awer keng zousätzlech Stonnen am Contingent fir dës Kanner zougedeelt.

Meng Froen un den Éducatiounsminister si folgend:

Stëmmt et, dass d'Gemenge pro Kand vun Demandeurs de protection internationale zwou zousätzlech Stonnen am Kader vum Contingent kréien? Wa jo, fir wéi laang? Fir zwee Schouljoer? Méi? Manner?

An aus Grënn vu gläicher Behandlung fir all Kanner, déi aus dem Ausland nei an eise Lëtzebuurger Schoulssystem kommen: Wëllt de Minister net fir all dës Kanner, egal wéi e Statut hir Elteren hunn, de Contingent ëm zwou Stonnen erophiewen?

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och der Madamm Adehm. An den Här Erzéiungsminister huet d'Wuert.

► **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.** - Merci, Här President. Jo, et war der Regierung wichtig, d'Gemengen éischtens doranner ze encouragéieren, op de Wee ze goen, dee mer präconiséieren, fir d'Kanner esou schnell wéi méiglech ze integréieren an de Regelschoulen. Mir hätte jo gären, dass déi Leit, déi kënnen a wëllen definitiv bei eis am Land bliwen, sech integréieren. An duerfir, denken ech, ass et och nëmme normal, dass mer eis Schoule mussen opmaachen, well dat ass dee beschte Wee, fir d'Kanner, déi eruwessend Generatioun, gutt integréiert ze kréien.

Mir wëllen natierlech awer och, dass dat net au détriment geet vun der Schoulqualitéit an deene Gemengen, déi - méi oder manner - sollen a wäerten och Kanner ophuelen, déi aus Flüchtlingfamilie kommen. Mir wësse jo och, dass net direkt den éischten Dag, wann déi dote Kanner an d'Land kommen, se an eng Regelklass ginn, mä dass d'Regel besteet, dass se eréischt no engem Joer ongeféier kënnen a sollen och an eng Regelklass integréiert ginn.

Fir awer ze kucken, dass déi zousätzlech Efforten, déi do gemaach musse ginn, och kënnen geschëllert gi vun de Schoulen, vun den einzelnen Enseignantë an de jeeweilege Klassen, hu mer gesot, dass mer ganz schnell an onbürokratesch am lafende Joer nach zousätzlech Ressourcen an der Héicht vun zwou Schoulstounen pro zousätzlech Kand géifen zur Verfügung stellen.

Dat ass net onbedéngt eng ganz nei Praxis, just dass se elo méi kloer beschriwwen ass, dass et quasi en Automatismus ass, dass, wann ech zéng Kanner huelen, dann hunn ech 20 Stonnen zegutt. Virdrun hunn déi jeeweilege Gemengen eng Demande gemaach un eise Service vum Enseignement fondamental, hunn dann och eng deementspriedend Äntwert dorobber kritt an hunn och zousätzlech Ressourcen zougewise kritt.

Mä ech denken, dass et wichteg ass, dass an där Situatioun, wou mer elo sinn, wou mer en Afflux massiv hunn, wou mer och d'Solidaritéit brauchen an och d'Ennerstëtzung brauche vun de Gemengen, fir mat op deen dote Wee ze goen, a wou mer och an de Schoulen an och

vun all den Enseignantë d'Bereetschaft hunn, fir deen Effort do mat ze schëlleren, dass do d'Konditioun kloer solle sinn.

Ech kann Är Aschätzung net ganz deelen, dass mer keng zousätzlech Moyenen de Gemengen zur Verfügung stellen, wa se aner Kanner, aner Primo-arrivanten ophuelen, déi duerch déi „regulär“ - loosse mer emol esou soen - Immigration dann an hir Gemeng komm sinn! Och do spillt natierlech de Contingent. A wann duerch en Zouwuesse vun de Kannerzuelen am Laf vum Joer zum Beispill nach muss eng Klass bäikommen, dann ass och kloer, dass dat am Nachhinein am Contingent mat gekuckt gëtt. Och d'Zuel vun den auslännesche Kanner insgesamt gëtt jo mat gekuckt an et ass ee vun deene Kritären, deen am sozialen Taux considéréiert gëtt, wann de Contingent fir dräi Joer fir d'Gemeng fixéiert gëtt.

Duerfir wëll ech awer do nach eng Kéier drop hiweisen, dass et elo net hei esou ass, dass fir Kanner, déi aus enger Flüchtlingfamilie an d'Schoul kommen, d'Gemeng systematesch méi Moyene géif zur Verfügung gestallt kréien, wéi dat fir Kanner wär, déi aus enger regulärer Immigration géife kommen. Mir hu wuel déi zwou Stonnen, dat ass e Stéckwäit méi, wéi mer fir e reguläert Kand, en normaalt Kand an der Schoul gesinn, well do si mer bei 1,6 Stonnen, dat ass wouer. Mir wësse jo awer, dass déi Kanner, déi hei zousätzlech derbäikommen, oft d'Sproocheléieren nach net esou wäit maîtreséieren. Mir wëssen, dass oft aner Problematiken nach domadder verbonne sinn, dass se oft am Laf vum Joer an déi Klasse kommen, wat sécherlech en zousätzlechen Effort och vun den Enseignantë verlaangt.

Mä déi 1,6, déi mer an der Regel hunn, gëtt jo och nach eng Kéier oder kann nach eng Kéier majoréiert ginn en fonction vum soziale Koeffizient, dee mer jo ausrechnen, fir de Contingent vun der jeeweileger Gemeng ze fixéieren. An och do geet den Taux vun den Auslänner mat eran, soudatt ech déi Differenz, déi Dir hei wollt draus erausliesen, net kann novollzéien.

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Erzéiungsminister. Mir kommen dann zu der nächster Fro. Déi kënn vum Här Roger Negri a riicht sech un d'Gesondheitsminister, iwwert d'Sécherheet vum Glyphosat.

- **Question n°127 du 13 novembre 2015 de M. Roger Negri relative à la récente évaluation de l'EFSA confirmant la sécurité du glyphosate, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement**

► **M. Roger Negri (LSAP).** - Merci, Här President. Glyphosat ass e Planzeschutzmittel, et ass eng Zort vun de Pestiziden. An de Glyphosat gëtt haaptsächlech gebraucht, och wéi mir op Lëtzebuergesch soen, als Onkrautvernichtungsmittel. Élo ass e Sträit do ausgebrach: Am März vun deem Joer huet d'IARC, déi international Agentur fir Kriibsfuerschung, erausfonnt, dass dann effektiv dee Produit och gentoxesch soll sinn. An doropshin ass och hei zu Lëtzebuerg reagiert ginn. A ville Supermarchéen ass dee Glyphosat, oder besser bekannt ënnert dem Vermaartungsnumm vun „Roundup“, aus de Rayone geholl ginn oder soll erausgeholl ginn. An et ass och reagiert ginn op verschiddenen aneren Niveauen, fir dee Produit do aus der Welt ze schafen, well en effektiv soll kriibserregend sinn.

Nun huet awer elo d'lescht Woch, den 13. November, d'international Agentur fir Liewensmittelsécherheet, d'EFSA, gesot, dass dat wär net de Fall, de Produit wär wahrscheinlech net kriibserregend. An elo si mer natierlech an enger grousser Diskussioun, an engem Sträit: Wien huet elo recht? An elo gëtt da vu verschiddene Säiten och gefuerdert, dass d'EU-Kommissioun hei soll eng Consigne erausginn an ënner Ermänn eng onofhängeg - souwäit dat da méiglech ass - Expertegrupp asetzen, fir dann ze tranchéieren, wéi dee Produit dann elo aneklasséieren ass, am Sënn, fir de Verbraucher an och den Uwender maximal ze schützen, fir do d'Grenzwaerter ze veränneren.

An deem Sënn wollt ech déi Fro un eis Gesondheitsminister, d'Madamm Lydia Mutsch, stellen, wéi d'Regierung sech dozou stellt. An domadder soen ech och schonn am Virus Merci fir d'Äntwert.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - An d'Wuert huet direkt d'Madamm Gesondheitsminister.

► **Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé.** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, effektiv huet déi Europäesch Autoritéit fir Liewensmittelsécherheet eng Reevaluator

gemaach vum Glyphosat. Dat gëtt regelméisseg gemaach, wann nei Erkenntnisser do sinn. An et war och an deem Fall noutwendeg, well jo d'Weltgesundheitsorganisatioun gemellt hat, dass Glyphosat wahrscheinlech kribberregend wier.

Bon, der EFSA hir Bewäertung ass iwwert de Glyphosat an net iwwert déi Planzeschutzmëttelen, déi agesat ginn um Feld. D'EFSA kënn zu der Konklusioun, dass et onwahrscheinlech ass, dass éischtens Glyphosat genotoxesch ass, an zweetens, dass eng direkt Kriibsgéfor vu Glyphosat op d'Mënschen ausgeet.

Als Erklärung fir déi ënnerschiddlech Bewäertung vun der EFSA op där enger Säit a vun der OMS op där anerer Säit kann ee soen, dass d'EFSA d'Substanz Glyphosat beuerteelt an d'OMS fäerdegformuléiert Produite mat Glyphosat an hirer Wiesselwirkung mat anere Substanzen (veuillez lire: mat anere Substanzen, déi och an engem Planzeschutzmittel dran sinn,) analyséiert.

Et ass elo un de Memberstaten, fir déi verschidde Produiten, déi op de Marché solle kommen, ze bewäerten an dann och gegebenenfalls ze autoriséieren. Zu Lëtzebuerg gëtt dat an der Commission des produits phytopharmaceutiques gemaach, déi vun der ASTA - dat ass d'Administration des services techniques de l'agriculture - presidéiert gëtt a wou d'Santé vun der Division de la pharmacie vertruete gëtt.

De Service vun der Sécurité alimentaire mécht zënter 2011 ganz regelméisseg Kontrollen iwwert d'Réckstänn vu Glyphosat an de Liewensmëttelen. Tëscht 2011 an 2015 goufe ronn 60 Échantillone vu Käreproduiten op Glyphosat ënnersicht, virun allem beim Weessmiel, Roggen, Huewer a Geescht. Dobäi gouf keng Non-conformité festgestallt. Op dräi vun deenen 59 Échantillone gouf Glyphosat fonnt, awer wäit ënnert der LMR, dat ass d'Limite maximale de résidus.

Wéi gesäit elo d'Démarche an der Zukunft aus? Majo, d'EFSA huet elo eng akut Referenzdosis agefouert vun 0,5 mg/kg de poids corporel. Dat heescht, dass elo d'Kommissioun mat de Memberstaten am Comité permanent vun de Pestizide muss eng Limite maximale de résidus vum Glyphosat op de Liewensmëttelen nokuken an eventuell och adaptéieren. Do wäerte mir als Lëtzeburger, esou wéi mer dat och ëmmer an der Vergaangenheet gehandhabt hunn, eis massiv derfir asetzen, dass déi nei Limiten niddreg genuch wäerte sinn, fir och sensibel Populatiounsgruppen, zum Beispill Puppelcher a kleng Kanner, maximal ze schützen.

Ech wëll dann nach ofschléissend soen, dass d'Zouloosung vum Glyphosat um europäeschen Niveau sollt eigentlech 2015 auslafen. Well awer d'Prozedur vun der Zouloosungsverlängerung zäitlech net konnt agehale ginn, ass d'Zouloosung vum Glyphosat bis den 30. Juni 2016 nach verlängert ginn. An dat gouf och scho fir aner Wirkstoff gemaach.

Fir eis bedeit dat elo: Fir d'Bewäertung vun de Planzeschutzmëttelen, wou jo d'Memberstate selwer zoustänneg sinn, wäerte mir eis un d'Bewäertungen, un déi héich Kritäre vun den anere Memberstaten halen, well eis d'Manpower feelt, fir esou eng Bewäertungsskala selwer anzukloen an duerchzuführen. Nodems d'Zouloosung vun engem Wirkstoff ernaert gouf, mussen och déi jeeweileg Planzeschutzmëttel frësch bewäert ginn. An dat wäert dann déi ideal Geleeënheet sinn, fir si och op hir Wieselwirkung mat deenen anere Substanzen, wéi se vun der OMS ugefouert gi sinn, ze berücksichtigen (veuillez lire: ze ënnersichen).

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och der Gesondheitsministesch. An déi nächst Fro vum Gast Gibéryen riicht sech un d'Statssekretärin am Ministère fir d'bannenzeg Sécherheet an dréit sech ëm d'Informatioun vun der Polizei am Zesummenhang mam Brand zu Mënjecker.

- **Question n°128 du 17 novembre 2015 de M. Gast Gibéryen relative à la politique d'information de la police en relation avec l'incendie de Mënjecker, adressée à M. le Ministre de la Sécurité intérieure**

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Merci, Här President. Wéi mer aus der Press gewuer si ginn, huet an der Nuecht vun de Samschdeg op de Sonndeg zu Mënjecker en Haus gebrannt. A laut Presseberichter gëtt Brandstëftung net ausgeschloss. An et war och ze liesen, dass op eng vun den Dieren en Hakekräiz gezechent ginn ass.

An der Press vun haut konnt ee liesen, ech wëll dat hei zitieren: „Die Informationspolitik der Polizei lief in den Morgenstunden chaotisch ab. Den Journalisten vor Ort wurde mehrmals mit der Staatsanwaltschaft gedroht. Fotografen wurden an ihrer Arbeit gehindert. Des Weiteren verhinderten die Polizisten, dass Fotos vom Hakenkreuz gemacht werden. Selbst den Bürgermeister der Gemeinde Manternach, Henri Frank, schickte man am Tatort nach Hause. „Die Polizisten wollten nicht, dass ich mir ein Bild des Brandherdes vor Ort mache,“ sagte Frank.“

An deem Zesummenhang, Här President, hunn ech fënnf Froen un d'Madamm Statssekretärin ze stellen: Éischtens, wat ass genau do geschitt? Zweetens, ass et richtig, dass d'Press gehënnert ginn ass, hir Aarbecht ze maachen, an dass mat der Staatsanwaltschaft gedrot ginn ass? Drëttens, ass et richtig, dass de Buergermeeschter, dee jo awer un éischer Stell fir d'Sécherheet vu senger Bierger a senger Gemeng responsabel ass, fortgeschéckt ginn ass? Véiertens, wéi eng Regele gëtt et fir esou Situatiounen? A fënneftens, hat d'Polizei d'Recht, esou ze handeln? A wa jo, opgrond vu wat fir enge gesetzleche Bestëmmungen?

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och dem Här Gibéryen. An d'Wuert huet déi zoustänneg Statssekretärin, d'Madamm Francine Closener.

► **Mme Francine Closener, Secrétaire d'État à la Sécurité intérieure.**- Merci, Här President. Merci dem honorablen Deputéierte fir dës Fro. An där kuerzer Zäit konnt ech eng ganz Rei vu Fakten am Kontext mam Feier zu Mënjecker zesummendroen. Och wann d'Ermëttlungen nach amgang sinn, ginn et effektiv Indicien, dass et sech hei ëm Brandstëftung gehandelt huet. Viséiert war d'Haus vun enger muslimescher Famill.

De Parquet huet via de Substitut vum Déngscht direkt eng Instruktioun opgemaach. A vun deem Moment un, dat wësst Der, ass de Parquet am Fong de Chef vun der Enquête an d'Police huet u sech näischt méi ze soen.

Um Tatort selwer huet d'Police den Tatort eben ofgeséichert, fir kënnen e Maximum vu Spuren ze sécheren, natierlech fir den Täter oder déi Täter ze ermëttelen. Konkret heescht dat - an dat gëtt ëmmer esou gemaach -, dass e Perimeter ronderëm d'Haus gezu gouf. An deem Perimeter dierf natierlech keen anere sech méi ophale wéi d'Enquêteure vun der Police judiciaire respektiv d'Beamte vun der Spuresécherung. Bis déi ebe fäerdeg si mat hirer Aarbecht, dierf do keen aneren an de Perimeter eran.

Wat elo d'Informatiounspolitik vun der Police ugeet: Wéi dat an deene Fäll üblich ass, huet de Pressedéngscht vun der Police d'Permanencé vun deene verschiddene Medien a Presseorganer informéiert iwwert d'Feier zu Mënjecker. Et ass natierlech kloer, dass et d'Pressefotografie respektiv d'Kameralen op der Plaz nëmme vu baussent deem Perimeter kënnen Biller maachen, Fotoe vum Haus maachen, fir ebe keng Spuren ze verwëschen oder ze zerstëieren.

Déi Reprochen, déi haut an enger Zeitung stinn, déi wëll ech a kann ech och weder confirméieren nach dementéieren. Ech wëll se och net kommentéieren. Ech kann lech awer soen, dass et beim Generaldirekter vun der Police e Rapport gefrot hunn, wat do genee sur place am Kontext mat der Präsenz vun de Fotografen a Journaliste geschitt ass.

Et ass mer ganz wichteg, fir hei awer och kloerzestellen, dass weder d'Regierung nach de Ministère fir d'bannenzeg Sécherheet nach de Generaldirekter vun der Police eng Instruktioun oder soss eng Uweisung erausginn hunn, fir ronderëm kriminell Dote mat engem potenzielle friemefeindlechen Hannergrond anescht ze kommunizéieren, anescht ëmzegoe wéi normalerweise.

D'Pressefräiheet ass ee vun de Grondprinzipien vun eiser Demokratie. D'Journaliste sollen a mussen kënnen hir Aarbecht korrekt maachen an iwwer all Faite berichte kënnen. An dat och keen am Kontext Mënjecker eppes wollt verstoppen, dat ergëtt sech aus deem gemeinsame Pressecommuniqué vu Police a Justiz, dee gëschter erauskomm ass. Do gëtt jo explizit och dran ernimmt an ervirgehuewen, dass op der Entréesdier vun deem Haus en Hakekräiz gemoolt war an dass d'Enquête weise muss, ob et sech dann elo ëm eng friemefeindlech motivéiert Dot handelt oder net.

An da wollt ech awer just nach zum Schluss eppes soen, Här President. Ech versti ganz gutt, dass nëmme e puer Deeg no den Attentäter vu Paräis d'Stëmmung och da bei der Police heizuland méi ugespaant ass wéi normal: Deen alldeegleche Kampf géint d'Kriminalitéit, d'Ennerstëtzung, déi d'Police leescht, fir den Dossier Flüchtlingen an de Grëff ze kréien, an dann och nach d'Sécherheet, déi se muss leeschten

an assuréiere während der ganzer EU-Présidence, dass eleng ass schonn Aarbecht genuch! An da kommen elo d'Attentäter vu Paräis nach derbäi, wat jo als Konsequenz huet, dass d'Police méi Patrouille muss maachen, dass se op ville Plaze muss präsent sinn, dass se och ganz vill gefuerdert gëtt an d'Erwaardungen u si ganz héich sinn. Ech mengen, dass alles ass en enormen Défi fir eis Polizisten. An duerfir, mengen ech, sollte mer hir Aarbecht respektéieren.

Falls - ech soen „falls“ - bei deem Virfall Iwweräifer sollt am Spill gewiescht sinn, wann dat sech géif erausstellen, dann, mengen ech, sollt een awer grad an deem Moment net op déi klappen, déi fir d'Sécherheet vun eis alleguerte suergen.

Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci der Madamm Statssekretärin. An déi nächst Fro kënn vum Här André Bauler. Si riicht sech un de Minister vun der Fonction publique an dréit sech ëm regional Guichets uniques. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

- **Question n°129 du 17 novembre 2015 de M. André Bauler relative à la possibilité d'instaurer des guichets uniques régionaux, adressée à M. le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative**

► **M. André Bauler (DP).**- Merci, Här President. Ech wollt, wéi gesot, eng Fro un den Här Minister vun der Fonction publique stellen. Am Koalitionsaccord steet ze liesen, ech zitieren: «Le Gouvernement analysera la possibilité d'instaurer des guichets uniques régionaux permettant aux citoyens d'effectuer toutes leurs démarches administratives.»

Dofir wollt ech folgend Fro stellen: Kann den Här Minister eis soen, wou dese Chantier zurzäit drun ass? Wat fir eng Géigenden oder Uertschafte vum Land sinn hei virgesinn? An zum Schluss wollt ech froen: Wat fir administrativ Démarché kéint de Bierger an esou Guicheten erleedegen?

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och dem Här Bauler. An de Minister vun der Fonction publique ass schonn ënnerwee.

► **M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.**- Här President, déi vum honorablen Deputéierten ugeschwate Regionalbüro si keng revolutionär Neierung. Schonns am Joer 2004 sinn éischt dezentraliséiert Büroen an der Stad Lëtzebuerg an och zu Esch op deene jeeweileg Biergerämter gegrennt ginn.

Am Regierungsprogramm, an den Här Bauler huet dat elo grad gesot, war versprach ginn, eng Analys ze maache vun der Effikasitéit vun dese regionale Büroen. An dat, wat versprach ginn ass, ass och gemaach ginn. Allerdéngs muss ech hei ënnersträichen, dass d'Resultat dovunner net grad berauschend war. Ech muss souguer soen, et war éischer negativ.

Mir hu misse feststellen, dass et keng verständneg Relatioun gëtt tëscht dem Opwand an dem finanziellen Apport engersäits, an anersäits awer och dem Asaz vun de Ressourcenhumainen, déi mer do hu missen en place setzen. Schonns 2011 war dat iwwerregens opgefoll, an d'Konzept vun der deemoleger Regierung ass adaptéiert ginn an d'Leit, déi um Biergeramt vun der Stad Lëtzebuerg geschaff haten oder dohinner gesat gi waren, sinn ofgezu ginn, fir vun enger dezentraliséierter Struktur vum CTIE erëm op eng zentraliséiert Struktur vum CTIE erëm hinzekommen.

Déi Équipe, déi huet och eng ganz Rei vu gudend Aarbechten do geleescht. Eng multikanaliséiert Betreiuung vun den Ufroen ass gemaach ginn, engersäits eng physisch Präsenz, dat ass kloer, wou d'Leit konnten direkte Kontakt huelen, anersäits ass awer vill iwwer Fax gelaft, iwwer E-Mails an iwwer Telefon. Mä mir hunn awer och do misse feststellen, dass den Erfolleg vun der ganzer Operatioun dach awer éischer bescheide war.

De Bilan, wéi gesot, war net gutt. Mir hu misse feststellen, dass ronn dräi bis véier Demandé pro Dag do waren. An eleng déi Zuel weist, dass den Erfolleg méi wéi begrenzt war. An och an deem Büro zu Esch, deen iwwerregens bei där éischer Restrukturierung, kann ee bal soen, e bësse vergiess gi war, war de Bilan net vill besser.

Eréischt duerch d'Produktioun vun deenen neie Carte-d'identité an dee Rush, deen do komm ass, ass dann awer d'Kontaktzuel wesentlech an d'Luucht gaangen. D'Consultatiounen, wéi gesot, si spronghaft, kann ee bal soen, an d'Luucht gaangen. Net manner wéi 6.000 Kontakter sinn zanter Juli 2014 - dat ass also dee Moment, wou mer déi nei Carte-d'identité kritt hunn - gezielt ginn.

Wat ass dann och mat deenen zwee Leit vun Esch geschitt? Ech mengen, mir waren do an enger Situatioun, wou déi Leit selbstverständlech do op ee Coup op eemol iwwerlaascht waren. An do hu mer dann och décidéiert, déi Leit aus dem Biergeramt vun Esch dann och an déi zentral Struktur vum CTIE eriwuerzuehelen.

Dat huet dann och derzou gefouert, dass mer eng besser Consultatioun konnt hunn, och eng besser Betreiuung vun deene Leit, déi sech gemellt hunn. An d'Konklusioun vun deem Ganzen ass, dass mer opbauend op deem Succès, dee mer hate mat der Carte d'identité, natierlech elo vill méi drop setzen, fir effektiv vun där zentraler Plaz vum CTIE aus eng dezentral Betreiuung u sech unzëiden, eben duerch déi Kontakter, déi mer och duerch déi nei Kommunikatiounsmëttelen zur Verfügung hunn; an da selbstverständlech, an ech mengen, dat geet parallell domadder, en Ausbau an och eng Verbesserung vun eise jeeweilegen Internetsitten.

An ech wëll hei d'Geleeënheet notzen, fir drun ze erënnere, dass mer net manner wéi 2,3 Milliounen Kontakter op eisen Internetsitten hunn. Eleng vu Januar bis September 2015 also 2,3 Milliounen Klicker op eise Sitten: 1.460.000 Klicker um Guichet Citoyens an 850.000 Klicker um Guichet Entreprises. Eleng dat weist schonn, dass dat astronomesch Zifferer scho bal sinn. An dat bréngt natierlech och mat sech, dass mer eng wesentlech Entlaaschtung hu vun eise Verwaltungen.

Elo gëtt et awer allerdéngs och Leit, déi vun deenen neie Kommunikatiounsmëttelen do nach net esou gutt kënnen Gebrauch maachen. An och fir déi Leit ass eppes virgesinn, nämlech en Ausbau vun eiser Telefonsbetreiuung. An och do kann ee soen, dass mer am éischen Hallefjoer 2015 net manner wéi 11.000 Kontakter haten.

Dir gesitt also, dass mer an deem Beräich do ganz aktiv sinn, fir de Leit et méi einfach ze maachen, a Kontakt mat deene jeeweilege Verwaltungen ze kommen. An et ass och an deem Sënn, wou mer an Zukunft wëlle weider Efforte maachen, amplaz op d'Asetze vu physischen dezentraliséierte Strukturen ze setzen.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och dem Här Minister vun der Fonction publique. An déi nächst Fro kënn vum Här Claude Wiseler an dréit sech ëm d'Recommandatioun vum Conseil national des finances iwwert de Budget 2016. Här Wiseler, Dir sidd schonn do an Dir hutt d'Wuert.

- **Question n°130 du 17 novembre 2015 de M. Claude Wiseler relative aux recommandations du Conseil national des finances au sujet du projet de budget pour 2016, adressée à M. le Ministre des Finances**

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- Merci, Här President. D'lescht Woch an der Finanzkommissioun vun der Chamber a gëschter an der Press huet de Conseil national des finances publiques säin zweeten Avis säit senger Kreatioun virgestallt. Dobäi ass de Conseil national ganz kloer zu Konklusiounen komm, déi doranner bestinn, dass effektiv e reelle Risk do wär, dass d'Regel iwwert de Solde structurel an de Respekt vum Objectif à moyen terme vu plus 0,5% vum PIB net kann agehale ginn. Dat also e Risk do ass, dass en net kann agehale ginn, an dat vun 2015 un, esou seet de Conseil national. An et kéint souguer esou sinn, dass e vun 2016 u grous genuch ass, dass d'Korrektionsmechanismen, déi am Gesetz virgesi sinn, och méiglecherweis missten déclenchéiert ginn.

De Conseil national seet och, dass säit dem leschte Joer déi Prognose fir de Pluriannuel 2015-2019 sech signifikativ détérioréiert hu par rapport zu viregter Prognosen. An den CNFP kënn zu deene Konklusiounen, andeem en eng Method ugewannt huet, déi a sech kohärent an déi einfach ass an déi och absolut kredibel an eisen Aen ass, déi d'Regierung och d'lescht Joer, esou krute mer et op jidde Fall erkläert, ugewannt hat an dës Joer eng aner Method ugewannt huet.

Meng Fro ass also déi: Firwat ass dës Joer eng aner Method ugewannt ginn? A respektiv wollt ech d'Reaktioun vun der Regierung wëssen op d'Proposition vun dem Conseil national, fir a sech e Groupe de travail mat Experten zesummesetzen, deen eng gemeinsame Approche iwwert déi Method, déi mer unwenen, fir déi nächst Jore kéint ausschaffen, d'gemeinsam Approche, an och d'Implikatioun vun der Chamber an esou engem Grupp.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och dem Här Wiseler. An d'Wuert huet direkt de Finanzminister, den Här Pierre Gramegna.

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.**- Merci, Här President. Merci fir d'Fro.

Den Objectif de moyen terme fir Lëtzebuerg ass plus 0,5%. An dat ass als Solde structurel ausgedréckt. Ech huelen Notiz vun dem Avis, deen de Conseil national des finances publiques gëschter erausginn huet. A mir wäerten dat als Regierung ganz seriö studieren.

Ech muss allerdéngs regrettéieren, dass de Conseil national des finances publiques sech limitéiert huet op eng eenzeg Method, mat där en do virgaangen ass, fir dee Solde structurel auszerechnen. Dobäi weess de Conseil national des finances publiques, esou wéi all déi, déi sech mat där komplizierter Matière ausersetzen, dass et do ganz vill Methode gëtt, sou dass seng Analys nëmme partiell ass.

Ech wëll awer elo net haut hei an den Detail vun der Analys vum Conseil national des finances publiques agoen, well mer déi och erëischt gëschter kritt hunn. Ech wäert dat a menger Budgetsried am Dezember maachen. Mä amplaz dass mer eis hei péngege mat verschiddeenen abstrakte Modellen - an, wéi gesot, de Conseil national huet nëmme een eenzege Modell gekuckt -, solle mer eis mat de Realitéite befaassen. An d'Realitéite sinn, dass d'Europäesch Kommissioun ausrechent, wat de Solde structurel ass!

An do muss ech lech soen, dass dat fir d'Lëtzebuerger Regierung dat Allerwichtigst ass, dat, wat d'Kommissioun ausrechent. An haut de Moien huet d'Kommissioun d'Resultater vum Solde structurel vun allegeren den EU-Länner erausginn.

► **Plusieurs voix.** - Aah!

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - An do fanne mer dann eraus, dass fënnf Länner - fënnf Länner! - am Volet préventif total konform sinn, fënnf Stéck! Dat sinn Däitschland, Estland, Holland, d'Slowakei a Lëtzebuerg.

► **Plusieurs voix.** - Aah!

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Da sinn eng ganz Rëtsch Länner, véier Länner, largement konform, dat sinn d'Belsch, Lettland, Malta a Finnland. An dann dräi Länner mat engem Risque de non-conformité, dat sinn Italien, Eisträich a Litauen.

An da si Länner am Volet correctif. Dat si Länner, déi aus der Spur gerode sinn, déi also mussen op d'Spur kommen: Frankräich, Slowenien, Irland, déi zwar op där Streck do largement konform sinn, an da Länner wéi Spuenien a Portugal, déi Problemer hunn, oder wéi Portugal, déi nach näischt erageschéckt hunn.

Elo kommen ech zum Solde structurel selwer, deen d'Kommissioun ausgerechent huet: fir Lëtzebuerg fir 2015 plus 0,7%. Dat ass och dat, wat mir selwer ausgerechent haten. Dat heescht, mir sinn do 0,2% besser wéi eisen Objectif de moyen terme. A fir 2016 hate mir op Bréssel geschéckt, dass mir géife mengen, dass mer géifen 0,8% erreechen, an d'Kommissioun rechent aus, mir géifen 0,9% erreechen. Lëtzebuerg ass also an den Ae vun der Kommissioun - an et ass jo dorëms, wou et geet - totalement konform an domat confirméiere mer eisen Triple-A.

Ech wëll awer hei en conclusion soen, dass déi ganz Methodologie, fir de Solde structurel auszerechnen, extrem komplex ass an net nëmme op d'Zuele sech berufft, déi bekannt sinn, mä och op d'Projektiounen. Dofir hunn ech och Verständnis derfir, dass ee sech kann, ech wëll net soen iren, mä dass een do verschiddeenen Interpretatiounen kann hunn. Mä ech mengen, et soll een awer och realistesch bleiwen, dass et do net eng eenzeg Wourecht gëtt.

Ech mengen dofir, dass déi richteg Léisung - an dat ass och dat, wat d'Kommissioun upeilt - an Zukunft ass, méi op de Solde nominal ze schaffen. Well de Solde nominal, dat sinn eben Zifferen an Euroen, déi hannen erauskommen, a mat deenen Zifferen ass et vill méi einfach, Vergläicher ze maachen, amplaz dass een déi doten nominal Zifferen nach duerch eng Moulinette dréit, fir aner Zifferen erauszekriegen.

En conclusion soen ech lech, dass den Avis vun der Kommissioun vun haut de Moie weist, dass Lëtzebuerg fir seng Budgetpolitik a fir d'Stabilisation vu senger Dette, dass mer do gutt dostinn, dass eis Politik Friichten dréit an dass mer an där Saach kredibel sinn, dat seet d'Kommissioun.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Finanzminister.

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Här President!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Jo?

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - D'Fro war, ob de Minister wëllt en Aarbechtsgrupp zesammereffen oder net, fir iwwer d'Méthode ze schwätzen.

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Ech mengen net, dass et elo opportun ass, esou e Grupp an d'Weeër ze leeden, well d'Kommissioun ass amgaangen, selwer iwwer hir Methodologie nozedenken. Ech mengen, mir hu bewise mat deem, wat ech elo grad gesot hunn, dass mer uerdentlech Zifferen op Bréssel geschéckt hunn, dass déi confirméiert gi sinn. An ech gesinn net an, firwat mer da mussen e Groupe de travail maachen.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Une voix.** - Dat gefält der CSV awer net.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Finanzminister.

D'Wuert huet elo den Här Franz Fayot mat senger Fro un d'Kulturministesch iwwer d'Assises culturelles.

- **Question n°131 du 16 novembre 2015 de M. Franz Fayot relative aux «Assises culturelles», adressée à Mme la Ministre de la Culture**

► **M. Franz Fayot (LSAP).** - Merci, Här President. Ech hunn eng Fro un d'Madamm Kulturministesch zur Kulturpolitik, méi spezifesch zu den Assises culturelles. Et ass gewosst, dass mer am Programme gouvernemental e Punkt hunn, deen d'Analys vun de Forces et faiblesses vun eiser Kulturpolitik ugeet, vun der Lëtzebuerger Kulturzeen, mat der Iddi, fir e Kulturentwicklungsplang ze maachen, wou mer eis dann decidéieren als Land, a wat fir eng Richtung mer à moyen, à long terme ginn an der Kulturpolitik.

An deem Zesammenhang hu mer schonn e puermol an der Kulturkommissioun diskutéiert och iwwer déi Assises de la culture. Déi sollte jo all Joers organiséiert ginn, fir eng Bestandsopnam ze maachen an de Punkt ze maachen op dee Plang an och op d'Applikatioun vun deem Plang an d'Evolution vun der Kulturpolitik am Allgemengen.

An do wär meng Fro, zwou Froen, relativ einfach Froen - déi éischt Fro ass: Wéini sollen déi Assisen do organiséiert ginn? An och: Wou solle se organiséiert ginn? Dir wësst, dass mer decidéiert haten, oder op d'mannst hate mer gefrot och als LSAP-Fraktioun, dass déi Assises de la culture sollten zesumme mat der Chamber organiséiert ginn, och wa méiglech an der Chamber. Dat wär e staarkt Zeechen an der Kulturpolitik. An ech wollt lech froen, wou do Är Pläng an Är Reflexiounen dru sinn.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Fayot. An d'Wuert huet d'Madamm Kulturminister.

► **Mme Maggy Nagel, Ministre de la Culture.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den honorabelen Deputéierten Här Fayot huet am Fong schonn de Moien an der Kulturkommissioun en Deel vu senger Äntwert kritt. Mä d'Fro ass gestallt a ganz gäre ginn ech do-robber an.

D'Assises culturelles sinn, wéi ech de Moien och scho gesot hunn, an der Preparatioun. An, wéi annoncéiert, am éischten Trimester 2016 an, fir méi prezis ze ginn, virun der Ouschtervakanz, hu mer se elo festgehalen, also d'Woch vum 21. Mäerz, an den Datum wäert och do communiquéiert ginn. An d'Detailer, wéi de Programm elo ausgesäit, fir déi Assisen zesammenzuerufen, do huet de President de Moien an der Kommissioun och den Datum vum 1. Dezember zréckbehalen - ech mengen, Här President, den Här Fayot hat deen awer och matkritt -, wou mer dann am Detail iwwer d'Assises culturelles wollte schwätzen an dann och decidéieren, wou mer se wäerte maachen.

Ech wollt just soen, all Mënsch huet jo matkritt, wéinst der Présidence war et eis leider dëst Joer net méiglech, nach eng zweet grouss Konferenz ze organiséieren. Wéi Der wësst - a Verschiddener vun lech waren do, leider net vill, mä awer deenen, déi do waren, wëll ech och hei Merci soen -, hate mer am Juli eng international Konferenz zu lechternach iwwer Kultur an Développement ageruff, an d'Konklusiounen, déi sech aus där Konferenz erginn hunn, stellen ech iwwerengs och d'nächst Woch um Europäesche Conseil zu Bréssel vir, an déi sinn eng grouss Grondlag, fir déi Assises culturelles elo an d'Preparatioun ze ginn.

Am Kader vun deenen Assisë wëlle mer, dat ass gewosst, de Stellwäert vun der Kultur an der Lëtzebuerger Gesellschaft an de Mëttelpunkt stellen. An et ass och kloer, dass mer de ganze Secteur, dee ganze kulturelle Secteur an des Assisë wëllen abannen an dat wierklech ganz grouss opmaachen. An duerfir muss mer kucken, wäerte mer mussen op e Sall zréckgräifen, wou mer méi Leit erakriegen, wéi vläicht hei an der Chamber. Dat à voir.

De Moment gëtt awer, an dat scho vun der Réviliatioun vun de Konventiounen un, ganz staark geschafft, fir déi Assisen ze preparéieren.

Ech mengen, alles, wat mer bis elo gemaach hunn, dat wäert doranner erafléissen. Ech denken un d'Réviliatioun, d'Konventiounen, wou nei Missiounen, nei Kritären ausgeschafft gi sinn, mä awer och am Moment, wou mer dru schaffen, un enger interner Analys iwwer eis Finanzementspolitik an der Kultur. Déi soll och bis Enn des Joers fäerdeg sinn. An aus där Analys wäerte sech eng Partie prinzipiell Froen un de Secteur erginn, déi mer dann och am Kader vun deenen Assisen elo da prett hunn, fir se kënnen ze thematiséieren.

Am Laf vum Joer hu mer awer och op de Secteur scho gelauscht, wann och méi punktuell. Mir haten eng ganz Rëtsch vu Sätzunge vun Aarbechtsgruppen iwwer de Patrimoine. An d'Konklusiounen sinn eis Basis fir d'Ausschaffe vun deem neie Projet de loi a Saache Patrimoine. Dernieft hate mer en Aarbechtsgrupp iwwer den Art contemporain, deem seng Konklusiounen mer och viru Kuerzem presentéiert gi sinn an aus deene sech och déi kulturpolitesch Froen erginn.

Duerfir, Assises culturelles ass méi wéi en Thema, wou mer elo drop wäerte schaffen. An, wéi de Moie schonn an der Kommissioun gesot, den 1. Dezember kritt Der do méi Detailler. Mä den Datum ass an der 21. Woch (veuillez lire: an der Woch vum 21. Mäerz,) virun der Ouschtervakanz, wou mer dat da wäerten organiséieren.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci der Madamm Kulturminister.

Déi nächst Fro kënnst vun der Madamm Andrigh-Duval un de Justizminister iwwer d'Reform vun de Régimes de protection. Madamm Andrigh, Dir hut d'Wuert.

- **Question n°132 du 17 novembre 2015 de Mme Sylvie Andrigh-Duval relative à une réforme des régimes de protection (sauvegarde de justice, curatelle et tutelle), adressée à M. le Ministre de la Justice**

► **Mme Sylvie Andrigh-Duval (CSV).** - Merci, Här President. Déi rezent Statistike vun de Lëtzebuerger Juridictionen confirméieren, dass d'Unzuel vun den Dossieren am Beräich vun de Régimes de protection - Sauvegarde de justice, Curatelle an Tutelle - zënter Jore konstant um Klammern ass. An dofir un den Här Justizminister e puer Froen.

Éischtens: Ass déi Gesetzgebung iwwer d'Régimes de protection am Allgemengen a sinn insbesonnesch d'Dispositionen, déi d'Rechter vun de betraffene Leit betreffen, nach der Realitéit ugepasst?

Zweetens: Obwuel d'Unzuel vun den Dossieren an deem Beräich zënter enger Rei Jore klëmmt, gëtt et awer nëmme ee responsable Richter, dee sech Vollzäit domadder um Stater Geriicht befaasst. Geet een eenzege Richter duer, fir all des Dossieren ze gërieren?

Drëtzens: Ofgesi vun der Unzuel vun de Magistrater stellt sech d'Fro, ob et nach zäitgeméis ass, dass ee Richter eleng esou Décisiounen hëlt, déi esou wäitreechend Konsequenzen op d'Privatleiwie vun de Betraffenen hunn. Wier eng kollegial Kompositioun net méi sënnavoll?

Véiertens: Oft gehéieren déi betraffe Leit zu deene Gebrechlechste vun eiser Gesellschaft, enner anerem psychesch Kranker, Leit mat Behënnerung, eeler Persounen, Mannerjäreger, an et stellt sech d'Fro, ob een deene Professionellen, déi an deem Domän aktiv sinn, net besonnesch Formatioun misst ginn.

Fënneftens: Wat déi aktuell Zuelen ugeet, wär et interessant ze wëssen: Wéi vill Persounen sinn elo enner Sauvegarde de justice, Curatelle respektiv Tutelle? A wat d'Betreiung ugeet: A wéi vill Prozent vun de Fäll gëtt dës duerchgefouert vun Affekoten engersäits, Familljememberen, Associatiounen oder Organisatiounen oder aneren Drëttpersounen?

A siwentens: A wéi vill Prozent vun de Fäll gëtt just e Gérant genannt vun der Virmondschaft, ouni dass en zweete Momper respektiv e Conseil de famille genannt gëtt? An ofgesi vun de gesetzlechen Dispositionen, kommen déi offiziell genannte Responsabel vun enger Curatelle an enger Tutelle de gesetzleche Contrainten no, fir eemol pro Joer Rechenschaft ofzeleeën an hirem Dossier? Ginn déi Dispositiounen respektéiert?

A wat gedenkt den Här Minister ze maachen, dass d'Rechter vun dese Leit besser kënnen respektéiert ginn? En tout état de cause, an esou engem brisanten an och wichtige Dossier, wat gedenkt d'Regierung insgesamt ze maachen, fir déi Problemer ze behiwen?

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci der Madamm Andrigh. An d'Wuert huet direkt de Justizminister.

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.** - Merci, Här President. Ech wëll der Madamm Andrigh-Duval Merci soe fir hir Fro an engem Beräich, wou ech weess, dass si scho méi laang an och méi intensiv sech mat där Problematik ausenarnetzt. An ech mengen och, dass se recht huet, dat ze maachen.

D'Kompetenze vun de Juges des tutelles - Dir hut se opgezielt - si scho méi laang an der Reflexioun. An de Joresberichter - an Dir hut drop verwisen, do stinn eng ganz Partie Zuele jo och dran - steet schonn elo zéng Joer laang: „en réflexion“. Et ass also scho méi laang, dass Justizministere sech zu deem doten Thema Gedanke maachen. An d'Wourecht ass, dass et nach net zu Konklusiounen komm ass, trotz där laanger Reflexiounsphasen.

Dir hut recht drop hinzewisen, dass d'Zuel vun de behandelten Dossiere konstant klëmmt a souguer an engem héije Rhythmus konstant klëmmt. 2003 ware mer nach bei 183 Dossieren, 2014 louche mer scho bei 392 Dossieren. Dat ass méi wéi eng Verduebelung a knapps zéng Joer. An déi verdeele sech esou, dass der 300 an der Stad traitéiert gi sinn, 30 - 33, fir genee ze sinn - zu Dikrech an 59 bei de Mineuren.

An darselwechter Zäit ass och d'Solicitatioun vum SCAS ganz staark geklommen. D'Juges des tutelles froen ëmmer méi oft och Enquête-sociale beim SCAS un. Och déi Zuel huet sech an de leschte 14 Joer verdräifacht. Also och do ganz kloer Handlungsbedarf um Niveau vum SCAS.

An et fält och op, dass de SCAS ëmmer méi oft extern Leit zu der Famill proposéiert, fir Tuteur oder Curateur ze sinn. An do stelle sech effektiv Froen vu Formatioun vun deenen dote Leit. An de Fait, dass de SCAS ëmmer méi oft Leit vu bausse proposéiert, weist och, dass d'Uspréich, déi un déi Leit gestallt sinn, am familiären Umfeld ëmmer méi seelen och kënnen erfëllt ginn. Well et geet net duer, Famill ze sinn, fir och all Kompetenzen ze hunn, fir an desene delikate Froen ëmmer déi richteg Virschléi an och richteg Entscheedungen kënnen ze maachen. Dofir gëtt et déi Tendenz bei déi Professionellen, wat net heescht, dass domadder all Kompetenz-froen och positiv begréisst (veuillez lire: positiv geléist) wieren.

D'Erklärung fir alles dat ass och, dass d'Populatioun zu Lëtzebuerg wüsst. Et ass awer och, dass d'Populatioun méi al gëtt, well d'Alters-moyenne vun de Majeuren, déi an enger Tutelle sinn, läit bei 58 Joer. An de Fait, dass d'Lëtzebuerger Populatioun och méi al gëtt, verstärkt natierlech och den Drock op deenen dote Mesuren.

Dir wësst, dass säit Kuerzem eng Enquête géint e Richter leeft, nämlech dee Richter am Tribunal d'arrondissement Lëtzebuerg, deen dofir zoustänneg ass. Dofir hu mer och missen an der Urgence elo reagéieren. Ech wëll der Chamber dat och soen, dass eng Persoun, e Richter ofgezu ginn ass vun enger Chambre civile, vum Divorce, fir anzesprangen an déi Dossieren ze iwwerhuelen. Déi Persoun selwer wäert an där Chambre divorce ab dem 1. Januar duerch en neien Attaché dann och ersat ginn, fir dass mer dans l'immédiat, an der Urgence kënnen reagéieren.

Doriwwer eraus brauche mer awer eng méi grouss Reform. Eng grouss Reform wäert sinn: d'Aféiere vun engem Juge aux affaires familiales, dee sämtlech Kompetenzen iwwerhëlt vum Juge des tutelles am Mineursberäich, mat nach anere Kompetenzen, déi do sollen derbäikommen, notament am Beräich vun der Autorité parentale.

Et bleift dann, dass d'Kompetenze vum Juge des tutelles vun den aktuelle Majeuren awer do bleiwen. An do sinn ech der Meinung, dass dat reformbedürftig ass. Et ass net gutt, et ass net gesond, dass eng eenzeg Persoun sech em déi doten Dossiere këmmert. Laang scho gëtt gefrot, dass zumindest en zweete Richter géif derbäikomme fir d'Tutellen am Tribunal d'arrondissement Lëtzebuerg. Ech halen dat fir absolut noutwendeg.

Mä ech mengen och, dass d'Reflexiounen nach doriwwer eraus mussen goen. Dir hut d'Stéchwuert genannt: firwat net och eng Chamber? Dat ass zumindest eng Reflexioun wäert. D'Problematik ass komplizéiert genuch an déi aktuell Situatioun ass net zefriddestellend.

Ech mengen och, dass et zu enger gréisserer Reform beim SCAS muss kommen. Do wäert och en Audit gemaach gi mat de betraffene Leit, déi dofir och Demandeur sinn, fir d'Prozeduren, fir d'Organisatioun, awer och fir eng Augmentatioun vun de Leit kënnen ze kriegen.

An ech mengen och, dass d'Rechters vum de be-
traffene Leit och eng déif Reflexioun brauchen.
Ech si gewëllt, all déi Reflexiounen do elo unzé-
goen.

Zu deene weidere Froen, déi Der gestallt hutt,
wat d'Zuele betrëfft, do kann ech lech gären
eng Kéier déi Zuelen noliwweren. Déi hunn
ech selbstverständlech an dese véier Minutten
net kënnen dévèloppéieren. Mä mir sinn eis
eens, dass do eng gréisser Reform misst ge-
maach ginn. Zum Deel gëtt se elo gemaach
duerch d'Introductioun vum Juge aux affaires
familiales. Mä ech mengen, och déi aner Re-
flexioun muss gemaach ginn. Et ass am Mo-
ment keng zefriddestellend Situatioun. Dat
schéngt, mengen ech, haut fir jiddweree kloer.
Merci, Här President.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci
dem Här Justizminister.

Déi lescht Fro kënt vum Här Laurent Mosar,
riicht sech och un de Justizminister an dréit em
d'Konklusioun vum G20-Sommet. Här Mosar,
Dir hutt d'Wuert.

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Un de Finanz-
minister.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Jo, de
Finanzminister. Sorry!

**- Question n°133 du 17 novembre 2015
de M. Laurent Mosar relative aux conclu-
sions du sommet du G20 à Belek en Tur-
quie, adressée à M. le Ministre des Fi-
nances**

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Jo, entschëllegt,
Här President, et ass den Här Finanzminister,
un dee meng Fro sech adresséiert. Et geet
effektiv em de G20-Sommet, deen de leschte
Weekend an der Türkei zu Antalya stattfonnt
huet, wou haauptsächlech iwwert déi Mesurë
geschwat ginn ass am Kontext vum Terroris-
mus. Derniewent schéngt et awer och esou ze
sinn, dass eng ganz Rei ganz wichteg Mesuren
och an Direktioun vum BEPS ugeholl gi wä-
ren. Notamment, wann een d'Press liest, geet do
rieds, dass dee Country-by-country reporting
am Prinzip ugeholl gi wär.

Alles dat verleet mech derzou, dem Finanzmi-
nister véier Froen ze stellen, fir d'Alleréischte ze
froen, ob en eis eventuell haut scho ka méi Ele-
menter, Detailer iwwert déi Mesurë soen, déi
an der Türkei do ugeholl gi sinn.

Zweetens, ob en eventuell och à même ass,
eis ze prezisiéieren, a wat fir engem Délaien
alleguerten déi Mesuren do emgesat ginn,
wëssend, dass de G20 jo d'OCDE domadder
chargéiert huet, fir d'Mise en musique ze maa-
chen.

Drëttens wär ech och frou, vum him gewuer ze
ginn, wat déi dote Mesuren als Impakt op
d'Diskussiounen och um Niveau vum der EU-
Kommissioun hunn, well jo och do eng Rei Me-
suren am Moment amgaange sinn ugeholl ze
ginn. A vu dass mir do d'Présidence hunn, hue-
len ech jo och un, dass de Finanzminister
exzellente placéiert ass, fir eis do méi Detailer ze
ginn.

A véiertens a schlussendlech natierlech: wat
eventuell den Impakt op eis Finanzplaz aus-
mécht an ob mer elo oder ob d'Regierung och
elo schonn amgaangen ass, all déi Mesurë pre-
ventiv ze preparéieren, fir dass d'Finanzplaz och
prett ass, wa se ugeholl sinn.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci
dem Här Mosar. An d'Wuert huet direkt de Fi-
nanzminister.

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Fi-
nances.** - Merci, Här President. Merci fir d'Fro.
Effektiv ass zu Antalya dese Weekend de ganze
Programm BEPS guttgeheescht gi vum de Chefs
de gouvernement. Ech hat d'Geleeenheet,
virun e puer Wochen derbäi ze sinn, well Lëtze-
buerg d'Présidence huet vum der Unioun, bei
der Reunioen vum G20 zu Ankara, wou d'Fi-
nanzministeren all déi dote Mesurë vum BEPS
en fait endosséiert hunn.

Wat heescht BEPS, „Base Erosion and Profit
Shifting“? Et ass en fait e ganz neie Kader welt-
wäit fir d'international Besteuerung. Deen ass
also elo guttgeheescht ginn no dräi Joer Aar-
bechten. Do ware 15 Aarbechtsgruppen, déi
en fait Dosenden an Dosende Recommenda-
tiounen ugeholl hunn. Dat heescht, do gëtt et
méi wéi e puer Honnert Recommendatiounen
op verschidde Stufen an deene 15 Aar-
bechtsgruppen. Dofir kann ech natierlech net
an den Detail haut agoen.

Ech wëll soen, dass ech dann och zu Lima der-
bäi war, wéi mer en marge vum Fonds Moné-
taire International e G20-lesse hatten an och
do eng Pressekonferenz hatten, wou de G20 en

fait déi Reform virgestallt huet. An ech hat do
d'Geleeenheet ze intervenéieren als Lëtze-
buerg, als Présidence vum der Union euro-
péenne. An ech muss lech soen, dat war net
esou einfach, do d'Wuert ze huelen, mä mir
hatten, zwësche Guillemete géif ech soen:
„Chance“!

Firwat hate mer Chance? Well mer zwee Deeg
virdrun, de 6. Oktober, zu Lëtzebuerg en Ac-
cord politique fonnt hatten, dass mer sollen um
europäeschen Niveau en Echange automatique
vu Rulinge maachen. Dat ass och als Beispill vu
ville Ministeren opgeholl ginn, fir ze soen: Eu-
ropa weist de Wee, Europa ass Pionéier doran-
ner! An dat ass enner Lëtzebuurger Presiden-
schaft geschitt. Ech mengen, dat ass eng exzel-
lent Noriicht.

Dat Zweet, wat mer do opgefall ass: Ech war
ee vun deene leschte Spriecher op der Presse-
konferenz, ech war deen Eenzeg, deen dat
Wuert „level playing field“ gebraucht huet.
Nodeem ech et du gebraucht hat, hunn anerer
dat Wuert erëmgeholl. An ech weess, dass den
Deputéierte Mosar selwer och ëmmer dat
Wuert vill gebraucht. Et geet jo dréms, dass
mer déi Reccommandatiounen zäitgerecht an
zäitno, mä e bëssen zesummen huelen. An et
ass gutt, dass Europa op verschidde Sujete
vläicht e Pionéier ka sinn an de Wee ka weisen,
mä et geet jo awer dorëms, dass jiddweree
matzitt. Also mir verteidegen déi Positioun als
Lëtzebuerg an dat ass och ganz wichteg.

Firwat ware mer och kredibel zu där Okka-
sioun, déi wierklech, wat d'Fiskalität ubea-
laangt, warscheinlech dat gréisst Evenement
war vum de leschte 50 Joer? Mä well Lëtze-
buerg awer och elo eng gewosse Kredibilitéit a
Saachen Transparenz huet doduerch, dass mer
de Secret bancaire ofgeschaaft hunn, fir den
Echange automatique d'informations op den
1.1. vum diesem Joer ze maachen, dass mer
vun der schwaarzer Lescht ewechkomm si vum
der OCDE. Alles dat huet gewisen: Lëtzebuerg
ass an enger Phas, wou et sech elo normaliséiert
huet par rapport zu deenen anere Länner. A
mir ginn och do eescht geholl. An als Prési-
dence muse mir do matwierken!

Et ass esou, dass mer an deenen nächste
Wochen nach weider wäerte kucken, wéi d'Pro-
position de directive iwwert d'gemeinsam Be-
steuerung vum der Base soll weidergoen. Mä
dat ass awer e Projet de moyen terme, dee wäert
net enner Lëtzebuurger Présidence fäerdeg
ginn. Mä mir wäerten dat weiderdreien, och
well mer am Code de conduite als Présidence
ganz aktiv sinn.

Meng Konklusioun zu der ganzer Saach BEPS
ass folgend: 1. „level playing field“ a jiddweree
soll dat am selwechte Rhythmus maachen. 2.,
ganz wichteg: Duerch BEPS geschitt eng Ver-
breederung vum der Base, vun der Assiette, op
där Steiere wäerte bezuelt ginn. Dat ass eng
Realitéit, ob mer eis déi wënschen oder net
wënschen, mat där musse mer eis ofginn. A
mir mussen deem Rechnung droen an der Ré-
forme fiscale, déi mer jo fir 2017 plangen. Et
gëtt fir d'Entreprisë méi schwéier. Et gëtt fir
d'Entreprisë méi deier. Mä mir wäerten als Re-
gierung derfir suergen, dass Lëtzebuerg kom-
petitiv bleift.

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci
dem Här Minister.

9. Ordre du jour (suite)

Mir sinn domat um Enn vun der Froestonn
ukomm. Ech hat sondéiert, fir eventuell eng
Question urgente, déi ugeholl ginn ass zu
Tihange, direkt no der Froestonn ze huelen.
Ech hunn awer gesot krit, dass dat net esou
evident wier, an dofir stellen ech d'Fro un
d'Chamber, ob mer et fäerdegbréngen, entwe-
der an der Sëtzung vun haut nach oder an der
Sëtzung vu muer déi Question urgente N°1570
vum Här Henri Kox ze traitéieren.

(Interruption)

Ech géif lech da proposéieren, dat mat deenen
zwee zoustännege Ministeren ze klären, wéini
dass dee beschte Moment ass.

Ass d'Chamber do dermat d'accord?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

10. Renouveau du mandat de deux conseillers à la Cour des Comptes

Mir hunn dann d'Demande virleie fir d'Man-
datserneierung vum zwee Conseillere vum der
Cour des Comptes. Et handelt sech em den Här
Georges Ramos an d'Madamm Marie-Jeanne
Conter. Déi Artikelen, déi d'Bestätigung vum
de Mandater regléieren, gesi vir, dass, wann
nëmme eng Kandidatur fir e Posten do ass,

dee besat ka ginn, respektiv fir Posten, déi
kënne bestätegt ginn, dass d'Chamber net
brauch nominell ofzestëmmen, mä déi zwee
Kandidaten - an diesem Fall zwee Kandidaten -
als verlängert kann designéieren oder décidéie-
ren.

Den Artikel, deeselwechten Artikel 4°(5) gesäit
vir, dass, wann een Deputéierten oder eng
Fraktioun net der Meinung ass, dass dat
iwwert dee Wee méiglech ass, mer dann zwee-
mol - an diesem Fall - missten ofstëmmen.

An dofir stellen ech d'Fro, ob mer bei zwou
Kandidature fir zwou Verlängerungen dermat
d'accord sinn, fir deem statzeginn, oder ob
mer missten ofstëmmen.

Ass d'Chamber domat d'accord, dass mer déi
Kannbestëmmung applizéieren an da souwuel
den Här Georges Ramos wéi d'Madamm Marie-
Jeanne Conter an hirem Mandat verlängeren?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Da komme mer zum nächste Punkt vun eisem
Ordre du jour. De Mëtte presentéiert de Ko-
operatiounsminister, den Här Romain Schneider,
seng Deklaratioun iwwert d'Entwécklungs-
zesummenaarbecht. Uschlëssend féiert d'Cham-
ber eng Debatt. D'Riedezeit ass nom Modell 2
festgesat. An ageschriwwe si bis elo déi folgend
Deputéiert: d'Madamm Nancy Arendt, déi Häre
Marc Angel, Gusty Graas, Claude Adam a Fer-
nand Kartheiser. An ech huele selbstverständlech
nach Wuertmeldungen un.

D'Wuert huet elo direkt den Här Koopera-
tiounsminister Romain Schneider.

11. Déclaration de M. Romain Schneider, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, sur la politique de coopération au déve- loppement et de l'action humani- taire, suivie d'un débat

► **M. Romain Schneider, Ministre de la Co-
opération et de l'Action humanitaire.** - Merci, Här
President. Dir Dammen an Dir Hären, Exzel-
lenzen, dëst Joer ass et fir mech eng ganz be-
sonnesch Okkasioun, des Ried iwwert d'Lëtze-
buurger Kooperatiounspolitik hei ze halen, well
2015 ass e speziell Joer fir d'Kooperatiounspo-
litik. D'europäesch Institutiounen hunn 2015
zum Europäesche Joer fir Entwécklung ernannt,
well grad während deses zwielf Méint grouss
Rendez-vous sinn, déi des Politik fir déi nächst
15 Joer bestëmmen wäerten. Dass dëst ze-
summe fällt mat der Lëtzebuurger Présidence
vum Conseil vun der Europäescher Unioun,
huet eis eng sonnesch Roll an eng spezifesch
Responsabilitéit ginn.

D'Europäescht Joer fir Entwécklung ass am Ja-
nuar offiziell zu Riga opgemaach ginn a mir
wäerten et ofschléissen am Dezember zu Lëtze-
buerg. D'informell Reunioen vun den EU-Ent-
wécklungsministere wäert zur gläicher Zäit
stattfannen. Mir hoffen an deem Kontext och
eng interinstitutionell Deklaratioun ze enner-
schreien, an där mer eis engagéieren - Institu-
tiounen a Memberstaten -, fir eis weider derfir
anzesetzen, e breede Publikum op d'Koopera-
tiounsbesoinen an op d'Responsabilitéit vu
jiddwer Eenzelnem opmierksam ze maachen.

Zu Lëtzebuerg war dat och d'Zil vum Euro-
päesche Joer. Dofir muss een d'Thema vum der
Aarmutsbekämpfung an der nohalteger Ent-
wécklung an den Entwécklungslänner, vun in-
ternationaler Solidaritéit a Responsabilitéit, mä
och vun eisen Interessen, déi domat verbonne
sinn, nach besser erklären. De Motto vun de-
sem Europäesche Joer - „Eis Welt, eis Dignitéit,
eis Zukunft“ - huet eis hei de Wee gewisen.

Eng vun eisen Zilgruppen hei war d'Jugend.
Zesumme mat der Lëtzebuurger genereller
Konferenz fir d'Jugend ware mir beim Jugend-
parlament präsent, mä och beim Rallye
Citoyen, wou eng Etapp vum Europäesche Joer
zu Lëtzebuerg war. Mir hunn d'Ouverture vum
Europäesche Joer zu Lëtzebuerg am Januar am
Athénée agelaut a Präsenz vu ville Schüler, déi
enner anerem hir Aarbechten an der Koopera-
tioun gewisen hunn.

Et goug eis och drëm, eis mat dem breede
Publikum direkt auszetauschen. Dofir hate mer
zum Beispill e Stand fir d'Fête de l'Europe; och
um Pique-nique européen den 1. Juli a beim
Blues'n Jazz Rallye am Gronn ware mer präsent.
Hei gouf et vill interessant an och kontrovers
Gespräicher. Ech wollt vun deser Plaz aus
menge Mataarbechter aus dem Ministère
Merci soe fir hiren Asaz während laange Stonnen
de Weekend an och owes.

Ech sinn och frou, dass d'europäesch Institu-
tiounen zu Lëtzebuerg enk mat eis zesumme-
geschafft hunn. D'Europäesch Cour des
Comptes huet eng flott Konferenz organiséiert,
an d'Europäesch Investitiounsbank huet ver-
schidde Konferenzen an Aktivitéiten organi-

siert a matgedroen. D'Büroe vun dem Euro-
päesche Parlament an der Kommissioun waren
eis Partner a ville Momenter, wéi zum Beispill
um Festival des migrations.

De Videoconcours, d'„Shining Stars of Europe“,
ass europawäit ënnert dem Motto vum Déve-
loppement gelaf. D'Gewënner sinn am Dezem-
ber zu Lëtzebuerg bei der Clôture vum Euro-
päesche Joer derbäi, wou si hire Präis iwwer-
recht kréien.

Ech freeë mech sonnesch, dass am Dezem-
ber, kuerz no eiser informeller EU-Ministerre-
unioen, d'Responsabel vun den EU-Parlaments-
kommissiounen, déi fir d'Entwécklungspolitik
zoustänneg sinn, zu Lëtzebuerg zwee Deeg zu
dësem Thema tagen.

Och d'nächst Joer wëlle mir weider u Sensibili-
satiounsaktivitéiten deelhuele respektiv se sel-
wer ureegen. Natierlech sinn et als Eischt hei
lëtzebuergesch ONGen. Si hunn eenzel an am
Cercle iwwert d'Joer 2015 e sonnesch räich-
chen an diversifizéiert Programm vun Aktivi-
téiten ugebueden: vum Festival Cinéma du Sud
iwwert d'Fête de la Solidarité am Mee an nach
vill aneres. Och dank hirer war d'Europäescht
Joer fir Entwécklung zu Lëtzebuerg e Succès.

Dir Dammen an Dir Hären, firwat insistéieren
ech esou op des Sensibiliséierungsaktivitéiten?
Mä well ech dovunner iwwerzeegt sinn, dass
d'Entwécklungspolitik an humanitär Hëllef in-
dispensabel Instrumenter vun eisem internatio-
nale Verständnis vun Zesummeliewen an e
wichteg Element vun der Aussepolitik sinn, op
dat mer kënne stolz sinn.

Säit der méi massiver Arrivée an Europa vu Mi-
granten aus Afrika an aus Syrien si verschidde
Krisituatiounen eis warscheinlech méi be-
wost ginn. Dës Krise sinn net nei an hu
schonns Dausende Leit d'Liewe kascht, sief et
wéinst Kricher, wéi an der Zentralafrikanescher
Republik, am Sudan oder Südsudan oder a Sy-
rien, sief et wéinst dem Terrorismus, wéi zum
Beispill am Norde vun Nigeria, sief et duerch
Naturkatastrophen oder schlecht Gouvernance,
a schlussendlech duerch Krisen, wou des Ursa-
chen all, oder deelweis, zesummekommen.

Wann Eltere keng aner Léisung méi gesinn, wéi
mat hire Kanner ze probéieren, op engem on-
sécher Schëff iwwert d'Mëttelmier eng Zu-
kunft ze sichen, oder Deeg ze Fouss ennerwee
sinn duerch d'Sahara, d'Türkei an de Balkan, da
brauch ech wuel net méi laang ze beweisen,
dass d'Entwécklungshëllef an humanitär Hëllef
batter néideg sinn!

Dës Politicke si kee Wonnermëttel géint d'Mi-
gratioun; dat ass och net hire Sënn, mä huma-
nitär Hëllef kann eng éischt Antwort sinn, fir
deene 60 Milliounen Leit, déi hautdesdaags op
der Flucht sinn, ze hëlfe. Dat sinn der esou
vill wéi nach ni virdrun.

An Entwécklungshëllef ass och do, fir der Ju-
gend Perspektiven ze schafen an hirem Land
oder an hirer Regioun. D'Lëtzebuurger Ent-
wécklungshëllef an eise Partnerlänner konzen-
tréiert sech op d'Gesondheet, Education/Form-
ation professionnelle a ländlech Entwécklung.
Wann een d'Demografie vun eise Partnerlänner
kuckt an d'Verdeelung vun der Bevëlkerung
teschent Stad a Land, ass dëst eng Antwort op
d'Erausforderungen, bei deene mir eise Part-
ner wëllen zur Säit stoen.

Et ass och dofir, dass Lëtzebuerg bei deene
Memberstate vun der EU ass, déi d'lescht Woch
e spezielle Fong fir Migratioun an Afrika opge-
sat hunn an och zu diesem Fong bäigesteiert
hunnt. Dese Fong soll méi schnell méi Mëttele
dohi bréngen, wou se gebraucht ginn. Ech sinn
net wierklech iwwerzeegt, dass nei Instrumen-
ter déi bescht Antwort sinn, wann nei Besoinen
do sinn. Eigentlech misste mer eis Instrumen-
ter, déi mer an der EU hunn, änneren, fir besser
a méi flexibel op Krise kënnen ze reagéieren.
Mä ech gesinn an, dass an der Urgence dëst
net ëmmer méiglech war.

Mam Averständnis vum Jean Asselborn war ech
och bei engem Aarbechtsmëttegisse vun den
europäeschen Innenministeren, fir iwwert de
Rôle vun der Kooperatioun an humanitärer Hël-
lef ze schwätzen, fir falsch Virstellungen hei ze
widerleeën a fir drop opmierksam ze maa-
chen, dass dee ganz groussen Deel vun de Re-
fugiéen a Migranten an den Entwécklungslän-
ner selwer opgeholl gëtt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, 2015
ass sécher markéiert vun dem Thema vun der
Migratioun a vu méi kuerzfristegen Entschee-
dungen. Et ass och d'Joer vu groussen interna-
tionale Rendez-vousen, déi d'Entwécklungspo-
litik fir d'Zukunft bestëmmen wäerten.

Hei war fir d'Éischt am Mäerz d'Konferenz vu
Sendai, déi vläicht manner visibel war, mä ganz
wichtig, well se d'Äntworte bruecht huet zur
Reduktioun vu Risike vun Naturkatastrophen,
an dat am Kader vun der nohalteger Entwé-
cklung. Enner der Leedung vum Innenminister
war och d'Kooperatioun hei mat präsent.



Um internationale Plang ass et jo eist Departement, wat hei d'ONGen, d'Länner an déi international Agencen ënnerstëtzt. Et soll méi an d'Preventioun an an d'Capacitéite vum den Entwécklungslänner investéiert ginn, fir esou Risiken ze reduzéieren. Ech erënneren an deem Kontext drun, dass mindestens 5% vum der Lëtzebuurger humanitärer Hëllef an Aktiounen ginn, fir besser op Naturkatastrophe preparéiert ze sinn an esou besser direkt reagéieren ze kënnen.

No der Konferenz vu Sendai war dunn am Juli zu Addis Abeba déi wichteg Konferenz iwwert den zukünftige Finanzement vum Développement a vun der nohalteger Entwécklung. Hei ass kloer gesot ginn, dass effentlech Entwécklungshëllef um Niveau vun 0,7% vum RNB néideg ass. Mir hunn eis op allen Niveaue derfir agesat, dass d'Europäesch Union nach virun der Konferenz vun Addis hiren Engagement, fir op 0,7% kollektiv bis 2030 ze kommen, confirméiert huet.

Natierlech wär et vill besser gewiescht, mir hätten eist Zil vun 2005 respektéiert. Natierlech wär et och besser, mir hätte méi kuerz Lafzäite virgesinn, mä och mir hunn dese Kompromiss akzeptéiert. D'Europäesch Union huet sech och e gemeinsamem Objektiv ginn, wat d'Part vun effentlecher Entwécklungshëllef fir déi am mannsten entwéckelt Länner virgesäit.

Mä des effentlech Entwécklungsgelder ginn natierlech net duer, fir eleng den néidege Changement ze bréngen. Si sinn och als Katalysator oder Multiplicateur ze gesi fir aner Fongen, wéi zum Beispill eege Budgetsponge vun den Entwécklungslänner. Hei geet et ëm d'Capacitéiten, fir méi Steieren anzehuelen an eng besser, méi transparent an eng méi breet Steierbasis opzestellen an och besser international Steierregeln. Bis zum Schluss wor d'est ee vun de Kärpunkte vun de Verhandlungen zu Addis Abeba.

D'Lëtzebuurger Kooperatioun huet sech an de leschte Jore lues a lues méi an deem Thema engagéiert. An dofir hunn ech och um Lancement vun der Addis Tax Initiative deelgeholl, duerch déi mir eis Bereitschaft weisen, nach méi Responsabilitéiten an deem Beräich ze huelen. D'est geschitt zum Beispill iwwer Programmen bei der OCDE, an och zum schwieren Thema vun der Besteuerung vu multinationale Firmen, wat dese Weekend, wéi mer héieren hunn, och um G20-Sommet ugeschwat ginn ass. Hei erméigleche mer, mir mat anerem, dass d'Partner aus dem Süde voll an des sougenannt BEPS-Verhandlungen agebonne ginn an déi nei Standarde gläichberechtigt matbestimmen. Och d'est gehéiert zur Entwécklungshëllef als Stärkung vun der Gouvernance.

Zu Addis ass och festgehale ginn, dass niewent den effentleche Gelder privat Fongen an de Privatsektor als solche sech méi mussen abréngen an zur Entwécklung bäidroen. Enn Abréll hate mir schonn zesumme mat der Chambre de Commerce eise Privatsektor op des Responsabilitéiten an Opportunitéiten higewisen. Mir sinn och amgaangen, méi bewosst op des Chancen an eise Partnerlänner hinzewisen, wéi zum Beispill am Cabo Verde am Beräich erneierbar Energien a Biomass.

D'Reaktioun vun de Lëtzebuurger Entrepreneuren war ganz positiv. Mir wäerten an deem Sënn och ufank 2016 eng Business Partnership Facility op d'Beze setzen, fir den Transfer vun Technologien an enger éischter Phas oder Pilotprojeten ënner ganz bestëmmte Konditiounen an och begrenzt ze ënnerstëtzen. Mir changéieren net eis Positioun par rapport zur Aide liée, mä mir hëllef, dass de Privatsektor mat sengen eege Mëttele méi zur Entwécklung bäidreift.

D'Kooperatioun ass jo schonn säit laange Jore an der Mikrofinanz aktiv a schafft hei regelméisse mam Privatsektor, mat Fonds d'investissement engersäits a mat Institutiounen vun der Mikrofinanz op där anerer Säit. Accès zum Finanzsektor fir déi, déi soss dovun ausgeschloss sinn, ass hei eist Objektiv, an dat mat effentleche Mëttele, déi vill méi Privatgelder zesummebréngen. Ech weisen drop hin, dass deser Deeg d'Europäesch Woch vun der Mikrofinanz am Neumünster stattfënnt an den Donneschdeg an der BEL a Präsenz vun der Grande-Duchesse den europäesche Präis zum Thema Mikrofinanz a Krisen iwwerrecht gétt.

Den Addis-Abeba-Action-Agenda huet awer net nëmme recommandéiert, Gelder vu verschiddenen Originellen ze bündelen, mä dat och mat de richtege Politicken ze verbannen, an dat souwuel am Norde wéi am Süden. Des sougenannt „net finanziell Mëttele“, wéi dat am Jargon heescht, sinn indispensabel, fir dass d'Investitiounen an engem Kader vu gudder Gouvernance nohalteger ginn. Dat ass natierlech en Zil, op dat mer mat eise Partner hischaffe mussen.

(Coup de cloche de la présidence)

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Wann ech gelift, Kolleegen!

► **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire*.- Merci, Här President, dat huet mir erlaabt, eng Schlupp ze drénken. Merci, Kolleegen, Merci, Här President.

An dat bréngt mech zu där nächster Etapp vun de grouse Rendez-vous vum Joer, zum Sommet fir nohalteger Entwécklung Enn September zu New York. Hei hunn d'Stats- an d'Regierungschefte vun all den UN-Memberstaaten, dorënner de Lëtzebuurger Premierminister, d'Resultat vun zwee Joer laangen a schwieren Verhandlungen ugeholl. D'est ass eng politesch Deklaratioun mat de 17 nohalteger Entwécklungsziler, hiren 169 Resultater an engem System vu Suivi a Monitoring.

D'nohalteger Entwécklungsziler iwwerhuelen déi Dealer vun de Millenniumsziler, déi nach net erreicht goufen, a setzen dat Ganzt bis 2030 an en neien, globalen an transformativen Kontext. Et geet bei enger nohalteger Entwécklung am Sozialen, an der Wirtschaft an an der Émwelt ëm net méi oder manner wéi eng total Émstellung vun eise Handel an alle Beräicher an alle Länner! D'Mënscherechter an all hire Facetten a fir jiddwer Einzelne gehéieren och derzou souwéi Friden a Sécherheet.

► **Une voix**.- Très bien!

► **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire*.- Gedroe gétt desen enormen, ambitiösen Agenda vun de finanziellen an net finanzielle Mëttele, déi mer zu Addis Abeba definéiert hunn.

Zesumme mat der Ministerin Carole Dieschbourg hu mir des Verhandlungen am Detail verfollegt an eis aktiv abuecht. De Conseil de Gouvernement ass vun eis mat den erwartene Resultater regelméisseg saiséiert ginn an déi eenzel Regierungsmembere konnten hiren Input zu all Moment abréngen, esou wéi och de Landwirtschaftsminister, deen hei präsent ass, all Kéiers säi Volet am Volet vuner Politik, wat d'Landwirtschaft mat den Drëttlänner betrëfft, konnt afléisse loosson.

Desen Agenda gouf duerno adoptéiert a gétt elo an deenen nächste Jore éngesat. Bis Mäerz d'nächst Joer sollen d'Indicateuren da fir d'Ziler an d'Resultater definéiert ginn. An da geet et drëm, dass all Land d'nohalteger Entwécklungsziler émsetzt. De 26. Oktober huet d'Lëtzebuurger Présidence d'Europäesch-Union's-Develloppements- an Émweltministere op engem gemeinsame Mëttegiessen zesummebruecht, fir iwwert d'Émsetzung an der Europäescher Union vun den nohalteger Entwécklungsziler eng éischte Kéier ze schwätzen.

An der éischter Halschent 2016 soll d'Europäesch Kommissioun hei eng Propositioun op den Dësch leeën. Et gétt och vun enger effentlecher Konsultatioun geschwat, mä d'Saache sinn nach net definitiv gekläert. Bei eise informellen Treffen den 10. Dezember hei zu Lëtzebuerg wëlle mer als EU-Develloppementsministere mat dem zoustännege Kommissär an énnert der Leedung vun der Madamm Mogherini iwwert d'Changementen schwätze vun den EU-Politicken am Émweltberäich, fir den neien Uspréich gerecht ze ginn.

Et ass net hei u mir, fir iwwert dee ganzen nationalen Émsetzungspang ze schwätzen. Ech kann lech awer soen, dass d'Lëtzebuurger Kooperatioun elo schonn amgaangen ass, mat hire Partnerlänner ze kucken, wéi si des nei Ziler an hiren Entwécklungsstrategie wëllen iwwerhuelen a wou si do vläicht eng speziell Hëllef brauchen. Mir mussen och mat eise Partner zesumme préiwen, ob eis Programmer deenen neie Gegebenheeten och entsprechen.

Hei zu Lëtzebuerg mussen eis generell Strategie an eis sektoriell an eis thematesch Strategien ugepasst ginn. Dat wäert d'nächst Joer stattfannen a Konsultatioun mat den ONGen, wéi dat Tradition ass hei zu Lëtzebuerg. Beim nationalen nohalteger Entwécklungspang, deen énnert der Responsabilitéit vum Émweltministère steet, wäerte mir natierlech aktiv matschaffen, wat eis Partie ubelaangt. Domat steet ee groussen Deel vun eiser Aarbecht fir 2016 fest, ënner anerem en vue vun där nächster Revue des pairs 2016 vum Comité d'Aide au Développement vun der OCDE.

Déi lescht Etapp vun de groussen entscheidende Konferenzen d'est Joer, d'COP21, ass virun der Dier. De Changement climatique gehéiert natierlech zu de groussen Erausforderungen, vun deenen d'Entwécklungslänner oft als Éischt a méi betraff sinn. D'est ass besonnesch de Fall bei deene sougenannte SIDS, de klengen Entwécklungsinselen am Pazifik, an der Karibik, mä och an Afrika. De Cabo Verde, eist Partnerland, gehéiert zu deser Grupp an huet speziell drënner ze leiden, wann de Klima ëmmer méi dereguléiert gétt. Mä och bei eise Partnerlänner am Sahel oder an Zentralamerika sinn d'Folge vum Klimawandel sichtbar. Si produzéieren och Migranten, Aarmut an Hoffnungslosigkeit. Ee Beispill ass d'Regioun ëm

den Tschad-Séi. Fréier haten d'Leit Waasser, Liewensmëttel an Akommes vum Séi, haut gétt et dese Séi bal net méi.

Eis Partnerlänner aus der Kooperatioun konnten op eis zielen, fir si an der Virbereedung op d'COP21 ze ënnerstëtzen, wéi zum Beispill de Cabo Verde an de Senegal. Mat dem Émweltministère schaffe mir enk zesummen, fir eise respektiven Interventiounen eng nützelech Komplementaritéit ze ginn. Mir hoffen, dass d'Konferenz zu Paräis zu deem Succès gétt, fir dee souwuel d'Lëtzebuurger Présidence vum Conseil vun der EU geschaff huet wéi och Frankräich sech agesat huet.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Kader fir nohalteger Entwécklung bis 2030 ass also gesat, mat groussen Ambitiounen, Mëttele, fir dohin ze kommen an eigentlech net esou vill Zäit, fir dat Ganzt émsetzen. An dach brauche mir och méi a besser Ressourcen, fir humanitär Hëllef ze leeschten, als Antwort op déi unique Situatioun vun humanitäre Krisen an der Welt, vun deenen et der méi en parallèle ginn, déi méi hefteg, méi komplex sinn a méi laang daueren.

D'Syrien-Kris ass an hirem fënnefte Joer. Si betrëfft global iwwer zwoelf Milliounen Leit an destabiliséiert mat hiren Effeten och d'Nopeschlänner. Am Irak, am Südsudan, am Nepal gétt vun allem gebraucht, fir ze iwwerliewen. Äthiopien riskéiert virun enger grousser Hungersnout ze stoen.

Och wann d'Finanzmëttel fir humanitär Hëllef nach ni esou héich waren, si se och ni esou weineg duergaangen. D'Opriff vun den Agencen vun den Nations Unies a vum CICR sinn oft nëmmen zu 30% bis 40% finanziéiert, wat derzou féiert, dass Aktivitéite gestoppt ginn an dass lessratiounen zum Beispill an de Réfugiés-campe reduzéiert mussen ginn.

Et muss anescht gehandelt gi wéi bis elo, méi effikass, méi koordinéiert tëschent den humanitären Akteuren, och den UN-Agencen an den ONGen, a méi am Interessi vun de betraffene Communautéiten. Déi humanitär Hëllef muss no den humanitäre Prinzipien an nom internationalen humanitäre Recht fonctionnéieren. Si d'äerf awer net méi isoléiert gesi ginn, mä zesumme mat deenen anerem Instrumenter vum Développement.

Wann d'Kris jorelang daueren, da gétt méi wéi an d'Urgence gebraucht. Erlaabt mer, drun ze erënneren, dass Réfugiéer oder Migranten en moyenne 17 Joer ënnerwee sinn, ier se kënnen heemgoen. 17 Joer! Dat muss ee sech eng Kéier am Kapp kloermaachen, wat fir Jore do verluer ginn.

Schoule mussen gebaut ginn an deem Kontext, fir datt net ganz Generatiounen verluer ginn. Dofir si mer zum Beispill beim Programm „No Lost Generation“ vun der Unicef an der Tierkei derbäi. Mä punktuell Verbesserungen, fir Brécken tëschent dem Humanitären an dem Développement ze bauen, ginn net duer. Et muss beides zesumme geplangt an ausgefouert ginn do, wou et néideg ass.

Dat an nach vill méi nei Iddie sinn zesummege-droe ginn an der Preparatioun vum éischten humanitäre Sommet, deen am Mee zu Istanbul wäert stattfannen. All Akteure sinn a weltwäite Konsultatiounen zesummekomm an hu regional zesummegegrëft, fir Initiativen ze proposéieren. De Ministère an d'Lëtzebuurger humanitär ONGen hunn och eng Propositioun ausgeschafft zum Thema Protektioun.

Als Présidence ass och op EU-Niveau e Katalog vun Iddien tëschent den humanitären Akteuren an deene vum de Protection-civilë presentéiert ginn. Zudeem hu mer gehollef, datt d'Firmen, déi Satellitcapacitéite bedreiwen, sech engagéiert hunn, zesummeneschaffen, fir datt des méi gënschteg a Krisensituatiounen och de betraffene Communautéiten zur Verfügung gestallt kënnen ginn.

Elo geet et drëm, déi Honnerte vun Iddien an Initiativen ze préiwen an, wa se zréckbehale ginn, ze bündelen, fir um Sommet ugeholl ze ginn. D'europäesch Develloppementsministere haten op hirem Conseil de 26. Oktober eng éischt Debatt heiriwwer an hu festgestallt, dass et wichteg ass, verschidden Theme besonnesch ze ënnerstëtzen, an datt d'EU als gréissten Donateur vun humanitärer Hëllef sech hei muss asetzen.

Mir hoffen, ënner eiser Présidence éischt Konklusiounen zéien ze kënnen, fir als EU bei der Ausaarbechtung vum definitive Rapport vum Secrétaire général vun den Nations Unies fir dese Sommet méi Gewicht mat eisen Themen ze hunn. Mir hunn also vill Erwaardungen fir dese Sommet oder, besser gesot, fir d'Leit, deenen hiert blankt Iwwerliewe vun engem verbesserten humanitären Asaz ofhänkt.

Dir Dammen an Dir Hären, a menger Deklaratioun haut virun lech hunn ech des Éfteren op d'Roll als Présidence vum Conseil vun der EU

Referenz gemaach an erklärt, wou mir gehandelt hunn oder Prioritéite gesat hunn. Een Thema läit mir hei speziell um Häerz, an zwar dat vun der Kohärenz vun de Politicken fir den Développement.

Et ass e Konzept, dat mir all kennen an dat eis och all als bon Sens aliicht. Et ass awer net esou einfach émsetzen, wéi munder dat duerstellen, well à la base jo politesch, kuerz-, mëttel- a laangfristeg Arbitragë sinn. Mäin Zil wärend der Présidence war et, d'Konzept vun der Kohärenz praktesch ze deklinéieren an dat an esou vill wéi méigleche Formatiounen vum Conseil. Dofir hat ech de Ministere geschriwwen a si encouragéiert, eent vun hiren Themen énnert deem Bléckwénkel ze analyséieren.

Mat der Madamm Mogherini zesummen hu mir en Opriff gemaach, nach eng Kéier op des Kohärenz hinzewisen. D'Resultat léisst sech weisen. An et huet gemaach, dass Filière wéi Energie, Intérieur, Kultur, Commerce, mä och d'Gesondheet an d'Sécherheet op ganz verschiddenen Aarbechtsniveaue mam Thema Développement a Kohärenz fir den Développement konfrontéiert gi sinn.

Déi nächst hollännesch Présidence huet sech um Conseil Enn Oktober engagéiert, mat deem Effort weiderzefueren. Des Démarche placéiert sech jo och kloer an der Logik vum Agenda 2030, dee mer zu New York ugeholl hunn an deem säin Zil jo justement den Déclousonnement vun de politesche Filiären ass.

D'Lëtzebuurger Présidence huet hei, mengen ech, e gutt Stéck Aarbecht gelescht an de Wee fréi gemaach, fir esou weiderzefueren. Et huet jo kee Sënn, nei Regeln a Prozeduren opzebauen, wann een dat Ganzt net wierklech och an der Praxis praktikéiert. Um nationale Plang si mir dee gläiche Wee gaangen an hu probéiert, praktesch mat anere Ministeren, Ministere d'Politiken an Aktiounen op hir Kohärenz mam Développement ze ënnersichen.

Heifir huet den zoustännege Comité interministériel sech Regele ginn, mat der Méiglechkeet, Avisen ze ginn. D'politesch Arbitragen oder Konsequenze vun deser Aarbecht leien natierlech bei de Ministere selwer a jiddwer Einzelnem fir seng Kompetenz. De Kooperatiounsminister huet hei sécher eng besonnesch Sensibiliséierungsroll ze maachen. D'ONGen an hire Cercle hunn an hirem Rôle, eis ëmmer erëm op des Responsabilitéiten hinzewisen.

A grad dat hu mer de Mëtteg kënnen feststelle virun der Chamber, wéi se eis och e Pabeier ginn hu mat starke Message fir eben d'Émsetzen: vun deenen eenzelne Regierungsmembere, vun der Regierung, u sech vun der Politik, an och vun de Leit dobaussen. Et geet jo hei net nëmmen ëm eng Regierungspolitik, et geet och drëm, wéi mir dobaussen als Bierger, als Konsumenten des Kohärenz an der Praxis émsetzen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn haut déi grouss international an europäesch Rendez-vous vum Joer als roude Fue-dem vu menger Interventioun virun lech gebraucht an en Deel vun den Aktivitéite vun der Lëtzebuurger Kooperatioun an deser Optik presentéiert. Doduerch sinn ech net am Detail op eis verschidde Partnerlänner agaangen.

Iwwert d'Joer hat ech jo regelméisseg d'Geleeënheet, virun der aussepolitische Kommissioun Rapport ze maachen iwwert déi verschidde Commissions de Partenariat, déi nei Programmen indicatifs, iwwert d'luet Ophale vun eiser Kooperatioun a Vietnam an El Salvador, a schlussendlech iwwer eis Konzentratioun op déi am mannsten entwéckelt Länner. Bei all Visitt zu Lëtzebuerg vu Ministere vun eise Partnerlänner oder héije Responsabele vu multilateralen Agencen gehéiert fir mech de Rendez-vous an der Chamber mat derzou.

Erlaabt mer awer zum Schluss, nach op een Thema méi genau anzegoen, an zwar op d'Relatioun mat de Lëtzebuurger ONGen. Si representéieren 16,5% vun der Lëtzebuurger effentlecher Entwécklungshëllef. Si sinn awer e Partner, deem seng Wichtigkeet wäit iwwert des Ziel erausgeet. Am Zukunftspak si jo eng Rei Mesuren, déi si direkt betreffen. Ech hat d'lescht Joer op deser Plaz virun lech erklärt a kloergestallt, dass des Mesuren am Sënn vu méi Effikasitéit geduecht sinn an op kee Fall eng Reduktioun vum Budget duerstellen.

Ech hat mech a menger Ried d'lescht Joer bereet erklärt, a Verhandlung mat den ONGen des Mesuren am Detail ze beschwätzen. D'est huet den Dag duerno direkt ugefangen an huet sech virugezu bis d'lescht Woch, wou mer mam Cercle diskutéiert hunn, fir Léisungen ze fannen.

Ech mengen, datt mer zu engem Resultat komm sinn, wat e korrekter Kompromëss duerstellt fir déi zwou Säiten. D'Part vun den administrativen Käschten vun enger ONG, déi de Ministère rembourséiert, wäert erofgoen, mä manner wéi am Ufank virgesinn. Dëst huet och mam kumulativen Effekt ze dinn, dee mat der Verännerung vum Kofinanzement vu Projeten zesammenhängt.

Projeten an de Partnerlänner an deenen am mannsten entwéckelte Länner gi bis zu 80% kofinanzéiert. Projeten an aneren Entwécklungs-länner gi bis zu 60% kofinanzéiert. Ob des Projeten eenzel oder an engem Accord-cadre sinn, ännert nëischt um Taux de cofinancement. Mir wëllen zousätzlech d'Prozedure fir Accord-cadren vereinfachen an déi eenzel Projeten op Basis vun zwee Appels à proposition pro Joer zréckbehalen.

E Projet am Malawi, am Niger oder zu Haiti gëtt also d'selwecht kofinanzéiert, mat deem héchsten Taux, egal a wat fir engem Instrument e stattfënnt. Fir déi aner Länner wéi Brasilien, Indien oder Guatemala géllt deen enneschten Taux bei alle Projeten, mat enger Exceptioun: Mir sinn eis nämlech eens gi mat den ONGen, datt an dese Länner an Transitioun de Rôle vun der ziviller Gesellschaft besonnesch wichteg ass, fir méi Demokratie, Transparenz a Gerechtigkeit ze bréngen.

Als Ministère sinn dat och Aktivitéiten, déi mir weider an engem Land wéi El Salvador maache wäerten. Dofir wäerte mir d'ONG-Aktiounen, déi d'lokal Zivillgesellschaft geziilt stärken, op dem héijen Niveau kofinanzéieren. Fir eist Virgoe previsibel an novollzäibar ze maachen, hu mir gemeinsam des Exceptioun op e präzise Marqueur vum CAD beschränkt.

Ech géif mengen, datt mer op der Basis vun deemselben Kompromëss elo eis reglementär a legal Basis 2016 adaptéieren müssen. Dëst Haus wäert des Propositionen an deem Sënn an deenen nächst Woche virgeluecht kréien.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zum Ofschluss wëll ech drun erënneren, datt d'Letzeburger Kooperatioun no deemem Joer en internationale Kader huet, dee si ëmsetze muss an duerch hir Instrumenter deklinéieren. D'Letzeburger Kooperatioun ass mat hirem nationalen Effikasitéitsplang weiderkomm. D'nächst Joer ëm des Zäit wäerte mir an deem Kontext en éischté Bilan maachen a kucken, ob mir och weider „fit for purpose“ si fir den Agenda 2030.

Loosse mer deesen Challenge, all des Défien ugoen a gemeinsam de Slogan vum Europäesche Joer 2015 an d'Praxis ëmsetzen: „Eis Welt, eis Dignitéit, eis Zukunft“!

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Minister. An éischté ageschriwwer Riederin ass d'Madam Nancy Arendt.

Débat

► **Mme Nancy Arendt (CSV).** - Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Hären, fir d'Alleréischte géif ech gären dem Här Minister Merci soe fir seng Deklaratioun zur Letzebuergescher Kooperatioun - an Entwécklungshëllef, déi traditionell eemol am Joer hei am Parlament stattfënnt.

Dëst Joer ass am Fong e Stéchjoer vun der Entwécklungshëllef. Éischtens, den Här Minister huet et scho gesot, ass 2015 zum Entwécklungsjoer ernannt ginn. Zweetens stinn dës Joer grouss a wichteg international Treffen a Sommeten um Programm, déi d'Zukunft vun den neien Entwécklungsziler sollen definéieren an och en neien Challenge fir de Klimaschutz solle fixéieren. Mir hu souzosen als Land d'Chance, datt des Evenementer praktesch allegueren och nach enner Europäescher (veuillez lire: Letzebuergescher) Uniounsprésidence stattfannen.

Mir befannen eis mëttlerweil an der gréisster Flüchtlingskris, déi Europa bis elo kannt huet, mat enormen Erausforderunge fir eise Kontinent. Och fir eise Land wäert et ni méi esou si wéi virdrun. An dofir muss mer genau oppassen a plangen, wéi mer mat all dese Verännerunge wäerten ëmgoen. Déi schlëmm Attacke vun islamisteschen Terrorgruppen zu Paräis loosse eis hautno materliwien, wat vill vun dese Menschen alldeeglech mussen erdroen.

De Wunsch no Sécherheet a Fridden, well se aus engem Krichsgebitt fortgelaf sinn, d'Angscht virun terroristeschen Attacken, well se vläicht politesch verfollegt goufen, zwangsbestuet, vergewaltigt oder beschnidde gi sinn, oder just well se vläicht eng aner Relioun oder

sexuell Orientéierung hunn an doduerch hiert Liewen net méi sécher ass, ass ze verstoen, wann ee sech d'Méi gemaach huet, se ze begéieren an hir Geschicht, wat se erlieft hunn, nozelauschteren.

Wou zitt een och do d'Linnen? Wou setzt een d'Grenzen, wien däerf Asyl ufroen, wien net? Wie kritt d'Chance heizbleiwien a wien net? Dat wäert keng einfach Aufgab ginn.

Ech wëll mech och net ze vill mat deser Thematik beschäftegen, well des Problematik éischter zur aussepolitichescher Debatt gehéiert, mä et ass eis awer wichteg als CSV ze soen, datt mer dankbar si fir déi Oppenheet an Diskussionsbereitschaft an deser ganz emotionaler Debatt, déi souwuel op där enger Säit eis Verantwortung an eist groussst Häerz weise léisst, mä déi awer gradesou gewëssen Angschten ausléist, déi et an der Bevëlkerung tatsächlech gëtt.

An déi muss een och eescht huelen an zur Sprooch komme loosse, ouni datt een direkt als Populist ofgestempelt gëtt. Dat wär net fair. A wann een dat géif maachen, riskéiert een, nach vill méi radikale Bewegungen den néidegen Näreuedem ze liwweren, wéi wann een open iwwer esou berechtigt Suerge schwätzt.

Och mir mussen déi nei Situatiounen, déi nei Mentalitéite verstoen, mä si mussen sech awer eise Regeln an eise Gewunnechten upassen. A mir mussen hinnen hëllef, sech ze integréieren. Et ass nëmmen ënnerst deene Virussetzungen, wéi et eng Chance huet ze funktionnéieren.

Et muss mat Sécherheet vill communiquéiert gi mat de Menschen, déi sech elo am Alldag mat hinnen erfënnen. Si mussen duerch eise Sprooch integréiert ginn a si mussen beschäftegt ginn. Leit, déi esou e wäite Wee hanner sech hunn an alles hanner sech gelooss hunn, däerf een net lamleien. Et muss ee se matabannen a mir mussen all hei eng Hand mat upaken.

A wat soe mer elo all deene Menschen, déi „just“ - téscht Gänseféisercher - aus ekonomescher Nout virum Misär geflücht sinn an déi elo praktesch iwwerhaupt net méi erwünscht sinn?

Perséinlech war ech ëmmer erstaunt driwwer, wéi laang et iwwerhaupt gedauert huet, datt sech esou massenhaft Leit aus Aarmut a Gefor a Bewegung gesat hunn, virun allem elo, wou d'Technik et erlaabt, bis gläich op dee leschte Punkt vun eiser Welt ze vermëttelen, wéi op räiche Plaze gelieft gëtt. A mir mussen eis d'Fro gefale loosse, ob mir als Weltgemeinschaft et awer net e bësse verpasst hunn, hinne Perspektive bei sech op der Plaz ze verschafen an do hiert Liewen opzebauen, amplatz elo all Dag an dramatesche Situatiounen mussen ze erliwien, wéi d'Menschen hiert Liewe riskéieren, fir dem Misär ze entkommen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Nancy Arendt (CSV).** - Et ass den Donneschdeg um EU-Afrika-Sommet geraumt ginn - ech zitieren eisen Ausseminister: „Wir können unsere Kooperationspolitik nicht einfach erkaufen. Es braucht mehr als Finanzen, damit Menschen in Afrika bleiben und sich nicht auf die Flucht nach Europa begeben.“

„Mir hätte misse méi no den Ursaache kucken an net d'Folge bekämpfen“, seet eise Kommissionspräsident, de Jean-Claude Juncker. Et gesäit aus, wéi wann elo den europäesche Kontinent, deen eigentlech weltwäit féierend ass, wat d'Entwécklungshëllef ugeet, ëmmer méi géif mierken, datt et nach laang net duergaan ass, wat alles gelescht ginn ass. Deklaratiounen a Versproochen, Investisementer, déi net vun alle Länner aegעהale goufen, gradesou wéi Klimawandel, Naturkatastrophen, keng ugepasste Wirtschaftspolitik a keng gutt Gouvernance an den Entwécklungs-länner haapt-sächlech hunn derzou bäigedroen, datt der vill vun hinne keen anereren Auswee méi fonnt hunn, wéi trotz Liewensgeför et bei eis ze versichen.

De Jean Asselborn huet d'Fro opgeworf, ob mer net besser hätten, eng legal Awanderung zum Beispill fir Studenten zäitweilg ze erméiglechen, fir datt se sech hei bei eis ausbilden an zréck an hiert Land ginn an do mat hirem Wësen hiert Land opbauen, amplatz mussen elo eng illegal Awanderung esou ze bekämpfen. A wéi motivéiert een dann des jonk Menschen, wa se bis de Gout he kritt hunn, fir och erëm zréck an hir Heemechtslänner ze goen? All dës si berechtigt liwwerleedungen, déi ee ganz sécher am Virfeld misst maachen.

Am Interview mam David Precht zum Thema „Eine Welt in Bewegung“ huet de Ruppert Neudeck, Matgrënner vu Cap Anamur, gesot, ech zitieren: „Die Afrikaner sagen: ‚Entwickeln tun wir uns schon selber. Wir brauchen kein Geld, wir brauchen berufsausbildende Projekte.‘“ Well et ass dat, wat vun eise Partner gewollt ass. Et sinn net ëmmer Almosen oder Menschen, déi hinnen dohannen hëllef sollen.

Neen, et ass eng Berufsausbildung, déi hinnen et erlaabt, hir Forderung selwer an de Grapp ze huelen, an hirem Land matunzepakem, amplatz datt ganz Dierfer a Familljen zesummeleien, fir datt dee Kräftegste vun hinne fir 1.500 Dollar Mënscheschlepperbande verfält an op eege Fauscht säi Gléck probéiert, fir dann op engem Kan e puer Kilometer virun der Küst, gewollt oder net gewollt, ze erdrénken.

(**Mme Simone Beissel prend la présidence.**)

Wann ee weess, datt schon eleng aus dem afrikanesche Kontinent net Honnerten oder Dausenden, mä 15 Milliounen Mënsche sech prett maachen a fest wëllen hunn, sech op de Wee ze maachen, fir an dat erstriewenswäert Europa ze kommen, da mussen mer eis Politik iwwerdenken. Et gëtt e puer Stëmme vun Experten an deemem Feld, déi sech froen, ob et net besser wär, eis Entwécklungshëllef ëmzennenen, an zwar esou, wéi Letzebuerg seng Entwécklungspolitik scho säit Längerem mécht, an zwar net nëmmen als Entwécklungshëllef, mä éischter als Entwécklungsförderung. Et sollt een aus der Hëllef eng Motivatioun maachen, eng Ennerstëtzung maachen, wéi d'Wuert et scho seet, wat eise Partenariat mat den Entwécklungs-länner soll erëmginn, nämlech, datt se mat eiser Ennerstëtzung, mat hire Mëttele, mat hirem neigewonnenen Wësse sech selwer Hoffnung bei sech doheem kënnen ginn.

Mir mussen eng selwer organiséiert Entwécklungshëllef ausbauen a mat deenen aarme Länner an enger Partnerschaft, net vun uewen erof diktéiert, zesumme Projeten entwéckelen. D'Mikrofinanz, den Här Minister huet et virdru schon ugeschwat, ass ee vun deene beschte Beweiser, datt dese Gedanke funktionnéiert, an déi dës liwwerleedungen och erëmpigelt mat engem dach sensationelle Boomeffekt, wéi mer en all Dag kënnen materliwien: Et léint een eng kleng Zomm an et entwéckelt een e Projet mat hinnen, et gëtt een hinnen dat néidegt Wëssen a Startkapital mat op de Wee, dat se stolz an zefridden zréckbezuelen, nodeems se derfir geschafft hunn an esou selwer am Endeffekt hir Entwécklung produzéieren.

Flott sinn esou Initiative wéi zum Beispill déi vun der Asbl „Inclusive Finance Network Luxembourg“, déi zesumme mat anereren Akteuren an der Entwécklungshëllef e Präis a Partnerschaft mat der BEI verdeele fir Entrepreneuren, déi am Beräich Mikrofinanz eppes konnten erreechen. Dee leschte Präis krut d'„Kompanion Financial Group“ aus dem Kirgistan fir e Projet, wou se Déierenziichter Kreditter ugebueden hunn, fir hir Felder ze ennerhalen. Hei gouf de Baueren eng spezifesche Formatioun ugebueden, déi hinnen d'Méiglechkeet gëtt, hir Felder besser a méi nohalte kënnen ze géieren an dohier méi Wuessstum op laang Dauer kënnen ze maachen.

Mir fannen et als CSV och weiderhi wichteg, sech als Letzebuerg op e puer eenzel Länner ze konzentréieren a sougenannt kleng Erfolgerser-lieffnisse, Buerge vun Hoffnung ze schafen, déi hir eegen Dynamik kréien a wou een hofft, datt se sech erëmschwätzen, multiplizéieren an och weiterentwéckelen.

Mir wäere frou, och ze héiere vun dem Här Minister, elo wou et am Myanmar endlech méi demokratesch Wahle gi sinn, ob dës Land och eng Chance huet, fir e weidert Zilland ze ginn. Ech ka mech erënneren, datt eng Kéier eng Ouverture an des Richtung gemaach ginn ass. An ech wollt froen, wou ee mat deenen liwwerleedungen dru wär an ob och do scho méi konkret Pläng um Dësch géife leien.

Här President, de Letzebuergescher UNO-Ambassadeur sot an engem rezenten Interview, ech zitieren: „Ee grouse Problem ass déi liberal Wirtschaftspolitik, déi vun de räiche Länner gemaach gëtt, déi hire Maart ëmmer méi opmaachen an domadder oft de Schutz vun de klengen Produzenten, vun de Klengbaueren ewechhuelen. A mir Europäer bréngen et fäerdeg, eis Agra- a Liewensmëtteleprodukter op hire Maart ze bréngen ënner dem Gesteungspräis an drécken esou déi Lokal aus hirem Maart eraus.“

Misse mer net awer eis europäesche Wirtschaftspolitik iwwerdenken? Elo diskutéieren mer iwwert den TTIP, ouni awer déi genau Auswirkungen op Afrika ze kennen oder ze belichten. Oder hutt Dir schon, Här Minister, eng Positioun an der Regierung, welchen Impact dës Ofkomme op déi ärmst Länner vun eiser Welt wäert hunn, oder zumindest déi, déi mir als Zillänner hunn, a wat dat fir déi Länner bedeit?

Dir Dammen an Dir Hären, Letzebuerg huet dat festgehalent Zil vun 0,7% BIP, fir an d'Entwécklungshëllef ze investéieren, schon zënter dem Joer 2000 erreecht. Vun deem Moment un ass de Prozentsaz souguer vu Joer zu Joer eropgaangen an huet 2009 de Rekordtaux vun 1,11% erreecht! Zënterhier stabiliséiert sech onse staatlechen Invest op ronn 1%. Mir sinn der Regierung dankbar a soe Merci, datt se an des Zäiten net wëllt an deemem Beräich kieren.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Nancy Arendt (CSV).** - Et wär mat Sécherheet dee falsche Message am Moment!

Nach méi frou wäere mer natierlech, wann déi aner Memberstaten hire Bäitrag och géife maachen, dee mer an der leschter Présidence 2005 hei zu Letzebuerg festgehalent hunn. D'Europäesch Unioun ass nämlech meilewäit ewech vun dem europäesche Konsensus. Daitschland, déi jo wirtschaftlech relativ gutt dostinn an déi och fir hir vill Efforten an der Flüchtlingskris gelueft ginn, haten och de Moment säit 2005 verpasst a stinn do mat 0,38%. Elo schwätzen endlech déi Daitsch och dowunner, datt vill méi op der Plaz selwer misst ugepaakt ginn.

Zum Beispill setzt Finnland, wat och ganz uewen op der Tabell stoung, seng Hëllef ëm 43% erof! Et gëtt also just nach fënnel Länner, déi 2014 de Virsaz erreecht hunn: England, Dänemark, Norwegen, Letzebuerg a Schweden, wéi ëmmer als Spätzereider.

Et wär u sech den ideale Moment, Här Minister, fir an eiser Présidence de Fanger an déi dote Wonn ze leeën a se drun ze erënneren, dese Prozentsaz ganz kloer als Forderung erëm op den Dësch ze leeën.

Här President, d'Welt huet am Kampf géint Nout an Elend grouss Fortschreter gemaach. Mä nach ëmmer liewe Milliarde Menschen a ganz erbärmleche Konditiounen an et ass eng gemischt Bilanz, déi d'Veereent Nationen zéien no 15 Joer Azaz fir eng besser Welt. Den UN-Generalsekretär Ban Ki-moon sot bei der Verféntlechung vum ofschléissende Bericht iwwert d'Millennium Goals, datt d'Fortschreter ënnerschiddlech gewiescht wäeren an datt d'Weltgemeinschaft hir Ustrengungen intensivéiere misst.

Motivéierend awer och zugläich schockéierend sinn zum Beispill d'Statistiken iwwert d'Kannerstierflechtek: Sinn 1990 nach schätzungsweis 12,7 Milliounen Meedercher a Jongen enner fënnel Joer gestuerwen, wäerten et der 2015 „just“ - just téscht Gänseféisercher - nach 6 Milliounen sinn. 6 Milliounen! Jo, dat ass eng Reduktioun iwwer 50%, mä 6 Milliounen ass nach ëmmer eng extrem héich Zuel an et ass einfach e Skandal!

Et ass trotzdem eng Verbesserung a si geet Hand an Hand mat engem anereren Zil, dat mir ëmmer bis elo immens um Häerz louch: 71% vun de Frae konnten op eng Gebuerts-hëllef zréckgräifen am Joer 2014, wat um Joer 1990 emol net bei der Halschent vun den zukünftege Mammen de Fall war. D'Stierflechtektsrat vun de Mamen konnt allerdéngs nëmmen ëm 45% gesenkt ginn, au contraire zu deem, wat ugestriift war: 75%. Do ass also nach enorme Sputt no uewen a mir mussen do drubleiwien.

Schoulbildung war dat zweet Zil vun de Millennium Goals. Eng Grondschoulausbildung fir all Kand gëtt et nach ëmmer net, well iwwer 57 Milliounen Kanner kee Schoulzougank hunn. Allerdéngs ass awer d'Zuel vun de Meedercher am Verglach zu de Jonge geklommen an e klengen Hoffnungsschimmer vu Gläichstellung téschtent de Geschlechter direkt un der Basis, do, wou et jo eigentlech am allerwichtigsten ass, konnt duergesat ginn.

Obwuel d'Zil net konkret erreecht gi sinn, konnten awer weltwäit vill Fortschreter vermierkt ginn. D'Zuleum vum UN-Bericht aus dem Joer 2015 deiten op eng besser Zukunft hin. Och wat déi Mënsche betrëfft, déi nach un Hunger leiden, konnt d'Ziel praktesch halbéiert ginn, mä trotzdem gëtt et nach ëmmer 800 Milliounen Menschen op eiser Welt, déi un Hunger leiden! Am meeschte sinn natierlech déi Leit betraff, déi an den Entwécklungs-länder liewen. Den Hunger an d'Ernärung sinn a bleiwen och haut nach dee gréisste Gesondheitsproblem op der Welt.

D'Organisatioun „Programme alimentaire mondial“ seet eis awer, datt een dat an de Grëff kéint kriien, grad well et genuch z'iessen op der Welt gëtt, wat et eigentlech erlabe kéint oder misst, jiddwereen uerdentlech ze ernären. Hungernout ass net, well net genuch produzéiert gëtt op der Welt, mä well d'Verdeedung op der Welt einfach ongerecht ass! Déi grouss liwwerproduktioun vun de räiche Länner, sief et u Flesch oder Geméis, huet extrem schiedlech Konsequenzen fir eis Ermwelt. Net emol ze erwänen, datt een Drëttel vun de Liewensmëttele einfach ewechgehait gëtt!

Mir kënnen net op där enger Säit eppes valoriséieren, wa mir dat bei ons selwer devaloriséieren. Mir sinn der Meinung, datt d'Ernärung nees en anere Stellwäert brauch an et misst een, Här Minister, och eis Kanner méi sensibiliséieren. Fir dës ze realiséieren, huet de Generalsekretär Ban Ki-moon den Défi „Faim Zéro“ lancéiert.

Deen Défi huet fënnel Ziler: Éischtens soll kee Kand enner zwee Joer méi u Wuessstumsretarde bedéngt duerech d'Ennerernärung leiden.



Zweetens soll jiddwereen op der Welt Accès op adequat Liewensmëttel hunn. Drëtten mussen déi agroalimentaire Systemer nohalte gemaach ginn. Véiertens muss de Klengproduzenten hir Produktivitéit eropgesat ginn, déi et hinnen och erlaabt, méi Revenu ze kréien. An, last but not least, keng Perté méi weinst Gaspilage alimentaire!

Dat geschitt net vun haut op muer, mä et ass op dese Piliere, wou déi international Entwécklungshëllef geschloss a kohärent muss upaken, soss wäerten eis Enkelkanner och nach ëmmer vun Hongersnéit schwätzen.

Och hei am Land misst onbedéngt déi staatlech Ënnerstëtzung am Beräich vun der politescher Advocacy an der Sensibiliséierungsarbecht ugehuewe ginn, wann an Europa 2% gefuerdert ginn. Do si mer nach laang net esou dichteg. A wann 2014 nëmmen 0,58% vun der ëffentlecher Entwécklungshëllef an d'Sensibiliséierung gefloss ass, da war dat souguer nach manner wéi 2013!

Hei spillt eis Press och eng wichteg Roll. A mir hoffen, datt dat net nëmmen e Phenomeen wäert si vun deem spezielle Joer fir d'Entwécklungshëllef oder well mer d'Présidence hunn, mä datt och duerno nach weider an des Richtung sensibiliséiert gëtt. Eis Medie muss weider geziilt an hire Sendungen op d'Ongläichheet an der Welt opmierksam maachen, datt et ëmmer erëm präsent bleift a fir datt och dee mat manner grousem Häerz versteet, firwat Mënsche wëlle bei eis kommen a wéi et bei hinnen am Alldag ausgesäit. Mir ziele weider op lech an Är Kommunikatiounstalenten!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ee vun deene gréisste Problemer sinn och nach ganz oft d'Miessungen, wou sech d'Experten oft op Schätzunge mussen aloossen. Vill vun den Entwécklungslänner leeë keng verlässlech Date vir an et feelt virun allem un Ugaben iwwert d'Gebueren a bei den Doudesfäll. Et muss een ëmmer oppassen, wéi d'Moossstäb bäigehale ginn, soudatt een nach ëmmer e Vergläich kann zéien. Hei sot de Jean Feyder an engem Interview, datt verschidde Statistiken ze contestéiere wäeren. Den Honger soll wäit méi Leit concernéiere wéi ugeholl!

D'Zuel ass erofgaangen, well d'Kritären, fir de Seuil ze berechnen, erofgesat gi sinn an elo d'Zuele besser schéng loosse wéi et eigentlech de Fall ass. Mir mussen et fäerdegréngen, fiabel Chifferen ze hunn, ouni Gefuddels an ouni Schönrederei, wa mer eng richteg Base fir eis Entwécklungshëllef wëlle kréien an och nei Ziler definéieren.

Elo hunn d'Stats- a Regierungschefen am September nei Virgäbe fir d'Nohaltegekeetsziler virgeluecht an des wäerten d'Millenniumsentswécklungsziler ersetzen. De Kampf fir eng besser Welt geet elo an déi zweet Ronn. Eng 30-Säiten-Agenda mat engem Aktionsplang „Unsere Welt verändern“ ass de Programm bis 2030. 17 grondleeënd Ziler mat 169 Ënnerpunkten ausgefouert fir nohalte Entwécklung sollen un d'Millenniumsziel uknäppen, wou souwuel déi räich wéi och déi aarm Länner hir Roll spille sollen.

Dorënnern stinn nach ëmmer d'Eliminéiere vun der Aarmut, vum Honger, modern Gesondheetsmoyene fir jiddwereen, qualitativ Erziehung fir all Kand, Egalitéit tëschent Fraen a Männer, Accès zu Waasser, globalen nohaltege Wuessstum, Ongläichheeten tëschent an och an de Länner selwer bekämpfen, géint de Klimawandel urgent Moossnamen ergräifen, géint d'Ëmweltverschmutzung konsequent virgoen, de Fridden an der Welt hierstellen an de Parteneriat mondial zugonschte vun der Entwécklung stärkeken.

Hei mierkt een, datt och endlech déi berüümt Cohérence des politiques eng vill méi grouss Roll wéi an der Vergaangenheet soll spillen, an dat begreisse mir ganz besonnesch als CSV.

De Ban Ki-moon huet vun haarde Verhandlungsgeschwat, déi en historisches Wendepunkt fir eis Welt ukënnegen. Dës Ziler sollen den 1. Januar, den Här Minister huet et scho gesot, 2016 ufänken. Alldéngs ass d'Ëmsetzung fräiwëllig an all Stat entscheet selwer iwwert d'Moossnamen, fir des Ziler ze erreechen. 193 Staten hu sech zu New York also vill virgeholl, mä bleiwen awer zum Schluss relativ vag, well et keng Obligatioun ass a jiddweree selwer kann decidéieren, wéi grouss säin Effort schlussendlech wäert sinn.

D'Hëlleforganisatioun CARE International begréisst des éiergäizeg Ziler, virun allem, well se sech eens waren, datt d'Eliminéierung vun der Gewalt géintiwier Fraen a Meedercher souwéi hiren absolutt noutwendegen Zougang zur Wirtschaft nach vill méi misste geféiert ginn.

An da si mer bei engem vu menge Liiblingssjeten, wou ech jo ni derlaanscht kommen, ëmmer erëm drop hinzeweisen, wa mer vun Entwécklungsarbecht schwätzen: datt et nëmme

geet, wann een et mat de Fraen an net géint d'Frae mécht!

Vill vun den Ziler, déi vun den MDGe schon ervirgehuewe gi sinn, kommen och hei erëm evidenterweis zur Sprooch. De Schutz vun der Fra muss an der heiteger Gesellschaft eng absolutt Selbstverständlechkeet an Noutwendegkeet sinn! Et gesäit ee leider awer nach vill ze oft, datt Fraen, jonk Meedercher als Krichsstrategie benotzt ginn, andeems se vergewaltigt ginn, entféiert ginn, guch verschwannen, mat falsche Versprechen u Mënschenhändler verkaaft ginn, wou se da wéi eng Wuer hiert Liewe laang als Prostituéiert dénge mussen. Och nach ëmmer setze sech riicht weider Traditione fort wéi Zwangsbestietnis a ganz jonkem Alter, gradesou wéi déi barbaresch Beschneidung vu Meedercher, wou ee sech einfach vun eiser Säit nach vill méi Sensibiliséierung an Opklärung géif wënschen, virun allem an eisen Zillänner.

Et ass dach awer eng aner Tradition, wéi ee säi Kachkéis mécht, wéi wann ee jonk Meedercher fir hiert Liewe laang verstümmelt, a wouduerch se oft duerch déi onhygienesch Zoustänn fir hiert Liewe laang behënnert bleiwen an dann nach aus hirem eegenen Duerf dowéinst ausgewise ginn!

Ganz nei an extrem schockant ass dann och, datt elo ëmmer méi oft jonk Fraen als Selbstmordattentäter manipuliert ginn. Mir sinn als CSV frou, datt d'Fraen an der ganzer Entwécklungsthematik weiderhin hire Stellwäert wäerte behalen, ob al oder nei Ziler. Ouni si an ouni hiren Asaz wäert d'Progressioun zu enger besserer Welt net ze realiséieren sinn!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, „Eis Generatioun kéint déi éischt sinn, déi d'Aarmut ausrotte kéint an déi d'Chance huet, eise Planéit ze retten“, ware Wierder, déi op der Klimakonferenz gefall sinn. An deem Zusammenhang ass et natierlech wichteg, datt et hei am Dezember zu Paräis hoffentlech zu engem verbindlechen internationale Klimaschutzkommunes kéint. Mir hoffen, datt des Kéier jiddweree matspillt, an net wéi deemools am Kyoto-Protokoll net déi, déi am Fong de meeschte Knascht produzéieren, soss kann een d'Ziler, déi do fixéiert solle gi fir dat nächst Jorzéngt, direkt op e Wonschiedel schreiwien an esou weiderfuere wéi bis elo.

Vill Länner am Pazifik fuerderen d'Begrenzung vun der Temperatursteigerung net op 2 Grad, mä datt onbedéngt nëmmen eng Erwärmung vun 1,5 Grad ugestreeft soll ginn. Am Fall vu Kiribati zum Beispill muss ee bedenken, datt de Klimawandel net eppes ass, wat an der Zukunft passéiert, mä wat elo scho Realitéit ass! A ville ländlechen, aarme Regione geet en zoenzegt Ongléck duer, zum Beispill eng Dréchent, fir datt se nach méi déif an d'Aarmut oder an eng Hongersnout erëm ofstierzen.

Elo bréngt de Klimawandel eng nei Risikoebene nach zousätzlech an hiert Liewen derbäi. Steigend Temperaturen an de kommende Jore wäerten erhieflech Problemer an der Landwirtschaft mat sech bréngen, wou mir an deene räiche Länner Instrumenter an Hëllefsmëttel hunn, fir déi ze bewältegen. Déi, déi mat de bloussen Hänne un d'Aarbecht ginn an net all déi Hëllefsmoosnamen hunn, sinn en plus déi, déi am meeschten ënnert de klimatesche Verännerunge leiden. Dobäi gëtt dach grad op si gezielt, fir déi wuessend Bevëlkerung ze ernären.

Et ass einfach noutwendeg, datt d'Regierungen an Innovatioun an en eng propper Energieversuergung investéieren, déi d'Klimaemissionen drastesch verréngere, fir den Temperaturstieg ze stoppen. Well och, wa mer elo eppes an dëser Richtung erfannen, brauch et ëmmer Zäit, Asaz, Wëllen a Gedold, fir datt dat an der Realitéit ëmgessat gëtt an datt een och effektiv wierklech en Ënnerscheid mierkt.

De Bill Gates schreift a sengem Artikel „Wer wird am meisten unter dem Klimawandel leiden?“, datt d'Klengbaueren onbedéngt méi Zougreff brauchen op Kreditter, bessere Som, Düngerschoulungen an op hir Mäert, wou se hir Produkte verkafe kënnen. Et gëtt ewell a Som investéiert, deen zum Beispill iwwerschwemmungstolerant ass: Scuba rice, dat ass Räs, deen tauche kann an deen iwwer zwou Wochen ënnert dem Waasser iwwerliewe kann! Et ginn am Moment Räsarten entwéckelt, déi enger Dréchent oder versalztem Buedem trotz kënnen.

An Afrika notzen d'Fuerscher zum Beispill scho Satellitbilder, fir detailléiert Buedemkaarten opzustellen, wou ee weess, welche Som fir welche Buedem am idealste wär. Sonnenenergie an Afrika: Majo, wa mer et dach hei am verreenten Europa fäerdegréngen, da muss dat dach och eng Kéier um Kontinent vun der Sonn kënnen klappen!

Et lafe vill Projeten esou op eisen Unien op der Welt, wou een nëmme staune kann, wat schon alles gemaach gëtt a wat nach alles vill

fältig misst ëmgessat ginn, bis datt all des Erfindungen hir berüümt Friichten droe kënnen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wéilt dann awer nach op den humanitäre Volet ze schwätze kommen. Iwwer 80 Milliounen Mënsche brauchen humanitär Hëllef weinst Kricher, Aarmut oder Naturkatastrophen. Lëtzebuerg ass no Norwegen dat Vollek, dat am meeschte pro Kapp fir humanitär Hëllef ausgëtt. Dat geet aus dem Rapport vun der Aide humanitaire internationale ervir.

D'Lëtzeburger si bekannt fir hiert Mattgefill an zécken oft net, fir emol deen een oder anere Virement un eng Hëlleforganisatioun ze maachen. Ech mengen, datt déi Mentalitéit d'Lëtzeburger duerch charakteriséiert, an et soll een all Eenzelnem emol Merci soen, dee sech an deem Kontext engagéiert, egal op welcher Plaz.

D'Aarbechte vun de villen ONGen hei zu Lëtzebuerg muss een ëmmer nees erëm luewen, well et keng einfach Aarbecht ass, déi ëmmer mat Risikoe verbonnen ass, mä déi einfach muss gemaach ginn. Dofir si mer stolz op all des couragéiert an determinéiert Leit, déi sech do an deene jeeweilege Strukturen setzen, an déi verdéngen et och, déi Hëllef vun Stat ze kréien, déi si fir d'Ausübung vun hiren Aktivitéite brauchen, souwéi och dee beschtméigleche Schutz, dee se mussen hunn.

Här President, am Fréijoer ass eng Etüd vum Aid Transparency Index erauskomm, bei där Lëtzebuerg awer net grad ganz gutt eweckent, an zwar, wat d'Transparenz a Saachen Entwécklungshëllef ueget. Hei steet eist Land op der 50. Plaz vun 68, ënnert der Kategorie „ganz schlecht“. Dat kléngt net positiv fir e Land, wat bis elo eng weltwäit Unerkennung genéisst an eng Virbildfunktioun an der Entwécklungshëllef huet - e Land, wou souwiesou dat Wuert „Transparenz“ mat Argusae gäre vun eisen Noperen ënnert d'Lupp geholl gëtt -, an dat ass net am Aklang ass virun allem, wann ee gäre vun Nation Branding schwätzt an den Image vun Land besser vermaarte wëllt.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

D'CSV hat gefrot, fir dese Punkt op den Ordre du jour vun enger Kommissiounssitzung ze kréien. Dat war och an der Reunion vum 23. März diskutéiert ginn. Den Här Minister huet erkläert, datt hei virun allem déi informatesch Datebank bemängelt gëtt: Fir d'IATI ass déi net transparent genuch. Wann een dat awer wéilt verbessern, da missten all d'ONGen a Partner all Trimester hir Finanzen liwweren an zwar ënner enger elektronischer selwechter Basis, fir datt och d'Direktioun vun der Kooperatioun déi duerno op hirem Site kéint publizéieren. Dat kascht vill Zäit an et kascht vill Suen. Et ass awer esou, datt dese Kritär zimlech héich bewäert gëtt an doduerch Lëtzebuerg dann och déi schlecht Nott kritt.

De Minister huet och gesot, datt an der Zukunft géif versicht ginn, sech besser an deem Klassement kënnen ze positionéieren, andeems ee méi Lienen op eisen Internet setzt. Mir hoffen dann, datt dem Här Minister seng Virgab an deem Sënn eppes Positives a Konkretes bewierke kann a mer dann d'nächst Joer an deem Ranking besser wäerten ofschneiden.

Ier ech zur Konklusioun kommen, erlaben ech mer nach, op en Avis vum Cercle de coopération vun den ONGen anzegoen iwwert d'Ëmsetzung vun der Cohérence des politiques, wou en am Oktober eng Rei Recommandatiounen gemaach huet, wéi een zu Lëtzebuerg eng méi kohärent Entwécklungspolitik gestalte kann. An zwar geet et dem Cercle ënner anerem drëm, datt d'Regierung sech soll en Evaluatiounsmechanismus uschaffen, deen et erlaabt, systematesch den Impact vun de Politiken zu Lëtzebuerg op d'Bevëlkerung an de concernéierte Länner, wou Entwécklungshëllef bedriwwen gëtt, ze moossen an ze kucken, ob eis Politik am Aklang ass mat de Projeten, déi mir an deene aarme Länner ënnerstëtzen. Dat soll natierlech vun engem onofhängegen Akteur gemaach ginn, deen deen néidege Recul huet, esou eng Analys kënnen objektiv ze maachen.

Kritesch gëtt hei eise Pensiounsfong ënnert d'Lupp geholl, deen an Entreprene investéiert, fir e gewëssene Rendement op laang Dauer kënnen ze hunn. Sinn all déi Entreprene, wou mir Geld iwwert de Fong investéieren, och am Aklang mat eiser Entwécklungspolitik? Dëst stellt op alle Fall de Cercle des ONG a Fro.

Et gëtt do eng Lëscht vun enger däitscher ONG, Facing Finance, déi am Rapport Dirty Profits publizéiert ass, deen déi 26 problemateschste Entreprene a Saache Mënscherechtsverletzungen ervirhieft. 17, Här Minister, betreffen anscheinend eise Fong! Si denken do speziell un eng Goldminn am Peru, wou eng Multinationale ugeklot ass weinst Verletzungen vun de Mënscherechter an där hir Aktien an eise Pensiounsfong virkommen. An zu gläi-

cher Zäit hu mir eng ONG op der Plaz, déi d'Rechter vun den Aarbechter do verteidegt.

Et misst een einfach de maniere générale eng Kontroll maachen, mat konkrete Verbesserungsmaasures, an dat muss an alle Politikberäicher systematesch a konsequent gemaach ginn, well eréischt da kënnen mir wierklech vun enger kohärenter Politik a Saachen Entwécklung an Nohaltegekeet schwätzen.

Et war eis als CSV och ëmmer wichteg, datt een op méi eng équitabel Akafspolitik sollt oppassen, andeems een zum Beispill Produite keeft mat nohaltege Kritären, déi sozial responsible sinn, déi also och am Aklang mat eiser Entwécklungspolitik stinn.

Mir wollten d'Fro einfach emol opwerfen, wou mir do mat eise staatlechen Akeef dru sinn - d'Ministèren, d'Schoulen, d'Gemengen a staatlech Administratiounen -, wat d'Produiten aus fairem Handel ubelaangt. Ginn et do Statistiken, Här Minister? Si mer do mam Prozentsatz amgaangen ze klammen? Ech wär frou, do eng Äntwert drop ze kréien. Et soll ee jo selbstverständlech net a Konkurrenz mat eise regionale Produiten trieden, mä Kaffi oder Banannen zum Beispill wuesse jo awer net hei an eise Géigenden, an do kéint ee mat Sécherheet verstärkt dorop zréckgräifen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, als Konklusioun misst fir d'Alleréischt e wierkleche politesche Wëllen do sinn, eppes ze verbessern, an all Länner an all Mënschen zesumme vernetzt missten de Wee an eng nohaltege a kohärent Zukunft goen. A jiddweree vun eis misst eigentlech bei sech selwer ufänken.

Ech mengen, dat resümeiert ganz gutt d'Konzept vun der Entwécklungshëllef am 21. Jorhonnert an d'Postmillenniumsziel, wou also net nëmmen déi sougenannt „Entwécklungslänner“ betraff sinn, mä och déi räich Länner, déi an dese Prozess matagebonne sinn.

Wa mer wierklech e Wiessel wëllen, da geet et net mat Deklaratiounen a Wëllen duer; da muss jiddweree eng Hand mat upaken a sech selwer an de Spiegel kucken, wann e moies opsteet, a sech Gedanke maachen iwwer säin eegene Liewensstil a sech emol hannerfroen a vläicht emol datt eent oder anert bei sech selwer änneren an upassen, well jiddwer Eenzelen en Deel vun eiser Gesellschaft ass an eng Répercussioun op déi aner wäert hunn.

A wéi ëmmer, léif Kolleegen a Kolleginnen, fänken ech meng Ried zu dëser Debatt un oder halen op mat engem Lidd, wat an dese Kontext passt.

► **Une voix.**- Ah!

► **Mme Nancy Arendt (CSV).**- Dës Kéier hunn ech mer eent vum Michael Jackson erausgesehen - neen, ech wäert net sangen, Dir brauch net ze fäerten, léif Kolleegen.

► **Plusieurs voix.**- Ooh!

► **Mme Nancy Arendt (CSV).**- Et ass dat Lidd vum Michael Jackson „Man in the mirror“.

„I'm starting with the man in the mirror I'm asking him to change his ways And no message could have been any clearer If you wanna make the world a better place Take a look at yourself and then make a change“

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.**- Très bien.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci der Madamm Arendt an dem Michael Jackson.

(Hilarité)

An den nächste Riedner ass de Marc Angel.

► **M. Marc Angel (LSAP).**- Merci, Här President, fir d'Wuert. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Dir Häre Ministeren, ech wëll fir d'Éischt eng Remarque maachen. Et fret mech haut besonnesch, dass niewent dem Kooperationsminister och aner Regierungsmemberen hei waren: d'Madamm Dieschbourg an och den Här Etgen. Ech mengen, dat ass wichteg. Dat ass net nëmmen en Zeechen, dass innerhalb vun der Koalitioun d'Cohérence des politiques eescht geholl gëtt, et ass och wichteg am Kader vun där neier 2030-Agenda vun den Développements durables. An dat huet mech du gefreet, déi Solidaritéit innerhalb vun der Regierung haut bei deem Débat.

Ech wëll gläich zu ufank vu menger Ried dem Minister natierlech Merci soe fir seng Intervention haut, mä och allen Akteure vun Kooperationsministère, vun den ONGen, vu Lux-Development, also all deene Leit, déi fir Lëtzebuerg um Terrain mat onse Partner zesummeschaffen, Merci soe fir deen Asaz, dee se am



ganze Joer ëmmer hunn, an déi derzou bäidroen, dass d'Kooperationspolitik vu Lëtzebuerg esou en exzellente Ruff international huet.

Extrem Aarmut, Gewalt, Krich a Klimakatastrophen, dat sinn haaptsächlech d'Ursaache fir d'Perspektivlosegkeet vu Milliounen Mënschen op dëser Äerd. D'Resultat dovun si Radikalisierung, Extremismus a Migratioun. Nach ni war den Zesammenhang vun Entwécklungszesummenaarbecht a Migratioun oder Entwécklungszesummenaarbecht a Sécherheet esou evident wéi haut am Joer 2015!

D'Entwécklungszesummenaarbecht ass fir d'LSAP esou wichteg, well se niewent der Aarmutsbekämpfung och ebe Sécherheitspolitik ass, andeem se hëlleft, Perspektive fir Mënschen an Nout ze schafen. Fir vill jonk Mënschen ass et jo grad déi Perspektivlosegkeet an déi extrem Aarmut, déi zur Gewalt a Radikalisierung féieren an eben dann och zur Flucht. Wa mer muer an iwwerhaapt all zesummen an enger besserer, méi sécherer Welt wëlle liewen, da muss mer weiderhi fir Solidaritéit tëschent Norden a Süden, tëschent Aarm a Räich schafen.

Déi europäesch an och déi lëtzebuergesch Développementspolitik mécht dat säit Laangem a wäert dat och an Zukunft am Kader vun där neier UN-Agenda 2030 fir nohalteg Entwécklung maachen. Entwécklungspolitik ass also wichteg fir méi Stabilitéit op onser Welt. Si kann dat natierlech net eleng maachen. D'Joer 2015 war an ass e wichteg Joer fir d'Entwécklungspolitik.

D'Millenniumsentswécklungsziler, déi d'Welt sech ginn huet am Joer 2000 an déi bis 2015 gelaf sinn, ware sécher ganz ambitiéis, an awer, wann een elo zréckkuckt, vläicht naiv. D'Welt war am Joer 2000 eng aner. Et war deemools méi eng optimistesche Welt. Mir hunn deemools och nach vun där sougenannter „peace dividend“ profitéiert. Déi éischt 15 Joer vum 21. Jorhonnert waren a ville Länner an Deeler vun der Welt a besonnesch an Entwécklungslänner duerch Naturkatastrophen, ekonomesch Krisen, Kricher a Klimawissel markéiert.

D'Millennium-Development-Ziler si leider net iwwerall erreicht ginn - ech mengen, d'Madam Arendt huet wierklech do en détail Informatiounen ginn, soudass ech hei ganz kuerz ka sinn -, mä si hunn awer bewisen, dass mat Hëllef vu konkreten Ziler enorm Fortschreitter a Resultater konnten erreicht ginn.

Et freet mech besonnesch, dass mer et als Lëtzebuerg Kooperatioun fäerdegbruecht hunn, an onse Partnerlänner dozou bäizetroen, déi Millennium Development Goals deelweis ze erreechen oder souguer ganz ze erreechen oder hinne vill méi no ze kommen, besonnesch déi Millennium-Goal 4, 5 a 6, déi mat der Gesondheet ze dinn hunn. Duerch eis gutt Aarbecht um multilaterale wéi och um bilaterale Plang mat onse Partnerlänner, mä och an der Kooperatioun mat den ONGen am Secteur Santé war dat méiglech.

Fir d'LSAP ass et wichteg a richteg, dass mer ons als Lëtzebuerg um diplomatesche Plang agesat hunn, dass och d'Gesondheet an d'Aarmutsbekämpfung weiderhin eng ganz wichteg Roll an där Agenda 2030 vun de 17 Ziler ze spillen hunn. D'Santé, dat ass jo ee vun eisen Haaptsecteuren an deem Développement, wou mer besonnesch aktiv sinn, an do huet Lëtzebuerg wierklech seng entwécklungspolitesch Strategie an der Santé 2014 iwwerschaaft. An ech mengen, dat ass e gutt Beispill, dass Lëtzebuerg preparéiert ass fir déi nei Entwécklungsagenda an net elo eréischt nodenkt, wéi mer déi 17 ODDen ëmsetze wëllen oder kënnen.

D'Santé, Dir Dammen an Dir Hären, ass e Schlësselement bei der Aarmutsbekämpfung an och bei der nohalteger Entwécklung. Den Objektiv vun der neier Santéstrategie vun der Lëtzebuerg Entwécklungspolitik ass d'Couverture sanitaire universelle. A Lëtzebuerg schafft dofir op dräi Achsen an déi Richtung:

1. de Renforcement vum Santéssystem an de Partnerlänner, wat jo d'Basis ass vun all sanitärer Interventioun,
2. de Kampf géint ustiechend Krankheeten an
3. d'Santé vu Fraen a Kanner, an dorënner fallen och déi sougenannt „droits reproductifs et sexuels“.

Leider sinn déi reproductiv a sexuell Rechter an där neier nohalteger Entwécklungsagenda net ganz konkret dran, well leider an engem UNO-Kontext - dat war ze erwaarden - des Rechter nach net mehrheitsfäeg konnte sinn. Dat ass awer eppes, wat mir als LSAP bedauern, an et

wäert ons als Lëtzebuerg Kooperatioun awer net drun hënneren, mat onse Partnerlänner an um europäesche Plang déi Rechter weiderhin héichzehalen.

Lëtzebuerg ass Enn 2014 vum Michel Sidibé, dem Generaldirekter vun ONUSIDA oder UNAIDS, gefrot ginn, fir Champion ze gi vun UNAIDS hirer neier Strategie 90/90/90. Dëst ass eng Strategie, déi et mat ganz vill Efforte bis zum Joer 2020 wëllt fäerdegbréngen, dass am Joer 2030 den HIV, den Aids also, net méi eng Epidemie ass, mä eng Krankheet, déi ee kontrolléiere kann. An 90/90/90 steet eemol derfir, dass

- 90% vun alle Mënsche sollen hire serologesche Statut kennen,

- 90% vun allen HIV-positive Mënsche sollen en Traitement kréien, also en ARV-Traitement kréien,

- bei 90% vun de Leit, déi deen Traitement kréien, soll d'Charge virale durablement suppriméiert ginn.

Et ass haaptsächlech eng Strategie de traitement et de prévention, mä et ass och eng Strategie vun de Mënscherechter. An dat ass besonnesch wichteg an Entwécklungslänner, well do d'Diskriminatioun an d'Stigmatisatioun vun de sougenannten „key populations“, déi mam HIV-Virus infizéiert sinn, nach ëmmer ganz grouss sinn. An déi „key populations“, dat sinn homosexuell Männer, Sex worker, Prisonnier, Transsexueller, an dofir, mengen ech - dat sinn déi Vulnerabelst -, ass och deen Aspekt vu Mënscherechter an där Strategie esou wichteg. Dës Agenda vun UNAIDS ass awer och ganz wichteg fir d'Fraen a fir d'Kanner, well och si nach vill manner Accès hunn zum Traitement wéi d'Männer.

De Fait awer, dass mer als Lëtzebuerg vun UNAIDS gefrot gi sinn, fir Champion fir des nei Strategie ze ginn, ass e Bewäis, mengen ech, derfir, dass d'Lëtzebuerg Kooperatioun an de multinationalen Instruktiounen ganz gutt ugesinn ass als e seriösen an och e vertrauenswürdege Partner, deen net nëmme finanziell Ënnerstützung gëtt, mä och politesch Ënnerstützung, besonnesch a Saache Mënscherechter.

Här President, erlaabt mer, dem Minister Romain Schneider och Merci ze soen, dass e mech chargéiert huet, fir kënnen mat UNAIDS zesummenzeschaffen an do d'Gesicht, dat sougenannt „Gesicht“ ze si vun där Strategie. Dat huet mer vill Freed gemaach als fréieren Aids-Aktivist a Grënner vu Stop Aids Now, an ech versichen och, déi Roll esou gutt wéi méiglech ze spillen, a soen dofir nach eng Kéier Merci.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Europäesch Unioun an all hir Memberstate si weltwäit de wichtigste Geldgeber, wat d'Entwécklungszesummenaarbecht uegt. Eleng am Joer 2014 huet d'Hëllef fir d'Entwécklung vun der Unioun an déi vun den 28 Länner 58,2 Milliounen Euro (veuillez lire: Milliarden Euro) duergestallt. Dat sinn 0,42% vum RNB vun der Unioun - leider keng 0,7%, mä zum Gléck 2,4% méi wéi 2013.

2015 ass och fir d'EU d'Année européenne pour le développement. Dat heescht, dass d'EU d'Wichtigkeet vun dem Développement weiderhin als eng Prioritéit ugesäit an och d'Opinion publique sensibiliséiere wëllt. An ech fanne, och hei huet d'Lëtzebuerg Kooperatioun mat den Akteure vun Terrain, mat den ONGen dat Joer wierklech mat interessantem Programm opgefëllt. De Minister huet et opgezéit. Ech wëll dofir och hei kieren an net nach eng Kéier dat nämlecht soen. Mä mir als LSAP begrëssen dat.

D'Europäesch Unioun huet eng laang Tradition vun Entwécklungshëllef an och -politik. An 2005 dee berühmte Consensus européen en matière de politique de développement, all déi international Agendaen, wéi d'Déclaration de Paris, Accra, do huet d'Europäesch Unioun versicht, aus engem Mond ze schwätzen, mengen ech, wat gutt ass, wat se staark gemaach huet.

Am Joer 2012 gouf dunn och nach de sougenannte Programme pour le changement de l'Union approuvéiert, deen dee Konsens vun 2005 komplettéiert huet an och konkret Propositionen op den Dësch geluecht huet, fir och d'Effikasitéit an der Entwécklungspolitik ze stäerken. Dës europäesch Strategie war am Fong an ass eng wäitsichteg Strategie, well se niewent der Promotioun vun de Mënscherechter, vun der Demokratie, vun der Rechtsstaatlechkeet a vun der bonne Gouvernance och fir en inklusiven an nohaltege Wuesstum plädéiert huet.

Firwat erënneren ech dodrun? Ma fir ze soen, dass och Europa, genauou wéi Lëtzebuerg, net muss elo bei deenen neien Objectifs du développement durable, bei där neier Agenda

bei null ufänken, mä dass eng exzellente Viraarbecht gemaach ginn ass.

Um europäesche Plang ass et fir d'LSAP ganz wichteg, dass mer et zesumme fäerdegbréngen, d'Programmation vun den Aiden ze vereinfachen an och d'Fragmentatioun tëschent der EU-Kommissioun an de Memberstaten an deem Thema do ze reduzéieren.

Ech sinn och iwwerzeugt, dass déi sougenannt „programmation conjointe“ vun den europäeschen Hëllef déi gréisst Erausforderung fir déi nächst Jore wäert ginn. Mir brauchen eng ambitiéis Aarbechtsopdeeling tëschent alle Bailleuren an eng gemeinsam europäesch Approche, déi op den nationale Strategie vun onse Partnerlänner baséiert.

2015 ass net nëmme d'EU-Joer fir Développement an den Ufank vun enger neier Développementensagenda, mä d'zweet Semester, an et ass scho gesot ginn, huet Lëtzebuerg d'Présidence, d'EU-Présidence.

Ech mengen, dat ass wichteg, dass grad e Memberstat, dee kredibel ass an deem Thema Entwécklungszesummenaarbecht an Aide humanitaire, konnt déi Présidence an deene sechs Méint vun deem wichtige Joer 2015 duerchféieren.

Als LSAP-Fraktioun wëll ech dofir och dem Minister Romain Schneider an all senger Mataarbechter vun Kooperatiounsministère an och vun der RP vu Bréssel Merci soe fir déi Aarbecht, déi am Kader vun där Présidence a Saachen Développement gelescht ginn ass.

Deen éischte grouse Rendez-vous vun deem wichtige Joer 2015 war d'Konferenz vun Addis Abeba am Juli iwwert de Finanzement vum Développement. D'Zil vun där Konferenz war et, nei an zousätzlech Finanzquellen niewent den öffentliche Entwécklungsgelder ze fannen. Den Aktionsplang vun Addis gesäit vir, dass och de Privatsecteur duerch Investissementer an Entwécklungslänner méi eng grouss Roll spillen an dass déi Länner och d'Ënnerstützung kréie beim Opbau an der Entwécklung vun hire Steiersystemer. Eng Rei Länner wëllen am Kader vun der Addis Tax Initiative hir technesch Zesummenaarbecht bis 2020 verduebelen.

D'Stärkung vun den nationale Steiersystemer an den Entwécklungslänner ass also eng ganz wichteg Fro. De President vum CAD vun der OECD, den Erik Solheim, dee mer jo och hei an der Kommissioun empfangen haten, behaupt, dass eng Erhéijung vun de Recettes fiscales vun den Entwécklungslänner vun nëmme engem Prozent esou vill géif bréngen, wéi wa mer weltwäit déi heiteg APD, also d'Aide publique au développement, géife verduebelen. Et ass also wichteg, fonctionnéierend Steiersystemer an den Entwécklungslänner opzebauen.

No aktuelle Schätzung vum der UNO ginn de Steierbehërde weltwäit all Joers 500 Milliarden US-Dollar verluer duerch Steiervermeidung vun transnationalen Entrepreneuren. Dat ass eng enorm Zomm! An do muss sech och eppes änneren.

Ech mengen, de Cercle de coopération huet a sengem Baromètre de cohérence an deem Dokument Fair Politics, wat mer jo hei an der Kommissioun laang beschwat hunn - all Joers empfänke mer se jo hei - a wat mer och de Mëtter virun der Chamber nach eng Kéier iwwerrecht kritt hunn, dat Thema vun der Justice fiscale thematiséiert.

Dräi rout Luuchte sinn an deem Dokument do - do sti mer net gutt do. Mä ech mengen, do ass et awer wichteg, dass et eng Kéier zu enger Diskussioun kënn an zu engem Treffé kënn tëschent de Verrieder vun Cercle an dem Finanzminister, fir doriwwer ze diskutéieren, well et ass jo net, wéi wann hei zu Lëtzebuerg näischt geschitt wier. An dofir mäin Appell nach eng Kéier, dass déi Rencontre stattfënt an dass mer dann do d'nächst Joer och e Progrès gesinn.

Mir haten den 20. Juli dëst Joer de Minister Schneider hei an der Kommissioun, fir iwwert d'Resultater vun der Addis-Konferenz ze diskutéieren. De Minister huet zu Recht bedauert, dass verschidden Deeler vun der internationaler Press dësen Accord vun Addis schlecht wollte rieden am Zesammenhang mam Accord, dee fonnt gouf iwwert de Projet vun der Kreatioun vun engem intergouvernementale Steierorganismus, „tax body“ genannt, wou anscheinend déi räich Länner sech vis-à-vis vun deenen aarmen a Schwellelänner duerchgesat hätten.

Et war dofir och gutt, dass de Minister drun erënnert huet, dass den Accord vun Addis aner wichteg Volete wéi d'Protection sociale, nei Technologien, d'Recherche an och de Rôle vun de Fraen an de Kanner enthält. Zu Recht huet de Minister d'Dokument vun Addis als „historesch“ qualifizéiert, well et déi éischte Kéier ass, wou expressément de Lien tëschent dem Finanzement vum Développement mat den neien Objektiver gemaach gouf.

Anlässlech vun där Diskussioun an onser Chamberskommissioun koun natierlech dunn och déi Fro op vun deenen 100 Milliarden US-Dollar, déi ab 2020 gebraucht ginn, fir dass d'Entwécklungslänner géint de Klimawandel kämpfe kënnen. Ech kommen herno am Kader vun der Cohérence des politiques nach eng Kéier op déi Zomm do zréck. Elo gläich kommen ech drop zréck.

(Hilarité)

Ech versichen e bëssen ze kieren, dass ech lech net ze vill Zäit hei huelen.

Zur Kohärenz vun de Politike wollt ech soen, en neit Element vun den Entwécklungsziler, déi d'international Communautéit sech ginn huet bis d'Joer 2020, ass jo déi verstärkt Relatioun vun der Aarmutsbekämpfung mat enger nohalteger Entwécklung. An déi Agenda enthält jo dann och d'Lutte géint de Klimawandel. Et ass natierlech net esou, dass mer bis elo net gewosst hätten, dass des Thematiken enk matenee verbonne sinn, mä et gëtt op deem Wee awer besser unerkannt, dass sech d'Interessen an dese Beräicher iwwerschneiden an dass ee méiglech Synergie besser notze sollt.

Bis elo gouf et zu Lëtzebuerg bei villen eng Skepsis vis-à-vis vun där Zesummeleung vun deenen Zilsetzungen, well gefaart gouf, dass d'Suen, déi fir Entwécklungshëllef reservéiert sinn, kéinte fir Klimaschutzziler agesat ginn an et esou de facto zu enger Spuermesure op d'Käschte vun der Entwécklungshëllef kéim. Zumindest fir Lëtzebuerg ass dat awer sécher net esou.

D'Regierung huet sech verpflichtet, bei eise Seuil vun 1% vum Revenu national brut, vum RNB ze bleiwe fir d'Entwécklungshëllef. Et steet och ganz kloer an der Regierungserklärung. An ech mengen, wann een d'Communiqué liest an d'Berichter iwwert d'Präsenz vum Premierminister Bettel, vun der Ëmweltministesch Dieschbourg an och vum Entwécklungsminister Schneider zu New York op der Konferenz, um Sommet, da gëtt dat kloer nach eng Kéier widderholt, dass bei deene Suen do eng Trennung bleift.

Déi 100 Milliarden Dollar, déi déi räich Länner sollen all Joers an de Klimafonds ginn, werfen awer nach eng Rei Froen op. Een Deel sollt jo vu private Geldgeber kommen, mä wat dat genau bedeit, dat ass nach net ganz kloer. A wat fir eng Gelder de Geberlänner kënnen ugerechent ginn, dat ass och nach net - wann ech richtig informéiert sinn - richtig gekläert. Ganz ofgesinn dovunner, dass och nach net gewosst ass, wat fir eng Projeten a Länner vun dese Sue konkret kënnen profitéieren.

D'Beméiunge fir méi politesch Kohärenz sollten net dozou féieren, dass esou en Amalgam tëschent verschiddenen Zilsetzungen gemaach gëtt, dass een herno net méi novollzéie kann, wéi grouss den Effort ass, deen tatsächlech gemaach gouf. Méi Effizienz erreecht een nëmme, wa Strategien an hir Ëmsetzung méiglechst transparent bleiwen an een de reellen Impakt moosse kann. Nëmme esou kann een aus de Feeler léieren a sech an Zukunft verbessern.

Transparenz ass also ganz wichteg, fir sougenannt „hidden agendas“ siichtbar ze maache vun Akteuren, déi vläicht manner éierlech am Interessi vun deenen Äermsten engagéiert sinn, wéi se dat no bause virginn. Iwwerhaapt ass Transparenz eng Grundvoraussetzung fir eng effizient a kohärent Politik.

An engem zweeter Schrëtt mussen déi Informatiounen, déi een a verschiddene politesche Beräicher huet, sénnvoll zesummegeluucht an analyséiert ginn. Hei zu Lëtzebuerg hu mer dofir beim Iwwerschaafte vum Kooperationsgesetz virun e puer Joer dem Comité interministériel fir d'Entwécklungshëllef eng wichteg Roll ginn an deem Beräich. D'Verrieder vun Cercle vun den ONGen hunn eng Rei vu Kriticken um Fonctionnement vun deem Comité interministériel geäussert, op déi ech kuerz wëll agoen.

Zum enge muss ee soen, dass dee Comité verständigeweis eng gewëssen Zäit gebraucht huet, fir sech eng Method ze ginn. An ech sinn der Meenung, dass déi Aarbechten enorm gutt virugaange sinn, an ech wëllt deene betraffene Beamten, virun allem der Direktesch vun der Coopération au Développement, bei där Geleeënheet Merci soe fir hiert Engagement an och hir Féierung vun deem Comité interministériel.

Eng vun de Kriticken vum Cercle betrëfft jo de Choix vun de Sujeten. De Cercle seet, et misst een déi Sujeten opgrond vun enger gewëssener Urgenz auswählen an net op der Basis vun engem Konsens am Comité interministériel. Perséinlech fannen ech et normal, dass net ee Beamten aus engem Ministère engem anere vorschreibe kann, emol eng Etüd zu deem enge oder anere Sujet ze maachen. Doraus ergëtt sech, dass am Comité interministériel no engem Konsens gesicht gëtt.



Eng Alternativ a mengen Ae wär et, wann eenzel Regierungsmemberen dem Comité den Optrag géife ginn, eng Analys vun der Kohärenz vun der Politik an hire Beräicher ze maachen. Et ass wuel d'Aufgab vum Comité interministériel, fir d'Kohärenz tëschent verschiddene Politikfelder ze iwwerpréiwen an op Inkohärenzen an och op Interessenskonflikter hinzewiesen, mä et ass awer duerno un der Regierung, un der Politik ze decidéieren, wat fir eng Konsequenze se dorauer zitt.

Et muss ee sech bewosst sinn, dass d'Entwécklungshëllef e wichtegt politescht Zil ass, fir dat mer heibannen all stinn, mä net deen eenzege Politikberäich mat legitimen Interessen ass. Méi eng kohärent Politik ze maache bedeit, dass ee potenziell Iwwerschneidunge vun Interessen erkennt an dass ee sech beméit, net mat enger Aktioun an engem Beräich Efforten an deem anere Beräich dann ze behënneren.

Interessenskonflikter loosse sech awer net ëmmer mat enger Win-win-Situatioun opléisen. Meeschtens muss een zugonschte vun där enger oder vun där anerer Politik entscheeden. An et ass kloer, dass esou Décisiounen leider net ëmmer am Intérêt vun der Entwécklungspolitik getraff kënne ginn. Et wäert also och an Zukunft politesch Décisiounen ginn, déi en negativen Impakt op d'Entwécklungslänner hunn. Et besteet awer sécher e Potenzial fir Verbesserungen, an ech mengen, et ass dat, wou mer all sollen drop hischafffen, fir dass dat esou geréng wéi méiglech bleift.

E grouse Fortschritt géif dora bestoen, wann dat net ongewollt an onbemierkt géif geschéien a wa méi systematesch d'Interesse vun den Entwécklungslänner an anere Politikberäicher mat considéiert géife ginn.

D'Cohérence des politiques pour le développement ass jo net nëmme heimech wichteg, mä och an Europa. An dofir begréisst d'LSAP-Fraktioun et besonnesch, dass d'ëscht wichtegt Thema vun der Cohérence des politiques vun onser Présidence um europäesche Plang an de Vierdergrond gestallt ginn ass an dass och konkret Akzenter gesat ginn. De Minister Schneider, an dat begréisst mir, huet de Sujet vun der Cohérence des politiques aus der traditioneller Enceinte vun de Kooperatiounsexperten erausgeholl, fir en an aner Filière vum Conseil zu Bréissel ze importéieren.

De Conseil des Affaires étrangères, deen a senger Formatioun vun den Entwécklungsministere den 26. Oktober zesummegekomm ass, hat e Mëttegiessen, en Aarbechtmëttegiess mat den EU-Ëmweltministere. Dir sidd als Kooperatiounsminister, Här Schneider, och mam Conseil vun den Energieministere zesummegekomm. Dat war wichteg fir Froen um erneierbaren Energien, déi jo och fir eis Partnerlänner, wéi zum Beispill de Cap-Vert, grouss Opportunitéiten duerstellen. Dir hutt et och fäerdegbruecht, dass am Conseil JAI déi evident Relatioun tëschent Développement a Migratioun behandelt ginn ass.

Et huet mech gefreet, Här Minister, gëschter, wéi Der bei eis waart an der Chamberskommissioun, ze héieren, dass deen doten Usaz, dee vun lech ugefaange ginn ass an duerchgepusht ginn ass, e groussen Uklang fonnt huet bei där nächster Présidence, bei eisen hollännesche Frënn, an dass déi an déi Richtung wëlle weiderschaffen.

Här President, Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, ech hu ganz am Ufank vu menger Interventioun gesot, dass déi extrem Aarmut an déi domat verbonne Perspektivlosigkeit eng vun den Ursaache vu Migratioun ass. Um Sommet iwwer Migratioun vu Valletta zu Malta d'lescht Woch huet onse Statsminister och drun erënnert, dass Europa weiderhi muss eng aktiv Roll bei der Aarmutbekämpfung an den Entwécklungslänner spillen. Hien huet och zu Valletta nach eemol ënnerstrach, dass Lëtzebuerg dofir attachéiert bleift un enger staarker a voluntaristescher Entwécklungspolitik a weiderhin 1% wëllt mobiliséieren.

Zu Valletta war d'Zesummenaarbecht vun der EU mat Afrika am Domän vun der Migratioun de Sujet. De Lien tëschent Migratioun an Entwécklung an der EU hir Ennerstëtzung heifir sinn natierlech och thematiséiert ginn.

Den Haaptbut vum Développement am Zesammenhang mat der Migratioun, mengen ech, besteet doran, déi positiv Auswierkung vu Migratioun op d'Entwécklung vun de Partnerlänner ze maximiséieren.

Duerch d'Bekämpfung vun ekonomescher, sozialer a politescher Instabilitéit kann d'Entwécklungspolitik hëllefen, an enger Rei vun Domänen d'Ursaache vun der irregulärer Migratioun an och d'Verdreiwung vu Mënschen aus verschiddene Länner ze eliminéieren. D'ëscht kann dozou bäidroen, d'Migratioun besser, méi sécher an och méi regulär ze maachen, dass déi erëm méi regulär ofleef. An den Développement kann derfir suergen, dass Migratioun

éischter aus fräiem Wëlle geschitt wéi un enger Noutwendegkeet eraus.

Mir begréissen als LSAP an deem Zesammenhang d'Annonce vum EU-Kommissiounspräsident Jean-Claude Juncker, dass d'EU de sougenannten „Fonds fiduciaire de l'Union européenne pour lutter contre les causes profondes de la migration irrégulière en Afrique“ lancéiert huet. D'EU huet 1,8 Milliounen (veuillez lire: Milliarden) do libéréiert an och en Appell un d'Memberstate gemaach, matzemaachen. An ech si frou, de Minister huet et jo och gesot, dass Lëtzebuerg sech hei engagéiert huet mat, mengen ech, eppes iwwer dräi Milliounen Euro.

Bis ewell hu 25 Memberlänner plus d'Schwäiz an Norwegen zesumme schonn e Bäitrag vun 81,3 Milliounen zougesot. Dës Gelder hëllefen, déi besteeënd Entwécklungszesummenaarbecht an Afrika ze verstärken. Mat dese Gelder kënnen awer ënner anerem och Projete vu fräiwëllegem Retour finanzéiert ginn, fir dann och eng nohaltege Reintegratioun vu Migranten, déi nees heimginn, ze assuréieren. Och EU-Programmer fir zirkulär Migratioun kënnen a solle vun dese Gelder finanzéiert ginn.

Wann een iwwer Migratioun an Entwécklung schwätzt, därf een awer net de Problem vun deenen enorme Bank- an Transferkäschte vergiessen, déi ëmmer nach opkommen, wa Migrante Geld heem bei hir Familjen iwwerweisen. Hei muss mer an Europa zesumme handeln, fir dass dat méi einfach an och méi bëlle gëtt.

Ech soen dem Minister och Merci, dass en an deem Zesammenhang vu Migratioun an Développement drun erënnert huet, u wat och den Här Guterres eis heibannen an deem Sall erënnert huet, wéi mer e virun e puer Méint hei als aussepolitesch Kommissioun empfaangen hunn. Den Här Guterres, den Haut-Commissaire fir d'Refugiéen, huet eis drun erënnert, dass am Joer 2015 vun deenen 59,5 Milliounen Leit, déi op der Welt déplacéiert waren duerch Krisen a Kricher, 90% an aarmen, an den Entwécklungslänner opgeholl gi sinn.

Ons Présidence, Dir Dammen an Dir Hären, huet sech am Kader vum Développement awer och mam Nexus Security and Development beschäftegt. Am September huet Lëtzebuerg zu Bréissel - eis RP hat dat organiséiert - e Seminar zu deem Thema „Méi Sécherheet an de Sahel-Länner“ organiséiert. Ech mengen, dat ass en Thema, dee Lien tëschent Sécuritéit an Développement, deen eis och an deenen nächste Joren nach méi staark wäert a muss beschäftegen.

Um europäesche Plang hu sech Akteure vun der Sécurité/Défense mat Akteure vum Développement ëm en Dësch gesat an déi sougenannt „Train-and-equip“-Strategie ausgeschafft, déi elo ëmgedeelt ginn ass an „Renforcement des capacités pour favoriser la sécurité et le développement“. Dat ass e gudde Ufank. Natierlech muss een och hei oppassen, dass et net zu Vermeschnge vu Kreditter kënn.

Als President vun der aussepolitescher Kommissioun, déi och de Volet Développement traitéiert, wollt ech e puer Saachen zu eisen Aarbechten als Kommissioun soen.

Mir beschäftegen eis ganz oft mam Thema Développement an Action humanitaire, an de Minister huet eng grouss Bereitschaft, bei eis ze kommen. Mä net nëmme de Minister kënn bei eis, mä mir kréien och vum Ministère Kontakt opgebaut mat eise Partnerlänner. Och dat ass wichteg, déi Échange kënnen ze hunn. A mir empfänke jo och Vertrieeder vu grouse multinationalen Organisatiounen, wéi ech dat scho virdrun uklänge gelooss hunn.

Mir schätzen et enorm, mat eise Partnerlänner och zesummenzekommen. Ech mengen, dat ass ganz wichteg. Dat si ganz interessant Rencontre. Si ginn ons nämlech d'Méiglechkeet nozevollzéien, dass eis PIC, eis Programmes indicatifs de coopération, sech wierklech an engem reelle Verhältnis vun enger Partnerschaft, enger richteger Partnerschaft bewegen.

An ech wëll dat un engem Beispill illustréieren: Am Dialog mat onse Partner aus dem Senegal, wéi mer iwwer den drëtten PIC geschwat hunn aus dem Senegal, hu mer gemierkt, ass ganz kloer ervirkomm, dass dee PIC sech prioritär op d'Achsen an de Plang, dee Senegal sech selwer ginn huet, opbaut. Zousätzlech, wat och do interessant war am Zesammenhang mam Senegal ass, dass mer déi Ausgabe fir den drëtten PIC no de Modalitéite vun der senegalesescher Budgetexekutioun gemaach hunn. Et ginn also hei déi national senegalesesch Prozedure gebraucht vun der Gestiou vun den effentleche Finanzen. Mir maachen also hei mam Senegal keen direkten Appui budgétaire am enkste Sënn vun Term, mä mir maachen en Appui sectoriel budgétisé. An dat ass fir d'LSAP eng gutt Saach!

Et war an der Reunion och mat deene Partner aus dem Senegal, wou mer interessant Diskussiounen haten iwwer déi Accords de partenariat économique (APE). Et ass wichteg, d'Vue vun de Vertrieeder aus deene Länner ze héieren. Mir héieren oft genuch och d'Vue vun den europäeschen ONGen, déi an deene Länner aktiv sinn. Déi Vuen iwwerschneide sech net ëmmer, mä mir mussen eis awer als Politik do eng Meinung maachen am Fall vun den APEen, an et muss ee sech heiansdo dann och d'Fro stellen: Wann et déi net gi wäeren, wat hätt een dann amplaz gesat?

Dofir muss ee sech da weiderhin d'Fro stellen, ob déi Kompromisser, déi no zéng Joer Blocage d'Entwécklungslänner agaange sinn, nodeems déi APEe jo vill méi e Volet Développement kritt hunn an dee Volet Commerce vill méi zréckgeschrafft ginn ass, ob et dat awer net derwärt war anzegoen, fir dass kann déi regional Integratioun préservéiert ginn. An ech begréissen et och als President vun onser Kommissioun, dass mer och ëmmer d'Méiglechkeet kréien, mat Vertrieeder ze schwätzen, net nëmme offiziell Vertrieeder vun deene Partnerlänner, mä och Vertrieeder aus de Partnerlänner vun den ONGen.

Net méi spéit wéi gëschter hate mer de Minister an der Kommissioun, fir iwwer de Kooperationsbudget ze diskutéieren. 2015 waren dat 323 Milliounen an am Joer 2016 342,6 Milliounen. Dir Dammen an Dir Hären, dat si vill Milliounen, an dat si Steiergelder! An et ass also wichteg, dass mir als Deputéiert, als Parlament d'Entwécklungspolitik vun der Regierung kontrolléieren. An dofir ass deen Débat hei an déi Aarbecht, déi mer an der Kommissioun maachen, eng wichteg an eng wäertvoll Aarbecht, well mir hu jo eng Responsabilitéit vis-à-vis vun eise Steierzueler.

Dofir fannen ech et och wichteg, dass d'Regierung selwer de Suivi an d'Evaluéierung vun der Entwécklungspolitik ganz seriö hëlt. Am Statsbudget sinn och dofir fir de Suivi an d'Evaluatioun vun de Projete 620.000 Euro virgesinn. Ech hat d'Chance, viru Kuerzem bei esou enger Evaluatioun kënnen derbäi ze sinn, an ech muss soen, dass dat äusserst interessant war. A begréissenswäert ass och, a wéi enger Transparenz de Kooperatiounsministere an deem doten Domän vun der Evaluatioun virgeet. D'Evaluationsrapporte sinn nämlech um Internetsite vum Ministère publizéiert.

Ech wëll och d'Qualitéit vun der Evaluatioun vu Lux-Development ervirsträchen, wann een deenen hire Bericht liest. Dat ass iwwerengs och e ganz interessante Rapport annuel - d'ëscht Joer ass et fir 2014 gewiescht - mat engem formidablem Dossier iwwer den Niger, wou een e Bilan vun de 15 Joer MDGs gesäit. An ech hunn et vergiess d'ëscht Joer, mä ech wäert dat awer d'nächst Joer net vergiessen, an ech bieden d'Kollegen, mech drun ze erënneren, dass mer och Vertrieeder vu Lux-Development an d'Kommissioun invitéieren, fir hire Rapport virzustellen.

D'Action humanitaire, do ass och vill driwwer geschwat ginn, e ganz wichtegen Domän vun eiser Politik an och e wichtegt Instrument vun der Lëtzebuurger Aussepolitik. 2014: 35 Milliounen stoungen zur Verfügung fir humanitär Interventiounen. Dës Sue goufen all opgebraucht an deene verschiddene Krisen, an deenen dräi Pilieren vun eiser Aide humanitaire: de Pilier vun der Urgence, den zweete Pilier vun der Transitioun an den drëtten Pilier vun der Preventioun.

D'Regierung hat e Communiqué publizéiert mam Titel: «Le Luxembourg en tête de la liste des pays donateurs», wat d'Action humanitaire ubelaangt. Mat 119 US-Dollar pro Awunner fir international humanitär Hëllef placéiert sech Lëtzebuerg hanner Norwegen op där zweeter Plaz. Lëtzebuerg placéiert sech och, laut deem Rapport, op der zweeter Plaz, wat den Niveau vum Pourcentage vum RNB ugeet, wat d'Aide humanitaire ubelaangt. A 15% vun der APD vu Lëtzebuerg fléissen an d'Aide humanitaire. Domat placéiert sech Lëtzebuerg op der fënnefter Plaz hanner Irland, USA, Kanada an Dänemark.

2014 ass déi Action humanitaire a Krisen a Syrien, der République centrafricaine, am Mali, Niger, Südsudan, op de Philippinen an awer och fir d'Ebolakris a Westafrika gebraucht ginn. A wat och luewenswäert ass, mengen ech, an eng Particularitéit vun der Lëtzebuurger Action humanitaire, dat ass de Fait, dass mer och déi sougenannt «crises oubliées», wéi déi am Sudan, am Jemen an an der République centrafricaine, ënnerstëtzen. Dat ass eppes, wat mir als LSAP-Fraktioun selbstverständlech begréissen.

D'nächst Joer, an et ass schonn ugeschwat ginn, fënn jo zu Istanbul deen éischte weltwäite Sommet humanitaire statt, an do hu mer jo och als Lëtzebuerg eng wichteg Roll gespilt, fir déi éischt Preparatiounen dofir ugoen ze loosser. Ech wëll dat net nach eng Kéier widerhuelen, ech mengen, de Minister huet dat gesot.

Ech wëll just drop hiweisen, dass d'humanitär Hëllef och um Programm steet vun enger interparlamentarescher Konferenz, déi mir hei den 12. Dezember organiséieren am Kader vun der parlamentarescher Dimensioun vun der Présidence a wou mer moies iwwer Développement schwätzen, mat eise Partner aus deenen aneren nationale Parlamenten an aus dem Europaparlament, a méttens iwwer d'Action humanitaire.

Ech freeë mech och, Här Minister, dass Der an Ärer Ried ganz laang zum Schluss agaange sidd an dass Der geschwat hutt iwwer den Dialog tëschent dem Kooperatiounsministere an den ONGen. Do goufen et Mëssverständnisse, do runner ass geschafft ginn. An ech freeë mech iwwer déi positiv Resultater, déi dobäi erauskomm sinn. Ech brauch se net nach eng Kéier ze widerhuelen, Dir hutt se gesot.

Als Konklusioun wëll ech soen, dass d'LSAP sech och freet, dass mer als Lëtzebuerg zesumme mat der EU preparéiert sinn, fir déi nächst 15 Joer ze versichen, am Kader vun deenen neie 17 nohaltegen Entwécklungsziler ze schaffen. Et ass gutt, dass d'ëscht 2030-Agenda eng global Agenda ass, sech also net nëmme, wéi d'MDGen, mat den Entwécklungslänner beschäftegt an u si richt, mä dass se all d'Länner vun deser Aerd, also och Lëtzebuerg, concernéiert.

Mir si preparéiert, ech hunn dat wëllen am Kader vu menger Ried beweisen, well den Développement durable fir Europa an och fir Lëtzebuerg keen Neiland ass. Europa huet sech schonn am Joer 2001 eng Strategie ginn. Den Développement durable mat senger ekonomescher, sozialer an ëmweltpolitescher Dimensioun ass feste Bestanddeel och vun der europäescher Strategie 2020 an och bei eis e feste Bestanddeel vun eise nationalen Aktionsplang fir nohaltege Entwécklung.

An deenen nächste Jore muss mer, grad wéi bei de Millennium Development Goals, d'Ëmsetzung vun deene 17 neien Ziler kloer suivéieren an evaluéieren. Zu Lëtzebuerg ass dat en Exercice, dee mer als Politik muss maachen, zesumme mat der Société civile an zesumme mat der Commission interdépartementale pour le développement durable a mam Conseil supérieur pour un développement durable, wa mer kucken, wéi mer d'ëscht 17 Ziler heiheim wëllen ëmsetzen.

Wat de Monitoring vun der Ëmsetzung an d'Evaluatioun vun de 17 Ziler no bausen ugeet, do muss mer als Politik d'ëscht zesumme mam Comité interministériel pour le développement, mat den europäeschen an internationalen Partner, wéi zum Beispill dem CAD vun der OECD, a mat den ONGen, also der Société civile maachen.

Lëtzebuerg wäert also sécher alles maachen, dass déi nei Agenda 2030 heiheim an an der Welt escht geholl gëtt an och esou e bëssen dozou wäert bäidroen kënnen, dass mer d'ëscht Welt - an ech erënneren drun: Et gëtt nëmme eng Welt! -, dass mer d'ëscht Welt an eng besser Welt transforméiert kréien.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Angel. Nächsten ageschriwwene Riedern ass den Här Gusty Graas.

► **M. Gusty Graas (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eng Etüd vun AidData, déi um Site vun der Regierung elo kierzlech publizéiert gi war, déi hat festgehalten, dass Lëtzebuerg zu deenen aflossrächsten Donateure vun der Welt zielt. Ennert deene 6.750 Décideure sinn net esou grouss Länner wéi England oder d'USA am Spëtzelot, mä Organisatiounen wéi d'Weltbank oder de Weltfong. Eist Land ass op der remarkablen fënnefter Plaz!

An da muss een och nach hei ënnersträchen, an et ass schonn e puermol hei gesot ginn, dass mir jo 1% vun eise Revenue national brut an d'Entwécklungshëllef steechen. An ech mengen, mir kënnen houfreg op déi Zuele sinn, mä mir sollen awer weider modeste bleiwen. Déi Zuele sollen eis dozou animéieren, fir eis och an Zukunft nach verstärkert an der Entwécklungs- an an der humanitärer Hëllef ze engagéieren. Mir sinn dat deene Länner schëlleg, déi net déi Privilegien hu wéi mir.

Déi Debatt vun haut ass natierlech eng ganz interessant Debatt. Ech soen dem Minister och Merci fir seng interessant Ausféierungen. An déi Debatt erlaabt eis natierlech, och déi eng oder déi aner kruzial Fro ze stellen, virun allem: Wéi kënnen mer déi Entwécklungshëllef weider op deem héijen Niveau behalen, wéi se déi lescht Joren hei zu Lëtzebuerg exercéiert ginn ass?

Fir eis als Demokratesch Partei ass et kloer, dass mer op deem Wee weiderfuere mussen. A mir gesinn, dass déi Politik fir d'Zukunft soll op fënnef Hauptpunkten achséiert ginn, op déi ech hei kuerz wëll agoen.

Éischtens, ech mengen, haut kann een net méi d'Entwécklungspolitik isoléiert gesinn, ganz au contraire. Et si vill Elementer, déi aneneen iwwerginn, jo, déi souguer vuneneen ofhänken. D'Flüchtlingsproblematik ass ouni Zweifel e ganz gutt Beispill. D'Gestioun vun dëser Erausforderung ass mat Sécherheet e grouss Stéck Entwécklungshëllef.

Dat, wat mir de Moment erliwien, ass natierlech keen neie Phänomeen - et sinn ëmmer grousse Flüchtlingsstréim an der Geschicht vun der Mënschheit ginn -, mä et ass en neie Phänomeen an deem Sënn, dass et awer an där Envergure, fir eis jiddefalls, esou eppes komplett Neies ass an dass Westeuropa ouni Zweifel hei mat där gréisster humanitärer Tragédie konfrontéiert ass zënter dem Zweete Weltkrich.

An där ganzer Problematik muss een natierlech eng rasonabel Astellung huelen, mä et ass ganz kloer, dass déi humanistesche Approche hei muss priméieren. Dat, wat d'lescht Woch zu Paräis geschitt ass, daërf ee jiddefalls net an de Kader vun der Flüchtlingsproblematik setzen. Dass ass ganz kloer. An ech mengen, de Mëtten ass dat hei däitlech, och vum Statsminister, ënnerstrach ginn; wat awer natierlech net soll heeschen, dass mer an där ganzer Problematik an Zukunft net nach mussen méi vigilant sinn.

Et ass evident, dass ass och keng nei Ausso, wa mer d'Flüchtlingsproblematik wëlle bekämpfen, da muss mer natierlech de Problem bei de Wuerzele gesinn. D'Wuerzele si bekannt, et brauch een net weider drop anzegoen. Déi Leit, déi wëinst politeschen Ursachen hir Heemecht mussen verloossen an déi op Basis vun der Genfer Konventioun vun 1951 Asyl kënnen kréien, dass sinn natierlech och déi Leit, déi et oft am schwéiersten hunn. Mä et ass och grad do, wou mir als Lëtzebuerg, an och doriwwer eraus all déi Länner, déi Entwécklungshëllef leeschten, et am schwéiersten hunn, fir grad do an deene Länner ze intervenéieren.

An trotzdem mussen mer de politesche Courage zesammenhuelen, fir och do politeschen Afloss auszeüben, well mir müssen ëmmer erëm op d'Mënscherechter hiweisen, müssen ëmmer erëm déi politesche Autoritéiten an deene Länner interpelléieren a si ganz kloer drop hiweisen, dass jiddefalls mir net kënnen akzeptéieren, wann elementar Mënscherechter net respektéiert ginn.

Mir müssen also, wéi gesot, do Opklärungsarbecht maachen a virun allem och op rechtsstaatlech Elementer ëmmer erëm hiweisen. Dass geet vun der gudder Gouvernance bis hin zu elementare Fraerchter. A besonnesch an deem leschte Punkt huet d'Europäesch Unioun jo och elo en neie Framework erausginn, fir an hiren aussepolitische Relatiounen och d'Dimensioun vun der „gender equality and women's empowerment“ an de Vierdergrond ze stellen.

Ech kann nëmmen hei ënnersträchen zum Beispill: Eent vun zéng Meedercher an der Welt gëtt Affär vu sexueller Gewalt. An den Entwécklungslänner ass déi Haaptoudesursach vu jonke Meedercher vu 15 bis 19 Joer d'Schwangerschaft. Ech mengen, dass sinn zwee Elementer, déi méi wéi genuch aussoen a wou een net brauch weider Wieder driwwer ze verléieren.

Fir d'Migratioun natierlech kënnen besser an de Grëff ze kréien, ass et evident, dass och de Räichtum an Zukunft muss besser verdeelt ginn. Zousätzlech mussen awer och nei Instrumenter geschafte ginn. Ech denken do zum Beispill awer och un d'Aféiere vu Sozialversicherungssystemer, virun allem an den afrikanesche Schwelälänner.

Ronn eng Milliard Dollar misst duerfir zur Verfügung gestallt ginn; ech beruffe mech hei op eng Ausso vum Charles Goerens. Och d'Organisation internationale du Travail setzt sech fir déi elementar Garantie vun der Sécurité sociale an. Iwwerregens muss een och nach eng Kéier hei vläicht drun erënneren, dass d'Mënscherechtsdeklaratioun vun 1948 schonn d'Recht fir all Mënsch op eng Sozialversicherung festgehale hat.

D'Europäesch Joer vun der Entwécklung, iwwert dass jo de Mëtten hei scho méi wéi eng Kéier geschwat ginn ass, konnt jiddefalls och dee Lien tëschent der Entwécklungshëllef an der Migratioun gutt hierstellen.

Et gëtt natierlech och Leit, déi d'Entwécklungshëllef, esou wéi se praktizéiert gëtt, a Fro stellen. An net déi mannst! An ech wëll hei zum Beispill erënneren un Aussoe vum Wirtschafts-

nobelpriisträger vum Joer 2015, dem Angus Deaton. Hien ass zum Beispill éischter der Meinung, dass d'Migratioun dat wiertsamst Mëttel géint d'Armut wier! Do muss een natierlech sech fir d'Éischt méi mat senger Theorie auseenetzen, déi bei enger zweeter Lektür mat Sécherheet awer och net esou ganz falsch ass.

Hie seet nämlech, dass net nëmmen déi eege Situatioun vun deene Leit géif verbessert ginn, déi hiert Land verloossen, mä duerch d'Iwwerweisung vu Geld an hir Heemechtslänner géif natierlech awer och d'Situatioun vun de Familljemembere, vu Frënn, déi zréckbliwwen sinn, kënnen verbessert ginn. D'Weltbank hat zum Beispill fir d'Joer 2013 dee Montant, deen an déi Länner zréckgefouert ginn ass, op 414 Milliarden Dollar geschat. Am Senegal géif dat zum Beispill 11% vun hirem PIB ausmaachen.

Kritiséiert gëtt dann an deem Kontext, a mat Sécherheet och net zu Onrecht, virun allem vun den ONGen, dass natierlech op deenen Transferten do héich Kommissiounen erhuewe ginn. Duerfir och vläicht emol hei meng Fro niewebäi un de Minister, awéieren dass vläicht Lëtzebuerg och kéint do e positiven Apport bréngen, ob zum Beispill eis Post sech och géif zur Verfügung stellen, fir esou Transferten ze iwwerhuelen.

En zweeten Hauptpunkt, dee fir eis als Demokratesch Partei wichtig wier: Eng kohärent Entwécklungspolitik, dass ass natierlech awer och de Rôle, deen déi international Organisatiounen ze spillen hunn. Ech denken natierlech hei an éischter Linn un d'UNO.

Sécher, et ass gewosst, dass déi Organisatioun eng Rei Finanzierungsproblemer huet. Et ass och gewosst, dass d'UNO verstärkt och op Apporten aus der Privatindustrie zréckgräift, wéi zum Beispill Firme wéi Nestlé, BMW, Coca-Cola, ExxonMobil an esou weider. Virun allem och an ONG-Kreeser gëtt déi Praxis jo kritiséiert. Ech mengen awer, dass een do soll trotz alle Reserven awer och e bësse méi eng realistesch Approche huelen. Sécher kann een enger Firma et net veriwuelen, wa se wëllt eng gewëssen Imagefleeg maachen; dass ass legitim. Wat ass dorunner verwerflech?

An deem Kontext jiddefalls wëll ech och op eise Projet hiweisen, emergency.lu, e ganz erfollegräiche Programm, deen net kéint fonctionnéieren, wa mer eben, wéi gesot, net den Appui vun der Privatindustrie hätten! An deem ass jo d'lescht Joer nach vum Minister fir d'Period 2015 bis 2020 verlängert ginn. An et sinn, wéi gesot, eng Rei Lëtzebuergesche Betriber wéi SES TechCom oder HITEC, déi doduerjer awer och interessant Opdrägen kréien. Sécher, wéi gesot, d'Politik muss awer d'Rudder behalen. Natierlech kann den Afloss vun der Privatindustrie net esou grousst ginn, dass si am Endeffekt d'Politik wäert bestëmmen.

Enn September hat jo d'UNO 17 nei global Ziler presentéiert, dat am Kader vun der Agenda 2030, déi jo vun 193 Staaten ugeholl ginn ass. Déi Agenda ass nach an 169 Ënnerziler och opgeglistert. Et ass jo net fir d'Éischt, dass esou ambitiéis Ziler definéiert ginn. Och hei muss ee realistesch sinn. Ze mengen, dass am Joer 2030 kee Mënsch méi géif Honger leiden op deem Planéit, ass jiddefalls eng Illusioun. Ech hoffen zwar, dass ech mech ferm iren.

An trotzdem huet et kee Wäert, eng pessimistesche Astellung ze huelen. Au contraire! Ech mengen, et muss een ëmmer erëm - an hei kann een op de Sisyphus nach eng Kéier verweisen: Och hien huet sech vill Méi ginn, de Steen oft eropgerullt, en ass méi oft erëm erofgerullt -, mä mir sollen awer trotzdem déi Aufgab ëmmer erëm op eis huelen.

An dann daërf een awer och net vergiessen, dass jo och schonn eng Rei Succesen ze vermelle sinn! Zum Beispill zënter 1990 ass d'Zuel vun de Leit, déi Honger leiden, ëm ongeféier 215 Milliounen zréckgaangen. Awer: Nach ass ronng eng Milliard vun den Awunner ënnereräert. All néngte Mënsch geet owes honger an d'Bett. Iwwer eng Milliard Leit leiden dann ënner deem sougenannten „verstoppten Hunger“. Wat ass dorënner ze verstoen? Leit, deenen eben hiert lesse vill ze vill esäitge ass. Zwou Milliarde Leit, déi kee gesond Liewe kënnen féieren! Dat seet alles genuch aus. Si hunn en ze vill Nährstoffarmt lessen, eppes, wat fir eis onvirstellbar ass.

Do muss ee ganz éierlech sinn: Mir wëssen net, wat dat heescht, Honger leiden. A wa mer dann op där anerer Säit mussen feststellen, dass an eise Breede bis zu 40% vun eiser Ernährung einfach nëmmen herno an d'Dreckschécht flitt! Och doriwwer brauch ee kee weidere Kommentar ze verléieren.

Wann ech scho bei den Institutiounen sinn, ass et selbstverständlech, dass een och e Wuert iwwert d'Europäesch Unioun verléiert. Eng Europäesch Unioun, déi leider de Moment eng relativ schwéier Zäit duerchmécht, déi net

schrecklech populär dobaussen ass. A grad dann, mengen ech, ass et wichtig, dass een an deesen Zäiten awer op d'Avantage vun esou Strukturen hiweist, well ouni d'Europäesch Unioun hätt mer dee gréissten Donateur net méi. An et muss een awer hei och nach eng Kéier dat kloer soen, dass d'Europäesch Unioun sech och duerch e ganz héijen humanitäre Charakter auszeechent.

Ech wëll hei zum Beispill op de Fonds européen du développement hiweisen, deen an der Periode 2014 bis 2020 ronng 30,5 Milliarden an d'AKP-Länner investéiert. Op d'Joer opgedeelt, mécht dat fir eist Land e Bäitrag - also op siwe Joer opgedeelt - vu 77,8 Milliounen. Da gëtt et awer nieft dem FED och nach de pluriannuelle Finanzkader an der Period 2014 bis 2020, an do ginn net manner wéi 51,4 Milliarden och an d'Entwécklungshëllef investéiert.

Natierlech daërf een net esou naiv sinn a mengen, dass alles, wat d'Europäesch Unioun an deem Beräich produzéiert, dass dat alles dat Allerbescht wier. Ech mengen, et muss een natierlech och munches méi kritisches gesinn. Ech denken zum Beispill u gewësse wirtschaftlech Aktivitéiten, déi vun europäesche Betriber ausgefouert ginn, sief dat zum Beispill d'industriell Fëscherei a Gewässer, déi den ënnerentwéckelte Länner gehéieren, oder u verschidden Aarbechtskonditiounen, wat net méi tolerabel ass a wou mer och sollten net zécken, fir mam Fanger op déi Wonnen ze weisen.

Kritisches muss ee sech natierlech och mat de Regele vun GATT an och vun der OMC auseenetzen. Ech wëll elo just drop hiweisen, zum Beispill bis 1999 war praktesch d'Totalitéit vun de Wueren, déi aus Westafrika exportéiert goufen, net mat Taxe beluecht. De Kakao aus dem Ghana oder de Kaffi vun der Elfenbeinküst konnte fräi op d'europäesch Marché kommen. Op där anerer Säit konnten awer dann och déi westafrikanesche Länner Douanestaxen op den importéierten europäesche Produiten erhiewen.

Duerfir muss d'Politik vun den Accords de partenariat économique oppassen, dass se net duerch eng streng Taxéierung elo den afrikaneschen, virun allem de westafrikanesche Maart hei manner kompetitiv mécht, wat natierlech besonnesch och fir d'Kleng- a Mëttelbetriber an deene Länner eng Katastroph wier.

En drëtten Punkt, op deen ech wëll agoen, an dat ass natierlech och eng wichteg Grundvoraussetzung fir eng effikass Entwécklungspolitik, dass ass natierlech déi politesche Kohärenz. Eppes, wat an deene leschte Joren ëmmer méi u Gewicht gewonnen huet an och zu Recht. Do huet de Cercle des ONG jo och eng Rei Recommandatiounen erausginn.

Ech wëll virun allem eng opgräifen, déi och direkt un d'Chamber adresséiert ass. Dass ass de sechste Punkt, wou jo da gefuerdert gëtt, dass all Projet de loi soll méi am Detail ënnersicht ginn, wat den eventuellen Impakt kéint op d'Entwécklungslänner sinn. Ech mengen, dass ass eng Propos, déi mir eis als Chamber sollen zu Häerz huelen, an ebe gegebenfalls och fir déi Projeten, déi wierklech an déi Richtung ginn, fir déi awer och vläicht da méi genee kënnen ze analyséieren.

Wat evident ass fir eis als Demokratesch Partei: Wa mer vun Entwécklungshëllef schwätzen, da stelle mer och ganz séier e Lien zu dem Ëmweltschutz hier. Besonnesch um Niveau vun Klimaschutz si mer jo alleguete gefuerdert. D'COP21, déi jo elo vum 30. November bis den 11. Dezember zu Paräis stattfënn, muss jiddefalls definitiv de Bewäis erbréngen, dass et der Mënschheit escht gemengt ass mat engem kloren an effikasse Klimaschutz.

Och mir hei zu Lëtzebuerg, och wa mer eis, wéi gesot, an engem Mikrokosmos hei bewegen, och mir müssen hei eis Verantwortung iwwerhuelen. An et ass vläicht ze fréi, fir schonn en éischte Bilan vun där „neier Regierung“, tëschent Guillemeten, ze maachen an deem Beräich, mä trotzdem kann een awer hei feststellen, dass e ganz kloer Wëllen do ass, fir op deem Gebitt aktiv ze ginn.

Mir hunn op dëser Plaz an deene leschte Wochen a Méint eng ganz Rei wichteg Gesetze gestëmmt, déi an déi Richtung gaange sinn. Ech denken un déi sëllesche Eisebunnsprojeten. Ech denken un den Tram. Ech denken un den Ausbau vun de Vélospisten an net zu lescht awer och elo un d'Deklaratioun vun der Regierung, fir queesch duerch d'Land eng 800 elektresche Statiounen ze installéieren, fir dass eben den Elektroauto kann an Zukunft méi promovéiert ginn. An ech wëll och drun erënneren, dass eist Land eng Benelux-Recommandatioun de leschten 19. Oktober ënnerschriwwen huet, wou mer eis dozou och am Fong geholl verflücht hunn, fir mat eise Benelux-Partner, der Belsch an Holland, eben op deem Niveau nach méi aktiv ze ginn.

Da muss een awer och drop hiweisen, dass d'Regierung de 24. Juni vun dësem Joer d'Déci-

sioun geholl hat, fir bis 2020 ronng 120 Milliounen fir de Klimaschutz an den Entwécklungslänner zur Verfügung ze stellen. An do gi mer dann emol eng Kéier gelueft an vun den ONGen. Dass ass awer elo net pejorativ gemengt; ech mengen, hir Aufgab ass jo dann och éischter, fir kritisches virzegoen.

Mä ech zitieren hei ganz gären den Dietmar Mirkes vun der ASTM am „Brennpunkt“ Nummer 290 vum Oktober 2015. En huet Folgendes geschriwwen: „Damit hat Luxemburg seine Hausaufgaben in diesem Feld der Klimapolitik in bemerkenswerter Maße erfüllt und seinen Anteil an der Zusage der Industrieländer beim Klimagipfel von Kopenhagen 2009 weitgehend erbracht.“

Et kann een der Regierung also nëmme recommandéieren, op deem Niveau weider aktiv ze bleiwen a virun allem sech och um Niveau vun Schutz vun de Reebëscher nach zousätzlech ze engagéieren. Well et ass jo gewosst, dass grad do en ëmmer méi grouss Problem entsteeft.

Selbstverständlech, an de Landwirtschaftsminister ass jo och ënner eis, müssen och op deem Gebitt nach eng Rei vun Ustrengunge gemaach ginn, och hei zu Lëtzebuerg, dass kann een net tabuiséieren. Ech wëll just op ee Punkt hiweisen: All Joer gi plus ou moins 15.000 Tonne Konschtdünger an eist Land importéiert, mat deenen negativé Konsequenze fir den CO₂-Ausstouss.

Dat neit Agrargesetz, wat mer an eiser Kommissioun amgang sinn ze diskutéieren - wat kaum nach, leider, dëst Joer wäert gestëmmt ginn, mä ech ginn dovun aus, dass et awer spëtstens am Ufank vum nächste Joer wäert dann hei de Vott passéieren -, dass gëtt eis awer zumindest erëm eng nei Plattform, fir awer och méi eng nohaltege Landwirtschaft hei zu Lëtzebuerg ze féieren.

Ech wëll awer och nach eng Kéier hei ënnersträchen, dass et ëmmer ze vill einfach ass, an där ganzer Problematik nëmme mam Fanger op d'Politik ze weisen oder mam Fanger op d'Landwirtschaft ze weisen. Ech mengen, och deene Einzelnen ass hei gefuerdert, och de Consumateur ass gefuerdert an och hie muss Ustrengunge maachen, fir ebe méi verstärkt Produiten ze konsuméieren, déi natierlech och enger nohalteger Landwirtschaft entsprechen.

Ech wëll an deem Kontext och drop hiweisen, dass ëmmer erëm, zu Recht och, kritiséiert gëtt, dass déi staatlech Instanzen, och d'Gemengen, net oft genuch Fair-Trade-Produite konsuméieren. Et ass en Opruff, deen ee regelméisseg muss maachen, mä deen awer bei enger Rei vu Gemengen nach ëmmer net op dat néidegt Gehéier gefall ass.

(Interruption)

Et gëtt awer Gemengen, déi sech drun halen.

Dann eng ganz flott Initiativ, déi iwwerregens wäert elo iwwermuer ufänken, dass ass den néngte Festival du chocolat, wou och op d'Problematik vun der Hierstellung vum Schockela higewise gëtt. Et ass eng begrëssenswäert Initiativ. Ech gesinn, heibanne si vill Leit frou mam Schockela. Allerdéngs kann ee jo dann nëmme recommandéieren, dass Der dee richtege Schockela an Zukunft kauft.

Ech wëll och hei op eng ganz interessant Initiativ vun de Schüler aus dem Lycée technique vu Bouneweg hiweisen, déi am Kader vun där Ausstellung eng spezifesch Schockelasskulptur preparéiert hunn.

E fënneften a leschte Punkt, deen u sech ausschlaggebend ass, wéi gesot, fir och déi héich a wäertvoll an effikass Entwécklungspolitik an Zukunft bäibehalen ze kënnen, dass ass natierlech awer och der Appui vun den ONGen. Ech war scho kuerz drop agang, erlaabt mer awer vläicht hei nach e puer Remarquen ze maachen. Mir hunn der de Moment ronng 94.

Ech profitéieren och vun der Geleeënheet, fir am Numm vum menger Partei all deene Leit, deenen Dausende Leit e grouss Merci ze soen, déi hei zu Lëtzebuerg sech all Dag, all Dag engagéieren, fir, wéi gesot, ze versichen, deene Leit et besser ze maachen, déi et vill méi schlecht hu wéi mir. A mir hunn hei zu Lëtzebuerg de grouss Privileg, dass mer eng héich Zuel vu villen aktiven ONGen hunn. Dass ass ouni Zweifel e positivé gesellschaftleche Phänomeen.

Et ass de Mëtteg schonn hei ugeschwat ginn: Natierlech ass eng gewëssen Onzefriddenheet am Beräich vun den ONGen ze erkennen. Och de Mëtteg hu se dat zum Ausdrück bruecht, wat och hiert gutt Recht ass, well et eben do am Kader vum Zukunftspak zu enger „Ëmschichtung“, muss ee vläicht soen, vu Gelder komm ass. Et ass net zu enger Reduzéierung komm, et ass zu enger Ëmschichtung komm. Mä de Minister huet jo virun hei Aussoe gemaach, déi een ouni Zweifel awer kënnen ganz positiv stëmmen.



Ech wëll och hei e Luef aussprieche fir d'Publikatioun vum Barometer 2014, iwwregens e ganz wäertvollt Dokument. An an deem Dokument huet dann och de Statsminister eng Ausso gemaach, respektiv geschriwwen, déi ganz interessant ass, un d'Adress vun den ONGen. Ech wëll hien hei zitieren: «Je me réjouis donc de voir le Cercle activement dans ce dialogue direct avec le comité interministériel, mais aussi avec les différents ministres. L'action des ONG s'effectue aussi dans les communes pour sensibiliser le grand public à ces questions et à leurs implications dans la vie de tous les jours.» Effektiv, ech mengen, dat sinn Aussoen, déi een nëmme ka mat béiden Hänn ennerschreiwel!

An datt dee Cercle respektiv d'ONGe jo awer och e gewëssen Afloss hunn an datt hir Aarbecht jo awer och Friichten dréit, kann een och un engem ganz gudden Beispill hei dokumentieren, an zwar geet et do ëm d'„Alliance for a Green Revolution in Africa“, AGRA, déi 2006 gegrennt gi war a wou dann d'Regierung, kann ee soen, op Drock vun den ONGen d'Ennerstëtzung zréckgezunn huet, well eben d'AGRA sech net am Sënn vun enger nohalteger Landwirtschaft engagiert huet. An, wéi gesot, nach eng Kéier, ech mengen, och dat ass e gutt Beispill, wat beweist, datt et wichteg ass, datt mer déi Société civile vun den ONGen hunn.

Ech wëll dann och nach e puer Remarquë maachen iwwer eenzel Zillänner, ugefaange mat enger, jo, mat enger Géigend, muss ee soen, mat engem Stat, deen deelweis unerkannt ass, wou de Mëtteg nach net driwwer geschwat ginn ass, an zwar d'Situatioun a Palästina. Wat sech do virun allem um Niveau vun der Gazasträif ofspilt, ech mengen, duerfir féint een natierlech och net déi néideg Wieder. Jiddefalls, vum humanitäre Standpunkt aus gekuckt ass dat net méi novollzéibar! Do huet Lëtzebuerg och dëst Joer erëm ronn 3,3 Milliounen Euro a Palästina investéiert, wou dann och de gréissten Deel dervun an d'Gazasträif gaangen ass.

De Gazakrich, dee leschten, deen datéiert vum 7. Juli 2014, do waren iwwer 2.000 Leit ëm d'Liewe komm an et ass enorm héije materielle Schued entstanen. Et gëtt geschat, datt dat tëschtend dräi a véier Milliarden Euro waren! Wann ee bedenkt, datt do, op där Sträif vun 360 km², also bedeitend méi kleng wéi eist klengt Ländchen, bal zwou Milliounen Leit liewen, an nach ënnert deene Konditiounen, da kann ee sech jo virstellen, wat dat fir humanitär Katastrophen all Dag mat sech bréngt!

An den Ausseminister Jean Asselborn huet kierzlech geschwat vum engem „Prison mat Vue sur mer“. Anescht kann een dat net besser ëmschreiwel. Effektiv am Norden, zu Erez, an am Süden, zu Rafah, besti keng Méiglechkeeten, fir aus deem Ghetto do erauszekommen.

Duerfir muss d'Fro natierlech gestallt ginn: Ass et nach opportu, datt mir, an doriwwer eraus och d'Europäesch Unioun, op där Plaz Entwécklungshëllef leeschten, wuel wëssend, datt restauréiert Haiser, nei aménagéiert Stroosse vläicht muer schonn erëm kënnen Affer gi vun engem neie Bombardement?

Ech mengen awer, et wier falsch, wann een aus deene Grënn, aus deene politesche Grënn hei d'Ennerstëtzung fir déi Leit géif astellen. Mir hunn eng héich humanitär Verflichtung a mir sollen och a Zukunft déi esou do wiederféieren an der Hoffnung, datt dee Konflikt do endlech kann eng Kéier geléist ginn. An eng grouss Verantwortung läit ouni Zweifel och bei den USA. Et dierf een net vergiessen, datt ronn 70% vun de Leit, déi an der Gazasträif liewen, ofhängeg si vun humanitärer Hëllef.

Op deem Gebitt muss een dann natierlech och op d'Consumatioun vu Produiten aus Israel hiweisen. Do war jo virun e puer Méint eng gewisse Polemik ausgebrach hei zu Lëtzebuerg, op déi ech elo net weider aginn, mä ech mengen, et wier awer wichteg, datt trotzdem den Etiquette géif besser an Zukunft fonctionnéieren. D'Regierung hat jo do e positive Message erausginn den 3. Juli 2014, wou se d'Entreprise an d'Bierger am Fong geholl iwwert déi ganz Problematik och opgekläert huet.

Schwierig ass d'Situatioun ouni Zweifel och am Mali, besonnesch jo am Norde vum Land, ronderëm de Floss Niger, nordöstlech vun der Stad Mopti an och laanscht d'Grenz mat Mauritien, wou et jo regelméisseg och terroristesch Attacke gëtt. Mat deem Land gëtt jo awer och en neie PIC ausgeschafft. Ech mengen, dat ass och eng ganz interessant Iddi. An do soll ee jo och ennersträchen, Här Minister, wann ech gutt informéiert sinn, datt do souguer d'Uni Lëtzebuerg och Partner soll sinn, wat ech iwwregens och nëmme ka begrëissen!

Mir hu jo iwwregens dëst Joer déi véiert Generatioun vu PICen ugefaangen, an dat mam Cap-Vert, wat u sech jo awer och de Beweis vun der Stabilitéit vun eiser Kooperatiounspolitik ass.

En anert Land, iwwert dat mer och regelméisseg muss schwätzen, wou mer och eng ganz staark Entwécklungshëllef leeschten, ass de Burkina Faso, mat all deene Problemer, déi dat Land kennt. D'lescht Joer kouw et och do zu gréisseren Onrouen an d'Situatioun ass jo nach ëmmer ugespaant. Mir hate jo och temporär eis Hëllef do agehallt. Mä wien trëfft een natierlech ëmmer erëm do? Dat sinn déi Äermst vun deenen Äermsten!

Och do wëll ech awer op eng flott Initiativ hiweise vu Schüler aus dem Lycée Bel-Val, déi de Moment mat enger Theatergrupp aus dem Burkina Faso en Theaterstück opféieren, wou da Gedanken aus deenen zwee Länner sollen ausgetosch ginn.

D'Syrien-Kris, en Dauerbrenner, muss ee leider och soen, och do, wou Lëtzebuerg sech nach wie vor engagiert mat 5,5 Milliounen an, wéi gesot, awer och bereet ass, syresch Flüchtlingen hei zu Lëtzebuerg opzehuelen.

Vläicht dann nach e kuerzt Wuert och zur Mongolei. Firwat zur Mongolei? Ech hat selwer d'Chance, kierzlech elo do ze sinn. An och do leeschte mer jo eng spezifesch, kann ee soen, Entwécklungshëllef, engersäits um Niveau vum Finanzsektor, anerersäits um Niveau vum Gesundheitssektor. Ech mengen, wann een haut duerch Ulan Bator geet, da gesäit een, datt dat eng Stad ass, déi zwar zwee Gesichter huet, mä eng Stad, déi sech enorm amgaangen ass ze entwéckelen, déi ufängt, eng modern Metropol ze ginn, wou een och gesäit, datt vill auslännescht Kapital do ass.

Et ass en interessant Land, wat elo zënter dem Enn vun kommunistesche Regimm vun 1989 de Schratt u sech an eng, jo, kann ee scho soen, modern Demokratie gepackt huet. Et dierf een och net vergiessen, datt d'Mongolei Member vun der OSZE ass, wat fir eis als Europäer natierlech net onwichtig ass. Duerfir fanne mer et och richtig, datt mer als Lëtzebuerg eis an deem Land do engagieren.

Vläicht e lescht Wuert dann awer och: Wéi geet et weider? Wat fir en neit Land kann als Zilland ausgewise ginn? Virdrun ass de Myanmar hei schonn zitëiert ginn. Ech mengen, de Minister huet scho méi wéi eemol op Froen an der Kommissioun zu deem Sujet geäntwert.

Et schéngt jo, wéi wa mer effektiv do gréisser Diskussiounen scho mam Myanmar gefouert hätten. Émsou méi, wéi och do jo awer eppes, et kann ee scho bal soen Historesches de leschte 6. November passéiert ass, well no 25 Joer kouw et jo endlech emol erëm zu fräie Wahlen an d'NLD-Partei vun der Friddensnobelpräisträgerin Aung San Suu Kyi huet jo déi Wahle kloer gewonnen. Wéi déi nei Regierung wäert ausgewinn, wäerte mer och an deenen nächsten Deeg gewuer ginn. Jiddefalls dat Land kann elo d'Hoffnung hunn, op de Wee vun enger Demokratie ze goen, obwuel een, mengen ech, och net sollt ze vill Optimismus hei verstralen, well mer wëssen, datt besonnesch an deem Raum do et ganz séier ka mat demokrateschen Iddien an Entwécklungen eriwuer sinn!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, nach bleift der Lëtzebuerg Präsidence jo e gudden Mount an awer kann ee scho vläicht en éischte Bilan zéien. Ech wëll dat mat Sécherheet elo net global maachen, vläicht éischer, wat de Volet Kooperatioun ubelaangt. Ech géif soen, datt d'Lëtzebuerg Präsidence do eng ganz gutt Figur, ouni Zweifel, gemaach huet. Ech mengen, datselwecht géllt och fir d'Europäesch Joer vun der Entwécklung, wou eng ganz Rei flott Manifestatiounen waren, wou virun allem d'Sensibiliséierung groussgeschriwwen ginn ass. De Minister war virdrun do op eng Rei vun Detailer agaangen.

Et waren natierlech eng Rei vun Haaptsubjeten, déi eis an deene leschte Méint als Präsidence méi verstärkt beschäftegt hunn. Ech denken un d'Ebola-Kris, Synergien tëschtend der Energie an der Kooperatioun an natierlech d'Flüchtlingsproblematik.

D'Entwécklungspolitik, wësse mer, déi gëtt natierlech hei zu Lëtzebuerg och net an deem Mooss vu jiddwerengem gedeelt. Och hei am Haus ass jo eng Partei, déi mengt, datt déi Zommen, déi engagiert ginn, ze vill héich wieren.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Très bien!

► **M. Gusty Graas (DP).** - Mir als Demokratesch Partei, Här Kartheiser, gesinn dat ganz anescht. Mir stinn zu deem, wat dës Regierung décidéiert huet.

Mir mussen och feststellen, besonnesch um Niveau vun de sozialen Netzwerker, an dat wäert da spéitstens an e puer Stonnen erëm lassgoen, wann erëm vläicht de Montant bekannt ass, dee wäert investéiert ginn d'nächst Joer, datt et och do eng Stréimung gëtt - déi een zwar net soll iwwerbewäerten, wëll ech awer och hei soen, mä et kann ee se awer och net ignorieren

ren -, datt jiddefalls net déi Richtung gedeelt gëtt hei zu Lëtzebuerg. An dat ass wierklech schued! Dat ass wierklech schued, well virun allem déi jonk Leit solle sech bewosst sinn a mussen wëssen, datt virun allem de Weltfridden och ofhängeg ass vun enger geziilter Entwécklungspolitik.

Wa mir, déi mer jo méi wéi verwinnt sinn, och wann eis dat net ëmmer esou bewosst ass, an eise Breeden net bereet sinn - ech weess, et klängt e bैसे klischeehaft -, mä wa mer net bereet sinn, en Deel, an et ass beileiwe kee groussen Deel, dee mer hei zu Lëtzebuerg zur Verfügung stellen, mat aneren ze deelen, déi manner wéi nääsch praktesch hunn, da brauche mer eis net ze wonneren, wann an Zukunft nach aner gréisser Problemer wäerten entstoen.

Jiddefalls Lëtzebuerg huet ganz kloer d'Verflichtung, e klengt Stéck vu sengem Kuch weiderzeginn. Fir eis sinn dat nëmme Grimmel, fir aner Leit ass dat e liewenswichtige Menü!

Jiddefalls deen Débat vun haut, dee fir eis als Demokratesch Partei eng ganz héich Valeur huet, deen ennersträcht de Wëlle vun der Regierung, op deem héijen Niveau weiderzefueren. An et ass fir eis als Demokratesch Partei jiddefalls och ganz kloer de Beweis, datt d'Regierung um richtige Wee ass, a mir als Demokratesch Partei wëllen och an Zukunft eise Baitrag leeschten an d'Regierung och ennerstëtzen, weiderhin esou eng effizient Entwécklungspolitik ze maachen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Graas. An nächste Riedner ass de Claude Adam.

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, ech wollt fir d'Éischt dem Minister Merci soe fir déi vill Aarbecht, déi hien an awer och aner Regierungsmembere vun der Lëtzebuerg Regierung am Europäesche Joer fir Entwécklung geleescht hunn.

En huet gesot, d'Joer ass am Januar zu Riga mat engem offiziellen Akt opgaangen, et wäert am Dezember zu Lëtzebuerg op en Enn goen. Vill Aktivitéite si gemaach ginn. Et ass vill drëm gaangen, d'Aarbecht visibel ze maachen. An et huet mech och gefreet, datt de Minister drop higewisen huet, datt och villes fir Jonker a Jugendlecher gemaach ginn ass.

De Minister huet iwwert déi Konferenz geschwat, déi effektiv extrem wichteg sinn am Kader vun der Debatt vun haut, vun Addis Abeba am Juli, wou et ëm de Finanzement vun der Entwécklungshëllef gaangen ass, an New York Enn September, wou d'UN-Memberstaten déi 17 nohalteg Entwécklungsziler festgehalten hunn.

Ech wëll och dem Marc Angel Merci soen als President vun der - enner anerem och - Kooperatiounskommissioun, wou effektiv och ëmmer souwuel vun der Säit vun Ministère, vun de Beamten, mä och vum Här Angel selwer keng Méi gescheit gëtt, fir eis ze informéieren a fir eis och a Kontakt ze bréngen, wa Besuch aus dem Ausland bei eis kënt.

Merci och deene Virriedner, déi viru mir geschwat hunn. Ech hu schonn d'lescht Joer bei där Debatt festgestallt, datt mer eis bis elo bei deene véier Parteien, déi da fir d'Éischt dierfe schwätzen, am Fong awer wäitgeeënd eens sinn.

An deenen Zäiten, wou mer Migratiounswellen hunn, wéi mer se scho laang net méi haten, wou Milliounen Leit wëlle bei eis kommen, well se aus Krichs- oder Hongersituatiounen wëlle fortkommen, do stellen eng Rei Leit d'Kooperatiounspolitik an en direkte Zesammenhang zur Flüchtlingspolitik.

Solle mer méi Entwécklungshëllef leeschten, fir datt d'Migranten doheim bleiwen, oder solle mer méi Flüchtlingen ophuelen, wéi datt mer méi Suen an d'Entwécklungshëllef stiechen? Dat wier emol op alle Fall eng Thees vum neien Nobelpräisträger, dem Angus Deaton, déi d'lescht Woch an engem Artikel vun der „FAZ“ déeloppeiert ginn ass. Den Här Graas hat och dovu geschwat. Mir wäerten déiselwecht Lektür hunn.

Mir sinn als Gréng der Meenung, datt et selbstverständlech en Zesammenhang tëschtend Kooperatiounspolitik a Migratiounspolitik gëtt, well eben all d'Politikberäicher matenee vernetzt sinn. Duerfir ass et och flott, datt den Agrarminister hei ass. Do ass d'Vernetzung och do. Mir haben d'Émweltministesch hei. All d'Politikberäicher si matenee vernetzt. Mir sinn allerdéngs och der Meenung, datt deen Zesammenhang weder en direkten ass, nach datt den Afloss vun der Kooperatiounspolitik op d'Migratioun besonnesch grouss ass, an datt zumindest déi aktuell Migratiounsproblematik

net d'Resultat vun enger verfeelter Kooperatiounspolitik ass! Eiser Meenung no huet d'Kooperatiounspolitik net onbedéngt eng Schlësselroll an der Gestiou vun de Migratiounsstréim.

Mir sinn op engem Punkt an Europa ukomm, wou eng ganz Rei Länner de Schengen-Accord méi oder manner offen a Fro stellen an hir Grenzkontrolle fir eng méi oder manner laang Zäit erëm wëllen aféieren. An déi Terrorakte vu Paräis, déi vum Januar op d'Redaktioun vun „Charlie Hebdo“, an nach méi déi vum leschte Weekend, sinn natierlech Uelech op dat dote Feier!

Mir sinn allerdéngs der Meenung, datt mer an deenen Zäiten - besonnesch an deenen Zäiten - déi Valeuren, déi zur Grënnung vun engem gemeinsamen Europa gefouert hunn, net dierfe vergiessen. De Respekt vun de Mënscherechter ass keng Optioun fir eis, mä muss eng Obligatioun bleiwen! Dozou gehéieren d'Recht, fir net engem entwürdigenden oder unmënschlechen Traitement ausgesat ze ginn, d'Recht, fir net willkürlech agespaart ze ginn, de Respekt vum Privat- a vum Familjeliewen.

D'Froe vun der Migratioun, vum Terrorismus, jo, eigentlech all grouss Erausforderunge verlaangen eng gemeinsam, eng europäesch Lösung. Et kann ee mat villen Aspekter vun der europäescher Politik net averstane sinn, mä ech mengen, ech war net deen Eenzegen heibanen, deen d'lescht Woch éischer déif traureg war iwwert d'Aussoe vun enger politescher Jugendorganisation, déi ëmmer erëm vun „Arem Europa“ geschwat huet a vu lauter Negativismus keen eenzege positiven Aspekt an deene leschte 50 Joer europäesch Politik fonnt huet.

(**Interruption**)

D'Erausforderunge vun der Migratioun ginn iwwert d'Europäesch Unioun eraus. Mir mussen och d'Grenzländer vun der EU matabezéien. An et féiert an eisen Ae kee Wee derlaanscht, och intensiv Gespréicher enner anerem mat der Türkei ze féieren. Mir sinn net frou mat der Aart a Weis, wéi d'AKP Politik mécht a ville Bierächer, zum Beispill wat d'Meenungs- an d'Pressefräiheet betrëfft, an och net mat der Entwécklung vun der Politik vis-à-vis vun de Kurden an der Türkei, mä mir kommen awer net derlaanscht, den Engagement vun den Türken an der Flüchtlingsfro ze honorieren. Iwwer zwou Milliounen Réfugiéien eleng an der Türkei! Dat stellt all EU-Ustengungen an de Schiet.

Mir mussen och éierlech mat eise Bierger a Biergerinne bleiwen. Jo, et kascht eis vill Suen, fir eng kohärent Flüchtlingspolitik ze maachen, mä et féiert kee Wee derlaanscht! De Wee zréck zu zouene Grenzen, zu de staarken Nationalstate vun der Vergaangenheet, riskéiert e Wee zréck zu den Ausenanersetzungen a Kricher ze ginn, vun deene mer gemengt haten, si géifen och der Vergaangenheet ugehéieren.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Richtig!

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - D'Fro nach eng Kéier: Kënnen mer duerch eng intelligent Kooperatiounspolitik manner Migratioun kréien? Mir mengen, dat klappt kaum. Nach bis d'lescht Joer sinn déi meescht Demandeurs de protection internationale aus de Balkanländer komm.

Sécher ass de Kosovo e Land, wou et schwierig ass ze liewen, mä et gehéiert net zu den ärmste Länner vun der Welt an et ass och eigentlech keen typescht Zilland fir Kooperatioun. Et ass jo esou, datt déi meescht Demanden aus deem Land komm sinn. Wann een awer kuckt, wéi d'Unerkennung war, da gëtt dat schonn en anert Bild. Et ass natierlech interessant, datt de Kosovo an och Serbien iwwert d'Kooperatioun gehollef kréien. Mir stellen dës Hëllef och net a Fro. Ech bleiwen awer derbäi, datt et sech hei net ëm typesch Kooperatiounsländer handelt.

Haut kommen déi meescht Flüchtlingen aus Syrien, dem Irak; wierklech och keng typesch Zilländer fir Kooperatioun. An do ass am Moment och guer net, leider guer net u Kooperatiounstrukturen ze denken.

Éischte Constat also: D'Zilländer vun der Kooperatiounspolitik sinn net onbedéngt identesch mat deene Länner, wou déi meeschte Migranten hierkommen.

Déi Migranten, déi haut bei eis ukommen, sinn zu engem groussen Deel aus enger Mëttelschicht oder aus besser situéierte Milieuen. Och wa mer d'Gefill hunn, datt ganz vill Leit ennerwee wiere bei eis, wësse mer, datt ganz vill Leit sech de Wee bis heihinner guer net leeschte

kennen. All mënschlech Katastrophen an der Vergaangenheet hu gewisen, datt et déi Leit sinn, déi sech eng Flucht emol fir d'Éischt finanziell konnte leeschten, déi déi gréissten Iwwerlieweschancen haten. Déi Aermst vun deenen Aarmen hu kaum d'Moyenen, fir ze flüchten, a scho guer net bis an Europa.

Zweete Constat also: D'Zilpopulatioun vun der Kooperatiounspolitik, déi Aermst vun deenen Aarmen, ass net direkt identesch mam Gros vun de Flüchtlingen, déi an Europa kommen.

Jo, an da gëtt et - an d'Madamm Arendt hat et och ugeschwat - besonnesch an Afrika de Phänomeen vun de Communautéiten, déi all Suen zesummekrazen an hire beschte jonke Mann op de Wee an de Weste schécken. Wann deen dann a sengem Zilland ukënnt, da laascht op him den Drock, fir alles, wat seng Communautéit an hien investéiert huet, och erëm zrëckzeginn. An do wier et wichteg fir Europa a fir déi betraffe Leit, wa mer eng Dier géifen opmaache fir eng legal Migratioun an Europa.

Jo, mir kéinten d'Flüchtlingskris e bëssen entschärfen, wa mer an Europa legal Méiglechkeete fir Mënschen, déi net politesch verfollegt sinn, géife schafen, fir an Europa anzereisen.

Mir wëssen alleguer, datt d'Chancen net grouss sinn, datt d'Situatioun an de Krichsgebidder sech schnell wäert verbessern. An eigentlech wësse mer och all, datt eng nei Well vu Flüchtlinge bevirsteet, wa mer et net dréngend fäerdegbréngen, Fortschreiter an der Klimapolitik ze errechen. Dat ass och scho vu méi Riedner ugeschwat ginn. Zweek Grad Äerderwärmung, dat schaaft scho ganz vill Problemer. Mä wa mer emol net dat Zil géifen errechen, da géife ganz Stied a Géigenden, wou haut nach Millioune Leit wunnen, ganz einfach onbewunnbar ginn.

Duerfir ass et och fir eis ganz wichteg, datt eis Regierung de Wee zu méi Klimaschutz konsequent weitergeet, déi nei Weeër a positiv Auswirkungen op d'Wirtschaft an d'Aarbechtsplazen an d'Fenster stellt an déi Chancen, déi sech doraus erginn, och notzt.

D'Emissiounen mussen och weiderhin duerch national Moosname reduzéiert ginn an den Zoukaf vun Emissiounszertifikate muss, wann nëmme méiglech, évitéiert ginn. Mir mussen eis national Ziler, fir d'Dreifhausgasen ze reduzieren an d'Energieeffizienz an d'erneuerbar Energien ze förderen, a vollem Mooss ëmsetzen. Mir sollen de Klimawandel awer net just als technologesch Erausforderung gesinn, mä och der Bedeitung an de Méiglechkeete vun de gesellschaftlechen Dimensione vun der Energiewend Rechnung droen.

Da war och schon ugeschwat ginn: Et gëtt natierlech och haut nach Kritik un der Entwécklungshëllef, um Prinzip vun der Entwécklungshëllef iwwerhaapt. Déi Diskussioun, ob mer de sougenannten Entwécklungslänner wierklech mat eiser Hëllef hëllefen oder hinne just eis Wirtschaftssystemer domadder opdrécken, déi ass net nei. Si begleet d'Entwécklungspolitik zënter datt et se gëtt. Si gëtt souwuel vun europäesche wéi afrikaneschen Intellektuelle gefouert.

Bei eis ass déi Diskussioun eigentlech scho viru fënnef, zéng Joer gewiescht. Well awer d'lescht Joer ee vun eisen honorabele Riedner an der Kooperatiounsdebatt eng ganz Rei Entwécklungshëllefkritiker hei an der Debatt an d'Spill bruecht huet, wëll ech kuerz op déi Diskussioun agoen.

Iwwerregens, am Laurent Moysé sengem Buch «Une responsabilité en partage. Trente ans de coopération luxembourgeoise au développement», dat 2013 erauskomm ass, ass eng grouss Zuel vun deene Kritiker ugefouert - wann een dat wëllt nosiche goen, do ass eng Quell.

Mir sinn d'lescht Joer mat längerer Ausféierungen iwwert de Blaise Compaoré hei bekannt gemaach ginn, dee Putschist aus dem Burkina Faso, deen elo selwer ewechgepumpt ginn ass. Dozou ass just ze soen, datt Lëtzebuerg och schon 1959 Hëllefprojeten am Burkina Faso entwéckelt hat. Deemools huet d'Land nach Obervolta geheescht an de Blaise Compaoré war nach e kleng Schoulboub. An et stellt sech natierlech zu Recht d'Fro, wann onsécher Regimme sinn, wéi wäit a wéi komplizéiert datt do d'Entwécklungshëllef ass.

De Mali ass en anert, méi aktuell Beispill. Wat mécht een am Mali? Et muss een, well esou Onrouen do sinn, alles ofbriechen.

Et ass och vu Gaza geschwat ginn. Natierlech verlaange mer eng Good Governance an de Respekt vun de Mënscherechter, mä: Strofe

mer net eventuell d'Populatioun eng zweete Kéier, wa mer géifen abrupt eis Hëllef ofbriechen wéinst engem Regimwiesel?

Et gëtt och Beispiller, wou Lëtzebuerg Entwécklungshëllef an der Vergaangenheet net gegléckt ass. D'Beispiller vu Kliniken, déi net esou funktionéiert hunn, well net dat néidegt Personal do war.

Ech fannen och d'Iwwerleeunge vum Nobelpräisträger Angus Deaton - en ass schon de Mëtteg hei ernimmt ginn - ganz spannend. Zum Beispill seet den Deaton, datt d'Augmentatioun vum Revenu national brut net automatesch och zu enger Augmentatioun vun der Gesondheet an der Liewensqualitéit féiert. Dat ass fir e grénge Politiker net extrem nei, mä nach ëmmer spannend. Ech mengen awer, datt déi Iwwerleeunge sech emol fir d'Alleréischicht un eis selwer adresséieren. Den Deaton seet nämlech och, datt eng Hausse vum Revenu deene ganz aarme Populatioun hëllef, déi sech eréischt dann déi néideg Liewensmittel an dat néidegt Dréckwaasser kafe kënnen.

Et ass awer trotzdem e ganz grouss Konsens an der Chamber. Mir sollen ëmmer d'Entwécklungshëllef kritesch gesinn, mä eigentlech stelle mer se net prinzipiell a Fro, an ech mengen, esouguer den ADR hat d'lescht Kéier se net prinzipiell a Fro gestallt. An et ass och en allgemeng Konsens, datt et d'Flicht ass vun der Chamber, souwuel vun der Oppositioun wéi vun der Majoritéit, ze kucken, ob d'Regierung déi Sue richteg asetzt.

Et si vill Suen, ronn 318 Millioune waren et 2014, wann een déi ganz Zommen zesammenzielt vun deene verschiddene Ministären. An déi gréng sinn der Meenung, datt mer aus deene leschten 30 Joer Kooperatiounspolitik vill geléiert hunn. Eis Kooperatiounspolitik, déi aus engem multilaterale Kader entstanden ass, huet an enger zweeter Phas eng méi bilateral Nues kritt, fir haut an engem, wéi mir mengen, relativ gesunde Verhältnis tëschent bilaterale a multilaterale Hëllef ze stoen.

Mir hunn eis d'Méiglechkeet ginn, eng effikass Kooperatiounspolitik ze entwéckelen. Mir hunn eng ganz Rei ONGen um Terrain, déi och ëmmer méi professionell schafen. Mir hu Lux-Development 1978 geschafen an an den 80er Joren eng nei Destinatioun ginn. Mir sinn aus enger Logik vu Budget iwwergangen an eng Logik vu Projet. Mir hunn eis e Comité interministériel pour la coopération au développement ginn. Mir hunn eis Zesummenaarbecht op e puer Partnerlänner fokusséiert, woubäi mer awer och eng gewësse Flexibilitéit weisen.

D'Aarbecht vun der Kooperatioun ass transparent. Wie wëllt, ka sech gutt informéieren. En plus gëtt d'Aarbecht vum Ministère kritesch - an esou soll et sinn - vum Cercle des ONG begleet.

Mir kréien international Unerkennung fir déi gutt Aarbecht, engersäits vun der OCDE. Anerersäits huet AidData zum Beispill, e Fuerschungslaboratoire, dee probéiert, d'Entwécklungshëllef ze verbessern, andeems en Date méi accessibel mécht, gesot, datt eng Rei Länner méi Afloss hunn op déi politesch Agenda wéi ee sech dat géif gemengerhand esou virstellen. An un éischer Stell steet do Lëtzebuerg, deem och hei eng intelligent Kooperatiounspolitik bescheint gëtt. Dat steet e bëssen am Widersprouch zu deem, wat d'Madamm Arendt gesot huet, datt bei der International Aid Transparency Initiative mer géife gesot kréien, mir wieren net gutt klasséiert. Mä mir haten an der Kommissioun driwwer diskutéiert an ech mengen och, datt dat méi eng statistesch Ursach huet, wou mer kënnen och Remediat kréien.

An natierlech kréie mer och e Retour économique fir déi gutt Aarbecht, och wa mer keng Politik vun enger Aide liée maachen, dat huet de Minister gesot. En huet eis voll Ënnerstützung och doranner, well déi wëlle mer net, mä natierlech kréie mer e Retour économique. Et ass och dat positiv Beispill vun „emergency.lu“ hei genannt ginn.

An et ass och gutt fir den Image vu Lëtzebuerg, wa mer op dem Gebitt vun der internationaler Kooperatioun e positiv Bild ofginn. Och dat ass Nation Branding. Mir sollen dat net iwwerschätzen, mä mir sollen et och net ënnerschätzen.

Do, wou mer eis dann net grad allegueren eens sinn: déi gréng stellen d'Héicht vum Lëtzebuerg Engagement, grad wéi déi dräi Parteien virdrun, an der Kooperatiounspolitik net a Fro. 1% vum Revenu national brut, domat sti mer am Spätzepeloton. Mir gehéieren zu deem Grapp voll Länner, déi méi Suen an d'Kooperatioun gi wéi déi 0,7%, deemools nach vum PIB, déi 1970 eng éische Kéier vun der räiche Länner ugepeilt gi sinn a vun deenen bis haut nach déi wéinegst deen Taux errechen.

Dat war zu Lëtzebuerg net ëmmer esou. 1980 hate mer emol grad just 0,2% vum PIB, dee

mer an d'Entwécklungshëllef ginn hunn. Haut, wéi gesot, ass et e bësse méi wéi 1% vum Revenu national brut.

Mir hunn heibanne bal e Konsens, datt mer solle bei deem héije Bäitrag bleiwen. Et ass net jiddwereen där Meenung. Dat gehéiert zur Meenungsvillfalt hei am Land. Ech hu mech och mat der Argumentatioun vun deene Leit, déi do dergéint sinn, auserneegeat. Si huet mech net iwwerzeugt. A wann een eis virwerft, déi gréng wëilten d'Welt verbessern oder d'Welt retten, da soen ech: Merci, jo, dat ass eise Wonsch, dat kann ech net als Virwurf gesinn! Mir loosse eis awer nawell net gären de Virwurf vun Naivitéit gefalen.

An ech hunn och d'Gefill, wéi wa mer a gudder Gesellschaft wieren, zum Beispill vun den UNO-Länner, déi de 25. September 2015 en neie Programm fir eng nohalteg Entwécklung guttgeheescht hunn. Domat gëtt d'Fortsetzung geschriwwen vun de Millenniumsziler, deenen hir Agenda 2015 ofgelaf ass. Mir haten d'Millenniumsziler net all erreicht, an trotzdem ass de Bilan net just negativ. Ech war d'lescht Joer zimlech intensiv dorop gaangen, duerfir widerhuelen ech dat dëst Joer net.

Ech wëll ausdrécklech déi 17 Objektiv, wéi se vun der internationaler Communautéit festgehale goufen, begrëssen. Si weisen d'Ziler op, mat deenen d'Aarmut, d'Ongläichheet, d'Onrechtgeekheet bis 2030 solle bekämpft ginn, a verknäppen dat och mat der Noutwendegkeet vun enger besserer Klimapolitik.

Lëtzebuerg kann eleng d'Welt net retten. Lëtzebuerg kann a muss awer als räicht Land säi Bäitrag leeschten. A well mir d'Noutwendegkeet agesinn, fir a Richtung vun de 17 Objektiv ze schafen, wéi se 2015 vun der UNO festgehale goufen, ass dat fir eis och en décisiv Argument, fir bei der Hëllef vu mindestens 1% vun eisem RNB ze bleiwen.

Wéi gesäit d'Kooperatiounspolitik vun der Zukunft aus?

Mir wëssen, datt eis Regierung bei deem 1% bleiwe wëllt an datt zousätzlech Ausgaben am Beräich vun Klimaschutz net iwwert de Kooperatiounsbudget solle lafen. Dat fanne mir richteg. Duerfir sinn och déi Mesuren aus dem Zukunftspak, déi d'Kooperatioun betreffen, wierklech Zukunftsmesuren a keng Spuermesuren. D'Wichtigkeet vun den ONGe bei der Aide pour le développement gëtt och vun der Regierung net a Fro gestallt. De Montant vu 16,5% vun der Lëtzebuerg Entwécklungshëllef leeft iwwert d'ONGen.

Et sinn eng Rei Ännerungen ugeschwat an och mëttlerweile mat den ONGen diskutéiert ginn, wat d'Ënnerstützung vu Projeten ugeet, jee nodeems, aus wéi engem Land datt se kommen.

Et dierft schwéier sinn, e Bild vun der Kooperatiounspolitik vun der Zukunft ze zeechen. Mä wa mer wëlle wëssen, wou mer higin, dann hëllef et vläicht schon e bëssen, wa mer eis bewusst sinn, wou mer hierkommen.

Mir hunn eng Rei historesch staark ONGen: Déi eelst dierft d'Croix-Rouge sinn, duerno eventuell d'Caritas. An de 60er Jore sinn och vill kierchlech Organisatiounen opkomm: Bridderlech deelen, Chrëschte mam Sahel, Fondation Raoul Follereau, Bréck mat Latäinamerika. Ech wëll net allegueren déi ONGen opzählen, 94 wieren et der am Ganzen, huet den Här Graas gesot.

Mir hunn och grouss ONGen. Zum Beispill 1967 ass Aide à l'Enfance de l'Inde entstanden. Terre des Hommes gëtt et zënter 1966. A mir hunn och eng ganz Rei Weltbutteker bei eis am Land, Fairtrade Lëtzebuerg huet säi Grënnungsjoer 1992. An déi Opzielung ass just e kleng Bléck op eis lieweg Zeen vun ONGen. A meng Ried ass och net geduecht, fir déi ONGen allegueren ze luewen - et ass ëmmer geféierlech, wann een opzielt, well een der jo ganz vill op der Sait léisst -, mä fir einfach ze weisen, wéi wichteg datt et ass, datt mer déi ONGe mat an d'Diskussioun abezéien, an de Minister huet dat gemaach.

An ech wëll och net dohinnegeen, fir ze soen, well dat ëmmer esou war, dierfte mer keng Ännerung méi maachen. Mir fannen, datt déi Opdeelung vun de staatlechen Hëllef, wéi se ugeduecht sinn, schon hir Berechtigung huet.

Mir hätten als Iddi gehat - mir hunn elo haut de Mëtteg Detailler kritt vun Minister -, eis Iddi, ech soen déi kuerz, ech mengen, si ass net genau d'selwecht gewiescht, mä si touchéiere sech awer zimlech genau. Eis Iddi wier gewiescht, fir e Punktesystem an engem Verdeelungsschlüssel ze hunn, e Verdeelungsschlüssel, deen transparent wier, wou een da kéint novollzéien, firwat datt deen ee Projet méi oder manner Subventioun kréich respektiv firwat datt deen ee iwwerhaapt ugeholl géif, deen aneren net.

An da kéinte mer eis och gutt virstellen, datt zum Beispill ee Projet schon direkt e puer Bo-

nuspunkten hätt, well en ebe grad just aus engem vun deenen äermste Länner kéim. Domat hätt en dann en Avantage vis-à-vis vun engem anere Projet, mä een anere Projet, e gudder Projet, deen aus engem sougenannte Schwelleland kéim, dee wier net vu virera mat engem niddrege Finanzéierungstaux behaft. Mat esou enger Mesure kéinte mer engersäits deenen ONGen entgéintkommen, déi vill Know-how opgebaut hunn an engem Land, wat net méi e PMA-Land ass, an anersäits wier dat och nach en zousätzlech Mëttel, fir déi héich Qualitéit, déi mer an eise Projeten hunn, weider bäizehalen.

Ech mengen, datt mer mat där Ausnam, Här Minister, déi der mat den ONGen diskutéiert hutt, eigentlech op dee Punkt erauskommen, datt et also och an Zukunft wäert méiglech sinn, fir Projeten, déi sech duerch hir Qualitéit, duerch hir Adressaten auszechnen, awer och nach an eng méi grouss Förderungshëllef ze kréien.

Vläicht kuerz nach zum Cap-Vert, dee jo de Sprong an eng méi héich Kategorie, wat d'Revenue betrëfft, gepackt huet. An den 90er Jore war de Cap-Vert dat Land, wat am meeschten Hëllef vu Lëtzebuerg kritt huet: 28 Millioune Dollar vun 1991 bis 1997. Et gëtt eng grouss kapverdianesch Communautéit hei am Land, an d'Aarbecht gëtt vereinfacht doduerch, datt et sech ëm eng awer relativ kleng Insel handelt. D'Aarbecht berout also op Vertrauen an Transparenz. Et gëtt virun allem an der Santé an an der Educatioun geschafft, mä och de ganze Elektrizitéitsréseau gouf vu Lëtzebuerg matfinanzéiert. Hautdesdaags gëtt déi meescht Hëllef fir Educatioun gebraucht an d'Montante ginn ëmmer méi erf.

De Cap-Vert ass iwwerregens och e gutt Beispill derfir, datt d'Migratioun ka méi e grouss finanzielle Bäitrag fir e Land bedeite wéi d'Kooperatiounshëllef. Et ass méi wéi wahrscheinlech, datt déi vill expatriéiert Kapverdianer méi zum Eropklamme vum PIB an hirem Land bäigedroen hu wéi eng positiv Entwécklung am Land selwer. D'Situatioun am Cap-Vert däerf ee weiderhin duerchaus als fragill bezeichnen.

De Plaffong fir d'Frais administratifs soll 2016 erofgoen, voll a Kraaft triede soll dës Mesure 2017. Manner Sue fir d'Administratioun, dat kléngt ëmmer gutt. Do schéngt nach Spillraum ze sinn, mä mir mussen och der Tatsaach Rechnung droen, datt och eis ONGe sech immens professionaliséiert hunn, wat der Qualitéit vun hirer Aarbecht zeguttkënnat a wat nun emol och d'Frais administratifs an d'Luucht dreift. Mä do hunn ech och de Minister virdrun héieren, datt net gradesou vill do gespuert sollt ginn, wéi am Ufank geplangt, datt ee sech eben do entgéintkomm wier.

Ee Kritikpunkt, deen ëmmer erëm un d'Politik gemaach gëtt, dat ass, datt mer net konsequent an eise Beméiunge wieren. Oft gëtt der Politik virgeworf, si géif mat där enger Hand dat erëm ewechhuelen, wat se mat där anerer ausgedeelt hätt. Dat war och de Sujet vun der Manifestatioun vum Cercle des ONG virun der Chamber haut.

Am Kader vun der Kooperatiounspolitik heescht dat, datt mer duerch den Handel mat den Entwécklungslänner vill méi Sue verdéngen, wéi mer der iwwert d'Kooperatiounspolitik ausginn. Mir mussen eis zu Lëtzebuerg mat engem staarken Finanzsecteur och méi domat befaassen, wéi eng Auswierkung mir mat eise Produiten op d'Marché vum den Entwécklungslänner hunn. An de Kooperatiounsminister ass wahrscheinlech deen eenzege Minister, deen dierft och haart an effentlech soen, datt Taxen eppes Positives sinn an datt ee wierklech och muss kucken, datt een d'Taxe besonnesch och an den Entwécklungslänner kann andriewen an datt se och do sinn, fir déi Länner ze schützen.

Ech wollt zum Schluss nach kuerz op de Commerce équitable agoen. Mir kënnen e wäertvolle Bäitrag zu enger méi gerechter Welt leeschten doduerch, datt mer op Produiten aus dem Commerce équitable zrëckgräifen. Et gëtt eng Rei Produiten, d'Madamm Arendt huet se och schon ernimmt, déi kënnen mer net selwer ubauen. Ech mengen, mir sinn eis eens: Wou mer kënnen, solle mer op regional a lokal Produiten a wa méiglech op Produiten aus der biologescher Landwirtschaft zrëckgräifen. Dat geet bei Kaffi, Kakao, Bananen an esou weider eventuell, neen, mat Sécherheet net, an do solle mer eis da beméien, déi Produite mam Label vu Fairtrade ze huelen.

Mir huelen nach ëmmer a Kaf, datt a villen Deeler der Welt d'Ausbeutung vun de Leit mat effentleche Gelder finanzéiert gëtt. Et ka jo keng Fro vum Präis sinn, wann an effentleche Verwaltungen an op Gemengen nach ëmmer Kaffiskaschine stinn, wou de Kilopreis vun de Kaffiskaschine tëschent 80 an 90 Euro läit, ganz ofgesi vun der ökologescher Bilanz vun der Verpackung.



Dat gesot, mache mer natierlech e waarmen Appell: Mir sollen ëffentlech net blann akafen. An am Oktober 2014 - also genee virun engem Joer - hate mer hei zesummen, all Parteien an der Chamber, eng fair Akafspolitik och hei am Haus agefuert. Dat war virun engem Joer.

Ech hunn nogefrot, wou mer dann dru sinn, an ech krut gesot, dat wier um Lafen. Ech hunn d'Gefill, wéi wann et vläicht just um Drëpse wier oder um Goen. An ech wier frou, wann ech dann d'nächst Joer hei op der Plaz dierft en anere Conseil maachen. Ech kann an deem Kontext keng Fro un de Minister stellen, well bei aller Kompetenz: Do ass en net kompetent derfir. Ech weess och net, ob mer iergendeen Programmpunkt hunn, mä vläicht kann een eis herno och soen, wou mer an där Prozedur do dru sinn.

Dat gesot, soen ech lech Merci fir Är Opmierksamkeet.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Adam. Et sief just gesot - vu dass de Minister net dee richtegen Adressat ass, awer vläicht de Chamberspräsident -, dass Der just braucht iwwert d'Bréck ze goen; do kënn Der dee fair gehandelte Kaffi schmaachen, grad ewéi d'Jusen. Mir sinn also amgaang, eis Schrëtt fir Schrëtt un déi Objektiv erunzenäheren. Mir sinn nach net ganz um Zil, mä mir maachen dat awer konsequent.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. An als Nächsten huet dann den Här Fernand Kartheiser d'Wuert.

► **Mme Nancy Arendt (CSV).** - Et louch och haut fir d'Eischt faire Schockela do.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen dem Här Minister Merci fir d'Presentatioun iwwert déi Lëtzeburger Entwécklungspolitik, an dem Här Adam soen ech Merci, well en d'Ried vun der ADR vum leschte Joer opmierksam verfollegt huet. Dat ass virbildlech. An, Här Adam, maacht dat och d'Joer! Et ass ëmmer interessant, mengen ech, fir der ADR nozelauscheren.

Mir haten elo eng Ried...

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Dann hutt Der mer net gudd nogelauschert, soss wéisst Der, dass ech Är Argumenter net deelen.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Maja! Elo wollt ech soen: Europa huet jo elo Development Goals zougestëmmt bis 2030, dat am Joer 2015. Elo muss een natierlech froen: Wat huet dat fir e Wäert, fir 15 Joer am Viraus ze denken? Viru 15 Joer, wann een zréckdenkt, am Joer 2000, wusst mer nach näischt vun der Attentater vun 2001. Mir wussten net, dass eist Nopeschland Frankräich 15 Joer méi spéit sech am Krich considéiert. Mir wussten näischt vu Wirtschaftskrisen, déi 2008, 2009 agezuede sinn.

Wat ass Europa dann elo a 15 Joer? Si mer iwwerhaapt nach e staarke Kontinent, dee kann hëllefen? Den Här Jean Asselborn, deen huet jo gesot, Europa géif riskéieren, erëm Kricher ze kréien. Europa kéint eventuell gesinn, dass d'Europäesch Unioun an deenen nächste Méint géif zesummebréchen.

Ass Europa nach e staarke Kontinent? Ass Europa a 15 Joer nach capabel ze hëllefen? Mir wëssen et net. Mir gesinn, dass ronderëm eis Länner oder Subkontinenter wéi Indien oder China tendenziell, och wa se Krisen hunn, ëmmer méi staark ginn. Mir gesinn, dass Indien geschwé China dépasséiert an der Demografie, 260.000 Ingenieuren am Joer ausbildt, an dass do ganz aner Capacitéiten entstinn. Mir gesinn, dass Russland zum Beispill massiv an d'Atomenergie investéiert, och an alternativ Energien, och a Gas, an dass Russland elo dee gréisste Liwwerant vun Atomanlagen, vun Nuklearkraftwierker an Afrika gétt.

Alles dat verännert d'Ekonomie. Et verännert d'energetesch Landschaft op der Welt an et schafft ganz nei Gläichgewichter, wou Europa wahrscheinlech am Verglach zu anere groussen Ensembles vill méi schlecht ewechkënn. Mir si wäit ewech vun enger Lissabon-Agenda, wéi mer se eng Kéier envisagéiert haten, wou Europa sollt bis 2020 déi kompetitivste Ekonomie op der Welt ginn. Alles dat ass eriwuer!

Och eist Afrikabild muss mer änneren. Mir hunn e Kontinent, dee mir nach ëmmer ugesinn, wéi och verschidde Parteien en haut ugesinn hunn, als en hëllefbedürftege Kontinent. Dat ass sécher wouer - ville Leit geet et schlecht an Afrika -, mä et ass net méi dat ganz Bild vun Afrika. Afrika ass eleng schon demografesch an enger Entwécklung, déi dee ganze Prinzip vun der Entwécklungshëllef a Fro stellt.

Mir hunn an e puer Joerzénge en Afrika mat 2,4 Milliarde Leit. Europa bleift bei enger hall-

wer Milliard, stagnéiert. Mir hunn e jonken afrikanesche Kontinent mat enger ganz jonker Populatioun, e Kontinent, deen energetesch Ressourcen huet, wéi gesot, net nëmme alternativ Energie, wat natierlech mat Wand- a virun allem Sonnenenergie méi einfach ass ewéi hei, mä och a villen afrikaneschen Länner, haaptsächlech an deenen dominanten Ekonomien, e massiven Investissement an d'Nuklearindustrie, eppes, wat hei an der Gégend jo duerch deen däitschen Atomausstieg net méi aktuell ass, awer an Europa an an anere Regiounen vun der Welt erëm forcéiert gétt - och an Afrika.

Mir hunn e Kontinent, dee sech Instruktiounen gétt ewéi d'Banque africaine de développement oder d'Union africaine, deen déi regional Integratioun virundreift an deen tendenziell ëmmer manner Konflikter huet. Dat ass dat Bild vun Afrika, wéi et sech haut presentéiert, e Kontinent, an deen et derwäert ass ze investéieren a wou et derwäert ass, en als vollwäertige Partner ze hunn, wéi China et ëmmer méi mécht.

Déi chineesche Präsenz ass jo wäit kritiséiert ginn. Mä déi chineesche Präsenz vu virun zéng Joer an hir Methode sinn net méi déi vun haut. Dat muss een och kloer gesinn. Och déi chineesche Politik huet sech entwéckelt. China huet haut strategesch Interessen an Afrika a China huet och eng Iwwersetzung doranner a seng allgemeng Sécherheetspolitik.

Mir hu gesinn, dass China wëllt militäresch Basen zu Dschibuti opmaachen, dass d'chineesche Arméi am Südsudan präsent ass a Peacekeeping operations, dass chineesche Schëffer am Mëttelmeer sinn, fir strategesch Interessen ze verdeedegen. D'Welt ännert sech an d'strategesch Interessen ëm Afrika a mat Afrika änneren sech; just mir féieren hei en Discours virun, wéi mer e viru fënnel oder zéng Joer gefouert hunn.

Mir hu vill Leit an Afrika - vill Leit! -, déi soen, dass zéng Joer chineesche, brasilianesche an indesche Investitiounen an Afrika dem Kontinent méi bruecht hu wéi 50 Joer westlech Entwécklungshëllef. Mir hu Realitéiten: D'BRICS-State mat Indien, China a Südafrika als afrikanesche Partner - komescherweis oder interessanterweis ass et net Nigeria ginn, mä Südafrika, dat de Partner vun de BRICS-Staten ass -, dat ass haut eng ekonomesch Realitéit, eng alternativ Realitéit op dëser Welt, wou déi Staaten, déi do matmaachen, e grousst Wirtschaftswuesstumspotenzial hunn an en enormt Wëssen.

Ech wonnere mech, dass den Här Minister seet, dass mer nach ëmmer Entwécklungshëllef a Brasilien an an Indien leeschten. Mat Koeffizienten an esou weider gétt dat man erkläert. Indien ass eng Puissance nucléaire! Indien huet e Flugzeugträger aus eegener Kraaft gebaut! Wann et do sozial Ennerscheeder oder Misär gétt, déi nach ze resorbéieren sinn, firwat muss mir eis drëm këmmere? Huet dee Subkontinent dann net vun eleng d'Kraaft, fir dat ze maachen? Mir si jo net zoustänneg hei, fir d'Sozialpolitik vun enger Puissance nucléaire ze redresséieren!

Da muss een och soen: An Afrika geet et haut - 2015 - ëm Mäert, et geet ëm Energie an et geet ëm Strategie. An dat muss mer endlech och an eiser Politik als Europäesch Unioun reflektéieren. Mir hunn an Afrika enorm Chancen fir eis Ekonomie. D'Banke kënnen do matmaachen duerch d'Mikrofinanz, duerch d'Transferkäschten, duerch vill aner Saachen. Mir hunn d'Satelliten, déi am medezinesche Beräich - wéi et och gemaach ginn ass iwwer emergency.lu a SATMED an aner Saachen - kënnen aktiv sinn.

Mir hu Méiglechkeeten a ganz ville Beräicher, déi mer kéinten duerch d'„public private partnership“ an den Entwécklungslänner virundreien. Mir hunn zum Beispill ee Projet, deen d'Joer virgestallt ginn ass - dat ass de grouse Kanalbau an Nicaragua -: Dee gétt direkt kritiséiert weinst Ëmweltproblemer an aneren. Mä mir kënnen och am Ëmweltberäich hëllefen a bei esou Projekte matmaachen, amplaz deen aneren Investisseure ganz ze iwwerloossen!

Mir sollte studéieren, ob mer a Programmer wéi dem REDD+ an esou weider net kéinten Aktiounen do urrechne loossen, och am Beräich vum Klimaschutz, déi eis awer kéinten hëllefen, ekonomesch do präsent ze sinn, wou an der Drëtter Welt enorm Plusvaluen am ekonomesche Beräich elo geschafe ginn.

Sozial: Et muss een oppassen, dass bei engem Kontinent, dee geschwénn 2,4 Milliarde Leit huet, dat net Gepléischters ass. Hei eng Schoul, sou gudd et gemengt ass, do e Pëtz: Dat ass alles wonnerbar, mä et hëllef dem Kontinent net insgesamt. Mir brauchen Infrastrukturen an Afrika. Mir mussen déi Zerstückelung vun de Kommunikatiounsweeër ophiewen, déi dee Kontinent als lere vu Kolonialismus nach huet, vu Stroossen, Eisebunnen an anere Saachen. Dat ass eigentlech dee Wee, deen dozu féiert, fir Afrika ze entwéckelen.

Wien Energie huet, deen huet Luucht. Wie Luucht huet, deen huet et méi einfach, Waasser ze bréngen. Wien dat huet - Luucht, Elektresch, Waasser -, dee kann Hygiène no vir bréngen. Wien Hygiène huet, huet eng besser medezinesch Versuergung. An der Infrastruktur ass de Schlëssel fir d'Entwécklung vun Afrika, an der Ekonomie ass den Entwécklungsschlëssel a mir sollen eis dorobber fokusséieren.

Mir hunn déi Development Goals do, déi si wahrscheinlech nëmme deelweis ëmsetzbar, wann iwwerhaapt. Si sinn, wéi vill Kritiker soen, u sech eppes fir d'Entwécklungshëllefindustrie. Well wat hunn déi zwou Billioune Dollar, déi mer an deene leschte 50 Joer an d'Entwécklungshëllef gestach hunn, wierklech bruecht par rapport zu deenen Investissementer, déi an der Ekonomie gemaach goufen?

Mir mussen als Lëtzebuerg och oppassen. Ech hunn haut héieren: D'LSAP ass ganz begeeschtert, wann déi Décisioun ugeschwat gétt iwwer Finanztransferten an Evasion fiscale aus deene Länner an esou weider an esou virun, an d'Europaparlament huet och dozou Stellung geholl. Mä wann een den Text liest aus dem Europaparlament, da froen ech mech, ob do net eng „hidden agenda“ ass.

D'Europaparlament seet, si hätte gär «l'adoption d'une définition internationalement reconuue des paradis fiscaux, l'établissement de sanctions pour les opérateurs qui y ont recours et l'élaboration d'une liste noire des pays, y compris des États membres de l'Union ne lutant pas contre l'évasion fiscale ou l'acceptant».

Dat ass natierlech fir e Land wéi Lëtzebuerg mat engem grouse Finanzzentrum alt erëm eng Gefor. A mir sollten direkt oppassen, dass mer déi do Diskussioun op déi richteg Schinn bréngen an net eis Finanzplaz oder Lëtzebuerg neie Risiken aussetzen, well déi Evasion fiscale, dat ass net onbedéngt d'Schold vun der Finanzplaz Lëtzebuerg - dat ass se souguer sécher net! -, dat ass emol virun allem d'Konsequenz vun den Entwécklungen an deene Länner selwer an enger mangelnder Steiermoral oder enger mangelnder Finanzmoral vu verschiddene Leit an deene Länner selwer. Mir sinn awer net zoustänneg fir d'Moral vun deene Leit, an do muss ee wierklech ganz kloer den Ennerscheid maachen.

D'Finanzen, fir nach eng Kéier doriwwer ze schwätzen: Mir ginn enorm vill Geld aus; dat ass u sech net de Problem. De Problem ass, dass mer vill Geld ausginn an enger Situatioun, wou mer all Joer mussen léine goen - d'nächst Joer wëllt d'Regierung 1,5 Milliarden Euro léinen -, wou mer eng national Verschuldung hunn, déi scho wäit iwwer 20% vum Bruttoinlandsprodukt läit. An dofir ass et wichteg, dass mer kucken, wéi déi Suen ausgi ginn an ob et richteg ass. Mir ginn 342 Milliarden Euro aus d'nächst Joer, wann d'Zuel stëmmt, ech mengen, den Här Minister hat déi genannt, a mir rechnen emol net alles un - dat sinn dann eent Komma iergendeppes vun eisem Revenu national brut - oder mir rechnen nach ëmmer net alles un, wat mer kéinten urrechnen.

D'Aide aux réfugiés hei am Land kéinte mer zum Deel urrechnen, op jidde Fall déi éischt sechs Méint; mir maachen et net. D'Additionalitéit vum Klima, dass mer dat extra rechnen, dat steet net an den Addis-Abeba-Konklusiounen, dass mer dat misste maachen. Et kann ugerechert ginn; aner Länner rechnen et un. Mir mussen also gesinn, wäit iwwert déi 0,7% Entwécklungshëllef vum RNB, an emol net alles urrechnen, wat mer kéinten urrechnen.

Dat ass natierlech eng grouse Erausforderung an en eisen Aen ass et net richteg. Mir si komplett d'accord, dass mer fir humanitär Hëllef, wann iergendwou Katastrophe sinn, wa Leit an Nout sinn, dass mer do alles débourséieren, wat muss sinn, wat mer kënnen, fir de Leit kënnen ze hëllefen. Humanitär Hëllef steet an eisen Aen net zur Diskussioun.

Entwécklungshëllef ass net déi beschte Manéier, fir deene Länner ze hëllefen. Et ass net déi effikaste Manéier. Si muss hannerfrot ginn a si soll och mat der Ekonomie zesumme gemaach ginn, fir dass mer eng „Aide liée“, wéi Dir et sot - ech géif soen: eng „effikaste Partnerschaft“ -, hu mat der Ekonomie. Heiansdo fänke mer un dermat. Um Cap-Vert hu mer ugefaangen; dat sinn esou éischt Saachen, déi ee ka soen. Et sinn och eng Rei Lëtzeburger Firmen am Senegal vertruuden. Mir mussen op deem Wee weidergoen, well et ass deen, deen am meeschte bréngt.

Mä - an ech soen et nach eng Kéier, fir et net ze vergiessen - mir hunn och de PIC. Do soe mer all Joer, dass dee muss ratifizéiert ginn hei am Parlament, well et ass en internationalen Accord. A mir wëllen natierlech och, dass mer déi finanziell Aspekter, déi opgewise ginn an den Addis-Abeba-Konklusiounen, fir méi technesch Assistenz ze ginn oder esou, dass mer dat och ëmsetzen.

Wichtig an eisen Aen ass, dass mer déi Lëtzeburger Entrepreneuren, déi dat produzéieren, wat de Länner wierklech direkt kann hëllefen, och am Beräich vun alternativen Energië wéi bei der Fotovoltaik oder bei der Wandenergie, dass mer déi och huelen, fir et ze exportéieren.

Elo ass kritiséiert gi vun den ONGen, a Verschiddener hunn dat gesot, dass dee Fonds de compensation commun vun de Pensiounen anescht soll géréiert ginn. Mir mussen ganz gudd oppassen, wat mer do maachen, well de Fonds de compensation commun huet als éischten Objet net d'Entwécklungshëllef. An de Rendement dovunner ass en extrem wichtige Deel vun eiser Sozialversicherung, an dee mussen mer och halen.

D'Kohärenz ass vu Verschiddenen ugeschwat ginn. Mä do wëll ech dann emol froen: Wéi ass dann d'Kohärenz vun eiser Politik, wa mer elo héieren, wéi zum Beispill beim Europa-Afrika-Sommet, dass Leit, also vill afrikanesch Statscheffen - an och de senegalesesche President huet dat jo gesot bei der Schlusspressekongferenz - eigentlech als Message un Europa ginn, dass se hir Leit net wëllen zréckhuelen, déi Réfugiéien net wëllen zréckhuelen, déi mir awer wëlle ginn?

Dat ass jo u sech... Hei an den Zeitunge stoung, dat wär esou e grouse Succès, dee Sommet. E wor iwwerhaapt kee Succès! Well dat, wat mir wollten, hu mer net kritt. Mir hu just d'Erlaabis kritt, 1,8 Milliarden aus dem EU-Budget ze ginn, a mir ginn och nach zousätzlech Mëttelen als Lëtzebuerg. Mä de senegalesesche President huet gesot, déi Migratioun, déi Europa an Amerika hat, dat wär ze vergläiche mat deem Phenomeen, dee mer am Abléck hunn. Dat ass et awer net!

A wéi ass d'Kohärenz vun eis, wa mer e Land hunn, dat zu eise Pays cibles gehéiert, wat eis awer net entgéintkënn, eis Europäer an och eis Lëtzeburger, wa mir Saache froen, déi fir eis wichteg sinn? Ass et da richteg, fir einfach d'Entwécklungshëllef esou weiderzeféieren, wéi et bis elo war? Ass dat kohärent an eiser Politik téschent Aussepolitik, Migratiounspolitik an Entwécklungshëllef?

Elo vläicht nach, wat d'Sensibiliséierung ugeet: D'Sensibiliséierung ass déi Politik, déi an de Schoule gemaach gétt, fir déi jonk Leit un der Entwécklungshëllef ze interesséieren. Dat wär u sech nach ze vertrieden, mä et hänt dervun of, wéi se gemaach gétt. Et ass eng Propaganda. Wann ech hei en Artikel an enger Zeitung gesinn, wéi dat soll gemaach ginn, da kann ech mech nëmme wonnere.

Do steet dann zum Beispill, wat deene jonke Leit soll bäibruecht ginn, dass „deren Einsicht, dass viele Probleme in armen Ländern nicht hausgemacht sind, sondern auf Ausbeutung, Profitstreben und Umweltfrevel beruhen“. An dat ass eng Vue vun der Welt, déi ass heiansdo richteg, déi ass deelweis richteg, mä et ass awer net dat déi ganz Antwort! Et kann een dach awer net higoen an 2,4 Milliarden Euro investéieren an eng Vue, an eng Vermëttlung vun enger Vue an de Schoulen, déi der Realitéit an der Komplexitéit vun der Problematik Entwécklungshëllef iwwerhaapt net entsprécht.

Ee lescht Wuert - well ech gesinn, dass meng Zäit geschwénn eriwuer ass -, dat ass iwwert déi Hëllef fir d'Territoires...

(**Interruption**)

Jo, stellt lech vir, eng Auer fonctionnéiert nun emol meeschtens an eng Richtung, net an déi aner.

Also déi Hëllef fir d'Territoires «occupés» a Palästina: Éischtens ass Gaza keen Territoire occupé; loosse mer eis dat och emol nach eng Kéier kloer an Erënnung ruffen. Gaza ass säit Joren net méi vun Israel occupéiert. Déi Suen, déi mer also dohi ginn, déi sinn net ënnert deem richtegen Titel am Budget.

Dann déi Saach mat dem Boykott géint d'Palästinenser, also dem Boykott vun... oder mat de Labelen, mat dem Etiquette - voilà, dat ass d'Wuert! - vun deene Produiten, déi an den occupéierten Territoire produzéiert ginn, do muss ech awer ganz kloer soen, dass ech verstinn, wann d'Israeli soen, dat géif si erënnere un eng Politik „Kauft nicht bei Juden“.

Well u sech hëllef dat jo de Palästinenser. Et schafft Aarbechtsplazen an deenen Territoiren. Et erniert Familjen. A fir dann ze probéieren, dat duerch eng Boykottcampagne, déi BDS-Campagne, wou deen Etiquette eng vun de Konsequenzen ass, ze ënnerlaffen, do muss ee sech awer wierklech froen, ob dat richteg ass.

An et ass och hypokritesch! Mir maachen et net am Tibet, dee vu China iergendwéini iwwer-



rannt gouf. Mir maachen et net an Nordzypern, wat vun der Tierkei säit '74 besat ass. Mir maachen et net an der Westsahara, wat awer vu Marokko beusprocht gëtt. Mir maachen et nëmme bei Israel. An do froen ech mech... A wann ech an hire Plaz wär, géif ech och soen: „Dat doten, dat richt awer ganz staark no Rassistismus.“ Dat kann et net sinn!

Wa mer dat do maachen, da maacht et dach fir all Territoire op der Welt, dee contestéiert ass, awer maacht et net nëmme fir Israel! A virun allem muss ee sech awer och froen, wat dann d'Konsequenz ass fir déi Palästinenser, déi do sinn.

Ech gesinn, Här President - ier Dir mer sot -, datt ech besser hunn, zum Schluss ze kommen.

M. Mars Di Bartolomeo, Président.- Ech soen lech et ganz douce.

M. Fernand Kartheiser (ADR).- An dofir ee leschte Saz, an dann halen ech op: Déi Organisatiounen, déi mir a Gaza ënnerstëtzen, wéi d'UNRWA selwer, d'PARC an d'PMRS - ech kann elo net an den Detail goen, well d'Zäit mer feelt -, mä ech géif awer der Regierung recommandéieren ze kucken, wat déi Organisatiounen iwwer Israel soen, a sech ëmmer ze froen: Huet et e Wäert, datt mir Organisatiounen finanziell ënnerstëtzen, déi aktiv a bewosst rassistesch Ausserungen iwwer d'Jude maachen an Israel, net antiisraelesch, mä carrément rassistesch? An déi ënnerstëtze mir finanziell. Dat ass awer op jidde Fall emol ze iwwerdenken.

Ech soen lech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président.- Leschte Riedner, an en ass schonn ënnerwee, ass den Här David Wagner.

(Interruption)

M. David Wagner (déi Lénk).- Merci. Oh, ech versichen, lech glécklech ze maachen, mä et gëtt schwéier.

Ech hat eppes net virgesinn, dat ass, datt den Här Kartheiser, Här President, huet missen den Étiquette uschwätzen. Ech stelle fest, datt d'ADR keng Problemer domadder huet, datt een d'Produiten, déi aus illegal besate Gebitter kommen, datt een déi net étiquetéiert. Déi Produiten, déi och...

Well hie mengt, datt d'Palästinenser sech driwwer freeën. Ech weess net, ob d'Palästinenser sech doriwwer freeën, datt hir Felder, wou se produzéiert hunn, mat der Hëllef vun der israellescher Arméi confiscéiert goufen, an duerno kënnen si als Doléiner do schaffen, fir Zitrönnen oder esou ze züchten. Ech weess net, ob si sech wierklech doriwwer freeën. Ech weess net, vu wat Dir schwätzt! A wann dat mat Rassismus ze dinn huet... Et huet mat Kolonialismus ze dinn, Här Kartheiser. Mä domadder hutt Dir kee Problem an Är politesch Famill hat mat Ausbeutung ni e Problem!

Ech wëll elo zréck zur Kooperatiounsdebatte kommen. Déi ass ganz wichteg a Wierklechkeet a si zeechent sech duerch zwou Saachen aus: Éischtens gëtt se, leider, vun der Effentelechkeet net ëmmer esou wouergeholl, wéi sech dat géif gehéieren. Dat ass schlecht, well et geet hei net nëmme em d'Kooperatioun, mä em d'Verhältnis tëschent Nord a Süd, tëschent Räich an Aarm, tëschent Selbstbestëmmung an Ofhängegkeet. Do gëtt sech décidéiert tëschent Honger a Wuelfstand, tëschent Krich oder Friden, tëschent seng Famill a säin Ëmfeld verloossen oder do bleiwen, wou een am léifsten ass.

An zweetens gëtt sech räichlech, dat gesi mer all Kéiers, op d'Schëller geklappt. Emmerhi wiere mir d'Champions vun der Entwécklungshëllef wéinst eisem berüümt-berüchtigten 1% vum RNB. Mä ech mengen, et ass eng Fassad an derhannert gëtt et och nach Saachen. An ech versichen, dat unhand vu kuerze Beispiller a menge 15 Minutten ze demonstréieren, esou gutt ech kann.

Viru Kuerzem hate mer eis mam Cercle des ONG och iwwer d'Kohärenz justement vun der Lëtzebuurger Kooperatiounspolitik ausgetosch. Dës Entrevue war ganz interessant. Engersäits ginn d'ONGe vun der offizieller Politik och gelueft, esou wéi et sech gehéiert. Anersäits awer hunn d'ONGe d'Kohärenz vun der Entwécklungspolitik vu Lëtzebuerg prinzipiell a Fro gestallt. All Joer gëtt vill iwwer d'Kohärenz geschwat, mä d'Resultater vun dësen Diskussiounen sinn awer ëmmer ganz schwaach. Dat huet och vläicht domadder ze dinn, datt déiselwecht, déi fir d'Entwécklungspolitik zustänneg sinn, dës Politik duerno och selwer bewäerten. Dat ass och schonn eng Kéier hei gesot ginn, vun der Madamm Kemp-Arendt.

Et gëtt awer Handlungsméiglechkeeten. An ech muss och eppes répétéieren, wat hei scho ge-

sot ginn ass, och justement vun der Madamm Kemp-Arendt, a kuerz och nach hei ugeschwat gouf, mä ech ginn awer weiderhin drop an, well ech mengen, et ass wichteg, an ech wëll nach eppes dozou bäifügen herno.

Am Fréijoer hat de Comité interministériel pour la coopération au développement eng Entrevue mam Cercle des ONG, wou justement och déi Lëscht vun de Multinationale presentéiert gouf, wou de Fonds de compensation dran investéiert, déi awer u Mänscherechtsverletzungen bedeelegt sinn. An et gëtt der eng Rëtsch! An ech mengen, dat muss ee sech och e bësse méi plastesch virstellen.

Do gëtt et zum Beispill dee Multi Vale, deen net ganz bekannt ass. Vale ass déi zweetgréisst Biergbaugesellschaft weltwäit, aus Brasilien. En ass e bësse bekannt ginn am Joer 2012, well e krut vum Public Eye People's Award de Präis vun der „Worst company in the world“. Dat ass de Präis, deen déi Entreprise kritt all Joers, déi d'Mänscherechter am meeschte mat Féiss tréppelt.

Do gëtt et Beispiller: Am Mozambique hu se 1.360 Familljen déplacéiert, déi duerno un Hunger gelidden hunn. An Argentinien hu se e Flossbecke verpescht, wouvunner 25.000 Leit gelieft hunn. Et geet anscheinend doriwwer eraus. An der Xingu-Regioun a Brasilien, am Amazonas, wëlle se en Damm zënter schonn 20 Joer bauen, hunn do schonn Dausende vun Indigene verdréiwwe, mat der Complicitéit natierlech vun de korrupte lokalen Autoritéiten. Dat ënnerstëtze mer awer! Dat muss een awer wëssen! An dat ass gewosst! An et ass, mengen ech, näischt geschitt!

En anert Beispill: Arch Coal. Arch Coal ass deen zweetgréissten amerikanesche Kueleproduzent. An déi hunn eng Technik, fir d'Spëtz vun de Bierger ze sprengen, wou duerno Partikele vun Arsen, vu Selenium, vu Cadmium an d'Grundwaasser eraginn; an den USA ass dat geschitt. An do an där Géigend, do manifestéieren d'Leit, déi mobiliséiere sech dergéint, well si si ville Krankheeten exposéiert, ënner anerem dem Kriibs. Et sinn och 5.000 km² vu Bëscher ofgeholzt ginn an den Appalachen. Also dat ass gewosst! An dat ënnerstëtze mer. An ech weess net, ob iergendeppes ënnerholl ginn ass.

An duerno zum Beispill, och en anert Beispill: Areva. Dat kenne mer all: de franséischen Atomproduzent. Mir wäerte jo an zwee Deeg och iwwer d'Klima schwätzen, do hu mer eng Klimadebatte. Lëtzebuerg produzéiert keng Atomenergie, mir finanzéiere se just mat. Areva ass jo och präsent am Niger, en Zilland vun der Lëtzebuurger Kooperatioun. A wat mécht Areva am Niger? Do gëtt den Uran erausgeholl. Dat erkläert och e bësse vläicht den Zesammenhang - eng kleng Klammer -, firwat Frankräich esou prompt war, fir am Mali ze intervenéieren. Ech mengen net, datt do vill Mänscherechter derhannert waren. Klammer zou. Dat huet och eppes mat der Souveraineté énérgétique vu Frankräich ze dinn, wovun Frankräich ëmmer erzielt a wat a Wierklechkeet net de Fall ass.

Majo, den Niger, an do misst ee ganz frou doriwwer sinn, well den Niger, dat ass en immens kompetitiivt Land. Also, pardon, et ass e Land, wou d'Aarbechter quasi keng Rechter hunn. An an de Stied vun Arlit an Akokan zum Beispill, do sinn déi international Limite vu Radioaktivitéit am Waasser, an der Loft, um Buedem, total iwwerschrott! Employéé stierwen u Kriibs, Nigerianer wéi och Fransousen d'ailleurs. Eng Kéier huet Frankräich sech missen awer entschëllegen, well et awer e bëssen ze wäit komm ass.

Also, et kéint een nach weiderfuere, mä et huet een net genuch Zäit. An dat ënnerstëtze mer! An dat ass och gewosst! Et ass gewosst! An et ass näischt geschitt. Et gëtt nach aner fantastesch Entreprises, déi do finanzéiert ginn: Monsanto, Nestlé, Shell, an do wësse mer och, wat fir eng grujeleg Roll déi spillen an Nigeria an esou weider an esou virun.

D'Regierung krut dat alles vum Cercle des ONG gesot, an e puer Méint drop, am Juni, schreift de Comité interministériel pour la coopération au développement en Avis dozou. An ech wäert doräuser zitéieren, well dat ass awer guer net esou schlecht. Also zu all deem do, wat gewosst ass, schreift de Comité interministériel: «Le Fonds est ouvert à faire évoluer sa politique d'investissement en la matière, pour autant que le cadre légal et le respect d'un objectif de rendement conforme à sa raison d'être, en particulier associé à un niveau de risque acceptable, le lui permettent, et à continuer un dialogue avec les représentants de la société civile.»

Franchement, si hätte kënnen schreiwen: «Allez vous faire foutre!», dann hätte se wéinstens e bëssen Tënt gespuert! Well dat doten, dat ass wierklech, entschëllegt, dat ass eng Form vu Foutage de gueule, wa mer schonn an der franséischer Sprooch sinn! Et ass eng Frechee!

An dofir och meng Fro un den Entwécklungsminister, deen och Sozialminister ass: Zitt de Fonds de compensation des Investitiounen zréck, oder solle mer weiderhin d'Mänscherechtsverletzungen ënnerstëtzen? Ech erwaarde mer do eng konkret Äntwert!

Et war jo schonn e Präzedenzfall viru Joren, wou de Fonds de compensation a Streebommen investéiert hat. An dunn huet en och reagiert. Ech duecht, a mir duechten, de Fonds de compensation géif dat weiderhin e bësse méi prezis analyséieren. Et ass awer leider, mengen ech, näischt geschitt. Ausser, Dir kéint mir de Géigendeel soen. Dat géif mech wierklech freeën.

Dofir och eise Virschlag, deen och viru gemaach ginn ass vun der CSV. Ech mengen, d'Analys vun der Kohärenzpolitik muss wierklech definitiv och vun enger onofhängeger Instanz gemaach ginn an net exklusiv vu Regierungsbeamten. Et ass net, fir hinnen eppes virzwerfen, mä Regierungsbeamte sinn nun ebe Regierungsbeamten, déi och eng gewësse Politik musse matdroen. Ech wëll net hir Kompetenz a Fro stellen, mä et ass d'Logik selwer.

De Kär vum Problem ass also deen: Soubal Entwécklungshëllef finanziell Interesse beréiert, gëtt näischt ënnerholl. Kohärenz gëtt et awer net zum Nulltariff. An domadder muss mir eis auseruesetzen, soss si mer net kredibel. Entwécklungspolitik kann a soll sech net op Aarmutbegrenzung begrenzen, si soll derfir suergen, datt Aarmut guer net entsteet. Mä fir datt Aarmut an Ofhängegkeet guer net entstinn - well dat geet Hand an Hand -, muss een d'Fangere vu gewëssene Saachen ewechloosen.

An do wëllt ech en anert Beispill huelen, e konkret Beispill, dat ass ugeschwat ginn, mä ech wollt dat och erëm eng Kéier méi plastesch vläicht duerstellen. Dat ass justement deen Accord de partenariat économique mat de westafrikanesche Länner. Dat ass u sech souzezoen den TTIP vun de Westafrikaner, deen d'EU, natierlech mat Averstännis vu Lëtzebuerg, deene Länner vun der CEDEAO opdrängt. An ech ënnersträchen: opdrängt!

Ech erklären dat och herno, well d'Effentelechkeet hei an Europa an zu Lëtzebuerg muss awer wëssen, wat sech e bëssen do ofspilt. Et ass komplex natierlech, mä a Wierklechkeet ass et einfach nozevollzéien. An da verst vläicht och gewësse Leit, firwat aus Entwécklungslänner Leit hir Heemecht musse verloossen.

Ech erklären lech dat elo graff, wat dësen Accord u sech huet: Also dës Länner mussen hir Mäert opmaachen - net alles natierlech - an enger éischer Phas. Si kënnen en Undeel ausklameren. Dat hu si och gemaach, nämlech déi sensibelst Produkter am Agrarberäich. De Revers vun der Medail ass awer, datt se dofir industriell Produkter net konnten ausklameren an datt hir Industries naissantes elo direkt der europäescher Konkurrenz kënnen ausgesat ginn.

Dräimol dierft Der roden, wat d'Resultat ass! Amplaz, datt dës Länner, déi jo net éiweg Agrarlänner bleiwe sollen, hir opkommend Industrie selwer opbaue kënnen, notament fir hir Rohstoffe transforméieren ze kënnen an net just bei eis ze transportéieren, ze exportéieren, gi se schonn direkt vun der europäescher Konkurrenz natierlech futtigemaach!

Bon, et kann ee schwätzen, do wieren „mesures de sauvegarde“ dran, mä déi ginn einfach net duer. Si kënnen natierlech eng Industrie opbauen, natierlech, mä wann ech gelift mat eiser Industrie! Also, do ass erëm den Ofhängegkeetsprinzip, dee spilt.

An enger zweeter Phas soll dann och eng Liberalisierung vun de Services verhandelt ginn, plus nach esou Theme wéi d'Propriété intellectuelle, Marchés publics an Investitiounsschutz. Wann et dozou kënn, da kënnen sech déi europäesch Entreprisë fräi um afrikanesche Kontinent, an där Géigend op jidde Fall, bedéngen.

Ech hu viru gesot, datt dës Accorden de Länner opdrängt ginn. Dir wäert mir äntwerten: „Dat ass net wouer, well d'Regierung vum dës Länner maache jo mat.“ Bon, et kéint een nach laang diskutéieren iwwer d'Representativitéit vun dës Regierung. Ech ka leider net an d'Detailer goen, well ech einfach keng Zäit hunn, mä graff gesot: Zanter 2003 négociéiert d'EU mat der CEDEAO, der Gemeinschaft vun de westafrikanesche Länner.

Vun deene Länner, et sinn der 15, sinn der dräi, déi net als Pays moins avancés gëllen: den Nigeria, de Ghana an d'Côte d'Ivoire. Déi Pays moins avancés, déi dierfen ouni Droits de douane exportéieren. Déi dräi aner Länner sinn domadder konfrontéiert, datt, wa se keen Accord mat der EU fannen, fir hir Economie progressiv ganz opzemaachen, da verléiere se hiren zollfräien Accès, vun deem hir landwirtschaftlech Produkter profitéieren, an den europäesche Marché!

Dat impressionéiert zwar den Nigeria manner, well dat Land haaptsächlech Pétrol exportéiert, mä d'Ekonomië vum Ghana a vun der Côte d'Ivoire berouen haaptsächlech op dem Export vu Kakao, vu Friichten a vu Kaffi. A wann déi Länner den Accès un den europäesche Maart géife verléieren, da wësse mer ganz genau, wat fir eng Katastroph dat bedeit fir si. An dat gëtt ganz geziilt vun der Kommissioun och ausge-notzt, vun der Europäescher Kommissioun, fir déi ganz Regioun ënner Drock ze setzen. Si huet d'Länner a Westafrika virun d'Wiel gestallt, entweder en APE ze ënnerschreiwen oder nozekucken, wéi hire Projet d'intégration régionale auserneebrécht, well dann déi verschidde Länner jo natierlech net no deeneselwechte Kritäre behandelt ginn.

Et ass nach zu weideren Entwécklung komm, op déi ech elo net zréckkomme kann aus Zäitmangel, mä Dir gesitt ganz kloer, datt d'EU mat ganz komeschen Tricker versicht, dës Länner ze zwängen, hir Mäert opzemaachen. En plus gëtt d'Regioun gespal, wat eben déi regional Integratioun verhënnert.

Fir dese Länner awer e Partenariat schmackhaft ze maachen, gëtt schlussendlech eng Drokuliss opgebaut: Wann Dir dësen Accord net ënnerschreift, da muss mer erëm iwwer den Export vun Äre Produkter diskutéieren! Vogel friss oder stirb!

Et muss een awer och nach eppes anescht wëssen. Ech hu viru gesot, datt d'Landwirtschaft bis elo ausgeklamert gouf, oder d'Produite vun Agrarsecteur ausgeklamert goufen. Mä do gëtt et awer och nach e Problem, well den Däiwel, dee stécht am Detail. Do gëtt et esou eppes wéi d'„standstill clause“. Dat heescht grosso modo, déi seet, datt dës Länner weiderhin en Zoll natierlech op déi Agrarprodukter kënnen ophiewen, mä herno, nom Ofschluss vum Accord, den Taux net méi däerf eropgesat ginn. Dat ass awer néideg, net just, wann op eemol subventionéiert Produkter aus Europa op eng aggressiv Aart a Weis op hir Mäert géife kommen, mä schlussendlech einfach nëmme, fir datt si kënnen d'Entrée kontrolléieren, musse se och kënnen hiren Taux eropsetzen, fir sech kënnen seriö ze schützen.

A schlussendlech muss een och wëssen, datt de Gros vun deene Staten, wéinst der Korruptioun a wéinst mangelnden Infrastrukturen, déi sech net wäerte verbesseren, wa se sech souwisou net entwéckelen, ganz wéineg iwwer steierlech Rentrée verfügen. Den Zoll ass nach eppes, wat plus ou moins fonctionnéiert, quitte datt d'Bakschischen och nach ëmmer do funktionéieren, mä dat mécht scho quasi tëschent 10% an 20% vun hirem Budget aus. Fält deen also ewech, dann hu se immens vill Rentrée, déi ewechfalen, an da kréie se och nach vläicht esou eppes wéi en Zukunftspak, wou se musse a Sozialsystemer schneide goen.

Et muss net zu engem Krich kommen, fir datt d'Mënsche gezwonge ginn, hiert Land ze verloossen. Ekonomesch Perspektivlosegkeet produzéiert Misärsflüchtlingen, keng Wirtschaftsflüchtlingen. Ech wëll dat Wuert net méi héieren! Misärsflüchtlingen. Dat huet net onbedéngt eppes direkt mat Krich ze dinn, mä si musse trotzdem flüchten.

Wa mir eis awer bewosst ginn an unerkennen, datt eise Räichtum, historiesch gesinn, zum groussen Deel un d'Ausbeutung vun anere Kontinenten an der Kolonialzäit gebonnen ass - an déi ass net laang hier, dat ass keng Selbstgeisselung, dat ass eng Realitéit - an datt dat elo nach weiderhin, ënner anere Formen, weidergeet, da muss mer och konsequent sinn, wat d'Flüchtlingen an d'Migratiounsstréim ugeet. An ech mengen, wa Leit aus Afrika heinhinnerkommen, fir Aarbecht ze fannen - dat ass och schonn hei gesot ginn, zu Recht -, ass et an éischer Linn, fir en Deel vun hire verdéngte Suen zréck kënnen an d'Heemecht ze schécken.

Aus deem Grond ass et also falsch, wéi elo och op EU-Niveau beschwat gëtt, mä ech mengen, Lëtzebuerg geet net dës Richtung, datt d'Entwécklungshëllef och un Accords de réadmission géif gebonne ginn, wat gewësse Länner scho maachen. Dat wär einfach falsch u sech. Et muss een d'Geldtransferten nach ënnerstëtzen, well dat ass jo déi richteg Entwécklungshëllef.

Ech gesinn, datt ech erëm natierlech nach vill méi ze soen hätt, mä ech wäert eben derbäi bleiwen. Ech wäert da ganz kuerz vum Burkina Faso awer och nach schwätzen. Ech mengen, dat ass en eklatant Beispill. Dat Land war justement e Land, wat versicht huet, wéi vill aner afrikanesch Länner, net op d'Entwécklungshëllef vum Norden ze waarden, fir sech weider selwer ze entwéckelen. Dat Land huet versicht, sech selwer ze entwéckelen an den 80er Joren. Mä dat ass dem Norde géint de Stréch gaangen, an an deem Fall Frankräich géint de Stréch gaangen.



A mir wësse ganz genau, 1987, de President Thomas Sankara, dee gesot huet: „Mir wëllen net heesche goen. Mir wëllen eis selwer entwéckelen.“, deen ass ermuert gi vu sengem Nofolger, dem Blaise Compaoré, mat der Komplizenschaft vu Paräis! Dat wësse mer ganz genau. Deeselwechte Blaise Compaoré, deen elo duerch en zweete Mouvement social - a Mouvement social: eng Aarbechter- a Bauerebewegung - verdrifwe gouf an exfiltréiert gouf op Paräis! Dofir kann eis Regierung natierlech net; mä et ass einfach fir ze soen.

Et ass einfach, ech wëll et och ennersträchen, datt: A Wierklechkeet, déi Länner, déi waarden net op den Norden! An a Wierklechkeet wëssen d'Bevëlkerungen dohannen, datt mir net do sinn..., datt et zwar gutt Leit, Mënsche ginn, déi hinne wëllen hëllefen, a vläicht och Regierungen, déi versichen, iergendeppes ze maachen, mä a Wierklechkeet gi knallhaart Interesse vun der Industrie vum Norden do verteidegt, a si entwéckele sech net weider. Wa mer dat aneschtens géifen upaken, da bräichte mer déi heiten Diskussioun net méi ze féieren.

Ech soen lech Merci.

► **M. Serge Urbany** (déi Lénk).- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Domat si mer um Enn vun der Diskussioun ukomm. An d'Wuert huet direkt de Minister fir d'Entwécklungszesummenaarbecht.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire*.- Merci, Här President. Merci och un déi Kollegeen a Kolléeginnen, déi et esou laang ausgehalen hunn, dës flott Debatt hei kënne matzemaachen. Ech mengen, dat weist virun allem eis Stärkt an Ennerstëtzung och fir d'Lëtzebuurger Entwécklungspolitik. Dofir e grouse Merci.

E grouse Merci och jiddwerengem fir säi Bäitrag, deen en hei geleescht huet, ech mengen, jiddwereen a senge Positionen. Dat respektéieren ech an ech kommen herno selbstverständlech drop zréck, dass eng Rei Décisiounen ganz einfach e Choix politique sinn, dee gemaach gouf. Zu deene steet een oder zu deene steet een net.

Wat ech fir d'Éischt awer emol wëll festhalen, mengen ech, ass, dass mer eng Debatt haten, wou mer aus dem Kader erauskomm sinn, hei am Prinzip eng Debatt ze hale vu Gutmenschen, déi geschwat hunn. Et geet wäit doruwwer eraus. Ech mengen, mir sinn hautdesdaags an enger Zäit, wou d'Entwécklungspolitik net nëmme Politik vu Gutmenschen ass, mä wou et eng generell Ausrichtung ass, wéi mer an Zukunft probéieren, deenen ze hëllefen, deenen et vläicht net gradesou gutt geet, a probéieren, och hinne d'Mëttel ze ginn, dass se sech kënnen opbauen, och effektiv fir datselwecht ze erreeche respektiv och selwer kënne géint déi verschidden Défien unzegoen. Dat sinn d'Ziler, déi jo am Kader virun allem vun den Objectifs du développement durable vun New York gesat goufen - ech kommen herno dorop zréck -, fir dass déi och kënnen erreecht ginn.

Et muss een och kloer feststellen, mengen ech, dass een heiansdo awer muss oppassen och hei, wa mer schwätze vun Nation Branding. Richtig, ech nennen et net esou, mä ech muss awer soen, dass bei enger Rei Geleeënheeten, wou mer waren, net nëmme deen 1% erausgestreckt ginn ass vun eise RNB, dee mer an d'Entwécklungspolitik stiechen, neen, au contraire: Mir goufe virun allem, mengen ech, fir dat ausgezechent, wat mer mat deem Geld maachen! An dofir konkret, wou mer hëllefen an emol probéieren, all Kéiers zesumme mat deenen eenzelne Länner a mat deenen eenzelne Regiounen probéieren, ze intervenéieren, also en parallèle, wéi dat iwwregens iwwert déi lescht 20 Joer de Fall war.

Dat ass keng Neiheet, dat ass eng Kontinuitéit, déi mer heiranner hunn, a wou mer elo probéieren, gezielt eben déi Mëttel, déi mer asetzen, och esou anzusetzen, wéi se hautdesdaags gebraucht ginn.

Dofir, mengen ech, ass dëst, wat mer wierklech och hei gesot hunn, dës flott Entwécklungspolitik mat engersäits de Moyenen, mä anerersäits och de Programmer, fir et ëmzesetzen, deen ee Volet. An dofir, mengen ech, ass deen Débat an deem Volet, deen elo ëmmer hei erausgezu gouf, dee vun der feelender Kohärenz, déi mer eigentlech dran hätten, an all déi Saachen, déi hannendru sinn, dass mer a falsch Fongen investéieren, en Débat, deen ee soll féieren! Jo, sécher! Mir féieren en all Dag! Mir féieren en all Woch! Mir féieren en all Mount, mat allen Akteuren!

A mir hunn en och an der Présidence probéiert mat allen europäesche Länner ze féieren, andeem mer d'Entwécklungspolitik, d'Entwécklungsausrichtung an déi eenzel Conseilen eraubruecht hunn, fir ze weisen, wat et heescht,

wann een Entwécklungspolitik zesumme mat Energiepolitik mécht. Mir hunn zesumme mat den Innenministere diskutéiert iwwert d'Migratioun, zesummen diskutéiert mat der Agrikultur a mat anere Gremien, och mam Commerce. An nëmme esou kann een ufänken. Et geet net duer, dass ee grouss Deklaratiounen mécht, dass ee grouss Schreiwesse mécht, grouss Artikelen publizéiert. Et geet drëm, dass mer konkret an der Praxis virukommen! An ech mengen, nëmme esou komme mer an der Praxis virun.

Wat déi eenzel Volete betrëfft, déi ugeschwat goufen, ech féieren lech eng Kéier kuerz derduerch, well effektiv ganz vill Reaktiounen waren. Ech probéieren, esou wäit wéi méiglech och et ze erreechen.

Ech wollt fir d'Éischt awer och profitéieren, net dass ech et vergiessen, engersäits dem President vun der zoustänneger Kommissioun wéi all hire Memberen e grouse Merci ze soe fir den Engagement, dee se hunn, och déi Disponibilitéit, déi se permanent hunn. A virun allem, et gouf dacks ugeschwat hei, d'Europäesch Joer fir d'Entwécklungshëllef, Merci och hei eisem Ambassadeur, dee mer speziell dofir haten, dem Ben Fayot, dee sech wierklech och perséinlech agesat huet, dass déi Sensibilisatioun, déi Aktiounen och gelaf si par rapport zu Lëtzebuerg, awer och a ganz Europa.

Dat fir viruszeschécken, dass si, selbstverständlech niewent dem Engagement vu Menge Mataarbechterinnen a Mataarbechter, déi, wéi ech gesot hunn, Dag an Nuecht, Weekender a Weekender a ganz vill Owender geschafft hunn, och wierklech eis virubruecht hunn an eiser ganzer Lëtzebuurger Entwécklungspolitik.

Fir op déi eenzel Punkten anzegoen, mengen ech, ass et richtig, dass een op där enger Säit - ech mengen, dat ass och ganz kloer - op d'mannst kloer muss d'Roll vun der Entwécklungspolitik ennersträchen, déi mer hei maachen. An ech mengen, et ass ganz kloer och hei esou ausgeriicht, dass virun allem och am Beräich vun der Migratioun, deen hei dacks ugeschwat gouf, selbstverständlech d'Entwécklungspolitik keen Instrument ass géint d'Migratiounspolitik. Neen, d'Entwécklungspolitik ass do, fir deene Jonken - a ville State fanne mer virun allem ganz vill Jonker erëm -, fir deene Perspektiven ze bidden, dass se sech an Zukunft kënnen e Liewen opbauen, dass se déi Protection sociale eigentlech selwer an hirem Land kënnen opbauen.

Dat geet nëmme iwwert déi Achsen, déi mer ugeschwat hunn: déi vun der Educatioun, déi vun der Formation professionnelle, déi vun der Opbau vun enger gewëssener Economie dohannen, déi vun Know-how, dee mer eriwirginn iwwer eis Experienze. An ech mengen, esou kann een et erreechen, dass een all deene Jonken, déi wierklech do am Moment ouni Perspektiv dosëtzen, Perspektiven an hire Länner gëtt, fir hinne dann einfach och dee Wuellstand, ganz einfach dat Liewen ze erméiglechen, dat se sichen. Ech mengen, dann ass dat och een Ausleefer dovun an dat huet dann och Répercussionen op déi Migratiounen, déi de Moment enner ganz schwierege Situatiounen stattfannen.

Et gouf och ganz kloer, mengen ech, hei drop higewisen, dass mer op där enger Säit niewent der Entwécklungspolitik och déi humanitär Politik hunn. Ech weess, den Här Kartheiser weist all Joers drop hin, dass mer solle méi massiv nach an d'humanitär Politik investéieren. Dat maache mer och. Mir probéieren et no an no ze glidderen. Mir sinn eigentlech gestige vu 35 Milliounen op 37 Milliounen a wäerten dës Kéier bis zu 39 Milliounen Euro och ausginn. Mir wëssen, dass dat méi wéi ee gefrot ass, dass humanitär Hëllef gebraucht gëtt. Mä ech mengen, dat ass scho richtig, dass dorop higewise gëtt, dass niewent der Entwécklungspolitik virun allem d'Aide humanitaire an Urgencefall ganz wicteg ass, fir och hei kënne relativ schnell ze reagéieren.

An där ganzer Diskussioun, déi hei och gouf, et ass iwwert dee ganze Volet vun dem Respekt vun de Produkter, dee ganze Fair-Trade-Volet eigentlech, deen een hei uschwätzt, mengen ech, do ass richtegerweis gesot ginn, dass ech selbstverständlech net fir den Akaf vu Saache beim Stat zoustänneg si respektiv scho guer net bei de Gemengen. Ech mengen, dat ass jiddwerengem seng Responsabilitéit, déi do muss geholl ginn. D'Regierung ass an engem Streaming, fir dat no an no ze maachen. An och hei muss awer och niewent der Regierung, niewent de Gemenge jiddweree selwer kucken, ob en dat dote wëllt erreechen, wat en eigentlech jiddwerengem hei seet.

Wa mer vu Fair Trade schwätzen, schwätze mer zum Beispill och vu Fair-Trade-Fashion. Ech weess net, ob der vill heibanne sinn, déi Fair-Fashion-Kleeder unhunn. Och déi Kohärenz muss da jiddweree sichen.

(**Interruption**)

Dach, ech weess, dass et och Ennerwäsch gëtt an deem Beräich; dofir soll jiddweree sëtze bleiwen, fir dat net mussen ze weisen.

(**Hilarité**)

Mä Spaass bäsäit, ech mengen, dass dat eleng e Volet ass, wou jiddweree seng Responsabilitéit, jiddweree seng Obligatiounen dozou och huet.

Et gouf ugeschwat de Volet vum TTIP hei. Ech mengen, et ass esou, dass d'Kommissioun de Moment och d'Auswierkung vum TTIP op d'Entwécklungslänner kuckt a mer och do wäerten e Rapport kréie mat deenen eenzelne Beräicher.

Et gouf och drop higewisen, dass et wicteg ass an dass mer sécher... Ech mengen, virun allem d'Madamm Arendt, mä och aner Riedner hu gesot, dass ee sech nei Ziler setzt an déi al Ziler eigentlech, déi al Millennium Goals net erfüllt goufen. Jo, dat ass richtig, mir hu se net ganz erfüllt. Mä wann een awer eng Kéier e puer Zuele kuckt, déi fir mech awer markant sinn, da sinn dat awer wierklech Saachen, wou konkret eppes geschitt ass!

Ech huelen nëmme hei déi kleng Publikatioun, déi gemaach gouf, déi seet: D'Zil Nummer eent war: «diminuer de moitié l'extrême pauvreté et la faim». Jo, 2010 war et schon esou. D'Halschent vun deem Objektiv war schon net nëmme erreecht, mä et war ganz erreecht. 2010 hate mer dat doten Zil erreecht, dass also d'Halschent vun der Pauvreté an der Faim konnt bekämpft ginn.

Dann d'Zil vun «faire de l'éducation primaire universelle une réalité»: 91% vun de Kanner aus de manner entwéckelte Länner ginn de Moment an d'Schoul! Wann dat näischt ass, wat een erreecht huet zënter 1990 bis haut, da weess ech net wat! Eng aner Zuel, déi awer och markant ass: «réduire la mortalité infantile». Jo, et ass esou, dass de Moment duerch dee ganze Progrès an der Santé an an deenen eenzelne Beräicher sechs Milliounen Kanner manner stierwe pro Joer, wéi wa mer dat doten net gemaach hätten! Och dat si markant Zuelen, déi weisen, dass och Ziler, déi ee sech setzt, kënnen erreecht ginn, ouni dobäi op déi 100% ze kommen. Mä et sinn awer Leit, déi...

An dann derniewent dat lescht Beispill vläicht: «assurer un développement écologique et durable». Ongeféier 1,6 Milliarde Leit hunn hautdesdaags zousätzlech Zougank zu Dréckwaasser kritt. Och dat sinn Zuelen, déi awer weisen, dass eppes geschitt! An dofir ass et och wicteg, dass mer ons an Zukunft och ambitiéis Ziler setzen, gewosst, dass een déi Ziler vläicht net ganz erreecht, mä et muss ee sech se setzen, fir och virunzkommen, an och wierklech mat allem Elan dofir da schaffen.

Et gouf hei ugeschwat, dass Lëtzebuerg an deem ganze Volet vun der Transparenz virun allem en Defizit hätt, oder et géif esou ausgesinn. Ech muss soen, hautdesdaags ass et ee Klubbchen, dee seet, dat dote sinn d'Indicateuren, fir dat ze moossen, muer ass et een anere Klubbchen, deen aner Indicateuren hëlt! Ech hu gesot zu Menge Leit: „Mir hu genuch ze maachen. A mir beschäftegen eis net virun allem mat schwéierem administrativem Aarbecht, derniewent och d'ONGen, déi mer forcéieren, verschidden Donnéeë regelméisseg eranzeginn, mä mir kucken, dass um Terrain eppes geschitt.“ An dofir hu mer no an no dat elo gemaach. An zënter dem Juni 2015 vun deem Joer ass et online! Zënter dem Juni 2015 fannt Der op eise Site genau déi dote Parametere, Indicateuren, déi gefrot goufen, erëm. Also do hu mer direkt reagiert par rapport zu deem, wat d'lescht Joer och war.

Dann ass et esou, dass de Volet ugeschwat gouf vun deenen neien Zillänner, déi mer hunn. Ech mengen, och do ass et esou, dass et richtig ass, dass mer wäerten de Vietnam auslaffe loossen, eng Kéier och de Salvador, awer net vun engem Dag op deen aneren, effektiv mat Programmer, déi 2018/2019 wäerten auslaffen.

An et ass richtig, dass mer am Moment zwee konkret Projete mam Myanmar gemaach hunn, fir do engersäits an der Formation professionnelle an anerersäits am Développement rural virunzkommen. Mir wäerte kucken, opgrond vun deenen Experienze d'Entscheidung dann ze huelen. Mä eng vun de villen Entscheedungen ass am Prinzip och gefall, well mer eis Ambassade am Vietnam zougemaach hunn an déi do am Laos wäerten opmaachen an doduerjer och eng besser Konnektivitéit an och eng besser Prise hunn, fir effektiv och am Myanmar kënnen dann duerno konkret virunzschaffen. Mä et soll een elo emol de Bilan maachen opgrond vun deenen zwee Projeten, déi ugelaf sinn.

Dann e Punkt, op deen de Marc Angel agaan ass hei, mengen ech, ass dee ganze Volet vun der Berücksichtigung vun neie Kritären, virun allem och an den Objektiv. Hei ass een,

wou Lëtzebuerg ëmmer ganz staark drop gehalten huet, ech selwer och eben als Sécurité-sociales-Minister, dat ass dee vun der Protection sociale. Ech fannen et ganz wicteg, dass dat eppes ass, wat elo nei agefouert ginn ass an déi nei Objektiv, mä et ass e wictege Punkt, deen een erëmfënnt, well déi sozial Ofsecherung ass am Prinzip alles: Wann ech eng Aarbechtsplaz hunn, ech hunn en Akommes, ech hu Saache fir z'essen, da kann ech mech selwer, meng Famill ernären, dann hunn ech déi Protection sociale opgebaut.

An déi eenzel Systemer, déi mer gesot hunn, déi feelen, d'Systemer vun der Sécurité sociale a vun deene ganze Sozialsystemer, do si mer amgaangen an eenzelne Länner matzehëllefen. Mir hunn eenzel Länner schon, wou mer dës Systemer opgrond vun eisen Experienze an deene Länner opgebaut hunn. A mir wäerten och eis Experienze an eisen Know-how zur Verfügung stellen, fir dat an deenen nächste Joren ze maachen.

De Marc Angel ass och zu Recht drop agaan, dass mer hei alles aus deem Beräich, wat Klima betrëfft, additonell gesinn zu eiser Aide au développement. Jo, dat ass richtig. Dat ass eng Décisioun, déi een esou oder esou ka gesinn. Den Här Kartheiser huet gesot: „Mir geséichen dat mat als an der Aide au développement dran.“ Hien huet och richtegerweis gesot: „Dir kéint effektiv déi Aides aux réfugiés, en Deel, do mat arechnen.“ Mir maachen dat net. Dat ass e Choix politique, dass mer dat net maachen!

Mir soe ganz einfach engersäits, de Volet vum Additionnelle steet am Regierungsprogramm an Aide aux réfugiés ass fir eis e Supplémentaire, wat derbäikënn. A mir gesinn eise Montant fir d'Entwécklungshëllef esou, dass se do ukënnt, wou se gebraucht gëtt, niewent der Entwécklungshëllef och d'Aide humanitaire, dass mer déi Zomm, déi reservéiert ass, och dofir benotzen. Et ass e Choix politique. Dir hutt en anere Choix. Ech akzeptéieren dat, wéi d'lescht Joer schon, mä dat ass eben esou.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Här Minister, erlaabt Der, dass den Här Kartheiser eng Zwëschefro stellt?

► **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire*.- Jo, selbstverständlech. Da kann ech an engem Patt drénken.

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Villmools Merci, Här President. A Merci, Här Minister, datt Der mer déi Geleeënheet gitt, nach eng Fro ze stellen. Hutt Der ausgerechent bei lech am Ministère, wat de Prozentsaz wär, wa mer alles géife mat arechnen, wat mer kéinten arechnen no de Regele vun der DAC, also der D-A-C? Also inklusiv Studenteboursen, inklusiv déi Refugiéshëllef an esou weider? Wat wär also dee reellen - inklusiv Klimasaachen, also am Verglach mam Ausland -, wat wär dee reelle Bäitrag vu Lëtzebuerg, wa mer dat alles géifen esou rechnen, wéi mer et kéinten no den DAC-Regelen? Merci.

► **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire*.- Neen, dat hu mer net gemaach, well dat de Choix net war.

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Kënnst Der et maachen?

► **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire*.- Ech kann et maachen, selbstverständlech kann een et maachen. Oder Dir kënnst et froen, dat ass richtig. Mä de Moment hu mer et net gemaach, well de Choix effektiv een anere war.

Dann de Volet, deen ugeschwat gouf nach vum Gusty Graas, mengen ech. Do waren e puer Themen, déi och hien ugeschwat huet. Jo, et ass richtig, dass een déi eenzel Kommissiounen, d'Commissions de partenariat, déi mer virun allem och hunn, ëmmer erëm hiweist, virun allem och am Débat public, op all déi Voleten, déi drunhänken, déi vu Mënscherechter, déi vum Anhale vu Konditiounen, vu Conditions de travail, etc. Dat maache mer all Kéiers bei den Débats publics, déi virun den eenzelne Commissions de partenariat sinn, esou wéi ech och all Kéiers an deem Moment Rapport maachen.

Hien huet och drop higewisen, dass selbstverständlech ee Volet och deen ass vun de Migratioungelder. Et ass eppes, dat och vum Här Wagner ugeschwat gouf. Et si sécher Gelder, déi zréckkommen an d'Länner selwer. Et muss een awer och ganz kloer soen, dass ee fir dës Migratioungelder - hutt Der gesot - soll kucken, dass een effektiv och bei deene Virementen, bei deenen lwwerweisung geif e System



fannen, dass een do keng Fraisen drop hätt. Dat muss een eng Kéier aushandelen, dat muss een eng Kéier kucken. Mä effektiv ass et esou, dass dat e grouse Volet och kann duerstelle vun der effektiver Hëllef, déi an d'Länner selwer kann zrëckkommen.

Da gouf higewise op sougenannt BNG-Mesuren, vu verschiddene Riedner. Ech muss direkt soen, dass d'BNG-Mesuren hei sécher keng Spuermoosname waren, well mer nämlech näischt aspieren heibäi. Mir ginn nämlech genau sou gutt wéi virun déi Zomm, deen 1%, deen vum RNB festgehalen ass, déi 323 Milliounen oder déi 343 Milliounen, déi ginn an d'Entwécklungspolitik investéiert. Si ginn net verluer, si ginn net agespuert, si gi just e bëssen aneschters verdeelt.

A mir haten eis an zwee Beräicher gesot, dass mer géife kucken, fir eis ze concertéieren, ze concertéiere mat den ONGen iwwert de Cercle des ONG; dat ass eng Kéier: d'Frais administratifs zrëckzeféieren. Ech mengen, och do goufe gewësse Schrëtt openeen zougemaach. An da virun allem ze kucken, dass mer d'Effektivitéit géifen drabrénge an eis Hëllef par rapport zu verschiddene Länner, virun allem zu deene manner entwéckelte Länner, a virun allem och ze kucken, dass een an anere Beräicher virun allem viru géif investéieren an d'Stärkung vun der sozialer Gesellschaft. An do, mengen ech, hu mer eng Léisung fonnt, fir ze kucken, och do ënnerschiddlech Tauxen ze bréngen. Et goug also net drëm, fir ze spueren, et goug drëm, fir ëmzeschichten. An et goug drëm, fir eis och den internationale Kritäre vun der Effektivitéit unzepassen. An dat gouf gemaach.

De Volet, dee mer ugeschwat hunn, ass och dee ganzen Asaz vum Gusty Graas, dee mer hunn, effektiv och d'Zesummenaarbecht mat den Unien. Et ass richtig, mat der Uni Lëtzebuerg ass eng Zesummenaarbecht mat dem Mali gemaach ginn. D'Universitéit vu Lëtzebuerg zesumme mat der Universitéit vu Bamako hunn eng Konventioun ënnerschriwwen, fir och konkret heiru virunzeschaffen. Et ass en Échange, deen hei leeft. An ech mengen, dat ass och e gudder Wee, fir ze kucken, och hei eng Stabilitéit kënnen dranzekréien.

De Claude Adam vun deene Gréngen, mengen ech, huet nach eng Kéier higewisen op dee wichtege Aspekt, deen een effektiv huet, wa mer Entwécklungspolitik maachen, awer dee virun allem ganz dacks ganz fragill ass, well mer ebe virun allem ganz dacks op eemol éierens hikommen, wou d'Demokratieverständnis en anert ass, wou mer Regimmwiesele kréien, wou op eemol erëm Presidenten anstatt 10 Joer 15, 20 Joer wëllen dobleiwen.

Grad dofir investéiere mer a Programmer vun der Gouvernance, fir ze hëlfe, dass mer effektiv och do déi Stabilitéit dranzekréien, fir effektiv och déi richteg Entscheidung a fir Rou ze kréien an eiser Aarbecht. Well ëmmer erëm ginn duerch esou Faiten, wéi mer se elo fir d'Lescht am Burkina Faso haten... a wahrscheinlech riskéieren, an deenen nächste Méint a méi Géigenden ze kréien, well mir hunn an deem ganze Secteur vun Afrika ongeféier 13 Wahlen, déi wäerte kommen! Da kënnst Derlech virstellen, bei all deem, wat bei esou Wahlen ofleef, wat een do fir Gefore ka lafen. Ech hoffen nëmme, dass all déi Wahlen an där néideger Rou kënnen oflafen.

Den Här Kartheiser, mengen ech, ass, bon, wéi d'lescht Joer, ech hat him d'lescht Joer gutt ongelaschert...

(Hilarité)

...an hat eigentlech verstanen - ech mengen, hien huet dat d'Joer widderholl -, dass en net géint d'Entwécklungshëllef an och net géint déi Zomm ass, déi do investéiert gëtt, mä dass e gesot huet, dass d'Parlament seng Roll ze spillen huet, fir d'Regierung ze kontrolléieren, an dass an deem Kader seng Interventiounen ze deite sinn. Ech hunn dat och haut esou gesinn. Ech hunn och gesinn, dass säi Pendant virugeet, wéi en dat gëschter an der Kommissioun gesot huet, an d'Aide humanitaire erëm. An ech mengen, bei de Beispiller, déi genannt goufe vun Indien, vu Brasilien, effektiv, do probéiere mer, virun a Programmer ze investéieren, fir d'Zivillgesellschaft ze stäerken. An ech mengen,

dat ass eise Message, dee mer do ginn, dass mer virun an deene Programmer hëlfe.

Da gouf och zitéiert, dass mer méi PPPe misste maachen. Mir hunn eng Rei un d'Lafe bruecht an deene leschte Joren. Dir hutt se zitéiert selwer mam Cabo Verde, wou mer och Firmaen hunn, déi dohanne sinn, déi engersäits an d'Solartechnik investéieren, déi derniewent awer och an der Biomass elo e Projet wäerte maachen. Mir hunn ähnlech Projekte lafe am Senegal, wou mer dat och probéieren, a mir hu generell probéiert, dass mer eise Secteur privé zesumme mat der Chambre de Commerce probéiert hunn ze sensibiliséieren, och an deene Länner, wou mer Entwécklungspolitik bedriewen, wou mer Kontakter kreéiert hunn, wou mer effektiv och den Terrain gesat hunn, dass effektiv och dës Aarbechte kënnen realiséiert ginn. Mir hu probéiert, eise Secteur privé, eis Entreprises ze encouragéieren, och do ze investéieren.

Iwwert den Engagement am Klimaberäich hat ech scho geschwat.

Den Här Wagner vun déi Lénk ass virun allem agaangen op dee ganze Volet vun der Kohärenz. Ech mengen, ech hat e ganz laangen Exposé a mengem groussen Exposé vun der Kohärenz dran, wéi ech gesinn hunn, an ech hat och virun nach eng Kéier erkläert, wéi mer et gesinn.

An ech mengen, et ass och an deem Volet vun dem Fonds de compensation esou, dass de Fong sech selwer, wéi Der et richtig gesot hutt, eng ethesch Regel ginn huet, dass och all dës eenzel Entreprises, wann iergendwou Doute sinn, kontrolléiert ginn an dann effektiv och markéiert ginn, ob se méi musse kontrolléiert ginn oder manner. Dat gëtt gemaach. An all Kéiers wa mer esou Reklamatiounen, esou Indicatione kruten, da si mer deene Saachen och nogaange respektiv gi mer hinnen nach no. Och hei war de President vum Fong selwer am Comité interministériel, fir eng Kéier e Bilan ze maachen an dorwäert och ze informéieren.

Zum Schluss géif ech vläicht drop hiweisen, mengen ech, dass mer sécher eigentlech fonnt

hunn, dass mer eng flott Debatt hei haten, wou mer alleguerten op d'Wichtigkeet higewisen hu vun der Entwécklungshëllef. Ech mengen, och de Montant a sech, och wann d'Ausrichtung heiansdo diskutéiert gouf, gouf net direkt a Fro gestallt. Ech soe Merci fir dee flotten Débat a wollt awer och drun erënneren, dass mer deen net kënnen maachen eleng als Regierung, eleng als Parlament, mä dass mer dofir all eis ONGe brauchen, vill bénévolé Leit, déi Sue sammelen, fir eppes ze maachen, vill Leit, déi bénévolé op den Terrain ginn, ganz dacks ënner schwieerege, geféierleche Konditiounen.

An derniewent, mengen ech, muss een och drun erënneren, dass mer am ganze Secteur awer bal 400 Aarbechtsplazen hunn, déi och do sinn, fir effektiv dëse Secteur fonctionnéieren ze dinn an eis Politik, eis Entwécklungspolitik no baussen ze droen.

An deem Sënn Merci fir dee flotten Débat! An ech freeë mech op dat nächst Joer.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Une voix.** - Mir och!

(Hilarité)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Och dem Kooperatiounsminister villmools Merci.

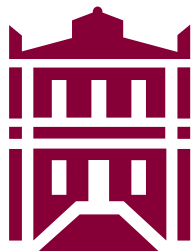
Domat wäere mer um Enn vun eisen Aarbechte vun den Owend ukomm.

12. Ordre du jour (suite)

Rendez-vous muer de Mëtten um zwou Auer. Als éischte Punkt hu mer dann déi Question urgente N°1570 vum Här Kox iwwer Tihange, no Ofsprooch mat deenen zoustännege Ministere, an da geet et weider mat de Motiounen a mat de Projet-de-loien.

Villmools Merci fir déi grouss Disziplin! An haut e besonnesch staarke Wunsch: Kommt gutt heem!

(Fin de la séance publique à 19.29 heures)



Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

2. Question urgente n°1570 de M. Henri Kox relative au redémarrage des réacteurs belges de Tihange et Doel

- M. Henri Kox - Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé

3. Motion de M. Serge Urbany invitant le Gouvernement à s'opposer au Conseil européen à toute démarche menant vers une implémentation de l'accord économique et commercial global (AECG), tant que les dispositions RDIE contenues actuellement dans cet accord sont maintenues

Motion de M. David Wagner relative à l'initiation ou au soutien de toute démarche envers la Commission humanitaire d'établissement des faits dans le but d'ouvrir une enquête indépendante concernant le bombardement d'un hôpital MSF à Kunduz en Afghanistan

Motion de M. Marc Angel relative à la persécution internationale de minorités ethniques ou religieuses au Moyen-Orient

- Motion modifiée de M. Serge Urbany

- Exposé: M. Serge Urbany

- Discussion générale: M. Serge Wilmes, M. Marc Angel, M. Gusty Graas, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser

- Vote sur la motion modifiée de M. Serge Urbany (adoptée)

- Motion modifiée de M. David Wagner

- Exposé: M. David Wagner

- Discussion générale: M. Serge Wilmes, M. Marc Angel, M. Gusty Graas, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser

- Vote sur la motion modifiée de M. David Wagner (adoptée)

- Motion de M. Marc Angel

- Exposé: M. Marc Angel

- Discussion générale: M. Laurent Mosar, M. Eugène Berger, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser, M. David Wagner

- Vote sur la motion de M. Marc Angel (adoptée)

4. 6542 - Projet de loi portant introduction d'une subvention de loyer et modifiant:

a) la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement;

b) la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti;

c) la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées

- Rapport de la Commission du Logement: M. Guy Arendt

- Discussion générale: M. Marc Lies, M. Yves Cruchten, M. Roberto Traversini, M. Gast Gibéryen, M. David Wagner

- Prise de position du Gouvernement: M. Marc Hansen, Secrétaire d'État au Logement

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

5. 6783 - Projet de loi relatif à certaines utilisations autorisées des œuvres orphelines

- Rapport de la Commission de l'Économie: M. Claude Haagen

- Discussion générale: M. Félix Eischen, M. André Bauler, M. Gérard Anzia, M. Serge Urbany

- Prise de position du Gouvernement: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

6. 6456 - Projet de loi sur le secteur des assurances

- Rapport de la Commission des Finances et du Budget: Mme Joëlle Elvinger

- Discussion générale: M. Michel Wolter, M. Franz Fayot, Mme Viviane Loschetter, M. Roy Reding

- Prise de position du Gouvernement: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

7. 6826 - Projet de loi portant

1) approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Principauté d'Andorre tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et du Protocole y relatif, signés à Luxembourg, le 2 juin 2014;

2) approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Croatie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et du Protocole y relatif, signés à Luxembourg, le 20 juin 2014;

- 3) approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République d'Estonie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et du Protocole y relatif, signés à Bruxelles, le 7 juillet 2014;
 - 4) approbation de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Singapour tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et du Protocole y relatif, signés à Washington DC, le 9 octobre 2013;
 - 5) approbation du Protocole, signé à Abou Dhabi, le 26 octobre 2014, modifiant la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et les Émirats Arabes Unis tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et du Protocole y relatif, signés à Dubaï, le 20 novembre 2005;
 - 6) approbation du quatrième Avenant, signé à Paris, le 5 septembre 2014, à la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la France tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune signée à Paris le 1er avril 1958 modifiée par un Avenant signé à Paris le 8 septembre 1970, par un Avenant signé à Luxembourg le 24 novembre 2006 et par un Avenant signé à Paris, le 3 juin 2009;
 - 7) approbation du Protocole et l'échange de lettres y relatif, signés à Luxembourg, le 27 mai 2014, modifiant la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et l'Irlande tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Luxembourg, le 14 janvier 1972;
 - 8) approbation du Protocole et du Protocole additionnel, signés à Luxembourg, le 20 juin 2014, modifiant la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Lituanie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et du Protocole y relatif, signés à Bruxelles, le 22 novembre 2004;
 - 9) approbation du Protocole, signé à Bruxelles, le 28 janvier 2014, modifiant la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Maurice tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et du Protocole, signés à Luxembourg, le 15 février 1995;
 - 10) approbation du Protocole et l'échange de lettres y relatif, signés à Bruxelles, le 8 juillet 2014, modifiant la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République tunisienne tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Luxembourg, le 27 mars 1996
- Rapport de la Commission des Finances et du Budget: Mme Joëlle Elvinger
 - Discussion générale: M. Gilles Roth, M. Franz Fayot, Mme Viviane Loschetter, M. Roy Reding
 - Prise de position du Gouvernement: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
- Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; M. Pierre Gramegna, Mmes Lydia Mutsch et Carole Dieschbourg, Ministres; M. Marc Hansen, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 14.01 heures)

1. Ouverture de la séance publique

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ech maachen d'Sézung op a froe fir d'Eischt: Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

Neen, dat ass net de Fall. Merci.

Dann, wéi gëschter ofgemaach, huele mer als Eischt déi Fro vum Henri Kox iwwert den imminente Redémarrage vun de belschen Atomreaktere vun Tihange an Doel. De Froesteller, den Här Kox, huet fënnf Minutten an d'Regierung, an dësem Fall d'Gesondheitsministesch, huet der zéng. Dir hutt d'Wuert, Här Kox.

2. Question urgente n°1570 de M. Henri Kox relative au redémarrage des réacteurs belges de Tihange et Doel

► **M. Henri Kox (déi gréng).** - Merci, Här President, fir d'Méiglechkeet ze hunn, déi Fro hei ze stellen. Ech wäert déi zéng Minutten oder déi fënnf Minutten net brauchen. Gëschter ass an der belscher Press ze liese gewiescht, dass d'Agence fédérale de contrôle nucléaire, zoustänneg fir de Sûretéskontroll an der Belsch, erëm de Feu vert ginn huet, fir Tihange 2 an Doel 3 erëm kënnen un d'Netz ze maachen, dëst nodeems - esou d'Ausso, déi um Internet-site vun der Agence nozeliesen ass -, e Contrôle vun deenen zwee Reakteren gemaach ginn ass.

Et gouf awer och eng Question parlementaire oder aner Froen, déi hei an der Chamber och scho gestallt gi sinn, och enner alleguerten den Deputéierten, mengen ech, well dat e Konsens ass, dass mer wëllten hunn, dass mer, éischens, an Virfeld informéiert ginn iwwer all eenzel Etappen, déi an der Belsch virgefall sinn. Zweetens d'Fro och, ob Der effektiv dann an d'Bild gesat gi sidd.

A wann ech dat elo esou kucken, wat um Internet nozeliesen ass - Electrabel, wat u sech de Bedreiwter ass vun deenen zwee Reakteren -, hu se jo och eng Rei Etüde gemaach an och ofgeléiert. An d'Agence huet eben de Feu vert elo gëschter ugekënnegt, soudass an den nächste Wochen oder Méint, well e Redémarrage dach eng gewëssen Zäit wäert brauchen, bis d'Reakteren erëm um Netz sinn.

Dofir meng Fro: Ass eng Méiglechkeet vun der Lëtzebuurger Sait, fir do nach ze intervenéieren an inwiefern eis Leit, eis Experten do kënnen nach intervenéieren, fir dass och déi beschte Sécherheet ka garantéiert ginn, wann éieren déi Reakteren definitiv erëm un d'Netz sollte goen? Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci and dem Här Kox. An d'Gesondheitsministesch, d'Madamm Lydia Mutsch, ass ennerwee. Dir hutt d'Wuert, Madamm Mutsch.

► **Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé.** - Merci, Här President. Wéi den honorabelen Här Kox hei schonn ugedeit huet, si mir effektiv gëschter Moien offiziell doriwuer a Kenntnis gesat ginn am Kader vun engem bestoenden Accord bilatéral, dass eng Décisioun virläit, fir d'Reakteren Doel 2 an Tihange 3 erëm ulafen ze loossen.

Et handelt sech dobäi ëm déi zwee Reakteren, déi iwwer länger Zäit stëllstoungen, well am

Reakterdruckbehälter, dat sinn d'Cuven, Materialfeeler entdeckt gi waren, fir genau erauszefannen, ëm wat et sech dobäi handelt a wéi et ëm d'Festegkeet vun deene Cuvé bestallt wier a wéi déi eventuell Fissuren, déi gefaart gi waren, kéinten en Afloss op d'Reakteresécherheet hunn, waren intensiv Analyse vusäite vun der Agence fédérale gemaach ginn, wou och auslännesch Experte mat erugezu gi waren.

Dir wësst, dass déi belsch Sait eis an der Vergaangenheet ëmmer erëm verséichert huet, dass se déi Analyse géife seriö maachen a sech och d'Décisioun net géif liicht maachen an dass natierlech d'Sécherheet als ieweschst Prioritéit géif gëllen. A mir wëlle bestëmmt net déi Accords bilatéraux a Fro stellen, déi mer mat hinnen hunn, well do awer eng Rei vun elementaren Informationsflëss doduerch kënnen stattfannen.

Mir kënnen awer zu dësem Zäitpunkt absolut net ofschätzen, awéiwäit déi dote Mesuren novollzéierbar sinn a virun allem wéi zolidd déi Sécherheitsanalyse sinn, op déi sech dës Décisioun baséiert. Fait ass, dass eenzel Resultater, déi iwwert dat lescht Joer public gi sinn, well do hu mer jo ëfters Échangen doriwuer gehat, ëmmer erëm nei Froen opgeworf hunn, op déi mer weder eng eindeuteg Äntwert kritt hunn, nach eendeitig Konklusione konnten zéien. Dat heescht, et war fir eis net méiglech, fir eng definitiv Positioun do ze huelen an domadder och eise Point de vue am Detail ze aktéieren.

Dat war och ee vun de Grënn, firwat schonn am Dezember, am September, Pardon, gefrot gi war, fir eng zousätzlech Entrevue op diplomateschem Plang ze kréien, déi awer leider net zustane konnt kommen, wat mir absolut bedauern, well mir méi wéi insistéiert hunn an awer kee positive Feedback dofir kritt hunn.

Ech veroden lech also kee Geheimnis, wann ech lech haut soen, dass déi Entscheidung, déi mer gëschter Moien offiziell matgedeelt kritt hunn, net an eise Sënn ass! Definitiv ass de Risiko, hei gëtt oft vu Reschrisiko geschwat, duerch déi rezent Décisioun net méi kleng ginn an d'Fro sinn net all beäntwert ginn.

Dee Risiko, deen et bei den Atomzentralen ëmmer gëtt an ëmmer wäert ginn, ass och den Haaptgrond vun engem parteiwwergräifende Konsens, dee mir hei zu Lëtzebuerg hunn an deen am Fong an der Grondausso dorop erausleef, dass mir dës Technologie mat allen Argumenter, déi mer dorunner knäppen, ofleenen!

All Ongereimtheete bei de Sécherheitsbestimmungen vun esou engem wichtege Baudeel wéi dem Reakterdruckbehälter, wat elo eben an der Diskussioun an deene vergaangene Méint war, erhéicht ganz einfach de Risiko, och wa mer musse korrekterweis agestoen, dass deen Échange, dee mer hunn, déi Accords bilatéraux, déi existéieren - wat nach laang net téscht alle Länner de Fall ass! -, eng relativ seriö Sécherheitskultur opgestallt huet an awer de Risiko als relativ kleng am Moment kann definiert ginn.

Mir bliwen awer dobäi, och op Regierungsniveau, dass mer müssen am Gespréich bliwen an dass mer an deenen nächste Wochen a Méint vis-à-vis vun de belschen Autoritéiten eis Meinung an eis Suerge méi verständlech a méi daitlech mussen duerleeren.

Dat bréngt mech dozou, Här Chamberspräsident, an dat wier meng lescht Ausso, dass mer elo wëllen op de Wee goen, fir déi Elemen-

ter, déi mer an eisen Aen nach net an ausräichendem Mooss virleien hunn, am Detail ze analyséieren, och déi Argumenter ze präieren, déi zu där doter Décisioun gefouert hunn. A wa mer dës Evaluatioun gemaach hunn, wëlle mer och als Regierung doriwuer decidéieren, wéi eng weider Schrëtt mer wëllen huelen, sief et op diplomateschem oder op juristeschem Wee.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och der Gesondheitsministesch. A mer géifen dann elo zum nächste Punkt iwwergoen, der Presentatioun an der Diskussioun vun dräi Motiounen, déi an der Chamber abruecht gi sinn an an der zoustänneger aussepolitischer Kommissioun diskutéiert gi sinn, a wou zu alle Motiounen en Accord an der Kommissioun konnt fonnt ginn.

Mir géifen ufänke mat der Motioun, déi vum Serge Urbany abruecht ginn ass an de CETA-Handelsofkommes téschent der EU a Kanada betrëfft. Den Här Urbany huet direkt d'Wuert. A fir déi, déi sech nach wëlle bei deene verschiddene Motiounen aschreien: Et ass elo nach Zäit. Här Urbany, Dir hutt d'Wuert.

3. Motion de M. Serge Urbany invitant le Gouvernement à s'opposer au Conseil européen à toute démarche menant vers une implémentation de l'accord économique et commercial global (AECG), tant que les dispositions RDIE contenues actuellement dans cet accord sont maintenues

Motion de M. David Wagner relative à l'initiation ou au soutien de toute démarche envers la Commission humanitaire d'établissement des faits dans le but d'ouvrir une enquête indépendante concernant le bombardement d'un hôpital MSF à Kunduz en Afghanistan

Motion de M. Marc Angel relative à la persécution internationale de minorités ethniques ou religieuses au Moyen-Orient

Motion de M. Serge Urbany

Motion modifiée

La Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg,

considérant

1) que l'accord économique et commercial global (AECG), ou Comprehensive Economic and Trade Agreement (CETA), entre le Canada et l'Union européenne a été finalisé le 26 septembre 2014 lors du sommet bilatéral d'Ottawa;

2) que l'AECG, tel que finalisé le 26 septembre 2014, contient des dispositions sur un règlement des différends entre investisseurs et États (RDIE) proposant un recours à des tribunaux privés en cas de conflit entre une entreprise privée et un État;

3) que l'opposition à tout accord de libre-échange contenant de tels règlements ou bien susceptibles de diminuer la protection sociale, la protection de l'environnement et celle des consommateurs s'accroît partout dans le monde, en Europe et au Luxembourg (cf. manifestation de 16 organisations et plates-formes le samedi, 10 octobre à Luxembourg-ville);

4) que l'Assemblée nationale, dans sa résolution du 23 novembre 2014 («petite loi», en annexe) en relation avec l'AECG entre l'Union européenne et le Canada, s'oppose (entre autres) «à tout mécanisme d'arbitrage des différends entre les États et les investisseurs et demande, en conséquence, la révision substantielle des chapitres 10 et 33 sur la protection des investissements»;

5) que même le Parlement européen, dans sa résolution du 8 juillet 2015 contenant les recommandations concernant les négociations du partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (PTCI / dit «TTIP»), demande à la Commission européenne de «remplacer le système RDIE par un nouveau système de règlement des litiges entre investisseurs et États, soumis aux principes et contrôle démocratiques, où les affaires éventuelles seront traitées dans la transparence par des juges professionnels indépendants, nommés par les pouvoirs publics, en audience publique, et qui comportera un mécanisme d'appel, dispositif qui garantira la cohérence des décisions de justice et le respect de la compétence des juridictions de l'Union européenne et de ses États membres et qui évitera que les objectifs de politique publique soient compromis par des intérêts privés»;

6) que la Commission européenne a adopté le 16 septembre 2015 une proposition concernant un nouveau système transparent de RDIE qui devrait remplacer le mécanisme actuel de RDIE tel que celui contenu dans l'AECG, pour toutes les négociations de l'UE;

7) qu'il existe des liens étroits entre l'AECG et les négociations PTCI;

8) qu'indépendamment des attitudes divergentes sur la question s'il faut remplacer les mécanismes RDIE par d'autres mécanismes plus transparents, il est nullement souhaitable que les dispositions sur le RDIE contenues dans l'AECG puissent entrer en vigueur telle que prévues dans cet accord;

invite le Gouvernement à

- s'opposer au Conseil à toute démarche menant vers l'implémentation de l'accord économique et commercial global (AECG), tant que les dispositions RDIE contenues actuellement dans cet accord sont maintenues.

(s.) Serge Urbany, Claude Adam, Marc Angel, Gusty Graas, Fernand Kartheiser, Laurent Mosar.

Exposé

► **M. Serge Urbany (déi Lénk), auteur.** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, mer begreissen als déi Lénk deen unanimen Accord, dee konnt fonnt ginn zwëschen de Fraktiounen an de verschiddene Sensibilitäten an der Chamber op deem Text vun eiser Motioun, déi mer viru Kuerzem hei erabruecht hunn iwwert den Accord CETA.

Et war eis wichteg, déi Zoustëmmung hei ze kréien, well mer fannen, dass et wichteg ass, dass en Zeeche gesat gëtt, en Zeechen, dass d'Parlament sech amësch, andeems et den europäesche Regierungen an der Europäescher



Kommissioun a puncto Handelsaccorden, déi jo fir ganz vill Diskussiounen de Moment dobauszuergeren, rout Linnen opweist.

Wou déi rout Linnen opgezeechent ginn, do ginn d'Meenungen heibannen natierlech ausereen. Mir hu se an eiser Motioun opgezeechent do, wou mer eis eens sinn. An dat ass do, wou am Accord mat Kanada, dee jo schonn ënnerschriwwen ass, awer nach net ratifizéiert ginn ass, déi Bestëmmungen iwwert d'Interventioun vu private Schiedsgerichter drastinn, déi jo ee vun de grouse Kritikpunkte ware vun enger wuessender weltwäiter Opposition beim TTIP-Vertrag mat den USA, engem Vertrag, dee jo nach, wéi mer wëssen, an der Négociatioun ass.

D'Europaparlament huet beim TTIP verlaangt, dass déi privat Schiedsgerichter, déi virgesi waren, an déi, wéi gesot, am CETA-Vertrag drastinn, duerch ëffentlech Gerichter mat Appellméiglechkeet ersat ginn. D'Europäesch Kommissioun huet doropshin am September eng Proposition an deem Sënn virgeluecht.

Et ass eis dofir absolutt primordial, dass an dëser Situatioun d'Chamber d'Regierung opfuert, kee weidere Schrëtt a Richtung Ëmsetzung vun deem CETA-Vertrag mat Kanada, wéi gesot, ze ënnerhuelen, soulaang déi aktuell Bestëmmungen iwwert déi privat Schiedsgerichter an deem CETA-Vertrag drableiwen, deen awer signéiert ass, deen nach muss ratifizéiert ginn.

Dat ass fir eis, éischstens, absolutt noutwendeg, dass dat geschitt, déi Démarche do. An zweetens si mer och der Meenung, dass dat awer den absolute Minimum ass, dee mer mussen hei errechen!

Well wann een dee breede Widerstand kuckt bei de Leit dobaussen, souwuel géint de CETA-wéi géint den TTIP-Vertrag mat den USA, an der Populatioun - mir wëssen, wéi vill Milliounen Ënnerschrëften a ganz Europa gesammelt gi si géint déi Verträge -, wann ee kuckt, wéi vill Organisatiounen sech zu Lëtzebuerg versammelt hu ronderëm d'Fuerderung „Stop CETA“ an „Stop TTIP“, Gewerkschaften, Umweltorganisatiounen, Verbraucherorganisatiounen, Bauernorganisatiounen an déi viru Kuerzem an der Stad eng Manifestatioun haten, déi fir Lëtzebuerger Verhältnissen ganz grouss war, da misste mer eigentlech haut, Dir Dammen an Dir Hären, eng Motioun stëmmen, an där mer géifen déi Fuerderung opgräifen a soen „Stop CETA“ a „Stop TTIP“.

Well et ass eiser Meenung no inakzeptabel, dass demokratesch Entscheedungen vun de Parlamentarier, Gesetzer, solle kënnen viru Gerichter attackéiert ginn, deenen hir Uerteeler dann - vu multinationale Gesellschaften wuelverstanen attackéiert ginn! -, deenen hir Uerteeler dann exécutoire sinn, wann et sech ëm Gesetzer handelt, ëm Gesetzer, déi, wéi gesot gëtt an deene Verträge, direkt oder indirekt op eng Expropriatioun vun Investissementen erauslafen.

An esou eng indirekt Expropriatioun kéint zum Beispill virleien, wann eng Lizenz zrëckgezou gëtt, fir Naturräichtümer an engem Land ze exploitéieren, zum Beispill, wann e Land den Atomstopp géif decidéieren. Mir haten d'Beispill an Däitschland, wou däitsch ëffentlech Instanzen ugeklot gi si vum Vattenfall-Konzern am Zesammenhang mat där Décisioun, op Frist d'Atomenergie zrëckzufueren, oder wann e Land zum Beispill decidéiert, d'Publicitéit fir Zigaretten ze verbidden.

Alles dat kann interpretéiert ginn als en indirekten Investitiounsobstakel. Zwar behaupt d'Kommissioun, d'Recht vun de Staaten, fir Gesetzer ze maachen, géif doduerch net affektiert ginn. Wann een awer déi Bestëmmung liest, da gesäit een, dass déi immens vag sinn an interpretéiert kënnen ginn, esou oder esou.

Déi ganz Diskussioun ass eis och wichteg, well et net nëmme just ëm eng Saach geet zwëschen Nordamerika a Europa, mä well am Fong geholl och d'Absicht awer e bëssen derhannert ass - och vun der Europäescher Kommissioun, muss ee soen, déi do eng ganz aktiv Roll spillt -, fir e Standard ze setzen an Handelsmatiären, dee weltwäit soll zur Norm ginn. A mir leenen eng Visioun of, wou iwwerall op der Welt géifen international Konzern gëint State juristesche virgoen an hirer legislativer an administrativer Funktioun.

Fir op eis Motioun zrëckzekommen: Déi Proposition, déi d'Europäesch Kommissioun am September virgeluecht huet - och, muss ee soen, ënner dem ëffentlechen Drock -, geet eis zwar nach net wäit genuch, mä si ass zumindest eng kleng Verbesserung géintwärtig vun deem, wat virdu virgesi war. Déi nei Proposi-

tioun gesäit jo ëffentlech Tribunaler vir mat professioneller Riichter. Si gesäit méi Transparenz vir a si gesäit och eng Procédure de recours, eng Appellméiglechkeet vir.

Et schéngt eis ondenkbar ze sinn, dass mer elo géife CETA ëmsetzen, mat deenen ale private Schiedsgerichter dran, an am TTIP soll frësch diskutéiert ginn, an d'Kommissioun selwer leet eng Proposition vir, fir déi privat Schiedsgerichter duerch ëffentlech Gerichter ze ersetzen. Dat schéngt eis net verrietbar ze sinn, déi zwou verschidde Bestëmmungen oprechtzëhalen.

Dat ass eng Fro vu Kohärenz a mir géifen och e geféierleche Präzedenzfall do schafen, well mer och der Meenung sinn, dass et nach net eriwier ass mat där Diskussioun, dass d'amerikanesch Regierung och nach weiderhi wäert drop drängen, hir Opfaassung vu private Schiedsgerichter do dran ze kréien. An d'Kommissioun war jo och schonn emol eng Kéier d'accord domadder.

Duerfir, mengen ech, ass et wichteg, dass eist Parlament hei och de Mëtteg kloer e Signal an déi entgéintgesate Richtung setzt!

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Urbany. An éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Serge Wilmes.

Discussion générale

► **M. Serge Wilmes (CSV).** - Merci, Här Präsident. Léif Kolleginnen a Kollegen, d'CSV ënnerstëtzt déi Motioun, déi vum Serge Urbany déposéiert ginn ass. Mir sinn och der Meenung, dass et net ka sinn, dass an deem Traité, obwuel e schonn ënnerschriwwen ass, déi Bestëmmung drastoe bleift, dat privat Schiedsgerichter kënnen eben déi Streitfäll klären tëschen Investoren op där enger Säit an dem Stat op där anerer Säit, an et effektiv och net kohärent ass, wéi Der richteg gesot hutt elo virdu, dass awer am TTIP dann eng aner Propos um Dësch läit, déi mer begrëissen, wou een awer och muss vigilant bleiwen, dass se net awer erëm eng Kéier wäert vum Dësch verschwannen.

Bon, ech mengen, de President vun der Kommissioun, deen hat nach virun engem Joer, wéi en nach Kandidat war, fir President ze ginn, selwer gesot zu Stroosbuerg am Parlament, dass fir hien et net géif a Fro kommen, dass géife parallel a geheim Juridictionen entstoen duerch déi doten Traitéen, dass mer een Espace de droit wären, dee sech soll applizéieren, dass souwuel eben an Amerika wéi bei eis, virun allem, eis Traditioun sech och soll applizéieren. Dat misst respektéiert ginn!

Dofir ass et also wichteg, dass mer dat am A behalen an allgemeng eben den TTIP och weiderhi kontrovers hei diskutéieren, awer net nëmme den TTIP, well do gëtt et nach en aneren Traité, nämlech den TiSA, dee jo och ganz wichteg ass, virun allem fir Lëtzebuerg och, wou et ëm Servicer geet. Mir si jo eng Engonomie, déi haaptsächlech vun de Servicer jo och bestëmmt gëtt. An iwwert deen hu mer bis elo nach net wierklech grouss diskutéiert, och net hei an der Chamber. Dat ass awer eiser Meenung ganz wichteg, virun allem well et do eng aner Situatioun ass, well do d'Europäesch Parlament jo awer wierklech d'Soen huet, do kënnen se matbestëmmen, dat muss do ratifizéiert ginn, matbestëmmt gi vum Europäesche Parlament.

Mä et ass awer net nëmme wichteg, dass d'Europäesch Parlament, dass eis Europadeputéierten dat diskutéieren, mä och mir als Deputéierten an den nationale Parlamenten sollen eis Meenung dozou soen an och effektiv soen, wat fir en TiSA mer gären hätten, wat mer net gären hätten, déi rout Linnen, déi fir eis gëllen, an déi dann och dem Europaparlament an eisen Europadeputéierte mat op de Wee ginn.

Dofir bleift et och an dësem Kader fir eis wichteg ze soen, net nëmme den TTIP an de CETA, mä och den TiSA am A ze behalen, deen hei och emol ëffentlech an der Chamberskommissioun ze diskutéieren.

Wéi gesot, nach eng Kéier, mir ginn den Accord mat deene Remarquen, déi ech gemaach hunn, zu dëser Motioun. Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Wilmes. An d'Wuert huet elo direkt de Marc Angel.

► **M. Marc Angel (LSAP).** - Merci, Här Präsident. Léif Kolleginnen a Kollegen, als President vun der aussepolitichescher Kommissioun sinn ech frou, dass mer haut déi Motioun hei virleien hu vun déi Lénk iwwer CETA. Ech hat mech engagéiert, dass mer géife permanent an dëser Chamber déi grouss Traitéen iwwer Fräihandel, déi d'EU ageet, suivéieren. Mir haten Hearingen heibannen.

A wat den TiSA ubelaangt, wat den Här Serge Wilmes elo grad ugeschwat huet, wäerte mer ufanks Dezember eng aussepolitichescher Kommissioun hunn, zesumme mat der Finanzkommissioun, wou den TiSA um Ordre du jour steet. An de Minister Asselborn huet sech jo och engagéiert, ëmmer bei eis ze kommen, wann eppes Neies ass. An ech mengen, dee Suivi maache mer.

Wat elo déi Resolutioun (veuillez lire: Motioun) hei ubelaangt, sinn ech frou, dass mer et an der Kommissioun fäerdegbruecht hunn, Unanimitéit ze kréien. An ech wëll elo och als LSAP-Spriecher der Lénker Merci soen, dass se den 13. Oktober déi Motioun hei erabruecht hunn, well et am Fong genau dat nämlech ass, wat d'LSAP den 18. September an engem Pressecommuniqué mam Titel „Fortschritte beim Investitionsschutz, CETA muss jetzt nachverhandelt werden.“ geschriwwen huet.

Dat war dee Moment, mir ware schockéiert, wéi d'Europaparlament, ënner dem Drock vun déi Lénk, déi gréng an de Sozialdemokraten an awer virun allem vun der europäescher Bevëlkerung, et fäerdegbruecht huet, dass den ISDS, den Investitionsschutz an deene private Schiedsstellen - ech nennen dat net Schiedsgerichter, well dat ware keng Gerichter, dat ware Schiedsstellen -, eben elo duerch déi ëffentlech Gerichter ersat gëtt; ech mengen, do ware mer schockéiert, dass d'Kommissärin gesot huet: CETA kann net noverhandelt ginn.

Ech sinn awer frou, dass se elo och noginn huet, d'Kommissärin Malmström. An engem Gespréich, wéi se zu Berlin war beim Bundeswirtschaftsminister Gabriel, ass dat ganz kloer erauskomm, dass elo de CETA soll do verhandelt ginn op deene Punkte vum Investitionsschutz. Dat ass eng gutt Saach an dofir fannen ech et gutt, dass mer hei eng Motioun maachen, wou mer d'Regierung opruffen, am Conseil och sech dofir anzusetzen.

Well, wéi mer et an eise Communiqué geschriwwen hunn, wa mer de CETA net géifen änneren, da kéint dat fir grouss amerikanesch Entrepreneuren eng Hannerdier sinn, fir iwwert TTIP eraus eben elo do sech Avantagen ze procuréieren. Dat wëlle mer net! An dofir, mengen ech, ass dat hei eng gutt Motioun.

An ech ginn domadder och den Accord vun der LSAP a soe Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Angel. An d'Wuert huet direkt den Här Gusty Graas.

► **M. Gusty Graas (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen och dem Kolleg René Urbany Merci fir déi...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - René?

► **M. Gusty Graas (DP).** - Ech gesinn, ech sinn an enger anerer Zäit, entschëllegt.

(Hilarité)

Esou bréngt een et fäerdeg, bei enger kuerzer Interventioun trotzdeem op sech opmierksam ze maachen.

(Hilarité)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Voilà, voilà. Ech mengen, den...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Zemoos, wann et mat Absicht geschitt ass.

► **M. Gusty Graas (DP).** - Genau, genau. Ech hu schonn eppes bei lech geléiert, jo.

Bon, wéi gesot, déi Diskussioun vun haut léisst dann awer eng Parallell zu der Diskussioun iwwert den TTIP erkennen, déi mer hei jo och den 8. Juli gefouert haten. Et geet jo u sech ëm deeslewechte Punkt. Ech mengen, den Här Urbany huet jo hei richteg duerchblécke gelooss, dass et eng gewësse Gemeinsamkeet gëtt an der Opposition vläicht zu deenen eenzelnen Accorden, mä dass déi Gemeinsamkeet natierlech limitéiert ass.

Ech wëll och hei nach eng Kéier am Numm vun der Demokratescher Partei ënnersträchen, dass mir a priori eis natierlech net géint esou Accorden opposéieren. Ech mengen, et muss een ëmmer eng realistesch Approche hunn. Et muss ee wëssen, dass esou Accorden natierlech awer och kënnen mutuellement zu ekonomesche Virdeeler sech entwéckelen. Wat natierlech fir eis awer evident ass, dat ass, dass mer net d'äerfe Standards, sozial Standards, Umweltstandarde vun der Europäescher Unioun bradéieren.

Ech wëll och nach eng Kéier hei ënnersträchen, dass net méi spéit wéi virgëscher ënner der Lëtzebuerger Présidence duerch de Mond vum Statsminister Xavier Bettel zu Bréissel nach eng Kéier kloer ënnerstrach ginn ass, dass TTIP net ënner alle Forme kann akzeptéiert ginn. Dat wäert mat Sécherheet och fir déi aner Accorde gëllen.

An et ass evident, dass mer och, wat CETA ubelaangt, mussen ganz vigilant sinn natierlech, deen ënnerschriwwen ass, mä wou et awer virun allem ëm ee wesentleche Punkt geet: Dat sinn dann déi berühmt-berüchtigt privat Schiedsstellen. Ech mengen, als Vertrieder vun enger Partei, déi besonnesch d'Valeure vun engem Rechtsstat ëmmer héichhält an ëmmer verteidegt, ass et ondenkbar, dat u sech Juridictionen kënnen hei vu privater Säit ausgefouert ginn. Fir eis ass et ganz kloer an engem Rechtsstat, dass wa Litigen entstinn, dass déi ëmmer nëmme vun engem ëffentlech-rechtliche Charakter kënnen exekutéiert ginn an och diskutéiert ginn. Dowéinst, wéi gesot, ass et evident, dass mir och hei hannert där Motioun natierlech stinn.

Ech wëll och drun erënneren, dass entre-temps Frankräich an Däitschland sech negativ ausgeschwat hunn. An et muss een och drop hiweisen, dass d'Madamm Malmström jo awer och gewëssen Overture gemaach huet. Et läit och elo eng Propos vir - ech kommen erëm kuerz op den TTIP ze schwätzen -, wat do, wéi gesot, déi Schiedsstellen ubelaangt, déi natierlech a verschidde Kreesser nach net wäit genuch ginn. Mä ech mengen, et ass awer trotzdeem schonn e kloert Zeeche gesat, dass d'Erkenntnis sech an Niveau vun der Europäescher Kommissioun duerchgesat huet, dass mer et op kee Fall kënnen op de Wee vun de private Schiedsstelle goen.

Dowéinst ass et evident, dass d'Demokratesch Partei sech och de Moment opposéiert zu deem, wat um Niveau vum CETA elo geplangt ass, dee leider, wéi gesot, schonn ënnerschriwwen ass. Mä mir hoffen awer, dass wéi gesot, do nach kann e Redressement kommen.

Ech begrëissen iwwerengs och d'Unanimitéit - ech ginn dovun aus - vun där Motioun, déi hei zur Öfstëmmung steet. Dat ass e gutt Zeechen, wat hei vun der Lëtzebuerger Chamber gesat gëtt, dass mer eis zumindest an engem wesentleche Punkt eens sinn. An, wéi gesot, nach eng Kéier, et muss een dat hei ganz kloer ënnersträchen: Et geet hei ëm Rechtsstaatlechkeet an dofir si mir hei opgefouert, fir eis ëmmer erëm fir déi Prinzipien anzusetzen. An deem Sënn, wéi gesot, ginn ech dann och d'Zoustëmmung vun der Demokratescher Partei.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Graas. An den nächste Riedner ass de Claude Adam.

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Merci, Här President. Ech soen dem Auteur vun där Motioun dann och Merci fir seng Initiativ. A wéi jiddweree freeën ech mech och am Numm vun der grénger Fraktioun iwwert déi grouss Unanimitéit. „Gross Unanimitéit“ ass och e flotten Ausdruck; unanime ass unanime.

► **Une voix.** - Hehe!

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Ech stelle just fest aus menger Zäit selwer an aus der Opposition: Wann een eng Motioun erabrëngt, déi vu jiddwerengem ugeholl gëtt, als Oppositionspartei, da riskéiert een, dass gesot gëtt: „Si ass superfétatoire, mer brauche se net ze stëmmen.“ Ech sinn da frou, dass dat hei net de Fall ass, well ech wierklech der Meenung sinn, wéi och meng Virriedner: Et ass gutt, dass mir als Lëtzebuerger Parlament dat soen, wat hei an där Motioun steet, nämlech dass mer mat där...

Ob mer se elo Schiedsgerichter oder Schiedsstellen nennen, wéi de Marc Angel se nennt, et ass effektiv esou, dass mer am TTIP net domat d'accord sinn an dass mer am TTIP festgestallt hunn, dass mer de Begrëff erauskritt hunn. Ob dat, wat elo amplaz kënn, déi lescht Weisheet ass, do sinn ech och genauesou kritesch wéi d'Kollege vun déi Lénk. Mä ëmmerhin: Et ass e Fortschritt, wat do leeft. A mir geséichen et dann als absolute Réckschritt, wann een dat an dem CETA-Kontrakt géif festhalen.

Et ass natierlech net einfach. D'Verhandlung se fäerdeg. Mä ëmmerhin: Bei der Ratifikatioun misst een déi Méiglechkeet gesinn. A mir sinn dann och frou, dass d'Kommissärin Bereitschaft weist, fir dat ëmzënnern. Mir mengen, et ass eng Noutwendegkeet. Duerfir bréngen ech den Accord vun der grénger Fraktioun zu dëser Motioun an ech si wierklech och frou, dass mer dat alleguerten d'selwecht gesinn.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Adam. An den nächste Riedner ass den Här Fernand Kartheiser.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Jo, villmools Merci, Här President. Och vun eis aus e Merci un den Här Urbany, fir dat den déi Initiativ hei geholl hat. Mir haten als ADR scho ganz fréi gesot an der Diskussioun iwwert den TTIP, dass mer eis net kënnen virstellen, dass an en-



gem Verhältnis vu Staten, déi allen zwee - also d'Etat vun der Europäescher Unioin an d'USA op där anerer Säit - en héich entwéckelten an am Prinzip zuverlässige Justizsystem hunn, datt et do Mechanisme kéint ginn, déi laanscht d'Justiz géife funktionnéieren.

Dofir ass dat hei e richteg Schrëtt. An datt mer dat bei Kanada och probéieren, ass eben och eng richig Konsequenz. Allgemeng muss mer awer soen, datt déi „Investor-state dispute settlements“ net allgemeng falsch sinn. Och d'Lëtzebuurger Entreprises benotze se an engem ganz groussen Ausmooss. Dat muss mer wëssen.

Et gëtt Situatiounen, wou entweder aus privatrechtliche Grënn oder einfach well mer et mat Staten ze dinn hunn, oder eis Entrepreneuren et mat Staten ze dinn hunn, wou se net all néideg Garantien fannen, datt se dann nach esou Mechanisme brauchen. Mir müssen also kucken, wa mer déi heite Sujeten diskutéieren, datt dat, wat mat TTIP oder mat CETA eventuell richteg ass, datt dat awer net fir eis Entrepreneuren an all Kontext richteg ass.

An et wier gutt, wa mer den Dialog mat den Entrepreneuren an hire Verrieder géife sichen, fir ofzeklären, wou mer op de Wee vun onofhängege Schiedsgerichter kënne goen, wéi dat elo am TTIP envisagéiert ass, oder wou nach aus anere Grënn ISDS-Mechanismen musse viru bestoen, well et am beschten Interessi vun der Saach ass. Also keng allgemeng Veruerteelung, mä dat heiten ass sécher e richteg Schrëtt am Kontext vum TTIP a vun CETA.

Eng lescht Bemierkung. Ech sinn nach ëmmer e bëssen duerjereen, wann ech probéieren ze verstoen, wéi d'Positioun vun eise gréng Kolllegen ass. Et ass nach ëmmer esou, datt eis gréng Partei am Europaparlament sech géint den TTIP ausschwätzt an datt eis gréng Partei hei an der Chamber genau de Contraire vertritt a fir den TTIP antrëtt an och dat hei matstëmmt an den Négociatiounen. Et wär sécher gutt, wann déi Regierungspartei eis eng kéier géif kloer soen, firwat se asteet: am Europaparlament fir dat eent an hei fir de Contraire.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci.

Bei dëser Motioun ginn ech net dervun aus, dass d'Regierung wëllt dozou Stellung bezéien, well an enger gemeinsamer Reunioin mam Ausseminister d'Kommissioun de 27. Oktober déi dräi Motiounen diskutéiert huet a se och den Accord, d'ënnerstëtzt vum Minister hunn.

Vote sur la motion modifiée de M. Serge Urbany

An ech géif da froen: Ass d'Chamber d'accord, dass mer par main levée iwwert déi heite Motioun ofstëmme? Ech hu keen Dissens héieren an de Stellungnamen.

Sidd Der domat d'accord?

(Assentiment)

Majo, da géif ech lech froen: Wien ass fir d'Motioun?

Ech géif mengen, dat ware se all, mä awer fir d'Sécherheet: Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Unanimitéit. Dann ass déi Motioun...

(Interruption)

Also ass déi Motioun mat grousser Unanimitéit ugeholl.

Mir géifen dann zu der zweeter Motioun iwwergoen. Et ass d'Motioun vum Här David Wagner iwwert de Loftgrëff vun engem Médecins-Sans-Frontières-Spidol zu Kundus. Den Här Wagner huet direkt d'Wuert.

Motion de M. David Wagner

Motion modifiée

La Chambre des Députés,

considérant

- que le centre de traumatologie de Médecins Sans Frontières à Kunduz était la seule structure hospitalière de ce type dans le Nord-est de l'Afghanistan capable d'offrir des soins médicaux et chirurgicaux essentiels;

- que, le 3 octobre 2015, cet hôpital a subi les bombardements des forces aériennes de la Coalition;

- que ce bombardement a provoqué la mort de douze membres du personnel de MSP et de dix patients, dont trois enfants, et a blessé 37 personnes, parmi lesquelles 19 membres de l'équipe MSP;

- que dans le cadre des Conventions de Genève, les hôpitaux situés en zone de conflit sont à considérer comme des zones protégées;

- que dans le cadre du droit international, cette attaque pourrait constituer un crime de guerre;

- que l'indépendance d'une enquête ne saurait être garantie en étant menée par une des parties au conflit;

- que, conformément à l'article 90 du Premier Protocole additionnel de 1977 aux Conventions de Genève de 1949, le droit international prévoit un mécanisme d'enquête indépendant prévu pour de telles situations, à savoir la Commission internationale humanitaire d'établissement des faits (CIHEF);

- que le Luxembourg est un État membre de la Commission internationale humanitaire d'établissement des faits depuis le 12 mai 1993;

- qu'en tant qu'État membre de ladite Commission, le Luxembourg pourrait saisir la Commission internationale d'établissement des faits,

invite le Gouvernement à

- soutenir toute démarche envers la Commission internationale d'établissement des faits dans le but d'ouvrir une enquête indépendante.

(s.) David Wagner, Claude Adam, Marc Angel, Gusty Graas, Laurent Mosar.

Exposé

► **M. David Wagner (déi Lénk), auteur.** - Merci, Här President. Zäitgläich wéi och mäi Sensibilitätskolleg, de Serge Urbany,...

(Hilarité)

Empfindlechkeet. Ech weess net, wéi een eis betitele soll. Mir sinn dat och! Mir sinn dat och!

...hat ech och eng Motioun eraginn, déi mam Bombardement vu Médecins Sans Frontières zu Kundus an Afghanistan zesammenhängt.

Dës Motioun iwwerhëlt u sech d'Revendicatioun och vu Médecins Sans Frontières International. Also, et ass jo net esou, wéi wa mir an der Lénk der iergendeppes erfionnt hätten.

Mir hunn dës Motioun déposéiert. Mir haten d'Geleeënheet, se kuerz hei am Plenum ze presentéieren. Si ass verwise ginn an d'aussepolitisch Kommissioun, an och deeselwechten Dag, wou d'CETA-Motioun diskutéiert gouf an och nach dem Här Mosar seng Motioun, déi mer herno och nach wäerten diskutéieren. A Präsenz vum Ausseminister Jean Asselborn gouf decidéiert, bal unanimement, mengen ech... Bis op eng aner Empfindlechkeet, déi dat net, mengen ech, ënnerstëtzt huet, hu mer decidéiert, dës Motioun mat e puer Ännerungen, op Virschlag vum Här Asselborn, awer Ännerungen, déi korrekt waren, déi souguer korrektiv waren, unzehuelen. An elo sti mer hei, fir dës Motioun ze diskutéieren an, ech ginn dovunner aus, och unzehuelen.

Wéi Der wësst, huet den 3. Oktober 2015 d'Koalitioun e Spidol vu Médecins Sans Frontières zu Kundus bombardéiert. Dat huet eng Dosis Doudeger vum Personal vu Médecins Sans Frontières provoziert. Zéng Patiente si gestuerwen. Dorënner waren och dräi Kanner. An et sinn nach 37 Blesséierter gewiescht. An dorënner och 19 Membre vu Médecins Sans Frontières.

Dat huet natierlech weltwäit fir e grouss Schock gesuergt, ënner anerem och beim Personal vu Médecins Sans Frontières, an och hei zu Lëtzebuerg beim Personal vu Médecins Sans Frontières, och bei Leit selwer, déi mer vläicht och nach kennen, déi och an déi Géigend schaffe ginn an déi haut nach drun denken, datt si och hätte kennen ënnert deenen Doudege sinn.

Dat war natierlech e Schock, well et muss ee wëssen, datt dës Spidol dat eenzegt ass an der Géigend, iwwerhaapt an där Krichsregioun, wou nach ganz hefteg Kämpf stattfannen tëschent den Taliban an den alliierte Forcen, doudatt do weiderhin immens vill Doudeger sinn. Deen Dag selwer, mengen ech, waren ongeféier 200 Urgencen an deem Spidol selwer, well do ass hefteg gekämpft ginn. Zënter 2011 ass dat Spidol do. An et hu 15.000 Operatiounen do stattfont. An 68.000 Patiente sinn do an Urgence traitéiert ginn. Zënterdeem ass an där Géigend kee Spidol méi, fir déi Leit ze traitéieren.

Mir wëssen all, datt d'Genfer Konventiounen justement virgesinn, datt d'Spideeler eng gewësse Protektioun am Krichsfall... Et ass ëmmer e bësse komesch, wann ee vu Krich schwätzt an an engem och vu Regeln, déi awer trotzdem de Krich e bësse méi human gestalten. Mä glécklecherweis gëtt et dat weinstens. Mir wëssen all, datt d'Spideeler protegéiert sinn. An all Partien an där Géigend haten dat Spidol jo och unerkannt an deem Sënn. Dat heescht, u sech misst déi doten Attack als e Crime de guerre laut Genfer Konventiounen ugesi ginn.

De 6. Oktober, dräi Deeg no der Attack, hunn d'Amerikaner - well et geet jo ëm si, an deem Fall hu si d'Bombardement gemaach - gesot, dat wier eng Erreur gewiescht. An der Tëschenzäit, virun zwou Wochen, ass en interne Bericht vu Médecins Sans Frontières gemaach ginn, dee ganz kloer beweist, also laut deem Bericht

op jidde Fall, datt et kee Feeler war, datt do scho prezis eppes geschitt ass.

Et gëtt innerhalb vun de Genfer Konventiounen e Mechanismus, deen et erlaabt, eng onofhängeg Enquête kënnen ze maachen, fir kënnen ze etabléieren, ob e Crime de guerre stattfont huet. Deen ass am Protocole additionnel vu '77 instauréiert ginn. Dat ass déi Commission internationale humanitaire d'établissement des faits. Lëtzebuerg ass do Member zënter '93.

Si ass quasi ni agesat ginn. Si ass an der Tëschenzäit aktivéiert ginn. Also, dat ass aktivéiert ginn, nodeems déi heite Motioun geschriwwen gouf. An déi soll dat eben etabléieren. Well natierlech wësse mer, datt parallel d'Amerikaner - de Senat an den USA - eng Enquête maachen. Vläch gëtt déi Enquête och korrekt gemaach, dovunner kann ee vläch ausgoen, oder vläch och net, mä et ass eben einfach net normal, datt den Täter iwwer sech selwer enquêtéiert.

Bis elo hunn d'Amerikaner nach net zougesot, well si müssen nach zousoen. Dofir riff déi heite Motioun op, datt Lëtzebuerg all Démarche am Kader vun där Commission d'établissement des faits ënnerstëtzt.

Ech wëll ganz kloerstellen, datt et net nëmme ëm d'Amerikaner geet. Et ass e geféierleche Präzedenzfall. Et betrëfft all Muecht, déi esou eppes mécht. Mä et ass e Präzedenzfall, dee geféierlech ass. A grad wann et eng Groussmuecht ass, d'USA, et kann och Russland sinn oder eng aner Groussmuecht, da muss dat international Recht, mengen ech, souguer ëmsou méi funktionnéieren, fir justement esou Saache kënnen ze verhënnern. Soss ka Médecins Sans Frontières apaken a soss kënnen nach déi humanitär Méiglechkeeten iwwerhaapt net funktionnéieren.

Dee Krich an Afghanistan dauert schon zënter 15 Joer, zënter dem 11. September. Et war eng Konsequenz vum 11. September 2001. Dee gesäit keen Enn. An ech mengen, och en Deel vun der Bevëlkerung ënnerstëtzt weiderhin d'Taliban. An esou Aktiounen droe leider och dozou bäi. Ech mengen, an dësen Zäiten därefer mer dat net vergiessen.

Ech soen lech awer Merci fir d'Zesummenaarbecht an der Kommissioun an och fir d'ënnerstëtzt vum dëser Motioun.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Urbany. D'Wuert huet dann direkt den Här..

► **Une voix.** - Här Wagner!

► **Une autre voix.** - Et war den Här Wagner!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Jo, dat ass Är Schold.

(Hilarité)

Merci, och dem Här Wagner. An den Här Serge Wilmes huet dann elo direkt d'Wuert zu engem ganz eeschten Thema.

Discussion générale

► **M. Serge Wilmes (CSV).** - Merci, Här President. Jo, mir soen och dem David Wagner Merci fir déi Initiativ, déi hie gemaach huet, fir déi Motioun hei ze déposéieren, déi mir jo diskutéiert hunn och an der aussepolitescher Kommissioun. A mir soen och direkt, datt mer déi Motioun hei natierlech matdroen.

Firwat? Well et ass fir eis ganz kloer: Dat, wat geschitt ass do an Afghanistan, dat veruertele mer op dat Schäerfst, well dat kann net sinn, datt eben esou Saache geschéien, datt Spideeler, datt onschëlleg Leit hei stierwen. Egal wien dat gemaach huet, dat hutt Der richteg gesot, egal wien dat ass, dat kann net sinn. An zweetens, well et fir eis wicteg ass, datt effektiv erausfonnt gëtt ganz genau, wéi et dozou komm ass. An do si mir och der Meenung, datt mussen déi Dispositiounen applizéiert ginn, déi am internationalen Recht dofir virgesi sinn. A wann et schon eng Méiglechkeet gëtt, fir eben international Enquêtékommisssiounen anzesetzen, fir deem Ganzen op de Fong ze goen, da soll een dat och notzen, well soss muss mer och d'Fro stellen, firwat iwwerhaapt esou international Traitée gutt sinn, déi jo awer ënnerschriwwen gi si vun alleguerten deene Länner.

An dofir menge mer, datt hei an dësem Fall ganz kloer esou eng Enquêtékommisssioun, déi international eben onofhängeg ass, soll agesat ginn, fir kënnen erausfannen, wat genee do gelaf ass. An dat ass och, wéi richteg gesot ginn ass, am Sënn... Et misst och am Sënn vun Amerika sinn, fir kloer erausfannen, wat do schifgelaf ass, och wa jo do schon Ageständnisse komm sinn, mä op där anerer Säit awer erëm versicht gëtt, dat erëm aneschter ze dréien. Fir do einfach fir Kloerheet ze surgen, muss do eng Enquêtékommisssioun sinn.

Et gëtt jo och aner Situatiounen, wou dat de Fall ass. Mir denken och un dee Fliger vu Ma-

laysia Airlines, deen iwwert der Ukrain erfogeschoss ginn ass, wou jo och eng Enquêtékommisssioun agesat ginn ass, eng international, fir erausfannen... Et wär do jo och komesch gewiescht, wann et herno russesch Separatiste gewiescht wären oder Russland, déi déi Enquête gemaach hätten. Där Fäll gëtt et nach anerer. Dofir, an engem Sënn vu Kohärenz an eben an engem Sënn vun Oplklärung a fir datt kënne weiderhin Spideeler an humanitär Organisatiounen och hir Aarbecht maachen, an esou wictege Regiounen, ënnerstëtze mer dat. An et misst och am Sënn si vun deenen, déi dat gemaach hunn. Dofir eisen Accord zu dëser Motioun.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Wilmes. An d'Wuert huet den Här Marc Angel.

► **M. Marc Angel (LSAP).** - Jo, Här President. Net méi spéit wéi gëschter hate mer hei eng Debatt iwwert d'Entwécklungszesummenaarbecht an d'ONGen, a besonnesch esou eng grouss a wictege Partner fir Lëtzebuerg. A mir schätzen hir Aarbecht. An dofir condemnéiert natierlech och d'LSAP déi Geschehnisse vum 3. Oktober am Afghanistan, wou dat Bombardement stattfont huet a wou ganz vill Leit gestuerwe sinn: Fleegepersonal a Patienten, Kanner, Fraen, a wou och vill Blesséierter sinn.

Och mir begrëssen et, dass eng onofhängeg Enquête ka gemaach ginn. Ech wëll awer elo net dem amerikanesche Senat oder dem Kongress ënnerstellen, dass déi d'office keng objektiv Rapporte kéinte fäerdegbréngen. Si maachen natierlech hire Rapport. Mä ech fannen et ganz gutt - d'Afghane wäerten och e Rapport maachen -, mä ech fannen et awer ganz gutt, dass och déi Kommissioun vun dem Etablissement des faits do zesummekënn, wou mir jo säit 1993 Member sinn, an dass eis Regierung déi Démarche soll ënnerstëtzen. Dat ass eng ganz gutt Saach! An dofir hu mer als LSAP hei och zougesot.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Angel. An d'Wuert huet direkt den Här Eugène Berger.

(Interruption)

Neen, den Här Eugène Berger hunn ech hei stoen.

► **M. Eugène Berger (DP).** - Neen, den Här Graas ass fir déi heite Motioun zoustänneg, Här President.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ah? Jo, dann ass e Changement de programme komm, oder? Dann den Här...

(Brouhaha)

Dann den Här Eugène Berger, deen a Wierklechkeet Graas heescht.

(Hilarité)

► **M. Gusty Graas (DP).** - Merci, Här President. Ech mengen, den 3. Oktober 2015 war ouni Zweifel e ganz grausamen Dag mat engem schrecklechen Drama. Wann eng Klinik an enger Konfliktregioun bombardéiert gëtt mat esou villen Affer, dann ass dat ganz, ganz schlemm! Ëmsou méi déi Klinik och nach vun MSF, enger héich unerkannter humanitärer Organisatioun, exploitéiert a bedriwwen gëtt. Duerfir ass et fir eis evident, datt mussen natierlech awer all d'Hannergrenn analyséiert ginn, wéi et konnt zu deem Drama do kommen.

Mir begrëssen och, datt hei och eng onofhängeg Enquête soll gemaach ginn. Dat ass eppes, wat ganz evident ass. Mir weisen och drop hin, datt et jo och eng legal Basis gëtt, fir, wéi gesot, esou eng Enquêtékommisssioun anzesetzen. Dat muss och an deem Sënn geschéien, wéi gesot, onofhängeg och vun der Natur vun den Auteuren. Dat huet guer näischt domadder ze dinn.

An deem Sënn, wéi gesot, sti mir och ganz hannert där Motioun hei, begrësse se a ginn och eisen Accord.

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Graas. An d'Wuert huet dann direkt den Här Claude Adam.

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Merci, Här President. Mir gesinn an där Motioun hei och en Hommage u Médecins Sans Frontières. Ech mengen, an der Motioun steet, datt et dat eenzegt Spidol an Nordostafghanistan war. A mer kënnen eis alleguerten virstellen, wéi schwéier et ass, ënner esou Konditiounen ze schaffen a wéi schwéier et och ass, fir Leit ze fannen, déi bereet sinn, do hiren Engagement humanitaire ze vollbréngen.



Émsou méi schlëmm ass et - ech mengen, all Krichsaffer sinn ze bedauern -, mä émsou méi schlëmm ass et eben, wa grad just esou eng Struktur, déi dann och nach geschützt ass duerch d'Genfer Konventioun, wann et esou eng Institution trifft a wann dann esou vill Doudeger do ze bekloer sinn.

Duerfir si mer der Meinung effektiv, dass ee misst eng effentlech Opklärung maachen. Mir ënnerstëtzen déi Motioun hei. Mir sinn och der Meinung, dass et riskéiert, ee Präzedenzfall ze ginn, wa mer dat net géife fuerderen. An et muss eis egal sinn, ob d'Groussmuecht Amerika, China oder Russland heescht.

Ech wëll awer just - ech huelen un, dass et e Verspreecher war - den Här Wagner drop hiweisen, dass den Afghanistan-Krich an eisen Aen net 2001 ugefaangen huet, mä schon eng laang Zäit virdrun. Ech mengen, fir d'Éischt hate mer schon 1979 d'Mudjahedin, déi, zesumme mat den USA, géint deemools déi kommunistesch Regierung gekämpft hunn. Duerno hate mer nach e Biergerkrich an dunn eréischt, 2001, ass effektiv dann eigentlech d'Fortsetzung vun deem ganz laange Krich, dee mer do haten. Ech wollt dat just nach eng Kéier richtegstellen.

A selbstverständlech bréngen ech den Accord vun der grénger Fraktioun zu der Motioun.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Adam. An d'Wuert huet direkt de Fernand Kartheiser.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Villmools Merci, Här President. Och e ganz hærzeleche Merci un den Här Wagner fir déi Motioun, déi en eis hei presentéiert huet. An och e Merci un den Här Adam, dass et rappeliert huet, dass dee Krich leider scho vill méi laang dauert. An en huet just vläicht vergiess nach ze soen, dass mer jo am Ufank vun den 80er Joren eng sowjetesch Invasioun an Afghanistan haten, déi deemools d'Welt un de Bord vum Krich bruecht huet! Dat war leider esou.

A mir sinn natierlech och frou, dass et Regele gëtt, ius in bello, déi eigentlech de Krich, esou inhuman en ass, awer solle probéieren, e bëssen ze régléieren. Hei ass e ganz seriösen Incident geschitt. Mir waren an der Kommissioun mat där Formulierung, déi den David Wagner ursprénglech proposéiert hat, net d'accord, well an deem ursprénglechen Text stoung, dass wär e Krichsverbrieche gewiescht an duerno ass eng Enquête gefrot ginn. Mir hate gesot, wann dat géif éformuléiert ginn, kéinte mer d'accord sinn. A mir si frou feststellen, dass elo am Text steet, dass dat hei kéint e Krichsverbrieche gewiescht sinn an dass muss eng Enquête gemaach ginn. An där Formulierung kënnen mir an der ADR nëmmen eis deem Text uschlëssen an e matdroen.

Mir sinn och voller Vertrauen, dass d'Amerikaner hir eegen Enquête wäerte maachen. Dat verhënnert net, dass nach op anere Plazen international Gremie sech och wellen eng Meinung bilden. A mir schlëssen eis och ganz gär deene positive Wiederer, déi hei fonnt goufen, fir den Asaz vu Médecins Sans Frontières an deem Konflikt ze luwelen. Ech mengen, dass kann een ni genuch maachen. Si bréngen ville Leit Hëllef an Trouscht an enger Situatioun, wou dat batter néideg ass!

Fir eis als ADR kënnen mer dat heite matdroen a mir soen dem Här Wagner Merci fir d'Initiativ.

Vote sur la motion modifiée de M. David Wagner

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Kartheiser. An datselwecht géillt hei, déi Motioun ass an der Kommissioun, a Präsenz vum Ausseminister, diskutéiert ginn an och ugeholl ginn, soudass ech d'Fro un d'Chamber wollt stellen, ob mer à main levée kënnen ofstëmmen oder ob de Vote électronique gefrot ass.

► **Plusieurs voix.** - Main levée!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Main levée. D'accord.

Da géif ech bieden, déi, déi derfir sinn, d'Hänn ze hiewen.

Dergéint?

Enthalungen?

D'Motioun ass unanime ugeholl.

Da géife mer zu der nächster Motioun iwwer- goen, déi vum Laurent Mosar (veuillez lire: vum Marc Angel a sengem Numm an am Numm vum Laurent Mosar) deponéiert gouf a sech ëm d'Verfolgung vun ethneschen a reliése Minoritéiten dreift. De Coauteur an de President vun der Kommissioun si sech eens

ginn, dass de President se presentéiert an de Coauteur den éischten Orateur ass. Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

Motion de M. Marc Angel

Exposé

► **M. Marc Angel (LSAP), coauteur.** - Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, uganks September ass de Laurent Mosar bei mech komm, a menger Qualitéit als President vun der aussepolitichescher Kommissioun, mat engem Text iwwert d'Verfolgung vu reliése Minoritéiten am Irak an a Syrien. An do ass et haaptsächlech ëm déi chrëschtlech Minoritéite gaangen. En huet deen Text ofginn an en huet gesot, d'Fraktiounen an d'Sensibilités politiques sollen un deem Text schaffen. Dat ass och geschitt.

Ech hat mat de Kolleeg vum de Majoritéitsparteieng Géigepropos gemaach, fir deen Text e bësse méi opzemaachen, well parallel zu deem Moment, wou de Laurent Mosar den Text geschriwwen huet, war zu Paräis eng international Konferenz, wou et ëm d'Victimme vun der ethnescher Gewalt an och reliése Gewalt gong an och ëm d'Verfolgung am Moyen-Orient. An do ass net nëmme vu Chrëschte geschwat ginn a Jesiden, esou wéi d'CSV dat an hirem éischten Text hat, mä do ass et och ëm d'Kurden, d'Turkmenen an nach eng ganz Rei anerer gaangen an och ëmmer geschriwwen ginn „et autres“, fir dass kee vergiess gëtt, dass mer also, egal a wéi enger Relioun en ass, do géint d'Verfolgung sinn.

D'Majoritéitsparteieng hunn, wéi gesot, do en Text gemaach. Dunn hate mer deen an der Kommissioun mam Ausseminister a mir waren eis bal op allem eens. An dunn huet d'CSV awer nach e puer Punkte bruecht. E wichtige Punkt war deen, dass e Rapport erauskomm ass vun „Human Rights Watch“ 2015, wou déi grav Situation vun richteger Sklaverei vu jesidesche Fraen a Meedercher dra condemnéiert ginn ass. A mir hunn et wichtig fonnt, dass dat natierlech dann och an eis Motioun era géif kommen. An d'CSV huet eis gefrot, och den Taliban hir barbaresch Crimme mat eranzebréngen vis-à-vis vun Hazara a vun och anerem an Afghanistan.

Mir hunn dat du gemaach an ech si ganz frou, dass mer eis konnten eenegen op en Text, deen ech lech ganz kuerz wëllt virstellen. Mir soen als Chamber, mir wellen d'Pluralitéit, déi reliéis, déi ethnesch an déi kulturell Pluralitéit schützen a mir soen, dass ass e wichtegt kulturell Gutt, wat e gemeinsam Gutt ass. Mir huelen Akt vun där Konferenz zu Paräis, wou ech elo grad gesot hunn, wou et ëm d'Victimme geet a wou gesot gëtt, dass d'Verfolgung, d'Entféierung, d'Vergewaltung, d'Expulsiounen an d'Exekutiounen... A bei der Exekutioun brauch ech jo net ze soen, op wéi eng barbaresch Aart a Weis déi meeschtens vun Daech an och vun den Talibanen gemaach gëtt.

Da kënt deen Artikel vun „Human Rights Watch“ iwwert déi jesidesch Fraen a Meedercher, vun deenen hirer Versklavung. Dann hu mer och drop opmierksam gemaach, dass déi lescht Statistike vun de Vereenten Natiounen constatéieren, dass a Syrien an am Irak déi chrëschtlech Communautéiten drastesch erfoginn. Mir rappeliere och, dass mer als Europäer einfach wellen all Politiséierung vun der Relioun rejetéieren. An ech mengen, als Europäer wësse mer jo aus der Vergaangenheet, zu wat dat gefouert huet!

Mir rappeliere och déi universell Mën- scherechtserklärung, Artikel 18 „Liberté de pensée, de conscience et de religion“, gradesou wéi den Artikel 19 vun der Convention européenne vun de Mënsherechter vun 1950 iwwert d'„Liberté de pensée, de conscience et de religion“.

Mir condemnéieren all Verfolgung vu Männer a Fraen opgrond vun hirer Ethnie a vun hirer Relioun op der ganzer Welt. A mir sinn och iwwerzeegt, dass d'EU, duerch déi humanistesche Wäerter, op déi se opgebaut ass, eng besonnesch Responsabilitéit huet, fir déi reliéis Minoritéiten am Moyen-Orient ze schützen an och fir sech permanent anzesetze fir d'Pluralitéit an d'Diversitéit am Moyen-Orient.

An dofir invitéiere mer als Chamber d'Regierung, déi Fro vun der Verfolgung vun allen ethneschen a reliése Minoritéiten ëmmer prioritär an der Aussepolitik och ze behandelen. Zweetens invitéiere mer d'Regierung - a wat de Minister jo gesot huet, dass en dat och géif maachen -, weiderhin déi Persécution vun all deene Minoritéite regelméissig op den Ordre du jour vun deenen europäeschen an internationalen Instanzen ze bréngen, wann do Konferenz sinn; weiderhi fir d'Liberté religieuse a philosophique réelle a pratiqué sech anzesetzen an och proaktiv ze sinn, fir den Dialog vun de Kulturen an de Reliounen an och all regional Initiativen, nationaler, europäescher an internationaler ze ënnerstëtzen, déi an déi Richtung ginn; weiderhin ze considéieren, dass d'Gen-

fer Konventioun vun 1951 wichtig ass, wa mer den Asyl unerkennen, an dass do drasteet, dass een do bei de Réfugiéé keng Diskriminatioon däerf maachen, wat d'Rass, d'Relioun oder de Pays d'origine ubelaangt.

An da soe mer als Lescht, op där Konferenz vu Paräis gouf en Aktionsplang festgesat, mir wëilten och deen ënnerstëtzen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Mahatma Gandhi soll gesot hunn: „Eng Zivilisatioun soll een duerno beuerteelen, wéi se mat hire Minoritéiten ëmgeet.“ Ech soen hei, als Uleenung un dat Zitat, et soll och fir ons gellen, dass mir ons dru moosse musse loosse, wéi mir ons fir de Schutz an d'Rechter vu Minoritéite bei ons heihem awer och am Kader vun onser Aussepolitik asetzen.

Dat gesot, ginn ech den Accord vun der LSAP-Fraktioun zu deser Motioun a freee mech nach eng Kéier, wéi gesot, dass mer an der Kommissioun eng Unanimitéit konnte fannen. Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Angel. An d'Wuert huet den Här Laurent Mosar.

Discussion générale

► **M. Laurent Mosar (CSV), coauteur.** - Här President, Merci fir d'Alleréisch dem Kolleeg Marc Angel, deen déi gemeinsam Motioun, déi mer hei de Kolleeg vum der Chamber presentéieren, méi am Detail virgestallt huet. Hien huet och e bëssen den Historique vun där Motioun gemaach, wou et effektiv esou war, dass d'CSV eng Motioun an d'aussepolitisch Kommissioun abruecht huet, déi du relativ intensiv de part et d'autre diskutéiert ginn ass, an dass mer eis schlussendlech op en Text eens gemaach hunn, dee mer lech dann och elo zum Vott presentéieren.

Ech wëll net méi op den Detail vun där Motioun do agoen, den Här Marc Angel huet déi detailléiert virgestallt. Ech wollt awer just op zwee Punkten agoen, ech mengen, déi och eisem Grupp awer ganz besonnesch um Häerz leien, déi och aus där Motioun do erausginn.

Dat eent ass natierlech d'Situatioun vun de chrëschtliche Minoritéiten am Noen Osten. An ech mengen, mir sinn eis alleguer bewosst, wat fir eng dramatesch Situatioun am Moment mer do hunn. Do sinn, vun deenen zwou an enger hallwer Millioun chrëschtliche Minoritéiten, déi a Syrien gelieft hunn, der just nach 500.000 do. Déi aner zwou Milliounen, déi sinn einfach fort, déi sinn a Flüchtlingslageren, déi sinn iergendwou an der Welt. An dat ass absolutt dramatesch, besonnesch wann ee weess, an déi Leit, déi sech mat der Geschicht ofginn, déi wëssen et, dass eigentlech dat Land Syrien, Damaskus, eigentlech d'Wéi ass vun der Zivilisatioun. An an deem Land an an där Géigend hunn iwwer Jorhonnerte ganz friddlech niewentenee ganz vill Ethnien a ganz vill Reliounen gelieft. An déi Suerg, déi een einfach am Moment muss hunn, ass, dass, wann den Islamesche Stat mat sengem Terror fäerdeg ass, iwwerhaupt keng aner Minoritéite méi do sinn!

Dat betrëfft iwwregens net nëmmen déi chrëschtliche Minoritéiten, de Kolleeg Marc Angel huet et gesot, an Afghanistan hu mer en äänleche Problem mat enger schiitescher Minoritéit, den Hazara, déi do vun den Taliban op eng barbaresch Aart massakréiert gëtt.

Ech mengen, et muss eis allegueren Angscht maachen, wat am Moment an deem Eck do vun der Welt geschitt, wou wierklech all d'Minoritéiten, wéi gesot, egal wat fir enger Relioun se ugehieren, am Moment wierklech verfollegt ginn. An dat ass eigentlech fir eis och net ze akzeptéieren, well ech mengen, zu Recht huet de Marc Angel gesot: „Hei geet et och ëm Wäerter, déi mir verteidegen.“ An duerfir, mengen ech, ass et wichtig, dass mer haut déi Motioun do stëmmen.

Dann awer nach en zweete Punkt, deen och menger Fraktioun, och all eisen eenzelne Memberen an och mir perséinlech ganz noheet, dat ass d'Schicksal vun deene jesidesche Fraen. Ech weess net, ob schon deen een oder deen anere sech hei an deem Haus mat där Thematik beschäftigt huet. Ech géif lech wierklech emol uroden, dat eng Kéier ze maachen. De Marc Angel huet „Human Rights Watch“ zitéiert.

Mir bekloen eis alleguer, an dat ass och richteg, a wat fir enger dramatescher Situatioun am Moment ganz vill Leit sinn, déi musse fortlafen, Leit, déi duerch den Terror geschloe ginn. Mä ech soen lech: Wat am Moment do mat jesidesche Frae geschitt, dat ass absolutt den Héichpunkt vun der Barbarie. Do si kleng Meedercher vun aacht, néng Joer, déi ginn zwangsverheiratet, déi ginn als Sklavinne gehalen, e puermol am Dag ginn déi violéiert!

Also, ech muss wierklech soen, dass ass eppes, wat absolutt inakzeptabel ass! An do musse mir

eis och mat deene Wäerter, déi eis wichtig sinn, dogéint wieren. Et geet net duer, dass mer do nokucken, d'ganz international Communautéit. Mä hei ginn eis Wäerter mat Féiss gerannt! An ech kann lech soen, an ech mengen, Dir sidd alleguer mat mer d'accord, wéi schwéier dat och herno fir déi Meedercher an déi Fraen ass.

An deem Sënn sinn ech ganz frou, dass mer esou eng grouss Unanimitéit fir déi Motioun hunn, déi natierlech mat Begeeschterung vu menger Fraktioun wäert gestëmmt ginn.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Mosar. Dës Kéier huet den Här Eugène Berger d'Wuert.

► **M. Eugène Berger (DP).** - Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Recht op Gewëssensfräiheet, d'Recht op Reliounsfräiheet, d'Recht, säi Liewen am Respekt vu senger Kultur kënnen ze liewen, wann een anerer respektéiert, dat sinn eigentlech fir déi Liberal fundamental Wäerter, fundamental Rechter. An dowéinst, fir esou Ursachen, respektiv fir seng Rass oder seng Ethnie verfollegt, gepéngelt, doutgemaach ze ginn, dat ass fir eis inakzeptabel! Dat si fir eis: des actes les plus abjects qui soient!

Esou Persécutione si fir eis inakzeptabel an duerfir musse mer eis wierklech op allen Niveauen asetzen, fir dergéint virzegoen - och wann et nëmmen eng kleng Drëps op e waarme Steen ass -, och um Niveau vun enger Chamber, um Niveau vun den europäeschen Institutionen, dem Parlament, um Niveau vun der Regierung an iwwerall do, wou et geet, fir deem entgéintzewierken. An ech mengen, duerfir kënnen mir och dës Motioun voll a ganz an hirer Ausrichtung ënnerstëtzen. An ech wëll och jiddwerengem Merci soen, deen un deser Motioun matgeschafft huet, fir dass mer hei och konnten e flotten Accord fannen, fir déi ze presentéieren.

Vläicht erlaabt mer just zwou Remarquen, Här President. Effektiv ass et esou - an ech mengen, de Marc Angel hat och scho kuerz drop higewisen -, et ass natierlech esou, dass mer hei an de Considéranté méi spezifesch op déi Situatioun aginn am Mëttleren Orient, am Irak, an Afghanistan an och méi spezifesch am Kontext vun de Gewalttaten, de Gräueltate vum IS, ginn och d'Taliban genannt.

Dat huet sécher domat ze dinn, dass dat de Moment wierklech och an der Aktualitéit ass, vill an de Medien ass. Et huet och domadder ze dinn, well mer hei jo och Referenz maachen op d'Suite vun der Konferenz vum 8. September zu Paräis zu deem Sujet.

Mir sollen awer net vergiessen, dass esou Persécutionen och op anere Plazen an der Welt stattfannen - ech soen emol, heiansdo am doudege Wénkel vun der Weltéffentlechkeet -, wou keen eppes matkritt, wou vläicht net ëmmer déiselwecht Violence stattfënt.

Ech denken un aner Géigenden an Afrika: Nigeria. Ech denken och zum Beispill, wann ech dat richtig gelies hunn an de Medien, awer relativ kleng, wou och Leit wéinst hirer Ethnie oder Reliounsugehéieregkeet a Myanmar, an Tibet, an Indonesien och verfollegt ginn, dass een also dat och net soll vergiessen, dass op anere Plazen aner Extremisten och an eng äänlech Richtung Gräueltaten oder op alle Fall och ganz vill Leed verbreden!

Eng zweet Remarque ass déi, dass mer och an de Considéranten eng Rei Ethnien, Reliounen opzielen. Do huet een ëmmer de Risiko, dass een deen oder deen anere vläicht vergësst. Duerfir ass et och gutt, dass mer am „Invite“ un d'Regierung, dass mer et do méi allgemeng och gehalen hunn, dass mer do preziséiert hunn, dass et eigentlech am Sënn ass vun allen Ethnien, alle Reliounen, an ech géif och soen, méi generell am Sënn vun der Gewëssensfräiheet a vun alle philosophesche Weltanschauungen, déi et gëtt.

Effektiv ass et esou, dass et och an deene Regiounen, déi hei elo méi prezis an der Motioun sinn, dass et do och Mënche gëtt, déi Reliounen, Minoritéiten ugehieren, déi mer elo net hei opgezielt hunn, déi vläicht net organiséiert sinn, déi eigentlech dann och soss eventuell riskéieren, vergiess ze ginn. Et gëtt och Mënchen, zum Beispill a Syrien - anscheinend 20%, wann déi Statistike richteg sinn -, déi kenger Relioun ugehieren oder déi Atheiste sinn an déi och allegueren als Ongleweg da vum IS verfollegt oder gepéngelt ginn.

Wéi gesot, an deem Sënn solle mer wierklech iwwert dee Kontext eraus iwwerall op der Welt an all Minderheite kucken, dass mat alle Moyenen ze condemnéieren an iwwerall ze kucken, dass mer deem kënnen entgéintwierken.

Dat gesot: Merci, an, wéi gesot, och hei e grouse Support vu menger Fraktioun fir dës Motioun.



► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Berger. An d'Wuert huet den Här Adam.

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Merci, Här President. Déi gréng Partei gëtt, historesch gesinn, natierlech an éischer Stell mat Ëmweltschutz a Verbindung bruecht, an dat ass och gutt esou. Mä ech mengen, och dierfen ze soen, dass genauou wichteg fir déi gréng ëmmer de Schutz vu Minoritéite war. Mir hunn eis ëmmer derfir agesat, dass all Mënsch konnt säi Liewensstil liewen, wéi en dat wollt, natierlech am Respekt vun der Fräiheet vu sengem Nächsten.

An zu deem fräie Liewensstil huet fir eis och ëmmer gehéiert, niewent enger ganzer Rei anere Saachen, d'reliéis Fräiheet, a jiddweree soll kënnen déi Relioun liewen, déi e wëllt liewen. Ech si souguer zitieréiert ginn als jonken Deputéierte vum Här Laurent Zeimet. Deemoos ass e Buch erauskomm an der Imprimerie Saint-Paul iwwert d'Lëtzebuurger Chamber an de Laurent hat mech zitieréiert. Ech hat nach vill aner Sätz gesot, mä en hat ënner anerem dee Saz zréckbehalen, dass ech mech vehement derfir géif asetzen, dass keen dierft eng Relioun opgezongwe kréien, an ech géif mech genauou vehement derfir asetzen, dass een, dee seng Relioun hätt, se och dierft liewen.

Mir kucken hei net op Lëtzebuerg, mä speziell op de Mëtteren Orient. Den Här Berger huet gesot: Et gëtt vill Géigenden an der Welt, wou äänlech Saache sinn.

Mir kucken hei speziell op de Mëtteren Orient. Et ass zweemol den État islamique erwänt ginn. Mir gefält gutt, dass virdu steet „so-disant“, well mer dierfen net vergiessen, dass den Terror sech net nëmme géint eng reliéis Grupp oder eng Ethnie riicht; dee riicht sech eigentlech géint jiddweree, deen eng aner Meinung vertritt wéi déi Leit, déi deen „so-disant État islamique“ féieren.

An deem Sënn sinn ech ganz frou, dass déi Motioun hei esou équilibréiert ass. An ech si besonnesch och frou an ech ginn dem Här Mosar nëmme recht bei deem, wat en iwwert déi particulière Situatioun seet, déi de jesidesche Fraen do widderfiert: Dat ass effektiv net auszehalen! An ech mengen wierklech och, dass et eng gutt Saach ass an et wichteg ass, dass mer eis ebe mat där Motioun hei géint allegueren déi negativ Effete sträuben.

An als Gréng si mer och der Meinung, dass ee sech muss fir d'Minoritéiten asetzen. An et kann net eng Roll spillen, ob et zéng oder zwanzeg oder dausend Leit sinn, déi a Gefor sinn. Et ass einfach eng Fro vum Prinzip. An deem Sënn bréngen ech den Accord vu menger Fraktioun zu deser Motioun.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Adam. An da géif ech mengen - richtig gemengt! -, dass et um Här Fernand Kartheiser ass.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Villmoos Merci, Här President, an och Merci un den Här Mosar, deen déi Initiativ hat, fir deen heiten Text ze schreiwen. Et ass wierklech gutt, dass mer an der aussepolitischer Kommissioun dorivwer konnten diskutieren an dass elo en Text virläit, op deem mer eis konnten eens ginn. Deen Text, deen elo als Kompromëss erauskomm ass, ass sécher net perfekt. Och mir hunn eng Rei Observatiounen rechtlicher Natur, mä och politischer Natur.

Rechtlich: Do muss een ëmmer considéieren, dass d'Mënscherechter u Persoune gebonne sinn, net u Gruppen. Mir hunn eng Konventioun, déi Lëtzebuerg mat ratifizéiert huet, oder op jidde Fall mat ënnerschriwwen huet, iwwert d'Rechter vu Persounen, déi zu nationale Minoritéite gehéieren. Hei geet et ëm ethnesch Minoritéiten a reliéis Minoritéiten, mä u sech misst d'Logik déiselwecht sinn; et geet ëm d'Rechter vun deene Persounen, déi zu deenen ethneschen oder reliése Minoritéite gehéieren, well mir kennen an eiser Rechtskultur keng kollektiv Rechte, mä ëmmer nëmme individuell Rechte, oder praktesch, mat ganz wéinegen Ausnamen.

Eng zweet Bemierkung: Et ass sécher richtig, wéi den Här Angel gesot huet, dass d'Politisierung vun der Relioun heiansdo net onproblematisch ass. Ech muss awer och soen, als Äntwert dorobber, dass de politesche Kampf géint eng Relioun op jidde Fall genauou problematisch ka sinn. An et brauch een net wäit an eis Geschicht sichen ze goen an eis Geografie, fir Beispiller ze siche vun engem politesche Kampf géint d'Relioun, deen dramatesch Konsequenzen hat.

En drëtten Defizit vläicht an deemem Text ass, dass just gesot gëtt, dass d'europäesch Wäertegemeinschaft sech géif op humanistesche Wäerter berufen. Et géif déi humanistesche Wäerter historesch net ginn, wann net dee chrëscht-

lechen Héritage an Europa bestanen hätt. An et ass schued, dass net hei op den Héritage humaniste a chréitien vun Europa higewise gëtt, wat ee wichtegen Deel vun der europäescher Identitéit ass a bleift. An et ass schued, wa probéiert gëtt, fir dat lues a lues aus eisen Texter an aus eise Wëssen an aus eiser Conscience erauszedrecken.

An eng lescht Bemierkung: Et steet do, d'Regierung wär invitéiert, fir ouni Diskriminatioun an hirer Asylpolitik ze operéieren - bei de Réfugiéen -, wann et ëm Reliounen an esou weider geet. Elo hänkt et awer dovun of: Wat versteet een dorënner? Wat mengt een domadder? Ass domadder gemengt, dass mer net sollen op Reliounen oppassen? Dat wär falsch, well mir haten als ADR op jidde Fall scho virun iwwer engem Joer gesot, wou besonnesch déi chrëschtlech Minoritéiten a Syrien viséiert ware vun de Regimier, dass mer déi Leit sollen och privilegiéiert ophuelen, well et einfach eng objektiv Tatsach war - wat et haut och nach ass, mä deemoos och scho war -, dass besonnesch déi chrëschtlech Minoritéite viséiert waren, an dass se nimmoos eng Chance wäerte kréien, fir sech kënnen an der syrescher Gesellschaft ze reintegréieren, esou wéi d'Situatioun a Syrien sech zënterhier entwéckelt huet.

Et ass also... Wann ee seet: „ouni Diskriminatioun“, kann dat jo awer net heeschen, dass een net spezifesche Situatiounen ka considéieren an dann och déi néideg politesch a rechtlich Konsequenzen doraus zéien. De Fall vun de jesidesche Fraen ass genannt ginn, mä de Fall vun de Chrëschten am Moyen-Orient allgemeng, dee solle mer och am A behalen, well dat ass am Abléck weltwäit déi am meeschte verfollegt reliéis Minoritéit, déi vun de Chrëschten.

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Kartheiser. A mer sinn um Enn vun... Ah, entschëllegt, den Här Wagner. Dir musst mech entschëllegen, ech hu fir déi heite Motioun keng Androunge gehat.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Et ass mä Feeler.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Et ass un lech.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Et ass mä Feeler. Pardon! Entschëllegt!

Merci, Här President. Jo, et dierf een net vergiessen: Déi éischt Victime vun deem Konflikt am Irak an a Syrien, dat sinn d'Flüchtlingen, dat sinn déi Leit op deser Plaz, onofhängeg - an et ass e puermol gesot ginn -, onofhängeg vun hirer Ethnie, vun hirer reliéiser Appartenance. Ech mengen, och wa mir an Europa eng Politik vum Ophuele vun deene Flüchtlinge bedriewen, dann ass et selbstverständlech, dass mer d'Leit net kënnen iergendwéi reliéis kategoriséieren, dass mer keng Prioritéite kënnen ausschwätzen. Déi Zäite sinn an Europa glécklecherweis eriwwer.

Jo, Minoritéiten, chrëschtlech Minoritéiten, Jeside gi verfollegt, ginn torturéiert, ginn op eng onméiglech Aart a Weis behandelt. Et gëtt a Wierklechkeet quasi jiddweree dohanne verfollegt, deen net grad, wat den Islamesche Stat ubelaangt, deenen hir Précepten, déi antiislamesch a Wierklechkeet sinn, befollegt.

D'Muslime selwer ginn och verfollegt als Apostat, wa se sech net zu deem bekennen, wou den Islamesche Stat mengt, dass se sech misste bekennen. D'Schiite ginn ëmbruecht, och vum Islamesche Stat, well déi quasi als déi gréisste Gefor och nach ugesi ginn an där Géigend. Mä souwisou muss et eis egal sinn, wem seng Relioun elo am meeschte verfollegt gëtt; dorëms geet et net.

Et ginn einfach Leit massakréiert vun enger Bewegung, déi géint all humanistesche Wäerter ukämpft, humanistesche Wäerter, déi hir Wuerzelen op ganz ville Plaze fannen, och am Chrëschtentum natierlech, dat ass ganz kloer. Do gëtt et déi Traditioun: Ouni Chrëschtentum wier en Deel vum Humanismus net zustane komm. Ouni den Islam och net. Well et dierf een ni vergiessen, dass am Mëttelalter eng grouss Transmissioun vun Texter aus Griichenland, ënner anerem, iwwert déi arabesch Denker a Philosophen an Europa erëm zréckkomm sinn. D'Lumiären am Islam, déi hu scho relativ fréi stattfont, quitte dass d'Lumiären heiansdo op gewëssene Plazen zouginn oder erëm ugemach (veuillez lire: quitte dass d'Lumiären heiansdo op gewëssene Plazen ausginn an awer och erëm ugemach ginn).

A mir dierfen och net vergiessen, dass an deser Géigend net nëmme am Islamesche Stat gewëssen humanistesche Wäerter mat Féiss getréppelt ginn Et ginn der och op der Arabescher Peninsula op eng genauou oder méi formal, méi propper Aart a Weis vläicht (veuillez lire: vläicht mat Féiss getréppelt), mä d'Resultat

ass datselwecht. Saudi-Arabien, Emiraten, Qatar: Mir wëssen, wat do leeft. An do kënnen mer och net stolz drop sinn. Mä mir wäerten natierlech déi heite Motioun matdroen.

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. Da si mer um Enn vun der Diskussioun.

D'selwecht gëllt ewéi bei deenen zwou Motiounen virdrun: Den Accord vun der Regierung ass do.

Vote sur la motion de M. Marc Angel

Ech géif dann d'Fro stellen, ob mer kënnen a main levée ofstëmme oder ob de Vote électronique gefrot ass.

► **Plusieurs voix.** - Main levée!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Main levée.

Da géif ech déi Kolleeginnen a Kolleegen bidden, déi mat deser Motioun d'accord sinn, d'Hand ze hiewen.

D'Géigeprouf: Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Et gëtt Unanimitéit. Merci. Dann ass och déi heite Motioun ugeholl.

An ech wëllt nach eng Kéier ënnersträichen, dass dat eng exzellente Démarche och an der Kommissioun war an dass et gutt ass, dass zu esou eeschte Froen et zu enger Unanimitéit an der Chamber komm ass. Merci fir déi gutt Diskussiounen.

Ech géif dann zu dem nächste Punkt vum Ordre du jour iwwergoen. Dat ass de Projet de loi 6542 iwwert d'Schafung vun enger Loyersubventioun. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. An d'Wuert huet direkt de Rapporteur, den honorabelen Här Guy Arendt. Ech denken, dass ech d'Inskriptiounen alleguer hunn. Här Arendt, Dir hutt d'Wuert.

4. 6542 - Projet de loi portant introduction d'une subvention de loyer et modifiant:

a) la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement;

b) la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti;

c) la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées

Rapport de la Commission du Logement

► **M. Guy Arendt (DP), rapporteur.** - Merci, Här President. Dir Dammen an Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir haten op deser Plaz virum Summer d'Geleehheet, ausgabeg iwwert de Logement hei am Land ze schwätzen. Mir sinn eis allegueren eens: De Marché muss dynamiséiert ginn an d'Offer muss eropgesat ginn. Dat kann awer net vun haut op muer goen an et kann och net mat engem Projet de loi eleng sinn.

De Mëtte presentéieren ech de mëndleche Rapport zu engem Gesetzestext, dee Säint heizou bäidroen soll a wäert, fir et ville Leit méi einfach ze maachen, hire Loyer ze bezuelen. Et handelt sech ëm déi sougenannten „subvention de loyer“ oder „Mietzuschuss“. An anere Wieder: Deene Familljen, déi am Moment Schwierigkeeten hunn, d'Enner zesammenzekréien, kënnst de Stat entgéint, andeem si eng Partie vun de Loyerskäschten iwwerholl kréien. An deem Sënn ass dese Projet de loi e weidert Stéck am Puzzle, fir d'Wunnengsproblematik an de Grëff ze kréien.

De Gesetzestext gouf den 12. Februar 2013 vum viregte Logementsminister déposéiert. Souwuel d'Chambre des Salariés wéi och d'Chambre de Commerce an d'Chambre des Métiers hunn an hiren Avis Stellung bezunn. Dem Statsrot säin éischten Avis datéiert vum 18. Juni 2013. Och d'Commission nationale pour la protection des données huet Position bezunn. De 15. Mee 2015 huet dës Regierung eng Rei Amendementer ugeholl, ier de Statsrot den 30. Juni säin zweeten Avis guttgeheescht huet. D'Caritas huet och hiren Avis verfaasst. No enger technescher Diskussioun mam Statsrot a sengem drëtten Avis vum 20. Oktober gouf de schrëftleche Rapport dunn de 27. Oktober an der Kommissioun ugeholl.

Et ass gewosst: Zënter enger gudder Zäit ginn d'Präisser vum Logement hei am Land stänneg erop. Dat huet verschidden Ursachen, mä als Konsequenz huet et awer virun allem, dass et ëmmer méi schwéier gëtt, sech seng eege Wunneng ze leeschten oder de Loyer ze bezuelen. Am Moment gi verschide Pisten diskutéiert, wéi een d'Offer par rapport zu deser massiver Demande eropsetze kann, dëst beson-

nesch duerch strukturell a laangfristeg Mesuren. Mä och kuerzfristeg besteet Handlungsbedarf. A genau op deem Punkt kënnst d'Subvention loyer an d'Spill.

Här President, et geet de Mëtten drëm, en Text ze stëmme, deen et dem Stat, a méi genau dem Logementsministère, erlaabt, geziilt deene Stéit ënner d'Aerm ze gräifen, fir déi et net esou einfach ass, all Mount de Loyer opzebréngen. Dofir gëtt et och dräi kloer Konditiounen, déi een erfëlle muss, fir an de Genoss vun esou enger Subvention loyer ze kommen.

Éischtens: De Stot muss e Revenu opweisen, deen ënner engem bestëmmte Maximum läit. Hei kréien also déi Leit gehollef, déi an der Prekaritéit erofrutsche kënnen. Dese Revenu läit am Joer 2015 zum Beispill bei enger einzelner Persoun bei 1.768 Euro a bei 3.713 Euro fir eng Famill mat zwee Kanner. Dat bedeit och, dass dëst Instrument d'Kanner mat a Betruucht zitt a si speziell schützt.

Eng weider Konditioun ass, dass de Stot e groussen Deel vu sengem Revenu fir de Loyer opbréngen muss, an dat mat méi wéi 33%. Och hei geet et dem Législateur drëm, deene Familljen ze hëllefen, déi dëst wierklech néideg hunn.

An drëtten muss de Stot hei am Land de Loyer bezuelen.

Wann een dann elo dës Konditiounen erfëllt, bleift d'Fro, wéi héich de Montant vun deser Aide dann ass. Och dat hänkt erëm vun der Zesummensetzung vum Stot of, dat, well eng Famill mat Kanner jo méi ee grousst Appartement loune muss ewéi eng Koppel.

Fir bei menge Beispiller ze bleiwen, ass et esou, dass eng eenzel Persoun 124 Euro kritt, an eng Famill mat zwee Kanner kënnst an de Genoss vun 174 Euro de Mount. Dat ass sécherlech bei Wäitem nach kee Verméigen, mä et ass awer e ganz konkrete Bäitrag zum Loyer, deen all Mount ufält.

Ech wëllt nach e puer zousätzlech Remarquen zu der Subvention loyer maachen:

Éischtens: Souwuel d'Referenzwäerter vum Maximum vun de Revenue wéi och vum Montant vun der Aide ginn all Joer iwwer e Règlement grand-ducal festgeluecht.

Zweetens: Och Leit, déi elo den RMG kréien an awer och déijéineg, déi den RPGH empfänken, well se en Handicap hunn, kënnen vun deser Mesure profitéieren. All dës Aidé sinn elo gebündelt, wat et éischtens méi iwwersichtlech fir d'Leit mécht an et awer och méi einfach fir d'Administratiounen mécht.

Opground vu verschiddene Berechnungen wäerten elo ongeféier 19.000 Stéit vun deser Mesure profitéieren kënnen, dovunner 12.000 Familljen, déi virdrun nach keng Subvention loyer kruten. Dat sinn ongeféier 7% vum ganze Marché locatif.

Drëtten: Wann elo Leit mengen, dës Mesure géif d'Präisser driewen, dann ass dat net de Fall, ebe well mer hei nëmme vu 7% vum ganze Marché schwätzen. Ech wëll dann och drun erënneren, dass mer nach ëmmer d'Limitt vu 5% vum Uschafungspräis vum Logement hunn, déi ee pro Joer als Loyer froe kann. Dës Mesure ass mat 28,8 Milliounen am Budget 2016 festgehalten.

Här President, eng aktiv Logementspolitik besteet aus verschiddenen Instrumenter: D'Subvention loyer ass eent vu villen an et ass eent, wat schnell wirkt, dat well se schon ab dem 1. Januar 2016 gräift. Wann een et esou gesi wëllt, ënnerstëtze mer heiduerch déi Leit, déi éischer wéineg verdéngen, an dat, ouni d'Kompetitivitéit vun eiser Wirtschaft op d'Spill ze setzen.

Et ginn duerch dëst Gesetz déi Stéit ënnerstëtzt, fir déi de Loyer all Mount wierklech vill ausmécht. Et ass also eng sozial selektiv Mesure. Et ass eng Fro vu Solidaritéit, wa mer deene Leit aus der Gesellschaft eng Hand reechen, déi et schwéier hunn, iwwert d'Ronnen ze kommen. Dat gesot, soen ech der Logementsministesch, dem Statssekretär am Logement an all deenen, déi hei um Projet geschafft hunn, e grouse Merci a ginn den Accord vun der DP-Fraktioun zum virleienden Text. An ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Rapporteur. An d'Wuert huet direkt den Här Marc Lies fir d'CSV.

Discussion générale

► **M. Marc Lies (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi 6542

iwwert d'Subvention loyer kann elo haut endlech an der Chamber gestëmmt ginn. Dëse Projet de loi staaft nach aus der Fieder vum viregte Logementsminister, dem Marco Schank, a gouf de 15. Februar 2013 pour avis un de Statsrot geschéckt.

Un der Élaboratioun vun dësem Mietzuschuss gouf scho viru Jore geschafft, well d'Präisser um Wunnengsmaart, notament déi vun der Locatioun, virun an d'Luucht gaange sinn. D'Gesetz vun 1979 iwwert d'Aide au logement gouf an deene leschte Joren eng sëlliche Kéieren ugepasst, wou ëmmer erëm zousätzlech Moosname geholl gi sinn, fir d'Situatioun um Wunnengsmaart ze verbesseren.

Wéi mir beim Débat logement am Juni vun dësem Joer scho festgestallt hunn, ass d'Situatioun, wat de Logement ugeet, an eisem Land eng ganz spezifesch, a mir kënnen eis mat kengem anere Land an der EU vergläichen. Beim Populationszouwuess ass Lëtzebuerg am EU-Verglach Spëtzezeiler. Wat d'Wirtschaftsleistung ugeet, gehéiert eist Land och zu deene féierende Länner an Europa. Dëst sinn alles Erklärungen fir den Istzustand, an ass awer keng Entschëllung fir déi aktuell problematesch Situatioun um Immobiliemarkt.

Mir brauchen awer nëmmen iwwert d'Grenzen ze kucken bei eis Noperen, do stelle sech opgrond vun der Flüchtlingskris déiselwecht Problemer. Et freet ee sech just, ob de Mangel un Wunnenge beispillsweis an Däitschland net nach méi grous ass wéi hei zu Lëtzebuerg. Et ass awer wéi iwwerall: „Not macht erfindersich.“

Och dëse Sujet huet d'CSV am Kader vun der Debatt ugeschat, op wat fir eng Aart a Weis de Maart amgaangen ass, sech hei am Land ze veränneren, a wéi verschidde (veuillez lire: verschidde skrupellos) Geschäftemacher sech op d'Käschte vun anere Leit eng gëllen Nues verdéngen. Ech kommen op dësen Émstand, wéi schonn an der Debatt, nach eng Kéier zrëck ze schwätzen, a wéilt d'Problematik, wéi Haiser an Appartementer sous-louéiert ginn, andeems dat eenzel Zëmmeren zu extrem héije Präisser viruverlount ginn, nach eng Kéier besonnesch ervirhiewen. Oft gëtt sech och hei net un d'Gesetzgebung gehalen, wat d'Sécurité an d'Hygiène an de Gebaier ugeet.

Ech froen d'Chamber: Ass et normal, datt eenzel Zëmmeren mat enger Gréisst vu ronn 20 m², wou d'Kichen an dee ganze Sanitär, d'Toiletten an d'Buedzëmmer mat de Colocataire musse gedeelt ginn, datt dës Objeten zu Präisser bis zu 950 Euro de Mount verlount ginn? Da froen ech nach eng Kéier: Ass dat normal? Datt opgrond vun esou enger Praxis de Präis vun Meter carré bei der Locatioun exponentiell an d'Luucht geet, läit hei jo wuel op der Hand.

D'CSV hat am Kader vun der Debatt och eng Proposition de loi an dësem Kontext gemaach. Et wier flott, wa mer iwwert dës Proposition de loi och an der nächster Chamberskommissioun kéinten diskutieren.

Mir sollten eis an Zukunft awer och verstärkt Gedanken iwwert d'Bail-à-loyer-Gesetzgebung maachen. Zuzäit ginn et hei am Land op d'mannst véier verschidden Applikatiounen, wat d'Locatioun vu Wunnengen ugeet:

Éischtens, d'Aide au logement gesäit iwwer e Règlement grand-ducal vun 1998 eng speziell Berechnung vun de Loyere fir sozial Mietwunnenge vir. Heiriwwer misst ee sech och emol eng Kéier Gedanke maachen, ob dës Formule de Präisser vun haut nach Rechnung dréit. Hei leien ëmmerhi 17 Joer dertëscht. An deene 17 Joer huet sech viles verännert.

Zweetens, d'Agence Immobilière Sociale freet e Loyer, deen zuweilen daitlech ënnert deem vum Marché läit, awer nach ëm villes méi héich ausfällt wéi e Loyer, deen iwwert de Règlement grand-ducal errechent gëtt. Dës Diskrepanz ass eemol ze vill héich a misst där heiteger Situatioun ugepasst ginn. De Rôle vun der Agence Immobilière Sociale ass zu engem gewëssene Mooss jo awer deeswech wéi dee vum Promoteur public oder de Gemengen, wann et ëm Mietwunnenge geet. Beim Ratio Käschtepunkt vun enger Iwwernuechtung pro Persoun ass d'AIS mat 5,51 Euro pro Nuecht net ze schoen. Net nëmmen datt de Präis pro Nuecht (veuillez lire: datt de Präis pro Nuecht onschlagbar) ass, d'AIS geet och géint de Leerstand vu Wunnenge vir.

D'CSV-Fraktioun ass der Meenung, datt all Form vu Location immobilière sociale - d'Parametere mussen allerdéngs iwwerall déiselwecht sinn - an Zukunft verstärkt mat staatleche Mëtzel sollt ënnerstëtzt ginn. Mir sinn der Meenung, datt dës Formule zu enger Verbesserung

vun der Situatioun um Locatiounsmarché féiert an datt dës Mesure zousätzlech géint de Leerstand vu Wunnenge virgeet. Dës Moosnam kéint och een Afloss op d'Spiral vun de Locatiounspräisser hunn.

Drëttens, deen normale private Locatiounsmarché. Ënnert dësem Marché verstinn ech déi private Locatioun vun Haiser an Appartementer, déi regelkonform sinn an och autoriséiert goufen.

Véiertens, ënnert der véierter Applikatioun vu Loyere verstinn ech alles, wat Sous-locatiounen oder Colocatiounen sinn, ob dat a Kaffiszëmmeren de Fall ass oder, wat ech viru scho gesot hunn, a Wunnengen, wou all eenzel Zëmmer verlount gëtt. Bei dëser véierter Form vu Locatioun wier et och un der Chambre immobilière, fir ze kucken, datt sech un d'Regelen an un d'Gesetzger gehale gëtt.

Dir Dammen an Dir Hären, datt d'Stad Lëtzebuerg scho längst virun dëse Praktike kapituléiert huet, beweist de Commentaire bei den Amendements gouvernementaux vun dësem Gesetz. Zweeten Amendement iwwert den Artikel 3 vum Règlement grand-ducal, wou et ëm de Certificat de résidence geet: «Étant donné qu'un certificat de composition du ménage ne peut pas être fourni - au moins à l'heure actuelle - par toutes les communes du pays en raison d'un manque de standardisation et d'informations disponibles (par exemple dans la ville de Luxembourg pour les ménages résidant dans des immeubles en copropriété sans cadastre vertical), il convient d'omettre l'exigence de délivrance d'un certificat de composition du ménage.»

Dëst ass eng Faillite-Erklärung vun der Stad Lëtzebuerg. An hei ass d'Politik gefuerdert, fir schnellstméiglech dogéint virzegoen. Dëst ass och eng Erklärung, firwat d'Awunnerzuel vun der Stad an deene leschte Joren esou drastesch an d'Luucht gaangen ass. Ech hat och schonn an der Debatt op dës Mésstand higewisen. De Fonds national de solidarité weess sech sengen Hänn kee Rot, wann hien net op ee Certificat de composition du ménage kann zrëckgräifen. Dëst féiert zwangsläufig zu Abus-socialen.

Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, déi Dir och eng Verantwortung am Stater Schaffen- a Gemengerot hutt: Huel lech dësem Mésstand wann ech gelift un! D'Situatioun um Wunnengsmaart, wat d'Präisgestaltung ugeet, gëtt vu Joer zu Joer méi dramatesch.

D'Hausse vun der TVA vun dräi op 17% bei Zweetwunnengen huet sécherlech net zu enger Berouegung um Marché gefouert. Éischer de Contraire ass de Fall. D'Präisser am Locatif gi virun an d'Luucht. Déi annoncéiert Loyerspräisser sinn iwwert dat lescht Joer an der Region Zentrum-Süd bei den Appartementer ëm 6,5% an d'Luucht gaangen a bei den Haiser ëm sage und schreibe 14,4%.

Dësen Émstand huet d'Regierung dann och dozou bruecht, fir d'Limit bei der Subvention Loyer vun 230 op 300 Euro an d'Luucht ze setzen. Ier dës onverantwortlech Moosnam vun der Hausse vun der TVA op Zweetwunnenge geholl ginn ass, hätt dës Regierung sech méi Gedanken iwwert d'Niewewirkunge vun dëser Hausse solle maachen.

Et kann een elo scho soen, datt dës Hëllef iwwer de Mietzuschuss a spéitstens zwee bis dräi Joer verpuffert sinn, an dëst opgrond vun de Loyeren, déi weider stramm an d'Luucht ginn. Am Ganze sollen eng 19.000 Ménagé vun dësem Mietzuschuss kënnen profitieren.

D'Regierung huet och décidéiert, datt all Demandeur RMG an all Persoun mat engem graven Handicap dës Subventioun kann an Usproch huelen. Un a fir sech schwätzt hei näischt dergéint. Et verkomplizéiert awer de ganzen Traitement vun den Demandeurs de subvention, well d'Aide au logement och Zougrëff op d'Donnéee vum Fonds national de solidarité muss kréien.

Wa gewosst ass, datt kee Certificat de composition de ménage, notament aus der Stad Lëtzebuerg, méi ze kréien ass, wësse mir, wouzu dat féiere kann. Den Iwwergang vun deem enge Regime op deen anere suergt laut der Caritas och fir verschidden Ongerechtegkeeten an Ongereimtheete bei der Applikatioun.

Aus dësem Grond ass a bleift d'CSV-Fraktioun der Meenung, datt et besser gewiescht wär, d'Gesetz iwwert den RMG als Alleréischte ze iwwerschaffen a beispillsweis zousätzlech Hëllef bei der Bonification de loyer mat anzubauen. Dëst hätt definitiv zu engem muerer schwéierfälligen Traitement vun deene jeeweilegen Dossiere gefouert. D'Gesamtkonzept vun der Reform iwwert den RMG läit nach ëmmer net un Dësch. Dëst gouf och schonn an der Familljekommissioun bemängelt.

Wat de Prinzipium vum Mietzuschuss ugeet, dierfte mir alleguerten enger Meenung sinn, datt dëst Gesetz eng gutt Saach ass. Wichteg ervirze-

hiewe bleift, datt dës Mietzuschuss sech natierlech nëmmen op de private Locatiounsmarché bezitt. Lëtzebuerg schléisst sech mat dësem Gesetz aneren europäesche Länner un, déi schonn eng äänlech Gesetzgebung hunn, wou et ëm eng individuell Wunnengsbäihëllef geet.

A Groussbritannien hëlleft den „Housing-Benefit“-System 22% vun de Ménagen, déi um private Marché sinn an am Joer 2002 gelount hunn. A Frankräich woren dat am Joer 2005 souguer ronn 45%. An Däitschland hëlleft d'Wohngeld ronn 10% vun deene Ménagen, déi lounen. D'Gesetz iwwert de Mietzuschuss hei zu Lëtzebuerg dierft dann och bei ronn engem Drëttel vun de Ménagen, déi um private Marché lounen, ukommen.

Eng Etüd vum CEPS/Instead téscht de Joren 2004 bis 2010 dokumentéiert, datt den Taux d'effort vun deene Menagé mat dem niddregsten Akommes ëm véier Prozentpunkte vun 29 op 33% an d'Luucht gaangen ass. Bei deene Ménagen, déi eng besser finanziell Situatioun opzeweisen haten, ass den Taux d'effort am selwechten Zäitraum par contre vun 20 op 19% erfogaangen.

D'Revenue si bei deene Menagé mat deem niddregsten Akommes zäitgläich just ëm 12% an d'Luucht gaangen a bei deene méi aiséierte Ménagen ëm ëmmerhin dat Duebelt, also 24%, an d'Luucht gaangen.

Den Aarmutrisiko, laut dem neie Rapport, dee virun e puer Woche presentéiert gouf iwwert d'Cohésion sociale vum Statec, geet weider an d'Luucht. Bal ee Fénneftel vun der Populatioun riskéiert, an d'Aarmut ze verfallen. 16,5% leie mat hirem monatleche Revenu ënnert der Aarmutsgrenz.

Wéi vill Famillje mat Kanner mussen elo op dës Subventioun zrëckgräifen, well d'Famillenzoulagen net méi esou héich sinn? Op där enger Säit hëlt de Stat Hëlfelewech, an op där anerer Säit bezitt en nees neier aus. Dëst ass eng Milchmädchenrechnung oder och nach eng Mogelpackung. Et bleift just ze hoffen, datt Elengerzéier a besonnesch Frae mat Kanner, déi den Ament a Fraenhaiser logéiert sinn, well keng Wunneng zu abordabele Präisser um Marché fir si ze kréien ass, vun dësem Gesetz kënnen profitieren.

Wéi viru scho gesot, wäert dës Projet de loi eng breet Zoustëmmung fannen. Mir sollen awer virun um Problem vum Locatiounsmarché schaffen, an dëst an alle Beräicher. De Problem muss un der Wuerzel ugepaakt ginn.

Éischtens muss d'Politik géint déi präisdreiwend Akteuren um Marché virgoen. Ech hunn am Ufank vu mengem Discours schon iwwert d'Aart a Weis, wéi Colocatiounen a Sous-locatiounen bedriwwen ginn, geschwat. Dëse Marché muss verstärkt reguléiert ginn, well d'Präisser an dësem Segment komplett aus dem Rudder lafen. Am Kader vun der Debatt iwwert de Logement hunn ech am Numm vun der CSV-Fraktioun eng diesbezüglech Proposition de loi eragereecht. Mir wiere frou, wa sech d'Logementskommissioun dësem Text kéint unhuelen.

Zweetens mussen natierlech weiderhi méi sozial Mietwunnenge geschaf ginn.

Drëttens verstärkt de Prinzipium vun der AIS fërdereen a mat zousätzleche staatleche Mëttele ënnerstëtzen, well dëst de bëllegsten an einfachste Wee ass, fir géint de Leerstand vu Wunnenge virzegoen a fir fair a gerecht Loyeren ze suergen.

Et ass um Stat an awer och un de Gemengen, fir hir Hausaufgaben ze maachen. Eng vun de gréissten Erausforderungen, deenen ee sech allgemeng muss stellen, ass, fir de Populationsregister esou propper a konform wéi nëmme méiglech ze féieren. Regelméisseg Kontrollen a Wunnengen, wat d'Sekuritéit, d'Hygiène an d'Konformitéit vun de Wunnengen ugeet, mussen onbedéngt gemaach ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, ech soen lech Merci fir Äert Nolauscheren a ginn heimat den Accord vun der CSV-Fraktioun. Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Lies. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Yves Cruchten fir d'LSAP.

► **M. Yves Cruchten (LSAP).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Hären Deputéiert, de Projet de loi fir d'Afféiere vun enger Loyerssubventioun huet net den Usproch, fir déi horrend Präisser um Wunnengsmaart ze drécken. Mä mat deem Gesetz, wat mer haut stëmmen, wäerte mer d'Präisexplosioun bei de Loyere kaum gebremst kréien. Well dat ass och net de Sënn an den Zweck vun deem Gesetz.

Fir d'Präisser um Wunnengsmaart am Allgemengen an de Grëff ze kréien, ass eis Regierung amgaang, eng Rëtsch Initiativen ze huelen. D'Offer vergrësseren, zesumme mat de Gemengen, Incitatiounen schafen an och géint

Baulandspekulatioun virgoe sinn hei just e puer Stéchwieder.

D'Subvention loyer ass dogéint eng éischer sozial Mesure. Heibannen ass keen, deen net domadder d'accord ass, wa behaupt gëtt, datt d'Wunnen an de leschte Joren ëmmer méi deier ginn ass; ech behaapte souguer, ze deier ginn ass. Ech erlabe mer ze widerhuelen, wat ech och schonn hei am Fréjoer beim Débat d'orientation iwwert de Logement gesot hunn: Zu Lëtzebuerg sinn et net am Allgemengen d'Paen, déi ze kleng sinn, et sinn och net d'Sozialtransferten, wéi zum Beispill d'Kannergeld oder d'Allocation de vie chère, déi ze niddreg wäeren. Do sti mer am Verglach mat eisen Noperen zimlech gutt do. Par contre, wat awer ville Leit hei am Land e Lach an de Portmonni frësst, dat sinn d'Käschten, fir ze wunnen. Egal ob ee keeft oder lount, d'Präisexplosioun vu Bauland, vun Haiser an Appartementer ass enorm.

Am Exposé des motifs vun dësem Gesetz gëtt dat nach emol mat androcksvollen Zuele beluecht. Esou sinn zum Beispill d'Loyere fir Appartementer an de leschten zéng Joer an der Moyenne ëm 43% méi deier ginn.

Zanter Jore leide vill Familien ënnert de Wunnengspräisser. Et kann ee sech wierklech d'Fro stellen, wéi e Stot mat engem - téschent Gänseféisschen - „normal“ Akommes do nach eens gëtt Enn des Mounts, zemoos wann een héiert, datt Verschiddener d'Halschent an nach méi vun hirer Pai musse fir d'Wunnen ausginn. Erschweierend kënn nach derbäi, datt mer et an de leschte Jore verpasst hunn, zu Lëtzebuerg déi néideg Sozialwunnengen ze schafen.

Ech erënneren drun: Knapps 2% vun eisem gesamte Parc immobilier si Sozialwunnengen. Vill Leit kënnen dofir och net anescht an zéien déisäit der Grenz, wou d'Loyeren alt téschent 20, jo, alt souguer bis zu 45% méi niddreg si wéi hei. An der Vergaangenheet an och haut hu mer eis vill dorop konzentriert ze hëllef beim Uschafe vun enger Wunneng, duerch Zënssubventiounen, Bonifikatiounen an Direkt-hëlfelefen. Dat war an ass och haut nach richtig.

Dës Politik, fir esou ville Bierger wéi méiglech den Zougang zu engem Eegenheim ze erliichteren, huet gehollef, datt haut quasi 70% vun den Awunner an hiren eegene véier Mauere wunne kënnen. Fir déi aner 30% vun eisen Awunner, déi um Privatmarché loune mussen, fir si goufen et allerdéngs weineg bis guer keng Hëlfelefen.

D'Chance, datt si eng Kéier an de Genoss vun den heitege Wunnengsbäihëllef kommen, ass ganz kleng. Wéi soll een zum Beispill e Loyer bezuelen an donieft nach Suen op d'Säit leéen, fir iergendwann eng Kéier eppes kënnen ze kafen? Och sinn et dach grad si, déi, déi lounen, déi am meeschten Ennerstëtzung brauchen op eisem Wunnengsmaart, well dacks sinn et och d'Locataire, déi um Aarmutrisiko betraff sinn. Dësen Aarmutrisiko ass a bleift hei zu Lëtzebuerg mat 16 oder 17% vill ze héich. Mat der Loyerssubventioun komme mer hinnen entgéint.

Et ass eng zolidd Ennerstëtzung, déi mer do schafen. Wéi den Här Rapporteur dat gesot huet, gëtt geschat, datt ongeféier eng 19.000 Stéit an de Genoss vun där Hëllef wäerte kommen. Ech hunn elo e bëssen héichgerechent; wa mer dervun ausginn, dass mer 220.000 Stéit hei zu Lëtzebuerg hunn, da wäeren dat souguer 9% vun de Stéit hei am Land, déi kéinte vun där Prime oder vun där Subventioun profitieren.

Andeems mer se net verallgemengeren, dës Subventioun, verhënnere mer och, datt sech dës Hëlfelefen direkt nees an enger Loyersheréijung bemierkbar maachen. Ze erënneren ass och, datt mer zu Lëtzebuerg eng Zort Mietpreisbremse hunn, nämlech déi, datt de Joresloyer net méi héich duerf si wéi 5% vum Wäert vum Logement. D'Regierung huet eis an deem Kader annoncéiert, och d'Loyerskommissiounen op de Leescht ze huelen. An dat schéngt mer wichteg ze sinn.

Jo, et ass elo grad hei gesot gi vu mengem Virriedner: D'Diskussiounen ëm d'Loyerssubventioun, déi sinn net nei. An ech hat nogekuckt: Schon am Joer 2003 hat den deemolegen Deputéierte Mars Di Bartolomeo dat ganz konkret hei an der Chamber proposéiert. Ech wëll awer och fairerweis dorunner erënneren, datt en éische Projet de loi ënnert der viregter Regierung ausgeschafft gouf. Et huet elo e bësse gedauert, bis en iwwerschaffte Projet ka gestëmmt ginn, eppes wat jo och verschidden Organisatiounen hei am Land kritiséiert hunn.

Ech kann deem zoustëmmen, wéi awer direkt hannendrop soen, datt déi Ännerungen, déi d'Regierung un dem initiale Projet de loi virgeholl huet, richtig a wichteg wäeren. Esou goufe virun allem d'Beträg vun de Subventiounen substanzuell an d'Luucht geschrauft: vun 90 op



124 Euro beim ënneschte Plafong a vun 230 op 300 Euro beim maximale Montant. Och goufen duerch e Regierungsamendement d'RMG-Bezëier grad wéi déi, déi de Revenu pour personnes gravement handicapées kréien, mat agebonnen. An Zukunft kënnen och si vun dësen Hëllef profitéieren. An dat schéngt mer richteg ze sinn.

Här President, mir schafe mat dësem Gesetz e ganz neie Piller an eiser sozialer Gesetzgebung. Niewent dem Kannergeld, niewent eiser gutt funktionnéierender Sécurité sociale an niewent anere Prestatiounen am soziale Beräich kënt elo nach eng nei Ennerstëtzung derbäi. Haut ass dofir e wichtegen Dag fir vill Leit hei am Land, vill Leit, déi, obwuel se vläicht eng Schaff hunn, dacks Problemer hunn, fir déi berühmten zwee Enner beienaner ze kréien. Op Englesch gëtt et e ganz ellene Begrëff fir si. Si ginn „the working poors“ genannt. An ech si frou, datt mer hei am Land nach keen esou en ellene Begrëff hu fir si missen erfannen. An ech bleiwen och derbäi, datt mer als Politiker musen derfir suergen, datt, wann een zu Lëtzebuerg schafft an deemno zu eiser Gesellschaft bäidréit, een och muss genuch verdéngen, fir anstänneg a wierdeg kënnen mat senger Famill ze liewen. Ass dat net garantéiert, da muss de Stat asprangen.

Déi Hëllef, déi de Stat elo bereet stellt, ass ganz konsequent. Esou kann eng eenzel Persoun, déi méi wéi en Drëttel vun hirem Akommes muss fir de Loyer opbréngen, bis zu 1.488 Euro d'Joer kréien. De Montant variéiert jo och no der Unzuel vun de Kanner an no der Gréisst vum Stot a kann alt bis zu 3.600 Euro d'Joer ausmaachen.

Mir schwätzen hei also net vu Klenggeketen oder vu Kinkerlitzchen. Fir e Mindestlounempfänger zum Beispill sinn dat dote ganz substanzieell Hëllef. Am Ganze wäerten dës nei Hëllef de Stat bal 29 Milliounen Euro kaschten, wouvun eng 21 Milliounen nei Dépense sinn an 8,8 Milliounen aus dem Fonds national de solidarité eriwergelass ginn. Am Gesetz steet och, datt ee muss Locataire vun engem Logement zu Lëtzebuerg sinn, woumadder eng Exportabilitéit vun dëser Subventioun verhënnert gëtt.

Wéi bei allem, wat nei ass, soll ee sech och déi néideg Zäit huelen, fir ze evaluéieren. Et ass wichteg, wa mer Gesetzter stëmmen, datt mer och duerno analyséieren, wat dobäi erauskënn. Duerfir proposéiere mer der Regierung, an engem Joer zesumme mat eis an der zoustänneger Logementskommission de Bilan ze maache vun dësem neie Gesetz. Do solle mer kucken, wat dës Hëllef bewierkt hunn, wie se ugefrot huet, wou een nach kann nobesseren, falls dat néideg sollt schéngen.

Här President, d'LSAP-Fraktioun steet hannert dësem Gesetzesprojet. An Zäiten, wou de Stat muss Fouss bei Mol halen, wat seng Ausgaben ugeet, duerf eben net vergiess ginn, no deenen ze kucken a fir déi ze suergen, déi an der Prekaritéit liewen hei am Land. D'Aarmut an den Aarmutsrisiko ze bekämpfen, muss an eise Land eng Prioritéit op der politescher Agenda sinn.

Mat dësem Gesetz maache mer dat. Et geet sécherlech nach net duer. Aner Initiative musen nach derbäikommen, fir notament eleng-erzéien den Elteren ënnert d'Aerm ze gräifen, vun deene mer wëssen, datt si dee gréisste Risiko droen, an d'Aarmut ofzerétschen.

Eng Gesellschaft kann een dorunner moossen, wéi se mat hire Schwächsten ëmgeet. An och do hu mer zu Lëtzebuerg nach heiansdo eppes nozehuelen. Dëst Gesetz geet hei an déi richteg Richtung. Mir sinn iwwerzeegt, datt déi Subventiounen, déi mer haut schafen, op der richteger Plaz ukommen an datt se ville Bierger an eise Land wäerten hëllef, hir prekär Situatioun e Stéckelchen ze verbesseren.

Um Enn géif ech gären dem Rapporteur a President vun eiser Kommissioun, dem Här Arendt, villmools Merci soe fir seng gutt Berichter a ginn heimadder den Accord vu menger Partei zu dësem Gesetz.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Cruchten. An den nächste Riedner ass den Här Roberto Traversini fir déi gréng.

► **M. Roberto Traversini (déi gréng).** - Merci, Här President. Léif Kollegeginnen, léif Kollegen, mir wëssen alleguer, datt d'Situatioun um Immobiliemarché zu Lëtzebuerg keng gesond Situatioun ass. Et kann net normal sinn, datt vill Leit hei am Land a virun allem och jonk Leit sech keng Wunneng leeschte kënnen, respektiv wa se sech eng Wunneng leeschten, datt dann net genuch Suen iwwreg bleiwen, fir kënnen e ganze Mount laang anstänneg ze liewen. Dat weist, denken ech, kloer, datt déi Instrumenter, déi mir am Moment hunn, net duerginn an datt mir also dréngend nei Solutiounen musse fannen.

De Loyerssubsid ass e wichtege Schratt an déi richteg Richtung. Esou wéi et virdu presentéiert ginn ass, kéint een Drëttel vun alle Locataire hei zu Lëtzebuerg vun esou enger Moosnam profitéieren. Dat sinn, dat muss ee sech iwwerleeën, beandrockend 19.000 Stéit.

Dat heescht nun emol ganz einfach, datt dat, wat am Moment um Marché proposéiert gëtt, dem Besoin vun de Leit dobaussen net entsprécht. Et ass eng Diskrepanz do tëschent der Offer an deem, wat d'Leit bezuele kënnen. Mir schwätzen awer hei net vun engem Luxus. Mir schwätzen hei vu Logement, also vun engem Basisbesoin. Bei esou enger wichtiger Saach kënnen mer d'Präisser net dem Spill vun der Offer a vun der Demande iwwerloossen, an dat scho guer net, wann ee weess, datt d'Präisser kënschtlech héichgedriwwen ginn.

(**Mme Simone Beissel prend la présidence.**)

Mir hunn Honnerte vun Hektaren am Bauparimeter leien an trotzdeem gi vill ze vill weineg Wunnenge gebaut. Zwou Saache schéngen mer wichteg an deem, wat ech gesot hunn: éischens, datt net genuch Wunnenge gebaut ginn, an zweetens, datt déi weineg, déi gebaut ginn, och net fir déi Leit geduecht sinn, déi esou eng Wunneng brauchen, well et sinn oft Leit mat moderate Léin, déi d'Logementer lounen.

Datt Lëtzebuerg an esou eng Situatioun geroden ass, hänkt och domat zesummen, datt déi lescht Jorzéngt vläicht net genuch gemaach ginn ass. Mir haten zwar Subsiden, fir Logementer ze kafen, mä en Instrument wéi dat heite fir d'Leit, déi lounen, huet gefeelt.

Et muss een och kee Mathematiker sinn, fir ze rechnen, datt eppes net stëmmt. Wann een nämlech eng Famill hält mat zwee Kanner, déi en Appartement mat ronn 100 m² sicht, dat géif an der Locatioun ronn 1.300 Euro kaschten. Dat hänkt natierlech dervun of, a welcher Gemeng ee wunnt. Et kann e bësse méi, et kann natierlech och e bësse manner sinn.

Fir sech dat aus eegener Kraaft ze leeschten, bräicht esou ee Stot en Nettoakommes vun 3.900 Euro. Wann nëmmen ee vun den Eltere schafft, ass dat ganz schwierig. Mä souguer wa se zu zwee schaffen a se verdéngen de Mindestloun oder knapp iwwer dem Mindestloun, an esou Famillje gëtt et der genuch, ass et net grad evident, sech eng Wunneng ze leeschten. Dofir ass de Subside de Loyer batter néideg an dofir ass et gutt, datt e kënn.

Et gëtt awer och eng Gefor, déi net vun der Hand ze weisen ass. Wat riskéiert nämlech ze passéieren, wann e Propriétaire bis weess, datt e Locataire e Subsid kritt? An e weess dat jo, well e sech jo d'Akomsituatioun vun Locataire weise léisst. Ma, d'Gefor ass, datt en einfach de Loyer bei engem neie Kontrakt an d'Luucht setzt, well e weess, datt d'Leit duerch e Subsid méi Suen disponibel hunn. Doduerch klammen zwar elo net d'Loyere vun deene Wunnengen, déi schon en location sinn, mä de Subsid kéint en Impakt op d'Evolution vun den neie Loyerer hunn.

Mir mussen also oppassen, datt de Subsid och wierklech bei de Locataire ukënn an net an den Täsche vun de Propriétaire. Dofir soll parallel zu der Aféierung vum Subsid den Observatoire ugestallt ginn, d'Evolution vun de Loyere méi staark ënnert d'Lupp ze huelen. A mir mussen no e puer Joer den Impakt, wéi den Här Cruchten dat gesot huet, vläicht no engem Joer schon, vun deem Gesetz kucken, ob dat seng Moosnamen (veuillez lire: Friichten) dréit. Wann net, misst een dat deementsprechend dann och verbesseren.

Fir dat nach eng Kéier zesummenzefaassen: déi gréng sinn der Meinung, datt de Subside de loyer eng gutt Saach ass, well et engem groussen Deel vun de Leit hëllef, eng Wunneng ze fannen, déi hire Besoinen entsprécht an déi se och bezuele kënnen. Well awer d'Gefor besteet, datt d'Propriétaire d'Präisser an d'Luucht setzen, muss mer eis Rendez-vous ginn an e puer Joer, fir ze kucken, ob mer eist Zil wierklech erreicht hunn.

Ech soen lech Merci. An ech soen natierlech och dem Guy Arendt Merci fir de Rapport.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Merci dem Här Traversini. Als nächste Riedner ass ageschriwwen den Här Gast Gibéryen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Madamm Presidentin. Léif Kollegeginnen a Kollegen, fir d'Éischt e Merci un de Kollee Guy Arendt fir säin exzellente mëndleche wéi schrëftleche Rapport iwwert dëse Projet de loi, dee schon am Februar 2013 vun der viregter Regierung, vun viregter Minister deponéiert ginn ass an dee vun der neier Regierung iwwerschaaft ginn ass a wou ënner anerem d'Montanten no uewen ugepasst gi sinn.

Ech mengen, d'Problematik um Wunnengsmaart hei zu Lëtzebuerg ass bekannt. Et ass en Dauerbrenner, dee mer ëmmer erëm diskutéieren a wou mer och vun Zäit zu Zäit heibannen, an dat schon iwwer Joren, Debatte féieren, wéi mer de Problem geléist kréien. A mer gesinn awer, datt vu Joer zu Joer d'Haiser, d'Appartementer méi deier ginn a konsequenterweis dann och d'Locatiounen an d'Luucht ginn.

Zwar hu mer Gesetzter, déi e maximale Montant festleeën, wat d'Loyeren daerfte kaschten, mä mir wëssen awer och, datt et do doniewent e fräie Maart gëtt, dee gréisstendeels opgrond vun der Offer an der Demande funktionnéiert an d'Präisser och deementspreechend sech upassen. Ech wëll haut net an déi Problematik vun der Logementspolitik eragoen, well mer dat jo scho bei anere Geleeënheete gemaach hunn.

Ech mengen, wa mer kucken... Als ADR, kann ech direkt vun Ufank u soen, wäerte mer dësem Projet zoustëmmen. Et ass e gudder Projet. Et ass en iwwerfällige Projet. An et ass e Projet, wou mer Geld ausginn, a wou dat Geld do hikënn, wou et och gebraucht gëtt.

Wa mer gesinn an d'Zifferen stinn am Rapport, wat d'Loyeren hei am Land an deene leschten zéng Joer an d'Luucht gaange sinn, bei den Appartementer ëm bal 43%, bei den Haiser ëm 29%. A wann ee weess, datt mer an deem Zäitraum eng Inflation hate vun 23, 24%, da gesi mer, datt mer hei am Land bei den Haiser, bei der Uschafung wéi bei de Loyere vill méi eng staark Progressioun hunn, wéi dat an aneren Domänen ass.

D'Demande, wat och eppes Neies hei zu Lëtzebuerg ass... Wa mer 20, 30 Joer zrëckkucken, wou et nach eng Traditioun war, datt jiddweree sech e Wunnhaus kaaft huet, esou gesi mer haut, datt d'Demande fir d'Appartementer enorm an d'Luucht geet an datt een haut dacks, wann een en Haus verkeeft an et wëllt een en Appartement kafen, de Verkauf vun engem Haus just duergeet, fir erëm en Appartement ze kafen an datt een och gesäit, datt an den Dierfer an an de Stied doruechter Haiser, déi nach net allze al sinn, kaaft ginn, fir ofgerappt ze ginn an da kommen amplatz, wou een Haus war, dacks nëmmen zwee Appartementer. An dat ass dann awer nach rentabel fir déi, déi déi Investitioun do maachen.

Et ass also eng Situatioun, déi mer net wäerten esou séier an de Grëff kréien, wa mer als Land weider esou wuessen, wa mer weider all Joer 10.000 Aarbechtsplaze schafen. A wa mer all Joer esou vill Leit an d'Land kréien, da bleift d'Demande grouss. An ech fäerten, mir wäerten och an Zukunft net mat der Offer nokommen, fir datt d'Präisser stagnéieren, nach vun enger Senkung ze schwätzen (veuillez lire: vun enger Senkung guer net ze schwätzen).

An an deem Ganze muss mer wëssen, datt d'Zuel vun deene Leit hei am Land, an deem räiche Land, datt d'Zuel vun deene Leit, déi ënnert d'Aarmutsgrenz falen, vu Joer zu Joer klëmmt, an datt mer haut geschwé bei engem Fenneftel vun eiser Populatioun ukommen, déi ënnert de Seuil vun der Aarmutsgrenz mussen oder wäerte falen.

Dëst Gesetz, mengen ech, dokumentéiert dat ganz kloer, wa mer gesinn, datt praktesch 19.000 Stéit, wéi dat am Rapport steet, kënnen vun dësem Gesetz profitéieren. 12.000 hunn der bis haut nach net dovun profitéiert, an et ass ze hoffen, datt mer un all déi Leit kommen an dat Administratiiv net ze vill komplizéiert ass, fir datt déi Leit iwwer einfach Weeër kënnen un déi Hëllef hei kommen.

D'Konditiounen, op déi brauch ech net méi am Detail anzegoen, déi huet de Rapporteur hei gesot. Et ass awer eng vun de Konditiounen derbäi, wou mer soen, déi Leit, déi hei déi Subvention de loyer kréien, déi dierfe keng aner Propriétéit, egal a wat fir enger Form, weder hei am Land nach am Ausland hunn, wou ech mer allerdéngs d'Froe stellen, wéi mer am Ausland dat sollen oder kënnen kontrolléieren an ob et do iwwerhaupt kéinten och Sanktiounen da ginn. Op där anerer Säit muss ech soen, Leit, déi hei am Land mat esou klenge Revenue liewen, datt se emol net genuch fir e Loyer hunn, dat sinn an der Regel och keng Leit, déi da Villaen op der Côte d'Azur doënne hunn.

Wa mer wëssen, wéi d'Berechnungsbasis gemaach ass, da sinn dat och Seulen, déi net esou héich sinn: e Jonggesell bei 1.768 Euro, eng Koppel ouni Kand 2.600, ee Kand 3.183, zwee Kanner 3.713 Euro. Dee Montant, deen d'Leit hei kréien, do solle mer och net ze vill iwwerdreiwe mat deene Montanten, wa mer mengen, mir géifen hei eppes Substantielles maachen. Et ass wuel fir déi Leit vill Geld: Een, deen nëmmen 2.000 Euro de Mount huet, fir deen, fir déi eenzel Persoun oder fir eng Koppel sinn 124 Euro de Mount vill Geld.

Mä mir mussen awer och wëssen, datt mer an deene leschte Joren als Stat op där anerer Säit,

zum Beispill duerch d'Augmentatioun vun der TVA 3%, d'Präisser vun den Haiser an domadder d'Loyeren och méi deier gemaach hunn!

Mir mussen och wëssen, datt de Stat iwwer eng Rei vu Joren d'Kannergeld desindexéiert huet, also d'Famillje manner kréien! A mer muss wëssen, datt d'Regierung virgesinn huet, vum nächste Joer un eng nei Formule vum Kannergeld anzeféieren, wou déi neigebuere Kanner, wat iwwer ee Kand erausgeet, manner kréien!

Soudatt ech géif soen, wa mer déi Formule hei kucken, datt eng Koppel 124 Euro kritt a mat engem Kand der 149, also 25 Euro fir e Kand weider, da géif ech soen, dann huet de Stat op där anerer Säit iwwer de Wee vun der TVA a vun der Desindexéierung a vu manner Kannergeld méi erakritt, wéi en op dësem Wee un d'Famill mat engem Kand ausgëtt.

An och fir en zweet Kand gi mer dann erëm eng Kéier 25 oder 50 Euro weider. A wann ee weess, datt eng Famill, déi zwee Kanner huet - an och dat ass vläicht ee vun de Kritikpunkten, déi mer an dësem Gesetz hunn -, datt mer fir d'Kanner e Montant ginn, ob dat Kand sechs Méint al ass oder 16 Joer al ass; mir wëssen alleguer, wann eng Famill zwee Kanner huet, an d'Kanner kommen an e gewëssenen Alter, da muss een, an dat schéngt mer awer an eiser heiteger Gesellschaft normal ze sinn, all Kand säin eegent Zëmmer ginn. Mat 25 Euro kritt een awer haut beim Loyer keen eenzel Zëmmer. Dat kascht haut vill méi. Tëscht 200 an 250 Euro ginn d'Loyere pro Zëmmer an d'Luucht.

Soudatt mer also kënnen soen, wa mer dat heite maachen, datt ass ze begrëssen, mä mir sollte wann ech gelift net an d'Land erauszéien a mengen, mir hätten hei elo wierklech Wonner gewierkt! Well wann een dat wierklech objektiv kuckt zu der Realitéit, wéi se sech um Terrain presentéiert, dann ass dat heiten, muss een éierlech soen, eng Dréps op e waarme Steen.

Wa mer hei higinn, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, a mir ginn hei 28,8 Milliounen aus, dann ass dat, wéi ech virdu gesot hunn, eng gutt Dépense, déi mer maachen. An de Finanzminister ass och elo grad hei.

Ech mengen, Här Finanzminister, ech kann der Regierung nëmme soen, datt all dat Geld, wat mer an dës Richtung ausginn, datt dat Geld gutt ausginn ass. Mir maachen esou vill Dommheeten an dësem Stat a mir geheien esou vill Gelder, Milliounen, ech géif gär soen Honnerte vu Milliounen heiansdo zur Fenster eraus a maache Feelinvestitiounen, soudatt dat heiten a kengem Verhältnis steet, déi 28 Milliounen, zu deem, wat mer soss zur Fenster erausgeheien!

A wa mer elo iwwer eng Steierreform nodenken, da wësse mer alleguer, datt déi dote Leit, egal wat mer bei der Steierreform maachen, kënnen déi Leit do iwwerhaupt net vun enger Steierreform profitéieren, well Leit mat esou klenge Revenue wéi déi dote bezuele keng Steieren! An duerfir sollte mer eis elo wann ech gelift net an d'Land eraus brette goen, wéi dichteg datt mer wieren, wa mer hei enger Famill 124 Euro de Mount als Subvention de loyer ginn. Et ass néideg, mä mir brauchen eis net ze brettezen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Merci dem Här Gibéryen. Als nächste Riedner huet ech ageschriwwen den Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Merci, Madamm Presidentin. Et ass elo schon e puermol gesot ginn: Zu Lëtzebuerg explodéieren zanter Joren d'Präisser um Wunnengsmaart. Dofir ginn et Ursachen, well de Problem ass net einfach esou vum Himmel gefall. Et ginn och Mëttele, fir dergéint ze goen. Et gi richteg Mëttele an et ginn där falscher, déi de Problem net un der Wuerzel upaken.

Deen heite Projet de loi pëckt de Problem weder un der Wuerzel un nach wäert en de Problem vun de Loyere léisen. Natierlech kléngt et gutt, wann ee seet, mir ginn elo de Locataire eng Hëllef, fir déi iwwerdeier Loyerer nach bezuelen ze kënnen.

Ech ginn ze bedenken, datt et awer net normal ass an engem Land wéi Lëtzebuerg, wat bekanntlech zu deene räichsten op der Welt gehéiert, datt et ëmmer méi schwéier gëtt, e Loyer ze bezuelen, an dat net nëmme fir ganz aarm Leit, mä och scho fir eng Partie Leit, déi zu de sougenannte Mëttschicht gehéieren.

U sech ass dëst Gesetz ironesch. Hei zu Lëtzebuerg gëtt et en Dogma, deen et an aneren



europäesche Länner net esou gétt onbedéngt, an deen Dogma besteet doranner, datt gewësse Leit fest dru gleewen, datt de Maart de Logementsproblem léise kéint.

Déi onsiichtbar Hand vum Maart huet esou gutt funktionéiert, datt elo e Gesetz kënn, grad vu Liberaler gedroen och nach, dat elo déi ganz siichtbar Hand vum Stat intervenéiere léisst.

Et muss een och bedenken, datt d'Locataires hei zu Lëtzebuerg, déi hunn eben och keng politesch Lobby! 80%, dat ass eng Zuel, déi d'Joer zum Onwuert ginn ass, zur Onzuel ginn ass, 80% vun de Locataires hei zu Lëtzebuerg hu kee Wahlrecht. Mir haten eng Geleeënheet, fir dat richtzebéien. Déi ass verpasst ginn.

An dat spillt eng Roll, mengen ech och, well ech mengen och grad, datt et klientelistesch Grënn ginn, firwat während Jorzéngten, iwwer Jorzéngten näischt ënnerholl ginn ass, fir d'Propriétéit méi zur Verantwortung ze zéien, wou herno, wéi mer elo gesinn, de Steierzueler eben dofir muss opkommen. En gros: De Stat muss erëm dat flécken, wou d'Profitmaximéierung gesellschaftlech gescheitert ass.

An et stellt sech och d'Fro: Fir wien ass dës Subventioun e Kado? D'Loyere wäerte jo net erofgoen. An e Propriétaire kéint jo, an dat ass och gesot ginn, och vum Här Traversini an anere Wieder, och mat guddem Gewësse sai Loyer esou festleeën, datt de Locataire Usproch op eng Subventioun erhiewe kéint. Wat hu mer um Enn? Eng staatlech Subventionéierung vun de Wucherpräisser um Wunnengsmaart! Wat hu mer geschafft, ausser de Steierzueler erëm bezuelen ze loossen?

En anere Problem läit doranner, datt d'Gesetz keng Iwwerprüfung vun der Rechtméissegkeet vum Loyer virgesäit. Dat soll duerno nach, gouf gesot, duerch d'Commission des loyers (veuillez lire: gemaach ginn duerch d'Commission des loyers); d'Gesetz misst nach analyséiert ginn. Ech waarden dorobber léiw, well ech mengen, et soll een ëmmer..., also Vertrauen ass gutt, Kontroll ass besser, wéi gesot gouf. Well och, wann d'Mietgesetz, dat gouf zwar hei gesot, virgesäit, datt de Loyer annuel fir eng Wunneng net iwwer 5% vum Wäert soll goen, muss ee wëssen, datt d'Iwwerprüfung zurzäit jo net klappt an datt eben entweder um lokalen Niveau déi Kommissioun muss gestärkt ginn. Mä et kéint ee sech jo natierlech och virstellen, datt een dat um nationalen Niveau kéint regelen, voire op deenen zwee parallellen Niveaue. An dat muss dann och mat Méttelen ausgestakt ginn, juristescher Natur an humaner Natur natierlech och.

Et gi Modeller, wou souguer, ech mengen, an Eisträich, e Locataire nach fënnf Joer, nodeems hie geplënnert ass, ka sai Propriétaire, säin ehemolege Propriétaire belangen, wa sech erausgestallt huet, datt dee Propriétaire während där Zäit, wou de Locataire Locataire war, an iwwerdeierte Loyer gefrot huet. Dat ass och eng Ofschreckungsmethod, well mir wësse jo och, an der Praxis ass et jo och esou, datt e Locataire sech net onbedéngt traute, fir géint e Propriétaire ze goen. Meeschtens ass et esou, datt een iwwerhaupt an der Tëschenzäit frou muss sinn, iwwerhaupt eng Wunneng ze fannen.

Här President, am plaz d'Loyeren ze subventionéieren, wou schlussendlech d'Propriétaires oder besser gesot souguer vläicht d'Banke profitéiere wäerten, muss een d'Loyeren aschränken, begrenzen, a richteg Kontrollmechanisme sollen agesat ginn. Et muss och massiv ëffentlech gebaut ginn. Wann ech all Dag laanscht de Boulevard Royal ginn an dee grouse Chantier gesinn, wou déi meescht Leit sech driwwer opreegen! Ech mengen, et ass ëmmer e gutt Zeechen, wann e Land baut, well dat heescht, datt et funktionéiert, mä d'Leit reege sech manner doriwwer op, well et ass vläicht och net esou bekannt, datt do eng Chance verpasst ginn ass, fir Wunnengen ze bauen. 74 Wunnengen sinn do geplangt, awer Luxuswunnengen!

Ech krut vum deemolege Buergermeeschter am Stater Gemengerot gesot: „Wësst Der, Här Wagner, beim Brandenburger Tor, do gétt et och keng Sozialwunnengen.“ Dat war de Buergermeeschter, deen elo Premierminister ass! Dat ass eng Astellung, déi ech net kann deelen. Dovuinner ofgesinn, ech war zwar nach ni zu Berlin, mä ech krut gesot, datt dat net géif stëmmen.

Wa mer schonn um der Situatioun flécke wëllen, da muss mer och un d'Salären denken, well ech mengen, et gétt zwee Problemer hei zu Lëtzebuerg, dat ass de Logementsproblem, mä et sinn och d'Salären. D'Mindestléin sinn

ze déif! An ech mengen, dat huet zwar elo net direkt domadder ze dinn, mä wa mer vun Aarmut schwätzen, da muss mer iwwer d'Mindestléin schwätzen. An ech mengen, mir kommen net derlaanscht, och déi massiv ze erhéien. E Bruttomindestloun, en onqualifizierten, vun 1.922 Euro, mir wësse ganz genau, datt dat onméiglech ass, fir duerno herno eng Wunneng tëschent 800 an 1.200 Euro ze fannen. Do kënn een einfach net méi no.

Also, soll een derfir sinn, dergéint sinn, sech enthalen? Mir hunn eis wierklech d'Fro awer gestallt. Derfir, jo, an do gétt et Argumenter derfir, well Leit géifen eng Hëllef kréien. Kuerz-zäiteng natierlech. An och, wa se net ganz substanzuell ass, si ass do. An dat kann hëllef.

Dergéint kéint een och stëmmen, well et seet een, et ass déi falsch Léisung. An u sech kréien d'Hëllef schlussendlech d'Propriétaires.

Et kéint ee sech och enthalen, well een net dergéint ass, datt an engem kuerzen Zäitraum Leit eng Hëllef kréien, déi se brauchen, mä mir wëssen, datt duerno op Zäit déi Wierkung wäert ofhuelen a verpuffen, an dat och nach mat Steiergelder.

Schlussendlech hu mer eis fir déi lescht Méiglechkeet entscheet: Mir wäerten eis bei deem Gesetz enthalen.

Ech soen lech Merci.

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance*.- Merci dem Här Wagner. D'Lëscht vun de Riedern ass elo ofgeschloss an ech géif dann elo den Här Marc Hansen, de Statssekretär, op d'Tribün biede fir d'Stellungnam vun der Regierung. Här Hansen, Dir hut d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Marc Hansen**, *Secrétaire d'État au Logement*.- Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, et ass ganz dacks de Mëtteg gesot ginn: Déi Situatioun vum Logement hei zu Lëtzebuerg, déi ass ganz spezifesch an déi ass och ganz komplex. Ech géif elo net méi op alleguerten déi verschidde Propositionen, déi dann och hei op der Chambertribün gemaach goufen, si mer eng Kéier an der Logementskommissioun duerchgaangen a mir hunn eng Kéier och gewisen, wou mer an deenen nächste Joren als Regierung wäerten d'Akzenter setzen, fir ze kucken, fir déi Logementssituatioun hei am Land ze verbesseren.

An ech hat och virun zwou Wochen nach eng Kéier dat gemaach, wat ech och hei op der Tribün bei där Debatt Logement versprach hat, fir de Suivi ze maache vun där Debatt Logement. An déi verschidde Propositionen, déi dann och hei op der Chambertribün gemaach goufen, si mer eng Kéier an der Logementskommissioun duerchgaangen a mir hunn eng Kéier och gewisen, wou mer an deenen nächste Joren als Regierung wäerten d'Akzenter setzen, fir ze kucken, fir déi Logementssituatioun hei am Land ze verbesseren.

Ech géif dowéinst och de Rapporteur Guy Arendt, deem ech och Merci soen, eng Kéier kuerz hei zitieren, dee gesot huet, dass dat heite just eng Mesure ënner villen ass. Dat ass ganz genee richteg. Dat hei ass just ee Puzzlestück an deem ganz komplexe Logementspuzzle - wann ech mer dat eng Kéier därerf erlaben, fir et esou bildlech duerzestellen.

Dat hei ass eng Mesure, déi wäert ganz ville Leit hëllef, mä op där anerer Säit, an do ginn ech deene verschidde Orateuren och recht, muss mer eppes maachen, fir d'Offer an d'Luucht ze setzen. Do ass natierlech och déi ëffentlech Hand gefuerdert, fir soziale Wunnengsbau ze schafen, an dat natierlech och haaptsächlech an dem Beräich vun der Locatioun. Do goufen e ganze Koup u Mesuren an eiser Debatt hei opgefouert. Mir hunn dat och nach eng Kéier am Suivi thematiséiert. An och an de leschte Méint zum Beispill huet de Fonds du Logement en neit Gesetz eraginn op den Instanzewe, fir och grad op där doter Richtung aktiv ze ginn.

Mir hunn e ganze Koup un anere Mesuren, déi mer natierlech och wäerten an deenen nächste Joren ëmsetzen, fir Bauland ze mobiliséieren, fir méi Wunnengen ze schafen. An et ass natierlech haaptsächlech op där Achs, wou mer muss kucken, fir eppes ze maachen.

En attendant ass et awer och déi Situatioun, déi haut de Mëtteg och eng Kéier hei chiffriert gouf vun deem engen oder aneren. An ech géif och nach eng Kéier op déi Zuelen zrëckkommen.

An deene leschten zéng Joer sinn an der Locatioun d'Präisser an d'Luucht gaangen, ëm 48% zum Beispill bei Loyereren. An do géif ech awer eng Kéier eppes wëllen och richtsetzen, wat hei e bëssen ënnerschwellig do mat eragesat ginn ass. Do gouf et an där Zäit nach keng Augmentatioun vun der TVA Logement an awer sinn déi dote Präisser an deene leschten zéng Joer esou geklommen. Also muss mer och op deem Maart natierlech kucken, eppes ze arrangéieren.

Ech wëll dann awer och nach eng Kéier, well dat och plazeweis elo haut vläicht falsch erëm

eng Kéier hei durgestallt gouf, soen, dass d'TVA Logement natierlech net spillt bei deene Leit, déi an hir eege Wunnenge wunne ginn. An ech mengen, dat ass jo awer och eppes, wat ëmmer erëm e bëssen hei vermëscht gétt, an dowéinst solle mer dat natierlech och heiansdo emol eng Kéier richtsetzen an net hei maachen, wéi wann dat eent alles mat deem aneren ze dinn hätt a wéi wann dowéinst de Wunnengsmaart fir déi Leit, déi och wunne ginn an déi Wunnengen, déi se selwer bauen, kafen, dass et do e Changement an där Hisiicht gouf.

Dann ass et awer och nach ze fréi, an dat ass awer och de Mëtteg hei kuerz thematiséiert ginn, fir elo schonn ze soen, wéi wann déi TVA Logement de Präis an d'Luucht gedriwwen hätt. An deemselwechte Saz goufen nämlech hei d'Zuele vun 2014 genannt. Ech muss awer do soen, dass 2014 nach keng Augmentatioun vun der TVA Logement do war, soudass een déi zwou Saachen awer och net kann an een Dëppe geheien. An déi éischt Zuele vun deenen éischten zwee Trimesteren, déi weisen net onbedéngt an déi dote Richtung, dass déi 14%, déi do erhewe goufen, dass déi och direkt op dem Präis ukoumen, mä et ass nach vill ze fréi, fir déi Saache mateneen ze vergläichen, well grad an deem leschten Trimester vun 2014 e ganze Koup u méi Transaktiounen koumen, soudass et nach wesentlech ze fréi ass, fir do Konklusiounen ze zéien.

Et goufen an där heiter Diskussioun haut de Mëtteg nach e puer Froen opgeworf, op déi ech eng Kéier kuerz wéilt agoen, oder e puer Suggestiounen.

Den Deputéierte Cruchten huet vun enger Evaluatioun geschwat. Ech fannen dat natierlech eng ganz gutt Saach, a mir sollen dat och maachen. Et ass vläicht ze fréi, fir dat no engem Joer ze maachen. Do muss een natierlech deen Zäitraum kucken och, deen een dofir brauch, fir dat och anstänneg ze maachen. Mä ech si ganz mat lech d'accord, fir dat och eng Kéier dee Moment an der Logementskommissioun, wann een eng Kéier richteg fiabel Zuelen huet, fir dat dann och eng Kéier ze analyséieren.

Ee Punkt, deen am Kontext vun där Subvention de loyer nawell dacks thematiséiert gouf, dat ass d'Fro, ob dat dann elo géif d'Präisser dreiwelen. Mir mengen à ce stade, dass dat net de Fall wäert sinn, well et awer e kleng Prozentsaz ass op deem ganze Marché, an dass de Marché natierlech awer Offer an Demande ass, an dass et net onbedéngt mat deene Prozenter, déi haut de Mëtteg genannt goufen, duergeet, fir de Präis an d'Luucht ze dreiwelen.

An dann op där anerer Säit sinn d'Präisser affichéiert, ier ee sech déi Wunneng ukucke geet. Dat heescht, et steet an Är Annonce, sief et um Internet oder an der Zeitung, dass dat Appartement oder déi Wunneng 1.000 Euro kascht, an da gitt Dir dohinner, da weess op där anerer Säit de Propriétaire natierlech net, ob Der déi Subvention de loyer kritt oder net. Deen huet sai Präis affichéiert a gemaach natierlech, ier e weess, wie sech op där anerer Säit wäert manifestéieren.

Da géif ech och nach ee Wuert soen iwwert de Mindestloun. Dat war elo grad thematiséiert ginn. De Mindestloun an d'Luucht hiewen ass dat, wat den Här Wagner elo grad thematiséiert huet. Et muss ee wëssen, wann de Mindestloun an d'Luucht gehewe gétt, ass et jo och, fir deene Leit entgéintzekommen, déi e grouse Problem hu mam Logement, well deen, Dir hut et selwer gesot, muss natierlech och dofir duergeen, fir de Logement ze finanzéieren. Hei gétt et natierlech grad fir de Logement eng Ennerstëtzung, soudass dat natierlech och eng Augmentatioun fir déi Leit ass, déi och dowéinst d'Méiglechkeet hunn, fir hire Salaire dann och e bëssen anescht ze gebrauchen.

(**M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.**)

Alles an allem, an dat gouf haut de Mëtteg e puermol thematiséiert, dat steet och am Projet dran, wäert déi Mesure hei, de Berechnunge vun dem LISER no, ronn 19.000 Stéit betreffen. Déi 19.000 Stéit, déi deele sech op 12.000 nei Stéit an 8.000, déi eriwwerkomme vun deenen, déi bis elo bei de Bénéficiairë vum RMG waren. Dat heescht, hei ass eng Mesure, déi nei geschafé gétt fir 12.000 Stéit hei am Land, fir grad deene Leit, déi et op deem soziale Punkt e bësse méi schwierig hunn, fir grad deenen ënnert d'Äerm ze gräifen.

An ech mengen, dat heiten ass eng Mesure, déi awer an enger gewëssener Envergure natierlech hir Wichtigkeet huet. An och, wann et 124 Euro si bei engem Jonggesell, geet dat dann awer an d'Luucht bis op 274 Euro, mat engem Maximum am Gesetz vun 300 Euro. An dat ass dann awer op deenen Akommesklassen eng substanzuell Ennerstëtzung fir alleguerten déi dote Leit, déi hei kënnen vun där doter Mesure profitéieren.

Ech sinn dann awer och frou, an domadder géif ech schlëssen, dass et hei eng grouse Zoustëmmung gétt an der Chamber fir déi dote Mesure. Et ass effektiv eng Mesure, déi scho vun där Regierung virdrun op de legislative Wee geschéckt ginn ass. Et goufen Amendementer, haaptsächlech fir déi Montanten nach an d'Luucht ze setzen, déi déi Leit kënnen kréien, fir also nach méi deene sozial méi schwach gestallte Leit Hëllef ze ginn.

An ech mengen, dass dat heiten awer e soziale Geste ass, dee ganz gutt do ukënn, wou e gebraucht gétt, deen natierlech net de Logementsproblem hei am Land wäert léisen, mä deen awer deene verschidde Leit, déi Problemer hunn, fir déi zwee Enner um Enn vum Mount beieneenzekréien, fir déi ze ennerstëtzen, fir ebe grad op dem Volet vum dem Logement eng Méiglechkeet ze ginn, fir do deem Problem entgéintzewirken.

Dofir soen ech lech alleguerte Merci fir déi breet Zoustëmmung. An ech soen lech och Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci och dem Här Statssekretär. Mir wäeren domat um Enn vun eiser Diskussioun zum Projet 6542 ukomm a mir kéinten zur Ofstëmmung iwwergeen. An ech lancéieren de Vott.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6542 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. D'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

De Projet de loi 6542 ass mat 58 Jo-Stëmmen, bei 2 Enthaltungen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes (par Mme Nancy Arendt), Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen (par M. Roger Negri) et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Eugène Berger), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Lex Delles);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Se sont abstenus: MM. Serge Urbany (par M. David Wagner) et David Wagner.

Da géif ech d'Chamber nach froen, ob se beereet ass, d'Dispens vum zweete verfassungsméissege Vott ze ginn?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

Mir kéinten dann zum nächste Projet iwwergeen. Dat ass de Projet 6783 iwwert déi sougenannte verwaiste Wierker - et kléngt gutt op Lëtzebuergesch.

► **Une voix.** - Verweesten!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Verweesten, jo. Neen, dat kléngt nach méi schlecht!

(Interruptions diverses)

An ech géif direkt d'Wuert dem honorabele Rapporteur, dem Här Claude Haagen, ginn.

5. 6783 - Projet de loi relatif à certaines utilisations autorisées des œuvres orphelines

Rapport de la Commission de l'Économie

► **M. Claude Haagen** (*LSAP*), *rapporteur*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dese Projet de loi, deen de President „verwaiste Wierker“ nennt, also de Projet de loi 6783 iwwert de Gebrauch vun den Œuvres orphelines, gouf den 2. März 2015 vum Wirtschaftsministerium déposéiert. D'Chambre de Commerce huet de 16. März 2015 an de Statsrot den 30. Juni vun deem Joer hiren Avis dozou ginn.

An der Wirtschaftskommissioun vum 2. an 9. Juli vun deem Joer gouf de Projet de loi presentéiert. An opgrond vum Avis vum Statsrot



goufen dunn Amendementer ausgeschafft. De Statsrot huet säin Avis complémentaire de 6. Oktober ginn. D'Kommissioun huet sech mat dësem Avis den 29. Oktober vun dësem Joer ausserneegesat an huet dunn de Rapport zu dësem Projet de loi unanime ugeholl.

Här President, d'Œuvres orphelines sinn artistesch Wierker, Konschtwierker, wou den Titulaire vun den Droit-d'auteurs oder den Droits voisins net méi ze fannen oder ze determinéieren, also feststellen ass. Et stellt sech dann natierlech d'Fro vun de Lizenzen, ob a wéini een dës Wierker ka benotzen.

Dëse Projet de loi huet also als Objet, ee gewëssene Vide juridique ze combléieren, an definéiert, ënner welleche Konditiounen d'Œuvres orphelines kënnen ëffentlech benotzt ginn.

De Projet de loi ass an direkter Relatioun mam modifizéierte Gesetz vum 18. Abrëll 2001 iwwert d'Droit-d'auteurs, d'Droits voisins an d'_bases de données ze gesinn. An dësem Gesetz ginn d'Konditiounen festgeluecht, wéi ee Wierker ka gebrauchen, wéi ee se ka reproduzieren an ënner wéi engen Oplage se dem Public zougänglech gemaach kënnen ginn.

D'Averständnis vun de rechtlichen Titulaire vum den Droit-d'auteurs ass obligatoresch a muss respektéiert ginn. Bei den Œuvres orphelines kann dëst Averständnis awer net gefrot ginn, well ee jo net weess, wien den Auteur oder den Titulaire vun den Droit-d'auteurs ass.

D'Ëmsetze vun dësem Projet de loi ass zréckzeféieren op eng EU-Direktiv 2012/28, déi eben de Gebrauch vun dësen Œuvres orphelines regelt. D'Notze vun den Œuvres orphelines ënnerläit awer verschidde Obligationen, déi am Aklang vun eben dëser genannter EU-Direktiv an eben dësem Projet de loi muss sinn. Jiddwereen, deen dës Wierker, wou den Origine oder den Auteur net determinéiert oder ze fannen ass, notze wëllt, zum Beispill Archiven, Bibliothéiken, muss virduen eng seriö Recherche maachen. Dës Recherche muss un den Titulaire goen, deen een Usproch op d'Droit-d'auteurs oder d'Droits voisins zegutt hätt.

D'Resultat vun dëser Recherche muss der nationaler Autoritéit, déi fir d'Propriété intellectuelle zoustänneg ass, iwwermittelt ginn. Fir Lëtzebuerg ass dat den Office de la propriété intellectuelle. Den Office de la propriété intellectuelle gëtt dës Informatiounen weider un den Office de l'harmonisation dans le marché intérieur, den OHMI, mat Sätz zu Alicante a Spuenien. Mat dëser Prozedur gëtt dann och ee Registre vun den Œuvres orphelines opgestallt, op deen all Interessente dann natierlech kënnen zréckgräifen.

Interessant an dësem Kontext ass och ze bemerken, datt, wann eng Recherche erginn huet, datt keen Titulaire vun den Droit-d'auteurs fonnt ginn ass, op eemol awer sech esou een Titulaire géif mellen, da gesäit d'Direktiv vir, an eben och dëse Projet de loi, fir en Enn un de Statut vun der Œuvre orpheline ze setzen, dëst am Intérêt natierlech vum Titulaire, deen e Recht op d'Droit-d'auteurs huet. Den Titulaire huet dann Usproch op seng gerecht Entscheedung fir de Gebrauch vu sengem Wierk a brauch dann net méi juristesche virzegoen, fir Dommages et intérêts ze kréien.

Här President, de Statsrot hat ënner anerem eng Opposition formelle a sengem Avis ausgeschwat, déi sech op eng Lëscht vun Organismen, op een Opziele vun Organismen, déi vun dësem Projet de loi Notznëisser wieren, bezunn huet. D'EU-Direktiv huet awer dat net virgesinn, datt eischtens all Land dat kéint maachen, esou eng Lëscht ze presentéieren, an d'Wirtschaftskommissioun huet sech dunn och dem Avis vum Statsrot ugeschloss.

Eng Remarque nach zum Délai vun der Transmissioun vun der EU-Direktiv an déi national Legislatioun. Den Délai vun der Transpositioun war den 29. Oktober 2014. Vu datt mer zu Lëtzebuerg nëmme ganz wéineg Jurisprudenzen an der Matière vun der Propriété intellectuelle hunn, wollt de Ministère kucken, wat haapt-sächlech eis Nopeschlänner, notamment Frankräich an d'Belsch, géife maachen, wéi si dës Direktiv an hiert nationaal Recht géifen ëmsetzen. Schlussendlech huet de Ministère sech dunn awer un eng direkt Transpositioun vum Text vun der EU-Direktiv gehalen, ouni d'Ëmsetze vun dëser Direktiv an eisen Nopeschlänner ofzewarden, dëst natierlech, fir net nach méi a Verzug ze geroden.

Zum Schluss wëll ech nach soen, datt dëse Projet de loi den Utilisateur vun den Œuvres orphelines Rechtssécherheet fir d'Publikatiounen, déi an der Realitéit ëmmer méi am Internet gemaach ginn, gëtt. Fotoe si vun dësem Projet de loi ausgeschloss, well déi informatesch Logiciel nach net esou wäit sinn, fir eng direkt informatesch Identifikatioun vun de Fotoe kënnen ze maachen.

Fir weider Explikatiounen verweisen ech op mäi schrëftleche Rapport. Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren a ginn natierlech den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Rapporteur. An d'Wuert huet direkt den Här Félix Eischen.

Discussion générale

► **M. Félix Eischen (CSV).** - Jo, Merci, Här President. Ech wëll just dem Rapporteur Claude Haagen villmools Merci soe fir en detailléierte Rapport zu engem Text, deen am Inhalt ganz technesch ass, vollgepaakt mat interessanten Detailler zu engem Sujet, dat muss ee soen, dee vläicht net esou ganz „grand public“ ass, gell, mä et ass awer gutt, dass mer dat do gemaach hunn. An ech ginn deemno dann och den Accord vun der CSV-Fraktioun.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Eischen. Dann huet d'Wuert den Här Bauler.

► **M. André Bauler (DP).** - Här President, Dir Damm an Dir Hären, d'Melodie vun der lechternacher Sprangpréssessioun berout op engem ale Vollekslied: „Adam hatte sieben Söhne.“ Op deem Text gëtt et verschidde Melodien, ma den Auteur ass bis haut kengem Mënsch bekannt.

Wat hu Lidder aus der europäescher Museks-geschicht wéi „Kein schöner Land“ oder „O Heiland reiß die Himmel auf“ oder och nach eng traditionell Melodie aus England wéi déi iwwer ee versoffene Matrous „The drunken sailor“ matenee gemeinsam? Ma dat ass ganz einfach d'Tatsaach, datt si zwar schéin arrangéiert, dräi- oder véierstëmme gesat goufen, mä datt awer kee weess, wem dës Weise fir d'Eischt an de Kapp koumen, wie se also fir d'Eischt zu Blat bruecht huet oder, fir et an de Wierder vum Gesetzesprojet ze soen, wien den Titulaire vun de Rechter ass.

Här President, ëmmer erëm gëtt et, fir nëmmen déi ze nennen, musikalesch Kreatiounen, deenen hiren Auteur bis ewell net detektiert konnt ginn. Dëst alles sinn, wéi scho gesot, Œuvres orphelines, also Wierker, vun deenen net gewosst ass, wien hire geeschtege Papp oder Mamm ass.

An d'Museks-geschicht ass nawell wierklech gutt geféllt mat esou Compositiounen, wou keen den Erschafer vun der Melodie kennt. Déi populärst hei zu Lëtzebuerg ass wuel den Hämmlsmarsch, eng Melodie, där hiren Auteur bis op den Dag net fonnt gouf an déi am Lëtzeburger Vollek vu Generatioun zu Generatioun weidergereicht ginn ass.

Dee jonke Lëtzeburger Organist Jos Majerus huet mech elo dëse Summer op interessant arrangéiert Chouerwierker aus aller Häre Länner opmierksam gemaach, wou zwar den Auteur vum Text sécher ass, ma wou awer kee weess, wien de Komponist ass. Dacks ass et esou, datt den Arrangeur uginn ass. Dat si populär oder traditionell, sakral oder einfach Vollekslieder, déi, vu hiren Alter, meeschtens schon am Domaine public sinn.

En anert treffend Beispill ass iwwregens dat all-säits bekannt Chrëschtlied „Es ist ein Ros entsprungen“, wou d'Originn vun der uraler Melodie och net bekannt ass. Just dee wirkungs-volle véierstëmmege Saz vum Praetorius dierft Eenzelne vun lech geleefeg sinn.

Iwwregens sinn och déi aacht kleng Präludien a Fugen, Bach-Werke-Verzeichnis 553 bis 560, anscheinend héchstwahrscheinlech net vum Johann Sebastian Bach. Si ginn dem Bach bis haut zwar offiziell zugeschriwwen, mä de wierklechen Auteur ass kengem bekannt. Verschidde Museks-wissenschaftler huelen allgemeng un, datt dës Uergelwierker dem Johann Ludwig Krebs kéinten zugeschriwwen ginn.

Datselwecht iwwregens gëllt fir de Gassenhauer aus dem Ufank vum 17. Jorhonnert, de Ballo del Granduca, deen dem Jan Pieterszoon Sweelinck zugeschriwwen gëtt a gouf, mä wahrscheinlech awer vun engem Schüler vun dësem ass, dem Samuel Scheidt.

Et gëtt also och Fäll, wou den Auteur ëmstriden ass an een also net sécher weess, wien dann elo tatsächlech d'Mamm oder de Papp vun deem Wierk ass. Souwäit also zu deem reng Historischen, mä dat muss och emol heiansdo sinn, well et eiser Culture générale guttdeet!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. André Bauler (DP).** - D'Museks-geschicht ass op jidde Fall gutt geféllt mat esou Beispiller. An, wa Wierker, ob Melodien, Theaterstücke, Gedichter, Prosatexte oder Filmer, net an den Domaine public falen, dann ass et nëmme richteg an noutwendeg, hei eng Recherche diligente duerchzeféieren, fir soumat

sécherstellen, datt ee kengem Auteur seng Rechter oder d'Rechter vu sengen lerwen ignoriert oder a Fro stellt.

Här President, Autorechter ze schützen ass e wichteg Uleies, besonnesch an Zäiten, wou een duerch en einfache Klick um Internet e Wierk kopéieren, deelen oder selwer benotze kann, ouni sech ëm d'Droits d'auteur ze këmmern. Ech fannen et dofir richteg, dass d'Europäesch Unioun d'Schafe vun engem gemeinsamen digitalen EU-Bannemaart mat engem passende Schutz vum geeschtegen Eigentum als prioritär ugesäit.

An deem Kader ass d'Ëmsetze vun dëser Direktiv wichteg, fir engem Problem aus dem Wee ze goen. D'Legislatioun iwwert d'Autorechter seet nämlech, datt een nëmmen e Wierk ka benotzen, wann een den Accord vun deem kritt, deen d'Rechter drop huet. Weess een awer elo net, wien de Besëtzer vun dëse Rechter ass, ass et jo logescherweis net méiglech, säin Accord ze kréien. An ouni Accord keng Diffusioen! Well, wéi ech virduen och schonn duerch meng puer Beispiller gewisen hunn, gëtt et eng Partie där musikalesch, cinématographesch oder literaresch Wierker. An et wier schued, dës net kënnen ze benotzen aus deem eenzege Grund, datt den Auteur vun de Rechter net bekannt ass.

Duerch dëst Gesetz wäerten deemno verschidde Wierker méi einfach de Wee an eis Schoulbicher, eis Bibliothéiken an an eis Archive fannen. Dëst ass am Sënn vun engem méi liichten Accès zu eisem kulturelle Patrimoine.

Dëst gesot, ginn ech den Accord vun der DP a soen dem Rapporteur, awer och a ganz besonnesch de Vertrieder aus dem Wirtschaftsministerium Merci fir hir Aarbecht an hir pädagogesch Beméiungen, eis an der Kommissioun dës dach awer komplex Matière méi verständlech ze maachen. Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Bauler. An d'Wuert huet elo direkt den Här Gérard Anzia.

► **M. Gérard Anzia (déi gréng).** - Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, no där blumeger Duerstellung vu mengem Virriedner, wou, mengem ech, elo jiddweregem am Sall ganz kloer ginn ass, wat déi Œuvres orphelines dann elo duerstellen, wäert ech meng virbereete Ried dann elo léiwer net hei halen. Ech soen him dofir e grouse Merci.

Ech géif awer natierlech och dem Rapporteur, dem Claude Haagen, Merci soe fir säin detailléierte schrëftlechen a mëndleche Rapport zu dësem Projet de loi an ech bréngen den Accord vun der grénger Fraktioun hei mat eran.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Anzia. Ech hunn elo direkt keng zousätzlech definitiv Wuertmeldungen. Ech hat eng mat engem Fragezeiche vum Här Urbany.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - Neen, ech wollt...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. D'Fragezeichen ass also...

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - Ech wollt just mäin Accord ginn zu deem Projet hei.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Tipp-top! Merci.

Ech hu keng weider Wuertmeldungen, dann huet d'Regierung direkt d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie.** - Merci, Här President. Ech géif just wëllen dem Rapporteur Merci soe fir deen exzellente Rapport an ech géif der Kommissioun Merci soe fir déi gutt Zesummenaarbecht an deem doten héich technesch Dossier. An ech géif dann och, wéi den Här Bauler dat richteg gesot huet, dem Här Kaufhold aus mengem Ministère Merci soen, well en et fäerdegbréngt, technesch héich komplex Dossierer op eng dach zimlech locker Aart a Weis ze erklären, soudass jiddwereen et och verstoe kann.

Merci villmools.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Minister Etienne Schneider. A mer géifen dann direkt zur Ofstëmmung iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6783 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Eischt déi perséinlech Stëmme, dann d'Procuratiounen.

An d'Ofstëmmung ass elo ofgeschloss. 59 Participatiounen um Vott, 59-mol Jo. Domat ass de Projet 6783 unanime ugeholl.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6783 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes (par M. Laurent Mosar), Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Nancy Arendt), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen (par Mme Claudia Dall'Agnol) et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Serge Urbany et David Wagner (par M. Serge Urbany).

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze ginn?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert. Ech soen lech Merci.

A mir géifen zum nächste Projet iwwergoen, dat ass de Projet de loi 6456 iwwert den Assurancësecteur. Berichtstatterin ass d'Madamm Joëlle Elvinger a si ass scho prett.

6. 6456 - Projet de loi sur le secteur des assurances

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

► **Mme Joëlle Elvinger (DP), rapportrice.** - Merci, Här President. Dir Damm an Dir Hären, ech hat an de leschte Méint mat dem Projet de loi 6454A a 6454B schonn zweemol d'Geleehheit, op dëser Plaz zum Thema Assurancen ze schwätzen. An ëmmer erëm hu mer op déi grouss Changementer an dësem Secteur higewisen.

Abee, haut ass et esou wäit an d'Direktiv 2009/138/CE, also déi faméis Directive Solvabilité II kann elo an eist nationaal Recht transposéiert ginn, soudass déi nei Dispositiounen vu Solvency II ab dem 1. Januar 2016 kënnen a Kraaft treden.

Här President, de Projet de loi ass de 25. Juli 2012 vum deemolege Finanzminister deponéiert ginn. Den Institut des Réviseurs d'Entreprises souwéi och d'Chambre de Commerce hunn zu dësem Text Stellung geholl. An de Statsrot huet säin eischten Avis de 27. November 2012 ugeholl.

Den 11. März vun dësem Joer huet d'Regierung dunn 175 Amendementer guttgehescht. Hei goug et drëms, deene verschidde Avisen an ënner anerem dem Avis vum Statsrot vum 27. November 2012 Rechnung ze droen. An et ass awer och vun dëser Geleehheit profitéiert ginn, fir nach zwou weider Direktiven an eist nationaal Recht ze transposéieren, nämlech d'Direktiv 2014/52/CE, genannt Direktiv Omnibus II, déi verschidde Dispositiounen vu Solvency II schonns nees emgéännert huet an och transitoire Dispositiounen virgesinn huet fir d'Assurancen- an d'Reassurancëgesellschaften, fir deenen eng progressiv Adaptatioun vum neie Regimm vu Solvency II ze erlaben, an dann och nach op där anerer Säit d'Direktiv 2011/89/CE, déi d'Surveillance vun de Finanzkonglomerater bei den Assurancen- an de Reassurancëgesellschaften betrëfft.

Doropshin huet de Statsrot du säin zweeten Avis den 10. Juli adoptéiert. Den 29. September dëst Joer huet dunn d'Finanz- a Budgetkommissioun vun der Chamber weider Amendementer ugeholl, ier den 20. Oktober dunn de leschten Avis vum Statsrot adoptéiert gouf. De schrëftleche Rapport ass den 11. November dëst Joer an der Cofibu gestëmmt ginn.

Dat Gesetz, wat mir hei stëmme wäerten, wäert dann d'Gesetz vum 6. Dezember 1991 iwwert den Assurancësecteur ersetzen. Dëst ass e ganz wichtige Moment fir eise Lëtzeburger



Assurancésektor, well hie kritt heimat e ganz neit Gesetz, eng eenzeg a kohärent Kodifikatioun vun allen Texter, déi d'Assurancen- a Réassurancenaktivitéite regelen.

D'Direktiv Solvency II imposéiert den Assurancégesellschaften nei Obligatiounen an dës mussen elo eng vill méi breet an detailléiert Visioun vun alle Risiken hunn, deene si kënnen ausgesat ginn. Et ass eng Modernisatioun vun de Berechnunge vun de Forderung betrefend d'Eegekapital vun den Assurancen- a Réassurancégesellschaften, déi dem Gesamtrisiko vun dësen Aktivitéite Rechnung droen.

Mä em wat geet et bei dësem Gesetz genau? No der Finanzkris vum 2008, an déi ganz vill Banken involvéiert waren, sinn op europäeschem Niveau lwwerleunge gemaach ginn, wéi een de Bankensystem als Ganzt méi stabil maache kéint an och mir hunn do eis Gesetzeslag ugepasst.

Vu dass d'Assurancégesellschaften iwwert d'Joren och ëmmer méi wichteg Akteuren an der Finanzwelt gi sinn, ass och dru geduecht ginn, wéi een dës méi zolidd opstelle kéint. Bis elo war et nämlech esou, dass déi grouss Linne vun der Assurancereglementatioun, wat zum Beispill hir Kapitalreserven an d'Kontrollen ueget, gréisstendeels aus de 70er Jore stame vun zwou Direktiven. Eis Kontrollsystemer waren duerch d'Mondialisatioun vum Finanzsektor op eemol dépasséiert.

Här President, ech brauch heibanne wuel kengem méi ze erklären, wéi een Assuranevertrag funktionnéiert. Fakt ass, dass eng Assurancégesellschaft ëmmer derfir suerge muss, dass se nach genuch Reserven huet, fir fir méiglech Schied vun hiren Assurée opzekommen. Et gëtt hei Regeln, wéi dës Risiken iwwert d'Kapitalreserven ofgedeckt gi mussen. Tëscht dem Moment, wou eng Assurancégesellschaft Primme bezuelt kritt, an deem Moment, wou si fir de Schued muss opkommen, muss si dës Sue verwalten. An och hei hëlt si erëm verschidde Risiken op sech, wéi zum Beispill d'Ongewëssheet, wéi sech d'Finanzprodukten, déi si kauft huet oder an déi si investéiert huet, um Marché entwéckelen. Oder och nach de Risiko, dass se hir Suen net dann aus dem Marché erausgezu kritt, wa se se brauch an esou d'Gesellschaft d'Produite vläicht mat enger Perte muss verkafen.

D'Assurancégesellschaften sinn also heimat engem komplexe Risiko vun der Finanzwelt ausgesat. Well dës Entrepreneuren awer laangfristeg hire Modell oprechterhale wëllen an zu all Moment fir d'Schied vun hire Clientë mussen opkommen, egal wéi hir Finanzgeschäfte lafen an hir Investissementer lafen, féiert Solvency II nei Regeln an, wat d'Kapitalreserv betrëfft.

Solvency, dat ass den engleschen Term, deen d'Capacitéit vun enger Gesellschaft beschreift, op Dauer hire finanziellen Obligatiounen gerecht ze ginn. Genau sou wéi et eis drëms gaangen ass, d'Banken méi stabil ze maachen, geet et hei drëms, den Assurancésektor méi stabil ze maachen. Dat, well et eis wichteg ass, dass d'Leit, déi Assurancen huelen, an där sinn et der jo ganz vill, oder bal jiddwereen, och dermat rechne kënnen, dass hir Schied bezuelt ginn, dann, wa se och ufale sollten.

Här President, dës nei Regele si fundamental anescht wéi déi vum aktueller Regimm, deen och alt nach als Solvency I bezeechent gëtt. Dës fundamental Reform vum Assurancésektor baséiert op dräi Piliere. Den éischte Piler vun dësem Gesetz betrëfft d'quantitativ Forderungen an de Berechnunge vun den technesche Provisiounen, Forderungen um Niveau vum Gesellschaftskapital an de Fonds propres vun den Assurancen- a Réassurancégesellschaften.

Bis elo hate mer Eegekapitalforderungen, déi äänlech ware fir Gesellschaften, déi sech geglich hunn. Dat heescht, si ware berechent op Basis vu Primmen, vu Sinisten a vun technesche Provisiounen, no ganz komplizéierte Rechnungen, déi d'Actuaire maachen a wou ech elo net an d'Detailler ginn, well soss si mer gläich an engem Aktuariatours. Et war e relativ einfache System, mä deen och zimlech onfair war, well en net déi spezifesche Émstänn vun der Firma u sech mat a Betruecht gezunn huet, besonnesch dann, wann ee bedenkt, wéi ënnerschiddlech d'Profiler vun verschidde Gesellschaften an dësem Sektor sinn!

A genau dat wäert sech elo änneren. All Assurancégesellschaft muss elo ganz genau op där enger Säit opweisen, wou se wéi eng Sue vun de Clienten erakritt, also och wéi ee Risiko se doduerch fir eventuell Schied op sech hëlt. Op där anerer Säit muss se awer och weisen, wat se mat hire Sue gemaach huet a wou déi inves-

tiéiert ginn. En général sinn déi nei Regeln op dësem Gebitt och méi streng wéi bis elo, dat, well se méi e breede Spektrum u Risiko mat a Betruecht zéien.

Här President, dat alles héiert sech ganz komplizéiert un, an dat ass et och, net nëmme fir eis heibannen, mä och nach fir déi vill betraffen Assurancen- a Réassurancégesellschaften! Well si hu sech hei an de leschte Méint ëmstelle misen a si mussen selwer en interne System uschaffen oder ausrechnen, deen esou eng detailléiert Risikoanalys erlaabt.

Zousätzlech zum éischte Piler, deen ech elo grad erkläert hunn, kommen nämlech och nach zwee aner Piliere derbäi. Den zweete Piler betrëfft déi qualitativ Forderungen, wat de Suivi vu Risiken ueget duerch en adequate System vu Gouvernance a Risikomanagement. Et ginn hei EU-wäit harmoniséiert Standarde festgeluecht, wéi een den Aktiv an de Passiv valoriséiere muss. Et geet hei also och drëms, regulatoresch Differenzen tëscht de Länner aus der Welt ze schafen, soudass eng fair Konkurrenz spille kann.

Wann ech vu Valorisation schwätzen, da gëtt et hei e Changement. An zwar gëllt hei ab 2016 de Prinzip, dass d'Valeur de marché als Basis geholl gi muss an net déi Valeur, déi vläicht historesch amortéiert gouf oder am Bilan figuréiert. Am Detail bedeit et och, dass dës Gesellschaften nei mathematesch Modeller entwéckelen mussen, mat deene se déi verschidde Risiko berechnen kënnen. Doduerch wäert de Bilan vun der Assurancen- oder Réassurancégesellschaft awer och méi realistesch sinn, dat, well en déi aktuell Konditiounen vum Marché reflektéiert. Ech ginn hei net weider an den Detail, well soss géife mer hei ze vill an d'Technik an an d'Komplikatiounen kommen.

Den zweete Piler hält dann awer och fest, wéi sech eng Assurancégesellschaft intern opstelle muss, fir hir Risiken net nëmme quantitativ ze berechnen, mä och qualitativ ofzeschwätzen. Dëst geschitt iwwer eng drëtt Partei, déi am Fall vun Onregelméissegkeeten och intervenéiere kann. Dës Agente mussen d'Entrepreneuren also extrem gutt kennen, wat och e groussen Effort vun där Säit voraussetzt.

Den drëtten Piler setzt Forderungen iwwert d'Informatiounen, déi un de Public an un d'Kontrollautoritéite goe mussen. Mir schwätzen hei vun deem sougenannten „Reporting“, wou et drëms geet, dass d'Firma eng ganz Rei Donnéeën ofleet, dëst souwuel fir d'Investiseure wéi och fir d'Ratingagencen.

D'Logik ass, dass d'Transparenz iwwert de Bilan vun der Firma zu engem méi performante Marché féiert, dat, well all finanziellen Akteur, dee mat der Firma a Kontakt steet, schnell erausfanne kann, wéi et em hir Gesondheet, sprécht hir Solvency steet. Mä och dëst heescht erëm, dass weider Efforte vun de Versécherungsgesellschaften erwaart ginn!

Och d'Roll vum Commissariat aux Assurances ännert sech mat Solvency II. De Commissariat muss an Zukunft de Fonctionnement vun all einzel Assurancégesellschaft vill méi genee ënner d'Lupp huelen an analyséieren, wéi enge Risiken dës exakt ausgesat ass.

Här President, mir wëssen, dass d'Entreprise vum Assurancésektor eng zentral Plaz an eiser Economie spillen. 71 Assurancégesellschaften an 12 Gesellschaften fir d'Reassurance loosse sech weisen. Mir wëssen och, dass 2015 keen einfacht Joer fir si war, dat wéinst engem nidrege Leetzens an de kommende Changementen. Solvency II ass keen einfachen Dossier, mä et sinn Adaptatiounen, déi néideg sinn! An ech sinn zouversichtlech, dass eis Entreprise sech schnell upasse wäerten an dës nei Ära als Chance gesinn, fir sech nach besser um internationale Marché ze positionéieren.

Ech wëll awer och hei ganz speziell dem Finanzminister, de Leit aus dem Finanzministère, dat heescht der Madamm Goubin an dem Här Thurmes, awer och de Responsable vum Commissariat aux Assurances villmoos Merci soe fir déi exzellente Zesummenarbeit mam Parlament, déi et erméiglecht huet, dass dëst Gesetz nach haut ka gestëmmt ginn a fir den 1. Januar 2016 kann a Kraaft treden.

Ech ginn dann och den Accord vun der liberaler Fraktioun an ech soe Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci der Madamm Rapporteur. An d'Wuert huet direkt den Här Michel Wolter.

Discussion générale

► **M. Michel Wolter (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Versécherungsektor huet eng Schlësselroll an der internationaler, europäescher an ech mengen, ouni lwwerdréiwung kënnen ze soen, och nationaler Wirtschaft. De Projet, dee mer haut stëmmen,

ass fir Lëtzebuerg den Ofschloss vun engem jorelaangen europäesche Prozess, fir den europäesche Versécherungssektor ze moderniséieren.

Et ass net esou, dass eréischt no der Kris vum 2008/2009, mä laang virdru schon, d'Bestimmungen an d'Bestriewungen ugaange sinn, fir de Versécherungssektor international op nei Féiss ze setzen.

D'Direktiv selwer datéiert vun 2009. Se war 2009 net onëmstridden, se war et och an deene Joren duerno net. Et ass vill diskutéiert ginn, vill ass verhandelt ginn. An d'Ëmsetzung vun der Direktiv ass dann och permanent no hanner verluecht ginn, bis se dann elo schlussendlech schon, zumindest zu groussen Deeler, op den 1. Januar 2016 festgeluecht ginn ass.

Am Wesentleche geet et bei dëser Reform ëm folgend Aspekter:

éischters, déi verschidde Assurancégesellschaften derzou ze bréngen, hire Risiko besser ze kennen an ze géréieren duerch d'Eranhuelen an der Bewäertung vun hirer Kreditwürdigkeet, hirer Solvabilitéit vu qualitativen Elementer wéi d'Féiere vun der Gesellschaft, der sougenannter Gouvernance, d'Verbreederung vum interne Contrôle oder de Risikomanagement;

zweetens, den nationalen an europäeschen lwwerwachungsinstanzen déi néideg Moyenen ze ginn, fir dës Kreditwürdigkeet vun de Betriber kënnen och besser ze verstoen, ofzeschätzen, ze individualiséieren a mat Zäiten agräifen ze kënnen;

an drëtters, eng harmoniséiert europäesch Ëmsetzung ze garantéieren an d'Konvergenz tëscht de Kontroll- a Solvabilitéitssystemer am Assurancésektor ze garantéieren.

Ech soen der Madamm Rapportrice Merci, déi alles am Detail an hirem schrëftlechen a mündleche Rapport explizéiert huet, soudatt ech kann dorobber verzichten, de Projet nach eng Keier ze paraphraséieren, mä mech op eng Rei vu méi fundamentale Remarquen an och Kriticke par rapport zu deem, wat gestëmmt gëtt, ka reduzéieren.

Déi eng soen, d'Solvabilité II - d'Solvency II - wier eng regelrecht Revolutioun am Assurancésektor. Anerer soen, et wär e kloer Schnëtt. Et ass zumindest dat. An dat ass och dee groussen Ennerscheid tëscht Solvency II a Basel III, deen eigentlech eng zousätzlech Etapp an engem Prozess war, dee laang entaméiert war, fir de Bankesektor nei opstellen, während et sech bei Solvency II wierklech ëm eng komplett Neiausrichtung vun der Aart a Weis, wéi d'Gouvernance vun den Assurancégesellschaften an Zukunft ze maachen ass, handelt.

Et baséiert sech déi jëtzege Struktur vum System eigentlech op dräi verschidde Prinzipien.

Et ass, éischters, de strikte Contrôle vum nationale Régulateur vun de Provisiounen am Passiv vum Bilan en contrepartie vun den Engagementer vun der Gesellschaft.

Dëst ass, Dir Dammen an Dir Hären, d'Basis vum System, wéi mer en haut kennen, souzoe säi Fundament. De Contrôle gëtt gemaach um Niveau vum Provisionnement, dee variabel, awer an der Regel substanzuell Koeffizienter beinhalt, déi jee no Land och nach verschidde sinn.

Zweetens, am Aktif vum Bilan gëtt et dann éier large Limitten, wéi dës Provisiounen ugeluecht däreffe ginn. Verschidde Instrumenter sinn am Assurancésektor total ausgeschloss, anerer sinn a gewëssene Limitte méiglech, ëmmer mam Zil, dass d'Aktiva, déi investéiert ginn, fir d'Provisiounen am Passiv vum Bilan opzehuelen, laangfristeg ugeluecht solle sinn.

D'Eegemëttel - drëtten Punkt - ginn op eng éischer forfaitaire Aart a Weis gerechent, net par rapport zu de Risiken, mä par rapport zu der Dimension vun der Aktivitéit. Dat heescht, d'Taille vun Bilan bei der Liewensversécherung an déi agedriwwen Primmen am Sektour vun der Non-vie. Dës Eegemëttel sinn dann éischer haut e Complément vun der Solvabilitéit, déi um Niveau vun engem konservativen a virsiichtege Provisionnement gemaach gëtt.

De System u sech ass einfach. En ass verständlech, an en huet och am Laf vun de Jorzéngte seng Preuvë gemaach. Esou hunn déi europäesche Assurancen d'Finanzkris no 2008 wesentlech besser iwwerstane wéi d'Banken an och wesentlech besser iwwerstane wéi verschidde vum hiren amerikanesche Konkurrenten. An et huet, contrairement zu de Banken, keng Rekapitaliséierungsmassnahmen an och keng Statshëllef gebraucht, fir d'Finanzkris vum 2008 an duerno ze meeschteren.

An awer huet de System, objektiv gesinn, eng Rei vu Schwächen: éischters, d'Berechnung vun de Provisiounen ass jee no de Länner zum Deel erhieflech verschidde gewiescht; zweetens, et gi ganz weineg qualitativ Entsprechun-

gen tëscht den Aktiva an de Passiva vum Bilan; an drëtters, an där neier Welt vun de Finanzmärché sinn d'Risiken op der Aktivitéit oft ënnerschat oder vläicht och net reng genuch berechent gewiescht, well de ganze System opbaut aus enger Zäit, wou d'Finanzmärchéen aneschters funktionnéiert hunn, wéi se haut funktionnéieren.

An dat ass eigentlech déi grouss, déi fundamental Annerung, déi Rupture, kann ee soen, déi duerch Solvency II elo stattfënt.

Well, éischters, gëtt d'Valorisation vun den Aktiva a vun den Engagementer vun den Assurancégesellschaften an Zukunft nom Präis vum Marché gemaach.

Zweetens, de Verloschtrisiko gëtt op en Horizont vun engem Joer gerechent, egal wéi d'Aktivitéit ausgesäit, a mat engem Garantie-Intervall vun 99,5%. Dat heescht, bei dësem System geet et drëm, de Risiko vun engem Totalschued um Horizont vun engem Joer op 0,5% ze limitéieren. Vu dass d'Risiko sech net matenee kënnen materialiséieren, gi verschidde Mechanismen a Koeffizienter agefouert, déi der Diversifikatioun vum Risiko Rechnung droen. De Mix dann zwësche Risiko an Diversifizierung bestëmmt an Zukunft de Besoin u Kapital.

D'Ufuerderung, drëtters, wat d'Informatioun ubelaangt, geet wesentlech an d'Luucht, an dat souwuel géigeniwwer dem Régulateur, géigeniwwer de Kapitalmäert a géigeniwwer de Clienten. Et ass dëst, objektiv gesinn, ee vun de Schwachpunkte vum Assurancésystem gewiescht, dee ganz oft éischer a gewëssenen Deeler an enger Nébulouse funktionnéiert huet wéi wierklech an engem oppene Raum.

An hei leien dann och an eisen Aen déi wesentlech Verbesserung vum System par rapport zu deem, dee mer haut kennen.

Éischters, all d'Risiko mussen opgewisen a valoriséiert ginn, ouni Ausnam. Och déi verstoppten kënnen eben net méi verstoppt bleiwen, mä mussen gewise ginn.

Zweetens, all Gesellschaft muss sech intern Regele ginn, déi sougenannten ORSA, „Own Risk and Solvency Assessment“. Dës System erlaabt eng méi op déi einzel Gesellschaft ausgerichte Modelliséierung par rapport zu enger, wéi mer se haut kennen, genereller Reglementatioun fir e ganze Sektour. Et bréngt mat sech, dass d'Führungsstrukture vum Betrib eng wesentlech besser Kenntnis vun den Aktivitéite vun hirem Betrib mussen hunn, wéi dat haut de Fall war.

An drëtters hunn d'Gesellschaft ganz vill mussen schaffen. Et ass net eréischt an deene leschte Méint, mä op d'Bedreiwung vum Commissariat aux Assurances an deene leschten dräi bis véier Joer, wou d'Versécherungsgesellschaft sech hei zu Lëtzebuerg op dee Moment x virbereet hunn.

Zum Deel hu Betriber hir komplett Informatiksystemer iwwert de Koup misse geheien, fir neier ze maachen. Ganz vill Betriber hu sech intern Regele mussen ginn, déi se virdru an deem Mooss net kannt hunn. D'ganz Gouvernancepolitik vun de Gesellschaften muss kloer dokumentéiert an novollzëibar sinn. An, ech mengen, dass de System och an Zukunft e bessere Benchmark vun enger Gesellschaft par rapport zu där anerer wäert erlaben.

Déi nei Architektur, Dir Dammen an Dir Hären, ass awer net ganz kritikfäi. Ech hu mer der fënef notéiert, wouvun déi zwou éischt a mengen Aen déi wichtegst sinn, an och déi sinn, wou de Régulateur an och d'Politik an deenen nächste Jore mussen oppassen a souguer eventuell Korrektur virhuelen, wann et noutwendeg ass.

Dat éischt ass déi berühmte Referenz op d'Valorisation vum Marché. Et besteet a mengen Aen en duebele Risque. Dat Eent, dat ass, dass den Assurancésektor sech aus der Couverture vun de laangfristeg Risiken zrëckzitt. An dat anert, dat ass, dass en de laangfristeg Finanzement net méi esou mécht an och net méi esou däreff maachen, no de Regeln, wéi se elo an Zukunft kommen, wéi en dat gemaach huet.

An dat huet en inhärente Risque fir de Fonctionnement vun den europäeschen Economien. D'Assurancégesellschaften sinn ee vun deenen Akteuren, déi am verspreetsten derfir gesuergt hunn, dass de laangfristeg Refinanzement vun der Economie garantéiert ginn ass.

Wann een e laangfristeg Risiko huet an d'Méiglechkeet huet, fir sech laangfristeg dogéint eigentlech ofzesécheren, ass dat e System, dee sech dréit. Elo gëtt dee laangfristeg Finanzéierungssystem ersat duerch een, deen op ee Joer eigentlech begrenzt ass. Dat bréngt also ganz kloer de Risiko mat, datt sech déi Betriber eben aus dem laangfristeg Refinanzement da vun der Economie och wäerten zrëckzéien, e weideren Akteur ginn an engem Marché, dee scho ganz volatil ass, au détrimment vun och deenen Deeler vun den Aktivitéit-



ten an der Economie, déi ebe laangfristeg Partner och brauchen, fir kënnen den Développement vun hiren Aktivitéiten ze maachen.

A mengen Ae bis elo waren d'Assurancëgesellschaften e ganz wichtige Facteur an der Stabiliséierung vun de Laangzäitinvestissementer vun der Wirtschaft. An et muss een dat, besonnesch och hei zu Lëtzebuerg, ganz gutt am A behalen, wéi sech do d'Entwécklung wäert maachen.

Och d'Assurancen, déi hunn, wéi ech gesot hunn, e laangfristeg Risiko ze decken. An d'Aktiva sinn esou bewäert ginn, dass och mat engem gewëssene Puffer, dee konnt geschäfe ginn opgrond vum System, d'Pérennitéit vun der Gesellschaft och garantéiert ginn ass par rapport zu der Volatilitéit vum Marché, engem Marché a Zukunft, dee ganz staark wäert an d'Baisse goen. Dee wäert dann och an Zukunft méi eng grousse Influenz op d'Kapitalverfügung an op d'Viabilitéit vun den Assurancëgesellschaften hunn, wéi dat an der Vergaangenheet war.

Et ginn also positiv Akzenter, déi gesat ginn. Et si positiv Aspekter selbstverständlech an där Reform dran. Op där anerer Säit muss ee kucken, dass déi net opgewie ginn eben duerch de Fait, dass déi Adequatioun tëschent laangfristegem Risiko a kuerzfristegem Finanzement dovunner zuongonschte vun der Pérennitéit vun de Gesellschaften sech wäert ausspillen.

Zweetens, deen ORSA, deen ech genannt hunn, oder den „Risk appetite“ riskéieren, an dat gesäit ee ganz kloer, d'Muechtverhältnissen an de Gesellschaften ze veränneren. Dat mag gewollt sinn, vu Gewëssenen; et muss een awer oppassen, wéi wäit dass et geet.

Et kënt sonner Zweifel duerch des Reform zu enger Verschiebung vun der Muecht an de Gesellschaften, an zwar zum engen an d'Richtung vun de Kontrollorganer, déi wesentlech méi Pouvoir kréien an de Gesellschaften, an zum anerem a Richtung Verwaltungsrot, dem Verwaltungsrot, dee ganz vill Responsabilitéiten duerch des Reform kritt, wann et eben em den „Risk appetite“ geet, dat heescht d'Fro, awéiwäit sech eng Gesellschaft an engem gewëssene Risque engagéiert kritt, wat an der Vergaangenheet an deem Mooss net de Fall war.

Et muss een also oppassen, dass de Pendel, deen eigentlech sollt verhënnert ginn, nämlech deen, dass eventuell onconsidéréiert Risiken, dat hu mer jo aus der Bankesituatioun eigentlech geléiert no 2008, dass dee Pendel eigentlech elo émschwéngt an eng Situatioun, dass mer an eng Betribstruktur geroden, wou kee méi e Risiko wëllt huelen, wou eigentlech alles wesentlech méi a vläicht zum Deel iwwerdriww konservativ gekuckt gëtt, fir net an eng Situatioun kënnen ze geroden, wou een zum enge par rapport zum Régulateur par rapport zum anerem awer och zum Marché an eng Situatioun ka kommen, wou een der Kritik ausgesetzt ass.

Et wäert also an deenen nächste Joren eng reell Konscht an deenen eenzelne Betriber ginn, fir de Poids des mesures ze maachen op där enger Säit eben tëschent dem Risiko, deen s de als Gesellschaft wëlls huelen, an deen eng direkt Influenz och op deng Kapitaliséierung vun dem Betrib huet, oder ob s de dat net méchs.

Een drëtte Punkt, dat ass a mengen Aen de Risque vun der Konzentratioun vun den Entrepreneuren. Leit, déi net am Secteur sinn, déi kënnen sech net virstellen, wat fir eng Surcharge administrative duerch Solvency II op de ganzen Assurancësecteur kennt. Et ass schon zimlech gewaltig, wat par rapport zu de fréiere Gepflogenheeten haut eng Gesellschaft muss produzéieren, fir am Marché kënnen ze bleiwen. An et ass besonnesch do, wou a mengen Ae Kleng- a Mëttelbetriber riskéieren, aus dem Marché erausgedrückt ze ginn, well d'Margen, déi um Geschäft sinn, riskéieren, bis zu enger gewëssener Taille vun engem Betrib net méi duerzegoen, fir déi zousätzlech Käschten, déi den neie System mat sech bréngt, opzefänken.

Nu ginn et der, déi dat gutt fannen. Et muss ee sech jo d'Fro stellen, ëmmer och um Niveau vun der Unzuel vun den Entrepreneuren, wéi dass een dat gesäit. Et si Leit, déi éischer an eng Richtung ginn, dass se dat gutt fannen, dass eng Konzentratioun vun den Entrepreneuren ass. Beispill awer an deene leschte 15, 20 Joer an der europäescher Wirtschaft hu gewisen, dass eng exzessiv Konzentratioun a gewëssenen Domänen vun der Economie net nécessairement zum Virdeel vun allen Akteuren an der Economie sinn.

Eng véiert Kritik an och e Schwaachpunkt, deen awer europäesch net duerchgesetzt war, ass, dass Solvency II nëmme fir d'EU géllt. Et géllt zum Beispill net fir d'Schwäiz, et géllt zum Beispill net fir Amerika. A wann Der wësst, besonnesch am Secteur vun der Réassurance, a wéi engem Mooss den internationale Secteur

de la réassurance internationaliséiert ass, besteet ganz kloer do e Risiko, dass déi führend Playere an deem Domän wäerte kucken zweespueg, zweebeeneg, mat zwee Been, an Zukunft ze fuere; zum enge mat engem europäesche Been, zum anerem awer och mat engem net europäesche Been.

Et ass et ass eigentlech schued, mä et war net anescht dran, dass dat net op méi Länner ausgedeeent ginn ass, wéi et och schued ass, well et eigentlech net ze explizéieren ass, ausser dass et sech em e politesche Kompromëss gehandelt huet, dass d'Pensiounsfongen an deem ganze System hei net dra sinn, d'Pensiounsfongen, déi an enger Rei vun europäesche Länner eng ganz staark wirtschaftlech Roll spillen, zum Deel an den angelsächsische Länner eng Roll spillen, déi méi wichteg nach ka si wéi déi vun den Assurancëgesellschaften. Déi sinn an där heiter Direktiv ausgeklamert ginn, hunn awer exakt déiselwecht Risiken, hunn déiselwecht Froen ze beäntweren. Ech hoffen, dass an deenen nächste Joren déi nach kënnen an de System eragefouert ginn.

D'Konklusioun ass déi, dass an eisen Ae Lëtzebuerg gutt opgestallt ginn ass. Ech muss soen, dass d'CSSF an och d'ACA an deene leschte Joren a scho ganz fréizäitig mat ganz vill Engagement a ganz vill Iwwerzeegung un d'Akteuren am Secteur erugetruede sinn, fir se dervun ze iwwerzeegen, sech fréizäitig mat dieser Problematik ausenanzesetzen. An am Regelfall hunn d'Gesellschaft virun dräi bis véier Joer ugefaangen, fir sech ze moderniséieren. Eleng dee ganzen Investissement, ech muss et nach eng kéier soen, um Niveau vun der Informatik géif souwisou dergéint schwätzen, dass een dat an deene leschten dräi bis véier Méint hätt kënnen maachen. Et wär een nämlech net prett gewiescht.

E ganz grouse Bravo dem Contrôle des assurances fir déi Virgehensweis, déi en do gemaach huet. Ech mengen, Här Minister, dass et wesentlech dozou wäert bäidroen, dass eist Land an deem Domän den 1. Januar 2016 net brauch ze fäerten. Ech liese Rapporten aus anere Länner, wou se sech Surgen nach ëmmer maachen, ob d'Betriber prett sinn. An Däitschland zum Beispill hu se jo souger eng Reglementatioun gemaach, dass eng Rei vu Betriber Ausnameregulunge kréien, well se et net gepackt hätte bis den 1. Januar 2016, eben hire ganze System esou émzestelle vun där Laangzäitrisikodengen eriwuer op dee Joressystem, soudatt se an Däitschland dat an e puer Etappe maachen.

Ech si fest dervun iwwerzeegt, mir si fest dervun iwwerzeegt als CSV, dass eis Assurancen hei zu Lëtzebuerg gutt opgestallt sinn. A mir stëmmen och de Projet.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Wolter. Den nächste Riedner ass den Här Franz Fayot.

► **M. Franz Fayot (LSAP).** - Merci, Här Präsident. Léif Kolleeginnen, Léif Kolleegen, ech ka mech erënneren un en interessante Speech bei den ACA Insurance days 2013. Här Minister, dat war Ären éischten Optritt als Finanzminister vun der neier Regierung. Deemools war nawell en interessanten Orateur bei der ACA, dat war den Här Karel Van Hulle. Dat war de fréiere Chef vum Departement fir d'Assurancen- an d'Pensiounssystemer bei der Europäescher Kommissioun. Et war souzesoen de Papp vu Solvency II.

An hie sot deemools, dass et am europäeschen an och am weltwäiten Assurancësecteur esou eng Aart Paradox gëtt. An dee Paradox géif doranner bestoen, dass den Assurancësecteur, deen effektiv och säit der Kris nach d'Tendenz huet ze wuessen, e Secteur ass, deen engersäits immens komplex ass, mä zur gläicher Zäit u sech am Fong eng manner sophistiquéiert Reguléierung huet, wéi beispillsweis de Bankesecteur, an och ëmmer hat, an dass dowéinst och ëmmer de Régulateur vum Assurancësecteur am Fong éischer manner gutt équipéiert war an och e bësse manner sophistiquéiert war wéi d'Kolleegen am Bankesecteur.

Et gëtt och keng weltwäit Reguléierung vum Assurancësecteur. Den Här Wolter huet elo a senger ganz sachkundeger Ried och nach eng kéier dorun erënnert. Et gëtt näischt wéi d'Basel-Accorden an der Welt vun den Assurancen. Dat ass vläicht och ee vun de Grënn, firwat et esou laang gedauert huet, bis de Solvency II jo komplettéiert ginn ass vun Omnibus II, fir deen duerchzékrieë säit sengem Dépôt 2007, mengen ech, wou deen éischte Projet presentéiert ginn ass.

Et gëtt also hei och weltwäit an och um europäesche Plang eng Diskrepanz, och dat ass gesot ginn, wat d'Spillfeld ugeet. Et gëtt keen „level playing field“ am Secteur vun den Assurancen. Wéi mer an der Cofibu iwwert dese

Projet geschwat hunn, huet den Direkter vum Commissariat aux Assurances, den Här Wirion, och nach eng kéier drun erënnert, dass zum Beispill d'Amerikaner ëmmer nach mat enger Reguléierung fonctionnéieren, déi emol nach net um Standard ass vu Solvency I, dat heescht mat vereelste Regelen.

Dat ass eng ännlech Situatioun wéi déi, déi mer och am Bankesecteur kennen, dass et keen „level playing field“ gëtt, mat den amerikaneschen Entrepreneuren notament. Dat ass keng gutt Situatioun, mä ech mengen awer trotzdem, dass eis als Lëtzebuurger an och als Europäer soll dru geleeë sinn, en zolitte Secteur ze hunn, dee strikt Standard befollegt, fir resilient Gesellschaften am Assurancësecteur ze hunn.

Solvency II, also d'Émsetzung vun der Direktiv 2009/138 komplettéiert duerch Omnibus II vun 2014 probéiert also, d'Léieren aus Solvency II (veuillez lire: Solvency I) hiren Défauten ze zéien. Énner Solvency I waren d'Risiko vum Assurancëgeschäft engersäits net vollständeg aschätzbar, wat natierlech eng Gefor fir d'Assurée duerstellt, wann eng Assurancëgesellschaft géif rutschen.

Zweetens waren d'Chifferen net comparabel. Makroekonomesch Risike waren net gutt mesurable an de Secteur huet sech duerch e relative Manque un Innovatioun charakteriséiert, wat vläicht och dann op där anerer Säit zu senger relativer Soliditéit an der Finanzkris bäigedroen huet.

De Regimm Solvency II, dee mer haut émsetzen, soll dat änneren an eng nei Ära am Encadrement vun den Assurancenaktivitéiten alauden.

D'Rapportrice huet et scho gesot an ech ginn och net méi dorobber an: D'Architektur vu Solvency II baséiert op deenen dräi Pilieren: deem quantitativen, deem qualitativen an deem iwwert de Reporting an iwwert d'Transparenz.

Et gëtt och, an dat ass extrem wichteg fir Lëtzebuerg, e Principe de proportionalité am Solvency II. Deen ass dowéinst esou wichteg fir eis, well en eben insbesonnesch fir e Land mat klengen Assureuren et erméiglecht, eng Régulation, déi méi sur mesure ass, hei unzewenden. Et kann een d'Reguléierung also méi oder wéineger streng gestalten en fonction vun der Gréisst, der Komplexitéit vun de Risiken a vun der Aktivitéit vun den Assurancëgesellschaften.

An dat ass, dat héiert een och am Gespréich mat de Leit aus dem Secteur, en extrem wichtig Uleies fir d'Entrepreneuren, um Niveau vun all de Pilieren an och um Niveau vum Pilier Reporting. An et ass also ze hoffen, dass déi Proportionalitéit bei eis voll zum Spille kennt.

Eng aner Neierung, déi Solvency II mat sech bréngt, ass d'Prise en compte vun der Konsolidatioun. Et gëtt vill méi, wéi dat bis elo de Fall war, eng Kontroll um Niveau vum Grupp gemaach. Dat war bis elo, wéi gesot, an deem Mooss nach net de Fall. An et muss een dann hoffen an erwaarden, wéi dat jo och am Fall vum Bankesecteur ass, dass d'Konsolidéierung eng besser, eng méi holistesche Approche vun der Reguléierung vun engem Assureur mat sech bréngt.

Här Präsident, Léif Kolleeginnen, Léif Kolleegen, d'LSAP begrëisst des wichteg a vill erwaarte Reform. Mir begrëissen dat, well se gutt ass fir d'Sécherheet an d'Resilienz vum Assurancësecteur, dee jo en extrem wichteg Standbeen vun eiser Finanzplaz ass. Et ass en décke Projet, deen eng komplett Refonte vum Gesetz vun 1991 iwwert den Assurancësecteur virhëlt. Eiser Meinung no wäert dese Projet zu engem besser kapitaliséierten, besser reguléierten a méi transparenten Assurancësecteur féieren.

Et ass gewosst, an dat ass och vu menge Virriedner scho gesot ginn, dass een, an dat gesäit ee souwuel an Artikelen an der spezialisierter Press, mä och a Gespréicher mat Leit aus dem Assurancësecteur, dass d'Assureure gutt an och scho säit längerer Zäit preparéiert sinn op d'Afeierung vu Solvency II. Den „phasing in“ an den neie System ass scho säit e puer Joer amgaang.

De Commissariat aux Assurances huet allerdéngs drop higewisen, dass Solvency II eng gewësse Volatilitéit mat sech bréngt - de Spriecher vun der CSV ass och schon dorobber agaan -, an dass déi Volatilitéit dozou ka féieren, dass verschidde kleng Akteuren entweder verschwannen oder mat méi grouse Gesellschaften fusionéieren, dass also doduerch och eng gewësse Konsolidéierung am Secteur vun den Assurancë kennt, wéi een dat jo och an der Bankewelt observéiere konnt mat deem méi groussen „regulatory burden“, dee bei de Banke jo scho länger Zäit amgaang ass opgebaut ze ginn.

Här Präsident, mat Solvency II ass déi europäesch Reguléierungswell, déi op den Assu-

rancësecteur duerkënn, allerdéngs nach net ofgeschloss. Déi Well ass manner grous wéi déi, déi mer an der Bankewelt kennen an och an der Regulatioun vun de Finanzmäert, mä se ass awer och net négligeabel. Mir wëssen, dass deemnächst d'Direktiv iwwert d'Distributioun vun Assurancëproduiten op de Secteur zoukënn. Déi ass mengen Informatiounen no an der leschter Ligne droite um europäeschen Niveau.

An et ass och gewosst, an dat ass en anere Sujet, deen och mä Virriedner schon abordéiert huet, dass d'Thema „Capital Markets Union“ en Thema ass, wat och den Assurancësecteur wäert beschäftegen. Et ass effektiv esou, dass d'Assureuren effektiv e wichtige Rôle hunn als institutionell Investisseuren. An dat, wat beschloss gëtt, engersäits natierlech um Niveau vun der Berechnung vun de Risiken a vun der Adéquation des fonds propres, mä och um Niveau vun der „Capital Markets Union“, ass do net neutral.

Ech denken notament un d'Thema Titrisatioun, iwwert dat mer nach des Woch an der Commission des Finances geschwat hunn. Do soll jo eng simplifiéiert Form vun Titrisatioun kommen. An do muss och séchergestallt ginn, dass déi dann um Niveau vun der Pondération bei den Assureuren manner staark ugerechent gëtt.

All dat sinn Développement, déi een effektiv muss observéieren. An et muss ee kucken, wat fir eng Incidence Solvency II huet och op de Rôle vun den Assureuren am Finanzement vun der Economie réelle. An, ech mengen, en vue vun der Komplexitéit vun deem Thema gëtt dat eng empiresch Observatioun, wou een no enger Zäit da muss e Bilan zéien.

Ech géif, fir ofzeschlëssen, gären der Rapportrice, dem Joëlle Elvinger, Merci soe fir hire gudd Rapport. Ech géif och gären de Leit vum Finanzministère Merci soen, déi dese komplexe Projet geschriwwen hunn, an natierlech och de Leit vum Commissariat aux Assurances fir déi gutt Diskussiounen an der Kommissioun.

An ech géif domat den Accord vu menger Fraktioun zu deemem Projet abréngen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Fayot. An d'Wuert huet elo direkt d'Madamm Viviane Loschetter.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Merci, Här Präsident. Ech mengen, et ass scho vill gesot ginn. Ech géif am Numm vun der grénger Fraktioun der Madamm Elvinger Merci soe fir hire mëndlechen a schréfleche Rapport an den Accord vun der Fraktioun ginn.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci der Madamm Loschetter. An dann huet den Här Roy Reding d'Wuert.

► **M. Roy Reding (ADR).** - Merci, Här Präsident. Och am Numm vun der ADR en häerleche Merci un d'Rapportrice. Ech mengen, dat ass scho méi wéi eng Fläissaarbecht. Dat war e fantastesche Rapport iwwer e komplex Thema.

Wéi ëmmer, wann et em gutt Texter geet fir eis Finanzplaz, wäert d'ADR desen Text stëmmen. Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Reding. Da si mer um Enn vun der Riednerléschtkommission an dann huet d'Wuert direkt den Här Finanzminister, den Här Pierre Gramegna.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Här Präsident, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt sinn ech ganz frou, dass ech ka selwer hei si beim Vott vun deemem wichtegem Gesetz, well, wéi de President vum Parlament an och d'Fraktiounspresidenten alleguerter woussten, wéi mer den Datum festgesat hu vun dieser Diskussioun, war net kloer, ob ech selwer kéint hei sinn, well eng Incertitude bestanen huet, ob mer géifen d'lescht Woch op dem europäesche Budget e Kompromëss fannen.

A wann dat net de Fall gewiescht wier leschte Freideg zu spéider Stonn, dann hätt ech haut missen a vun e Méindeg un och nach zu Stroosbuerg sinn, fir dat ze maachen. Dat ass Gott sei Dank opgaangen. Dofir sinn ech och frou, dass ech haut kann derbäi sinn, well de Vott vun deemem Gesetz ass ganz wichteg, well et e groussen Impact op eis Wirtschaft huet a well et och e Gesetzestext ass, deen d'Assurancëwelt, wéi mer se bis elo kannt hunn, immens ännert.



Fir d'Éischt e grouse Merci un d'Joëlle Elvinger fir säi mëndlechen a schrëftleche Rapport. Dat hei war e ganz laangwierige Prozess, wéi dat richteg ervirgestrach ginn ass, wou also ganz viles geschitt ass iwwert d'Joren. An et ass och esou, dass d'Finanzkris vum 2008 och hei hir Tracen hannerlooss huet an erkläert, dass och nach komplementar Changementer iwwert d'Zäit komm sinn. Ech freeë mech, dass mer dat heiten an den Délaie kënnen stëmmen, fir dass et den 1. Januar vum 2016 kann a Kraaft trieden.

Ech hunn an de verschidde Rapporten, déi gemaach gi si vun de Chambre-professionnelen, Chambre de Commerce an anerer, kënnen liesen, dass se frou sinn, dass mer hei „toute la directive“ an „rien que la directive“ ëmgesat hunn, am Intérêt, mengen ech, vum Land. An dat ass och eng gutt Saach esou.

D'Assurancen zu Lëtzebuerg an d'Assurancen an der Welt ware vu relativ ale Regulatioune geregelt, déi zréck an d'70er Jore ginn, an zu Lëtzebuerg och an d'70er Joren, wat d'Direktiven ubelaangt, an an d'90er Joren, wat eist grousst Gesetz iwwert d'Assurancen ubelaangt. An den Haaptuleies vun där aler Gesetzgebung war haaptsächlech ofzesécheren, dass d'Assurancen déi richteg Provisiounen geholl hunn, déi richteg Sinistren ofgedeckt hunn, mathematesch Provisiounen geholl hunn. Bref, géif ech soen, eng relativ limitéiert Approche.

Wat scho vill manner gekuckt ginn ass, dat ass, wéi d'Assurancen en fait fir de long Terme ofgesécheret hunn doduerch, dass si Primme kréien, déi regelméisseg sinn, déi all Joers kommen, mä se natierlech mussen déi Suen, déi se asammelen, à long terme sécheren.

Wa mer elo kucken, wat déi zwee Haaptobjektiver vu Solvency II sinn, géif ech soen, ass et duebel: zum Éischten, fir natierlech de Preneur d'assurance ze schützen, an zweetens, fir systemesch Risiken ze verhënneren. An dat huet Konsequenzen, souwuel op d'Entreprises op där enger Säit wéi och op de Contrôleur, an eisem Fall de Commissariat aux Assurances.

Wa mer et elo vun den Entreprises aus kucken, géif ech soen, hu mer dräi gréisser Changementer an déi sinn och vun de verschidde Orateuren, vun der Madamm Elvinger, vum Här Wolter a vum Här Fayot, richteg ënnerstrach ginn.

Mir hu quantitativ Changementer doduerch, dass d'Provisiounen, déi technesch Provisiounen an der Fuerderung op de Capitaux méi streng ginn. Dat géif ech nennen déi quantitativ Changementer.

Dann hu mer awer och qualitativer, well d'Entreprises eenzel ganz vill Mesurë mussen huelen an och hir Gouvernance mussen verbesseren, vill méi Audite mussen maachen, fir sécherzestellen, dass se gesond sinn. Dat huet net nëmme mat verschidde Kritären ze di vu Capitaux oder esou, mä och, wéi se sech selwer ënnerlech, inhouse organiséieren.

An deen drëtten Punkt ass d'Disponibilitéit vun den Informatiounen an der Entreprise a bausen. Bausen natierlech fir de Preneur d'assurance, mä natierlech och fir d'Observateure fir d'Marchéen, fir d'Contrôleuren. An doduerch kréie mer vill méi Transparenz bei den Assurancen, fir méi Sécherheet op de Mäert ze hunn.

Wat ännert dat fir de Contrôleur, an eisem Fall de Commissariat aux Assurances?

Ech géif soen, och dräi Saachen. Fir d'Éischt, dass de Commissariat aux Assurances zu Lëtzebuerg muss d'Entreprises am Einzelne besser kenneléieren. Se mussen wierklech an den Detail

vun all eenzel Firma kucke goen. An do hu mer grousser a mëttlerer a verschidde mat Spezifitéiten. Dat mécht et net méi einfach, mä dat mécht natierlech d'Kontroll méi effikass.

Dat Zweet, géif ech soen, dat ass, dass de Contrôleur, de Commissariat aux Assurances an eisem Fall, eng gewësse Marge de manœuvre huet, wéi en all déi Mesuren ëmsetzt. An zu Recht huet den Deputéierte Ben Fayot ënnerstrach, dass och déi Sache mussen mat enger gewëssener Proportionalitéit gemaach ginn.

(Interruptions diverses)

Franz Fayot, richteg, Franz Fayot! Ech wollt kucken, ob Der gutt nogelasschert hutt.

(Interruptions et hilarité)

Ah, wonnerbar! Franz Fayot. Jo, dat sinn déi Association-d'idéien. Voilà!

Also déi Proportionalitéit richteg ervirsträichen.

An dann drëtten och fir de Commissariat aux Assurances zu Lëtzebuerg de systemesche Risique anzuschätzen an den Impakt vun den Assurancëgesellschaften alleguerten op de Marchéen. Dat si vill Changementer beieneen.

Wéi richteg ënnerstrach ginn ass, hu mer eis scho säit Joren dorop virbereet. Dat ass eng gutt Saach.

Vläicht e Wuert zum Assurancësecteur zu Lëtzebuerg.

Dat ass och vu verschidde Orateuren ënnerstrach ginn: Den Assurancësecteur ass ee vun de wichtige Piliere vun eiser Finanzplaz. Ech ginn net midd, dat ze widerhuelen, och wann ech Promotiounen am Ausland maachen. Mä et ass och ganz wichteg, dass mer eis hei zu Lëtzebuerg däers bewusst sinn.

Mir si relativ staark zu Lëtzebuerg an der Assurance vie, well mer déi iwwert d'Grenzen ewech a ganz Europa op Basis vun der libre Prestation de services vermaarten. Mir sinn do e ganz grousse Akteur.

Wann ech d'Primme kucken, déi mer 2014 erakruten, dann ass dat e Rekordjoer gewiescht. Wann ech d'Profitter kucke vun 2014, da war dat och ganz net bei engem vun de beschte Joren, wat e gutt Zeechen ass. Mä d'Reform, déi mer elo hei stëmmen, ass jo och nach net a Kraaft. Mä et ass jo net esou, wéi wann d'Entreprises, déi mer hei hunn, sech net géifen dorop virbereeden.

Ech géif gären op e puer Punkte kuerz agoen, déi de Michel Wolter évoquéiert huet, zréckkommen, well se mer wichteg schéngen.

Dee ganzen Défi court terme, long terme fir d'Assurancen ass natierlech fundamental. A wann een op där enger Säit nëmme hiert Resultat op ee Joer kuckt, wëssend, dass d'Assurancen Engagementer huelen op 20, 30, 40 Joer, da muss justement am qualitative Contrôle, dee gemaach gëtt vum Commissariat, dat ganz gutt gekuckt ginn.

Et ass richteg, op eng gewëssen Aart a Weis, dass den Assurancësecteur gutt resistéiert huet a manner Problemer an der Finanzkris hat wéi de Bankesektor. Et gëtt awer eng grousse Ausnam, dat ass AIG an Amerika. Déi hu ganz grousse Problemer gehat. An et ass och esou, dass virun der Finanzkris, an dat hu mir och souguer zu Lëtzebuerg e bësse matkritt, eng Tendenz war, dass d'Banken an d'Assurancen no dobäi waren, vill ze fusionéieren. An no der Finanzkris ass dat erëm komplett ausser Moud gewiescht, well gutt verstane ginn ass, dass d'Business-Modeller vun deenen engen a vun deenen anere ganz anescht sinn, wat en fait och dorop schlësse léisst, wéi dat richteg ënnerstrach ginn ass, dass den Appetit fir de

Risque ganz anescht an enger Bank ass wéi an enger Assurance.

Déi Remarque, déi och vum Franz Fayot gemaach ginn ass a souwuel vum Michel Wolter iwwert den Défi fir d'PMEen an deem Domän, dat ass eng richteg. Ech mengen, mir kënnen dat net zu Lëtzebuerg léisen, mä natierlech mussen sech d'PMEen esou opstellen zu Lëtzebuerg, dass se kënnen kompetitiv bleiwen.

E leschte Punkt: Solvency II riicht sech nëmme un Europa. Dat ass en Défi, dee mer a ganz ville Saache begéien. Wa mer elo zum Beispill d'Transparenz fiscale kucken, BEPS, déi nei Struktur fir d'international Besteuerung weltwäit, dat ass gemënt fir d'ganz Welt, an Europa ass e Virreider.

Solvency II ass nëmme fir eis selwer de ganzen Areal, géif ech soen, vun internationale Regele. Mir mussen fir Lëtzebuerg suergen, dass mer do en „level playing field“ kréien, mä mir kënnen dat natierlech net eleng bewerkstelligen. Wann ech d'Regele vu Basel III gesinn, déi si mir amgaangen an Europa ëmzesetzen. An Amerika hu se Basel II nach net ëmgesat. Dat ass also eng richteg Erausforderung.

Als Konklusioun: Ech mengen, dass Lëtzebuerg gutt opgestallt ass, fir weider attraktiv ze sinn am Assurancësecteur grenziwwerscheidend. Ech si frou, dass d'Entreprises amgaange sinn, sech virbereeden, an net op de leschte Stëppel gewaart hunn, fir sech ze preparéieren, haaptsächlech wat d'Informatik ubelaangt an d'Gouvernance interne.

An dat bréngt mech dann dozou, dem Commissariat aux Assurances Merci ze soe fir déi Aarbecht, déi gemaach ginn ass, fir Solvency II ëmzesetzen, wou de Commissariat natierlech ganz enk mam Ministère des Finances zesummegegesscht huet.

Mä vläicht och e kleng Réckbléck op d'Gesetz vun 1991, wou, mengen ech, den Auteur vun deemools haut op der Tribün ass, de Vic Rod, deen ech begrëissen. Et kann ee vläicht soen, dass de Vic de Papp ass vun der Assurancen- a Réassurancëwelt zu Lëtzebuerg.

Ech si frou, Vic, dass De haut bei eis bass, wou mer dat heite stëmmen. Et ass eng flott Geleeënheet, fir Dir Merci ze soen an all deenen, déi Dir gehollef hunn.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Dat ass ganz onorthodox, wat Dir haut maacht.

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Mä bon, dat ass egal. Et ass onorthodox.

(Hilarité)

Mä dat, wat den Här Rod gemaach huet iwwert déi Joren, war och onorthodox. An dofir hu mir haut e gudden Assurancësecteur, deen eiser Finanzplaz vill hëllef.

(Brouhaha)

Ech géif gär dem Vic Rod Merci soen, awer och dem Commissariat aux Assurances, sengem Nofolger, deen dat och wonnerbar mécht.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

(Hilarité)

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Den Här Rod kann och vläicht äntwerten, Här President.

(Hilarité générale)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Jo, an ech begrëissen dann och vläicht meng Famill, déi eis nokuckt.

(Hilarité générale et interruptions)

Merci dem Här Finanzminister.

Et ass eng relativ laang Sëtzung, soudass et och heiansdo flott ass, wann et e bësse méi labber gëtt. Dat gesot, mengen ech, zweifele mer net un der Wichtigkeet vun deem Projet a mer géifen dann och elo direkt iwwert dee Projet ofstëmmen, fir dass en nach matzäit a Kraaft kann trieden.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6456 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Votten. An dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo ofgeschloss.

De Projet de loi 6456 ass mat 58 Jo-Stëmmen, bei 2 Enthaltungen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes (par Mme Nancy Arendt), Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par M. Laurent Mosar), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen (par Mme Claudia Dall'Agnol) et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Gusty Graas), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Lex Delles);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Se sont abstenus: MM. Serge Urbany et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze ginn?

(Assentiment)

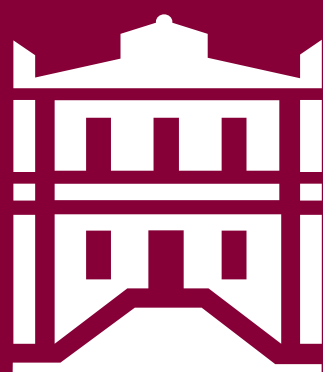
Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mir géifen vun leschte Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen. Do geet et ëm de Projet 6826, eng Rei vu Konventiounen am Beräich vun den Duebelbesteuerungen. An d'Wuert huet direkt d'Rapportrice, d'Madamm Joëlle Elvinger.

7. 6826 - Projet de loi portant

1) approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Principauté d'Andorre tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et du Protocole y relatif, signés à Luxembourg, le 2 juin 2014;

2) approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Croatie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et



d'Chamber online op
www.chd.lu



Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuurger Journal, Zeitung vum Lëtzebuurger Vollek

Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:

Espace Médias SA / Polygraphic SA, Differdange

Concept et coordination générale:

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries

Saint-Paul Luxembourg s.a. 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg,
Editpress s.a. 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

sur la fortune, et du Protocole y relatif, signés à Luxembourg, le 20 juin 2014;

3) approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République d'Estonie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et du Protocole y relatif, signés à Bruxelles, le 7 juillet 2014;

4) approbation de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Singapour tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et du Protocole y relatif, signés à Washington DC, le 9 octobre 2013;

5) approbation du Protocole, signé à Abou Dhabi, le 26 octobre 2014, modifiant la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et les Émirats Arabes Unis tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et du Protocole y relatif, signés à Dubaï, le 20 novembre 2005;

6) approbation du quatrième Avenant, signé à Paris, le 5 septembre 2014, à la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la France tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune signée à Paris le 1^{er} avril 1958 modifiée par un Avenant signé à Paris le 8 septembre 1970, par un Avenant signé à Luxembourg le 24 novembre 2006 et par un Avenant signé à Paris, le 3 juin 2009;

7) approbation du Protocole et l'échange de lettres y relatif, signés à Luxembourg, le 27 mai 2014, modifiant la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et l'Irlande tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Luxembourg, le 14 janvier 1972;

8) approbation du Protocole et du Protocole additionnel, signés à Luxembourg, le 20 juin 2014, modifiant la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Lituanie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et du Protocole y relatif, signés à Bruxelles, le 22 novembre 2004;

9) approbation du Protocole, signé à Bruxelles, le 28 janvier 2014, modi-

fiant la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Maurice tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et du Protocole, signés à Luxembourg, le 15 février 1995;

10) approbation du Protocole et l'échange de lettres y relatif, signés à Bruxelles, le 8 juillet 2014, modifiant la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République tunisienne tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Luxembourg, le 27 mars 1996

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

► **Mme Joëlle Elvinger (DP), rapportrice.** - Merci nach emol, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, an der Lescht gëtt vill vu Steiere geschwat, dat éischtens duerch déi vill verschidden internationalen Initiativen, déi sech fir méi Steiergerechtegkeet asetzen, an zweetens, well jo och hei am Land eng Steierreform an d'Haus steet.

Op dëser Plaz geet et ëm en anert Steierthema, an zwar dat vun de sougenannten Traités de non double imposition, also ëm Accorden tëschent zwee Länner, déi eng Duebelbesteuerung verhënnere sollen. Dës Regele kommen zum Beispill an d'Spill bei enger Firma, déi an engem Land hire Sëtz huet an awer och an engem anere Land Aktivitéiten huet. An dësem Fall regelt esou eng Konventioun, wou wéi eng Steieren dann ufalen.

Sou gëtt och séchergestallt, dass net guer keng Steiere bezuelt ginn, an awer och, dass net op zwou Plazen entweder d'selwecht Steiere bezuelt musse ginn. Et handelt sech domadder och ëm en Outil, fir Abusen a Steierfroen ze ënnerbannen. Am Moment huet Lëtzebuerg 74 esou Konventiounen mat verschiddene Länner ënnerschriwwen, wat och drop hiweist, dass mer eng Finanzplaz hunn, déi ganz gutt Lienen an d'Ausland huet.

Här President, haut de Mëtteg maachen ech lech de Rapport zu engem Gesetzesprojet, dee weider Konventiounen derbäisetzt an anerer aktualiséiert. De Projet de loi 6826 gouf den 9. Juni 2015 vum Finanzminister deponéiert. De Statsrot huet du säin Avis de 6. Oktober formuléiert an d'Finanz- a Budgetskommissioun vun der Chamber huet de schréffleche Rapport den 11. Oktober guttgeheescht.

Duerch de virleienden Text wäerte véier nei Duebelbesteuerungsofkommessen derbäikommen, an zwar Konventiounen mat Andorra, Kroatien, Estland a Singapur. Déi véier nei Konventiounen begräifen dann och d'Investmentfongen a si begräifen den Échange de renseignements a sinn nom OECD-Modell formuléiert.

Da ginn awer och nach eng Rei Accorden aktualiséiert, déi mer schonn ënnerschriwwen hatten. Déi fënnef Konventiounen mat den Arabeschen Emiraten, Irland, Litauen, Mauretanien (veuillez lire: Mauritius) an Tunesien ginn duerch Protokoller ugepasst.

Da gëtt awer och nach d'Konventioun mat Frankräich duerch en Avenant ugepasst. Dësen Avenant gesäit nämlech vir, dass d'Gewënner aus der Alignatioun vun Aktien oder Parte vu Gesellschaften à prédominance immobilière,

dat heescht, déi virun allem Immobilien an hiren Aktiven hunn, do besteiert ginn, wou sech den Immeubel befënnt. Dat heescht, si ginn à la source besteiert.

Här President, dëse Gesetzesprojet dréit dozou bäi, dass eist Land säi Réseau mat den Duebelbesteuerungsofkommessen erweidert a sech ëmmer nees den internationalen Ufuerderungen upasst. E reit sech an eng Rei vu Mesuren an, déi d'Regierung geholl huet, fir eis Finanzplaz ze konsolidéieren.

An dofir géif ech och dem Finanzminister a senger Beamten aus dem Ministère op dëser Plaz villmools Merci soe fir déi gutt Zesummenaarbecht am Parlament bei dësem Projet de loi. An ech géif den Accord vun der liberaler Fraktioun ginn zu dësem Projet an da soen ech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci der Madamm Rapportrice. An d'Wuert huet direkt den Här Gilles Roth.

Discussion générale

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech soe fir d'Éischt der Rapportrice, dem Joëlle Elvinger, Merci fir hire schréfflechen a mëndleche Rapport. Virop: D'CSV wäert dëse Gesetzesprojet stëmmen. Et ass e wichtege Gesetzesprojet fir d'Finanzplaz an et ass och e Weiderfuere vun der Finanzpolitik, déi vun de fréiere Regierungen an dësem Domän gemaach gouf.

Duerfir just fënnef kleng Punkten.

Éischtens: Mir begrëssen déi Efforten, déi gemaach goufen zënter 2009, fir d'Regele vun der OECD iwwert den Informationsaustausch bei Steierinformatiounen och an dës Konventiounen anzuschreien. Dir wësst allegueren, dass dat néideg war no dem G20-Sommet vu London, wou mer deemools op eng gro Lëscht vun den net kooperatiounswëllege Steierjuridiktione gesat goufen.

Zweete Punkt ass deen, dass d'Kompetitivitéit vun der Finanzplaz gestärkt gëtt. Mä et soll een och emol eng Käier soen, dass dëse Projet wichteg ass och fir déi aner Wirtschaftszweiger vun dem Standuert Lëtzebuerg. Dat ass engersäits d'Stolindustrie, dat ass d'Satellitenindustrie, mä dat sinn och zum Beispill esou Niewenzweiger wéi de Secteur maritime.

Dir wësst, dass zu Lëtzebuerg eng Gesellschaft besteet, déi hire Sëtz huet hei zu Lëtzebuerg an enger Nopeschgemeng vun der Stad Lëtzebuerg an déi am sougenannten „maritime dredging“ aktiv ass. Déi schaffen zum Beispill an der Verbreederung vun dem Panamakanal. Déi maachen d'Palmeninselen zu Dubai. An déi brauchen natierlech dës Duebelbesteuerungsofkommessen, well soss hiert Schaffe sécherlech net interessant wier.

En drëtten Punkt ass deen, d'Rapportrice huet dat ënnerstrach, dass hei formell, an der Konventioun notament mat Singapur, drasteet, dass déi och d'Fongenindustrie betrëfft, déi als Résident an der Steierkonventioun ugesinn ass.

Eppes, wat d'Leit dobaussen eigentlech och am Numm vun der Steiergerechtegkeet betrëfft, dat ass deen Zousaz oder déi Emännierung, déi mer maachen an dem Accord fiscal mat de Fransousen.

Bis elo war et esou, dass, wann een eng franséisch Gesellschaft hat, déi an hiren Aktiva zum Beispill eng Villa op der Côte d'Azur hat, an déi franséisch Gesellschaft, déi ass vun enger Lëtzebuurger Holding gehale ginn, an déi Parte vun där Gesellschaft, déi si verkaaft ginn an domat och d'Villa, dass dann déi Plus-value, déi domadder generéiert war, duerch dat Zesummespill vun de Regele vun de Fransousen a vun de Lëtzebuurger konnt steierfräi bewerkstelt ginn. Dat ass eigentlech géint all Regele vun der Steiergerechtegkeet gewiescht.

Dat gëtt elo geännert an ab dem 1. Januar vun dem nächste Joer, wann d'Fransousen dann och hirersäits dësen Accord ratifizéieren, da geet dat net méi, well dann ass déi Plus-value - Här Wolter! - zu 33 an engem Drëttel Prozent ze besteieren, wat, mengen ech, och am Sënn vun enger gewëssener Steiergerechtegkeet ass par rapport zu deene Leit, déi sech deenen normale Regele vun der Plus-value ënnerwerfen.

De fënnfte Punkt ass een, deen net ugeschwat ginn ass - de Finanzminister huet gesot, dass hie selwer zu Istanbul war -, dat sinn déi sougenannte BEPS-Programmer oder BEPS-Regelen. Et muss ee wëssen, dass, wann déi emgesat ginn, dann eng ganz Rei vun Duebelbesteuerungsofkommessen riskéieren, a multilateral Besteuerungsofkommessen emgewandelt ze ginn. An do heescht et dann och, d'Interesse vun eisem Land am Kontext vun deene multilateralen Diskussiounen fir déi Steieraccorden ze wahren, fir dass dann och déi néideg Besteuerungsbasis zu Lëtzebuerg bestoe bleift an dass

mer dann net um Niveau vun der Kierperschaftssteuer virun allem gréisser Abréich hunn.

Dat gesot, ginn ech, wéi am Ufank ugekënnegt, d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Roth. An d'Wuert huet direkt den Här Franz Fayot.

► **M. Franz Fayot (LSAP).** - Merci, Här President. Ech géif der Rapportrice Merci soe fir hire gudden Rapport a géif den Accord vun der LSAP-Fraktioun zu dësem Projet ginn. Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. An dann huet d'Madamm Viviane Loschetter d'Wuert.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Här President, am Numm vun der grénger Fraktioun soen ech der Madamm Elvinger Merci fir hire schréfflechen a mëndleche Rapport a ginn den Accord vun der Fraktioun.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och der Madamm Loschetter. An d'Wuert huet dann de Roy Reding.

► **M. Roy Reding (ADR).** - Merci, Här President. Mir wäerten als ADR dësen Text och matstëmmen. Et gëtt allerdéngs ee Bémol: Dat ass deen Avenant zur Konventioun mat Frankräich. Do féiere mer eppes an, wat et a kengem aneren Duebelbesteuerungsofkommessen mat iergendengem anere Land gëtt, an zwar datt eng Lëtzebuurger Firma, déi en Immeubel a Frankräich besëtzt indirekt duerch eng franséisch Filial, datt do d'Plus-value op der Cessiou vun deenen Aktien dann elo a Frankräich besteiert gëtt anstatt hei.

Dat ass, mengen ech, net dee richtege Wee. Et ass hei ugeklongen, dat wier Steiergerechtegkeet; dat ass net de Fall! Hei gëtt eng Brèche geschloen, déi ongesond ass. Virun allem och muss ee sech jo bewosst sinn, datt ganz oft net gewosst ass, wien iwwerhaapt Propriétaire ass a wéini iwwerhaapt eng Cessiou vun esou Parte stattfënn. Ech denken, datt dat keng gutt Saach ass. Mä well an dësem Text ganz vill aner gutt Texter sinn, virun allem och nei Duebelbesteuerungsofkommessen, déi wichteg si fir eist Land, stëmme mer dësen Text trotzdem mat.

Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Ech hu keng weider Wuertmeldungen. Dann huet den Här Finanzminister d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech freee mech iwwert de Konsens, dee mer hei hunn, fir dat heiten unzuehelen. Fir d'Éischt e grouse Merci dem Joëlle Elvinger fir säi schréfflechen a mëndleche Rapport.

Mir hunn zu Lëtzebuerg haut 74 Conventions de non double imposition. Et gëtt heiansdo international duergestallt, wéi wann d'Instrument selwer eng Manéier wier, fir eisem Land onberechtigt Virdeeler ze verschafen - ech wëll dat just hei soen -, a mir sollen eis natierlech dogéint wieren. An dofir stëmme mer natierlech haut och déi international Konventiounen, wouvun der véier komplett nei sinn. Dat heescht, mir wäerten elo vu 74 op 78 goen, wa mer dat heite stëmme fir Andorra, Kroatien, Estland a Singapur.

Et ass richtege, dass et eis an enger Rëtsch vun dësen Konventiounen gelongen ass, d'Investissementsfongen dranzekréien. Dat geléngt eis och net ëmmer, mä et ass awer eng gutt Saach, wa mer dat fäerdegbréngen.

Ech mengen, et sinn zwou wesentlech Anti-abus-Clausen ëmmer elo an deenen Traitéen dran. Déi éischt ass, dass mer den Échange d'informations sur demande systematesch do drasetzen. Dat ass och e Grund, firwat Verschiddener vun dësen Konventiounen amendéiert ginn. An déi Zweet, dat ass eng Clause anti-abus fir ze verhënnere, dass néierens besteiert gëtt.

An dat ass dann och de Lien zu där spezifescher Clause, déi mer mat Frankräich gemaach hunn, déi en fait mat sech bruecht huet, dass duerch déi Montagë jo dann op der Plus-value néierens Steiere bezuelt gi sinn. Dat ass iwwer Joerzéngten akzeptéiert ginn. Ech mengen d'Mentalitéit sinn amgaangen ze changéieren a mir mussen deem Rechnung droen. Déi Demande ass vun der franséischer Regierung och scho virun enger hallwer Dose Jore gemaach ginn, an doduerch, dass mer där Demande no-gaange sinn, huet dat och gehollef, eis Relatioun bilatéral mat Frankräich an deem

schwierigen Domän vun der Fiskaliteit ze verbessern.

Ech wëll och ennersträichen, dass et net duergeet, dass een den Echange automatique d'informations an d'Konventionen draschreift, mä et muss een deen och - hei schwätze mer vum Echange d'informations sur demande - effektiv gutt kënnen ëmsetzen. An dofir war et och wichtig, dass mer am Joer 2014 hei an der Chamber eng Rëtsch Gesetzer gestëmmt hunn, déi et mat sech bruecht hunn, dass mer deen Echange d'informations sur demande och effektiv ëmsetzen, wat e wichtige Punkt war, fir och an der OCDE vun der schwaarzer Lëscht erofzekommen, wat jo eréischt virun e puer Woche geschitt ass.

Mir sinn also zu Lëtzebuerg um Wee, géif ech soen, vun enger Normalisatioun. An dat ass gutt esou. A well mer elo an enger Normalisatioun sinn, kënnen mer eis, mengen ech, an där ganzer Diskussioun BEPS, déi elo wäert ufänken - d'Ëmsetze vun den neien internationale Regele fir d'Fiskaliteit - aus enger gudder Ausgangspositioun eraus verteidegen an eis fir den „level playing field“ asetzen.

Et ass esou, dass e ganz wesentlechen Deel vun de Regelen am BEPS herno wäert um europäeschen Niveau ëmgesat ginn. Dat heescht, dass dann am Kader vun der EU d'Plaz wäert misse sinn, wou mer müssen eis Intéresse verteidegen. Mä et ass awer och esou, dass eng Rëtsch vun deene Recommendatiounen net wäert an deem Kader ëmgesat ginn an da wäerte mer eis eben als Land eleng misse schloen. Mä mir wäerte schon den „level playing field“ als eis grouss Ausgangsrichtung considéieren, fir och sécherstellen, dass mer net benodelegt gi par rapport zu deenen aneren.

Ech soen allegueren deenen, déi intervenéiert sinn, Merci a freeë mech och, dass Der dat all ennerstëtzt. Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Finanzminister. A mir géifen dann direkt zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6826 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6826 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. D'Ofstëmmung ass elo ofgeschloss.

De Projet de loi ass uegoholl mat 58 Jo-Stëmme bei 2 Enthaltungen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par M. Laurent Mosar), Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes (par M. Paul-Henri Meyers), Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Octavie Modert), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen (par Mme Claudia Dall'Agnol) et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Lex Delles);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Se sont abstenus: MM. Serge Urbany et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel ze ginn?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Domat si mer um Enn vun eisen Aarbechte vum Nomëtten ukomm. Den nächste Rendez-vous ass muer de Mëtten um zwou Auer. Ech soen lech Merci.

(Fin de la séance publique à 17.41 heures)

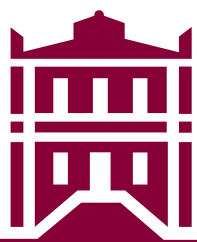
Sommaire des séances publiques n°3 et 4

3^e séance

Ouverture de la séance publique	p. 29
Hommage en signe de deuil et de solidarité envers les victimes des actes terroristes perpétrés à Paris en date du 13 novembre 2015	p. 29-30
Communications	p. 30
6889 - Proposition de révision de l'article 11bis de la Constitution	
6890 - Proposition de loi portant création d'un statut juridique particulier pour les animaux	
6894 - Proposition de révision de l'article 32, paragraphe 3 de la Constitution	p. 30
Ordre du jour	p. 30
Dépôt d'une motion par M. Marc Angel	p. 30-31
Ordre du jour (suite)	p. 31
Heure de questions au Gouvernement	
Question n°125 du 17 novembre 2015 de M. Lex Delles relative aux discussions au sujet des attentats récents à Paris au sein de nos écoles et lycées, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse	p. 31
Question n°126 du 17 novembre 2015 de Mme Diane Adehm relative à l'encadrement scolaire des enfants de demandeurs d'asile, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse	p. 31
Question n°127 du 13 novembre 2015 de M. Roger Negri relative à la récente évaluation de l'EFSA confirmant la sécurité du glyphosate, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement	p. 31-32
Question n°128 du 17 novembre 2015 de M. Gast Gibéryen relative à la politique d'information de la police en relation avec l'incendie de Mënjecker, adressée à M. le Ministre de la Sécurité intérieure	p. 32
Question n°129 du 17 novembre 2015 de M. André Bauler relative à la possibilité d'instaurer des guichets uniques régionaux, adressée à M. le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative	p. 32
Question n°130 du 17 novembre 2015 de M. Claude Wiseler relative aux recommandations du Conseil national des finances au sujet du projet de budget pour 2016, adressée à M. le Ministre des Finances	p. 32-33
Question n°131 du 16 novembre 2015 de M. Franz Fayot relative aux «Assises culturelles», adressée à Mme la Ministre de la Culture	p. 33
Question n°132 du 17 novembre 2015 de Mme Sylvie Andrich-Duval relative à une réforme des régimes de protection (sauvegarde de justice, curatelle et tutelle), adressée à M. le Ministre de la Justice	p. 33-34
Question n°133 du 17 novembre 2015 de M. Laurent Mosar relative aux conclusions du sommet du G20 à Belek en Turquie, adressée à M. le Ministre des Finances	p. 34
Ordre du jour (suite)	p. 34
Renouvellement du mandat de deux conseillers à la Cour des Comptes	p. 34
Déclaration de M. Romain Schneider, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, sur la politique de coopération au développement et de l'action humanitaire, suivie d'un débat	p. 34-46
Ordre du jour (suite)	p. 46

4^e séance

Ouverture de la séance publique	p. 47
Question urgente n°1570 de M. Henri Kox relative au redémarrage des réacteurs belges de Tihange et Doel	p. 47
Motion de M. Serge Urbany invitant le Gouvernement à s'opposer au Conseil européen à toute démarche menant vers une implémentation de l'accord économique et commercial global (AECG), tant que les dispositions RDIE contenues actuellement dans cet accord sont maintenues	
Motion de M. David Wagner relative à l'initiation ou au soutien de toute démarche envers la Commission humanitaire d'établissement des faits dans le but d'ouvrir une enquête indépendante concernant le bombardement d'un hôpital MSF à Kunduz en Afghanistan	
Motion de M. Marc Angel relative à la persécution internationale de minorités ethniques ou religieuses au Moyen-Orient	p. 47-51
6542 - Projet de loi portant introduction d'une subvention de loyer et modifiant:	
a) la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement;	
b) la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti;	
c) la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées	p. 51-54
6783 - Projet de loi relatif à certaines utilisations autorisées des œuvres orphelines	p. 54-55
6456 - Projet de loi sur le secteur des assurances	p. 55-58
6826 - Projet de loi portant	
1) approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Principauté d'Andorre tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et du Protocole y relatif, signés à Luxembourg, le 2 juin 2014;	
2) approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Croatie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et du Protocole y relatif, signés à Luxembourg, le 20 juin 2014;	
3) approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République d'Estonie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et du Protocole y relatif, signés à Bruxelles, le 7 juillet 2014;	
4) approbation de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Singapour tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et du Protocole y relatif, signés à Washington DC, le 9 octobre 2013;	
5) approbation du Protocole, signé à Abou Dhabi, le 26 octobre 2014, modifiant la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et les Émirats Arabes Unis tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et du Protocole y relatif, signés à Dubaï, le 20 novembre 2005;	
6) approbation du quatrième Avenant, signé à Paris, le 5 septembre 2014, à la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la France tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune signée à Paris le 1er avril 1958 modifiée par un Avenant signé à Paris le 8 septembre 1970, par un Avenant signé à Luxembourg le 24 novembre 2006 et par un Avenant signé à Paris, le 3 juin 2009;	
7) approbation du Protocole et l'échange de lettres y relatif, signés à Luxembourg, le 27 mai 2014, modifiant la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et l'Irlande tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Luxembourg, le 14 janvier 1972;	
8) approbation du Protocole et du Protocole additionnel, signés à Luxembourg, le 20 juin 2014, modifiant la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Lituanie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et du Protocole y relatif, signés à Bruxelles, le 22 novembre 2004;	
9) approbation du Protocole, signé à Bruxelles, le 28 janvier 2014, modifiant la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de Maurice tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et du Protocole, signés à Luxembourg, le 15 février 1995;	
10) approbation du Protocole et l'échange de lettres y relatif, signés à Bruxelles, le 8 juillet 2014, modifiant la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République tunisienne tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Luxembourg, le 27 mars 1996	p. 58-60



Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet			
1417	Fernand Kartheiser	Procédures d'asile	1503	Martine Hansen	Conséquences de l'accord trouvé entre les syndicats et le Ministère pour l'organisation de la formation professionnelle
1452	Josée Lorsché, Henri Kox	Programme «Lait à l'école»	1504	Marcel Oberweis	Manque de transparence des factures des garagistes
1457	Georges Engel	Médicament contre la dégénérescence maculaire liée à l'âge (DMLA)	1505	Fernand Kartheiser	Dispositions relatives au revenu minimum garanti (RMG)
1462	Gusty Graas	Nouvelles méthodes dans les stations d'épuration	1506	Marco Schank, Aly Kaes	Fermeture du commissariat de proximité de Vianden
1463	Max Hahn	Photovoltaïque	1507	Roger Negri	Moteurs diesel
1465	Marc Angel, Cécile Hemmen	Hôpital militaire	1508	Claudia Dall'Agnol	Contrôles sur les quais 7 et 8 de la gare de Luxembourg le 13 octobre 2015
1466	André Bauler	Ancienne maison de retraite de Vianden	1509	Laurent Mosar	Critères de l'OCDE en matière d'échange de renseignements à des fins fiscales
1467	André Bauler	Vieilles demeures datant de la Belle Époque sur le site du CHNP	1510	Nancy Arendt	Interdiction de fumer sur les tribunes de stades
1472	Aly Kaes	Gare d'autobus à Ettelbruck	1511	Gusty Graas	Compléments alimentaires
1475	Nancy Arendt	Cours de natation	1512	Gast Gibéryen	Vaccination
1476	David Wagner	Aide financière pour étudiants	1513	Diane Adehm, Gilles Roth	Remboursement des frais de déplacement des conjoints et partenaires des membres du Gouvernement
1477	Claude Adam	Remplacement du système «eduCloud» par «OneDrive for Business»	1514	Laurent Mosar, Léon Gloden	Cambriolages
1479	Nancy Arendt	Mégots	1515	Fernand Kartheiser	Reconnaissance des diplômes des demandeurs de protection internationale
1480	Gérard Anzia	Risque d'inondations	1516	Fernand Kartheiser	Faux camps d'entraînement islamiste dans les Ardennes belges
1481	Gusty Graas	Mise à jour des plans de gestion de l'eau	1517	Martine Hansen, Marco Schank	Commissariats de proximité de Bavigne et de Heiderscheid
1482	David Wagner	Plan communal d'intégration	1519	Roger Negri	Enregistrement des drones de loisirs
1483	André Bauler	Réaménagement de la N10 entre Dasbourg et Marnach	1520	Fernand Kartheiser	Rôle du Fonds national de solidarité dans le cadre de la crise migratoire
1484	Diane Adehm, Gilles Roth	Frais de déplacement des conjoints et partenaires des membres du Gouvernement	1521	Henri Kox, Viviane Loschetter	Mise à disposition d'informations nationales aux membres de la Commission TAXE du Parlement européen
1485	Laurent Mosar, Gilles Roth	Dissimulation du visage dans l'espace public	1523	Franz Fayot	Objectifs de développement durable pour la période 2015-2030 de l'ONU
1486	Taina Bofferding, Georges Engel, Franz Fayot	Conduites de gaz des hauts fourneaux A et B	1524	Léon Gloden	Travaux sur l'autoroute A1
1487	Léon Gloden	Nouveau dépôt de l'Administration des Ponts et Chaussées au Potaschberg à Grevenmacher	1525	Martine Hansen, Aly Kaes, Marco Schank, Emile Eicher	Défauts techniques détectés sur les ventilateurs dans le tunnel Gousselerbiérg
1488	Gusty Graas	Fièvre catarrhale ovine	1526	Diane Adehm, Gilles Roth	Secret des correspondances privées à l'intérieur de la fonction publique
1489	Yves Cruchten	LuxTrust	1527	Marcel Oberweis	Valeurs limites d'émissions fixées pour les installations d'incinération
1490	David Wagner	Contrôle de l'espace aérien	1529	Nancy Arendt	Mise à disposition de logements pour réfugiés par des personnes privées
1491	Serge Wilmes	Promotion du port d'un casque de vélo	1530	Nancy Arendt	Revenu minimum garanti (RMG)
1492	André Bauler	Musée de la Police grand-ducale	1531	Laurent Mosar	Prise d'assaut de deux chaînes de télévision en Turquie
1493	Sylvie Andrich-Duval, Gilles Roth	Recrutement au sein de l'Inspection du travail et des mines	1532	Laurent Zeimet	Sécurité alimentaire
1494	Tess Burton	Institut pour enfants autistiques et psychotiques	1533	Sylvie Andrich-Duval	Maladie de Lyme
1495	Lex Delles, Simone Beissel	Sécurité sur les passages pour piétons	1534	Fernand Kartheiser	Espionnage par le Bundesnachrichtendienst (BND)
1496	André Bauler	Offre et demande de bureaux	1535	Laurent Mosar	Représentation unique de la zone euro au sein du Fonds Monétaire International (FMI)
1497	Nancy Arendt	Mesures antibruit sur l'autoroute A4 et l'échangeur à Pontpierre	1536	Fernand Kartheiser	Logements pour réfugiés et personnes en difficulté
1498	Françoise Hetto-Gaasch	Scolarisation des enfants atteints de dysphasie			
1499	Serge Urbany	Implications de SES dans le pilotage des drones armés			
1500	Diane Adehm, Gilles Roth	LuxTrust			
1501	Marco Schank	Temps de conduite et de repos des conducteurs d'autobus			
1502	Serge Wilmes	Graffitis observables dans la Vieille Ville			

Question 1417 (04.09.2015) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant les procédures d'asile:

Lëtzebuerg an aner europäesch Länner sinn am Abléck mat enger massiver Migrationsswell

konfrontéiert. Verschidde Leit wëlle sech viru Kricher a Sécherheet bréngen, vill anerer wëllen aus reng wirtschaftleche Grënn an Europa kommen. Ee vun den Aspekter vun där Entwécklung ass eng méiglech Iwwerfuorderung vun eise Verwaltungen a Gerichter. Et ass awer wichteg, datt Lëtzebuerg weiderhi ka Leit op huelen, déi e Recht op politeschen Asyl hunn.

Dowéinst stelle sech eng ganz Rëtsch vu prakteschen a prozedurale Froen, vun deenen ech hei der e puer wollt deenen zoustännege Ministere stellen:

1. Mat wéi enger zousätzlecher finanzieller Belaaschtung fir de Statsbudget rechent d'Regierung fir 2015 an 2016?

2. Mat wéi enger finanzieller Belaaschtung müssen d'Gemenge rechnen?

3. Wat wëllt d'Regierung maachen, fir den „Asyltourismus“ (Nicolas Schmit) vu verschidde Leit, virun allem aus de Balkanlänner, definitiv ze stoppen? Denkt d'Regierung drun, nees eng Visaflicht fir d'Balkanlänner anzeféieren?

4. Wéi wëllt d'Regierung géint déi Leit virgoen, déi kuerzfristeg an illegal op Lëtzebuerg zrëckkommen, nodeem si fräiwëlleg oder onfräiwëlleg no enger fir si negativer Asylprozedur rapatriéiert goufen?

5. Wëllt d'Regierung weider Länner op d'Lëscht vun de Pays sûrs setzen? Wa jo, wéi eng a wéini?

6. Wéi eng Moosname ginn op nationalem Plang géint Passeuren a Schleiser geholl, virun allem géint déi, déi Leit aus de Balkanlänner op Lëtzebuerg bréngen?



7. Wëllt d'Regierung géint déi Leit virgoen, déi „verschwanen“, wa si solle rapatriéiert ginn, a wëllt si géint déi Leit virgoen, déi Leit, déi solle rapatriéiert ginn, bei sech doheem ophuele respektiv verstoppen? Denkt d'Regierung drun, der Chamber Annerungen am Code pénal ze proposéieren?

8. Wat mécht d'Regierung, wa Kanner vu Leit, déi illegal am Land sinn a „verschwonnen“ sinn, an eise Schoulen opdauchen? Wëllt si aktiv d'Eltere sichen, fir d'Gesetz oder Gerichtsuertheeler ze respektéieren an ëmsetzen, oder toleréiert si d'Emgoe vun eise Gesetzer oder vu Gerichtsuertheeler doduerch, dass esou Leit net vun der Police gesicht a rapatriéiert ginn?

9. Wëllt d'Regierung d'Prozeduren am Asylrecht zäitlech oder instanzeméisseg kierzen? Wat wëllt si besonnesch am Fall vu Leit maachen, déi aus sécheren Drëttlänner kommen?

10. Wëllt d'Regierung verhéieren, dass net enger fir dee Betraffenen negativer Asylprozedur den direkt no engem Uerteel an zweeter Instanz nach aner juristesche oder administrativ Prozeduren entaméiert, mat deem eenzegem Zil, fir esou laang wéi méiglech kënnen hei am Land ze bleiwen, och wann erwisenermoosse keen Asylgrond existéiert?

11. Wëllt d'Regierung d'Assistance judiciaire an engem Sënn reforméieren, fir dass de Mëssbrauch an déi kënschtlech Verlängerung vu Prozeduren kann effikass ageschränkt ginn? Wëllt d'Regierung sech dobäi um Virbild vun aneren EU-Staten orientéieren?

12. Wat wëllt d'Regierung maachen, fir ze garantéieren, dass d'Invocatioun vu „medezinnesche Grënn“, fir eng Openthaltsverlängerung ze errechen, net kann zu engem neien Asylmëssbrauchsschema féieren? Wéi vill dë Demandé gëtt et a wéi gi se kontrolléiert? Wéi huet sech d'Zuel vun esou Demanden an deene leschten zwee Joer entwéckelt? Wéi vill Doktere sinn disponibel, fir esou Prozeduren ze begleeten an ze kontrolléieren?

13. Kann d'Regierung garantéieren, dass si zu kengem Zäitpunkt un eng obligatoresch Ennerbréngung vu Migranten oder Demandeurs d'asile bei Privatleit oder an eidelen, private Wunnengen denkt, elo net an och net bis zum Enn vun dëser Legislaturperiode?

14. Wéi gedenkt Lëtzebuerg ze reagéieren, wann et mat polygame Flüchtlinge konfrontéiert ass, sief et, dass déi ganz Grupp hei zesammen ukënnt, oder wa spéider eventuell unerkannten Asylanten all hir Frae wëilten nokomme loossen? Ass Lëtzebuerg bereet, polygam Liewensgemeinschaften an domat méi wéi ee Conjoint unzëerkennen? Gëtt et schon esou Fäll?

15. Wat fir eng Prozedur si virgesinn, wa Leit ouni Pabeieren hei am Land ukommen? Wat geschitt mat Leit, déi gefälschte Pabeiere weisen, zum Beispill gefälschte syresch Päss?

16. Wat mécht Lëtzebuerg bei sougenannte Mineurs non accompagnés, bei deenen awer medezinnesch oder aner berechtigt Zweifel existéieren, dass si iwwerhaupt nach mannerjäreg sinn?

17. Wéi eng Konsequenz wëllt d'Regierung géint iwwer deene Länner huelen, déi hir eege Statsbürger net wëllen zréck areese loossen, wa si hei keen Asyl kréien?

18. Wéi eng Konsequenz wëllt Lëtzebuerg géint iwwer deene Länner huelen, deenen hir Ambassade bei der Identifizierung vun hire méigleche Statsbürger net a vollem Émfang matschaffen?

19. Wéi vill Leit sinn am Abléck nach a Strukture vum OLAI oder op anere Plazen hei am Land ënnerbruecht, deenen hir Asylprozedur schon ofgeschloss ass an déi also mussen d'Land verlossen? Wéini ginn déi Leit rapatriéiert?

Réponse commune (04.11.2015) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*, de **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice*, de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*, de **M. Dan Kersch**, *Ministre de l'Intérieur*, et de **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région*:

Ad 1. D'Kreditter fir d'Prise en charge fir Demandeurs de protection internationale konzentriert sech op de Statsministère, de Familljeministère, d'Affaires étrangères an de Ministère de l'Éducation nationale.

Beim Statsministère ginn eng Partie Fraisen iwwerholl vum Haut-Commissariat à la Protection nationale, beim Familljeministère sinn et Käschten haaptsächlech vum OLAI a bei der Éducation nationale am Zesammenhang mat de Classes d'accueil, Médiateurs asw...

Am Total ass déi aktuell Estimatioun vun den Fraisen 2015 27 Milliounen ongeféier, a fir 2016 op Basis vun deenen aktuellen Hypothese 45 Milliounen Euro.

Ad 2. Wat den Accueil an d'Prise en charge vun den Demandeurs de protection internationale ubelaangt, läit d'Verantwortung ganz beim Stat. Op d'Gemeenge kënn do keng finanziell Belaaschtung duer.

Ad 3. Als Éischt emol ass wichteg, ze rappéléieren, dass d'Convention de Genève virgesäit, dass all Mënsch d'Recht huet, eng Demande op Asyl ze stellen. Laut dem Asylgesetz vun 2006 gëllen déi Demanden als irrecevabel, déi vun enger Persoun aus engem aneren EU-Land gestallt ginn.

D'Leit, déi aus Länner vum westleche Balkan kommen, hunn also och ee Recht drop, eng Asyldemande ze stellen. D'Länner aus där Region gëllen allerdéngs bei eis als Pays d'origine sûrs. Dowéinst kënnen d'Asyldemande vun deene Leit an enger sougenannter Procédure accélérée traitéiert ginn. Déi allermeescht Asyl-demande vu Leit aus deene Länner gi refuséiert.

D'Zuele vun den Asyldemandeuren weisen, dass et de Moment däitlech manner Asyldemandeuren aus där Region gi wéi nach an de Joren 2011 an 2012.

Vun deenen, déi de Moment aus där Region kommen, sinn déi meescht aus dem Kosovo. Hei stellt sech d'Fro vun enger Neesaféierung vun der Visaflicht net, well d'Leit aus deem Land nach ëmmer enger Visaflicht ënnerleien.

Fir déi aner Länner, déi eng Visafreiheet hunn, besteet d'Méiglechkeet vun enger Neesaféierung vun der Visaflicht. Esou eng Décisioun misst allerdéngs op europäeschem Niveau geholl ginn, well dat net an déi national Kompetenz vun de Memberstate fällt. De Moment gëtt et awer keng Propositionen an déi Richtung.

Ad 4. Leit, déi am Kader vun engem forcéierte Retour rapatriéiert goufen, ginn an den SIS (Schengen Information System) ageschriwwen a si ennerleien enger Interdiction d'entrée sur le territoire. Dat bedeit, dass déi Leit net méi kënnen legal an de Schengenraum areesen an och net méi dierfen op Lëtzebuerg kommen. Leit, déi trotz enger Interdiction d'entrée sur le territoire nees op Lëtzebuerg kommen, kënnen expulséiert ginn.

Bei engem fräiwëllege Retour gëtt keng Interdiction d'entrée sur le territoire geholl, an déi Leit ginn och net an den SIS ageschriwwen. Wa si nees op Lëtzebuerg zréckkommen an illegal hei sinn, da gëlle fir si déiselwecht Regele wéi fir déi aner Leit, déi illegal um Territoire sinn, an et ginn all déi néideg Démarché geholl en vue vun engem Rapatriement.

Ad 5. Eng méiglech Ausweidung vun der Lëscht vun de sécheren Heemechtlänner kéint et am Kontext vun der Proposition vun der Europäescher Kommissioun iwwer eng europäesch Lëscht vu Pays d'origine sûrs ginn. Hei bleift allerdéngs ofzewarten, wéi d'Diskussionen op europäeschem Niveau weiderginn.

Ze betounen ass allerdéngs, dass d'Lëscht vun de Pays d'origine sûrs keng exhaustiv Lëscht vu sécheren Länner ass. Esou stinn zum Beispill vill westlech Länner net drop. Sollt also ee Land net dropsto, dann heescht dat net automatesch, dass dat Land net sécher wär.

Ad 6. Als Éischt emol wär ze rappéléieren, dass all d'Balkanstaten, ausser dem Kosovo, ee Regimm vu Visafreiheet hunn. Dat heescht, dass Leit aus deene Länner kee Visa brauchen, fir an de Schengenraum anzereseen an, ënnert de Konditiounen, déi am Schengen-Code virgesi sinn, kënnen dräi Méint legal am Schengenraum bleiwen. D'Fro vun de Passeuren a Schleiser stellt sech also net fir d'Leit aus deene Länner.

De Code pénal zu Lëtzebuerg gesäit Strofe vir géint den Trafic illicite des migrants (Kapitel VI-II. vum Code pénal, Artikel 382-4 an 382-5).

D'Lutte géint Passeure ka sech net op dee reng nationale Kontext begrenzen. Lëtzebuerg setzt sech um europäesche Plang derfir an, dass d'Lutte géint d'Passeuren, als eent vun den Elementer vum Agenda iwwer d'Migratioun, ëmgesat gëtt, zesumme mat deenen aneren Elementer aus deem Agenda, deen d'Kommissioun proposéiert hat.

Ad 7. Leit, déi net opzefanne sinn, wa se solle rapatriéiert ginn, an déi virdrun an enger staatlecher Struktur logéiert waren, ginn net weider logéiert. Am Fall, wou déi Leit nees géifen opdauchen, gëtt d'Direction de l'immigration doriwier informéiert, fir dann iwwer déi weider Schrëtt kënnen ze decidéieren, en vue vun engem Rapatriement vun deene Leit. Dëst gëllt och fir Famillje mat Kanner, déi nees an eng Schoul ageschriwwen ginn.

Et sief och bemierkt, dass Leit, déi ënnergehaucht ware bei engem Rapatriement, och ausgeschloss si vun där Mesure, déi et Famillje mat scolariséierte Kanner ënner bestëmmte Konditiounen erlaabt, zu Lëtzebuerg ze bleiwen, an déi dee Moment um Instanzewege ass.

Strofe géint déi Leit, déi Persoune bei sech ophuelen, fir de Rapatriement ze évitéieren, sinn de Moment net virgesinn.

Ad 8. Zu Lëtzebuerg hu mer eng Obligation scolaire, déi fir all Kand gëllt, och fir Kanner, deenen hir administrativ Situatioun net geregelt ass. All Kanner am Alter vun der Obligation scolaire mussen sech also an enger Schoul aschreiwene, an all déi aner Kanner kënnen dat maachen.

D'Direction de l'immigration gëtt normalerweis informéiert, wa sech ee Kand an eng Schoul aschreift, dass virdu verschwonnen war, a kann dann iwwer déi weider Schrëtt decidéieren.

Ad 9. Am Projet de loi iwwer dat neit Asylgesetz ass virgesinn, dass déi normal Asylprozedur am Regelfall maximal sechs Méint dauere soll, bis eng Décisioun um Niveau vum Ministère geholl gëtt. Fir dass de Ministère deesen Délai anhale kann, huet d'Regierung decidéiert, deen zoustännege Service an der Direction de l'immigration mat zousätzlechem Personal ze verstärken.

No der Décisioun vum Ministère behalen d'Leit d'Recht, ee Recours beim Tribunal administratif anzeleeën an duerno Appel bei der Cour administrative ze maachen. D'Durée vun der Procédure contentieuse ass allerdéngs net formell limitéiert.

Nieft der Procédure normale gëtt et och nach d'Procédure accélérée, déi elo schonns besteet an déi an deem neie Gesetz bäibehale gëtt. D'Procédure accélérée gesäit verkierzten Délai fir den Traitement um Niveau vum Ministère an och duerno fir d'Procédure contentieuse vir. Leit aus sécheren Heemechtlänner kënnen ënner dës Procédure accélérée falen.

Ad 10. D'Leit, déi vun hirer Asyldemande definitiv déboutéiert sinn, ginn encouragéiert, fräiwëlleg nees an hiert Land zréckzegoen. Si ginn dofir alleguete vun der Direction de l'immigration convoquéiert an iwwer hir Situatioun informéiert. Si kréien och Informatiounen iwwer déi verschidden Hëllef an Kader vun engem Retour volontaire.

Eleng dëst Joer sinn téschent dem 1. Januar an dem 30. September schonns 589 déboutéiert Demandeurs de protection internationale zréck an hiert Heemechtsland gaangen. Dovu si 462 Persoune fräiwëlleg heemgaangen an 127 am Kader vun engem forcéierte Retour.

Wann d'Leit awer nach eng nei Demande maachen, sief et eng nei Demande d'asile oder eng aner Demande, da muss déi Demande traitéiert ginn. Soulaang ginn d'Leit net rapatriéiert. Esou Demandé gi méiglechst séier traitéiert. Anescht wéi bei engem Recours géint ee Refus vun enger éischer Demande d'asile, si méiglech Recours géint Refus vun neien Asyl-demanden oder soss Demanden och net suspensiv.

D'Méiglechkeet fir Leit, déi eng Décision de retour hunn, esou wéi dat bei den déboutéierten Demandeurs de protection internationale de Fall ass, eng Demande kënnen ze stellen, wann et een Empêchement vun Éloignement gëtt, ass iwwerengs explizit an der Directive «retours» virgesinn. Et ass also net méiglech, de Leit esou eng Demande ze verwieren.

Ad 11. An der Direktiv 2013/32 iwwer d'Asylprozedur si Limitatiounen vun der Assistance judiciaire virgesinn, déi d'Regierung am Gesetzesvorschlag n°6779 iwwerholl huet. Soumat gëtt d'Assistance judiciaire op d'Asylprozedur limitéiert.

Ad 12. Eng Persoun aus engem Drëttstat, déi duerch eng Décision de retour obligéiert ass, Lëtzebuerg ze verloossen, kann ënner verschiddenen Konditiounen ee Sursis à l'éloignement wéinst medezinnesche Grënn accordéiert kréien. Dëst gëllt och fir Leit, déi vun hirer Asyl-demande definitiv déboutéiert sinn an déi domadder eng Décision de retour hunn.

De Sursis à l'éloignement ass geduecht fir Leit, déi an hirem Heemechtsland net déi néideg medezinnesch Soine kënnen kréie fir hir Pathologie, wouduerch et nohalte ze enger signifikativer Verschlechterung vun hirem Gesondheitszoustand komme kéint am Fall vun engem Retour. D'Demandé fir esou ee Sursis ginn un den Immigrationminister gestallt a gi prioritär traitéiert. Dee leet se da weider un de Ministère de la Santé, wou déi medezinnesch Konditiounen vun engem Dokter iwwerpréift ginn. Op Basis vun deem Avis hält dann den Immigrationminister seng Décisioun. De Sursis à l'éloignement ass begrenzt an der Zäit, a bei all Demande op eng Verlängerung gëtt d'Situatioun vun der concernéierter Persoun nei iwwerpréift duerch en neien Avis vum Dokter.

Am Joer 2014 kruten 155 Persoune eng éische Kéier ee Sursis à l'éloignement accordéiert an 146 kruten ee Prolongement vun hirem Sursis accordéiert. Am Joer 2015 krute bis elo 47 Leit eng éische Kéier ee Sursis accordéiert an 52 Leit kruten hire Sursis verlängert.

Ad 13. D'Regierung ass frou iwwer dat solidaresch Engagement vun de Leit, déi hei am Land unerkannte Flüchtlinge wëllen ophuelen. Déi Ennerbréngung ka just op fräiwëlleger Basis bestoen an och eréischt nodeems d'Privatleit d'Flüchtlinge kennegeléiert hunn a si e Gefill kruten, wie si bei sech ophuele wäerten. D'Initiativ soll am beschte Fall vun de Flüchtlingen ausgoen, nodeems si scho Kontakt mat de Leit geschloss hunn.

D'Regierung garantéiert derfir, dass dës sozial Initiativ vun de Bierger hei am Land op fräiwëlleger Basis berouwe bleift. Och wann dës Mesure wäert dozou bäidroen, déi bestoend Strukture punktuell ze entlaaschten, esou brauch d'Regierung virun allem grouss Opfangstrukturen, déi en adequaten Accueil an Encadrement erlaben.

Ad 14. De Code civil limitéiert Liewensgemeinschaften ausdrécklech op zwou Persoune. Dofir ass et selbstverständlech, dass et net méiglech ass, zu Lëtzebuerg bigam respektiv polygam Relatiounen anzegoen respektiv unzëerkennen. De Code pénal gesäit ausdrécklech d'Bestrafung vir.

Am Immigrationgesetz ass och festgehalten, am Kader vun de Regeln iwwer de Regroupement familial, déi sech och op unerkannte Flüchtlinge bezéien, dass polygam Relatiounen net akzeptéiert ginn.

Ad 15. A ville Fäll hu Leit, déi eng Asyldemande stellen, keng Pabeiere bei sech. An deem Fall gëtt probéiert, hir Identitéit iwwer aner Weeër ze klären. Am Kader vun der Asylprozedur ass den Demandeur och obligéiert, all néideg Informatiounen matzedeelen, fir dass seng Identitéit ka gekläert ginn. Besteet de Verdacht, dass d'Dokumenter, déi den Demandeur presentéiert, gefälscht sinn, da gëtt eng Expertise bei der Police grand-ducale gefrot.

Ad 16. D'Asylgesetz gëtt d'Méiglechkeet, am Fall vun Zweifel un der Minoritéit vun engem Jonken eng medezinnesch Iwwerprüfung ze maachen.

D'Prozedur, déi an esou Fäll applizéiert gëtt, ass zesumme mat Dokter ausgeschaft ginn. Si besteet aus engem Röntge vun der Hand an, falls dann nach een Zweifel besteet, weideren Tester, wéi enger Röntge vum Schlüsselbeen a vum Gebëss an engem Examen physique duerch ee spezialiséierten Dokter.

Ad 17. Als Éischt emol wär ze betounen, dass d'Zesummenaarbecht mat deene meeschte Länner bei de Retoure ganz gutt ass. Dëst gëllt an éischer Linn fir déi Länner, aus deene bis elo d'Majoritéit vun den ofgeleenten Demandeurs komm sinn, nämlech de Balkanlänner.

Bei anere Länner ass d'Zesummenaarbecht net ëmmer esou einfach. Dëst kann awer ganz verschidden Ursachen hunn.

Fir Problemer am administrative Beräich ze évitéieren, probéiert déi fir Retouren zoustännege Instanz, d'Direction de l'immigration vum Ausministère, regelméisseg Kontakt mat de konsularesche Verriedunge vun den Heemechtlänner vun de Leit, déi sollen heemgefuert ginn, ze hunn.

D'Efforte vu Lëtzebuerg, d'Zesummenaarbecht mat den Heemechtlänner ze verbesseren, ginn iwwer de reng nationalen Niveau eraus. Lëtzebuerg schafft an deem Kontext mat deenen aneren europäesche Länner zesammen.

D'Accords de réadmission, déi d'UE mat verschiddene Staten aushandelt, gi komplettéiert vum Protocole d'application, deen Lëtzebuerg am Kader vum Benelux mat deene betreffende Länner ausgehandelt huet.

D'Conférence vu La Valetta mat deenen afrikanesche Staten ass ee Beispill derfir, dass déi Froe vum Retour all d'Memberstate concernéieren.

Och an deem Beräich ass d'Promotioun vum Retour volontaire eng wichteg Mesure.

Ad 18. Hei gëllen déiselwecht Aussoe wéi bei der Fro virdrun.

Ad 19. Momentan sinn 2.270 Leit an de Strukture vum OLAI ënnerbruecht; dovunner sinn eppes méi wéi 600 Demandeurs de protection internationale, deenen hir Asylprozedur ofgeschloss ass an déi de Statut net kritt hunn.

Bei deene 600 Persoune sinn och Leit, déi de Moment net kënnen heemgefuert ginn, well si ee Sursis à l'éloignement aus medezinnesche Grënn oder ee Report d'éloignement hunn.

Wéini déi Leit, déi rapatriabel sinn, heemgefuert kënnen ginn, hängk vu verschiddene Facteuren of. Hei spillt eng Roll, ob d'Persoun, déi rapatriéiert soll ginn, ee valabelt Reesdokument

huet oder ob d'Ambassad vum Heemechtsland muss sollicitéiert ginn, fir een Dokument ausstellen. Et hänkt och dervun of, a wéi ee Land d'Leit zréckgefouert ginn. Wann d'Réckféierung an d'Balkanlänner verhältnisméisseg einfach ze organisieren ass, dann ass dat bei verschidde- nen anere Länner net ëmmer de Fall.

Question 1452 (23.09.2015) de **Mme Josée Lorsché** et **M. Henri Kox** (*déi gréng*) concernant le programme «Lait à l'école»:

Une circulaire datant du 15 septembre 2015 et signée par le Ministre de l'Intérieur, le Ministre de l'Agriculture et le Ministre de l'Éducation nationale, invite - sur fond de la crise laitière - les communes et syndicats communaux à participer au programme «Lait à l'école» afin de promouvoir la consommation de lait et de produits laitiers dans les écoles fondamentales. Ce programme, géré par le Service d'Économie rurale du Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs, est soutenu par l'Union européenne et l'État luxembourgeois.

Dans le contexte de la promotion d'une alimentation saine dans nos écoles, de la lutte contre l'obésité des enfants, de l'intolérance croissante aux produits laitiers et des réglementations concernant les domaines des marchés publics et de la concurrence, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs, et à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1. Une partie des produits laitiers destinés à être distribués quotidiennement aux élèves contiennent des quantités importantes de sucre et d'autres additifs non recommandables, tels des arômes de banane, de fraise et autres. De ce fait, Messieurs les Ministres ne sont-ils pas d'avis que cette initiative se trouve en contradiction avec les programmes existants, à savoir «Fruit for School» et «Gesond iessen, méi bewegen», qui ont notamment été mis en place pour promouvoir la nutrition saine et la prévention de l'obésité aussi bien à l'école qu'en général dans notre société?

2. Les élèves souffrant d'une intolérance au lactose ou tout simplement de problèmes de digestion du lait ne peuvent certainement pas bénéficier du programme «Lait à l'école». Par conséquent, ces élèves se trouvent dans une situation d'inégalité de traitement par rapport à leurs camarades de classe. Quelles sont les alternatives que Messieurs les Ministres envisagent leur proposer en vue de remédier à cette inégalité?

3. Pour quelles raisons Messieurs les Ministres n'ont-ils pas opté pour un programme intégrant des produits laitiers issus d'une production biologique en laissant aux communes la possibilité de choisir entre lait «bio» et lait «conventionnel»?

4. Vu que le programme en question n'implique qu'un seul fournisseur luxembourgeois de produits laitiers, Messieurs les Ministres ne sont-ils pas d'avis que cette manière de procéder risque d'enfreindre les règles européennes en matière de concurrence et de marchés publics?

Réponse commune (24.11.2015) de **M. Fernand Etgen**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs*, et de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

Ad 1. En 1977, le programme «Lait à l'école» a été instauré dans l'Union européenne par un règlement du Conseil dans le but de promouvoir, au moyen de la cession de lait et de certains produits laitiers à prix réduit aux élèves dans les établissements scolaires, la consommation des produits laitiers. Au fil des années des considérations de santé publique et d'alimentation saine sont venues s'ajouter aux objectifs poursuivis à travers le programme «Lait à l'école». Les prix du lait et des produits laitiers sont réduits à hauteur du montant de l'aide financière. Le Service d'Économie rurale (SER) est l'autorité compétente qui gère cette aide au Luxembourg.

L'aide n'est accordée que sur des produits qui répondent aux exigences prévues dans le règlement (CE) 657/2008. Les produits laitiers énumérés ci-après bénéficient d'une aide destinée à en réduire le prix:

a) produits rentrant dans la catégorie lait entier:

- le lait entier, pasteurisé ou ayant fait l'objet d'un traitement U.H.T. (Code NC: 401);

- le lait entier chocolaté ou aromatisé, pasteurisé ou stérilisé ou ayant fait l'objet d'un traitement U.H.T. et contenant au minimum 90% en poids de lait entier (Code NC: 402);

b) produits rentrant dans la catégorie lait demi-écrémé:

- le lait demi-écrémé, pasteurisé ou ayant fait l'objet d'un traitement U.H.T. (Code NC: 401);

- le lait demi-écrémé chocolaté ou aromatisé, pasteurisé ou stérilisé ou ayant fait l'objet d'un traitement U.H.T. et contenant au minimum 90% en poids de lait entier (Code NC: 402).

Pour les produits énumérés ci-dessus, l'aide est fixée à:

a) 0,303245 euro par litre pour les produits visés au point 1. a) ci-dessus, dont 0,186945 euro à charge du budget FEAGA et 0,1163 euro à charge du budget national;

b) 0,233745 euro par litre pour les produits visés au point 1. b) ci-dessus, dont 0,186945 euro à charge du budget FEAGA et 0,0468 euro à charge du budget national.

Le Gouvernement essaie de mettre tout en œuvre pour promouvoir une nutrition saine et pour prévenir l'obésité.

C'est la raison pour laquelle il a notamment été décidé de retirer les produits «Milk-Shake Yaourt» au goût banane, fraise et latte macchiato de la vente dans les distributeurs automatiques des restaurants scolaires et cafétérias, tout en sachant que la variante au goût latte macchiato n'était jamais un produit éligible dans le cadre du programme «Lait à l'école».

De plus, les produits laitiers ayant fait l'objet d'un traitement U.H.T. ne sont pas diffusés dans les établissements scolaires du secondaire et du secondaire technique.

Pour ce qui est de l'enseignement fondamental, il convient de noter que la distribution des produits laitiers dans le cadre du programme «Lait à l'école» se fait sous la responsabilité des administrations communales et des syndicats scolaires intéressés. Les produits bénéficiant d'une subvention sont soumis à des réglementations strictes en ce qui concerne leur quantité et leur qualité. En évaluant les statistiques de consommation des trois dernières années au niveau de l'enseignement fondamental (voir aussi le tableau ci-dessous) on constate que les produits du groupe «Shaker» ne sont pas du tout utilisés. Pendant l'année scolaire 2014-2015, 86% du lait distribué dans le cadre du programme «Lait à l'école» aux écoles du fondamental était du lait entier, c'est-à-dire un produit n'ayant fait l'objet d'aucun additif.

Ad 2. Dans le cadre du programme européen «Fruit for school», soutenu par le Gouvernement depuis l'année scolaire 2009-2010, des fruits sont diffusés gratuitement durant l'année scolaire dans tous les établissements scolaires. Ceci constitue une alternative saine pour les élèves souffrant d'une intolérance au lactose ou de problèmes de digestion du lait.

Reste à noter que, dans le cadre du programme «Lait à l'école», la réglementation européenne prévoit également la subvention de boissons à base de lait sans lactose. Cette disposition sera maintenue dans la future législation relative aux programmes scolaires, actuellement en cours de révision au niveau communautaire.

En raison du taux d'aide (montants prémentionnés) relativement faible et des autres obligations du règlement, aucun fournisseur potentiel pour du lait sans lactose n'a cependant pu être trouvé jusqu'ici.

Ad 3. Afin de promouvoir la diffusion de produits biologiques, voire de sensibiliser les élèves à leur consommation, le Gouvernement appuie la proposition d'intégrer des produits issus d'une production biologique dans le programme «Lait à l'école» et s'engage à augmenter le pourcentage de produits biologiques dans la production des repas scolaires dans la mesure des budgets disponibles. Actuellement, le pourcentage des produits issus de l'agriculture biologique est de l'ordre de 5%.

Étant donné que le Gouvernement se solidarise également avec les produits «Fairtrade», il appuie par ailleurs la démarche de produire un lait chocolaté «Fairtrade Bio», qui pourrait également être diffusé dans le cadre du programme «Lait à l'école».

Pour participer comme fournisseur de lait et de produits laitiers au programme «Lait à l'école», les intéressés doivent adresser une demande d'agrégation au SER.

La coopérative «BIOG», qui agit comme fournisseur de lait biologique d'origine luxembourgeoise sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg, a été récemment informée sur les modalités de participation au programme «Lait à l'école» et a manifesté son intérêt de participer au programme.

Ad 4. Tout fournisseur intéressé peut faire une demande pour être agréé dans le cadre du programme «Lait à l'école». Jusqu'à aujourd'hui, aucune demande d'agrément n'a été refusée.

Le Gouvernement prend soin d'appliquer les règles européennes et nationales en matière de concurrence et de marchés publics.

Pourtant, en ce qui concerne le programme «Lait à l'école» le seuil de 55.000 euros, en dessous duquel un marché négocié est autorisé, conformément au règlement grand-ducal du 18 mars 2009 portant modification des articles

103, 156 et 161 du règlement grand-ducal portant exécution de la loi modifiée du 30 juin 2003 sur les marchés publics et portant modification du seuil prévu à l'article 106 point 10° de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988, n'a jusqu'à présent jamais été atteint. Une promotion transparente de cette mesure auprès de tous les acteurs intéressés continuera cependant d'être assurée, le cas échéant dans le cadre de soumissions restreintes.

À noter que le programme «Lait à l'école» est réexaminé au niveau européen afin de mieux répondre aux problèmes généraux de la baisse de la consommation de lait et de l'augmentation de l'obésité. La Commission européenne a ainsi proposé d'établir un cadre juridique et financier commun pour la distribution de fruits, de légumes et de lait aux enfants dans les écoles. L'objectif est de renforcer l'efficacité et la dimension éducative de cette mesure, tout en mettant l'accent sur les questions relatives à l'agriculture, à l'environnement et à une alimentation équilibrée.

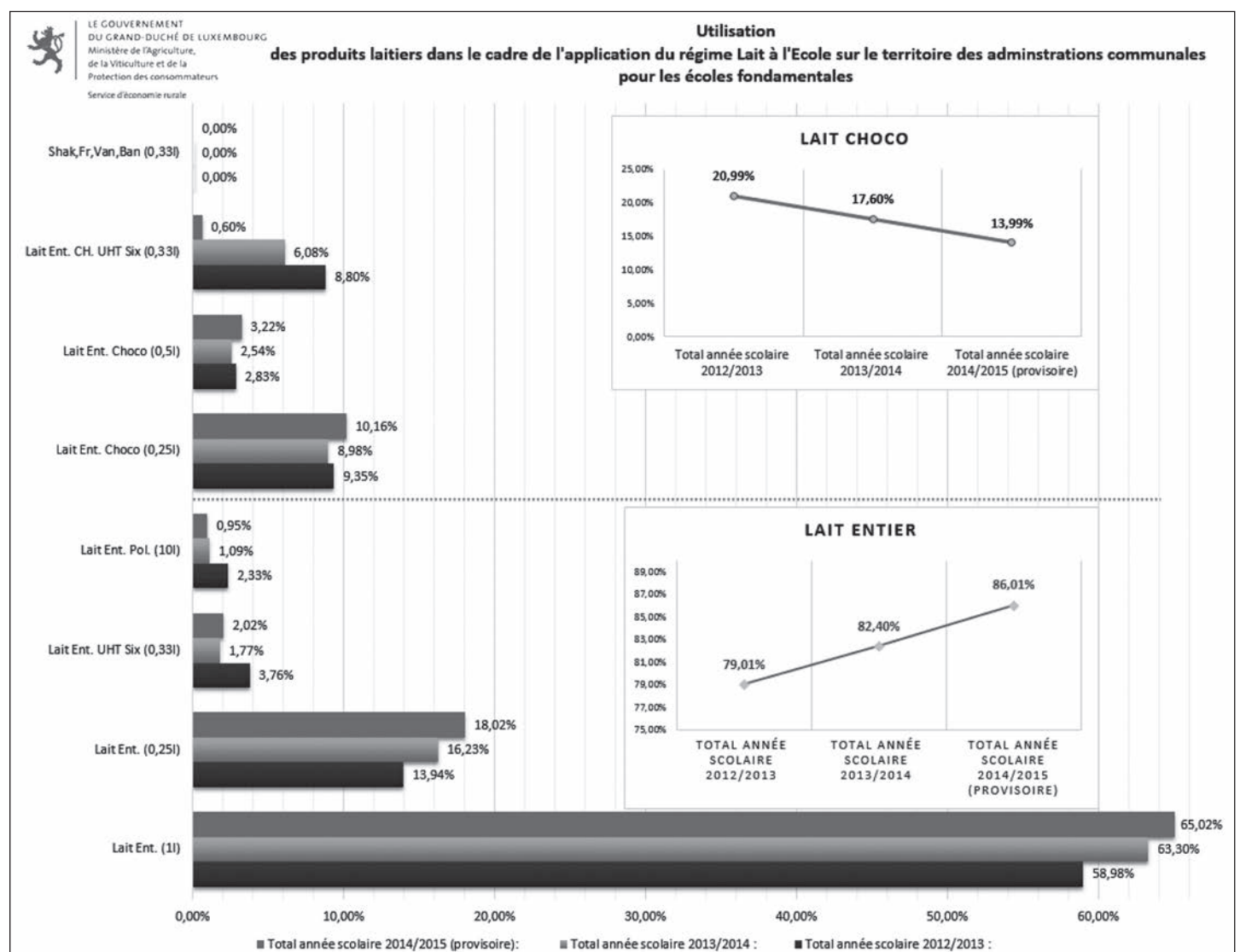
Question 1457 (28.09.2015) de **M. Georges Engel** (*LSAP*) concernant le médicament contre la **dégénérescence maculaire liée à l'âge (DMLA)**:

Selon divers articles parus dans la presse française et belge, la Ministre française de la Santé aurait décidé de rembourser un nouveau médicament contre la dégénérescence maculaire liée à l'âge (DMLA), une maladie de l'œil touchant surtout des personnes âgées de 55 ans et plus et pouvant conduire à la cécité.

Or, le médicament est autorisé contre l'avis du producteur, le laboratoire pharmaceutique Roche, qui avance que cette utilisation ne correspond pas à son autorisation de mise sur le marché en tant que anticancéreux et qu'il existe deux médicaments pour traiter la DMLA. Il s'agit du Lucentis, développé par Roche mais commercialisé en Europe par Novartis depuis 2007, et de l'Elyia introduit par Bayer en 2012.

La DMLA concerne quelque 900.000 personnes en France et représente avec 428 millions d'euros le premier poste de dépenses de l'assurance-maladie française. La nouvelle molécule étant jusqu'à 80 fois moins chère que les médicaments existants, l'enjeu est donc de taille - et pour l'assurance-maladie et pour Novartis, le fabricant de Lucentis, qui détient d'ailleurs un tiers du capital de Roche et lui verse une commission sur les ventes de Lucentis.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé ainsi qu'à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:





- Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer quels médicaments sont utilisés au Luxembourg contre la DMLA et combien représente la dépense consacrée actuellement à ces médicaments en chiffre absolu et en pourcentage?

- Madame la Ministre et Monsieur le Ministre ont-ils connaissance du nouveau médicament contre la DMLA et des faits relatés ci-dessus?

- Madame la Ministre et Monsieur le Ministre ont-ils l'intention de suivre l'exemple français qui pourrait permettre de réaliser des économies importantes au niveau de la sécurité sociale?

Réponse commune (02.11.2015) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*, et de **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Sécurité sociale*:

Les médicaments enregistrés au Luxembourg, et qui selon leur autorisation de mise sur le marché (AMM) peuvent être utilisés dans l'indication DMLA, sont les suivants:

- Eylea (aflibercept)
- Lucentis (ranibizumab)
- Visudyne (vertéporfine)

Total (€)	2.957.571,62	100%
-----------	--------------	------

Ceci représente environ 0,4% des prestations hospitalières de l'année 2014.

Pour avoir un ordre de grandeur, les frais pharmaceutiques extrahospitaliers s'élevaient à environ 195 Mio € pour la même année.

En France depuis le 8 août 2014, la loi de financement de la sécurité sociale autorise l'utilisation d'un médicament en dehors de son indication officielle, dans le cadre d'une recommandation temporaire d'utilisation (RTU) même dans les situations dans lesquelles des alternatives thérapeutiques existent. Pour Avastin une telle recommandation a été délivrée par l'Agence nationale de sécurité du médicament (ANSM) en juin 2015 pour l'utilisation dans la DMLA dans sa forme néovasculaire.

Sur base de la recommandation d'utilisation, un arrêté relatif à la prise en charge d'une spécialité pharmaceutique bénéficiant d'une recommandation temporaire d'utilisation a été adopté en France en date du 19 août 2015. Cet arrêté permet de prendre en charge pour une durée de trois ans le médicament Avastin dans le cadre de l'indication prévue par la recommandation temporaire d'utilisation (dégénérescence maculaire liée à l'âge dans sa forme néovasculaire), à condition qu'il ait été préparé selon un protocole d'administration déterminé et fasse l'objet d'un suivi arrêté dans le cadre de cette recommandation temporaire d'utilisation.

Au Luxembourg un cadre légal pour l'utilisation des médicaments en dehors d'une autorisation de mise sur le marché (off-label) n'existe pas. Le cadre légal et réglementaire luxembourgeois ne permet pas de suivre simplement l'exemple français.

Les autorités suivent cependant attentivement la situation française en la matière et les développements au niveau européen.

Question 1462 (29.09.2015) de **M. Gusty Graas** (DP) concernant les **nouvelles méthodes dans les stations d'épuration**:

Dans un article paru le 24 septembre 2015 dans le quotidien «Neue Zürcher Zeitung», on apprend que la station d'épuration de la commune de Herisau, après une longue phase pilote, est la première station d'épuration en Suisse qui va combattre systématiquement les micropolluants à l'aide de charbon actif en poudre (Pulver-Aktivkohle). Les premiers tests ont enregistré une réduction de la pollution de plus de 90%.

Une deuxième méthode utilisée en Suisse, notamment testée l'année dernière dans la station d'épuration de Dübendorf, est celle de l'ozonation, c'est-à-dire un traitement chimique par oxydation. La station de Dübendorf enregistre également une réduction considérable de la pollution en micropolluants. Par conséquent la Suisse envisage d'introduire ces méthodes jusqu'en 2040 dans environ 100 de ces 700 stations d'épuration.

Voilà pourquoi je souhaite poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

1. Est-ce que l'efficacité de ces méthodes est reconnue dans les milieux professionnels afférents?
2. Ces méthodes de lutte contre la pollution en micropolluants ont-elles déjà été testées dans une station d'épuration luxembourgeoise?

3. Dans la négative, Madame la Ministre envisage-t-elle de tester ou d'introduire une de ces méthodes au Luxembourg?

Réponse (06.11.2015) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement*:

Ad 1. Notons d'emblée que l'Administration de la Gestion de l'Eau a participé activement aux travaux que la Commission internationale de la Protection du Rhin a réalisés dans le domaine de la problématique des micropolluants depuis la Conférence ministérielle sur le Rhin du 18 octobre 2007. Actuellement, trois différents procédés sont connus en matière d'élimination des micropolluants dans les stations d'épuration biologiques, à savoir:

1) traitement par carbone activé en poudre (pulverisierte Aktivkohle); les micropolluants présents dans les eaux usées adsorbent au charbon actif et sont ainsi éliminés de l'eau usée;

2) filtration par carbone activé granulaire (granulierte Aktivkohle GAK); à la différence du charbon actif en poudre qui est soit incinéré soit mis en décharge, le charbon actif en grain peut être recyclé;

3) processus d'ozonation; les micropolluants présents dans les eaux usées sont oxydés et forment des sous-produits d'oxydation. Ces produits peuvent être toxiques et persistent à la biodégradation. Par conséquent, l'étape d'oxydation doit être suivie d'une étape de filtration afin d'éviter l'émission de ces sous-produits d'oxydation.

Ad 2. Notons d'emblée que pour la construction et/ou la modernisation de stations d'épuration biologiques d'une certaine envergure, l'Administration de la Gestion de l'Eau prescrit d'ores et déjà aux syndicats intercommunaux de prévoir d'office des surfaces de réserve, respectivement de planifier les conduites des stations afin de permettre ultérieurement la mise en place d'une étape d'épuration supplémentaire en vue de l'élimination des micropolluants.

Les différents processus énumérés n'ont pas encore été testés dans les stations d'épuration biologiques au Luxembourg. En effet, afin de se conformer aux exigences de la directive 2013/39/UE concernant les substances prioritaires pour la politique dans le domaine de l'eau, plusieurs études et projets ont été élaborés ou sont encore en cours:

Le projet européen PILLS (Pharmaceutical input and elimination from local sources) venu à échéance en 2013 auquel le Centre de Recherche Public Henri Tudor a participé en collaboration avec l'Administration de la Gestion de l'Eau a eu comme objet de rechercher des solutions éventuelles concernant l'élimination de résidus pharmaceutiques dans les eaux usées. Le projet a permis de tester à échelle réduite des technologies pour le traitement des eaux usées chargées en résidus pharmaceutiques spécifiquement à la source telle qu'émise par les hôpitaux ou les centres de soins. Dans ce contexte, une station pilote temporaire mise en place au Centre Hospitalier Emile Mayrisch (CHEM) à Esch-sur-Alzette a permis de traiter des flux partiels d'eaux usées de l'hôpital. Le traitement biologique principal consistait en une membrane de filtration. Deux autres étapes de traitement basées sur des processus d'oxydation et d'osmose inverse ont ensuite été testées pour le traitement du perméat BRM (bioréacteur à membrane). Les résultats de cette étude peuvent être consultés sur le site www.pills-project.eu.

Le projet «EmiPoll» lancé récemment par l'Administration de la Gestion de l'Eau en collaboration avec le «Luxembourg Institute of Science and Technology» LIST et l'Université du Luxembourg a pour but de dresser un cadastre des micropolluants amenés à une vingtaine de stations d'épuration et de déterminer par conséquent les procédés efficaces et adaptés pour ces stations d'épuration. Ce projet prendra également en compte une étude réalisée par le syndicat SIDEN pour l'optimisation de la station d'épuration de Blesbruck.

Le projet «EmiPoll» poursuit une stratégie similaire à celle des autorités suisses, qui prévoit la mise en place de traitements supplémentaires aux endroits les plus vulnérables de leurs bassins hydrographiques. Les autorités suisses ont sélectionné une centaine de stations d'épuration qui, soit par leur taille soit par leur localisation près d'un ruisseau à faible débit, constituent des sources significatives de micropolluants.

Ad 3. La priorité actuelle est axée sur la mise en conformité des stations d'épuration existantes et le raccordement de toutes les agglomérations à un traitement biologique adéquat, la séparation des eaux usées des eaux pluviales, la construction et la mise en conformité des bassins d'orage. Avant l'équipement des stations d'épuration avec une étape de traitement supplémentaire, il s'agit d'abord d'identifier les endroits où un tel investissement est le plus efficace. Les projets de recherche mentionnés ci-

dessus visent à fournir les informations nécessaires à la prise de décision.

Question 1463 (29.09.2015) de **M. Max Hahn** (DP) concernant la **photovoltaïque**:

Un projet de règlement grand-ducal déposé le 17 septembre 2015 par le Ministre de l'Économie prévoit de créer une nouvelle rémunération sous forme d'un tarif d'injection aux installations photovoltaïques collectives. Selon le projet de règlement grand-ducal précité «cette rémunération est instaurée pour les centrales installées sur une surface imperméable et dont la puissance de crête se situe entre 30 kW et 200 kW. La rémunération vise la forme juridique de la coopérative afin de donner aux personnes privées une possibilité supplémentaire de participer sous forme de projets communs avec d'autres personnes privées au développement des énergies renouvelables sur le territoire national».

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre de l'Économie est-il disposé à étendre le domaine d'application de la disposition précitée à d'autres formes juridiques que la coopérative, notamment aux sociétés civiles qui sont aujourd'hui fréquemment utilisées par les communes et leurs citoyens pour exploiter des installations solaires photovoltaïques?

- Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures envisage-t-il de modifier également le règlement grand-ducal du 12 décembre qui ne prévoit actuellement une aide financière de 20% des coûts effectifs que pour les installations solaires photovoltaïques dont la puissance électrique de crête doit être inférieure ou égale à 30 kW?

Réponse commune (04.11.2015) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*, et de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Max Hahn concernant les installations photovoltaïques, nous souhaitons vous communiquer les informations ci-après:

Pour ce qui est de la première question, nous aimerions vous informer que, suite à l'introduction d'une rémunération spécifique de l'électricité produite par des installations photovoltaïques collectives, une analyse est actuellement en cours afin de clarifier les possibilités pour élargir le domaine d'application à d'autres formes juridiques, dont notamment la société civile. Si cette faisabilité était donnée, le Gouvernement serait enclin à envisager une modification de la disposition concernée. Pour de plus amples explications, nous nous permettons de vous renvoyer également à la réponse à la question parlementaire n°1347 du 6 août 2015 de Madame la Députée Diane Aehm et de Monsieur le Député Gilles Roth (cf. *compte rendu n°15/session ordinaire 2014-2015*), laquelle porte précisément sur les bénéficiaires futurs de ce nouveau régime d'aides.

En relation avec la deuxième question, nous estimons qu'il n'y a pas lieu d'étendre le champ d'application du règlement grand-ducal du 12 décembre 2012. En effet, le tarif d'injection prévu pour les installations photovoltaïques collectives a été calibré de telle façon qu'une aide à l'investissement, telle qu'elle existe pour les petites installations solaires photovoltaïques (puissance électrique de crête inférieure ou égale à 30 kW) n'est pas requise.

Question 1465 (30.09.2015) de **M. Marc Angel** et **Mme Cécile Hemmen** (LSAP) concernant l'**hôpital militaire**:

Selon «paperjam» le Gouvernement réfléchit à la création d'un hôpital militaire.

- Pourriez-vous nous donner des détails sur cette éventuelle création d'un hôpital militaire, quels en seraient les avantages?

- Comment cet hôpital serait-il financé et géré?

- Comment pourrait-il s'intégrer dans le système de santé luxembourgeois?

- Quel serait le rôle d'un tel hôpital?

- Où serait-il implanté?

Réponse commune (02.11.2015) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*, et de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Défense*:

Madame la Ministre de la Santé et Monsieur le Ministre de la Défense confirment l'existence

de réflexions actuellement encore au stade exploratoire portant sur le développement au Luxembourg de diverses activités nouvelles en matière de médecine militaire, activités qui pourraient éventuellement mener - à terme et sous certaines conditions - à la création d'une capacité supplémentaire de lits d'hôpital dans notre pays.

La Ministre de la Santé et le Ministre de la Défense souhaitent que toute future nouvelle activité médicale prévue au titre de l'effort de défense luxembourgeois puisse également bénéficier à la population luxembourgeoise, notamment en ce qui concerne un accès à la prise en charge dans les domaines médicaux qui pourraient ainsi être développés.

Le cas échéant, le développement par la défense luxembourgeoise de nouvelles activités en matière de médecine militaire devra obligatoirement être de nature à contribuer - avec tout un train d'autres mesures - à l'augmentation de l'effort de défense luxembourgeois auquel le Gouvernement s'est engagé vis-à-vis de ses alliés de l'OTAN. En effet, suite aux engagements pris au titre du «Defence Investment Pledge» par les 28 membres de l'Alliance atlantique au Sommet de l'OTAN de septembre 2014, le Gouvernement luxembourgeois s'est engagé à augmenter l'effort de défense luxembourgeois des 0,4% du PIB actuels à 0,6% jusqu'en 2020, ce qui correspond à une augmentation de 50%. Cette augmentation devra permettre au Luxembourg de répondre à ses engagements internationaux en matière de défense. À chaque fois que cela est possible, notre pays entend aussi investir dans son effort de défense de façon à ce qu'il puisse bénéficier à la population et à l'économie luxembourgeoise.

Ainsi, des réflexions sont actuellement en cours en ce qui concerne la mise en place d'un service hospitalier spécialisé dans la prise en charge et la recherche concernant des patients atteints de maladies infectieuses. Une autre piste de réflexion concerne le développement de nouvelles capacités concernant les blessures par arme et la traumatologie.

Compte tenu du caractère encore très préliminaire de ces réflexions, il est encore trop tôt pour se prononcer sur l'envergure et la nature exacte de tels projets ainsi que sur leurs modalités de financement et de gestion. La Direction de la Défense et le Ministère de la Santé se coordonneront étroitement concernant de possibles interactions avec le système de santé luxembourgeois en général.

Question 1466 (13.10.2015) de **M. André Bauler** (DP) concernant l'**ancienne maison de retraite de Vianden**:

Je reviens à la réponse de Madame la Ministre de la Culture à ma question parlementaire n°0849 du 15 janvier 2015 concernant la rénovation et la réaffectation des bâtiments de l'ancienne Maison de retraite de Vianden (cf. *compte rendu n°8/session ordinaire 2014-2015*). Madame la Ministre avait précisé qu'aucun projet concret quant à la nouvelle destination de l'immeuble n'a été retenu jusqu'à présent et que compte tenu de l'agencement du bâtiment, ce dernier se prêterait de préférence à la réalisation de logements. Madame la Ministre avait aussi souligné que les autorités communales devraient être mises au courant dès qu'un projet de réaménagement se concrétise.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture:

- Madame la Ministre peut-elle fournir le cas échéant des précisions concernant les échanges avec les autorités communales de la ville de Vianden?

- Madame la Ministre est-elle déjà en mesure de me signaler quel pourrait être le projet le plus prometteur quant à une réaffectation de ces bâtiments historiques?

Réponse (17.11.2015) de **Mme Maggy Nagel**, *Ministre de la Culture*:

Concernant l'affectation future de l'ancien presbytère de Vianden des pourparlers sont en cours concernant une transformation en auberge de jeunesse. Ce projet pourrait réanimer le centre de cette ville médiévale et il est aussi très prometteur au niveau du tourisme, raison pour laquelle la ville de Vianden est très enthousiaste envers ce projet.

J'ai chargé le Service des Sites et Monuments Nationaux avec l'accompagnement des tra-



vaux concernant la mise en valeur de la partie patrimoniale du bâtiment qui possède une grande valeur historique.

Question 1467 (30.09.2015) de **M. André Bauler** (DP) concernant les **vieilles demeures datant de la Belle Époque sur le site du CHNP:**

Le site du CHNP (Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique) à Ettelbruck héberge quelques vieilles demeures (villas) datant de la Belle Époque lesquelles devraient faire l'objet d'une protection particulière. Dans les temps à venir, l'un ou l'autre de ces bâtiments pourrait être restauré afin de conserver ce patrimoine historique de la ville d'Ettelbruck.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture:

- Madame la Ministre peut-elle informer s'il est envisagé de classer ces immeubles en tant que monument national ou de les inscrire à l'inventaire supplémentaire?

- Madame la Ministre sait-elle si ces immeubles sont classés dans le PAG de la ville d'Ettelbruck comme immeubles à protéger (façade, volume, etc.)?

- Madame la Ministre est-elle disposée à contacter les responsables du CHNP et de la ville d'Ettelbruck en vue de lancer une procédure de classement?

Réponse (04.11.2015) de **Mme Maggy Nagel**, *Ministre de la Culture:*

Le site du CHNP à Ettelbruck peut être subdivisé en deux parties s'agissant de part et d'autre de l'avenue des Alliés qui divise la propriété du Nord au Sud dans un terrain Ouest et un terrain Est. Le côté oriental du site est encore coupé en deux par la rue menant vers les cimetières communaux. Le quart Sud-Est qui en résulte ainsi est dominé par les bâtiments administratifs du CHNP. Lors d'une récente rencontre que j'ai pu avoir avec les responsables du lieu, j'ai reçu l'information que ces constructions ne sont pas hypothéquées par un quelconque projet de transformation.

Le quart Nord-Est du site est marqué par un ensemble de bâtiments loti dans un précieux cadre de verdure. En effet, les sept pavillons ou grandes villas, l'atelier et la morgue représentent, ensemble avec le parc dans lequel ils se situent, une création unique au Luxembourg. La composition, datant des années 1902-10, est l'œuvre de Sosthène Weis, célèbre architecte de l'État, et constitue, à côté de sa valeur architecturale, également un témoignage important sur le plan social et historique.

Le type d'urbanisation sous forme de différents pavillons parsemés d'une manière libre sur le site, était à l'époque non seulement considéré à la hauteur de tout progrès, mais carrément jugé comme révolutionnaire. Ce nouveau type de clinique, appelé aussi «koloniale Heil- und Pflgeanstalt», se caractérisait par l'abandon de grands immeubles centralisés. Une ambiance toute particulière était recherchée par la construction de pavillons pour malades adaptant le style de belles villas de l'époque, agencées entre elles dans un cadre généreux de verdure tout en affirmant un esprit villageois.

Considéré ces caractéristiques du lieu, il va de soi que le Gouvernement doit respecter et défendre un patrimoine d'une telle valeur historique, sociale, urbanistique et architecturale. Ainsi, un concours architectural d'idées, relatif à la réorganisation de la partie Nord-Est du site comportant notamment les villas de l'architecte Sosthène Weis, a été organisé par le CHNP et le Ministère de la Santé regroupant également des représentants de la ville d'Ettelbruck et du Service des Sites et Monuments Nationaux. Lors du concours intitulé «de Park», qui s'est tenu en avril 2013, la meilleure solution sur le plan urbanistique, architectural et financier a été retenue et prévoit le maintien de la quasi-totalité des villas.

En ce qui concerne l'autre moitié du site CHNP, c'est-à-dire le terrain situé du côté occidental, plusieurs villas de grande qualité y sont implantées. Dans le cadre d'une entrevue que j'ai eue sur place, les responsables du CHNP se sont dits d'accord pour conserver les bâtiments remarquables de ce côté, à savoir les impressionnants bâtiments néogothiques de Charles Arendt et les quelques villas loties le long de l'avenue des Alliés.

Parallèlement à toutes ces initiatives énumérées ci-avant, une procédure de protection nationale a été entamée. De même, le Service des Sites et Monuments Nationaux veillera à ce que le site soit repéré en tant qu'immeuble à protéger au sein de l'étude préparatoire du plan d'aménagement général de la ville d'Ettelbruck.

Question 1472 (01.10.2015) de **M. Aly Kaes** (CSV) concernant la **gare d'autobus à Ettelbruck:**

La gare d'Ettelbruck est l'une des gares les plus fréquentées au Luxembourg. Depuis quelques mois, l'organisation des bus a changé à la gare. Notamment les bus en provenance du nord du pays respectivement de Diekirch ont un nouveau quai d'arrêt. Beaucoup de personnes ont cependant des difficultés de retrouver leurs repères avec ces changements parce que des panneaux d'informations manquent sur ces quais. De plus, l'absence d'un abri de bus oblige les voyageurs d'attendre leur bus dans la pluie.

Afin d'augmenter le confort des utilisateurs des transports publics à Ettelbruck, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Est-il prévu d'équiper les quais concernés avec des panneaux d'informations?

- Est-il prévu d'y installer à court terme des abris de bus?

Réponse (16.11.2015) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

L'honorable Député s'enquiert sur les problèmes d'infrastructure à la gare d'Ettelbruck, notamment concernant l'information des voyageurs et les abris d'autobus.

Je dois consentir qu'en effet des panneaux d'informations font défaut et qu'un voyageur, surtout s'il n'est pas un client habitué des transports publics, a des difficultés à s'y retrouver.

Or, il échet de préciser que diverses entrevues ont été tenues sur place lors de la phase de construction du couloir de bus et du quai près de la gare, avec toutes les administrations concernées. En décembre 2014, l'on a constaté que le nouvel arrêt doit encore être aménagé notamment avec un aubris, une signalétique adaptée et du marquage. Cependant et malgré certaines lacunes - le nouveau quai ne fut équipé ni d'informations sur les horaires ni d'abris - il a été décidé de desservir les lieux à partir du 1^{er} mars 2015.

La Direction des Transports publics, la Communauté des Transports ainsi que les services compétents des Ponts et Chaussées se sont concertés afin d'améliorer cette situation à court terme, ensemble avec les autorités communales et la SNCFL.

Question 1475 (02.10.2015) de **Mme Nancy Arendt** (CSV) concernant le **cours de natation:**

Il est désormais connu de tous que la natation est une activité qui contribue au bon développement de l'enfant, dès son plus jeune âge. Elle contribue à l'éducation à la santé en permettant aux élèves de mieux connaître leur corps. Pour ces raisons, le cours de natation à l'école reste indispensable à maints égards.

Or, souvent le titulaire de classe, chargé d'assurer le cours de natation, ne se considère pas apte à l'enseignement de la natation. D'une part, la formation d'instituteur n'inclut pas de formation spécifique en la matière à part le brevet de premiers secours ainsi qu'un séminaire théorique où la natation fait partie des nombreux sujets abordés.

Voilà pourquoi maints instituteurs préfèrent se dessaisir de ce cours dont l'enseignement incombe finalement aux chargés de cours bien qu'eux non plus ne disposent pas d'une formation adéquate dans ce domaine.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et à Monsieur le Ministre des Sports:

1. Combien d'heures pratiques et théoriques consacrées exclusivement à l'apprentissage de la natation sont dispensées lors de la formation initiale des enseignants, le brevet de sauvetage et les autres activités sportives non inclus?

2. Est-ce que tous les enseignants ou chargés de cours qui s'occupent du cours de natation

dans l'école fondamentale ont reçu cette formation de base?

3. Messieurs les Ministres estiment-ils aussi que la raison pour laquelle les instituteurs ne se considèrent pas aptes à l'enseignement de la natation réside dans le fait que lors de leur formation ils n'acquiescent pas les qualifications nécessaires pour se sentir prêts à assurer le cours de natation?

4. Est-ce que les Ministres sont d'avis que la solution réside dans l'acquisition d'un brevet de sauvetage pour les enseignants, sachant que la conduite d'un cours de natation dont l'objet est l'instruction des mouvements corrects des différents styles de natation entre autres, demande des connaissances bien supérieures et spécifiques que celles instruites au cours de sauvetage, bien que la maîtrise de ce dernier donne une certaine sûreté au bord d'un bassin plein d'enfants, sûreté, qui cependant, est déjà assurée par la présence de maîtres-nageurs?

5. Les Ministres ne jugent-ils pas qu'une formation spécifique et adéquate en natation comprenant des volets théorique et pratique devrait être proposée au personnel enseignant et éducatif sous forme d'une formation continue s'ils ne l'ont pas acquise pendant leur formation initiale?

6. Les Ministres ne croient-ils pas qu'une formation adéquate comme par exemple celle proposée par la FLNS aux responsables de l'ENEPS pourrait aider les instituteurs et chargés de cours à être plus confiants et à les motiver de donner ces cours de natation, surtout si cette formation serait reconnue par l'IFEN comme formation continue pour ceux qui désirent donner ces cours?

7. Comment les Ministres entendent-ils remédier à des situations comme celle survenue dans différentes communes pour que les cours de natation en école fondamentale soient garantis?

Réponse commune (29.10.2015) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*, et de **M. Romain Schneider**, *Ministre des Sports:*

Les questions posées par Madame la Députée au sujet des formations initiale et continue des instituteurs en matière de natation scolaire donnent lieu à la réponse suivante:

Ad 1. Il convient d'abord de préciser que les candidats qui annuellement briguent un poste d'instituteur ont accompli leur formation dans des écoles ou universités situées tant au Luxembourg qu'à l'étranger. Ainsi, parmi les lauréats de la promotion 2015, 115 ont obtenu leur diplôme à l'Université du Luxembourg et 70 dans un établissement de formation à l'étranger. Les informations sur la formation initiale exposées ci-dessous relèvent de la formation initiale dispensée à l'Université du Luxembourg.

Les étudiants qui y accomplissent leurs études en vue de l'obtention du Bachelor en sciences de l'éducation (BSCE) doivent obligatoirement suivre un séminaire consacré exclusivement au développement de l'aisance aquatique ainsi qu'aux différents aspects théoriques et pratiques liés à la pédagogie relative au domaine de la natation. Ce séminaire a un volume de 26 heures comprenant:

- 18 heures de présence (dix heures de formation pratique à effectuer dans un bassin de natation combinées avec deux heures d'observation de leçons de natation ainsi que six heures de formation théorique);

- huit heures de travail d'études autonome.

Le descriptif précis du séminaire précité se présente comme suit:

«Modul: Lehr-Lern-Werkstatt Bewegungserziehung

Kurstyp: Pflichtseminar

Präsenzstunden: 18

Selbststudium: 8

Lernergebnisse: Nach Beendigung des Seminars sind die Studierenden fähig:

- die wichtigsten Theorie-Praxisbezüge und deren didaktische Konsequenzen wiederzugeben;
- Schwimmunterricht-Verhalten im Schwimmbad/Wasser-Schwimmregeln - Sicherheitsaspekte zu organisieren;

- die Grundlagen des Bewegungsfeldes 'Bewegen im Wasser', Ängste abbauen - sich wohlfühlen, im, am und unter Wasser - irgendwie schwimmen, zu vermitteln;

- die Bereiche 'Mit dem Wasser vertraut werden - im Wasser gleiten - im Wasser schwimmen - sich unter Wasser bewegen - ins Wasser springen - Spielen im Wasser' zu vermitteln;

- die Grundlagen des Rettungsschwimmen wiederzugeben.

Beschreibung:

Der Kurs besteht aus Seminaren mit Theorie und Praxisteil im Schwimmbad. Des Weiteren werden Hospitationen in Schwimmkursen einer Grundschule angeboten.

Bibliographie:

- LASPO (2010). Schwimmen unterrichten: Grundwissen und Praxisbausteine. Donauwörth: Auer.

- Beitzten, M. (2011). Kinder lernen Brustschwimmen/Kraulschwimmen. Lernkartei zum selbstständigen Erwerb der Schwimmtechniken. Buxtehude: Persen Verlag.

- Rix, A., Dräger, L.-R. & Diederley, H. (2010). Einfach schwimmen lernen: Der Leitfaden für den Schwimmunterricht. Buxtehude: Persen Verlag.

Beurteilung:

Referat beziehungsweise Lehrprobe, Hospitationen und Seminararbeit.»

Il y a lieu de remarquer que les étudiants sont également invités à observer des leçons de natation et de les diriger dans le cadre de leurs stages pratiques effectués tout au long de leur formation initiale.

Ad 2. Une réponse affirmative à 100% n'est pas possible, étant donné que nombre d'instituteurs en service ont accompli leurs études à l'Université du Luxembourg, alors que d'autres (cf. supra ad 1.) ont suivi leur formation dans des instituts étrangers dont les programmes de formation sont établis conformément aux règles en vigueur dans les pays respectifs.

Pour ce qui concerne les chargés de cours assurant des cours de natation, il est à noter que depuis la rentrée 2015-2016, conformément à la circulaire de printemps 2015, ceux-ci sont tenus de disposer au minimum d'un brevet de sauvetage (Junior Lifesaver ou équivalent) ou d'avoir au moins suivi l'ensemble des cours qui y préparent.

Enfin, nombre de chargés de cours tout autant que nombre d'instituteurs ont saisi l'occasion de suivre des formations continues relatives à la pédagogie de la natation dont l'offre est précisée ci-dessous (ad 5.).

Ad 3. Les actuels futurs enseignants reçoivent les outils de base nécessaires pour dispenser l'enseignement de la natation. Il est loisible à tout un chacun s'y intéressant, à la fois ceux qui ont reçu la formation de base que ceux qui n'en auraient pas reçue, de profiter de l'offre déjà en place pour compléter leur formation afin de se donner les moyens d'assumer leur responsabilité pédagogique en la matière.

Ad 4. La réponse à la 4^e question est négative.

En effet, tel qu'exposé par l'honorable Députée dans la question même, le brevet de sauvetage n'est pas l'objet prioritaire de l'enseignement de la natation, bien qu'utile. C'est pour cette raison qu'il y a lieu de mettre l'accent sur un apprentissage pédagogique visant l'acquisition de compétences ayant pour objet la maîtrise du milieu aquatique, apprentissage tel que dispensé actuellement à l'Université du Luxembourg et décrit au point 1.

Ad 5. De telles formations continues sont proposées depuis l'année scolaire 2007-2008 aux enseignants. Il s'agit aussi bien de formations ouvertes aux inscriptions individuelles que de formations internes organisées à la demande et en coopération avec des écoles fondamentales.

Depuis la mise en place du nouveau plan d'études à l'enseignement fondamental, les formations continues en question ciblent l'aisance aquatique et l'apprentissage de la nage en lien avec les domaines de compétence définis pour les différents cycles d'apprentissage.

Voici le nombre de formations continues des dernières années:

2011-2012: dix formations internes;

2012-2013: six formations, dont deux internes;

2013-2014: cinq formations, dont trois internes;

2014-2015: deux formations.

Ad 6. L'ENEPS, ensemble avec les responsables de la FLNS, a mis au point un concept intégré de formation aquatique dès le plus jeune âge. Les responsables de l'ENEPS et de l'IFEN sont en contact pour intégrer dans les semaines à venir cette formation dans l'offre de formation de l'IFEN. Une réunion de planification a déjà eu lieu.

Ad 7. Il est dans l'intérêt de tous les concernés, et notamment des enfants, que le cours de natation soit assuré dans les meilleures conditions d'encadrement. Ceci signifie, entre autres, que chaque titulaire de classe, ou chargé de cours le remplaçant, dispose d'une formation adéquate. Dans ce contexte, deux remarques s'imposent:

1) L'organisation scolaire, et notamment l'occupation des postes, relève de la compétence des autorités communales, conformément à l'article 38 de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental. L'État met à la disposition des autorités communales le personnel enseignant en nombre suffisant pour assurer les leçons attribuées dans le cadre du contingent.

Toute précision apportée par le Ministère de l'Éducation nationale lors de la publication d'une vacance de poste d'instituteur ne l'est qu'à titre indicatif; c'est finalement l'occupation des postes, eu égard aux ressources disponibles et arrêtée par le conseil communal, qui est décisive pour l'organisation des cours de notation, comme pour celle de tous les autres cours.

2) En cas de besoin, une formation accélérée concernant aussi bien les cours à suivre en vue d'obtenir un brevet de sauvetage que des cours en vue d'acquiescer des compétences pédagogiques dans le milieu aquatique, peut être organisée et menée à terme en très peu de temps, après concertation de l'autorité communale avec le Ministère de l'Éducation nationale. La formation dont question au point 6. répond au besoin de ce deuxième volet.

Question 1476 (02.10.2015) de M. David Wagner (déi Lénk) concernant l'aide financière pour étudiants:

En date du 24 septembre 2015, Monsieur le Secrétaire d'État chargé de l'Enseignement supérieur dévoila ses chiffres relatifs à l'octroi des bourses et des prêts pour étudiants. Concernant les bourses, il en résulta que l'État alloua pour l'année académique 2014-2015 la somme globale de 91 millions d'euros, c'est-à-dire 60 millions de moins que pour l'année précédente. Toutefois, étant donné que le poste relatif à l'octroi des bourses du budget pour l'année 2015 prévoyait une somme de 110 millions d'euros - tendance croissante selon les projections pluriannuelles - (contre 125 millions annoncés antérieurement par Monsieur le Ministre), force est de constater que le montant total alloué se situe globalement de 19 millions d'euros en deçà du chiffre annoncé.

Au printemps, une étude a été exécutée par l'institut de sondage TNS ILReS sous la direction des organisations d'étudiants et de jeunesse ACEL, UNEL, CGJL et CNEL en collaboration avec le CEDIES et commanditée par le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. Les résultats de cette étude furent présentés par Monsieur le Secrétaire d'État à l'Enseignement supérieur le 29 avril de cette année. Au mois de septembre, l'ACEL a présenté ses propres conclusions relatives à l'étude. Cette dernière en a tiré les conclusions de la nécessité d'augmenter la bourse sociale de 50% pour les étudiants provenant de familles qui ont un revenu en dessous de 2,5 fois le salaire social minimum pour les salariés non qualifiés et de tenir compte des enfants qui n'étudient pas encore pour la bourse de famille et, par conséquent, d'augmenter la bourse de famille de 500 euros.

Il résulte également de l'étude que les étudiants ne bénéficiant ni de la bourse sociale, ni de la bourse de mobilité se retrouvent fortement pénalisés. En effet, 28% des étudiants ne pouvant bénéficier de la bourse sociale en raison de la situation du ménage dont ils sont issus, affirment ne disposer d'aucune aide financière parentale. Inutile de préciser que la bourse de base de 2.000 euros (contre 6.500 euros dans le régime précédent) est loin de suffire aux exigences de la vie étudiante.

Malheureusement, les chiffres présentés le 24 septembre sont extrêmement lacunaires et ne permettent pas de se faire une idée précise de la situation sociale des étudiants, ni de leurs besoins.

Partant, je désire poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

1. Combien d'étudiants ont pu bénéficier de la bourse de mobilité pour l'année académique 2014-2015?
2. Combien d'entre eux sont des résidents et combien des non-résidents?
3. Combien d'étudiants ont pu bénéficier de la bourse sociale pour l'année académique 2014-2015?
4. Combien d'étudiants ont bénéficié des différentes tranches de la bourse sociale?
5. Combien d'entre eux sont des résidents et combien d'eux des non-résidents?
6. Combien d'étudiants ont obtenu une bourse de famille dans l'année académique 2014-2015?

7. Combien d'entre eux sont des résidents et combien d'eux des non-résidents?

8. Monsieur le Ministre peut-il transmettre à la Chambre des Députés l'ensemble de la banque des données socio-économiques de l'étude présentée le 29 avril concernant la vie étudiante et ce de manière exhaustive ainsi que l'ensemble des études y relatives réalisées par ses services? Il irait de soi que les données sont anonymisées.

9. Combien d'étudiants ont participé au sondage et combien d'entre eux sont résidents luxembourgeois?

10. Quelle est la raison de l'écart entre la budgétisation pour l'année 2015? Monsieur le Ministre peut-il indiquer ce qu'il adviendra du surplus dégagé par rapport à la budgétisation de 2015?

11. Monsieur le Ministre est-il prêt à revoir le montant de la bourse de base à la hausse et si oui, à hauteur de quel montant?

12. Quelle est la position du Ministère face aux revendications de l'ACEL citées plus haut?

13. Est-ce qu'une nouvelle réforme du système d'aide financière, tenant compte des réalités budgétaires des étudiants est envisagée par le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche?

14. Le Ministère a-t-il entamé les travaux d'établissement d'un Observatoire de la vie étudiante, comme prévu par la motion du 10 juillet 2014 déposée par les honorables Députés Claude Adam, Taina Bofferding et Eugène Berger et adoptée le même jour en séance plénière de la Chambre des Députés?

Réponse (13.11.2015) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

J'ai l'honneur d'apporter les précisions suivantes en réponse à la question parlementaire n°1476 de Monsieur le Député David Wagner.

Au courant de l'année académique 2014-2015 presque 11.000 étudiants résidents au Luxembourg et 750 étudiants non-résidents du Luxembourg ont bénéficié de la bourse de mobilité. Lors de la même période, presque 16.000 étudiants, dont 58% étant des résidents du Luxembourg, ont profité de la bourse sociale et environ 6.700 étudiants, dont 64% étant des résidents du Luxembourg, ont bénéficié de la bourse de famille.

En ce qui concerne l'étude concernant la vie étudiante et les données socio-économiques y afférentes, je renvoie au procès-verbal relatif à la présentation exhaustive de l'étude précitée à la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace en date du 4 mai 2015.

Sachant que le budget 2015 est en application jusqu'en mars 2016, il est prématuré de déterminer un écart éventuel. En outre les sommes définies au budget du Ministère sont établies sur base d'une fiche financière relative à une année calendaire et les dépenses engendrées par les aides financières pour études supérieures sont calculées pour une année académique.

Au sujet des revendications de l'ACEL, je renvoie à la réponse à la question parlementaire n°1432 de Messieurs les Députés Max Hahn et Lex Delles traitant le sujet en question (cf. compte rendu n°1/séance ordinaire 2014-2015).

En ce qui concerne l'établissement d'un Observatoire de la vie étudiante, les premières démarches ont été entamées par la réalisation de l'étude précitée.

Question 1477 (02.10.2015) de M. Claude Adam (déi gréng) concernant le remplacement du système «eduCloud» par «OneDrive for Business»:

Selon mes informations, le service «eduCloud» sera fermé au 31 décembre 2015 et remplacé dans le cadre du passage à la version «Office 365 for Education» par la solution «OneDrive for Business» de la société Microsoft.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1. Quelles sont les raisons pour l'abandon respectivement le remplacement du service «eduCloud» en fin d'année? Quels en sont les avantages escomptés?
2. Est-ce que des solutions alternatives ont été considérées?
3. Quelles sont les conséquences éventuelles de ce choix sur l'utilisation de logiciels «open source» dans l'Éducation nationale?
4. Est-ce que les adresses électroniques de l'Éducation nationale (@education.lu) vont

également être associées à cette nouvelle plateforme? Dans l'affirmative, à quelle échéance?

5. Stocker des données sensibles dans d'autres pays pose des problèmes par rapport à la protection des données personnelles, si ces pays ne garantissent pas une protection équivalente au régime européen. Or, l'avocat général de la Cour de justice de l'UE a récemment jugé invalide l'accord sur la protection des données personnelles «Safe Harbor» qui se trouve à la base des échanges commerciaux de données personnelles entre l'UE et les États-Unis, notamment parce que les Européens n'y bénéficieraient pas d'une «protection juridictionnelle effective». Par là, est-ce que le Ministère a exigé de la société Microsoft que les données soient exclusivement stockées sur des serveurs luxembourgeois ou du moins européens? Dans la négative, dans quel pays est-ce que les données seront physiquement stockées et quelle loi de protection des données sera désormais applicable aux données de l'Éducation nationale stockées sur «OneDrive»?

6. Est-ce que la Commission nationale pour la protection des données a été consultée quant au remplacement de la solution «eduCloud» par «OneDrive»?

Réponse (27.10.2015) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

Ad 1. L'abandon et le remplacement du service «eduCloud» sont la suite logique d'un changement de la stratégie nationale en matière de la gestion des licences Microsoft dans l'Administration de l'Éducation nationale, c.-à-d. dans l'ensemble des administrations, services, écoles et institutions qui sont placés sous l'autorité du ministre ayant l'Éducation nationale dans ses attributions.

En effet, dans l'Éducation nationale la plus grande partie des stations de travail tourne sous Microsoft Windows. Ceci pour différentes raisons:

- Les systèmes d'exploitation Microsoft sont toujours les plus répandus dans les entreprises à Luxembourg et dans les pays limitrophes. Comme l'objectif pour les classes de la formation professionnelle et de l'enseignement secondaire technique est de préparer au mieux aux exigences du marché luxembourgeois, il faudra évidemment appliquer les logiciels utilisés dans les entreprises.

- Comme les systèmes d'exploitation Microsoft sont les systèmes qu'on trouve sur les ordinateurs domestiques, le nombre d'enseignants maîtrisant les logiciels sous Windows est de loin plus grand que le nombre de titulaires ayant des connaissances avancées en matière de systèmes Linux. Ce nombre-ci est encore très limité.

- Pour beaucoup de logiciels d'applications professionnelles il n'existe pas de version Linux et ainsi ces logiciels doivent être installés sur un système Microsoft (p. ex. AutoCad, SolidWorks).

Dans un souci d'harmonisation de toutes les licences Microsoft, le Ministère a conclu un contrat-cadre «Microsoft Campus & School Agreement - Enrollment for Education Solutions» (CASA - EES) qui couvre toute l'Administration de l'Éducation nationale.

Peuvent aujourd'hui profiter de ce contrat les enseignants de l'enseignement fondamental et secondaire public, les élèves de l'enseignement fondamental et secondaire public ainsi que le personnel administratif et technique des lycées et des administrations du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.

Un tel contrat-cadre CASA est un programme de licences en volume qui est basé sur un modèle de location de licences. Au lieu d'acheter des licences, une institution acquiert un droit d'utilisation limité dans le temps. Durant la période de validité de ce contrat, tous les logiciels et services en ligne compris dans le programme sont constamment actualisés, ce qui permet à la communauté scolaire visée d'utiliser la version la plus récente des produits dont une licence a été acquise.

Quels sont les avantages d'un contrat Microsoft CASA - EES?

- location de licences par l'intermédiaire d'un partenaire Microsoft LSP (Licensing Solution Partner) retenu moyennant la procédure des marchés publics;

- planification budgétaire améliorée par le biais de paiements annuels. Le contrat a une durée de validité d'un an avec possibilité de renouveler jusqu'à trois (+1) ans tout en conservant les conditions et les prix négociés par le biais d'un marché public;

- contrôle optimisé des coûts liés à l'acquisition de licences en fonction du nombre d'employés plein temps (ETP) de l'Éducation nationale, indépendamment du nombre et du type de postes de travail du parc informatique;

- équipement immédiat sans coûts additionnels de postes supplémentaires avec les produits compris dans le contrat;

- droits d'utilisation à l'école et à domicile pour enseignants, élèves et personnel administratif et technique;

- droits d'installation sur différentes plateformes (PC ou Mac) et en différentes langues au choix de l'utilisateur;

- droits de mise à jour permettant d'accéder à la version la plus récente des produits durant la durée du contrat;

- droits de «downgrade» afin de pouvoir équiper du matériel moins récent avec des versions antérieures.

Quels sont les produits couverts par le contrat CASA - EES?

Sont compris dans le contrat les produits de plateforme desktop, à savoir Office ProPlus, Windows Professional Upgrade et les suites Core respectivement Enterprise CAL pour tous les ordinateurs déployés dans les écoles fondamentales et secondaires et dans les administrations de l'Éducation nationale, indépendamment de leur type et de leur nombre.

Par ailleurs, la souscription à ce contrat de licences en volume locatif permet de faire bénéficier à titre gratuit tous les enseignants et tous les élèves de l'enseignement fondamental et secondaire:

(1) du produit Office 365, ainsi que

(2) du pack Office 365 ProPlusBenefit, à installer sur les appareils de leur choix, à l'école comme à la maison.

Office 365 inclut Office en ligne ainsi qu'un espace personnel de stockage gratuit (OneDrive for Business) de 1 TB pour chaque utilisateur permettant ainsi de créer, modifier, stocker et partager facilement des fichiers, tels que des projets de groupes auxquels élèves et enseignants peuvent accéder facilement n'importe où, n'importe quand et quel que soit l'appareil qu'ils utilisent. Les groupes de travail tels que groupes école, groupes classe, groupes projet etc. seront orientés vers un espace de collaboration en ligne de type «Sharepoint» qui fait partie intégrante de Office 365 pour l'éducation.

Ce choix permet d'arrêter le service «eduCloud» et de le remplacer par le service de stockage en ligne «OneDrive for Business».

Reste à noter que le service «eduCloud» était limité à l'enseignement secondaire et a consommé un tiers du budget annuel nécessaire pour le déploiement de Office 365 pour toute la communauté scolaire du Luxembourg qui représente environ 105.000 utilisateurs potentiels.

Ad 2. Étant donné que «OneDrive for Business» et «Sharepoint» sont des services de stockage et de collaboration qui sont offerts gratuitement en cas de souscription d'un contrat-cadre «Microsoft Campus & School Agreement - Enrollment for Education Solutions» (CASA - EES), un autre choix technologique ne s'est pas imposé. Ces deux solutions se situent parmi les outils techniquement les plus avancés du marché et économiquement les plus intéressantes vu leur gratuité.

Ad 3. L'utilisation de logiciels «open source» n'est pas impactée par ce choix technologique. Comme seuls les produits de la suite MS-Office et leur version en ligne Office 365 sont réellement visés, aucun éditeur de logiciels d'application ne devrait être lésé.

L'enseignement luxembourgeois n'est pas indifférent à l'évolution que présentent les outils libres. Ainsi, les logiciels libres Open Office et Firefox sont installés en principe sur tous les ordinateurs dans les lycées. Leur utilisation est recommandée aux programmes des classes du cycle inférieur et du cycle moyen. En outre, les logiciels libres suivants figurent aux programmes de diverses classes des différents cycles: Gimp, Scratch, XMind, BlueJ, Unimozzer, Structorizer, P'titStock, VLC, 7-Zip, XnView, InkScape, Kompozer, Geogebra, Thunderbird. D'autres, plus spécifiques, sont installés et utilisés suivant les formations, divisions et sections. Certains essais sont en cours pour offrir plusieurs machines virtuelles sur une même station de travail.

Ad 4. Les adresses de messagerie électronique «@education.lu» ne seront pas automatiquement associées à la nouvelle plateforme Office 365. L'enseignant aura le choix de migrer sa messagerie électronique professionnelle vers Office 365 ou bien de continuer à utiliser le service email de Restena.

Ad 5. L'invalidation de l'accord «Safe Harbor» par la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE), à travers le groupe de travail européen «article 29» et dont la CNPD fait partie, ne change rien à la politique de protection de la confidentialité des informations des utilisateurs de services Microsoft. Microsoft a mis en place de nombreux mécanismes de protection, qui eux restent valides, tant au niveau légal qu'engineering comme par exemple la certification ISO 27018 ou l'adoption des EU Model Clauses, un autre instrument de protection européen. Il est à noter que l'implémentation des EU Model Clauses a été validée par l'article 29. Pour des explications y relatives plus explicites vous trouverez les liens ci-dessous.

1. http://ec.europa.eu/justice/data-protection/article-29/documentation/other-document/files/2014/20140402_microsoft.pdf

(Lettre Art. 29 à Microsoft au sujet des EU Model Clauses)

2. http://ec.europa.eu/justice/data-protection/article-29/documentation/other-document/files/2014/20140922_letter_microsoft_service_agreement.pdf

(Lettre Art. 29 à Microsoft au sujet de la confidentialité des données)

Plus particulièrement, la phrase suivante extraite du courrier adressé à Microsoft (cf. document pdf sous 2.):

«In the context of the growing concern of users for the confidentiality of their personal data, the Working Party reminds Microsoft only to transfer users' data to law enforcement authorities with a valid legal request and to ensure that there is a sound legal basis for all data transfers outside the EEA.»

Ceci démontre que l'article 29 n'a pas de problème de principe quant à l'existence d'un mécanisme juridique permettant aux autorités judiciaires d'un pays d'obtenir des informations dans le cadre d'une procédure légale et fondée. Microsoft accorde une attention particulière à ces demandes et n'hésite pas à ester en justice lorsqu'ils estiment cette demande non fondée, comme le confirme une procédure judiciaire en cours contre le Gouvernement des États-Unis. À ce sujet, Microsoft publie tous les six mois les statistiques relatives aux demandes qu'ils reçoivent. Il est important de noter que sur une moyenne de 120.000 demandes annuelles provenant d'une soixantaine de pays, moins de dix demandes concernent des données d'entreprises. À ce jour, Microsoft n'a d'ailleurs jamais fourni d'informations concernant des organisations situées hors des USA en dehors de la collaboration de l'institution concernée. Ceci confirme bien que ces législations ne sont utilisées que dans le cadre de la lutte contre le terrorisme et le grand banditisme et non à des fins de surveillance des utilisateurs.

Nous avons la garantie que les données stockées dans l'espace de stockage personnel «OneDrive for Business» et dans «Sharepoint» sont hébergées dans des Data Centers en Irlande et/ou aux Pays-Bas.

Nous tenons à insister une fois de plus que «OneDrive for Business» est un espace de stockage strictement personnel et qu'il appartient à l'utilisateur même de décider s'il veut partager ses données et avec qui il veut les partager. On ne peut donc en aucun cas qualifier ces données comme «données de l'Éducation nationale» du fait que ces espaces de stockage en ligne peuvent héberger aussi bien des fichiers à caractère purement privé (photos, mp3, etc.) que des fichiers qui sont en relation avec le métier de l'enseignant ou les documents pédagogiques des élèves.

Il n'est pas question de migrer les «données internes de l'Éducation nationale» actuellement stockées sur les serveurs de fichiers du CGIE vers l'environnement Office 365.

Ad 6. Suite à l'évaluation satisfaisante de la version modifiée du «Enterprise Enrollment Addendum Microsoft Online Services Data Processing Agreement» annoncée le 2 avril 2014 par le groupe de travail «article 29», la CNPD a confirmé que les conditions contractuelles ainsi que les conditions d'utilisation sous lesquelles Microsoft fournit ses services «cloud» à ses clients établis au Grand-Duché de Luxembourg sont reconnues comme incorporant correctement les clauses contractuelles types telles qu'approuvées formellement par la Commission européenne dans sa décision 2010/87/UE.

La CNPD délivre sur demande des autorisations sur base de l'article 19 paragraphe (3) de la loi modifiée du 2 août 2002 sur la protection des

personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel, pour le transfert de données personnelles à l'occasion de la fourniture de services «cloud» par Microsoft dans le cadre du «Microsoft Online Services Data Processing Agreement», implémentant dans son addendum les clauses contractuelles types approuvées par la Commission européenne tel qu'il est rédigé dans le texte, discuté et considéré par le sous-groupe «international data flows» du groupe de travail «article 29».

Question 1479 (06.10.2015) de Mme Nancy Arendt (CSV) concernant les mégots:

À Paris, chaque année 350 tonnes de mégots de cigarettes sont ramassées par les services de la voirie. Selon un décret voté au mois de mai 2015 et entré en vigueur le 1^{er} octobre, toute personne surprise à Paris en train d'abandonner sa cigarette ailleurs que dans une poubelle ou un cendrier de rue pourra désormais écoper d'une amende de 68 euros. L'application du décret sera assurée par 500 agents en civil du service de la propreté de la capitale.

La loi du 21 mars 2012 relative à la gestion des déchets, transposant en droit luxembourgeois la directive 2008/98/CE, précise dans son article 42 que l'abandon, le rejet ou la gestion incontrôlée des déchets sont interdits. L'article 48 de la loi susmentionnée précise qu'en cas de contraventions, punies conformément aux dispositions de l'article 47 point 2), des avertissements taxés peuvent être décernés. Le montant, les modes de paiement, ainsi qu'un catalogue des contraventions soumises à l'avertissement taxé sont à fixer par règlement grand-ducal. Madame la Ministre avait annoncé récemment que ledit règlement devrait être prêt d'ici peu.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

1. Combien de mégots sont ramassés chaque année par nos services de voirie et quels sont les coûts ainsi engendrés?

2. Le règlement grand-ducal à venir, va-t-il prévoir des avertissements taxés pour l'abandon de mégots?

Réponse (09.11.2015) de Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement:

Ad 1. Les quantités de déchets ramassées le long du réseau routier luxembourgeois ont été déterminées en détail par l'étude «Ausmaß, Qualität und Implikationen von Littering im Großherzogtum Luxemburg» commanditée en 2008 par l'Administration de l'Environnement. De plus, la Ville de Dudelange avait analysé en 2007 en détail ce phénomène en milieu urbain.

Seule l'étude de la Ville de Dudelange comptabilisait les mégots de cigarettes qui étaient jetés par terre en milieu urbain. 40 endroits ont été analysés en 2007 et en 2008 quant à la composition des déchets déposés. En milieu urbain les mégots de cigarettes représentaient quelque 30% de la fraction des déchets jetés par terre.

Les coûts de nettoyage y engendrés par les services communaux ne sont pas connus.

Ad 2. Le projet de règlement grand-ducal relatif aux avertissements taxés déterminant les modalités d'application de l'avertissement taxé et établissant un catalogue des contraventions soumises à l'avertissement taxé est sous élaboration. Le projet de règlement grand-ducal a été déposé le 21 janvier 2015 ensemble avec le projet de loi 6771 visant à adapter quelques articles de la loi modifiée du 21 mars 2012 relative aux déchets.

Dans son annexe A, le catalogue des avertissements taxés prévoit une amende de 49 Euro (code de l'infraction AEV-0020) pour l'abandon ou le rejet de déchets ménagers non dangereux sur des lieux et voies publics ou en pleine nature, y inclus les mégots de cigarettes.

Question 1480 (06.10.2015) de M. Gérard Anzia (déli gréng) concernant le risque d'inondations:

Le risque d'inondations est le premier risque naturel au Luxembourg, tant par l'importance des dommages qu'il provoque que par le nombre des communes concernées. Des chercheurs du «Luxembourg Institute of Science and Technology (LIST)» estiment que, dû au changement climatique, les précipitations dans la période hivernale devraient augmenter significativement dans les décennies à venir (de 241 mm à 276 mm). En conséquence, le risque et la

gravité des inondations devraient également augmenter au Luxembourg.

Pour ces raisons, je voudrais avoir les informations suivantes de la part de Madame la Ministre de l'Environnement:

- De quelle façon le Luxembourg est-il préparé respectivement se prépare-t-il à l'augmentation prévisionnelle des précipitations dans les décennies à venir? Quelles mesures préventives ont déjà été réalisées? Quelles mesures sont encore prévues?

Réponse (06.11.2015) de Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement:

L'Administration de la Gestion de l'Eau surveille en permanence les niveaux d'eau des cours d'eau grâce à un réseau de mesure d'une trentaine de stations hydrologiques. Un modèle de prévision des niveaux d'eau permet d'estimer l'évolution des débits des cours d'eau et d'avertir les résidents des zones à risque d'inondation et ainsi à minimiser les dommages humains et matériels en cas de crue. Les niveaux d'eau des stations de mesure hydrologiques sont consultables en temps réel sur le site Internet www.inondations.lu.

Les simulations climatiques globales et régionales à elles seules ne permettent pas de se prononcer sur l'impact éventuel des changements climatiques sur la gestion de l'eau. Des modèles de bilan hydrologique à haute résolution doivent être «alimentés» avec les résultats obtenus par les modèles climatiques régionaux afin de pouvoir identifier une modification éventuelle des composantes hydrologiques du cycle de l'eau, telle qu'une augmentation des débits de crue.

Dans le cadre du projet transfrontalier «Gestion des crues et des étiages dans le bassin versant de la Moselle et de la Sarre - FLOW MS» (Flood = crue, LOW water = étiage, Moselle et Sarre) du programme opérationnel Interreg IV-A «Grande Région», l'Administration de la Gestion de l'Eau a participé à une étude concernant l'identification de l'impact du changement climatique sur les conditions hydrologiques dans les cours d'eau du bassin versant de la Moselle et de la Sarre.

En effet, en concordance avec les résultats de l'étude menée par le LIST, cette étude prédit également une augmentation des précipitations pendant la période hivernale de 8,4% pour nos régions.

Tandis que la contribution humaine à l'augmentation du risque d'inondation est un fait établi, l'impact du changement climatique sur le risque d'inondation est difficilement quantifiable vu les innombrables incertitudes liées au sujet du changement climatique. La croissance démographique des dernières décennies avec la densification des zones urbaines en proximité des cours d'eau ainsi que l'imperméabilisation des sols qui en découle contribuent largement à l'augmentation du risque d'inondation et à la fréquence des crues dites subites.

En vue de mettre l'accent sur une gestion plus écologique des eaux pluviales dans les zones urbanisées ou destinées à être urbanisées, l'Administration de la Gestion de l'Eau a publié un guide intitulé «Regenwasserleitfaden». Ce guide reprend des techniques permettant une gestion écologique des eaux pluviales en vue d'atténuer les risques d'inondation et par conséquent de s'adapter aux changements climatiques. Ainsi, toute nouvelle zone destinée à être urbanisée est planifiée en système d'assainissement séparatif, en accord avec les recommandations actuelles de la Commission européenne («Blueprint to Safeguard Europe's Water Resources» 2012) qui favorise les infrastructures vertes «green infrastructures».

Selon la directive 2007/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2007 relative à l'évaluation et à la gestion des risques d'inondation, ainsi que la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau, l'Administration de la Gestion de l'Eau, en étroite concertation avec les communes et les administrations concernées, a publié le projet de plan de gestion des risques d'inondation avec un programme de mesures y afférent.

Le projet de plan de gestion des risques d'inondation a été établi afin d'identifier des mesures concrètes visant l'amélioration de tous les aspects (prévision, prévention et protection) de la gestion des risques d'inondations. Ce plan est à considérer comme un instrument qui fournit une base stratégique pour les décisions techniques, financières et politiques en matière de gestion du risque d'inondation.

La priorité de la gestion du risque d'inondation est portée sur la mise en œuvre de mesures à caractère naturel, par exemple la création de zones de rétention, des renaturations, offrant une protection contre les inondations et une amélioration hydromorphologique des cours d'eau. Il s'agit de mesures «no regret» puis-

qu'elles apportent une plus-value écologique indépendamment du scénario futur.

Il est évident qu'à certains endroits, seules des mesures de protection contre les crues purement techniques s'avèrent réalisables. Il y a lieu de noter dans ce contexte que l'intégration de marges de sécurité liées au changement climatique, par exemple le rehaussement d'un mur de protection de 20 cm, ne s'avère bénéfique que si les scénarios à débits croissants se concrétisent.

Le plan de gestion des risques d'inondation une fois finalisé, les conditions-types pour la rétention des eaux pluviales dans les agglomérations tout comme les autorisations établies au titre de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau constituent tout un ensemble de mesures préventives visant une meilleure gestion des risques d'inondation et apportent une certaine protection contre les crues subites.

Finalement il y a lieu de noter que dans le même contexte réglementaire, des cartes des zones inondables (Hochwassergefahrenkarten) et des cartes des risques d'inondation (Hochwasserrisikokarten) ont été mises en place moyennant règlement grand-ducal pour 15 cours d'eau présentant des risques d'inondation. Cette cartographie constitue en premier lieu un document indiquant les zones qui sont inondées lors de crues d'une certaine probabilité et qui présentent un risque de dégâts éventuels. La cartographie permet ainsi aux experts et aux citoyens de mieux évaluer les risques d'inondation pour un terrain donné. Ce relevé cartographique fait d'office partie intégrante des plans d'aménagement généraux des communes en tant que zone superposée. Conformément à la législation en matière d'aménagement communal, il s'agit de «zones ou espaces définis en exécution de dispositions légales, réglementaires ou administratives spécifiques» dont le but est essentiellement d'informer le public que des terrains situés à l'intérieur d'une telle zone sont concernés par une réglementation spécifique. Les conditions suivant lesquelles une nouvelle construction peut être réalisée à l'intérieur d'une telle zone sont déterminées au moment de la demande d'autorisation conformément aux prescriptions de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau. De façon générale les conditions émanant des autorisations délivrées stipulent que tout volume de rétention perdu en raison de la réalisation d'une nouvelle construction doit être compensé à proximité afin de ne pas accroître le risque pour les riverains en amont et en aval.

Question 1481 (06.10.2015) de M. Gusty Graas (DP) concernant la mise à jour des plans de gestion de l'eau:

Conformément aux dispositions de l'article 14 de la directive-cadre sur l'eau les États membres de l'Union européenne sont appelés à encourager la participation active du public à l'élaboration, la révision et la mise à jour des plans de gestion. Dans le cadre de la procédure prévue à l'article 56 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau, le public est sollicité de consulter ces documents. Ainsi des observations écrites concernant le projet de plan de gestion des districts hydrographiques du Rhin et de la Meuse (parties luxembourgeoises) et le projet de programme de mesures (2^e cycle 2015-2021) pouvaient être déposées jusqu'au 22 août 2015. Pour les communes la date d'échéance pour soumettre leur avis était fixée au 22 septembre dernier.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

- Combien de personnes privées ont soumis un avis afférent? Quel est le nombre de communes ayant déposé dans le délai imparti un avis?

- Est-il exact que certaines communes ont refusé de se manifester en cette matière à cause de la complexité du dossier?

- Quelles conclusions peuvent être tirées des avis soumis?

Réponse (20.10.2015) de Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement:

La question parlementaire de l'honorable Député Gusty Graas a pour objet la consultation du public concernant le projet de plan de gestion des districts hydrographiques du Rhin et de la Meuse (parties luxembourgeoises) et le projet de programme de mesures afférent.

Conformément aux dispositions de l'article 14 de la directive-cadre sur l'eau (directive 2000/60/CE), transposée en droit luxembourgeois par la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau, les États membres de l'Union

européenne sont appelés à encourager la participation active du public à l'élaboration, la révision et la mise à jour des plans de gestion qui constituent, ensemble avec les programmes de mesures, les outils principaux de la mise en œuvre de ladite directive.

Dans ce contexte, une consultation du public portant sur le projet de plan de gestion et le projet de programme de mesures établis par l'Administration de la Gestion de l'Eau pour les parties luxembourgeoises des districts hydrographiques internationaux du Rhin et de la Meuse a été lancée le 22 février 2015. Cette consultation s'est déroulée jusqu'au 22 août 2015 pour le grand public et jusqu'au 22 septembre 2015 pour les communes et les syndicats intercommunaux.

Deux personnes privées ont soumis un avis concernant les deux documents dans le délai imparti, c'est-à-dire le 22 août 2015.

En date du 14 octobre 2015, 32 communes ont soumis un avis concernant les documents susmentionnés parmi lesquels 16 avis ont été déposés endéans le délai imparti, c'est-à-dire le 22 septembre 2015. S'y ajoutent les avis de deux syndicats intercommunaux qui ont également été déposés avant la date butoir du 22 septembre 2015.

Les documents soumis à la consultation du public sont des documents techniques qui présentent certes une certaine complexité. Il y a toutefois lieu de souligner que la structure du plan de gestion ainsi que les informations qu'il doit contenir sont imposées par la directive-cadre sur l'eau et le projet de plan de gestion établi par l'Administration de la Gestion de l'Eau prend en compte ces prescriptions. Aucune commune ne s'est manifestée auprès de l'Administration de la Gestion de l'Eau pour lui indiquer qu'elle refuserait de se manifester en cette matière à cause de la complexité du dossier. Afin de faciliter la compréhension des documents soumis à la consultation, deux séances plénières ont été organisées les 30 respectivement 31 mars 2015 lors desquelles lesdits documents ont été présentés au grand public. Toute personne intéressée était invitée à participer à ces séances plénières. Par ailleurs, l'Administration de la Gestion de l'Eau était et est toujours disposée à répondre à des questions éventuelles du public en cette matière. Dans ce contexte et suite à la demande de quelques communes, l'Administration de la Gestion de l'Eau leur a présenté, en plus des séances plénières, les documents en question. Dans le but d'impliquer les communes à un stade précoce de l'élaboration du projet de plan de gestion respectivement du projet de programme de mesures, l'Administration de la Gestion de l'Eau les a contactées au courant de l'année 2014 afin qu'elles lui soumettent des propositions de mesures à intégrer dans le projet de programme de mesures. Des réunions ont également eu lieu entre l'Administration de la Gestion de l'Eau et un grand nombre de communes afin de discuter ces mesures plus en détail.

La participation du public permet à l'Administration de la Gestion de l'Eau d'intégrer les connaissances et expériences des acteurs intéressés dans ses travaux et ceci avant l'adoption même des deux documents. La plupart des avis émis sont très détaillés et contiennent souvent des propositions concrètes concernant les mesures du projet du programme de mesures et/ou des mesures à intégrer dans le programme de mesures final. Les remarques et observations soumisees sont examinées et évaluées par l'Administration de la Gestion de l'Eau et intégrées dans le plan de gestion final respectivement le programme de mesures final pour autant qu'elles soient jugées justifiées.

Question 1482 (06.10.2015) de M. David Wagner (dél. Lénk) concernant le plan communal d'intégration:

Conformément à la loi du 16 décembre 2008 concernant l'accueil des étrangers, chaque commune du Grand-Duché de Luxembourg est dans l'obligation de se doter d'un programme communal d'intégration (PCI). A cet effet, et afin d'apporter un support aux communes, le Syvicol lança une offre publique afin d'embaucher une personne freelance chargée d'accompagner les communes dans l'élaboration et la gestion de leur PCI, sous le libellé officiel «Mission de chargé de projet Plan communal d'intégration». Quant au financement de ce poste, il était prévu que l'OLAI accorde une aide financière au Syvicol. Toutefois, il m'est parvenu qu'aucune candidature n'ait été retenue.

Partant, je désire poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration:

1. Combien de personnes se sont portées candidates pour ce poste?

2. Est-il vrai qu'aucune candidature n'a été retenue? Et si oui, quelles en sont les raisons?

3. Au cas où aucune candidature n'aurait été retenue, qu'advient-il de l'enveloppe financière prévue pour donner corps aux PCI?

Réponse (03.11.2015) de Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille, de l'Intégration et de la Grande Région:

Ad 1. La loi du 16 décembre 2008 concernant l'accueil et l'intégration des étrangers au Grand-Duché de Luxembourg ne prévoit pas l'obligation pour les communes de se doter d'un plan communal d'intégration, mais de mettre en place une commission consultative d'intégration.

Le PCI est proposé aux communes sous forme d'un guide pratique, dont une première version leur a été présentée lors de cinq réunions régionales organisées entre les 13 et 24 octobre 2014.

L'appel à candidatures pour le poste de freelance chargé d'accompagner les communes dans l'élaboration de leur plan communal d'intégration a été publié dans la presse et diffusé par le réseau de partenaires de l'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration.

Trois personnes se sont portées candidates pour le poste.

Ad 2. Malgré l'intérêt des candidatures, l'OLAI et le Syvicol ont décidé d'un commun accord de ne pas engager un chargé de projet pour le plan communal d'intégration.

Au vu de l'envergure du projet avec plus de 20 communes participantes ou intéressées, il a été envisagé de mandater une association ou un groupe d'experts plutôt qu'une personne seule pour assurer le suivi du projet et assumer la charge conséquente de travail administratif qui s'ensuivra.

Par ailleurs, dans le contexte actuel, une démarche qui s'inscrit dans le sillage de l'objectif plus vaste consistant à héberger de manière digne un nombre de plus en plus important de demandeurs de protection internationale et de personnes ayant obtenu la protection internationale est privilégiée. Par conséquent, différents profils réunissant différentes expertises semblent être une solution plus adaptée pour répondre à la crise migratoire.

Ad 3. La volonté de soutenir les communes qui souhaitent s'investir dans la démarche d'établir une politique d'intégration durable, transversale et structurée est maintenue.

Actuellement, une réflexion est menée sur la manière d'apporter soutien et conseil aux communes dès 2016.

Le budget initialement prévu pour le plan communal d'intégration sera utilisé à cet effet.

Question 1483 (06.10.2015) de M. André Bauler (DP) concernant le réaménagement de la N10 entre Dasbourg et Marnach:

Dans sa réponse à ma question parlementaire du 16 octobre 2014 concernant une dépense d'investissement de quelque trois millions d'euros budgétisée en vue de réaménager la N10 entre Dasbourg et Marnach (cf. question parlementaire n°0630, compte rendu n°2/session ordinaire 2014-2015), Monsieur le Ministre avait noté que, lors de l'exécution des travaux projetés, un procédé de recyclage consistant en un traitement sur place des matériaux enlevés pour les réemployer ensuite serait appliqué. Il me revient maintenant de la presse quotidienne que cette voie routière serait soumise tout simplement à des réparations, voire à des redressements ponctuels.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur l'organisation des travaux concernant ladite route?

- Est-il en mesure de me fournir des précisions relatives aux techniques utilisées dans ce contexte particulier?

- Pour quelles raisons l'Administration des Ponts et Chaussées renonce-t-elle à un réaménagement selon la procédure usuelle?

Réponse (27.10.2015) de M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

Il y a quelques semaines la route N10 entre Dasbourg et Marnach a dû être réparée localement, en attendant son réaménagement complet qui est prévu en 2016. Ceci après la finalisation de toutes les études et l'obtention des

autorisations nécessaires, notamment en raison du fait que le projet se situe dans des zones protégées communautaires Natura 2000 (Habitat, zone de protection oiseaux).

Le tracé finalement retenu pour le réaménagement projeté remonte aux conclusions d'un audit de sécurité effectué en 2010-2011 par la division «Concept/sécurité» du CETE de l'Est et dont les conclusions ont été approuvées le 7 juin 2011. À l'exception du redressement de trois virages, le projet ne diffère guère de l'actuel tracé, ce qui permet aussi de minimiser les répercussions sur l'environnement naturel.

Enfin, pour la réalisation des travaux proprement dits, il sera fait usage du procédé de recyclage qui consiste en un reconditionnement à froid sur place des matériaux enlevés de l'ancienne chaussée pour les réemployer ensuite. Les avantages suivants plaident en faveur de ce procédé:

- régénération de matériaux et évitement de déchets;

- épargne de ressources naturelles;

- limitation de transports et en conséquence des émissions en CO₂;

- réduction des dépenses et ainsi support du Gouvernement dans ses efforts d'épargne;

- gains de temps par une réduction de la durée des travaux.

Ce procédé du recyclage à froid est donc à la fois écologique et économique.

Question 1484 (06.10.2015) de Mme Diane Aehm et M. Gilles Roth (CSV) concernant les frais de déplacement des conjoints et partenaires des membres du Gouvernement:

Dans notre question parlementaire n°1369 du 12 août 2015 (cf. compte rendu n°18/session ordinaire 2014-2015), nous avons voulu savoir si le Gouvernement envisageait de faire bénéficier les conjoints ou partenaires accompagnant les ministres lors de voyages de service des mêmes frais de route et de séjour que ceux accordés aux membres du Gouvernement. Il semble que Monsieur le Ministre des Finances ait omis de répondre à notre interrogation.

C'est ainsi que nous réitérons notre question à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État, et à Monsieur le Ministre des Finances:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer que le Gouvernement envisage de faire/bénéficier les conjoints ou partenaires accompagnant les ministres lors de voyages de service des mêmes frais de route et de séjour que ceux accordés aux membres du Gouvernement?

Réponse commune (09.10.2015) de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, et de M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances:

Madame et Monsieur les Députés veulent savoir si les conjoints ou partenaires accompagnant les ministres lors de voyages de service peuvent bénéficier des mêmes frais de route et de séjour que ceux accordés aux membres du Gouvernement.

Le Gouvernement n'a rien changé à la pratique existante depuis de nombreuses années selon laquelle les conjoints ou partenaires des membres du Gouvernement ayant été invités à participer à des réunions pour lesquels il existe un programme officiel pour conjoints, ont droit au remboursement des frais.

Question 1485 (07.10.2015) de MM. Laurent Mosar et Gilles Roth (CSV) concernant la dissimulation du visage dans l'espace public:

Les débats au sujet de la dissimulation du visage dans l'espace public n'ont pas fait halte aux frontières du Luxembourg. Alors qu'en France et en Belgique, pour ne citer que ces pays, le législateur a décidé d'interdire à toute personne de se présenter dans les lieux publics le visage masqué/dissimulé, ce sujet a, dans le sillage de la crise des migrants, également gagné en acuité au Luxembourg et nécessite à notre avis une réponse sans équivoque de la part des responsables politiques. La situation actuelle est en tout état de cause insuffisante. Elle se caractérise par des dispositions disparates figurant dans certains règlements de police communaux. Nous sommes d'avis que le Gouvernement devrait dans les semaines/mois à venir prendre une initiative législative en la matière.

C'est ainsi que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Le Gouvernement entend-il déposer dans les semaines/mois à venir un projet de loi interdisant la dissimulation du visage dans l'espace public fondé sur des raisons d'ordre et de sécurité publics? Est-ce que Monsieur le Ministre est au contraire d'avis que les règlements de police communaux en place suffisent, malgré le fait que les individus sont alors tenus d'adapter leur comportement en fonction de la commune dans laquelle ils circulent?

Réponse (10.11.2015) de M. Félix Braz, Ministre de la Justice:

Le port du voile intégral reste un phénomène marginal au Luxembourg. Selon des chiffres déjà parus dans la presse et confirmés au Gouvernement par la Shoura, 16 femmes sont concernées, chiffre en baisse, alors que 19 femmes étaient précédemment concernées selon cette même Shoura. La Ministre de la Famille confirme qu'actuellement aucune femme ne porte le voile intégral dans les foyers pour demandeurs de protection internationale au Luxembourg. Il n'est donc pas exact aujourd'hui d'affirmer que de la crise des réfugiés résulterait une augmentation des cas de port de voile intégral au Luxembourg.

À l'instar du Gouvernement précédent (réponse à une question parlementaire donnée par les Ministres François Biltgen, Jean-Marie Halsdorf et Mady Delvaux), le Gouvernement confirme qu'il n'est pas envisagé à ce stade de légiférer en la matière alors qu'il estime que ce volet est suffisamment couvert au niveau communal par les différents règlements de police communaux qui interdisent notamment aux personnes de sortir le visage masqué.

Question 1486 (07.10.2015) de Mme Taina Bofferding, MM. Georges Engel et Franz Fayot (LSAP) concernant les conduites de gaz des hauts fourneaux A et B:

L'Amicale des Hauts Fourneaux A et B a critiqué, lors d'une conférence de presse le 2 octobre 2015, les plans du Fonds Belval de détruire les conduites de gaz («Gasleitungen») des hauts fourneaux A et B à Esch-Belval, ce malgré les assurances du Ministre de la Culture de l'époque, François Biltgen, de les conserver.

Dès lors, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture:

1. Est-ce que Madame la Ministre est au courant de ces plans de destruction?

2. Dans l'affirmative, Madame la Ministre n'est-elle pas d'avis que les conduites de gaz sont dignes de protection et qu'il conviendrait de les préserver dans l'intérêt de la sauvegarde de ce lieu de mémoire important de l'histoire industrielle luxembourgeoise?

Réponse (16.11.2015) de Mme Maggy Nagel, Ministre de la Culture:

Concernant les conduites de gaz des anciens hauts fourneaux A et B à Belval deux scénarios ont été discutés au cours des années passées.

Un premier scénario prévoit la conservation des deux réseaux de tuyères ainsi que des torchères de la Terrasse de Hauts Fourneaux. Ce projet se réfère à la proposition de classement envisagée en 2007 par l'ancienne Ministre de la Culture, Madame Octavie Modert. Les coûts ont été évalués à 3,9 millions d'euros en 2007.

Un deuxième scénario prévoit la conservation des torchères du réseau des hauts fourneaux A et B, le coude de dilatation du réseau gaz au sud de la halle des coulées du haut fourneau A ainsi qu'une travée de chaque côté. Les tuyères entre ces deux éléments seraient démontées et leurs structures de support seraient conservées. Un faisceau lumineux à travers les arceaux des structures devrait servir de témoin pour les anciennes tuyères. Ce scénario prévoit aussi le démontage du réseau vent situé au milieu de l'avenue des hauts fourneaux.

Il est à souligner que les structures en question sont momentanément protégées par l'inscription des hauts-fourneaux A et B et de la centrale des soufflantes à l'inventaire supplémentaire. A l'instant aucune décision définitive n'est prise concernant le futur des conduites de gaz des anciens hauts fourneaux à Belval. Je suis en contact avec le Fonds Belval pour voir quelle alternative est la meilleure, ceci dans l'intérêt du patrimoine industriel et du développement urbain du site.

Question 1487 (08.10.2015) de **M. Léon Gloden** (CSV) concernant le **nouveau dépôt de l'Administration des Ponts et Chaussées au Potaschberg à Grevenmacher**:

En date du 30 septembre 2015, une circulaire n°3310 concernant la «prévention de la production des terres d'excavation» - brochure «Besser planen, weniger baggern» a été diffusée par le Ministre de l'Intérieur à la demande de Madame la Ministre de l'Environnement.

Dans cette brochure est présenté un projet d'un nouveau dépôt de l'Administration des Ponts et Chaussées au Potaschberg à Grevenmacher dans le chapitre «Duck and cover - Verschmelzung von Landschaft und Architektur».

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes au Ministre du Développement durable et des Infrastructures et à Madame la Ministre de l'Environnement:

- Est-ce que des plans détaillés concernant ce projet existent?

- Endéans quel délai est-ce que Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures souhaite réaliser ce projet?

Réponse commune (10.11.2015) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*, et de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement*:

Dans sa question parlementaire l'honorable Député s'enquiert quant au projet d'un nouveau dépôt de l'Administration des Ponts et Chaussées au Potaschberg.

En effet, dans la circulaire n°3310 concernant la «prévention de la production des terres d'excavation» - brochure «Besser planen, weniger baggern» est présenté un projet d'un nouveau dépôt de l'Administration des Ponts et Chaussées au Potaschberg à Grevenmacher.

Il s'avère cependant que ce projet n'est plus d'actualité et que son intégration dans la brochure s'explique par sa pertinence pour le sujet en général, qui est celui de la prévention de la production des terres d'excavation, et pour le chapitre «Duck and cover - Verschmelzung von Landschaft und Architektur» en particulier.

En ce qui concerne les plans détaillés du projet, il convient de noter qu'en 2002 l'Administration des bâtiments publics avait chargé un bureau d'architecte de l'élaboration d'un avant-projet sommaire en vue de la construction d'un nouveau dépôt pour l'Administration des Ponts et Chaussées au Potaschberg à Grevenmacher. Ce projet était initialement conçu de manière «souterraine» respectivement avec un toit végétalisé.

Or, en 2004, le projet a été suspendu pour des raisons budgétaires. Afin de garantir le bon fonctionnement des services de la région Est de l'Administration des Ponts et Chaussées, un dépôt avec atelier d'entretien pour véhicules a été réalisé à Banzelt, à coût réduit et qui a été mis en service en 2011. En plus, il a été procédé à une rénovation du dépôt actuel à Grevenmacher moyennant un budget modeste de sorte que les besoins de l'Administration des Ponts et Chaussées sont actuellement satisfaits dans la région.

Question 1488 (08.10.2015) de **M. Gusty Graas** (DP) concernant la **fièvre catarrhale ovine**:

Cette semaine un nouveau cas de fièvre catarrhale ovine (FCO) a été détecté à Saint-Parizele-Châtel en Bourgogne. Il s'agit du deuxième foyer d'épidémie dans le département bourguignon après celui-ci d'Anthien.

La fièvre catarrhale, aussi appelée la «maladie de la langue bleue», est une maladie virale véhiculée par le moucheron piqueur et se traduit par de fortes fièvres, un gonflement de la tête de l'animal et le bleuissement de sa langue. Elle touche les ruminants sauvages ou d'élevages, mais principalement les moutons.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:

- Un tel cas a-t-il déjà été détecté au Luxembourg?

- Dans la négative, comment Monsieur le Ministre évalue-t-il le risque qu'un cas de fièvre catarrhale apparaisse au Grand-Duché?

- Quelles sont les dispositions de précaution actuellement en vigueur?

- Quelles sont les mesures à mettre en place dans le cas d'une épidémie?

Réponse (28.10.2015) de **M. Fernand Etgen**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs*:

Jusqu'à présent aucun cas de FCO, en relation avec les événements actuels en France, n'a été détecté au Grand-Duché de Luxembourg. Le dernier cas de FCO au Grand-Duché de Luxembourg remonte au mois de décembre de l'année 2008.

Actuellement le foyer français le plus proche se trouve à 300 km de la frontière luxembourgeoise. La maladie est à transmission vectorielle et par ce fait sa propagation est fortement influencée par les conditions climatiques, notamment le vent. Il est par conséquent difficile de prévoir l'évolution de la maladie.

La directive 2000/75/CE ainsi que le règlement (CE) n°1266/2007 définissent clairement les mesures à prendre en cas d'épidémie dont les principales sont la mise en place de zones de restriction dans lesquelles les mouvements d'animaux sont réglementés. Les conditions ainsi que les conséquences d'une vaccination y sont également définies. En cas d'épidémie, la stratégie de lutte sera définie dans la mesure du possible après concertation avec le secteur.

Question 1489 (09.10.2015) de **M. Yves Cruchten** (LSAP) concernant **LuxTrust**:

Les différents certificats LuxTrust permettent de sécuriser les échanges, les transactions en ligne, l'identité et les données électroniques. Parmi les clients de ladite société on retrouve le Gouvernement, des institutions, des entreprises et des particuliers.

LuxTrust SA est ainsi un acteur critique pour l'économie luxembourgeoise qui doit toujours être à la pointe des nouvelles technologies en matière de sécurité de l'information notamment. D'après mes informations, LuxTrust rencontrerait parfois des problèmes de compatibilité de ses services notamment dus à des mises à jour de logiciels de ses fournisseurs qui tarderaient à être mis en place, mettant ainsi certains de ses utilisateurs dans l'impossibilité de travailler avec leurs certificats.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer les informations relatives aux problèmes susmentionnés et donner des précisions quant à l'origine de ces problèmes?

- Étant donné le fait que le système LuxTrust utilise la plate-forme Java et que celle-ci est réputée pour sa vulnérabilité en matière de sécurité, est-ce qu'il ne serait pas opportun de trouver une alternative plus fiable et plus résistante?

- Étant donné que l'utilisation de «token» pour l'identification semble moins problématique que celle des «smartcards» ou «signing sticks», ne serait-il pas judicieux - sous condition que cela s'avère techniquement faisable - de multiplier les domaines d'utilisation possibles du «token»?

- Étant donné que LuxTrust semble avoir saturé le marché luxembourgeois, quelles sont les perspectives à moyen et long terme permettant de développer ses activités?

Réponse (14.10.2015) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*:

La question parlementaire n°1489 appelle la réponse suivante de la part du Ministre de l'Économie:

- LuxTrust SA a, comme toute société travaillant avec des sous-traitants, une certaine dépendance envers ses fournisseurs technologiques. Si des problèmes de compatibilité de nouvelles versions de logiciels ou d'implémentation peuvent surgir, ceux-ci constituent toutefois une exception et LuxTrust s'engage avec ses partenaires de renommée internationale pour les résoudre au plus vite et satisfaire ainsi ses clients publics et privés.

- Il est vrai que LuxTrust utilise aujourd'hui partiellement la plate-forme Java.

Cependant, tous les services liés aux «tokens» et au «signing server» (technologie avec laquelle fonctionne le «token») en général, qui, il y a quelques années, avaient encore besoin de Java, fonctionnent aujourd'hui sans Java. La très grande majorité des utilisateurs de LuxTrust utilisant ces services-là ne rencontre donc aujourd'hui plus de problèmes liés à Java.

Concernant les produits à puce, tels que la «smartcard» et le «signing stick», LuxTrust développe actuellement une alternative permettant dans un futur proche de pouvoir les utiliser sans avoir besoin de Java.

Finalement, il faut noter que Java n'est absolument pas plus vulnérable qu'un quelconque produit comparable, mais en cas de problème, Java a évidemment une visibilité mondiale, de par l'utilisation universelle de cette solution.

- Dans cette logique, les domaines d'utilisation du «token» ont déjà été multipliés les derniers mois. On peut citer dans ce contexte de nombreuses applications étatiques pour particuliers ou dans le cadre du portail myschool.lu. Le guichet.lu est de son côté en train de rendre son site complètement compatible avec les «tokens». Ceci devrait être opérationnel dans les prochains mois.

- Aujourd'hui 400.000 certificats LuxTrust sont utilisés au Luxembourg. Des documents signés avec des certificats LuxTrust sont lus dans plus de 170 pays dans le monde.

L'autorité de certification LuxTrust est citée régulièrement au niveau européen comme l'exemple à suivre car étant à la pointe de la technologie et remplissant les critères de sécurité et les normes les plus contraignantes.

LuxTrust est en train de se doter d'une nouvelle stratégie axée autour du développement international, mais aussi autour de marchés nationaux à haut potentiel non encore couverts aujourd'hui. Dans ce contexte, d'importants nouveaux acteurs nationaux ont récemment montré leur intérêt pour éventuellement rentrer dans le capital de LuxTrust. LuxTrust communiquera sur ces points dans les mois à venir.

Question 1490 (09.10.2015) de **M. David Wagner** (*déj Lénk*) concernant le **contrôle de l'espace aérien**:

Les espaces aériens sont généralement subdivisés en espace supérieur (niveau de vol 250 - 660) pour les survols longs courriers et intercontinentaux (contrôlés par Eurocontrol) et espace inférieur (surface - niveau de vol 240). L'espace de vol contrôlé (TMA - Terminal Manoeuvring Area, contrôle aérien d'approche) au-dessus du territoire du Grand-Duché est actuellement contrôlé par les services ATC (Air Traffic control - contrôle du trafic aérien) de l'ANA (Administration de la navigation aérienne du Grand-Duché du Luxembourg) jusqu'à une altitude de 16.500 pieds (5.500 m) maximum. Au-dessus de cette altitude, l'espace est contrôlé par Belgocontrol entre 16.500 et 24.500 pieds (5.500 m - 8.150 m). Encore au-dessus de cette altitude, l'espace est contrôlé par Eurocontrol. Ainsi l'intégralité des vols de et à destination de l'Aéroport de Luxembourg est contrôlée et gérée par le service ATC Approche de Luxembourg.

L'espace aérien TMA (approche) géré par le contrôle aérien luxembourgeois s'est régulièrement agrandi (en hauteur surtout) afin d'accommoder un trafic aérien de plus en plus performant et exigeant. Ainsi le niveau de vol 75 (2,5 km) de l'espace aérien luxembourgeois, jusqu'en l'an 2000, est ensuite passé à 135 (4 km) puis à 165 (5 km) à partir de mars 2011; cet espace TMA offre aujourd'hui une flexibilité certaine pour gérer efficacement les flux de trafic en offrant des montées et descentes directes, non interrompues, des appareils vers ou en provenance de l'aéroport.

Pendant cette même période le volume du trafic géré a augmenté de quelque 20%, sans augmentation significative des effectifs des contrôleurs radar à Luxembourg, ce qui prouve une bonne utilisation des ressources humaines disponibles jusqu'à présent.

Dans ce contexte, j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1) Monsieur le Ministre est-il d'accord pour constater que les orientations prévues dans le cadre des travaux FABEC (Functional Airspace Block Europe Central, une initiative de la Commission européenne rassemblant les fournisseurs de services à la navigation aérienne de six pays - la Belgique, la France, l'Allemagne, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Suisse et Eurocontrol) et de la stratégie «Ciel unique européen» de la Commission européenne distinguent parfaitement entre les espaces de vols supérieurs, à gérer de façon harmonisée et les espaces inférieurs, voire TMA (contrôle aérien d'approche), gérés par les autorités nationales dans le cadre de la souveraineté nationale? Estime-t-il que ces accords, de même que la convention de Chicago, reconnaissent que chaque État a la souveraineté complète et exclusive sur l'espace aérien d'approche au-dessus de son territoire,

ou bien, dans d'autres termes, Monsieur le Ministre est-il d'accord pour constater que les projet FABEC et «Ciel unique européen» n'affectent nullement la possibilité, voire la nécessité d'un contrôle direct de l'espace aérien d'approche, destiné à gérer les vols en arrivée ou au départ d'un ou plusieurs aéroports?

2) Monsieur le Ministre est-il d'accord avec l'analyse selon laquelle la gestion actuelle des flux de et vers l'Aéroport de Luxembourg et la flexibilité liée à la gestion locale constituent un atout, qui est à l'entière satisfaction des utilisateurs - cf. à cet égard également la prise de position fort éloquente, adressée par le Président du Comité de Direction de LuxairGroup, Adrien Ney, à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures, Claude Wiseler, le 15 juillet 2010?

3) N'appartient-il pas à chaque État de régler lui-même l'usage de l'espace aérien d'approche au-dessus de son territoire, en tenant compte aussi bien des nécessités de la circulation aérienne que de celles concernant la sécurité nationale et de la protection des personnes?

4) Les aspects de la sécurité, de l'environnement, de la protection contre les nuisances sonores et d'un bon usage des carburants, ne devraient-ils pas faire partie d'une gestion optimisée sur place, permettant de renforcer l'efficacité horizontale des vols et de veiller aux routes les plus courtes possibles, de donner priorité aux arrivées et départs de telle façon que les circuits d'attente soient les plus brefs possible, permettant ainsi d'utiliser moins de kérosène et de réduire les émissions de gaz à effet de serre?

5) Monsieur le Ministre est-il d'accord pour constater qu'une telle gestion flexible et soucieuse des nuisances pour l'environnement et les hommes est certainement plus facile à travers un contrôle aérien d'approche sur place?

6) Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que la politique de privatisation et d'outsourcing pratiquée par les autorités britanniques, lourde de conséquences néfastes, comme la gestion et l'exploitation des chemins de fer, de la fourniture de l'eau, etc., de même que l'attribution du contrôle aérien de l'Aéroport de Gatwick à la compagnie allemande «Deutsche Flugsicherung» (cf. votre réponse n°3 à la question parlementaire n°0714 [cf. *compte rendu n°4/session ordinaire 2014-2015*]) ne sont pas des exemples à suivre?

7) N'est-il pas nécessaire d'avoir des contrôleurs aériens sur place qui autorisent par mauvais temps les vols des hélicoptères de la LAR et de la Police grand-ducale, qui ont une parfaite connaissance géographique du pays, tout comme il serait indispensable qu'en cas d'incident ou d'accident il y ait une coordination étroite, sur place, avec les centres de secours?

8) Monsieur le Ministre est-il d'accord pour souligner que la bonne gestion des arrivées et des départs de et vers l'aéroport constitue également un facteur économique important pour l'économie du pays («Standortvorteil»), par rapport auquel les différents États sont en concurrence directe, et qu'une gestion de l'espace de contrôle des arrivées et départs par un organisme étranger pourrait éventuellement donner la priorité à l'optimisation d'autres aéroports?

9) Ne faut-il pas émettre de sérieux doutes quant à la stabilité financière et aux objectifs financiers de la société Belgocontrol, qui vient de subir une perte cumulée de 4,3 millions d'euros pendant les années 2012 et 2013, ceci sur base d'un déficit chronique depuis plus de cinq années de suite et qui s'est retrouvée successivement en situation de faillite virtuelle, sauvée plusieurs fois de justesse à travers des avances budgétaires par l'État belge (avec toutes les conséquences économiques, financières, opérationnelles, sécuritaires et autres, que cela comporte)?

10) Ne faut-il pas considérer que la stabilité sociale au Luxembourg est toute autre qu'en Belgique, qu'à travers un prestataire belge le risque de perturbations du contrôle aérien est beaucoup plus élevé que par une gestion au Luxembourg même (cf. mouvements de grève en Belgique ayant engendré des perturbations et annulations de vols en 2013 pendant sept mois sur douze; grèves des contrôleurs aériens belges chaque année depuis 2009, la dernière grève ayant bloqué pendant une journée tous les aéroports belges remonte à moins d'une année, à savoir le 15 décembre 2014)?

11) Où en sont les travaux concernant l'évaluation des options stratégiques par rapport à la gestion du contrôle aérien de l'Aéroport de Luxembourg?

12) Monsieur le Ministre est-il prêt à présenter à la commission de la Chambre des Députés compétente pour le Développement durable et les Infrastructures un bilan intermédiaire de l'évaluation de ces options stratégiques?



13) Est-il vrai que Belgocontrol a soumis en juin 2015 une étude de faisabilité opérationnelle, ignorant la faisabilité technique, les préconditions («assumptions») et surtout sans préciser les risques?

14) Est-il vrai que dans les groupes de travail impliquant les personnes clés du service du contrôle aérien, qui ont été mis en place (cf. votre réponse n°3 à la question parlementaire n°0714), ni des membres du personnel du contrôle d'approche, ni la «Luxembourg approach controllers association» (LACA) ne sont impliqués?

15) Quelle est la position des différents utilisateurs, notamment Luxair et Cargolux, par rapport à une éventuelle délocalisation/transfert du contrôle aérien d'approche du Luxembourg vers Bruxelles ou ailleurs? Le groupe Luxair, a-t-il revu sa position depuis sa lettre du 15 juillet 2010 à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures?¹

16) Existe-t-il un relevé des avantages et désavantages d'une éventuelle délocalisation du contrôle aérien d'approche du Luxembourg?

17) Monsieur le Ministre pourrait-il remettre ce relevé à la Chambre des Députés, intéressée directement aux options stratégiques en la matière?

18) Est-il vrai que Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures prévoit, ensemble avec la direction de l'ANA, de rencontrer en octobre de cette année la Ministre de la Mobilité belge, Madame Galant, et le CEO de Belgocontrol, afin de finaliser un accord ou projet d'accord pour la délocalisation de l'espace aérien TMA luxembourgeois vers Belgocontrol?

19) Monsieur le Ministre partage-t-il toujours l'avis de l'ancien Député François Bausch s'étant exprimé régulièrement contre la sous-traitance et la délocalisation du contrôle aérien d'approche du Findel?

20) Est-ce qu'une fusion des services de la tour de Contrôle et du contrôle d'approche au radar à été envisagée avec tous les avantages qu'une telle fusion offre au niveau de synergies et de contrôle de l'espace aérien concerné sur place?

21) Quels seraient les avantages et les désavantages d'une telle fusion des services?

22) Monsieur le Ministre serait-il d'accord pour réunir autour d'une table ronde les représentants de l'administration, du Gouvernement, de toutes les organisations syndicales représen-

tées à l'aéroport et éventuellement des opérateurs luxembourgeois pour discuter des options stratégiques en la matière, ceci à l'instar de la table ronde à laquelle avait invité Monsieur le Ministre des Transports Lucien Lux pour exposer les options stratégiques concernant soit la création d'un établissement public, soit le maintien d'une administration (en fin de compte à gestion séparée) pour la gestion de l'Aéroport de Luxembourg?

Réponse (13.11.2015) de M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député, il m'échoit d'apporter les réponses suivantes:

Ad 1) Le Traité FABEC et les arrangements techniques et opérationnels spécifiques en découlant s'inscrivent dans le cadre de diverses FIR et UIR dont celle de Bruxelles (cf. article 3 du Traité FABEC). Il n'y a aucune différence de fait entre la gestion des espaces de vols supérieurs et les espaces de vols inférieurs, voire TMA. En plus, l'exécutif FABEC a clairement identifié les nommés «second pillar initiatives» qui encouragent, même dans l'espace inférieur, les coopérations bi-/multilatérales entre ANSP au profit d'une meilleure efficacité.

La notion de souveraineté des États en matière de services de la navigation aérienne est étroitement liée à la définition des obligations des États, conformément à l'Article 28 de la Convention de Chicago. La lettre et l'esprit de l'Article 28 n'obligent pas les États à assurer eux-mêmes les services de navigation aérienne au-dessus de leur territoire. L'Article 28 stipule plutôt que lorsque les États choisissent de fournir des installations et des services de soutien à la navigation aérienne internationale, ceux-ci doivent se conformer aux normes et aux pratiques recommandées de l'OACI. En d'autres termes, les responsabilités des États sont de l'ordre de la réglementation et de la supervision. Les États ont la responsabilité de prendre les mesures appropriées pour garantir la conformité en matière de sécurité et d'efficacité opérationnelle. La souveraineté nationale ne peut être déléguée. Par contre, la responsabilité d'exécuter les responsabilités fonctionnelles, telles que la prestation de services de navigation aérienne, peut être déléguée à des tiers. Les États conservent l'entière liberté de désigner un prestataire de services tiers, qu'il s'agisse d'une organisation nationale ou étrangère. La délégation totale ou partielle de la prestation de services à une organisation étrangère ne constitue en aucun cas une renonciation à la souveraineté; les compétences souveraines ne s'en trouvent pas affectées. Bien au contraire, la délégation de la prestation de services est en tant que tel un acte de souveraineté. L'État qui délègue établit les conditions selon lesquelles la délégation doit se faire. De plus, cette délégation peut être révoquée en tout temps. Ces droits et obligations d'un État de déléguer ses responsabilités pour la prestation de services de navigation aérienne au-dessus de son territoire, et le fait que cela ne constitue en rien une atteinte à sa souveraineté, ont été reconnus de nouveau au cours de la dernière Assemblée de l'OACI en 2010, par la Résolution 37-15.

Ad 2) La gestion actuelle et la flexibilité, bien que satisfaisantes, ne pourront que s'améliorer à la vue des moyens supplémentaires (ops, tech support, compétences, effectif ATCO et licences...) qu'une synergie avec un grand partenaire apportera. Toute gestion spécifique à la TMA sera bien sûr intégrée dans les accords avec un partenaire. D'autant plus que le but d'une telle coopération est d'optimiser les services liés à l'aéroport (radar sol, aprons, low visibility operations, safety regulations DAC) en utilisant les ressources libérées des contraintes actuelles.

Ad 3) Cf. réponse sur la souveraineté nationale sous question 1).

Ad 4) Le projet «Ciel unique européen» et les blocs d'espace aérien fonctionnels, ou FAB ont justement pour but d'améliorer la sécurité, la performance mais aussi d'améliorer les niveaux de protection de l'environnement, réduire les nuisances sonores et les émissions et augmenter l'économie de carburant. Pour ce faire, la législation relative au «Ciel unique européen», prévoit que les organismes nationaux de contrôle du trafic aérien doivent collaborer à l'intérieur de neuf blocs d'espace aérien régionaux (blocs d'espace aérien fonctionnels). Les ministres des États FABEC, lors de leur FABEC meeting du 8 octobre dernier, ont même réaffirmé la volonté de satisfaire à ces besoins par des coopérations entre ANSP:

«We encourage the national aviation administrations, the national supervisory authorities and the Air Navigation Service Providers to continue their cooperation to the fullest extent possible with the aim to work towards further integration of the ATM system fulfilling needs

of civil and military traffic in the FABEC area and thus to contribute to steadily enhance SES performance (environment, efficiency, cost reduction)...

...such as further cross-border delegations of services, more common systems and services or reorganizing routes and airspace structures (...)

Ad 5) Ceci est un des aspects qui seront évalués par l'étude en cours.

Ad 6) À ce stade on parle d'une étude, et non pas d'une mise en pratique quelconque. Il n'est aucunement prévu de privatiser ou d'outsourcer, seulement de procéder à une éventuelle délégation des services sous gestion et contrôle de l'ANA, ce qui constitue une pratique reconvenue et largement utilisée dans le contrôle aérien. L'exemple britannique est ici mal choisi, puisque le contrôle aérien se fait de toute façon sur un modèle d'organisation privée et commerciale. Ce qui n'est pas le cas pour le Luxembourg.

Ad 7) Il restera toujours un service contrôle aérien sur place, notamment la tour de contrôle, avec tout le potentiel des fonctionnalités et de responsabilités augmentées en conséquence. Le centre de secours en cas d'incident dans la FIR se trouvant de toute façon sous gérance Belgocontrol, ceci ne joue pas. La coordination locale est affectée à ce jour à la tour de contrôle.

Ad 8) Au contraire, les moyens supplémentaires générés par une synergie avec un partenaire étranger ont un grand potentiel d'optimiser cette gestion, surtout pour une entité si petite que le contrôle aérien de l'ANA.

Ad 9) À la vue des derniers rapports annuels publiés, Belgocontrol, d'ailleurs une entreprise publique gérée par l'État belge, montre une situation financière saine.

Ad 10) et 11) L'évaluation des projets est toujours en cours.

Ad 12) L'évaluation étant toujours en cours, aucun bilan intermédiaire ne peut être présenté. Les accords de confidentialité signés avec les prestataires concernés ne permettent par ailleurs pas de divulguer des informations plus détaillées à ce stade des études.

Ad 13) L'évaluation est en cours et se base sur un concept défini entre les parties, sans lequel ni une étude ni une analyse financière ne serait possible. Ceci dit, ce concept n'est pas figé et le but de l'étude est exactement de voir la faisabilité technique de la part du partenaire potentiel.

Ad 14) La constitution des groupes de travail relève de la compétence de la direction de l'ANA. Les représentants du personnel sont régulièrement tenus informés de l'état d'avancement des études. Il est encore prévu que les représentants du personnel accèdent aux comptes rendus des réunions du groupe de travail afin de pouvoir faire valoir leurs observations écrites.

Ad 15) La position de la Luxair date de plusieurs années et se basait sur une proposition de la DFS qui, au vu des projets FABEC, n'est plus d'actualité. Dans ce contexte, il convient de mentionner toutefois que la DFS fait également partie des partenaires potentiels au vu d'une évaluation des synergies possibles.

Ad 16) et 17) Non, mais cet aspect sera traité dans l'étude de faisabilité mentionnée ci-avant.

Ad 18) Aucune réunion en vue de finaliser un accord n'a eu lieu en octobre.

Ad 19) à 22) Dans l'attente des résultats de l'évaluation, il n'est pas possible de donner des réponses a priori.

J'ai informé à plusieurs reprises le personnel dans son ensemble ainsi que les représentants de la Guilde et de la LACA que les conclusions des études de Belgocontrol et de la DFS seraient tirées ensemble avec tous les concernés, ceci sur base d'une comparaison objective des avantages et désavantages des différentes options.

Question 1491 (09.10.2015) de M. Serge Wilmes (CSV) concernant la promotion du port d'un casque de vélo:

Dans le cadre d'une réunion qui s'est tenue à Luxembourg cette semaine. Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures a convié ses homologues européens en matière de transports à se rendre à vélo du Kirchberg vers le centre-ville de Luxembourg.

Dans ce contexte, permettez-moi de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre considère-t-il que le port du casque sur la voie publique ouverte à la circulation automobile contribue à la sécurité des cyclistes?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre partage-t-il l'opinion selon laquelle les pouvoirs publics ont un rôle voire une obligation de promotion du port du casque par les cyclistes?

- Monsieur le Ministre ne considère-t-il pas avoir fait rater aux Ministres des Transports de l'Union européenne une occasion de promouvoir le port du casque lorsqu'à l'exception louable de deux participants, ils se sont, sous la conduite de la Présidence luxembourgeoise, rendus non casqués du Kirchberg vers le centre-ville de Luxembourg?

Réponse (16.11.2015) de M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

L'honorable Député s'enquiert sur une éventuelle obligation du port d'un casque sur la voie publique ouverte à la circulation automobile.

En effet, le port du casque sur la voie publique ouverte à la circulation automobile contribue sans doute à la protection, en cas d'accident, de tous les usagers de cette voie publique: automobilistes, motocyclistes, cyclistes et piétons. Ainsi, les statistiques montrent que lors d'accidents, tous ces groupes d'usagers sont concernés par des traumatismes crâniens, y inclus les automobilistes. Puisqu'à l'exception des motocyclistes, pour lesquels le port du casque est obligatoire, chaque usager de la voie publique est libre de réduire la gravité d'un éventuel traumatisme crânien en portant un casque, il n'y a pas de raison objective de promouvoir le port du casque davantage pour les cyclistes que pour les automobilistes ou les piétons; ceci d'autant moins que les études internationales montrent que les bienfaits, en termes de santé, d'une pratique régulière du vélo sont entre dix et vingt fois supérieures aux risques liés à d'éventuels accidents. Des études ont montré qu'une part significative des gens ne rouleraient plus à vélo, tout comme ils se déplaceraient sans doute moins en voiture ou à pied, s'ils étaient obligés à porter un casque. Voilà pourquoi, au Grand-Duché comme dans quasiment tous les pays du monde, pour les cyclistes, le port du casque est une recommandation, sans être une obligation.

Pour ce qui est de la réduction du nombre d'accidents graves impliquant des cyclistes, il y a un partage des tâches: aux pouvoirs publics de contribuer à réduire le nombre de situations accidentogènes en mettant en place une infrastructure sûre; aux usagers de choisir les accessoires vestimentaires qu'ils estiment appropriés pour se protéger en cas d'accident. Voilà exactement comment fut organisée la réunion informelle des Ministres des Transports du 7 octobre. Pour le cortège à vélo, nos hôtes furent informés d'avance que le port du casque était recommandé mais non obligatoire. En ce qui concerne le débat politique, le plan d'action de la «Déclaration de Luxembourg sur le vélo comme mode de transport respectueux du climat» montre bien quelles mesures la Commission et les États membres comptent prendre pour faciliter l'échange de bonnes pratiques, notamment en termes de sécurité des cyclistes. Dans ce contexte, faut-il rappeler que le pays qui compte le moins de morts et de blessés par kilomètre parcouru à bicyclette sont bien les Pays-Bas, pays où seul un demi pourcent des cyclistes (donc une personne sur deux cents), enfants inclus, portent un casque; et que c'est donc bien la sécurisation de l'infrastructure plutôt que celle de l'usager qui réduit le nombre d'accidents.

Pour ces raisons, je considère - et c'est une conclusion partagée par mes collègues européens - que d'avoir consacré, pour la première fois dans l'histoire de l'UE, une réunion informelle des Ministres des Transports au vélo, fut une excellente initiative; et que de nous être rendus au dîner à bicyclette fut une manière bien plus naturelle, agréable, économe et écologique.

Question 1492 (13.10.2015) de M. André Bauler (DP) concernant le Musée de la Police grand-ducale:

Le Musée de la Police grand-ducale, situé dans la rue Marie et Pierre Curie à Luxembourg-ville, héberge différentes collections et matériels retraçant l'histoire des forces policières au Grand-Duché.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture:

- Le Ministère de la Culture participe-t-il au financement de ce musée? Si tel était le cas,

¹ Le courrier en question est très explicite quant à la gestion du contrôle aérien d'approche de l'Aéroport du Luxembourg et quant à un éventuel transfert du contrôle aérien d'approche vers la Belgique:

«LuxairGroup soutient le projet 'Single European Sky', convaincu des avantages environnementaux, opérationnels et financiers que pourra amener l'harmonisation de l'espace aérien de l'Europe centrale. Cependant, les travaux du groupe de travail FABEC, dont l'objet est justement l'harmonisation de l'espace aérien de l'Europe centrale, nous amènent à vous rendre attentif à un projet qui pourrait avoir un impact considérable pour les compagnies d'aviation luxembourgeoises. Le projet d'évolution de l'espace aérien Luxembourg retient en effet l'hypothèse d'un transfert du contrôle aérien d'approche de Luxembourg vers Bruxelles (Belgocontrol).

Aujourd'hui, les compagnies aériennes opérant à Luxembourg bénéficient de l'efficacité et de la flexibilité du contrôle de la tour (CTR) et du contrôle d'approche (TMA). Les excellentes relations entretenues avec le CTR et le TMA, ainsi que le contact direct rendu possible par leur présence à Luxembourg, permettent de coordonner les procédures pour optimiser les trajectoires d'arrivée et de départ, avec à la clef, une réduction notable des nuisances sonores et de la consommation de carburant.

Le transfert du contrôle aérien de la TMA vers Belgocontrol comporte le risque que la gestion du contrôle aérien de Luxembourg soit soumise aux impératifs dictés par l'optimisation des flux vers les grands aéroports comme Bruxelles, Paris ou encore Francfort.

Cette perte de flexibilité aurait, outre l'impact environnemental, aussi un impact financier non négligeable. Une simulation de la taxation des vols Luxair sur base des tarifs pratiqués par d'autres TMAs conclut que le surcoût annuel serait de l'ordre de quelque 1,5 millions d'euros.

C'est pourquoi que nous préconisons de suivre la proposition de la 'Deutsche Flugsicherung' qui prévoit une extension de la TMA de Luxembourg vers les pays avoisinants, notamment vers les secteurs Pfalz et Eifel. De cette façon, les procédures 'Continuous Descent Approach', permettant de réduire les nuisances sonores et la consommation de carburant, pourraient toujours être appliquées sans restriction.»



quel serait le montant du crédit budgétaire alloué annuellement?

- Madame la Ministre sait-elle s'il est envisagé d'élaborer un nouveau concept pédagogique pour ce musée dont les objets méritent également d'être présentés aux jeunes générations?

- Le Gouvernement est-il disposé à investir au fil des années à venir des deniers publics dans la rénovation des bâtiments de ce musée?

Réponse (17.11.2015) de **Mme Maggy Nagel**, *Ministre de la Culture*:

Le Ministère de la Culture ne participe pas directement au financement de ce musée qui est géré par les administrateurs d'une asbl. Toutefois, le Ministère de la Culture soutient le musée par le biais du réseau Musées Luxembourg auquel il adhère. Ce réseau est présidé par le service d'animation culturelle régionale du Ministère de la Culture. En effet, cette plateforme de rencontre et d'échange permet aux musées régionaux d'unir leurs forces et de créer des synergies entre acteurs, de mettre sur pied des programmes communs et de proposer des services aux visiteurs qui dépassent souvent le cadre de leurs possibilités individuelles. Le réseau des Musées Luxembourg permet en outre aux responsables des musées d'échanger leurs points de vue autour de thématiques qui leurs sont communes, tout en cherchant des réponses et solutions aux problèmes qu'ils rencontrent.

Un crédit budgétaire annuel pour le financement d'activités communes, telles l'élaboration de projets pédagogiques, de promotion et de gestion des collections figure au budget du Ministère de la Culture. Le montant pour 2015 est de 15.000 euros, pour l'année prochaine a été inscrite la somme de 20.000 euros.

Le projet d'élaboration et de révision du concept pédagogique de ce musée adapté à un jeune public relève entièrement de la responsabilité de l'asbl en charge de la gestion des activités du musée. Une demande de subside y relative ne nous est actuellement pas parvenue. Toutefois, il convient de mentionner que le réseau Musées Luxembourg, auquel adhèrent la plupart de nos musées régionaux et notamment aussi le Musée de la Police grand-ducale, a élaboré récemment le projet pédagogique «Meine Museen, mes musées» avec la visée de sensibiliser les jeunes générations à une pratique muséale. Quant à ce projet pédagogique, il s'agit en l'occurrence de l'édition d'un carnet illustratif permettant aux enfants et aux classes scolaires de l'enseignement fondamental de recueillir leurs impressions face aux musées visités. Afin d'encourager le passage aux musées présentant des objets d'exposition spécifiquement adaptés à un jeune public, une petite surprise attend les jeunes visiteurs après les cinq premiers, respectivement dix musées visités. Par ailleurs, ce projet a été réalisé en collaboration avec le Ministère de l'Éducation nationale.

Le bâtiment dans lequel se trouve le Musée de la Police grand-ducale fait partie du domaine de l'État et est placé sous la tutelle du Ministère de la Sécurité intérieure. Des réflexions concernant le futur de ce bâtiment sont en cours mais aucune décision n'est prise à cet instant.

Question 1493 (14.10.2015) de **Mme Sylvie Andrich-Duval** et **M. Gilles Roth** (CSV) concernant le **recrutement au sein de l'Inspection du travail et des mines**:

Il nous revient par voie de presse que le directeur de l'Inspection du travail et des mines (ITM) déplore que les modalités de recrutement actuelles de la fonction publique soient peu adaptées aux missions de l'ITM. Sous ce rapport, Monsieur le Directeur suggère la création d'une nouvelle carrière d'inspecteur qui devrait entre autres permettre le fonctionnement des services par roulement, les mettant en mesure d'effectuer le contrôle à toute heure, y compris les jours non ouvrables. Toujours selon le directeur de l'ITM, cette carrière offrirait par ailleurs aux collaborateurs une perspective au sein de l'ITM, alors qu'ils pourraient se spécialiser dans un domaine précis.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes au Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

- Le Gouvernement est-il au courant de la problématique décrite par le directeur de l'ITM?

- Monsieur le Ministre partage-t-il l'avis que les modalités de recrutement de la fonction pu-

blique ne soient pas adaptées aux missions de l'ITM? Si oui, pour quelles raisons?

- Monsieur le Ministre envisage-t-il, le cas échéant, la création d'une nouvelle carrière telle que souhaitée par le directeur de l'ITM?

Réponse (10.11.2015) de **M. Dan Kersch**, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative*:

Dans leur question parlementaire n°1493 les honorables Députés Sylvie Andrich-Duval et Gilles Roth ont relevé qu'il leur serait parvenu par voie de presse que le directeur de l'Inspection du travail et des mines aurait déploré que la procédure de recrutement actuelle de la fonction publique soit peu adaptée aux missions de l'ITM. Par ailleurs, ce dernier aurait suggéré la création d'une nouvelle carrière d'inspecteur pour permettre le fonctionnement de ses services par roulement, mettant ainsi les inspecteurs de l'ITM en mesure d'effectuer leurs contrôles à toute heure, y compris les jours non ouvrables. Dans ce contexte, les honorables Députés ont posé les questions suivantes au Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

Le Gouvernement est-il au courant de la problématique décrite par le directeur de l'ITM? Monsieur le Ministre partage-t-il l'avis que les modalités de recrutement de la fonction publique ne soient pas adaptées aux missions de l'ITM? Si oui, pour quelles raisons? Monsieur le Ministre envisage-t-il, le cas échéant, la création d'une nouvelle carrière telle que souhaitée par le directeur de l'ITM?

En réponse aux questions précitées, j'ai l'honneur d'informer les honorables Députés que dans la cadre de la procédure du recrutement centralisé des employés de l'État, les différentes candidatures à un poste vacant publié à la demande des administrations par le MFPPA sont centralisées par mes services. Ces candidatures sont ensuite transmises à l'administration ayant déclaré la vacance de poste qui peut choisir le candidat correspondant le mieux au profil recherché. Pour ce qui est du recrutement des fonctionnaires, il y a lieu de préciser que dans le cadre des réformes dans la fonction publique, l'examen-concours comprendra dorénavant deux parties, à savoir, d'une part, une partie générale organisée par le MFPPA et, d'autre part, une épreuve spéciale axée sur le profil du poste vacant et qui sera organisée par l'administration qui dispose du poste vacant à pourvoir. Cette épreuve peut revêtir le caractère d'une épreuve à caractère technique orale ou bien d'une mise en situation professionnelle. Le résultat de cette épreuve sera déterminant pour le choix du candidat. Cette mesure permettra d'obtenir la meilleure adéquation possible entre le profil requis pour le poste vacant et les compétences des candidats.

Enfin, en matière d'horaire de travail, je tiens à préciser que, conformément à l'article 6 du règlement grand-ducal modifié du 12 novembre 2011 portant fixation de la durée normale de travail et des modalités de l'horaire de travail mobile dans les administrations de l'État, chaque administration peut se doter d'un règlement interne fixant les heures d'ouverture de l'administration en tenant compte des spécificités du métier de l'administration, de sa situation géographique ainsi que des attentes du public. Les heures d'ouverture peuvent varier d'un service à un autre au sein d'une même administration dans la mesure où les spécificités des différents services peuvent être distinctes.

Question 1494 (14.10.2015) de **Mme Tess Burton** (LSAP) concernant **l'Institut pour enfants autistiques et psychotiques**:

L'Institut pour enfants autistiques et psychotiques est une école spécialisée de l'Éducation différenciée qui assure entre autres l'éducation, l'enseignement et la rééducation des enfants et adolescents atteints de troubles du spectre autistique soumis à l'obligation scolaire.

Le site principal de cet institut, situé à Leudelange, n'accueille, d'après mes informations faute de place, que des enfants de l'enseignement postprimaire. Les enfants du fondamental quant à eux fréquentaient jusqu'à la fin de l'année scolaire 2014-2015 des classes de cohabitation au Limpertsberg. Or, depuis la rentrée scolaire 2015-2016 ces classes seraient actuellement installées sur trois sites différents sur le territoire de la Ville de Luxembourg (à savoir: rue de Rollingergrund, rue Pierre d'Aspelt, rue de la Congrégation).

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer les informations quant à la répartition des élèves du

fondamental de l'Institut pour enfants autistiques et psychotiques sur trois sites différents?

- Monsieur le Ministre peut-il exposer les raisons pour ces solutions temporaires successives?

Aussi, dans son programme gouvernemental, le Gouvernement annonce une réforme de l'Éducation différenciée dans le cadre de laquelle «il sera procédé à un regroupement de tous les services pour enfants et jeunes à besoins spécifiques. Dans ce sens, l'éducation différenciée sera réformée afin de la rapprocher de l'école».

- Est-ce que dans ce contexte le Gouvernement a prévu de regrouper les activités de l'Institut pour enfants autistiques et psychotiques en âge de fréquenter l'enseignement fondamental (voire tous les enfants encadrés par l'Institut indépendamment de leur âge) sur un seul site tout en les rapprochant de l'école? Une telle concentration des activités ne simplifierait-elle pas le travail de toutes les parties concernées et, par conséquent, n'engendrerait-elle pas une meilleure prise en charge des enfants?

Dans l'affirmative, à quel endroit ce regroupement pourrait-il avoir lieu et dans quel laps de temps? Dans la négative, quelles en sont les raisons?

Réponse (11.11.2015) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

D'abord, je tiens à apporter les précisions suivantes concernant le site principal de l'Institut pour enfants autistiques et psychotiques à Leudelange:

Il est vrai que ce site est réservé à la prise en charge d'élèves ayant dépassé l'âge de douze ans. Cette restriction s'explique cependant par la spécificité de l'offre pédagogique et par le principe de la normalisation, mais non pas par un manque de place.

Il faut considérer que les enfants et les jeunes sans besoins éducatifs spécifiques fréquentent également des bâtiments scolaires différents.

Il est aussi vrai que les classes qui furent intégrées dans l'école Henri VII à Luxembourg-Limpertsberg sont actuellement réparties sur trois sites. Cette répartition est due au fait que l'école Henri VII est rénovée et qu'une solution alternative fut proposée par les autorités de la Ville de Luxembourg.

Dans le cadre de la restructuration de l'Éducation différenciée, il est prévu de regrouper, voire de mettre en réseau, toutes les compétences et ressources relevant d'un domaine particulier de la pédagogie spéciale, comme par exemple celui de l'autisme.

Il n'est cependant pas prévu de regrouper petits enfants et jeunes à besoins éducatifs spécifiques, voire à troubles du spectre autistique, sur un même site.

Une telle agglomération ne répond ni aux différents besoins des élèves concernés ni aux principes de l'inclusion ou de la normalisation.

Pendant les dernières années, les écoles spécialisées nouvellement conçues ont été construites en tant que partie intégrante d'un bâtiment scolaire de l'enseignement régulier. Un nombre important d'élèves à besoins éducatifs spécifiques ayant dépassé l'âge de douze ans fréquentent des classes de cohabitation de l'Éducation différenciée intégrées dans les bâtiments des lycées. Il en est de même pour les jeunes à troubles du spectre autistique.

À l'heure actuelle nous vérifions les possibilités d'améliorer encore les modalités de ces cohabitations dans l'intérêt des élèves à besoins éducatifs spécifiques en général et des élèves à troubles du spectre autistique en particulier. À cet effet, des pourparlers avec la Ville de Luxembourg sont entamés.

Question 1495 (14.10.2015) de **M. Lex Delles** et **Mme Simone Beissel** (DP) concernant la **sécurité sur les passages pour piétons**:

Ces jours, la presse nationale et les réseaux sociaux ont fait l'écho d'un incident qui a failli mener à un accident impliquant un enfant traversant un passage pour piétons à Mondorf-Bains. En effet, alors qu'un bus s'est arrêté au passage pour piétons pour laisser l'enfant croiser la chaussée, une voiture a doublé le bus et a failli heurter l'enfant. Cette situation se produit malheureusement régulièrement sur nos voies publiques.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance de ce phénomène?

- Vu que le manque de visibilité de la saison automnale fait partie des causes de ce phénomène, serait-il envisageable d'installer aux bus un panneau pivotant qui pourrait informer les autres usagers de la route de personnes traversant la chaussée? Un tel outil est largement répandu aux États-Unis.

- Monsieur le Ministre estime-t-il que l'obligation de l'installation de moyens d'éclairage supplémentaires aux passages pour piétons et aux arrêts de bus serait une piste à exploiter dans ce contexte?

- Par ailleurs, la mise en œuvre d'une campagne de sensibilisation supplémentaire à cette problématique auprès des enfants pourrait-elle être considérée?

Réponse (29.10.2015) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Par leur question parlementaire, les honorables Députés s'interrogent sur la sécurité des enfants sur les passages pour piétons.

Dans ce contexte, il convient d'attirer l'attention des honorables Députés au plan d'action «sécurité routière» 2014-2018, qui a fait l'objet du débat de consultation sur «Vision Zéro - Comment combattre l'insécurité routière durablement?» lors de la séance plénière de la Chambre des Députés en date du 16 juin 2015. En effet, ledit plan d'action identifie les défis auxquels se heurtent actuellement les efforts d'amélioration de la sécurité routière et définit les mesures à mettre en œuvre par les acteurs nationaux pour relever ces défis.

Parmi ces mesures figure la mesure 14, consistant à «sécuriser les passages pour piétons». Dans ce contexte, la Commission de Circulation de l'État a publié en avril 2014 un guide sur les passages pour piétons en agglomération qui conseille une configuration des arrêts de bus dits en «Z». Il est ainsi recommandé que les arrêts de bus des deux côtés de la route ne se trouvent pas en face mais sont latéralement déplacés pour permettre d'installer un passage pour piétons à l'arrière respectif desdits arrêts. Le même guide cite dans ses recommandations également les normes d'éclairage aux passages pour piétons et aux arrêts de bus. Vu l'autonomie communale conférée aux communes par la Constitution, les autorités communales ne peuvent pas être obligées à se conformer aux recommandations élaborées par la Commission de Circulation de l'État.

Ensuite concernant la sensibilisation des enfants à la traversée des passages pour piétons, il convient de renvoyer les honorables Députés encore une fois au plan d'action «sécurité routière» 2014-2018, et plus particulièrement à la mesure 24 qui a trait aux différents projets d'éducation routière en milieu scolaire, tels que Kuck & Klick et MSR, et dans lesquels la Police grand-ducale, le Centre de Formation pour Conducteurs (CFC) et la Sécurité routière font un excellent travail dans l'intérêt d'une amélioration de la sécurité routière.

Enfin afin d'analyser l'opportunité d'installer aux bus un panneau pivotant tel que proposé par les honorables Députés, j'ai chargé la Commission de Circulation de l'État de me faire tenir un avis circonstancié.

Question 1496 (15.10.2015) de **M. André Bauler** (DP) concernant **l'offre et demande de bureaux**:

L'État crée des zones d'activités pour faciliter l'implantation d'entreprises sur tout le territoire national. Or, la demande de bureaux à Luxembourg-ville, dans les communes périphériques ou à Esch-Belval diffère de celle des zones d'activités économiques situées dans d'autres régions du pays.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Monsieur le Ministre dispose-t-il de statistiques pour les différentes régions du pays concernant l'évolution récente de l'offre et la demande d'espaces réservés prioritairement à des bureaux?

- Dans l'affirmative, ces statistiques permettent-elles d'identifier des zones où l'offre de bureaux est insuffisante?

Réponse (16.11.2015) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*:

La mise en œuvre des zones d'activités économiques s'inscrit dans une logique de développement et de diversification économiques et présente une structure hiérarchisée répondant à différents besoins, donnant ainsi naissance aux zones d'activités économiques nationales, régionales et communales.

Les zones d'activités économiques nationales et spécifiques nationales sont destinées à accueillir

des activités industrielles et de prestations de services ayant une influence motrice sur le développement économique national ou alors à accueillir des activités ou entreprises répondant à des objectifs nationaux de développement sectoriel ou à des fonctions spécifiques d'importance nationale. Les activités de services administratifs sont donc exclues de ce type de zones.

Concernant les zones d'activités économiques régionales, qui sont gérées par des syndicats intercommunaux, il existe actuellement, au titre du règlement grand-ducal du 28 juillet 2011 concernant le contenu du plan d'aménagement général d'une commune, deux types de zones d'activités économiques régionales, celles de type 1 et celles de type 2. Les zones d'activités économiques régionales existantes sont actuellement toutes de type 1 et sont prioritairement destinées à accueillir des activités artisanales et industrielles légères, voire des activités de commerce de gros, de transport ou de logistique.

Dans le contexte de la mise en œuvre du futur plan directeur sectoriel «zones d'activités économiques», il est prévu d'aménager un certain nombre de zones d'activités économiques régionales de type 2, qui permettront également d'accueillir des activités de commerce de détail ainsi que des activités de bureaux dans des proportions limitées. La première zone de ce type qui devrait voir le jour sera celle du Fridhaff à Erpeldange-Diekirch.

Finalement, les zones d'activités économiques communales de type 1 et de type 2 sont gérées ou bien par les communes ou bien par des promoteurs privés. Pour les zones communales de type 1, pouvant accueillir des activités artisanales, industrielles légères, de commerce de gros, de transport ou de logistique, mais également des commerces de détail ainsi que des activités de bureaux dans des proportions limitées, il existe certes des surfaces majoritairement réservées pour des activités de bureaux, mais il n'existe pas de statistiques précises à ce sujet. Les zones d'activités économiques communales de type 2 sont destinées aux seules activités de nature industrielle.

Par ailleurs, les activités de bureaux ont la possibilité de s'implanter dans un certain nombre de types de zones définies au niveau du plan d'aménagement général (PAG) communal, telles que les zones d'habitation, les zones mixtes ou les zones spéciales.

Question 1497 (15.10.2015) de **Mme Nancy Arendt** (CSV) concernant les **mesures antibruit sur l'autoroute A4 et l'échangeur à Pontpierre**:

En octobre 2014, Monsieur le Ministre avait déclaré que le projet du couloir bus sur l'A4 entre Leudelange et Pontpierre est considéré comme projet d'investissement prioritaire du Fonds des routes. Le budget pour l'année 2015 prévoit parmi les projets de construction du Fonds des routes l'échangeur de Pontpierre.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Sachant que l'intensification non négligeable du trafic routier sur l'A4 aggraverait les nuisances sonores auxquelles la population est déjà exposée actuellement, Monsieur le Ministre entend-il prévoir des mesures antibruit le long de la zone d'habitation à Pontpierre et à Foetz?

- Quel est le timing prévu pour les travaux?

- Est-ce que la conception définitive de l'échangeur à Pontpierre a déjà été retenue? Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur les détails du projet ainsi que le timing prévu?

Réponse (16.11.2015) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Dans le cadre du projet de réaménagement de l'échangeur de Pontpierre, il a été décidé de déplacer l'aire de service Shell située dans l'emprise de ce projet en direction de Leudelange et plus précisément à environ 1 km au sud de l'échangeur Sud de Leudelange.

Cette solution permet d'améliorer la situation acoustique existante en fermant l'écran antibruit aux endroits des entrées et sorties de la station Shell existante.

Comme le tracé de la nouvelle bretelle Pontpierre-Luxembourg se trouve à proximité des maisons de la rue de l'Europe, il a été décidé de réaliser un écran antibruit tout le long de cette bretelle et même de la prolonger jusqu'à la dernière maison avant la station Texaco.

Une étude détaillée des incidences acoustiques a été réalisée par un bureau spécialisé en 2013.

Après analyse et comparaison de plusieurs variantes, la variante garantissant la meilleure protection contre le bruit a été retenue.

Cependant, la réalisation des mesures antibruit ne pourra être entamée qu'à la fin des travaux du réaménagement de l'échangeur de Pontpierre.

Le projet de réaménagement de l'échangeur de Pontpierre tient compte de l'accès à la zone commerciale de Wickrange, d'un projet de lotissement ainsi que de nouveaux arrêts bus permettant l'échange entre les lignes circulant sur l'autoroute A4 et la route N13.

Ce projet nécessite encore la déviation de la conduite à gaz Creos entre Pontpierre et Leudelange, travaux qui ont démarré au mois de septembre 2015.

Le chantier de la nouvelle plate-forme pour l'aire de service Shell a débuté en novembre 2015 et le réaménagement de l'échangeur de Pontpierre pourra ainsi commencer en 2016 par la construction des deux ouvrages de l'autoroute A4 passant sur la N13.

Actuellement, les procédures d'autorisation sont en cours.

Question 1498 (15.10.2015) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** (CSV) concernant la **scolarisation des enfants atteints de dysphasie**:

Au Luxembourg, 12 à 15% de la population sont affectés par des troubles linguistiques comme la dyslexie ou la dysphasie. Le Centre de Logopédie prend la plupart des enfants dysphasiques en charge. Comme le système éducatif au Luxembourg est caractérisé par le plurilinguisme, de nombreux enfants francophones atteints de dysphasie partent souvent à l'étranger pour y poursuivre l'enseignement fondamental. D'autres fréquentent une école privée au Luxembourg, qui propose un enseignement dans la langue maternelle des élèves.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Est-ce que le Ministre entend adapter l'enseignement public, tant fondamental que secondaire et secondaire technique, aux besoins spécifiques des enfants luxembourgeois et étrangers atteints de dysphasie? Dans l'affirmative, comment?

- Quel est le nombre d'élèves dysphasiques scolarisés dans l'enseignement public au Luxembourg?

- Combien de classes pour enfants dysphasiques sont proposées dans l'enseignement public?

- Quel est le nombre d'enfants dysphasiques scolarisés à l'étranger?

- Quel est le nombre d'élèves dysphasiques scolarisés dans l'enseignement privé?

- Monsieur le Ministre envisage-t-il de mettre en place des classes pour élèves dysphasiques au niveau du lycée international qui va ouvrir en 2016 à Differdange, offrant ainsi la possibilité aux élèves actuellement inscrits à l'étranger de poursuivre leurs études secondaires au Luxembourg?

Réponse (30.11.2015) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

Je tiens à confirmer l'affirmation de l'honorable Députée en ce qui concerne le plurilinguisme au Luxembourg et à préciser que le Centre de Logopédie prend en charge les élèves à troubles du langage ainsi que les élèves à trouble spécifique du langage (TSL).

Les professeurs d'enseignement logopédique étant les spécialistes en matière de l'apprentissage de la langue ainsi que de l'enseignement des élèves touchés du langage, des efforts ont été entamés depuis des années afin que ces derniers assurent des formations continues pour les enseignants de l'enseignement fondamental ainsi que de l'enseignement secondaire et secondaire technique. Dans la même logique opèrent tous les professeurs d'enseignement logopédique dans les centres régionaux du Centre de Logopédie couvrant l'ensemble du pays. Leur travail dans les écoles et proche des enseignants de l'enseignement fondamental ainsi que leur présence dans les commissions d'inclusion scolaire garantissent une multiplication de leurs connaissances spécifiques. Néanmoins une scolarisation dans une classe du Centre de Logopédie reste toujours possible pour les élèves chez lesquels un trouble spécifique du langage a été diagnostiqué.

Me référant aux statistiques internationales ainsi qu'aux statistiques du dépistage assuré dans toutes les classes du cycle 1 de l'enseignement fondamental par les soins du Centre de Logopédie, un pourcentage de 8 à 10% en moyenne d'élèves présentant un TSL dans l'enseignement public au Luxembourg est probable. Me référant à ma réponse à la question parlementaire n°1130 du 12 mai 2015 (cf. *compte rendu n°13/session ordinaire 2014-2015*), je me vois obligé de répéter que nous ne disposons pas de chiffres concernant le nombre d'enfants à TSL scolarisés à l'étranger, étant donné que la décision d'orienter les enfants vers des écoles à l'étranger émane des parents et non pas d'organismes dépendant du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse. Le Centre de Logopédie ne dispose pas non plus de statistiques concernant l'enseignement privé. Or, en ce qui est des élèves fréquentant une école publique, c'est-à-dire pour la grande majorité de nos enfants, un rapport du dépistage et des interventions des élèves pris en charge par le Centre de Logopédie est présenté annuellement au niveau de l'arrondissement d'inspection aux membres des commissions d'inclusion scolaire concernées, et à l'échelle nationale à la Commission médico-psycho-pédagogique.

Le trouble spécifique du langage n'est diagnostiqué qu'à partir de l'âge de six ans: en ce qui concerne le nombre de classes pour enfants avec un TSL, je me réfère aux classes des cycles 2 à 4 et aux classes de l'ES/EST. Le Centre de Logopédie propose dix classes destinées prioritairement aux élèves des cycles 2 à 4 atteints d'un TSL. En outre, le Lycée technique du Centre propose, en collaboration avec le Centre de Logopédie, une classe spécialisée dans l'enseignement des élèves présentant un TSL, de même que le Lycée des Arts et Métiers, qui met en place quant à lui et encore en collaboration avec le Centre de Logopédie un projet assurant un encadrement spécifique de la même population. Dans un tel contexte, le Centre de Logopédie est en pourparlers avec le responsable pour la préparation de l'ouverture de l'École internationale de Differdange afin d'envisager une collaboration.

Le Centre de Logopédie joue donc un rôle de facteur multiplicateur du fait qu'il:

- regroupe des professionnels spécialistes du développement langagier voire du trouble spécifique du langage et du trouble d'ouïe;

- procède au contrôle systématique des enfants fréquentant le cycle 1;

- comprend un centre de diagnostic tout comme des offres régionales de consultation et de guidance;

- propose une offre scolaire, en principe temporairement limitée, adaptée aux besoins spécifiques;

- assure la guidance et la formation continue des enseignants des autres régimes d'enseignement et d'autres professionnels dans le domaine des troubles du langage;

- s'implique dans la recherche scientifique en collaboration avec les universités de Cologne et du Luxembourg;

- œuvre en tant que lieu de formation pour les futurs spécialistes du développement langagier.

Il constitue un centre de compétences qui pourra servir de modèle pour la planification d'autres centres de compétences. En effet, j'envisage la création de tels centres, notamment dans le domaine des troubles d'apprentissage et celui des troubles de comportement.

Question 1499 (16.10.2015) de **M. Serge Urbany** (*déi Lénk*) concernant les **implications de SES dans le pilotage des drones armés**:

Sans vouloir reproduire ici toutes les révélations de la presse et d'autres sources, je vous prie de bien vouloir m'informer dans quelle mesure et de quelle façon la Société Européenne des Satellites (SES), dont l'État luxembourgeois est un des actionnaires, ou bien une de ses succursales ou filiales, est concernée par ou impliquée dans le pilotage de drones armés?

J'espère pouvoir recevoir à court terme une réponse exhaustive.

Réponse commune (13.11.2015) de **M. Xavier Bettel**, *Ministre des Communications et des Médias*, et de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Défense*:

Il y a lieu de rappeler que lors de l'acquisition de GE Americom en 2000, SES a aussi repris une filiale de cette société spécialisée dans la fourniture de services au Gouvernement américain, y compris dans le domaine militaire. Cette

société fait toujours partie du giron de SES. Le pilotage de drones armés ne fait pas partie des activités de SES ou d'une de ses filiales ou succursales.

Il y a lieu de rappeler que SES est un opérateur de satellites qui met des capacités satellitaires à disposition de ses clients, y compris des clients gouvernementaux comme le font d'ailleurs ses concurrents. SES, tout comme les autres fournisseurs de capacités de communications à travers le monde, n'est pas toujours informé de l'utilisation précise qui est faite de ces capacités. Les satellites de communications sont utilisés pour la transmission de données à différentes fins. Ils peuvent aussi être utilisés pour la transmission d'informations recueillies par des drones dans un contexte de surveillance et de reconnaissance.

Question 1500 (16.10.2015) de **Mme Diane Aehm** et **M. Gilles Roth** (CSV) concernant **LuxTrust**:

D'après un article paru aujourd'hui sur wort.lu, LuxTrust s'approprierait à lancer le token sous forme d'application à télécharger sur le téléphone mobile ou une tablette. L'application LuxTrust communiquerait alors directement avec l'application de la banque du client.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

1. Monsieur le Ministre peut-il nous indiquer si cette nouvelle offre est à mettre en relation avec les défaillances du token sous forme de boîtier externe dévoilées la semaine dernière?

2. L'application offrira-t-elle le même niveau de sécurité que le token sous forme de boîtier externe voire les autres dispositifs existants?

3. Le token nouvelle génération sera-t-il compatible avec d'anciennes versions Android et iOS?

4. Existe-t-il un helpdesk 24/7 pour résoudre d'éventuelles défaillances en rapport avec l'application? Est-il possible de bloquer le fonctionnement de l'application, p. ex. en cas de perte du Smartphone ou de la tablette?

5. Quel a été le coût de développement du token sous forme de boîtier externe? Qu'en est-il de l'application?

6. Quel sera en fin de compte le prix à payer par le client final?

7. Est-ce que l'État table sur une baisse de recettes si le token ancienne version se vendait moins à l'avenir en raison du lancement de l'application?

Réponse (16.11.2015) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*:

La question parlementaire n°1500 appelle la réponse suivante de la part du Ministre de l'Économie:

Ad 1. Le token «classique» n'a jamais été défaillant et n'est pas à mettre en relation avec l'interruption du service d'authentification et de signature à distance de LuxTrust SA du 10 octobre 2015. Cette interruption est survenue lors d'un test de DRP (Disaster recovery plan) d'un des fournisseurs de LuxTrust SA. Un test DRP a comme objectif de détecter les possibles faiblesses de l'infrastructure et ainsi de veiller à prévenir ce type d'incident en situation courante.

Ad 2. Contrairement à ce qui a été relaté dans certains articles de presse, la nouvelle application n'est pas destinée à remplacer le token «classique» que LuxTrust SA continue à supporter et à vendre. En effet, elle apporte une autre approche et une nouvelle fonctionnalité qui est le scellement de données. Les deux solutions ne sont donc pas directement comparables, mais garantissent des niveaux de sécurité équivalents.

Ad 3. Les versions minimales supportées actuellement sont Android 2.3.3. et iOS 7.1.

Ad 4. Les services de révocation et de suspension d'un certificat sont disponibles sept jours sur sept et 24 heures sur 24. Le helpdesk (luxembourgeois, français, allemand, anglais, portugais, néerlandais) est ouvert durant les jours ouvrables de 08.00 heures à 18.00 heures.

Ad 5. Le boîtier externe est un produit fabriqué et distribué par la société Vasco (www.vasco.com) sous le nom «DIGIPASS GO 6». Les contrats fournisseurs sont traités de manière confi-



dentielle. Il en est de même pour les frais de développement de l'application avec Vasco.

Ad 6. Un client qui commande un «certificat signing server» (en l'occurrence un token ou l'application mobile) auprès de LuxTrust SA paie le prix standard d'un abonnement «certificat signing server» (durée de vie de trois ans) qui est de 30 € HTVA. Ce prix couvre la fourniture et la gestion du cycle de vie d'un certificat, ainsi que du token et/ou de l'application LuxTrust Mobile qui peuvent y être associés. Si le client commande son certificat via une autre voie, comme par exemple à travers son fournisseur d'application (banque, autre...) le prix final dépend de l'approche marketing du fournisseur d'application sur lequel LuxTrust SA n'a pas de prise.

Ad 7. Aucune baisse des recettes n'est à prévoir puisque, d'un côté, les tokens «classiques» continuent à être utilisés et que, d'un autre côté, un client qui déciderait d'utiliser l'application mobile à la place du token devra lui aussi acquérir préalablement un abonnement «signing server» de sorte qu'il n'y aura pas d'impact sur les recettes.

Question 1501 (19.10.2015) de **M. Marco Schank** (CSV) concernant le **temps de conduite et de repos des conducteurs d'autobus**:

Selon les dispositions du règlement (CE) n°561/2006, après un temps de conduite continue de quatre heures et demie, un conducteur de bus doit prendre une pause sans interruption d'au moins 45 minutes. Selon l'avis n°50/15 de la Société nationale des Chemins de Fer aux conducteurs d'autobus, ces derniers doivent informer le poste de commande pour prévoir éventuellement un autobus de remplacement si un dépassement du temps de conduite légal est prévisible pour la prochaine course, sinon le conducteur doit respecter sa pause avant de commencer la course suivante. Si cependant le temps de conduite est dépassé suite à des bouchons, le conducteur doit obligatoirement assurer sa course jusqu'au terminus et ensuite effectuer la pause réglementaire. Dans un tel cas, le conducteur d'autobus se trouve non seulement en infraction avec le temps de conduite légal mais risque également, selon l'avis n°50/15 des CFL, des mesures disciplinaires en cas de non-respect des prescriptions susmentionnées.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer ces informations?

- Monsieur le Ministre peut-il approuver le fait que des conducteurs d'autobus risquent des mesures disciplinaires s'ils ne peuvent pas respecter leur temps dû à des imprévus dont ils ne sont pas responsables?

- Monsieur le Ministre envisage-t-il d'intervenir auprès des CFL afin de remédier à cette situation?

Réponse (16.11.2015) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Par la question parlementaire n°1501 du 19 octobre 2015, l'honorable Député Marco Schank souhaite s'informer au sujet du temps de conduite et de repos des conducteurs d'autobus.

L'objectif de l'avis n°50/15 du service Bus des CFL consiste à garantir le respect des dispositions du règlement (CE) n°561/2006, tout en assurant la sécurité routière ainsi que la sécurité et la qualité du service au client.

En effet, les CFL ont rencontré plusieurs situations lors desquelles le conducteur de bus a fait le choix d'assurer ses prestations jusqu'au moment où la période de conduite autorisée de quatre heures et demie était atteinte. A ce moment-là, le conducteur s'est arrêté au prochain arrêt, en pleine ligne, a fait descendre l'ensemble de ses clients, et a entamé ensuite sa pause de 45 minutes. Ceci a eu comme conséquence que non seulement les clients se sont retrouvés à un arrêt de bus en pleine ligne, mais aussi que l'arrêt en question était bloqué pendant cette période pour tous les autres bus passant par cet endroit. Le fait qu'un bus soit stationné aussi longtemps à un arrêt (éventuellement sans encoche) constitue une entrave à la circulation routière et représente un risque d'accidents considérable.

Pour ces raisons, un arrêt de bus en pleine ligne ne constitue pas un «point d'arrêt approprié», dans le sens de l'article 12 du règlement (CE) n°561/2006, pour marquer la pause prévue.

L'avis précité demande donc au chauffeur de s'assurer, avant le départ de sa course, si le temps de conduite encore disponible suffit pour respecter le temps de conduite continue maximal. Si tel n'est pas le cas, le chauffeur est tenu de prendre sa pause avant de commencer sa course, et de demander un bus de remplacement auprès du poste de commande.

Si, par contre, le dépassement du temps de conduite ne devient apparent que pendant la course, les CFL invitent le chauffeur à appliquer les dispositions de l'article 12 du règlement (CE) n°561/2006. Celles-ci prévoient que «pour permettre au véhicule d'atteindre un point d'arrêt approprié, le conducteur peut déroger aux articles 6 à 9 dans la mesure nécessaire pour assurer la sécurité des personnes, du véhicule ou de son chargement, pour autant que cela ne compromette pas la sécurité routière. Le conducteur indique la nature et le motif d'une telle dérogation manuellement sur la feuille d'enregistrement ou une sortie imprimée de l'appareil de contrôle (...)». Les CFL jugent que le premier «point d'arrêt approprié» qui convient pour assurer la sécurité des personnes sans compromettre la sécurité routière représente le terminus de la course.

En ce qui concerne les mesures disciplinaires et dans le respect de ce qui précède, les chauffeurs ne risquent en aucun cas des mesures disciplinaires s'ils ne peuvent pas respecter leur temps de conduite dû à des imprévus dont ils ne sont pas responsables. Les mesures disciplinaires mentionnées dans l'avis ne visent que les cas où le chauffeur choisit d'ignorer volontairement les dispositions de l'avis.

Les CFL ont d'ailleurs instauré un système de suivi pour analyser systématiquement les dérogations utilisées, afin de détecter si certains tours de services risquent de dépasser régulièrement le temps de conduite continue maximal de quatre heures et demie. Si les CFL détectent de tels cas, ils adapteront leurs roulements et tours de service en conséquence. Cette mesure devra assurer que l'utilisation de l'article 12 restera l'exception, appliqué uniquement en cas de situations imprévisibles.

Question 1502 (19.10.2015) de **M. Serge Wilmes** (CSV) concernant les **graffitis observables dans la Vieille Ville**:

Le Fonds de rénovation de la Vieille Ville, institué par la loi du 29 juillet 1993, a pour mission la rénovation partielle ou totale de quatre îlots d'immeubles situés dans la Vieille Ville de Luxembourg.

Il se trouve que, notamment dans le passage de la «Gëlle Klack», ainsi que dans la rue de la Monnaie, faisant partie des parcelles en question, de nombreux graffitis sont apparus sur les murs, ce qui enlève beaucoup à l'attrait de la Vieille Ville.

Si les graffitis peuvent être considérés comme artistiques et sont les bienvenus sur les infrastructures pour lesquelles une permission a été accordée, comme c'est le cas notamment de l'ancien centre Hamilius ou encore de l'abattoir de Hollerich, d'autres ressemblent plus à des tags ou expressions décryptées, dénués de toute création artistique et dégradent le patrimoine culturel et architectural inhérent à notre Vieille Ville. Un fonds budgétaire a justement été créé pour maintenir l'authenticité et l'esthétique de l'architecture caractérisant l'histoire de notre capitale, et pour donner une valeur ajoutée autour des places et ruelles comme lieu de rencontre.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre estime-t-il également que les graffitis non autorisés dans la Vieille Ville dégradent le patrimoine culturel et architectural?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre songe-t-il à les faire enlever prochainement? Le Fonds de rénovation sera-t-il utilisé pour couvrir les frais occasionnés?

- Quelles précautions Monsieur le Ministre envisage-t-il de prendre afin que ces actes ne se renouvellent plus?

Réponse (16.11.2015) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Les graffitis auxquels fait allusion l'honorable Député sont évidemment à déplorer et à assimiler à des actes de vandalisme.

Il y a lieu de souligner que les graffitis apposés dans la rue de la Monnaie le sont sur des propriétés privées cédées par le Fonds de rénovation de la Vieille Ville il y a des années. Pour ce qui est des graffitis dans le passage «Gëlle Klack», il en est de même du côté des habitations. Du côté opposé, soit sur la façade latérale du Musée, ils se trouvent effectivement sur une propriété du Fonds.

Même si le Fonds de rénovation de la Vieille Ville a déposé plainte auprès de la Police grand-ducale lorsque de nouveaux graffitis ont été constatés sur un des bâtiments lui appartenant, les auteurs de ces faits sont cependant restés très majoritairement inconnus.

Le Fonds a mis par endroits une couche anti-graffitis sur les murs, qui, même si elle n'empêche pas les graffitis, permet de nettoyer convenablement les inscriptions faites sur les murs. Aux endroits où cette couche n'a pas pu être appliquée notamment en raison du type d'enduit, le nettoyage s'avère difficile, voire risque de détériorer les surfaces. Malheureusement, une fois une surface nettoyée, elle est très vite remplie avec de nouveaux graffitis illégaux.

Il est à noter que le projet de réaménagement de l'ancien Palais de Justice pour les besoins du Ministère des Affaires étrangères et européennes sera terminé au cours de l'année prochaine. Dès lors, le site et ses alentours bénéficieront d'une surveillance renforcée en tant que site sensible et il est probable que le phénomène des graffitis sera sinon banni du quartier, au moins substantiellement réduit.

Ce sera un moment propice pour envisager le nettoyage de l'ensemble des façades appartenant au Fonds de rénovation de la Vieille Ville. Évidemment, le moment venu, les propriétaires des bâtiments voisins pourront se rallier à cette action.

Question 1503 (19.10.2015) de **Mme Martine Hansen** (CSV) concernant les **conséquences de l'accord trouvé entre les syndicats et le Ministère pour l'organisation de la formation professionnelle**:

Par communiqué de presse du 2 octobre 2015, le Ministre de l'Éducation nationale a annoncé que des précisions en matière d'indemnisation des représentants des chambres professionnelles dans les équipes d'évaluation seront données moyennant un nouveau projet de règlement grand-ducal. Selon nos informations, le Ministère ne s'est pas concerté au préalable avec les chambres professionnelles concernées, alors qu'elles sont partenaires en matière de formation professionnelle.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- En cas d'absence de concertation entre le Ministère et les représentants des chambres professionnelles, comment le Ministère veut-il assurer dans le futur la coopération de la part des chambres professionnelles en matière de formation professionnelle?

- Quelles sont les conséquences concrètes de l'accord trouvé entre les syndicats et le Ministère pour les enseignants et les représentants des chambres professionnelles dans le cadre des travaux autour du projet intégré intermédiaire et final (indemnisations, surveillance, etc.)?

Réponse (07.12.2015) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

Les discussions menées en 2014-2015 avec l'intersyndicale des syndicats des enseignants des lycées se sont conclues par un accord concrétisé par le règlement grand-ducal du 25 août 2015 portant modification:

a) du règlement grand-ducal modifié du 31 juillet 2006 portant organisation de l'examen de fin d'études secondaires;

b) du règlement grand-ducal modifié du 31 juillet 2006 portant organisation de l'examen de fin d'études secondaires techniques et de l'examen de fin d'études de la formation de technicien;

c) du règlement grand-ducal modifié du 24 juillet 2007 portant fixation de la tâche des enseignants des lycées et lycées techniques;

d) du règlement grand-ducal modifié du 20 septembre 2002 portant fixation des indemnités dues aux membres des commissions d'examen, aux experts et aux deuxièmes correcteurs des examens de fin d'études secondaires et secondaires techniques;

e) du règlement grand-ducal modifié du 28 avril 2011 portant fixation des indemnités dues aux membres des équipes d'évaluation, aux experts et surveillants des projets intégrés.

Ce texte a eu des incidences sur la formation professionnelle initiale, j'en suis conscient et voilà pourquoi j'ai chargé mes collaborateurs concernés de prendre l'avis y afférent des chambres professionnelles. Il s'est avéré aussi que des terminologies imprécises ont donné lieu à des malentendus.

Les conclusions de cet échange sont transcrites dans le règlement grand-ducal fixant les indemnités dues aux commissaires, aux membres des équipes d'évaluation, aux experts et surveillants des projets intégrés, qui sera prochainement mis en vigueur.

Ci-après mes réponses aux questions de l'honorable Députée:

- J'ai expressément chargé mes délégués auprès des chambres professionnelles de veiller à un climat serein et à une bonne entente lors des discussions particulièrement complexes en matière de formation professionnelle.

Ceci ne signifie pas qu'il faut avoir un accord parfait sur toutes les questions, mais que les discussions se déroulent dans le respect mutuel et qu'il est possible d'aborder toute problématique et même toute mésentente et tout malentendu dans la confiance mutuelle.

- L'accord syndical concerne de la même façon les fonctionnaires et employés chargés d'une mission respectivement aux examens de fin d'études et aux projets intégrés de la formation professionnelle initiale, mais non pas les autres personnes dites «tiers» comme les représentants des chambres professionnelles.

- Il s'agit notamment des dispositions suivantes:

- l'enseignant chargé de la surveillance d'une épreuve ne touche pas d'indemnité spécifique s'il bénéficie d'une rémunération pour les leçons d'une classe terminale qui n'ont pas lieu pendant la période des examens ou des projets intégrés;

- l'évaluation des 25 premières copies ou parties écrites du projet intégré final n'est pas rémunérée;

- l'indemnisation de base est réduite de 50 pour cent.

Question 1504 (19.10.2015) de **M. Marcel Oberweis** (CSV) concernant le **manque de transparence des factures des garagistes**:

Selon mes informations, les garagistes sont en droit de facturer des «petites fournitures» contrairement à certains pays comme la France où cette pratique est interdite. De plus, ils ne sont pas dans l'obligation de lister l'ensemble des petites fournitures utilisées pour un entretien ou une réparation.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer ces informations?

- Le contenu de la facture remise par le garagiste à son client est-il réglementé?

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que les garagistes doivent, dans un souci de transparence, présenter à leur client un décompte détaillé, en quantité et en prix des pièces et prestations fournies et notamment pour le poste des «petites fournitures»?

- Monsieur le Ministre entend-il prendre des mesures législatives en la matière?

Réponse (17.11.2015) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*:

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Marcel Oberweis concernant la facturation des «petites fournitures» par les garagistes, je souhaite préciser ce qui suit d'un point de vue de la législation en matière de protection juridique du consommateur.

Il est vrai que dans le Code de commerce, il est seulement prévu à l'article 109 que «les achats et les ventes se constatent (...) par une facture acceptée». Aucune disposition ne prévoit une obligation d'énumérer l'ensemble des petites fournitures utilisées pour un entretien ou une réparation. L'article L. 212-12 du Code de la consommation précise en revanche que «le réparateur d'une chose ou celui qui effectue sur elle des travaux doit indiquer sur la facture la nature des travaux effectués, en précisant, le cas échéant, les éléments remplacés ou ajoutés».

Aux yeux du Gouvernement, ces dispositions sont suffisantes et ne nécessitent pas d'être détaillées davantage. En effet, d'une part, il n'a pas connaissance de problèmes récurrents que

poserait le cadre légal actuel aux consommateurs. D'autre part, un décompte détaillé sur la quantité et le prix des petites pièces et prestations regroupées dans le poste «petites fournitures» risque de présenter une charge pour le professionnel qui serait refaite au client et qui s'avérerait probablement excessive en raison du montant généralement réduit de ce poste.

Question 1505 (19.10.2015) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant les **dispositions relatives au revenu minimum garanti (RMG)**:

An hirer Äntwert op d'parlamentaresch Fro N°1400 (cf. *compte rendu n°18/session ordinaire 2014-2015*) schreift d'Madamm Minister am 4. Punkt vun enger Méiglechkeet, eng eenzel Person an engem Stot opzehuelen a si awer als Communauté domestique à part unzegesinn. Dee Punkt, dee besonnesch am Kontext vum RMG wichteg ass, wäert vill Leit hei zu Lëtzebuerg interesséieren.

Dofir wollt ech der Madamm Minister fir d'Famill a fir Immigration dës Fro stellen:

1. Ass et richtig, datt RMG-Empfänger, déi net an eng Partnerschaft oder an engem Bestietnis liewen, mä déi eng gemeinsam Wunneng huelen oder wou een deen anere bei sech ophält, an deene meeschte Fäll finanziell Aboussen erliden?

2. Huet d'Madamm Minister Zuelen, wéi dacks dat zu Lëtzebuerg an de leschte Jore geschitt ass? Huet d'Madamm Minister Zuelen, wéi dacks esou e geplangt Deelee vun enger Wunneng net méiglech war, well eng vun deenen zwou Persounen doduerch hir finanziell Ennerstëtzung oder en Deel dervu verluer hätt?

3. Gëtt et eng Méiglechkeet, fir iwwert de Wee vun enger Communauté domestique à part dëse finanzielle Verloscht bei Leit, déi nëmmen eng Wunneng deelen a soss keng Verbindung hunn, ze verhënneren?

4. Huet d'Madamm Minister Zuelen, wéi dacks déi Méiglechkeet, déi d'Gesetzgebung, déi a Kraaft ass, jo erméiglecht, an der Vergaangenheet RMG-Empfänger erlaabt huet, aus der akuter Wunnengsnout zu Lëtzebuerg erauszkommen?

5. Firwat ass d'Méiglechkeet, fir déi streng Regelung ze ëmgoen, eréischt am Kader vun der Flüchtlingskris analyséiert ginn a net scho virun am Kader vun der grad fir kleng Revenue katastrophaler Situatioun um Wunnengsmaat?

6. Besteet schonn eng Projektioun, wéi vill Leit an de Genoss vun där Ausnameregulierung kéinte kommen?

7. Bleift dës op Flüchtlinge beschränkt oder kann all RMG-Empfänger dervu profitéieren? Kënnen an deem Fall och Leit, déi virun op eng Wunnengsgemeinschaft hu mussen weinst de finanziellen Aboussen verzichten oder déi déi finanziell Aboussen a Kaf geholl hunn, dermat rechnen, datt hire Fall nei gekuckt gëtt? Ass am Fall, wou se finanziell Aboussen a Kaf geholl hunn, fir awer an där nämlecher Wunneng ze liewen ouni eng partnerschaftlech Beziéung ze hunn, dru geduecht ginn, datt se hire finanziellen Ausfall opgrond vun där neier Analys vu besteende Gesetzer a Bestëmmunge kompenséiert kréien?

Réponse (18.11.2015) de **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*:

Ad 1. Den RMG ass onofhängeg vun der Situation maritale vun de Leit; e gëtt op Basis vun der Zesummesetzung vun der Haushaltsgemeinschaft (Communauté domestique) déterminéiert. Leit, déi sech zesummen eng Wunneng huelen an dann d'Wunnkäschtchen an d'Liewenskäschtchen deelen, ginn als Communauté domestique considéiert.

Ad 2. Den FNS huet keng Informatiounen iwwert d'Manier, wéi d'Leit hir privat Wunnensituatiounen regelen.

Ad 3. Den FNS berécksichtigt eng Communauté domestique à part, wa Leit, déi an där selwechter Wunneng wunnen, laut enger Enquête sociale vum FNS, kee gemeinsame Budget hunn. D'Leit mussen en individuelle Contrat de bail hunn a si dierfe sech d'Frais net deelen.

Ad 4. Den FNS huet keng Zuelen iwwert de Lëtzebuergger Wunnengsmaat oder d'Wunnengsnout.

Ad 5. Dës Mesure ass net nei. De Comité directeur vum FNS huet ëmmer erëm Situatiounen analyséiert, an deene Leit sech eng Wunneng deelen, ouni awer d'Liewenskäschtchen ze deelen, an huet, wann d'Situatioun kloer war, ëmmer en faveur vun enger Communauté domestique à part fir déi eenzel Leit decidéiert.

Déi Mesure, déi elo am Kontext vun der aktueller Flüchtlingskris thematiséiert ginn ass, ass lichts anescht. Hei geet et ëm déi Flüchtlingen, déi de Statut zu Lëtzebuerg kritt hunn a bei Privatleit opgeholl ginn, déi hinnen aus humanitäre Grënn eng Wunneng zur Verfügung stellen. An deene Fäll applizéiert den FNS eng Mesure, déi duerch d'Gesetz virgesinn ass an déi et méiglech mécht, Leit als eenzelne Stot unzékucken, wa se vun enger Famill opgeholl ginn, fir déi se eng Charge duerstellen. Dës Mesure gëtt fir Leit applizéiert, déi an enger Noutsituatioun sinn, a si ass ëmmer zäitlech limitéiert. Am Kontext vun der Flüchtlingskris bleift dës Mesure zäitlech ou zwielef Méint begrenzt an d'Leit mussen während där Zäit eng eege Wunneng sichen. Eng Verlängerung ass méiglech, wann d'Wunnengssich net gelongen ass.

Ad 6. Et ginn zu dësem Zäitpunkt keng Zuelen iwwer Leit, déi kéinten an de Genoss vun der Mesure kommen.

Ad 7. All d'Leit, déi d'Konditiounen erfëllen, fir an de Genoss vum RMG ze kommen, ginn d'selwecht behandelt.

Question 1506 (20.10.2015) de **MM. Marco Schank** et **Aly Kaes** (CSV) concernant la **fermeture du commissariat de proximité de Vianden**:

Il nous revient que suite à des restructurations internes au niveau du corps de la Police grand-ducale, le commissariat de proximité (CP) de Vianden devrait être prochainement supprimé et intégré dans le CP de Hosingen. Ce point a par ailleurs figuré récemment à l'ordre du jour de la séance du conseil communal de Vianden.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

- Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, quelles sont les raisons de la fermeture du commissariat de proximité de Vianden?

- Monsieur le Ministre a-t-il eu des concertations avec les responsables communaux à ce sujet?

- Monsieur le Ministre peut-il nous dire s'il s'agit d'une mesure ponctuelle ou si cette décision fait partie d'une stratégie générale concernant l'organisation future des commissariats de proximité?

Réponse (20.11.2015) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Sécurité intérieure*:

Comme suite à l'audit concernant l'organisation et le fonctionnement de la Police grand-ducale, j'ai décidé la création de six groupes de travail thématiques chargés d'émettre des propositions concrètes sur base des principales recommandations se dégageant du rapport d'audit.

L'un de ces groupes de travail traite plus particulièrement l'organisation territoriale et les structures régionales.

Les travaux étant toujours en cours, il est prématuré de dire quels commissariats pourraient être fermés.

Toutefois, il m'importe de souligner dès à présent qu'aucun commissariat ne sera fermé sans concertation préalable avec des responsables communaux.

Il va sans dire que la fermeture d'un commissariat ne constitue pas une fin en soi, mais tend à améliorer la qualité du service offert au citoyen.

Question 1507 (20.10.2015) de **M. Roger Negri** (LSAP) concernant les **moteurs diesel**:

Le 14 octobre dernier, en plein scandale des moteurs diesel truqués de Volkswagen, le Gouvernement français a décidé de réduire voire d'abolir l'avantage fiscal du gazole (diesel) par rapport à l'essence. Ce en augmentant progressivement dès 2016 le prix du gazole tout en diminuant celui de l'essence. L'argument principal pour cette mesure est la considération «que le diesel pose un problème sur la qualité de l'air».

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il indiquer des chiffres quant à l'évolution des concentrations dans l'air d'oxydes d'azote (NO_x) et de particules fines au Luxembourg?

- La nocivité des moteurs diesel sur la santé n'étant plus à démontrer et même si la diésé-

sation du parc automobile luxembourgeois n'atteint pas les mêmes proportions que le parc automobile français, quelle est la position de Monsieur le Ministre par rapport à la prédominance également au Grand-Duché des moteurs à auto-inflammation?

- Est-ce que Monsieur le Ministre songe à réduire la proportion de moteurs diesel par rapport au nombre total de moteurs à combustion, notamment en prenant en compte pour le calcul de la taxe automobile outre les quantités de dioxyde de carbone (CO₂), les taux de NO_x et de particules fines émises par les différents véhicules? Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas que le calcul de la taxe automobile sur le seul taux de CO₂ ne répond plus aux connaissances scientifiques actuelles?

- Quel est l'état d'avancement de l'étude sur le «tourisme à la pompe» du Dr Dieter Ewringmann du «Finanzwissenschaftliches Forschungsinstitut an der Universität zu Köln», étude qui devrait être à la base d'une stratégie gouvernementale pour la sortie à moyen et long terme dudit «tourisme à la pompe»?

Réponse commune (03.12.2015) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement*, et de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*:

Évolution des concentrations dans l'air de particules fines

Le niveau moyen annuel des particules fines (PM10²) dans les différentes stations de mesure de l'Administration de l'Environnement a évolué d'un niveau de 27 µg/m³ en 2007 pour atteindre progressivement un niveau entre 16 et 24 µg/m³ selon le site de mesure. La valeur limite annuelle dans l'Union européenne est de 40 µg/m³.

Une deuxième valeur limite prescrit une moyenne journalière de 50 µg/m³ à ne pas dépasser pendant plus de 35 jours par an. Le nombre de jours avec dépassement varie entre deux et 18 jours par an selon le site de mesure.

Les valeurs limites pour les particules fines PM10 dans l'air ambiant sont donc respectées au Luxembourg de façon ininterrompue depuis 2007, avec une marge de sécurité confortable.

Évolution des concentrations dans l'air d'oxydes d'azote (NO_x)

Les concentrations dans l'air du dioxyde d'azote (NO₂) mesurées aux différentes stations de mesure de l'Administration de l'Environnement diffèrent largement en fonction de la proximité directe du trafic routier et des conditions locales de propagation des gaz d'échappement.

Les valeurs observées aux stations de mesure rurales ont évolué d'un niveau entre 12 et 22 µg/m³ selon le site en 2006 pour atteindre des valeurs entre 10 et 18 µg/m³ en 2014 et restent donc largement en dessous de la valeur limite annuelle de 40 µg/m³.

Les concentrations mesurées aux stations urbaines de fond sont déjà plus élevées mais restent en dessous de la valeur limite annuelle avec des valeurs plus ou moins stables entre 27 et 38 µg/m³ selon le site de mesure.

Les concentrations les plus élevées ont été constatées aux stations urbaines à proximité directe du trafic routier, notamment à la station de Luxembourg-ville, boulevard Royal où la valeur limite annuelle est dépassée depuis 2003. Le risque de dépassement de la valeur limite annuelle a également été constaté dans d'autres emplacements le long de routes à circulation intense sur l'ensemble du territoire du Grand-Duché. Les valeurs mesurées varient entre 26 et 86 µg/m³.

Les dépassements constatés ont mené à l'élaboration d'un plan de qualité de l'air pour la Ville de Luxembourg. Par ailleurs, les travaux sont actuellement en cours pour développer un plan national de qualité de l'air pour couvrir les autres emplacements concernés.

Position par rapport à la prédominance des moteurs diesel

L'évaluation par l'Administration de l'Environnement de l'impact des différentes sources d'émissions aux emplacements critiques a notamment montré que les voitures particulières sont dans la majorité des cas la source dominante et que le diesel est responsable de 94% de l'impact des voitures particulières.

L'importance de l'impact des voitures particulières diesel réside, d'une part, dans le non-respect des valeurs limites des normes Euro pour les voitures diesel et, d'autre part, dans la part élevée du diesel dans le parc automobile luxembourgeois. D'ailleurs, la diésélisation du parc automobile luxembourgeois au niveau des nouvelles voitures immatriculées en 2014 est

plus importante que celle du parc automobile français (72% contre 64%).

Les actions qui sont actuellement développées dans le contexte du plan national de qualité de l'air visent en premier lieu les mesures destinées à réduire le trafic individuel motorisé et à promouvoir les moyens de transport plus propres et les transports en commun.

Au regard de l'impact de la part élevée du diesel dans le parc automobile et en vue de la réforme fiscale, plusieurs mesures sont actuellement l'objet d'une analyse approfondie.

Par ailleurs, au regard du non-respect des normes Euro, les autorités luxembourgeoises ont adopté au niveau européen une position forte en faveur des mesures qui visent le respect des normes Euro des voitures particulières dans les conditions de conduite réelles.

État d'avancement de l'étude «tourisme à la pompe»

Quant à la dernière question se rapportant à l'état d'avancement de l'étude sur le «tourisme à la pompe» du Dr Ewringmann, il y a lieu de noter que suite à la chute importante du prix du pétrole observée depuis la mi-2014 et le recul des ventes de produits pétroliers au Luxembourg depuis 2013, les données et hypothèses à la base de cette étude ont dû être revues à plusieurs reprises afin de ne pas compromettre la pertinence de l'étude. Dès que les travaux de l'expert seront terminés et à la suite de ceux-ci, la concertation interministérielle y relative achevée, la Chambre des Députés sera informée.

Question 1508 (20.10.2015) de **Mme Claudia Dall'Agnol** (LSAP) concernant les **contrôles sur les quais 7 et 8 de la gare de Luxembourg le 13 octobre 2015**:

Le mardi, 13 octobre 2015 des agents des CFL, de la SNCF, de la Police grand-ducale et de l'Administration des Douanes et Accises ont effectué, à partir de 15.30 heures sur les quais 7 et 8 de la gare de Luxembourg, des contrôles de billets. Concernés par ces contrôles ayant eu comme but la répression des fraudes étaient tous les usagers des lignes en direction de la Lorraine.

Outre le fait que suite à ces contrôles les différents trains auraient pris du retard, plus de 300 passagers se seraient vus refuser l'accès au train. Un certain nombre de voyageurs auraient été contraints par la suite de s'acquitter du prix du trajet alors qu'ils étaient en possession d'un titre de transport, cependant «non valable» pour une raison ou une autre.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures, à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure et à Monsieur le Ministre des Finances:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer les informations susmentionnées respectivement donner plus de précisions quant à ces contrôles (i.e. les raisons exactes, le nombre exact de personnes contrôlées, le nombre de personnes refoulées, le nombre d'agents mobilisés, etc.)?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer l'information reportée par certains médias que parallèlement aux contrôles des titres de transport auraient eu lieu des contrôles de stupéfiants. Dans ce contexte, des chiens renifleurs auraient été sur place. Dans l'affirmative, quel est le bilan de ces contrôles?

- Quelle autorité politique et/ou administrative a ordonné ces différents contrôles? Quelle fut l'autorité responsable de l'organisation et de la coordination de l'action?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils fournir des chiffres sur la fraude sur les lignes ferroviaires ainsi que sur la fréquence des contrôles de titres de transport respectivement de stupéfiants?

- Est-ce que l'organisation d'un tel contrôle extraordinaire des titres de transport souligne par déduction que les contrôles ordinaires sont inefficaces et/ou insuffisants? Si tel est le cas, quelles en sont les raisons?

- Aussi bien les CFL que la SNCF indiquent sur leurs sites Internet respectifs que tout voyageur se présentant au contrôleur, a la possibilité d'acheter son billet dans le train moyennant une retenue forfaitaire sur le prix de base. Étant donné ces conditions de vente, est-ce qu'un

² Particules fines d'un diamètre aérodynamique inférieur à 10 micromètres

agent d'une des sociétés de train impliquées, un agent de police ou un agent des douanes est en droit de refuser l'accès au train à un voyageur avec comme seule motivation que ce dernier ne se soit pas muni d'un titre de transport?

Réponse commune (30.11.2015) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*, de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Sécurité intérieure*, et de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*:

Par la question parlementaire n°1508 du 20 octobre 2015 l'honorable Députée Claudia Dall'Agnol souhaite s'informer au sujet des contrôles sur les quais 7 et 8 de la gare de Luxembourg en date du 13 octobre 2015.

Suivant les dispositions de l'article 8.2. du contrat de service public conclu entre l'Etat luxembourgeois et les CFL en date du 7 mai 2009, les CFL s'engagent «à mettre en œuvre tous moyens utiles dont ils disposent pour lutter contre la fraude, au titre de la prévention de la sûreté et de la sauvegarde des recettes, sur les services de mission publique». Dans cet ordre d'idées, l'article 8.5.1.2. stipule entre autres que «les CFL se concertent avec les institutions et les autres opérateurs de transport public pour définir une approche commune dans le domaine de la sûreté et contre la fraude et le vandalisme».

Dans le cadre de l'exécution des obligations contractuelles précitées, les CFL entretiennent des contacts réguliers avec la SNCF, la SNCB et l'Administration des Douanes et Accises afin de s'échanger sur la problématique de la fraude et d'identifier des actions communes permettant de lutter contre ce phénomène.

À ce sujet, les CFL ont réalisé une vingtaine d'opérations communes au cours de l'année 2015, dont notamment:

- des contrôles renforcés dans les trains du trafic intérieur (en collaboration avec l'Administration des Douanes et Accises);

- des contrôles renforcés dans les trains du trafic transfrontalier (en collaboration avec l'Administration des Douanes et Accises);

- des contrôles à l'embarquement en gares de Pétange et d'Esch-sur-Alzette (en collaboration avec l'Administration des Douanes et Accises);

- des contrôles à l'embarquement en gares de Luxembourg et d'Arlon (en collaboration avec l'Administration des Douanes et Accises et la SNCB).

En ce qui concerne plus précisément le contrôle à l'embarquement du 13 octobre 2015, qui s'est déroulé entre 15.00 et 19.00 heures sur le quai des voies 7 et 8 en gare de Luxembourg, environ 3.500 voyageurs ont été contrôlés dont environ 300 étaient démunis d'un titre de transport valable.

Le dispositif mis en place pour le contrôle en question était composé de:

- 16 agents de contrôle SNCF, chargés du contrôle des titres de transport;

- 8 agents de contrôle CFL, chargés du contrôle des titres de transport;

- 4 agents du personnel d'accompagnement, chargés de l'information des voyageurs et de les diriger;

- 4 agents de sécurité CFL, chargés de régler le flux des voyageurs;

- 6 agents de l'Administration des Douanes et Accises.

L'organisation et la coordination de cette opération étaient assurées par les CFL, en concertation avec la SNCF et l'Administration des Douanes et Accises.

Quant au taux de fraude en trafic intérieur, il est estimé à 2%. Cependant, sur la ligne transfrontalière entre le Luxembourg et la France, les estimations indiquent un taux de 5% à 6%. Au vu des chiffres, nous jugeons utile que des actions complémentaires aux contrôles classiques dans les trains se poursuivent également à l'avenir.

Par ailleurs, l'article 11ter, paragraphe 1^{er} de la loi du 13 septembre 2013 modifiant a) la loi modifiée du 29 juin 2004 portant sur les transports publics; b) la loi du 19 juin 2009 sur l'ordre et la sécurité dans les transports publics dispose que: «Tout usager des transports publics doit se munir d'un titre de transport valable au début de son voyage.»

La vente de titres de transport dans les trains constitue un service supplémentaire proposé

par les CFL dans le cadre du contrat de service public.

Pour l'action du 13 octobre 2015, les clients ont été informés au préalable par voie d'affichage sur les tableaux de départs et dans les souterrains ainsi que par annonces répétées par haut-parleurs sur l'application stricte de la loi précitée et ont été invités à se procurer un billet avant de monter dans le train.

Dans ce contexte, je tiens à préciser que les voyageurs démunis d'un titre de transport valable n'ont pas été verbalisés lors du contrôle, mais qu'ils ont été priés de régulariser leur situation irrégulière moyennant l'acquisition d'un billet dans un des guichets de la gare de Luxembourg.

La police était représentée par six policiers chargés d'assurer une présence préventive et deux maîtres-chiens chargés de procéder à des contrôles de stupéfiants. Elle a interpellé et verbalisé sept personnes trouvées en possession de marijuana.

Depuis le début de l'année 2015 la police a effectué, avec l'appui de maîtres-chiens, neuf contrôles de stupéfiants dans les trains et les gares et a interpellé et verbalisé 51 personnes.

Question 1509 (20.10.2015) de **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant les **critères de l'OCDE en matière d'échange de renseignements à des fins fiscales**:

Le 23 novembre 2013, le Forum mondial de l'OCDE sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales a jugé le Luxembourg non conforme au sujet de la mise en œuvre des normes de transparence et d'échange de renseignements à des fins fiscales.

Depuis, le Gouvernement a mis en œuvre toute une série d'initiatives législatives pour répondre aux critiques du Forum mondial. Actuellement, une nouvelle évaluation du Luxembourg par le Forum mondial est en cours et devrait permettre de confirmer l'efficacité des mesures prises. Selon mes informations, une décision du Forum mondial devrait être prise au plus tard au courant du mois de novembre. Il serait en effet souhaitable que cette décision soit encore prise lors de la Présidence du Conseil de l'Union européenne exercée par le Luxembourg.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur la date de publication du rapport d'évaluation supplémentaire du Forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales?

- Monsieur le Ministre estime-t-il que les initiatives prises par le Gouvernement sont suffisantes pour satisfaire aux critiques de l'OCDE?

- Quand le Luxembourg pourrait-il sortir de la liste grise de l'OCDE?

Réponse (19.11.2015) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*:

Le Forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales a publié le 30 octobre 2015 les nouvelles notes de conformité sur la transparence en matière fiscale, à la suite d'un processus d'examen par les pairs.

Le Luxembourg a reçu la note globale de «largement conforme», le Forum mondial reconnaissant l'engagement déterminé du Luxembourg en faveur de la transparence et dans la mise en œuvre des normes internationales. Le Luxembourg a désormais la même notation que par exemple les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Allemagne et l'Italie.

Grâce à cette nouvelle notation, le Luxembourg ne figure ainsi plus sur la liste des pays non conformes. C'est le résultat d'un plan d'action précis, qui a non seulement compris une série de mesures législatives et réglementaires, mais a également amélioré les processus de communication avec les partenaires internationaux. Le Luxembourg continuera à travailler à la mise en place d'un cadre réglementaire international équitable («level playing field») et à soutenir l'échange d'informations à une plus grande échelle.

Pour rappel, le Luxembourg a été parmi les premiers pays à adopter l'application de l'échange automatique au niveau de l'OCDE, appelé le «Common Reporting Standard» (norme commune d'échange automatique). Les renseignements concernant 2016 seront échangés avec quelque 50 juridictions à partir de 2017.

Question 1510 (20.10.2015) de **Mme Nancy Arendt** (CSV) concernant l'**interdiction de fumer sur les tribunes de stades**:

Dans la réponse à la question parlementaire n°1380 du 19 août 2015 (cf. *compte rendu n°18/session ordinaire 2014-2015*), Madame la Ministre de la Santé fait envisager de proposer au Conseil de Gouvernement d'étendre l'interdiction de fumer aux aires de jeux pour enfants.

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante à Madame la Ministre de la Santé:

- La Ministre est-elle d'avis qu'un raisonnement similaire devrait s'appliquer pour les spectateurs sur les tribunes d'un stade ouvert et non couvert?

Réponse (16.11.2015) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*:

L'initiative d'une extension de l'interdiction de fumer aux aires de jeux constitue une mesure de prévention qui s'adresse aux enfants qui sont particulièrement vulnérables face au tabac. Cette initiative vise de surcroît à réduire la part d'enfants qui vont s'engager plus tard dans une consommation régulière de tabac. Ainsi, tout en favorisant des comportements appropriés en matière de santé, cette mesure permet aussi d'habituer les enfants à vivre dans un environnement sans tabac.

Dans cette optique, j'invite également l'ensemble du personnel d'encadrement sportif ainsi que les spectateurs à redoubler leurs efforts pour renoncer, sur une base volontaire, à fumer à l'occasion d'activités sportives destinées plus particulièrement aux jeunes, voire aux enfants.

Cela étant précisé, je n'entends toutefois pas généraliser l'interdiction de fumer à d'autres espaces publics à usage collectif non couverts comme les tribunes de stades.

Question 1511 (21.10.2015) de **M. Gusty Graas** (DP) concernant les **compléments alimentaires**:

Une analyse réalisée par des chercheurs de l'Université Sahlgrenska à Göteborg et dont les résultats ont été publiés récemment dans la revue médicale «Science Translational Studies» montre que les suppléments vitaminiques et les antioxydants censés protéger contre le cancer sont inefficaces, voire dangereux. En effet, selon les chercheurs suédois, ils augmentent le risque de la formation de métastases, notamment chez le cancer de la peau.

Au vu des résultats de leur étude, les chercheurs concluent qu'il serait opportun de conseiller aux patients concernés de ne plus avoir recours à de tels compléments nutritionnels.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

- Madame la Ministre connaît-elle les résultats de l'étude susmentionnée?

- Dans l'affirmative, quelles conclusions Madame la Ministre tire-t-elle de cette étude?

- Madame la Ministre n'est-elle pas d'avis qu'il serait opportun de prévoir une indication afférente sur les compléments alimentaires?

Réponse (27.11.2015) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*:

Les services du Ministère de la Santé n'étaient pas au courant de l'étude en question.

Il faut cependant noter que des études similaires effectuées par d'autres organismes d'analyse de risques comme le «Bundesinstitut für Risikobewertung», le «Max Rubner-Institut» et la «Fondation Cochrane» ont été publiées auparavant et que l'étude citée par l'honorable Député ne révèle donc pas de nouvelles connaissances. De telles études doivent cependant être lues avec une certaine précaution alors que souvent des études supplémentaires sont nécessaires pour connaître le rôle exact des antioxydants et des radicaux libres dans le développement et la progression de la maladie du cancer. La meilleure précaution consiste bien entendu dans une consommation raisonnable de compléments alimentaires.

À ce sujet, une brochure a été publiée par le Service de la sécurité alimentaire de la Direction de la Santé sur le portail sécurité alimentaire pour informer tous les consommateurs sur l'utilisation de compléments alimentaires en général³.

³ http://www.securite-alimentaire.public.lu/publications/imprimés/Les-compléments-alimentaires_-remèdes-miracles-ou-fausse-promesses_/index.html

Il va de soi qu'une alimentation saine, variée et équilibrée est toujours préférable à la prise de compléments alimentaires. Si la consommation de compléments est néanmoins envisagée, cette dernière doit être réfléchie, raisonnable, de courte durée et de préférence sous supervision d'un professionnel de la santé.

Suivant la réglementation applicable en matière de compléments alimentaires, le Directeur de la Santé peut exiger la mention d'avertissements sur l'étiquetage d'un complément alimentaire. Cependant, les avertissements sont en général utilisés pour protéger des populations à risque (enfants, femme enceintes...), ou des personnes présentant des symptômes bien précis (hypertension, insuffisance rénale...). En principe aucun avertissement n'est utilisé pour exclure une partie de la population présentant une maladie, car les compléments alimentaires sont destinés à compléter le régime alimentaire normal de personnes saines.

De plus, l'étiquetage des compléments alimentaires, leur présentation ainsi que la publicité qui en est faite ne doivent pas attribuer à ces produits des propriétés de prévention, de traitement ou de guérison d'une maladie humaine, ni évoquer ces propriétés. La population ne devrait donc pas être incitée à consommer d'énormes doses en antioxydants via des produits artificiels. Les antioxydants se retrouvent naturellement dans beaucoup d'aliments et ne présentent aucun danger quand ils sont consommés sous leurs formes chimiques naturelles.

En effet, dans les aliments naturels, les vitamines et antioxydants se retrouvent en dose relativement faible et en association avec des substances secondaires qui interviennent également dans une alimentation saine et équilibrée. Il est donc préférable de s'approvisionner en vitamines et antioxydants à travers une alimentation saine et équilibrée et ceci afin d'éviter au maximum une consommation de produits de synthèse.

Le Luxembourg est un des seuls pays en Europe qui a fixé des apports journaliers maximaux pour les nutriments (dont certains sont des antioxydants) dans les compléments alimentaires.

Dans un proche avenir, il pourrait également s'avérer nécessaire de limiter certaines substances à effet antioxydant ou à effet physiologique dans les aliments et les compléments alimentaires en particulier. À cet effet, et en accord avec le programme gouvernemental, la préparation d'un projet de règlement grand-ducal est en cours pour limiter, voire même interdire l'utilisation de certaines substances pouvant nuire à la santé concernant les denrées alimentaires.

Question 1512 (21.10.2015) de **M. Gast Gibéryen** (ADR) concernant la **vaccination**:

Zu Lëtzebuerg sinn d'Impfungen net obligatoresch. Dës Informatioun fënnt een z. B. op der Internetsäit vum Gesondheitsministère.

Laut mengen Informatiounen kënn et awer vir, datt Institutiounen wéi z. B. Crèche zum Deel verlangen, datt d'Kanner geimpft sinn, ier se opgehoill kënnen ginn, an och eng Kopie vum Impfpass verlangen.

Dowéinst wéilt ech der Madamm Gesondheitsministesch dës Froe stellen:

1. Kann eng Crèche, e Foyer de jour, en Internat oder soss eng Institutioun bei der Betreuung vun de Kanner verlangen, datt dës geimpft sinn?

2. Gëtt et offiziell Instruktiounen oder Recommendationen vum Ministère un dës Institutiounen?

3. Gëtt et eventuell Ennerscheeder tëscht effentlechen, konventionéierten a reng privaten Institutiounen?

4. Ass d'Madamm Ministesch generell der Meenung, datt et fir d'Impfung bei de Recommendationen bleiwe soll an datt d'Fräiheet vun den Eltere respektéiert muss ginn?

Réponse (23.11.2015) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*:

Zu Lëtzebuerg besteet keng Impfpflicht; d'Impfung gi vum Gesondheitsministère recommandéiert entsprechend dem Impfpflicht, deen ënnert der bestänneger Iwwerwachung a regelméisseg Aktualiséierung vum Conseil Supérieur des Maladies Infectieuses opgestallt gëtt.

Well d'Impfungen awer eng enorm wichteg Kontributioun fir déi individuell an déi kollektiv Protektioun fir eis ganz Populatioun sinn, leet de Gesondheitsministère héije Wäert op eng gutt Informatioun, fir datt jiddwieren en „gesonden“ a responsabele Choix kann treffen.

A Bezech zu Impfung besti vum Gesondheetsministère keng Instruktiounen u Crèchen, Foyers de jour, Internater oder soss Institutiuonen, déi Kanner betreien.

Mir wëssen, datt verschidden „privat Crèchen“ Impf-Certificatiounen froen; d'ass eng „privat“ Dispositioun vun de spezifesche Crèchen, déi an hirem Ordre intérieur festgehale ass.

De Gesondheetsministère vertritt weiderhin d'Positioun, datt d'Impfung sech sollen op staark Rekommandatioun basieren, fir d'Protektioun vun der individueller an der allgemenger Gesondheet vun der Populatioun, de Choix awer dem Einzelnen iwwerlooss bleiwe soll.

Question 1513 (21.10.2015) de **Mme Diane Aehm** et **M. Gilles Roth** (CSV) concernant le **remboursement des frais de déplacement des conjoints et partenaires des membres du Gouvernement**:

Dans leur réponse à la question parlementaire n°1484 (voir ci-avant), Messieurs les Premier Ministre, Ministre d'Etat et Ministre des Finances retiennent que le Gouvernement n'aurait rien changé à la pratique existante depuis de nombreuses années selon laquelle les conjoints ou partenaires des membres du Gouvernement ayant été invités à participer à des réunions pour lesquelles il existe un programme officiel pour conjoints, ont droit au remboursement des frais.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'Etat, et à Monsieur le Ministre des Finances:

- Est-ce qu'il existe une décision du Gouvernement en Conseil qui a retenu un tel remboursement des frais?

- Si oui, quand est-ce que cette décision a été prise? Quelle est sa base légale?

- Est-ce que le remboursement des frais se limite aux frais de déplacement ou inclut également une indemnité de jour respectivement une indemnité de nuit?

Réponse commune (27.10.2015) de **M. Xavier Bettel**, Premier Ministre, Ministre d'Etat, et de **M. Pierre Gramegna**, Ministre des Finances:

En date du 5 juin 2015 et à l'approche de la Présidence de l'UE, le Conseil de Gouvernement a formalisé par une décision la pratique existante depuis de nombreuses années et consistant à ce que les conjoints ou partenaires des membres du Gouvernement, ayant été invités à participer à des réunions pour lesquelles il existe un programme officiel pour conjoints, ont droit au remboursement des frais y afférents.

La base légale dudit remboursement figure à l'alinéa 1^{er} de l'article 16 de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat et dans le règlement grand-ducal modifié du 5 août 1993 sur les frais de route et de séjour ainsi que sur les indemnités de déménagement des fonctionnaires et employés de l'Etat repris par le règlement grand-ducal du 14 juin 2015.

Question 1514 (21.10.2015) de **MM. Laurent Mosar** et **Léon Gloden** (CSV) concernant les **cambrjolages**:

C'est en automne et en hiver que les malfrats profitent de l'obscurité pour commettre des cambriolages. Il s'agit donc d'une période de l'année où il convient d'être particulièrement vigilant et de sensibiliser les gens. Cela est encore plus vrai si on rapproche ce phénomène de la hausse des cambriolages constatés durant l'année 2014. Le rapport annuel de la Police grand-ducale 2014 note d'ailleurs une hausse notable des cambriolages qui auraient atteint de nouveaux pics à la fin du 3^e trimestre 2014.

C'est ainsi que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure et à Monsieur le Ministre de la Justice:

1. Messieurs les Ministres peuvent-ils nous indiquer si le niveau des cambriolages s'est stabilisé en 2015 (en rapprochant les données des trois premiers trimestres de 2014 des chiffres de 2015)?

2. Messieurs les Ministres ont-ils pu constater que les cambriolages sont pour une partie non négligeable le fait de bandes organisées agissant de l'étranger, éventuellement établies à proximité de notre frontière? Messieurs les Ministres sont-ils en mesure de dévoiler plus d'informations concernant lesdites personnes?

3. Messieurs les Ministres peuvent-ils nous renseigner sur le fonctionnement des coopérations policières et judiciaires transfrontalières? Quels sont les points à améliorer au niveau de celles-ci?

4. Quelles sont les mesures concrètes préconisées par Messieurs les Ministres pour freiner la commission de cambriolages, voire pour augmenter le taux d'élucidation desdites infractions?

Réponse commune (25.11.2015) de **M. Etienne Schneider**, Ministre de la Sécurité intérieure, et de **M. Félix Braz**, Ministre de la Justice:

Ad 1. Les chiffres actuellement disponibles pour l'année 2015 montrent une nette régression des cambriolages par rapport à l'année 2014 que ce soit dans les maisons habitées ou dans les immeubles non bâtis.

Ad 2. Une partie des cambriolages est le fait de bandes organisées n'ayant pas leur domicile au Luxembourg. Les bandes organisées sont majoritairement originaires de l'Europe de l'Est et opèrent à travers toute l'Europe. Il s'agit d'une criminalité itinérante. Les membres de ces bandes disposent rarement d'un pied à terre à Luxembourg et commettent généralement toute une série de cambriolages pendant un laps de temps très limité.

Ce phénomène de criminalité organisée est évidemment traité comme tel par la police et les autorités judiciaires et notamment par des policiers et des parquetiers spécialisés dans cette matière.

Ad 3. Pour lutter contre la criminalité organisée une collaboration quotidienne entre la Police grand-ducale et ses homologues étrangers est particulièrement importante.

Cette collaboration se matérialise d'abord par un échange d'informations.

L'échange d'informations avec les pays voisins se fait par le biais du Centre de coopération policière et douanière de Luxembourg (CCPD) qui regroupe des représentants des services de police et des douanes belges, français, allemands et luxembourgeois. Quelque 40 policiers, gendarmes et douaniers des quatre États travaillent ensemble au quotidien afin d'identifier les phénomènes criminels affectant la Grande Région et de procéder à l'échange d'informations. Il existe une quarantaine de centres de ce type dans l'UE.

Les échanges d'informations avec les autorités policières étrangères se font par ailleurs par le biais de Interpol, le Système d'information Schengen de seconde génération (SIS II) et Europol (SIENA).

On distingue entre deux catégories d'échanges d'informations internationaux, à savoir d'une part les signalements, qui sont des listes informatisées de personnes recherchées ou d'objets volés ou perdus, et d'autre part les demandes de renseignement sur base de requêtes portant sur une enquête spécifique et visant à obtenir des informations générales sur une personne ou un objet (antécédents judiciaires, provenance, identité, domicile, etc.).

Conformément au concept du «Single Point of Contact» (SPoC) préconisé par le Conseil européen, la gestion des échanges d'informations est centralisée au niveau du Service des Relations internationales de la Police. Une telle centralisation permet d'identifier les recoupements dans les enquêtes et d'assurer la maîtrise des différentes procédures par des opérateurs spécialement formés.

La collaboration se matérialise ensuite par des actions ciblées, concertées et surtout conjointes qui ont lieu régulièrement, soit en coopération avec Europol impliquant les États membres de l'UE, soit au niveau Benelux, soit avec nos pays voisins. On peut citer dans ce contexte les journées d'actions communes, à l'échelle européenne, en matière de «vols de métaux» ou l'opération «Empact cambriolages».

De manière générale, la coopération policière au niveau de la Grande Région et au niveau européen fonctionne de manière efficace et satisfaisante.

Les textes légaux régissant la coopération judiciaire transfrontalière en matière de cambriolages sont les mêmes que ceux qui s'appliquent à toute autre entraide judiciaire internationale en matière de crimes et délits, dont les principaux sont la Convention européenne d'extradition du 13 décembre 1957, la Convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale du 20 avril 1959, le traité d'extradition et d'entraide judiciaire en matière pénale du 27 juin 1962 conclu entre les États Benelux, la Convention d'application de l'Accord Schengen du 14 juin 1985 ainsi que la Convention relative à l'entraide judiciaire en matière pénale entre les États membres de l'Union européenne du 29 mai 2000.

Il convient de renvoyer également à la législation nationale, dont la loi du 17 mars 2004 relative au mandat d'arrêt européen ainsi que la

loi du 21 mars 2006 sur les équipes communes d'enquête.

Comme outils de la coopération judiciaire, il faut mentionner encore les banques de données ADN existant dans nos pays limitrophes ainsi que la base de données ECRIS qui permet de retracer au niveau international les antécédents judiciaires d'auteurs présumés.

La législation et les outils en place permettent ainsi de coopérer adéquatement au quotidien avec les autorités judiciaires étrangères. Le contact avec les parquets limitrophes est intensifié par des échanges périodiques au niveau du groupe «Euregio» qui se compose, en dehors de représentants des parquets de Luxembourg et de Diekirch, de représentants des parquets d'Arlon, de Neufchâteau, de Verdun, de Briey et de Thionville. Des échanges annuels se font également avec des représentants du parquet de Trèves.

Il n'existe aucun système permettant de signaler une personne au niveau européen aux fins de lui notifier directement, au cas où elle pourrait être trouvée à l'étranger, une citation (à date ouverte) à comparaître à une audience d'une juridiction pénale nationale.

Une fois que le parquet a réussi à notifier une citation à une personne qui change à nouveau d'adresse après quelques mois, et que ce prévenu décide de ne pas comparaître à l'audience, le jugement prononcé par la juridiction nationale n'est pas réputé contradictoire à son encontre, mais constitue un jugement par défaut. Compte tenu de ce qu'il incombe ainsi aux autorités de poursuite d'essayer, dans un premier temps, de notifier le jugement par défaut à la personne au prévenu résident à l'étranger, puis, dans l'hypothèse d'une opposition de sa part, dans un deuxième temps, de lui faire notifier une nouvelle citation à l'audience, les poursuites n'arrivent que rarement à leur terme du moment qu'un prévenu n'a pas d'adresse stable à l'étranger et que l'envergure de l'affaire ne justifie pas l'émission d'un mandat d'arrêt européen. Des pistes de réformes visant à remédier à ces problèmes sont actuellement à l'étude au niveau du groupe de travail visant à réformer le Code d'instruction criminelle.

Ad 4. Depuis 2009 un Groupe mixte d'enquête (GME) est chargé de combattre de manière concertée le phénomène des cambriolages. Ce groupe se compose de représentants des Sections de Recherche et d'Enquête criminelle des six circonscriptions régionales, de représentants de la Direction de l'Information et de représentants du Service de police judiciaire. Le GME, en étroite collaboration avec les autorités judiciaires, coordonne les actions de lutte opérationnelles contre les cambriolages sur le terrain et regroupe les éléments d'enquête rassemblés par les enquêteurs spécialisés en matière de cambriolages, avec comme objectif primaire d'augmenter l'efficacité des contrôles et des résultats d'enquête. Il incombe aussi au GME de prendre des contacts et des initiatives avec des homologues des pays voisins.

Les mesures de prévention mises en œuvre par la police et les efforts consentis pour augmenter le taux d'élucidation des cambriolages procèdent d'une approche multidisciplinaire regroupant aussi bien des actions de prévention que de sensibilisation telles que:

- l'organisation de séances d'information à destination du public;
- la mise à disposition de tracts de sensibilisation;
- la diffusion de messages de prévention dans les médias;
- le conseil de sécurisation technique et mécanique contre les cambriolages.

Des actions policières opérationnelles sur le terrain visent essentiellement le déploiement d'opérations de dissuasion et de contrôle sur le terrain. A cet effet les circonscriptions régionales de police, sur base d'une analyse spatio-temporelle, déterminent les lieux et horaires de contrôles statiques permettant de cibler au mieux les actions anticambriolages.

Le Ministre de la Sécurité intérieure et le Ministre de la Justice ont engagé des concertations au sujet de nouveaux moyens légaux permettant de prévenir et de combattre plus efficacement la criminalité.

Question 1515 (21.10.2015) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant la **reconnaissance des diplômes des demandeurs de protection internationale**:

Am Kader vun der Flüchtlingkris wäerte Leit mat Recht op Asyl an Zukunft hir schoulesch a beruflech Diplomer presentéieren an unerkennte loosse. Et kann ee sech virstellen, datt domat vill Aarbecht op déi Lëtzebuurger Ver-

waltungen zoukënn. Dofir wollt ech dem Här Schoul- an Héichschoulminister eng Rëtsch Froe stellen:

1. Ass ofzegesinn, wéi vill Demandé fir Equivalenze vun auslänneschen Diplomer op Lëtzebuerg zoukommen?

2. Ass sech scho Gedanke gemaach ginn, awéiwäit esou schoulesch oder universitär Diplomer international unerkannt sinn an an den europäeschen oder OECD-Kader passen?

3. Ass derfir Suerg gedroen, datt déi Fäll kënnen traitéiert ginn? Ass besonnesch fir adequat Iwwersetzungs Capacitéit gesuergt? Wien décideiert iwwert d'Qualitéit vun deenen Diplomer an iwwert d'Kompetenzen, déi se certifiéieren?

4. Fir déi Leit um Aarbechtsmarché kënnen ze integréieren, mussen jo och hir Sproochkenntnisser gepréift ginn. Wéi a wou ass dat virgesinn?

5. Geschitt déi Zertifizéierung zentral oder sinn d'Responsabilitéiten iwwer verschidde Ministère verdeelt? Wat ass zum Beispill mat Führerschäiner oder Permissen, fir schwéier Maschinnen ze steieren?

6. Wahrscheinlech gëtt fir déi Aarbecht jo och op international Experten zréckgegraff. Wéi a wou ass séchergestallt, datt hir Evaluatiounen fir de Lëtzebuurger Aarbechtsmaart adequat sinn?

7. Wat geschitt mat Leit, déi keng Diplomer kënnen virweisen a sech op schoulesch, akademesch, handwierklech oder beruflech Qualifikatioun behaupten?

8. Wéi eng Erfahrung gëtt et aus der Vergaangenheet mat der Unerkennung vun Diplomer, déi net dem europäeschen oder OECD-Standard entsprechen, zum Beispill aus der Balkangéigend?

9. Ass eng Qualitéitskontroll vun den deemolegen Evaluatiounen gemaach ginn, awéiwäit déi Leit an den Aarbechtsmaart konnten integréiert ginn?

Réponse (23.11.2015) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

Et ass schwéier ofzegesinn, wéi vill Ufroen fir Equivalenze vun auslänneschen Diplomer op Lëtzebuerg duerkomme wäerten. Den Ament kann een awer soen, datt keng aussergewéinlech Augmentatioun ze erkennen ass. Déi akademesch Unerkennung vun den Diplomer gëtt no deeneselwechte Kritären, dat heescht op Basis vun deene bestehende Reglementer an internationale Konventiounen, gemaach wéi fir all anereren Diplom aus der EU oder aus Drëttlänner.

D'Diplomer, déi den Accés an een Héichschoulsstudium erlaben, ginn unerkannt, wann d'Land, an deem se ausgestallt gi sinn, d'Konventioun vu Paräis (CETS N°015, 11.12.1953) oder vu Lissabon (CETS N°165, 11.4.1997) vum Europarat ratifizéiert huet. Ass d'ass net de Fall, mussen d'Leit d'Zousazkonditiounen vum modifizéierte Reglement vum 27.10.2006 iwwert d'Homologatioun vun Héichschouldiplomer erfüllen.

Am Beräich vun der Berufsausbildung spillt d'Direktiv 2005/36/CE (transposéiert vum Gesetz vum 19.06.2009), an do kënnen d'Qualifikatiounen aus Drëttlänner keng Unerkennung. Hunn déi betraffe Leit awer bis de Statut vum Réfugié, da kriie se déiselwecht Rechter wéi EU-Bierger a si falen ënnert d'Dispositiounen vun dëser Direktiv. Déi Qualifikatiounen ginn och net direkt unerkannt, mä si ginn am Kader vun Systemen général vun der Direktiv gepréift a mat der entsprecherender Lëtzebuurger Formatioun verglach. Sollt sech erausstellen, datt et substantziell Differenze ginn, da kënnen déi duerch ee Stage oder eng Epreuve kompenséiert ginn.

Am Kader vun der akademescher Unerkennung vu schouleschen Diplomer si keng Sproochkenntnisser néideg, d'ass am Géigesaz zur Unerkennung vun de verschidde Berufsqualifikatiounen, wann ee sech hei am Land wëllt etabléieren, d'ass am Kader vum Gesetz vum 19. Juni 2009 iwwert d'Transpositioun vun der Direktiv 2005/36/CE. Sproochecoursen, déi dem internationale Standard entsprechen, gi vum Éducatiounsministère iwwert den INL offréiert respektiv iwwert de Kader vun der Erweessenebildung am ganze Land.

Wat d'Froen zu de Führerschäiner ubelaangt, esou falen déi ënnert d'Kompetenz vun Transportminister.

Question 1516 (21.10.2015) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant les **faux camps d'entraînement islamiste dans les Ardennes belges**:

An der belscher Press an op de soziale Medie war zënter August dëses Joers méi wéi eng Kéier Rieds vun engem djihadisteschen Trainingslager an de belschen Ardennen respektiv dem Brabant wallon (50 Kilometer südlech vu Bréssel). Gleeft een de leschten Artikelen aus der belscher Press, war dat e falschen Alarm, obwuel Fotoe vun deem Camp um Twitterkont vun engem belschen Islamist publizéiert gi waren. A Wierklechkeet war et e Spill gewiescht mat Paintball-Waffen an Uniformen, déi esou authentesch wéi méiglech sollten ausgesinn. Iwwert deem Tëscheffall wollt ech dem Minister fir bannescht Sécherheet dës Froe stellen:

1. Hunn d'Lëtzebuurger Autoritéite schonn am August, wéi nach keng journalistesch Recherche publizéiert war, d'Méiglechkeet vun engem terroristeschen Trainingslager an de belschen Ardennen iwwerpréift?

2. Ware si duerfir a Kontakt mat hire belsche Kollegen oder si si vun dësen informéiert ginn?

3. Wa si net informéiert gi sinn, gött et dofir Ursachen?

4. Wéi eng Prioritéit hunn an den Ae vum Minister Informatiounen iwwer méiglech terroristesch Trainingscampen an eiser Grenzregioun? Wéi vill weit bei dëser Bewäertung d'Tatsach, datt an der auslännescher Press scho méi dacks Lëtzebuurger Islamisten als „Sponsore vum Terror“ opgezielt gi sinn?

Réponse (25.11.2015) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Sécurité intérieure*:

D'Lëtzebuurger Autoritéiten hunn dës Informatiounen iwwerpréift. Et konnt awer kee Lien mat Lëtzebuerg festgestallt ginn.

Déi belsch Autoritéiten hunn d'Police grand-ducale och net iwwert d'Existenz vun esou engem Lager informéiert.

Onofhängeg vun deem, wat an der Press steet, gött all Informatioun betreffend terroristesch Aktivitéiten oder d'Finanzéierung vun esou Aktivitéiten iwwerpréift an dëst an Zesummenarbecht mat deene concernéierten Autoritéiten.

Question 1517 (22.10.2015) de **Mme Martine Hansen** et **M. Marco Schank** (CSV) concernant les **commissariats de proximité de Bavigne et de Heiderscheid**:

Selon nos informations, l'évaluation des résultats d'un projet pilote pour les commissariats de Bavigne et de Heiderscheid, prévue pour fin juin 2014, n'a jamais été communiquée aux responsables des communes concernées, alors qu'il aurait déjà été décidé de la fermeture d'un des deux commissariats de proximité.

En complément de la question parlementaire du 19 octobre 2015 [MM. Kaes et Schank (cf. *question parlementaire 1506, voir ci-avant*)] concernant la fermeture du commissariat de proximité de Vianden, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

- Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer que les responsables communaux n'ont pas été informés de l'évaluation des résultats concernant le projet pilote sur les commissariats de Bavigne et de Heiderscheid et, dans l'affirmative, pour quelles raisons?

- Monsieur le Ministre peut-il nous renseigner sur l'évaluation des résultats de ce projet pilote?

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer qu'un des deux commissariats de proximité sera bel et bien fermé? Si oui, lequel, quand et pour quelles raisons? Les responsables communaux en ont-ils été informés au préalable?

Réponse (20.11.2015) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Sécurité intérieure*:

Le projet pilote a été abordé au sein de comités de prévention avec les communes concernées le 27 janvier et le 3 février 2015. Les conclusions provisoires du projet pilote n'ont pas été exposées plus en détail, ceci afin de garantir un déroulement neutre de l'audit en cours sur l'organisation et le fonctionnement de la Police grand-ducale.

Cependant, les résultats disponibles ont montré que, depuis le regroupement des commissariats de proximité de Heiderscheid et Bavigne, le niveau d'activité et de présence policière avait augmenté de manière significative.

À la suite de l'audit, j'ai décidé la création de six groupes de travail thématiques chargés d'émettre des propositions concrètes sur base des principales recommandations se dégageant du rapport d'audit.

L'un de ces groupes de travail traite plus particulièrement l'organisation territoriale et les structures régionales.

Les travaux étant toujours en cours, il est prématuré de dire quels commissariats pourraient être fermés.

Toutefois, il m'importe de souligner dès à présent qu'aucun commissariat ne sera fermé sans concertation préalable avec les responsables communaux.

Il va sans dire que la fermeture d'un commissariat ne constitue pas une fin en soi, mais tend à améliorer la qualité du service offert au citoyen.

Question 1519 (23.10.2015) de **M. Roger Negri** (LSAP) concernant l'**enregistrement des drones de loisirs**:

Face à la multiplication des incidents avec des drones de loisirs, un rapport interministériel du Gouvernement français rendu public le 21 octobre 2015, préconise une «procédure d'enregistrement dématérialisée» pour les drones entre 1 et 25 kg et une «immatriculation par l'aviation civile» pour les engins de plus de 25 kg.

Chaque drone de plus de 1 kg devrait donc être équipé d'un radar respectivement d'une balise permettant de transmettre des renseignements comme l'identité du propriétaire, son numéro de téléphone, le numéro d'enregistrement ou les coordonnées géographiques de la position de l'appareil.

Dès lors, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Étant donné le fait qu'au moins un incident sérieux avec un drone a également déjà eu lieu au Luxembourg, précisément dans le secteur sensible de l'Aéroport de Luxembourg, et que la vente de tels engins semble se développer considérablement, Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas que l'application d'une réglementation comparable à la réglementation française serait également indiquée au Grand-Duché?

Réponse (27.11.2015) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député, il m'échoit d'apporter les réponses suivantes concernant la question parlementaire sous rubrique:

L'identification de drones dépassant une certaine masse maximale au décollage (dont le seuil reste à fixer en fonction d'une analyse des risques et des futures catégories préconisées par l'Agence européenne pour la sécurité aérienne et la Commission européenne) constitue une des pistes actuellement explorées par le groupe de travail spécialement dédié au sein de la Direction de l'Aviation civile. La France, qui connaît actuellement une réglementation très poussée mais assez libérale, s'apprête à réformer considérablement son approche et restreindre davantage l'usage de drones, tout particulièrement pour des raisons de sûreté nationale.

L'identification de drones de loisir n'est pas obligatoire dans tous les États de l'Union européenne. Pour le pays où cette identification est requise, elle peut alors se matérialiser soit par une simple déclaration d'enregistrement, soit par un marquage physique ou par l'intégration d'un moyen de signalement électronique (puce, RFID...).

Il y a lieu de considérer également que la généralisation de la vente de drones risquerait d'affecter la sécurité du trafic aérien en général.

Question 1520 (23.10.2015) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant le **rôle du Fonds national de solidarité dans le cadre de la crise migratoire**:

Am Kader vun der Migratiounskris spillt wuel och de Fonds national de solidarité eng wichtige Roll, besonnesch fir déi Migranten, déi e Statut als Asylant unerkannt kruten. Doriwwer

wéilt ech der Madamm Familljen- an Integrationsminister dës Froe stellen:

1. Ass et esou, datt e Mënsch, deen hei am Land den Asylstatut unerkannt kritt huet, direkt en Usproch op den RMG huet? Wann net, wéi eng aner Hëllef steet deene Leit zou? Wa jo, wéi vill Leit, déi an där Kategorie sinn, bénéficiéieren am Abléck vum RMG?

2. Huet de Fonds scho Best-Case- a Worst-Case-Projektione berechent? Wat fir eng finanziell Belaaschtungen duerch déi ablécklech Migratiounskris kënnen op hien zoukommen?

3. Besti scho Projektionen, wéi vill Leit méiglecherweis am Kader vun enger Familljenzesummeféierung nach kéintjen nokommen, wa Migranten zu Lëtzebuerg den Asylstatut oder en anert laangfristegt Openthaltsrecht kritt hunn?

4. Bis an de wéivillte Familljegrad kënnen Familljemembere bei en unerkannten Asylant nokommen a bei him wunnen?

5. Falen déi Leit dann och ënnert den RMG-Regimm a wéi gött hiren RMG-Deel gerechent?

6. Gëtt e Stot, deem seng Membere individuell Asyl ugefrot hunn, beim RMG nees als Stot behandelt, oder kritt all Member vum Stot de vollen RMG?

7. Gëtt beim Zréckbezuele vun der RMG-Hëllef den Asylant d'selwecht behandelt wéi all aneren Awunner am Land?

8. Wéi ginn d'Regelen iwwert den RMG an deene Fäll applizéiert, an deene Leit, déi den Asylstatut kritt hunn, eng Familljesituatioun deklaréieren, déi net konform ass zu der Lëtzebuurger Gesetzgebung oder dem Ordre public (z. B. Polygamie, manjereg Ehepartner)?

Réponse (20.11.2015) de **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*:

1. Nom Artikel 2 (2) a) vum RMG-Gesetz ass de Réfugié, also d'Persoun, déi de Statut kritt huet, mam Bierger aus der Europäescher Union gläichgestallt, dat heescht, hie brauch keng Condition de résidence vu fénnef Joer ze erfëllen. Vun deem Moment un, wou déi Persoun de Statut vum Réfugié hunn, kënnen se eng Demandé RMG maachen. Den FNS huet am Moment nach keng Zuelen, wéi vill vun de Stéit, déi den RMG kréien, de Statut vum Réfugié hunn.

2. Et ginn am Moment nach keng fiabel Estimatiounen iwwert déi finanziell Belaaschtungen, déi duerch déi ablécklech Migratiounskris kënnen entstoën.

Et besti keng Projektionen heiriwwer.

D'Familljenzesummeféierung vu Leit, déi eng international Protektioun zu Lëtzebuerg kréien, ass am Immigrationgesetz vun 2008 geregelt. Do ass festgehalen, datt d'Familljenzesummeféierung méiglech ass fir de Conjoint a fir manjereg Kanner, an ënner bestëmmte Konditiounen fir Elteren oder groussjäreg Kanner. Fir d'Bénéficiäre vun enger Protection internationale, déi net begleet Mannerjäreger sinn, ass d'Familljenzesummeféierung och fir aner Familljemembere méiglech.

3. Fir den RMG kënnen ze kréien, mussen d'Leit de Statut vum Réfugié hunn; dëst gött och fir all d'Familljemembere.

4. Esou wéi ech et schonn a menger Äntwert op d'Question parlementaire n°1505 (*voir ci-avant*) geschriwwen hunn, gött den RMG ëmmer op der Basis vun der Haushaltsgemeinschaft, also der Communauté domestique déterminéiert.

5. Den FNS freet géint all Bénéficiäre ënnert de bestehende gesetzleche Konditiounen eng Restitutioun (Artikel 28 vum RMG-Gesetz), wann déi Eventualitéit sech presentéiert.

6. Den FNS war nach net mat esou Fäll konfrontéiert. Déi Appréciatioun fällt an de Kompetenzberäich vun der Immigration.

Question 1521 (26.10.2015) de **M. Henri Kox** et **Mme Viviane Loschetter** (*déi gréng*) concernant la **mise à disposition d'informations nationales aux membres de la Commission TAXE du Parlement européen**:

Suite au scandale LuxLeaks, une Commission spéciale TAXE du Parlement européen a été mandatée en début d'année pour enquêter sur la pratique des «tax rulings» dans tous les pays membres de l'UE. Or, les Eurodéputés membres de cette Commission se plaignent régulièrement de n'avoir obtenu de la part de la Commission européenne et des États membres qu'un accès très limité aux documents essentiels.

Dans les 800 pages de documents confidentiels portant sur des échanges entre les États mem-

bres et la Commission européenne sur la fiscalité des entreprises entre 2010 et 2015, il semblerait que presque tous les éléments pertinents pour l'analyse des Députés aient été noircis, de sorte que les Eurodéputés n'ont pas pu lire les réponses de certains gouvernements.

Dans la réponse à la question parlementaire n°1420 du 7 septembre (cf. *compte rendu n°1/ session ordinaire 2014-2015*), Monsieur le Ministre avait affirmé que le «Luxembourg pourrait se déclarer d'accord avec le principe d'une telle transmission, sous réserve que celle-ci puisse se faire en accord avec l'ensemble des États membres, en respectant le principe du 'level playing field' et sous une forme qui assure la stricte confidentialité des données, en passant notamment par un accès sécurisé». Or, selon nos informations, révélees aujourd'hui par la presse belge, 14 des États membres auraient refusé de rendre accessibles les informations les concernant, dont notamment la Belgique, les Pays-Bas, le Royaume-Uni et le Luxembourg.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

1. Est-ce que Monsieur le Ministre peut confirmer ces informations?

2. Pourquoi est-ce que les États membres n'ont pas trouvé de «level playing field» au niveau de la transmission des documents? Qui a bloqué cet accord?

3. Parmi les documents finalement rendus accessibles aux membres de la Commission parlementaire spéciale TAXE, combien furent accessibles intégralement et combien furent noircis pour des raisons de confidentialité?

4. Sur quels critères est-ce que le Ministère s'est basé pour définir les informations confidentielles devant être noircies?

Réponse (30.11.2015) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*:

S'agissant d'informations confidentielles et sensibles, certains États membres avaient refusé de transmettre aux membres de la Commission spéciale TAXE l'intégralité des documents du Code de conduite. Comme indiqué dans la réponse à la question parlementaire n°1420 du 7 septembre 2015, le Luxembourg n'était jamais opposé à l'accès des membres de la Commission spéciale à ces documents, sous réserve toutefois du respect du principe du «level playing field», ainsi que de règles permettant d'assurer la stricte confidentialité des données en question.

Le vendredi 13 novembre 2015, tous les États membres ont marqué leur accord pour permettre un accès des membres de la Commission spéciale aux documents sollicités du Code de conduite, dans leur version intégrale, sans aucun noircissement. Pour en assurer la confidentialité, les documents seront consultables dans une salle sécurisée, sans possibilité d'en permettre la duplication.

Question 1523 (26.10.2015) de **M. Franz Fayot** (LSAP) concernant les **Objectifs de développement durable pour la période 2015-2030 de l'ONU**:

Le 28 septembre 2015 l'Assemblée générale de l'ONU a adopté 17 Objectifs de développement durable (ODD) pour la période 2015-2030. Ces ODD succèdent aux Objectifs du millénaire de 2000 à 2015 qui ont effectivement permis de faire un certain nombre de progrès dans les pays en voie de développement. Cependant les nouveaux ODD constituent des impératifs pour une gouvernance globale, ce qui signifie qu'ils s'adressent à tous les États, qu'ils soient développés ou en voie de développement. En d'autres termes, ils concernent aussi notre pays.

Sans doute, certains aspects des ODD sont surtout destinés aux pays en voie de développement. Mais l'explicitation qui accompagne les objectifs très généraux permet de comprendre comment ils peuvent nous concerner également pour notre politique présente et future. Ainsi, à titre d'exemple, l'objectif 11 dit qu'il faut faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables, ce qui signifie qu'il faut «d'ici 2030 assurer l'accès de tous à un logement et des services de base adéquats et sûrs, à un prix abordable (...)», qu'il faut «renforcer les efforts de protection et de préservation du patrimoine culturel et naturel mondial», qu'il faut «d'ici 2030 réduire l'impact environnemental négatif des villes» quant à la qualité de l'air. À l'objectif 12 il est question d'établir des modes de consommation et de production durables, p. ex. en réduisant le volume des déchets alimen-



taires, ou en instaurant une gestion écologique rationnelle des produits chimiques.

Ces quelques exemples montrent comment les pays développés comme le Luxembourg peuvent être concernés par les ODD.

Voilà pourquoi j'aimerais poser à Monsieur le Premier Ministre les questions suivantes:

1. Le Gouvernement a-t-il analysé en détail les éléments de ces ODD qui concernent directement ou indirectement la politique nationale et européenne de notre pays? A-t-il constaté des lacunes ou des contradictions dans notre politique actuellement menée ou programmée par rapport aux ODD?

2. Selon quelle méthode de travail le Gouvernement entend-il procéder pour mettre en œuvre les ODD d'ici 2030, pour permettre une action de long terme, au-delà des clivages d'une législature, qui permette de réunir un accord large en politique et dans la société en général?

3. À cette fin, le Gouvernement entend-il procéder à une large consultation avec les différents Ministères impliqués, la Chambre des Députés, les milieux économiques et la société civile en vue de la mise en œuvre des ODD au Luxembourg?

4. Quelles sont les instructions données dès à présent par le Gouvernement aux Ministères, aux établissements publics, aux communes et aux entreprises travaillant pour l'État pour se conformer aux ODD?

Réponse (23.11.2015) de **M. Xavier Bettel**, Premier Ministre, Ministre d'État:

Ad 1. Au cours des deux dernières années, le Gouvernement a été saisi en Conseil trois fois du dossier «cadre de développement post 2015» ou Agenda 2030 pour un Développement durable. Cela en vue de définir les lignes principales d'une position luxembourgeoise pour les négociations qui mènent à l'adoption des Objectifs de développement durable au sein des Nations Unies demandant de la part de la Présidence luxembourgeoise un travail de coordination au niveau de l'UE, d'informer le Gouvernement sur le statut des négociations, ainsi que leur résultat définitif. Mais les discussions au Conseil de Gouvernement ont également été entreprises afin d'assurer - en cohérence avec le caractère universel des Objectifs de développement durable - l'intégration des Objectifs de développement durable (CDD) au niveau national, suivant la loi du 25 juin 2004 relative à la coordination de la politique nationale pour un développement durable.

Considérant que l'éradication de la pauvreté à l'horizon 2030 et la promotion d'un développement durable inclusif, garant de prospérité et de bien-être, constituent le cadre global de la démarche, il a été proposé au Gouvernement que le Luxembourg se concentre sur certaines thématiques prioritaires. Il restera à déterminer le moment venu, si ces thématiques sont reprises en tant qu'objectif à part entière, résultat et/ou comme thème transversal. Il s'agit de:

- éliminer la faim et assurer la sécurité alimentaire;
- garantir un accès universel et équitable pour tous à des services et soins de santé de qualité, à des médicaments et vaccins sûrs, efficaces et à coût abordable, ainsi que la protection sociale, inclusion et de la mention de la santé et des droits sexuels et reproductifs (SRHR);
- l'accès à une éducation universelle de qualité et accessible à tous;
- réaliser l'égalité des genres;
- garantir des conditions de travail décentes et assurer un accès non discriminatoire à des emplois dignes;
- assurer l'accès à des sources de financement encadrées, notamment à travers la microfinance, en vue de l'autonomisation des acteurs sociaux défavorisés;
- garantir la bonne gouvernance et le respect des droits humains comme fondements d'un développement inclusif et durable;
- conserver la biodiversité et protéger les ressources naturelles et les valeurs écosystémiques moyennant une gestion intégrée;
- prendre d'urgence des mesures de mitigation et d'adaptation pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions permettant la transition vers une économie à faibles émissions et à résilience climatique;
- en matière de logement, faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables;
- promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable à travers une gestion durable des finances publiques et une diversification économique.

Ces propositions ont été faites en cohérence avec l'article 246 du document «L'avenir que nous voulons» résultat de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (dite conférence Rio+20), qui stipule que les Objectifs de développement durable «... respectent pleinement les Principes de Rio, en tenant compte de la différence de contexte, des ressources et des priorités de chaque pays; conformes au droit international; s'appuient sur les engagements internationaux précédemment pris; contribuent à la mise en œuvre intégrale des textes issus des grandes réunions au sommet consacrées aux questions économiques, sociales et environnementales, y compris le présent document final».

Ad 2. Vu l'applicabilité universelle des Objectifs de développement durable, l'intégration au Luxembourg des Objectifs de développement durable (ODD) devra se faire suivant un processus au sein de la Commission interdépartementale de Développement durable. Selon la loi du 25 juin 2004 relative à la coordination de la politique nationale de développement durable, cette compétence revient au Ministère du Développement durable, et plus précisément à son Département de l'Environnement.

La loi du 25 juin 2004 retient quatre principaux instruments pour son objectif; à savoir le Conseil supérieur pour le Développement durable en tant qu'organe de représentation de la société civile, la Commission interdépartementale de Développement durable pour assurer la coordination pour le Gouvernement, le Plan national pour un développement durable et le rapport national sur la mise en œuvre du développement durable.

Le Plan national pour un développement durable actuellement en vigueur, a été adopté par le Gouvernement en novembre 2010. Le rapport national sur la mise en œuvre du développement durable a été adopté par la Commission interdépartementale en date du 3 juin 2015 et présenté au Gouvernement en date du 19 juin 2015. Il a été envoyé au Ministre aux Relations avec le Parlement en date du 2 septembre pour transmission à la Chambre des Députés selon l'article 15 de la loi du 25 juin 2004.

La base du rapport constitue le Plan national pour un développement durable (PNDD) de novembre 2010. Le corps du rapport se limite à certaines thématiques: biodiversité, finance durable, logement, énergie durable, économie et travail. Une description complète des près de 150 objectifs d'action et plus de 400 mesures retenus par le PNDD de 2010 aurait dépassé les limites de ce qui est lisible dans le cadre d'un tel rapport.

Le rapport devrait fournir la base pour analyser de manière critique les réalisations et succès, ainsi que les objectifs non atteints et les mesures non réalisées.

La deuxième partie du rapport est consacrée à des recommandations en cohérence avec les thématiques sélectionnées et avec la liste des thématiques prioritaires définies par le Gouvernement pour les Objectifs de développement durable, ainsi qu'à l'intégration des politiques sectorielles selon le principe de la cohérence des politiques.

Selon la loi, il appartient à la Commission interdépartementale de Développement durable d'élaborer l'avant-projet du Plan national pour un développement durable, qui sera le cadre de mise en œuvre des Objectifs de développement durable selon l'Agenda 2030. Ces travaux devraient commencer au cours des prochains mois.

Ad 3. Lors de l'élaboration du Plan national pour un développement durable de 2010, des représentants de la société civile ont été invités à des ateliers de travail et tables rondes à chaque étape importante des travaux.

Il est certain qu'une collaboration avec des représentants de la société civile, notamment les communes, les entreprises et les organisations non gouvernementales, devra avoir lieu lors de l'élaboration du Plan national pour un développement durable en tant que principal instrument du Gouvernement de coordination pour une politique de développement durable.

Il est tout autant certain que, considérant le caractère transformatif de l'Agenda 2030 pour un développement durable, le Plan national pour un développement durable ne peut être l'unique instrument de sa mise en œuvre. Madame la Ministre de l'Environnement, en tant que membre du Gouvernement ayant dans ses attributions la coordination interministérielle, a saisi le Conseil supérieur pour un Développement durable en vue d'un avis sur la mise en œuvre de l'Agenda 2030 au Luxembourg.

Ad 4. Les saisines du Gouvernement en Conseil, ainsi que les discussions au sein de la Commission interdépartementale de Développement durable ont poursuivi l'objet de la ques-

tion 4 de Monsieur le Député, il reste à relever que l'Agenda 2030 a été adopté par la communauté internationale il y a six semaines et que le Gouvernement va poursuivre ses efforts en ce sens dans les prochains mois.

Question 1524 (26.10.2015) de **M. Léon Gloden** (CSV) concernant les **travaux sur l'autoroute A1**:

Depuis mai 2015, sans préjudice quant à la date exacte, des travaux ont lieu notamment sur le pont de l'autoroute A1 qui traverse la route nationale au Potaschberg à Grevenmacher. Lors du début des travaux, un panneau indiquait la fin de ces derniers pour le 31 juillet 2015. Ensuite le panneau a été enlevé sans qu'une nouvelle date de fin du chantier n'ait été communiquée. A cause de ce chantier, les automobilistes venant de Grevenmacher via le Potaschberg voulant emprunter l'autoroute A1 pour aller à Luxembourg-ville, doivent passer par la rue de Flaxweiler pour accéder à l'autoroute à Flaxweiler. Ainsi le matin les automobilistes mettent au moins 20 minutes en plus pour seulement accéder à l'autoroute. S'y ajoutent les perturbations de trafic liées aux chantiers à l'entrée du Kirchberg, de sorte qu'aujourd'hui, pendant les heures de pointe, un automobiliste venant de Grevenmacher met au moins entre une heure et une heure et demie pour arriver à son lieu de travail à Luxembourg-ville.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes au Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1. Quand est-ce que les travaux audit pont seront finis?
2. Quelles sont les raisons pour lesquelles ledit chantier perdure?
3. Est-ce que pour ce type de chantier les travaux ne devraient pas se dérouler 24 heures sur 24 pour que le chantier soit terminé le plus rapidement possible?

Réponse (27.11.2015) de **M. François Bausch**, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

Par sa question parlementaire, l'honorable Député souhaite avoir des informations concernant les travaux sur l'autoroute A1.

Ad 1. La fin des travaux est actuellement prévue pour fin novembre 2015.

Ad 2. Initialement, la durée des travaux a été évaluée sur base des conclusions obtenues lors d'une inspection des ouvrages d'art de l'autoroute A1 réalisée en 2009. Après, la fin des travaux a été évaluée à début décembre et ceci dès le mois d'avril 2015. Cet état des choses était aussi communiqué à la presse par communiqué en date du 21 avril 2015. Or, il est difficile de détecter et d'évaluer les défauts non visibles pendant la phase d'étude, de sorte que les travaux projetés sont susceptibles d'être adaptés en fonction des détériorations découvertes lors de l'avancement des travaux. La réhabilitation d'un pont se caractérise dès lors par les imprévus découverts sur le chantier.

Ad 3. En règle générale, les chantiers sur autoroutes sont réalisés suivant un timing très contraignant. Ainsi, pour le chantier sous rubrique, il est recouru systématiquement aux interventions pendant les weekends en faisant usage même de procédés innovants. Toutefois, vu le haut degré de technicité, notamment les temps de séchage et de durcissement des matériaux incompressibles, le recours à un travail sur trois postes ne permet pas de comprimer sensiblement la durée de tels travaux. Notons également que pour certains travaux, le travail de nuit n'est pas possible pour diverses raisons: procédures commodo-incommodo, ouverture des décharges, production de matériaux en petites quantités en dehors des heures habituelles de fonctionnement (centrales de béton et de béton asphaltique).

D'autre part, les travaux doivent être interrompus aux heures de pointe afin de ne pas gêner outre mesure le trafic sur l'autoroute. En conclusion, le recours à un déroulement 24 heures sur 24 d'un tel chantier a un coût prohibitif par rapport au gain de temps escompté.

Question 1525 (27.10.2015) de **Mme Martine Hansen**, **M. Aly Kaes**, **Marco Schank**, et **Emile Eicher** (CSV) concernant les **défauts techniques détectés sur les ventilateurs dans le tunnel Gousselerbiert**:

L'Administration des Ponts et Chaussées a informé que lors de la maintenance semestrielle du tunnel Gousselerbiert, des défauts techniques ont été détectés sur les ventilateurs et

qu'il serait impossible de revenir à une exploitation normale du tunnel. Les mesures de compensation qui ont été prises pour garantir la sécurité des usagers de la route, sont une limitation de la vitesse maximale autorisée à 70 km/h et la fermeture de la voie rapide en dehors des heures de pointe et ceci dans les deux sens de circulation.

Actuellement aux heures de pointe, la circulation a été organisée de façon bidirectionnelle dans un seul tube, ce qui augmente considérablement le risque d'accidents respectivement le risque de collisions frontales et le nombre de véhicules qui pourraient être impliqués dans un accident. De plus, sachant que des problèmes techniques persistent au niveau des ventilateurs, la question de la qualité de l'air se pose dans ce tube.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et à Madame la Ministre de l'Environnement:

1. Monsieur le Ministre peut-il nous fournir des précisions sur les travaux actuellement en cours?
2. Monsieur le Ministre peut-il nous fournir des précisions sur les travaux réalisés en été dans le tunnel Gousselerbiert, période pendant laquelle la voie rapide dans le tunnel en direction de Luxembourg a été fermée pendant plusieurs mois?
3. Comment sont définies les heures de pointe?
4. Pour quelles raisons, aux heures de pointes, la circulation est-elle actuellement organisée de façon bidirectionnelle dans un seul tube?
5. Comment surveille-t-on la qualité de l'air dans ce tube?
6. Quelles sont les valeurs limites autorisées dans ce tunnel en monoxyde d'azote (NO), dioxyde d'azote (NO₂) et du monoxyde de carbone (CO)?
7. En cas de dépassement de ces limites, comment le trafic est-il alors organisé?
8. Par quels moyens, Monsieur le Ministre envisage-t-il de garantir la sécurité des automobilistes?

Réponse commune (30.11.2015) de **M. François Bausch**, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, et de **Mme Carole Dieschbourg**, Ministre de l'Environnement:

Par la question parlementaire n°1525 du 27 octobre 2015, les honorables Députés souhaitent avoir des informations concernant les défauts techniques détectés sur les ventilateurs dans le tunnel Gousselerbiert.

Ad 1. Pour les travaux en cours dans le tunnel Gousselerbiert en date du 27 octobre 2015, il s'agissait de la maintenance semestrielle dudit tunnel. Ces maintenances ont le but de:

- réparer en premier lieu tous les équipements qui sont tombés en panne durant la demi-année précédente;
- remplacer les équipements qui atteindront la fin de leur durée de vie dans les six mois à venir;
- effectuer un nettoyage de tous les équipements et des parois du tunnel (amélioration de la réflexion de l'éclairage) souillés par six mois d'exploitation;
- contrôler le fonctionnement des installations électromécaniques dans le tunnel ainsi que la superstructure, les réseaux pression d'eau et l'assainissement du tunnel;
- vérifier et tester les scénarios automatiques du tunnel et les commandes déportées par le centre de contrôle du CITA à Bertrange.

Ad 2. Lors de la première maintenance semestrielle en 2015, des défauts au niveau des pales de plusieurs ventilateurs ont été constatés dans le tube direction Luxembourg et ces ventilateurs ont dû être consignés. Ce tube était à ce moment devenu inexploitable, comme il ne remplissait plus les conditions minimales d'exploitation (six ventilateurs hors service sur douze). Le minimum requis pour pouvoir exploiter le tunnel Gousselerbiert en mode nominal est de huit ventilateurs sur douze. Des mesures de compensation ont alors dû être prises pour réduire au minimum le risque d'accident dans ce tube et ceci afin de garantir la sécurité des usagers de la route.

Vu que le dernier tronçon de l'autoroute du Nord n'avait pas encore été ouvert à la circulation, il a été décidé de réduire la circulation à une voie et de limiter la vitesse à 70 km/h dans



le tube impacté. L'Administration a de suite contacté le fournisseur et quatre ventilateurs ont été démontés. Un ventilateur a été envoyé en Espagne afin de définir les données techniques des nouvelles hélices. Les trois autres ont été démontés et transportés auprès du fournisseur pour réparation et révision.

Afin de pouvoir déterminer la cause des problèmes, des analyses ont été commandées en France auprès de l'Institut de Soudure. Entre-temps les autorités suisses ont informé l'Administration que des problèmes similaires sont apparus en 2014 sur ce type de ventilateur dans deux tunnels de leur réseau routier.

Après réception des analyses de l'Institut de Soudure, il s'est avéré qu'il s'agissait d'un problème de corrosion en relation avec l'alliage de l'aluminium utilisé pour les pales, inconnu lors de la mise en soumission du lot ventilation en 2006. En concertation avec les autorités suisses, il a été décidé de fabriquer temporairement les hélices en Inox V4A et à la mi-septembre 2015 la première série de quatre ventilateurs a été remontée.

Lors de la maintenance semestrielle d'octobre 2015 des ventilateurs supplémentaires ont dû être consignés et une deuxième série de quatre ventilateurs a été démontée et des nouvelles pales ont été commandées; une troisième série sera démontée pour réparation dans la semaine 47.

Depuis la fin de la maintenance, des défauts sur le câble de détection d'incendie et sur des caméras de détection automatique d'incident ont été détectés. Ces problèmes ont été réparés en parallèle aux travaux de réception des tunnels Grouft et Stafelter en fin de la semaine 46.

Ad 3. En conformité au communiqué de presse publié, les opérateurs du CITA ont reçu la consigne de rouvrir la voie rapide pendant les heures de pointe matinales entre 7.00 jusqu'à 9.00 heures dans le sens Kirchberg et dans le sens Fridhaff de 17.00 à 18.30 heures. Ces horaires sont à considérer comme approximatifs et les opérateurs en poste doivent décider en surveillant l'évolution du trafic, à quel moment la voie rapide sera rouverte, respectivement fermée.

Ad 4. Suite à l'ouverture du dernier tronçon de l'autoroute du Nord et au dédoublement du trafic dans le Tunnel Gousselerberg, il n'est plus concevable de dévier le trafic via le centre de Mersch. Tout comme pour les autres grands tunnels de notre réseau autoroutier, les maintenances semestrielles d'une durée d'environ six à huit jours (dépendants de la géométrie et de la complexité du tunnel) doivent être réalisées en mode bidirectionnel dans un tube avec l'autre tube en maintenance.

Ad 5. Dans les tubes du Tunnel Gousselerberg la qualité de l'air est surveillée à chaque fois par trois sondes de monoxyde de carbone (CO) et de trois sondes de contrôle de la visibilité.

Ad 6. Les normes relatives à l'exploitation des tunnels ne requièrent pas la surveillance de la qualité de l'air pour les concentrations en monoxyde d'azote (NO) ou de dioxyde d'azote (NO₂). De telles sondes ne sont pas implantées dans nos tunnels. En ce qui concerne le monoxyde de carbone, les sondes connaissent trois seuils de détection qui sont programmés et lancent automatiquement le scénario dédié:

- a. dépassement du seuil de 40 ppm, activation de la ventilation dans le tube impacté pour évacuer l'air contaminé du tunnel;
- b. dépassement du seuil de 200 ppm, fermeture automatique du tube impacté;
- c. dépassement du seuil de 300 ppm, alerte incendie.

Ad 7. Le scénario a. n'a pas d'impact immédiat sur le trafic. A l'aide de la ventilation, la qualité de l'air pourra être rétablie. Lors du dépassement du seuil b. les véhicules sont arrêtés en amont du tunnel par les feux tricolores jusqu'à disparition de l'alerte. Le dépassement du seuil c. ferme les deux tubes à la circulation et une alerte incendie est envoyée aux services de secours.

Question 1526 (28.10.2015) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** (CSV) concernant le **secret des correspondances privées à l'intérieur de la fonction publique:**

Il nous revient qu'il existe des divergences de traitement au niveau du courrier adressé à des agents de l'État à titre privé.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

- Existe-t-il une circulaire ministérielle qui encadre la matière en question? Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il nous renseigner sur son contenu? Sinon, Monsieur le Ministre entend-il régler la matière?

- Dans le cas contraire, Monsieur le Ministre peut-il confirmer qu'une administration publique peut décider du traitement du courrier privé de ses agents à son gré?

- Monsieur le Ministre est-il d'avis qu'un courrier adressé à un agent en particulier, voire marqué «à titre personnel», puisse être ouvert par un autre agent?

Réponse (26.11.2015) de **M. Dan Kersch**, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:*

Dans leur question parlementaire n°1526 du 28 octobre 2015, quant au traitement du courrier à caractère privé adressé à des agents de l'État, les honorables Députés Diane Adehm et Gilles Roth ont posé les questions suivantes au Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

- Existe-t-il une circulaire ministérielle qui encadre la matière en question? Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il nous renseigner sur son contenu? Sinon, Monsieur le Ministre entend-il régler la matière?

- Dans le cas contraire, Monsieur le Ministre peut-il confirmer qu'une administration publique peut décider du traitement du courrier privé de ses agents à son gré?

- Monsieur le Ministre est-il d'avis qu'un courrier adressé à un agent en particulier, voire marqué «à titre personnel», puisse être ouvert par un autre agent?

En réponse aux questions précitées, j'ai l'honneur d'informer les honorables Députés que dans une circulaire du 20 septembre 1982 relative à la protection du secret des lettres, le Ministre de la Fonction publique de l'époque a indiqué que «les agents de l'État se fassent dorénavant parvenir leur courrier privé, dans toute la mesure du possible, à leur domicile ou résidence habituels» et que si pourtant une lettre privée parvenait au lieu de travail «l'indication sur l'enveloppe du nom de l'agent ou des mentions telles que 'personnel' (ou) 'confidentiel' devra en toute hypothèse empêcher toute personne autre que le destinataire à ouvrir cette communication privée ou à en révéler le contenu».

La circulaire ministérielle est toujours en vigueur et le département de la fonction publique n'a pas connaissance d'éventuels problèmes qui se seraient posés dans ce contexte.

Ceci étant, au vu de l'ancienneté de cette circulaire, et compte tenu du recours généralisé à de nouveaux moyens de communication comme par exemple les courriers électroniques, mon département est conscient de l'importance de préciser et de mettre à jour les notions de vie privée et de secret des correspondances. Dans ce contexte, je chargerai mes services d'analyser la pertinence d'élaborer une nouvelle ligne de conduite en la matière, ceci compte tenu des évolutions technologiques et juridiques des dernières années.

Question 1527 (03.11.2015) de **M. Marcel Oberweis** (CSV) concernant les **valeurs limites d'émissions fixées pour les installations d'incinération:**

La société SIDOR et une usine de fabrication de clinker doivent respecter dans leur production respective des valeurs limites d'émissions. Selon mes informations, les émissions de la société SIDOR sont plus strictes que celles de la société produisant du clinker, notamment en ce qui concerne les poussières (10 mg/Nm³ contre 30 mg/Nm³), monoxyde d'azote et dioxyde d'azote (70 mg/Nm³ contre 500 mg/Nm³), monoxyde de carbone (50 mg/Nm³ - aucune indication pour l'usine de fabrication de clinker), hydrocarbures aromatiques polycycliques (50 µg/Nm - aucune indication pour l'usine de

fabrication de clinker) et polychlorobiphényles (1 µg/Nm - aucune indication pour l'usine de fabrication de clinker).

Sachant que les deux sociétés utilisent les mêmes déchets dans le processus d'incinération, j'aimerais partant poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

1. Madame la Ministre peut-elle me confirmer ces informations?

2. Pour quelles raisons les valeurs limites d'émission de la société SIDOR sont-elles plus strictes que celles de l'usine de fabrication de clinker?

3. Quelles démarches la Ministre envisage-t-elle d'entreprendre afin que les deux sociétés respectent les mêmes valeurs limites d'émission?

Réponse (02.12.2015) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement:*

Ad 1. Les valeurs limites de la société SIDOR et de l'usine de fabrication de clinker sont en effet différentes du simple fait qu'il s'agit de deux types d'installation bien distincts: SIDOR est une installation d'incinération de déchets tandis que l'usine de fabrication de clinker (Cimalux) est une installation de coïncinération de déchets, plus précisément il s'agit d'un four à ciment coïncinérant des déchets. Les techniques employées ne sont donc pas comparables.

Il est bien vrai que les deux installations incinèrent - parmi d'autres - des mêmes types de déchets, mais la composition de la matière totale à enfourner est complètement différente. Tandis que SIDOR n'incinère que des déchets ménagers et assimilés à des fins de valorisation, Cimalux ajoute des déchets à des matières premières minérales (marne, calcaire, etc.) dans le cadre de la fabrication de clinker. Pour Cimalux, les déchets ne représentent qu'une partie du lot enfourné et constituent une matière première de substitution (environ 16% des matières premières totales) et un combustible de substitution (environ 40% des combustibles totaux).

Les valeurs mentionnées sont correctes en ce qui concerne le monoxyde de carbone, les hydrocarbures aromatiques polycycliques et les polychlorobiphényles. Les valeurs avancées pour les poussières et les oxydes d'azote ne sont pas correctes du fait qu'elles se rapportent à des périodes de référence différentes. La valeur semi-horaire à respecter pour les poussières est la même, à savoir 30 mg/Nm³, la valeur semi-horaire à respecter pour les oxydes d'azote est de 400 mg/Nm³ pour SIDOR et de 500 mg/Nm³ pour Cimalux. De plus, la valeur limite journalière en oxydes d'azote pour SIDOR est de 70 mg/Nm³. Cette valeur, inférieure à la valeur limite de 200 mg/Nm³ de la loi du 9 mai 2014 relative aux émissions industrielles, avait été imposée à l'époque - et donc avant modernisation de l'installation - après avoir constaté lors des mesures d'émissions que les prédicts 70 mg/Nm³ pouvaient être respectés par l'exploitant.

À titre d'information: la valeur limite pour les poussières pour Cimalux devra être adaptée à 20 mg/Nm³ en moyenne journalière avant le 10 avril 2016 suite à la décision d'exécution de la Commission du 26 mars 2013 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour la production de ciment, de chaux et d'oxyde de magnésium.

Ad 2. Les valeurs limites applicables sont définies par la loi du 9 mai 2014 relative aux émissions industrielles qui transpose la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles. La prédite loi fait la différence entre une installation d'incinération de déchets (SIDOR) et une installation de coïncinération de déchets. Parmi ces dernières, les fours à ciment coïncinérant des déchets (Cimalux) sont considérés à part. Pour ces différents types d'installations d'incinération, la directive impose différentes valeurs limites.

Pour l'incinération de déchets (SIDOR), des valeurs limites pour les poussières, les oxydes d'azote et le monoxyde de carbone sont indiquées. Pour des fours à ciment coïncinérant des déchets (Cimalux), des valeurs limites pour les poussières et les oxydes d'azote sont aussi indiquées. Les valeurs limites pour les poussières et

les oxydes d'azote pour ces deux installations diffèrent dans la législation; il est donc logique qu'elles diffèrent également dans les arrêtés.

La loi impose également des valeurs limites pour les substances organiques, le chlorure d'hydrogène, le fluorure d'hydrogène, le dioxyde de soufre, la somme de cadmium et thallium, le mercure, la somme d'antimoine, d'arsénique, de plomb, de chrome, de cobalt, de cuivre, de manganèse, de nickel et de vanadium, les dioxines et furannes pour les deux installations. Ces substances ont été également reprises dans les arrêtés d'exploitation respectifs.

Supplémentairement aux substances indiquées ci-dessus, l'arrêté d'exploitation pour SIDOR impose des valeurs limites pour les hydrocarbures polycycliques et les polychlorobiphényles, ce qui n'est effectivement pas le cas pour Cimalux. Cependant, cette dernière est tenue à faire mesurer ces émissions annuellement.

La raison en est que SIDOR, contrairement à Cimalux, incinère des déchets ménagers et assimilés, donc de types et de qualités variables et hétérogènes et qui ne peuvent être contrôlés et triés avant incinération selon leurs teneurs en polluants. Ainsi, il n'existe pas de corrélation précise et connue entre les déchets enfournés et les émissions créées, les émissions ne sont pas prévisibles. Une valeur limite et un contrôle des émissions atmosphériques ont ainsi été jugés nécessaires.

Ceci est différent pour la Cimalux qui n'accepte que des types de déchets précis d'une qualité bien définie, ceci pour ne pas mettre en péril la qualité de leur produit fini (déroulement de la combustion et critères de qualité). Chez Cimalux, il existe donc une corrélation précise et connue entre les déchets enfournés et les émissions créées; les émissions sont donc prévisibles. Au vu de cette corrélation, une valeur limite n'a pas été jugée nécessaire.

Ad 3. Comme expliqué ci-haut, la loi ne prévoit pas de valeurs limites identiques pour les deux types d'installations d'incinération; les valeurs limites dans les arrêtés ne sont donc pas à aligner. Chaque société doit donc respecter les valeurs limites qui lui sont imposées par leurs arrêtés d'exploitation respectifs.

Question 1529 (29.10.2015) de **Mme Nancy Arendt** (CSV) concernant la **mise à disposition de logements pour réfugiés par des personnes privées:**

L'Union européenne est actuellement confrontée à une vague exceptionnelle de réfugiés. Au Luxembourg beaucoup de propriétaires privés souhaitent mettre un de leurs immeubles à disposition des réfugiés, mais sont réticents parce qu'ils craignent être confrontés à des obstacles d'ordre administratif et que cette mise à disposition nécessite des investissements supplémentaires s'il s'agit par exemple d'habitations longtemps inhabitées.

Le Gouvernement allemand vient d'adapter un paquet de mesures dans le cadre de la gestion de la crise des réfugiés. Parmi les mesures adoptées figure la possibilité de contrevenir temporairement aux dispositions légales en matière de construction, le but étant de faire face à l'arrivée massive de réfugiés.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Si une personne privée désire loger un réfugié dans une de ses habitations, quelles sont les démarches que cette personne doit effectuer et quelles sont les conditions relatives à l'immeuble auxquelles une telle demande doit correspondre?

- Le Gouvernement estime-t-il que ces conditions ne sont pas trop strictes et n'envisage-t-il pas de les alléger en adoptant comme l'Allemagne des dispositions dérogatoires temporaires afin d'augmenter l'offre de logements pour réfugiés?

Réponse (01.12.2015) de **M. Dan Kersch**, *Ministre de l'Intérieur:*

En réponse à la question de l'honorable Députée au sujet de l'hébergement de réfugiés sur le marché locatif privé, je tiens tout d'abord à ré-



férer à la réponse de Madame la Ministre de la Famille à la question parlementaire n°1400 de Madame la Députée Taina Bofferding et de Monsieur le Député Yves Cruchten (cf. *compte rendu n°18/session ordinaire 2014-2015*).

Comme il échet de faire la différence entre réfugiés, demandeurs de protection internationale, et réfugiés, bénéficiaires de protection internationale, il y a lieu de préciser que le Gouvernement continue à préconiser l'hébergement sur le marché locatif privé aux personnes qui ont reçu le statut de réfugié au Luxembourg, donc aux bénéficiaires de protection internationale.

Ceux-ci jouissent des mêmes droits et devoirs que tout résident légal au Luxembourg, les démarches à effectuer par une personne privée désireuse de loger un demandeur de protection internationale dans un de ses immeubles ne diffèrent dès lors pas de celles en vigueur pour toute autre personne.

Au lieu d'adopter de quelconques dispositions dérogatoires temporaires pour augmenter l'offre de logements, le Gouvernement a en revanche, dans un esprit de solidarité nationale et de responsabilité partagée, ficelé un paquet de mesures afin de soutenir les communes dans leurs efforts en matière d'accueil et d'intégration des bénéficiaires de protection internationale et particulièrement en matière de mise à disposition de logements, dont elles sont soit propriétaires, soit locataires auprès de propriétaires-bailleurs privés.

Ces logements sont mis à disposition paritaire-ment aux bénéficiaires d'une protection internationale et aux personnes résidentes, éligibles à des aides au logement locatif et déjà à la recherche d'un logement.

Pour les logements loués par les communes auprès de propriétaires-bailleurs privés, l'État prend en charge la différence entre le montant du loyer négocié dans le contrat de bail avec le propriétaire-bailleur privé, jusqu'à concurrence d'un plafond déterminé, et le prix de la mise à disposition fixé suivant un barème défini.

Les propriétaires privés souhaitant mettre un de leurs immeubles à disposition des demandeurs de protection internationale, voire aux personnes à la recherche d'un logement et éligibles à des aides au logement locatif suivant les dispositions actuellement en vigueur, peuvent dès lors contacter soit la commune afférente pour négocier les modalités d'un contrat de bail, soit l'Agence Immobilière Sociale.

Question 1530 (29.10.2015) de Mme Nancy Arendt (CSV) concernant le revenu minimum garanti (RMG):

Selon la loi portant création d'un droit à un revenu minimum garanti, (RMG) «pour la détermination des ressources du requérant de l'indemnité d'insertion sont pris en considération son revenu professionnel, son revenu de remplacement au titre de la législation luxembourgeoise ou étrangère, l'allocation d'éducation et l'allocation de maternité, ainsi que ceux des personnes majeures qui vivent avec lui en communauté domestique» (Chapitre II: De l'indemnité d'insertion, Art. 7.). Même si ces revenus ne sont pris en compte qu'à concurrence de 30% du revenu global garanti au ménage, il ressort que pour l'acquisition de l'indemnité d'insertion est également prise en compte l'allocation de l'aide financière de l'État accordée à un enfant majeur désirant poursuivre des études supérieures.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration:

- Madame la Ministre peut-elle me confirmer cette affirmation?

- Les étudiants en précarité sociale sont davantage soutenus financièrement pour pouvoir poursuivre leurs études. De l'autre côté, ces aides financières sont prises en considération dans l'attribution de l'indemnité d'insertion, dont cette dernière se voit ainsi réduite. La Ministre ne considère-t-elle pas cette situation comme injuste?

- Comme Madame la Ministre a annoncé une réforme du RMG, ne juge-t-elle pas opportun de revoir les critères de détermination des ressources du requérant de l'indemnité d'insertion?

Réponse (01.12.2015) de Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration:

La question parlementaire de Madame la Députée Nancy Arendt a trait à l'appréciation des ressources du ménage demandeur lors de l'octroi de la prestation du revenu minimum garanti.

À ce sujet il y a lieu de se référer d'abord à l'article 2 (1) c) de la loi du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti telle qu'elle a été modifiée, article qui arrête que la personne prétendant au revenu minimum garanti «doit disposer de ressources d'un montant inférieur aux limites fixées à l'article 5 ci-après, soit à titre individuel, soit ensemble avec les personnes faisant partie d'une communauté domestique».

La loi impose donc un examen préalable de la situation financière des demandeurs avant de pouvoir prétendre, soit à l'allocation complémentaire, soit à l'indemnité d'insertion voire à l'octroi conjoint des deux prestations, sans toutefois dépasser les limites de revenu.

L'article 19 (1) 3^e paragraphe de la loi citée ci-dessus arrête que «par dérogation à la règle générale tracée aux alinéas 1 et 2 ci-dessus, ne sont pas pris en compte les allocations familiales (...), les aides financières de l'État ainsi que (...)

Partant, les aides financières de l'État pour études supérieures instaurées par la loi du 24 juillet 2014 ne sont pas prises en compte lors de la détermination des ressources des bénéficiaires du revenu minimum garanti.

Question 1531 (29.10.2015) de M. Laurent Mosar (CSV) concernant la prise d'assaut de deux chaînes de télévision en Turquie:

Selon les informations diffusées par la presse électronique hier matin, les forces de l'ordre turques ont pris le contrôle de force de deux chaînes de télévision à Istanbul, réputées d'être sympathisantes de l'opposition politique. Le Président du Parlement européen s'est dit inquiet de cette mise sous tutelle juste avant les élections législatives qui se dérouleront le 1^{er} novembre.

D'après un article paru le 25 octobre 2015 dans le journal allemand «Die Welt», un rapport très critique sur la situation de la Turquie, notamment en matière de droits de l'Homme et de l'État de droit, aurait été gardé sous clé en raison de l'aide sollicitée par l'Union européenne auprès de la Turquie dans le contexte de la crise migratoire.

Rappelons que la Turquie figure sur la liste des pays candidats de l'Union européenne et que la liberté d'expression et la liberté de la presse figurent parmi les valeurs fondamentales communautaires.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

1. Comment Monsieur le Ministre réagit-il par rapport aux atteintes contre la liberté d'expression décrites ci-dessus?

2. Monsieur le Ministre n'entend-il pas, en qualité de Président du Conseil de l'Union européenne, protester contre cette violation?

3. Monsieur le Ministre est-il au courant de ce rapport critique sur la Turquie, dont la publication aurait été retenue? Dans l'affirmative, quelles en sont les raisons?

Réponse (26.11.2015) de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes:

Ad 1. Le Luxembourg attache une grande importance au respect des droits et libertés fondamentales, dont la liberté d'expression, dans ses relations avec tous ses partenaires étrangers. Les atteintes à la liberté d'expression auxquelles l'honorable Membre de la Chambre des Députés fait référence me laissent soucieux, tout comme elles inquiètent l'Europe.

L'avancée des négociations d'adhésion à l'Union européenne et celle des réformes politiques en Turquie sont les deux faces d'une même médaille. C'est pour cette raison que le Luxembourg poursuit son engagement actif pour une ouverture rapide du chapitre 23 sur le pouvoir judiciaire et les droits fondamentaux, afin que des négociations avec la partie turque puissent avoir lieu à ces sujets. Ces négociations permettraient un meilleur alignement de la Turquie sur les normes européennes en matière de liberté d'expression notamment.

Ad 2. Depuis l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne, et dans le but d'assurer la cohérence et la visibilité de la politique étrangère européenne, les déclarations en matière de politique étrangère au nom de l'Union européenne sont faites par le Service européen pour l'action extérieure (SEAE). Ce dernier a affirmé sa préoccupation concernant les développements évoqués par l'honorable Membre de la Chambre des Députés au lendemain des événements, et a souligné que l'Union européenne

suivrait l'évolution de la situation de près, en réitérant l'importance que l'Union attachait au respect de l'État de droit et de la liberté des médias. En tant que pays candidat, la Turquie se devait de respecter les droits humains, y compris la liberté d'expression. L'Union européenne continuerait d'évoquer la liberté d'expression avec les autorités turques.

De même, dans le cadre des contacts bilatéraux que le Luxembourg entretient avec la Turquie, mon Département et moi-même soulevons régulièrement la situation de l'État de droit et des droits fondamentaux en Turquie.

Ad 3. La date de publication du rapport de progrès annuel élaboré par la Commission sur la situation dans tous les pays candidats et candidats potentiels à l'adhésion à l'UE (donc également la Turquie), initialement prévue pour la mi-octobre, a été reportée au 10 novembre cette année. Ce document est discuté en détail par le Conseil et donne lieu à des conclusions sur l'élargissement et les Balkans occidentaux, adoptées en principe en décembre.

La décision sur la date de la publication appartient entièrement à la Commission européenne. Ce n'est pas la première fois que la publication de ce rapport annuel n'intervient qu'en novembre - cela s'est fait en 2010 et avant 2008. La Commission a indiqué que le report de la publication tenait tant à l'actualité internationale qu'à la révision en profondeur de la méthodologie et de la présentation du rapport de progrès, dans le but de rendre le document plus lisible, moins volumineux et mieux compréhensible.

Question 1532 (30.10.2015) de M. Laurent Zeimet (CSV) concernant la sécurité alimentaire:

Die Weltgesundheitsorganisation WHO hat kürzlich verarbeitete Fleischprodukte wie Wurst und Schinken als krebserregend eingestuft. Auch rotes Fleisch sei wahrscheinlich krebserregend.

Doch auch andere Lebensmittel werden oft als gesundheitsgefährdend eingestuft, nicht zuletzt wegen ihrer Verpackung. So fordert zum Beispiel die Verbraucherorganisation foodwatch einen besseren Schutz vor gesundheitsgefährdenden Mineralölspuren aus Papierpackungen in Lebensmitteln. Bei einer Stichprobe wurden in neun von 42 Produkten Rückstände aromatischer Mineralöle festgestellt - darunter in Reis und Cornflakes. Als wesentliche Quelle dafür gelten Druckfarben, die in Altpapierpackungen enthalten sind. foodwatch schlägt vor, dass die EU Innenbeutel oder Beschichtungen vorschreiben müsste, um einen Übergang ins Produkt zu verhindern. Nötig sei auch, Grenzwerte festzulegen.

Vor diesem Hintergrund möchte ich folgende Frage an die Gesundheitsministerin und an den Agrikulturminister richten:

- Gedenkt die Regierung diese Problematik in den kommenden Wochen im Rahmen der EU-Ratspräsidentschaft anzusprechen?

Réponse commune (01.12.2015) de Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé, et de M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:

Im Rahmen der luxemburgischen Ratspräsidentschaft der Europäischen Union fand am 30. September 2015 eine Konferenz im Bereich der Lebensmittelkontaktmaterialien zum Thema „Food contact materials: working together for safety and innovation in Europe“ in Luxemburg statt. An dieser Konferenz nahmen Experten der Industrie, der Mitgliedstaaten, der European Food Safety Authority (EFSA), des Europäischen Rates, des Europäischen Referenzlabors (JRC) und der Europäischen Kommission teil^{4/5}.

In dieser Konferenz wurde vor allem ersichtlich, dass das eigentliche Problem im Bereich der Lebensmittelkontaktmaterialien das Fehlen von spezifischen Verordnungen auf europäischer Ebene ist. Sowohl die Industrie als auch die Mitgliedstaaten bedauern die derzeitige Lage, dass viele Verfahren lange dauern und dadurch der freie Verkehr von Lebensmittelkontaktmaterialien im Binnenmarkt gehemmt wird. Die Europäische Kommission arbeitet darauf hin, dass eine gegenseitige Anerkennung der existierenden nationalen Regeln angestrebt werden soll, und dies, weil die Ausarbeitung von spezifischen europäischen Verordnungen sehr zeitaufwändig und ressourcenintensiv ist. Die Industrie hat ebenfalls die Dauer der Zulas-

sungen neuer Substanzen im Rahmen der aktuellen Kunststoffverordnung bemängelt⁶. In diesem Bereich kommt es vor, dass die Zulassungen teilweise doppelt bis dreifach länger brauchen im Vergleich mit den Zulassungen an den außereuropäischen Wirtschaftsmärkten. Laut Aussage der Industrie sei dies eine Barriere der Konkurrenzfähigkeit für den europäischen Markt. Aufgrund der oben genannten luxemburgischen Konferenz sowie einer weiteren Konferenz, „Innovation in Food“ im Oktober 2015 im Rahmen der Expo in Mailand, hat die Europäische Kommission in der letzten Lebensmittelkontaktmaterialien-Expertenarbeitsgruppe einen Vorschlag zur Beschleunigung der Zulassungsprozedur unterbreitet.

Die Problematik des Übergangs von Mineralölen aus Pappe oder Papier in Lebensmittel wurde in der letzten Expertenarbeitsgruppe in Brüssel angesprochen. Die Hauptursache für das Vorkommen von Mineralölen in Lebensmittelkontaktmaterialien liegt im Recyclen von Papier und Pappe, da sowohl Lebensmittelkontaktmaterialien als auch Nichtlebensmittelkontaktmaterialien wie Zeitungspapier in den Recyclingprozess gelangen. Für die Bedruckung von Zeitungspapier und anderen Nichtlebensmittelkontaktmaterialien werden im Allgemeinen mineralöhlhaltige Druckerfarben verwendet, die jedoch nicht für den Lebensmittelkontakt geeignet sind und auch in der Regel keinen Einsatz in diesem Bereich finden. Die Recyclingprozesse von Papier und Pappe für Lebensmittelkontaktmaterialien unterliegen keiner Genehmigung. Kunststoff wird jedoch demnächst nur noch recycelt werden, wenn der Prozess genehmigt wurde und dies nach Verordnung (EG) N°282/2008.

Zusätzlich darf das Ausgangsmaterial nicht mehr als 5% Kunststoff aus dem Nichtlebensmittelbereich enthalten.

Sollten die Recyclingprozesse für Papier und Pappe ähnlichen Bestimmungen unterworfen werden, dann befürchtet die Industrie massive Beeinträchtigungen. Jedoch könnte eine solche Regelung den Übergang von Mineralölen aus Druckerfarben verhindern oder auf ein Mindestmaß begrenzen.

Ein anderer Ansatz, der auch bei der luxemburgischen Konferenz erläutert wurde, um eine mögliche Migration von Mineralölen aus recyceltem Papier und Pappe zu verhindern, könnte der Einsatz von funktionellen Barrieren oder von zusätzlichen inneren Verpackungen sein. Diese Option wird vorerst nur auf freiwilliger Basis Anwendung finden. Die Hersteller von Lebensmittelkontaktmaterialien sind jedoch laut Artikel 3 der Rahmenverordnung dazu verpflichtet, Materialien und Gegenstände nach guter Herstellungspraxis so herzustellen, dass sie unter den normalen oder vorhersehbaren Verwendungsbedingungen keine Bestandteile auf Lebensmittel in Mengen abgeben, die die menschliche Gesundheit gefährden. Des Weiteren sollten die Lebensmittelkontaktmaterialien keine unvermeidbare Veränderung der Zusammensetzung der Lebensmittel oder eine Beeinträchtigung der organoleptischen Eigenschaften der Lebensmittel herbeiführen.

Auch der Europäische Rat in Straßburg hat eine Arbeitsgruppe eingesetzt, die mit der Überarbeitung des „Policy statement concerning paper and board materials and articles intended to come into contact with food stuffs“ von 2009 befasst ist und in diesem Bereich Untersuchungen sowie Risikobewertungen durchführt. Diese Überarbeitung behandelt, neben einer Festlegung von Grenzwerten für den Übergang von Mineralölen, die jeweilige Untersuchungsmethode, was eine große Herausforderung darstellt, da die Methode durch viele Faktoren beeinflusst werden kann.

Es ist davon auszugehen, dass in den nächsten Jahren vermehrt Untersuchungen und Kontrollen im Bereich der Lebensmittelkontaktmaterialien aus Papier und Pappe stattfinden werden.

Jedoch ist hierfür eine gesetzliche Grundlage unabdingbar. Der „Service de la sécurité alimentaire“ hat in den letzten Jahren Bestimmungen von UV-Absorbern sowie Weichmachern in Lebensmittelkontaktmaterialien aus Papier und Pappe auf Grundlage des derzeitigen „Policy statement“ sowie der BfR-Empfehlungen durchgeführt. Eine Ausweitung der Untersuchungen auf Mineralöle in Luxemburg wird derzeit in Betracht gezogen; ist jedoch stark abhängig von den verfügbaren Ressourcen.

⁶ VO (EU) N°10/2011 der Kommission vom 14.01.2011 über Materialien und Gegenstände aus Kunststoff, die dazu bestimmt sind, mit Lebensmitteln in Berührung zu kommen

⁴ <http://www.securite-alimentaire.public.lu/actualites/evenements/2015/septembre/Conference---Food-Contact-Materials/index.html>

⁵ <http://www.securite-alimentaire.public.lu/actualites/evenements/2015/septembre/Conference---Food-Contact-Materials/Conclusions-of-the-conference-V2.pdf>

Question 1533 (30.10.2015) de **Mme Sylvie Andrich-Duval** (CSV) concernant la **maladie de Lyme**:

La maladie de Lyme (ou Borréliose de Lyme) est une infection bactérienne répandue mondialement et transmise à l'homme par morsures de tiques. Si elle n'est pas soignée, cette infection chronique peut entraîner des complications graves au niveau de plusieurs organes, ce qui se traduit pour les patients en douleurs quotidiennes et un corps qui s'épuise très vite. Il est facile de prévenir les complications, car la maladie de Lyme se traite sans difficulté lorsqu'elle est détectée tôt. Mais, c'est en effet le diagnostic qui est compliqué comme les symptômes peuvent être multiples et les tests disponibles ont des limites.

Au Luxembourg la maladie de Lyme n'est pas reconnue et les traitements quotidiens, qui peuvent coûter jusqu'à 1.000 euros par mois, ne sont par conséquent pas remboursés par les caisses de maladie.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

- Pour quelles raisons la maladie de Lyme n'est-elle pas reconnue au Luxembourg?

- Madame la Ministre n'estime-t-elle pas que l'on doive au plus vite reconnaître cette maladie?

- Pour quelles raisons n'existe-t-il pas de statistiques fiables relatives à cette maladie infectieuse qui devrait être déclarée par les médecins traitants?

- Ne devrait-on pas davantage sensibiliser les médecins afin de favoriser un diagnostic rapide et efficace?

Réponse (11.11.2015) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*:

La maladie de Lyme est une maladie infectieuse transmise à l'homme le plus souvent par une morsure de tique infectée par une bactérie du genre *Borrelia*. Une infection par une telle bactérie peut causer une maladie appelée borreliose, qui, le plus souvent, guérit spontanément mais, dans certains cas, évolue vers des stades plus graves pouvant aller d'atteintes cutanées jusqu'à des atteintes du système nerveux ou atteintes cardiaques. Une fois diagnostiquée, la maladie est curable par des antibiotiques. Le traitement et les consultations médicales dans ce cas sont pris en charge par la CNS selon la réglementation en vigueur.

La maladie est connue au Luxembourg et elle est identifiée comme maladie à déclaration obligatoire suivant le règlement grand-ducal du 10 septembre 2004 portant désignation des maladies infectieuses ou transmissibles sujettes à déclaration obligatoire.

Il s'agit en l'occurrence d'une maladie infectieuse scientifiquement reconnue, aussi au Luxembourg.

Les médecins sont censés déclarer cette maladie à l'autorité sanitaire. Il semble que ces déclarations fassent souvent défaut et de ce fait une estimation exacte du nombre de cas est très difficile. Afin de pouvoir remédier à cette situation, un avant-projet de loi obligeant les médecins et les laboratoires à déclarer les maladies infectieuses diagnostiquées, dont la borreliose, sera soumis sous peu au Gouvernement en Conseil.

Il est vrai qu'un diagnostic rapide contribue à éliminer précocement la maladie. Il est encore important de sensibiliser le concerné à consulter rapidement, après avoir constaté les signes. Une sensibilisation du médecin posant le diagnostic est utile également. À ces fins, un dépliant de sensibilisation peut être téléchargé sur le site Internet www.sante.lu:

<http://www.sante.public.lu/fr/publications/a/attention-danger-tiques/attention-danger-tiques-2011-fr.pdf>

Question 1534 (30.10.2015) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant l'**espionnage par le Bundesnachrichtendienst (BND)**:

De 15. Oktober huet „Spiegel Online“ gemellt, datt den däitschen Auslandsnachrichtendienst BND (Bundesnachrichtendienst) bis 2013 wäit iwwer seng Missioun eraus Botschaften a Ver-

waltungen vu befrënd Länner ausspionéiert huet, an zwar net am Kader vu senger Zesummenaarbecht mat der amerikanescher NSA, mä fir de Konto vun Däitschland eleng. Doriwuer wéilt ech dem Här Statsminister des Froe stellen:

1. Kann den Här Statsminister matdeelen, ob eng Lëtzebuurger Ambassade, aner Lëtzebuurger Administratiounen oder Lëtzebuurger Entrepreneuren d'Affäre vun dem Spionage gi sinn?

2. Huet d'Regierung sech vun Däitschland iwwer dee Sachverhalt, deen déi däitsch Regierung de 14. Oktober offiziell hirer zoustänneger Parlamentskommissioun matgedeelt hätt, informéiert gelaass?

3. Am Artikel geet Rieds vu juristeschen problemateschen Selektoren, déi d'Sich vum BND erméiglecht hätten. Huet den Här Statsminister nogefrot, ob an där Lëscht vu Selektoren d'Nimm vu Lëtzebuurger Verwaltungen oder vu Lëtzebuurger Entrepreneuren optauchen?

4. Am Fall, wou d'Lëtzebuurger Regierung nach net zu Berlin nogefrot hätt, gëtt et dofir Ursachen?

5. Am Fall, wou Berlin vu Lëtzebuerg no deem Sachverhalt scho gefrot gi war, ass eng Äntwert ze erwaarden oder ass déi Äntwert schon do?

6. Wann déi däitsch Regierung d'Lëtzebuurger Regierung schon informéiert huet, firwat ass déi Äntwert zu Lëtzebuerg nach net public gemaach ginn?

7. Wéi bewäert den Här Statsminister de Fait, datt en EU-Land an Nato-Partner aner EU-Länner an Alliéierter ausspionéiert?

8. Wat fir diplomatesch an aner Schrëtt gedenkt d'Lëtzebuurger Regierung ze ënnerhuelen, wann den Artikel vun „Spiegel Online“ am Hëllef op Lëtzebuurger Interesse confirméiert gëtt?

Réponse (23.11.2015) de **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État*:

Den Deputéierte stellt verschidde Froen am Zesummenhank mat den Aktivitéiten vum Bundesnachrichtendienst (BND) am Ausland.

Allgemeng wëll ech soen, datt d'Lëtzebuurger Autoritéiten d'Moyenen hunn, fir feststellen, wéi eng Aktivitéit vun auslänneschen Déngschter, an domat verbonnen eng Verletzung vun eiser nationaler Souveränitéit, zu Lëtzebuerg duerchgefouert ginn.

Ad 1. Aus den Explikatiounen, déi mer kritt hunn, geet ervir, datt de BND net d'Missioun huet, Lëtzebuurger Institutionen oder Organisationsen hei am Land ze cibléieren.

Ad 2. Wa befrënd State verdächtigt ginn, esou Aktivitéiten zu Lëtzebuerg duerchzeféieren, froen d'Lëtzebuurger Autoritéiten iwwer déi appropriéiert Kanäl déi néideg Klarifikatiounen un. Dëst ass och gemaach ginn a Bezuch op d'Aktivitéit vum BND an den europäeschen Nopeschlänner, dorënner zu Lëtzebuerg.

Ad 3. Mir hu verséichert kritt, datt keng Lëtzebuurger Verwaltungen oder Entrepreneuren selektéiert sinn.

Ad 4. a 5. Duerch d'Äntwerten op déi viregt Froe sinn des Froen hifälleg.

Ad 6. Déi Klarifikatiounen sinn d'Resultat vun normale bilaterale Kontakter.

Ad 7. De Lëtzebuurger Premier bewäert net d'Aktivitéit vun Administratiounen, déi vun anere Regierungen ofhänken.

Ad 8. Den aktuellen Niveau vun der Bedroung duerch Spionage ass esou, datt d'Regierung spezifeschen Sécherheetsmoossname getraff huet, déi sensibel, national oder international klassifizéiert Informatiounen schützen. Des Moossname begräife Sécherheetshabilitatiounen no enger Sécherheetsiwwerprüfung, d'Opstelle vu Sécherheetsdispositiven, déi déi klassifizéiert Informatiounen schützen, an ee securiséierten an homologéierten Informatikréseau. Och ginn d'ekonomesch Akteuren op d'Bedroung, déi vun der Economie- an Industriespionage ausgeet, sensibiliséiert. Déi national Akteuren am Beräich vun der Sécherheet evaluéieren periodesch den Niveau vun der Bedroung a koordinéieren sech a Bezuch op déi noutwendeg Sécherheetsmoossnamen.

Question 1535 (30.10.2015) de **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant la **représentation unique de la zone euro au sein du Fonds Monétaire International (FMI)**:

L'article 138 du Traité de Lisbonne stipule que le Conseil, sur proposition de la Commission européenne et après consultation de la Banque centrale européenne, «peut adopter les mesures appropriées pour assurer une représentation unifiée au sein des institutions et conférences financières internationales».

En 2012, dans son projet détaillé pour une Union économique et monétaire véritable et approfondie, la Commission a souligné que les progrès réalisés dans la gouvernance économique de la zone euro devraient ouvrir la voie à un renforcement et à une consolidation de la représentation extérieure de l'euro, qui devrait également, si possible, être unifiée dans les organisations économiques et financières.

Selon un document rédigé par 16 groupes de réflexion européens et coordonné par «Notre Europe», «il serait utile de créer une représentation unique de l'euro dans le monde en général, et au FMI en particulier, surtout après la crise financière mondiale et l'émergence du G20 comme principal forum sur la gouvernance économique mondiale».

Comme l'a récemment laissé entendre la Commission, une représentation unique de la zone euro au sein du FMI pourrait devenir une réalité d'ici dix ans. Pourtant, les États de la zone euro siégeant au Conseil d'administration du FMI semblent être réticents par rapport à cet objectif.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Le Gouvernement luxembourgeois est-il au courant des développements actuels dans le contexte d'une représentation unique de la zone euro au sein du FMI?

- Le Gouvernement est-il en faveur d'une représentation unique de la zone euro au sein du FMI et pour quels motifs?

Réponse (01.12.2015) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*:

La Commission européenne a publié le 21 octobre 2015 un paquet de mesures visant à mettre en œuvre la phase 1 du rapport des cinq Présidents sur l'approfondissement de l'Union économique et monétaire. Le train de mesures adopté par le collège des commissaires comporte entre autres une feuille de route menant à une représentation plus unifiée de la zone euro au sein des institutions financières internationales, en particulier au FMI.

Pour parvenir à une représentation commune de la zone euro en 2025 au plus tard, la Commission prévoit une approche par étapes. Les États membres de la zone euro renforceront la coordination de leurs positions au sein du FMI. La représentation de la zone euro au FMI serait progressivement améliorée, l'objectif ultime étant d'aboutir à une représentation commune des États membres de la zone euro au FMI par le Président de l'Eurogroupe.

Les Ministres des Finances ont eu un premier échange de vues, à l'occasion de l'ECOFIN du 10 novembre 2015, sur le paquet de mesures de la Commission européenne. Les propositions de la Commission européenne concernant la représentation externe de la zone euro seront examinées en plus de détails dans les mois à venir dans les comités concernés dont le Comité économique et financier. Le Gouvernement est disposé à discuter d'une représentation plus unifiée de la zone euro au FMI dans le cadre plus vaste de l'approfondissement de l'UEM et de la réforme de la gouvernance du FMI.

Question 1536 (02.11.2015) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant les **logements pour réfugiés et personnes en difficulté**:

Wéi den Här Banneminister de 15. Oktober mueres op engem lëtzebuergesche Radio iwwer d'Migrantekris gefrot gouf, huet seng lescht Äntwert e Regierungsprogramm betraff, dee sollt de Migranten hëllefen, fir Wunnengen an de Gemengen ze fannen. Hien huet zouginn, datt d'Lag um Wunnengsmaart och scho virun der Migrantekris gespaant war an datt vill Awunner am Land Schwieregkeeten hunn, fir eng fir si adequat Wunneng ze fannen. Hien huet erkläert, datt dee Programm, deen elo fir d'Migranten ugefaange gëtt, zur Halschent och soll Stéit vu Lëtzebuerg zegutt kommen, déi scho laang eng Wunneng sichen an op de Waardelëschte vum Fonds du Logement an der SNHBM (Société Nationale des Habitations à Bon Marché) ageschriwwen sinn. D'Gemenge solle Wunnengen um Wunnengsmaart lounen an un d'Leit weiderverlounen (Sous-location).

An deem Zesummenhank wéilt ech dem Här Banneminister an der Madamm Minister fir de Wunnengsbau des Froe stellen:

1. Wéini soll dee Programm, deen den Här Minister ugekënnegt huet, ulafen?

2. Wéi vill Wunnenge mengt d'Regierung op deem Wee kënnen disponibel ze maachen?

3. Ass schonn un eng finanziell Gréissenerdung vun deem Programm geduecht ginn

oder gëtt de Programm mat illimitéiertem Budget lancéiert? Fir wéi en Zäitraum ass déi Moosnam virgesinn?

4. Iwwerhëlt d'Regierung respektiv d'Gemenge an deem heite Fall och d'Bankgarantie fir de Wunnengsbesëtzer an ass si haftbar, wa Schied an der Wunneng sollten entstoen? Oder ginn déi Responsabilitéiten un d'Souslocataire virugereecht?

5. Wéi héich ass déi finanziell Eegebedelegung vun deene Persounen, déi en Asylantestatut kritt hunn, respektiv vun deenen, déi esou e Statut (nach) net hunn?

6. Wéi gëtt garantéiert, datt Awunner hei aus dem Land géintwuer Migranten, déi nei ukomm sinn, net benodelegt ginn? Wéi sinn d'Regele fir d'Verdeelung tëschent Awunner a Migranten a wéi ginn des Regele kontrolléiert? U wie kann e Bierger sech adresséieren, wann e sech benodelegt fillt?

7. Vu wéi engem Zäitpunkt an der Prozedur un, kënnen Migranten esou eng Wunneng kréieren?

8. Wann d'Regierung weess, datt d'Situatioun um Wunnengsmaart hei am Land gespaant ass, firwat kënnst du relativ einfach Moosnam elo eréischt?

9. Wäre esou e Programm net schonns virun der Migrantekris denkbar gewiescht, fir anere Leit hei am Land, déi an enger schwiereger Situatioun sinn, ze hëllefen?

Réponse commune (04.12.2015) de **M. Dan Kersch**, *Ministre de l'Intérieur*, et de **Mme Maggy Nagel**, *Ministre du Logement*:

Ad 1. Déi entsprechend Circulaire mat allen Informatiounen ass de 24. November 2015 un d'Gemenge verschéckt ginn, d'Gemenge goufen allerdéngs schonn an enger Aarbechtssitzung de 27. Oktober 2015 iwwer déi grouss Linne vun deem Programm informéiert.

Ad 2. D'Regierung ka keng genau Zuel uginn, dëst hänkt vun der Verfügbarkeet vun de Wunnengen, déi am Besëtz vun de Gemenge sinn, respektiv vun der Zuel vun de Wunnengen of, déi vu Privatpropriétaires am Kader vun deem Programm un d'Gemenge verlount ginn.

Ad 3. Well déi genau Unzuel vu Wunnengen net virauszegesinn ass, gëtt de Programm mat illimitéiertem Budget lancéiert. De Programm soll, am Prinzip, iwwer dräi Joer lafen.

Ad 4. Generell fällt de Contrat de bail zwëschen der Gemenge an dem Privatpropriétaire ënnert d'Bestëmmung vum Gesetz iwwer de Bail à loyer, d'Convention de mise à disposition zwëschen der Gemenge an dem Bénéficiaire fällt allerdéngs net dorënner. A béide Fäll ginn d'Rechter an d'Flichte vun deene jee-weelege Parteien a Konventiounen festgehal.

An deem temporäre Programm brauch de Wunnengsbesëtzer allerdéngs keng Bankgarantie, well d'Gemenge e solvablen Acteur ass.

Ad 5. Des Mesure wennt sech un Leit, déi de Statut kritt hunn, also un d'Bénéficiaires de protection internationale, souwéi och un Leit, déi op der Sich no enger Wunneng sinn, an op der Waardelëscht vum Fonds du Logement stinn. Déi finanziell Bedelegung läit bei 400 Euro plus 100 pro Schlofzëmmer, Chargen net mat agerechent.

Ad 6. D'Regierung preziséiert nach eng kéier, dass de Programm sech net un d'Demandeurs de protection internationale wennt, mä souwuel u Leit, déi de Statut unerkannt kritt hunn, also un d'Bénéficiaires de protection internationale, wéi un Awunner, déi op der Sich no enger Wunneng sinn an op der Waardelëscht vum Fonds du Logement sinn.

Per Konventioun verflichten d'Gemenge sech, paritétesch souwuel Wunnenge fir déi eng wéi och fir déi aner zur Verfügung ze stellen. Dëst gëtt am Innenministère, zesumme mam OLAI a mam Wunnengsbauministère, koordinéiert.

Ad 7. Vun do un, wou se de Statut unerkannt kritt hunn, also Bénéficiaires de protection internationale sinn.

Ad 8. an 9. Déi grouss Unzuel vu Flüchtlingen, déi an de leschte Méint an onsem Land ukomm sinn, erfuerdere speziell temporär Mesuren an enom Ustrengungen, fir dass jiddwereen en Ennerdaach huet.

E groussen Undeel vun de concernéierte Privatwunnenge gi reservéiert fir déi Leit hei am Land, déi op der Sich no enger Wunneng sinn an op der Lëscht vum Fonds du Logement ageschriwwen sinn.

Eng äänlech Moosnam gëtt et scho säit iwwer sechs Joer zu Lëtzebuerg, an zwar de System vun der AIS (Agence Immobilière Sociale), deen vun der Regierung ënnerstëtzt gëtt an deen nach weider ausgebaut wäert ginn. Des Weidere ënnerstëtzt d'Regierung och äänlech Initiativen am Beräich vun de Gemengen.